S FRA 1 (1986)

92e VOLUME

institut national
de la
statistique
et des
études économiques

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

RÉSULTATS DE 1986

1987

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

072 FRA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ministère de l'économie, des finances et de la privatisation

Institut national de la statistique et des études économiques
18, boulevard Adolphe-Pinard - 75675 PARIS CEDEX 14 - Tél. : (1) 45 40 12 12

I. N. S. E. E.
DOCUMENTATION
- 5. NOV. 1987
BIBLIOTHÈQUE

92e VOLUME

RÉSULTATS DE 1986

Nouvelle série n° 34

ISBN 2-11-064988-7

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

S FRA 1 (1986)

Directeur de la publication : Edmond MALINVAUD

Rédacteur en chef : Jacqueline SABOURET

Assistants de rédaction : François LEBEAUPIN, Hervé MERAVILLE

Secrétaire de fabrication : Christian MOREAU

L'INSEE souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion possibles des informations et des analyses qu'il publie. Toute reproduction est donc autorisée, sans aucune restriction. Mais, dans l'intérêt même des lecteurs, l'INSEE demande que la mention précise de la source et la référence exacte de la publication (année d'édition) soient explicitement indiquées.

Avant-propos

Le développement de l'appareil d'observation statistique a entraîné, au cours des vingt dernières années, un accroissement important du volume de l'information statistique disponible; celle-ci est désormais diffusée par de multiples publications spécialisées, ainsi que sur de nouveaux supports tels que les microformes ou les bandes magnétiques.

*La conception de l'*Annuaire statistique de la France *s'est progressivement adaptée à cette situation tout en s'efforçant de maintenir une très grande continuité dans le choix et la présentation des séries statistiques.*

*Fournir à l'utilisateur l'essentiel de l'information disponible ainsi que les moyens d'accéder à une information plus détaillée est le but recherché par l'*Annuaire statistique de la France.

Chaque chapitre se compose donc :

— d'un commentaire technique nécessaire à la compréhension des données chiffrées;

— des résultats essentiels (séries annuelles, données d'enquêtes, comparaisons internationales,...);

— de références documentaires permettant l'accès aux publications spécialisées, voire aux services statistiques eux-mêmes lorsqu'il s'agit de questions complexes.

De plus, le lecteur trouvera une liste d'organismes utiles à connaître :

— les observatoires économiques régionaux de l'INSEE, *auxquels il peut s'adresser pour consulter ou se procurer la totalité des résultats élaborés par l'INSEE, mais également les principaux résultats élaborés par les autres services statistiques;*

— les services statistiques spécialisés, *qui possèdent généralement un service d'information du public.*

*L'édition 1987 de l'*Annuaire statistique de la France *présente les données les plus récentes au moment de la constitution du manuscrit (troisième trimestre 1987). Les résultats portant sur l'année 1986 représentent un bon tiers des résultats les plus récents. Une grande partie des tableaux (plus des deux tiers) présentent des séries sur six ans ou plus.*

D'une façon générale, l'annuaire fait état de résultats au niveau de la nation dans son ensemble et pour l'année dans son entier. Il est rappelé au lecteur que les résultats régionaux et départementaux se trouvent dans Statistiques et indicateurs des régions françaises *(Les collections de l'INSEE, série R) d'une part, et dans les* Publications régionales de l'INSEE *d'autre part, et que les résultats infra-annuels sont régulièrement publiés dans le* Bulletin mensuel de statistique *et dans* Tendances de la conjoncture.

***

*L'Institut national de la Statistique et des Études économiques tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'*Annuaire statistique de la France.

Bien qu'il s'efforce constamment d'en accroître la qualité, cet ouvrage comporte encore certainement des lacunes et des imperfections; aussi accueillera-t-il bien volontiers les observations ou les suggestions dont pourraient tirer profit les prochaines éditions.

SOMMAIRE

Chapitre		Page
	A. GÉOGRAPHIE ET ENVIRONNEMENT	
A.01	Territoire	5
A.02	Climatologie	17
A.03	Environnement	23
	B. DONNÉES DE DÉMOGRAPHIE	
B.01	État de la population	43
B.02	Mouvement naturel	59
B.03	Mouvements migratoires	81
B.04	Nationalité	87
	C. EMPLOI, SALAIRES ET REVENUS	
C.01	Population active, emploi	93
C.02	Conditions de travail	121
C.03	Salaires et revenus	135
C.04	Prestations sociales	151
	D. CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE	
D.01	Consommation et modes de vie des ménages	177
D.02	Logement	203
D.03	Santé, aide sociale	211
	E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS	
E.01	Communication	233
E.02	Culture	245
E.03	Tourisme	265
E.04	Jeunesse et sports	277
E.05	Loisirs divers	291
	F. ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE	
F.01	Enseignement et formation	301
F.02	Recherche et développement technologique	323
F.03	Propriété industrielle	331
	G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES	
G.01	Comptabilité nationale	339
G.02	L'appareil productif	353
G.03	Production industrielle	381
G.04	Mouvement économique	407
	H. PRIX	
H.01	Indices de prix à la consommation	419
H.02	Prix de détail	435
H.03	Indices de prix de gros, indices de prix de vente à la production	443
	I. AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	
I.01	Agriculture	465
I.02	Forêts	495
I.03	Pêche maritime	505
I.04	Industries agricoles et alimentaires	513
	J. ÉNERGIE	
J.01	Bilan de l'énergie	529
J.02	Charbon	537
J.03	Pétrole	543
J.04	Électricité	551
J.05	Gaz	559
	K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION	
K.01	Minerai de fer et sidérurgie	569
K.02	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	575
K.03	Minéraux divers et matériaux de construction	583
K.04	Verre et chimie	589
K.05	Fonderie et travail des métaux	601
K.06	Construction mécanique, électrique et électronique	607
K.07	Matériel de transport terrestre, construction navale et aéronautique	619
K.08	Textiles et cuirs	629
K.09	Bois, papiers, imprimerie	643

Chapitre		Page
	K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION (*suite*)	
K.10	Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses	653
K.11	Bâtiment, génie civil et agricole	661
	L. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	
L.01	Transports ferroviaires	677
L.02	Transports routiers	685
L.03	Transports de navigation intérieure	699
L.04	Transports maritimes	707
L.05	Transports aériens	717
L.06	Postes et télécommunications	727
	M. COMMERCE ET SERVICES MARCHANDS	
M.01	Commerce intérieur	739
M.02	Services marchands rendus principalement aux entreprises	755
M.03	Services marchands à destination des ménages	767
M.04	Assurances	771
	N. FINANCES	
N.01	Monnaie, crédit, épargne	783
N.02	Marché financier, bourse	807
	O. COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS	
O.01	Commerce extérieur	817
O.02.	Balance des paiements	841
	P. ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE	
P.01	Élections	857
P.02	Justice	863
P.03	Finances publiques	875

ANNEXES

	Page
• *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*	
Avant-propos	III
Sommaire	IV
Précisions d'ordre général	VI
Signes conventionnels	VI
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire	VI
Organigramme de la direction générale de l'INSEE	VIII
Établissements régionaux de l'INSEE et services statistiques outre-mer	IX
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire	XIV
• *SUR FEUILLETS VERTS :*	
Liste des tableaux	1*
Index alphabétique	13*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale	20*
Principales publications statistiques internationales	31*
Publications de l'INSEE	37*
Information, consultation, vente	48*

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. — Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, à moins de mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. — Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

Signe	Signification
●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
—	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
ε	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée de la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

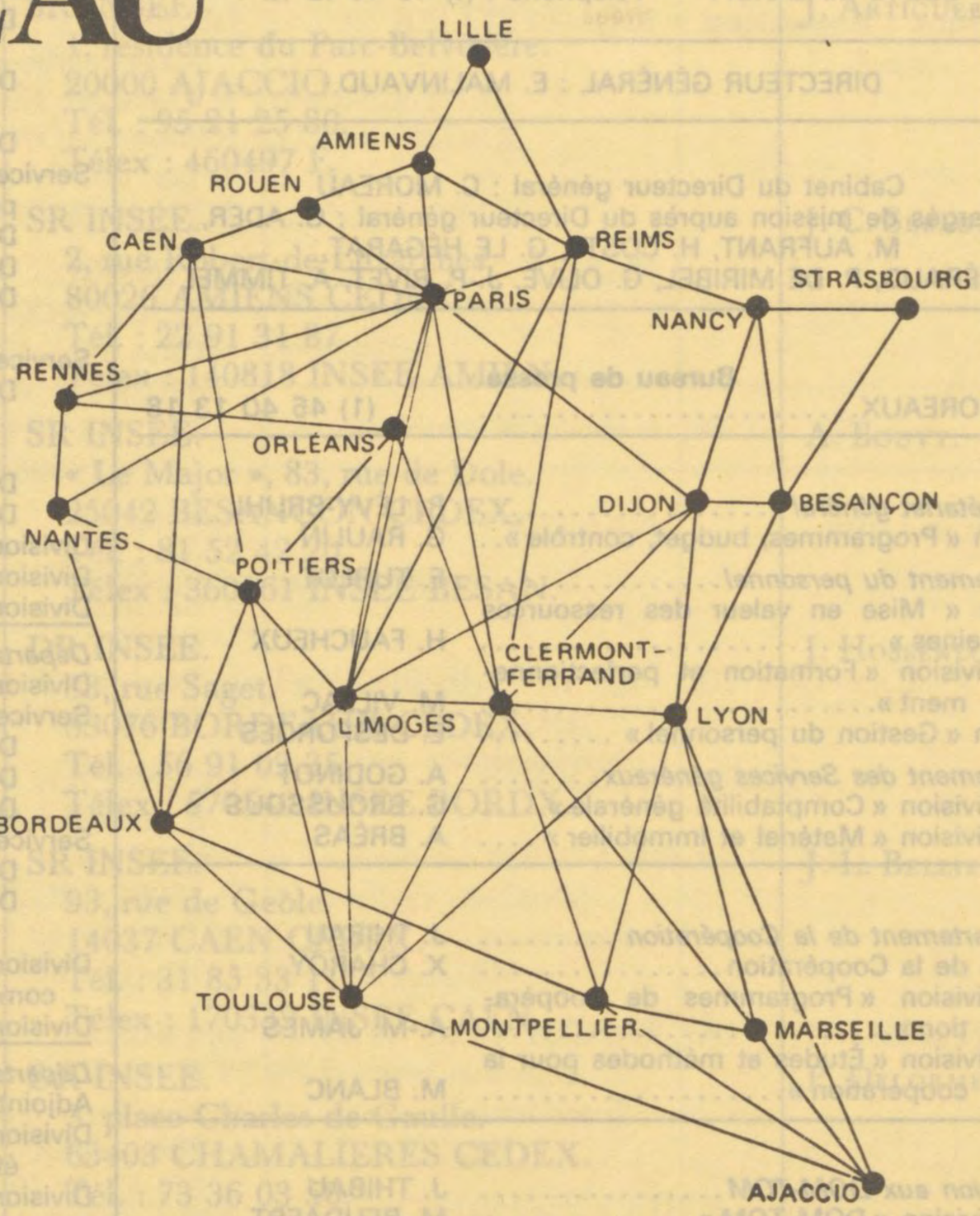
RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

— soit à l'aide du *sommaire*;
— soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en annexe);
— soit à l'aide de l'*index alphabétique* (en annexe).

Un service public d'information économique et sociale

LE RESEAU des Observatoires Economiques Régionaux de L'INSEE



Vous êtes à la recherche d'informations économiques et sociales: un **Observatoire Economique, centre public de documentation et d'information**, est à votre disposition dans votre région.

L'Observatoire Economique rassemble et sélectionne pour vous, auprès des principaux détenteurs d'informations locales, régionales, nationales et internationales, les chiffres, les études, les articles, les mémoires et notes diverses qui vont effectivement vous aider.

Parmi les nombreux services rendus :

— consultation gratuite de tous les documents en salle de lecture ;
— reproduction et expédition des documents à la demande ;
— ventes de toutes les publications nationales et régionales de l'INSEE ;
— exploitations informatiques sur mesure des fichiers statistiques de l'INSEE.

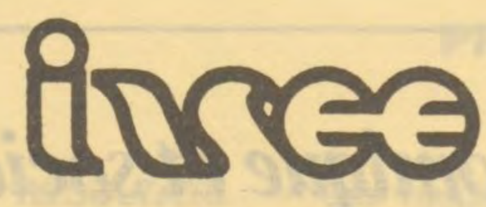
Vous pouvez téléphoner, écrire, vous rendre à l'Observatoire Economique. **Une équipe attentive et compétente vous attend.** Elle a pour métier d'informer, elle vous écoute, analyse avec vous **VOTRE PROBLEME**, vous conseille dans l'utilisation de l'information.

Quelle que soit la région sur laquelle porte votre question, votre Observatoire y répondra : les OER travaillent ensemble.

La liste et les adresses des Observatoires Économiques Régionaux figurent page XI de cette publication.

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

SP 620



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : (1) 45 40 12 12 - (1) 45 40 01 12
École (ENSAE) : 3, avenue Pierre-Larousse
92240 MALAKOFF — Téléphone : (1) 45 40 12 12

DIRECTEUR GÉNÉRAL : E. MALINVAUD

Cabinet du Directeur général : C. MOREAU
Chargés de mission auprès du Directeur général : G. ADER, M. AUFRANT, H. COSTE, G. LE HÉGARAT, J. MÉRAUD, P. DE MIRIBEL, G. OLIVE, J.-P. RIVET, A. TIMMEL

Bureau de presse

J.-F. MOREAUX ..... (1) 45 40 13 18

● *Secrétariat général* ..... R. LÉVY-BRUHL
Division « Programmes, budget, contrôle » .. G. RAULIN
Département du personnel ..... F. TURLOT
Service « Mise en valeur des ressources humaines » ..... H. FAUCHEUX
Division « Formation et perfectionnement » ..... M. VILLAC
Division « Gestion du personnel » ..... E. DESFORGES
Département des Services généraux ..... A. GODINOT
Division « Comptabilité générale » .... G. BROUSSOUS
Division « Matériel et immobilier » .... A. BRÉAS

● *Département de la Coopération* ..... J. THIBAU
Service de la Coopération ..... X. CHAROY
Division « Programmes de coopération » ..... A.-M. JAMES
Division « Études et méthodes pour la coopération » ..... M. BLANC

● *Mission aux DOM-TOM* ..... J. THIBAU
Division « DOM-TOM » ..... M. BEUDAERT

● *Département de la Coordination statistique et comptable* ..... A. VANOLI
Chef adjoint du Département, chef de la division « Relations avec les services statistiques » ..... J. BÉGUÉ
Division « Concepts et définitions statistiques et comptables » ..... P. TEILLET
Division « Synthèse des comptes nationaux » ..... G. HONORÉ
Division « Nomenclatures » ..... P. LESTANG
Division « Systèmes d'information des administrations » ..... C. POULAIN
Secrétariat des questions internationales ..... N...
Secrétariat du Conseil national de l'Information statistique (CNIS) ..... J.-P. DELISLE

● *Direction de la production* ..... J. VACHER

Service « Organisation et méthodes de la production » ..... J.-M. RUCH
Division « Études et méthodes de la production » ..... C. BERNARD
Division « Organisation de la production » ..... M. ALAMBRET
Département des Travaux régionaux ..... J.-M. REMPP
Division « Collecte » ..... J. HÉBRARD
Division « Plan de charge et suivi des travaux » ..... F. PASCAUD

Département « Informatique » ..... G. VALENTIN
Chef adjoint du Département ..... A.-M. ZAMPA
Division « Ordinateurs et systèmes » .. M. CHODORGE
Division « Coordination des moyens informatiques ..... C. MIKAELIAN
Division « Logiciels » ..... J.-P. GRANDJEAN
Division « Bureautique » et « Micro-informatique » ..... F. VENNAT
Division « Information et formations informatiques » ..... E. TALLET

● *Direction de la Statistique générale* ..... J. DESABIE

Département « Population-ménages » ..... C. SEIBEL
Service de la Démographie ..... J. BOUDOUL
Division « Mouvement de la population et études démographiques » ..... J.-C. LABAT
Division « Recensements de la population » ..... A. LERY
Division « Statistiques locales » ..... J. ANFRÉ
Service « Conditions de vie des ménages, prix de détail » ..... H. PICARD
Division « Prix de détail » ..... A. MARRET
Division « Études sur le logement » ... R. POHL
Division « Conditions de vie des ménages » ..... Y. LEMEL
Service « Emploi - Revenus » ..... B. GRAIS
Division « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » ..... J.-F. PONSOT
Division « Revenus » ..... M. GLAUDE
Division « Emploi » ..... C. THÉLOT
Division « Synthèses relatives aux ménages ». P. L'HARDY
Division « Études sociales » ..... A. FOUQUET
Division « Méthodes des sondages » ..... J.-C. DEVILLE

Département « Entreprises » ..... A. MOTHE
Division « Agriculture » ..... B. TREGOUET
Service des Activités tertiaires ..... J. ALBERT
Division « Commerce » ..... C. LAGUZET
Division « Services » ..... Ph. TROGAN
Division « Échanges extérieurs » ..... A. CAILLAUD
Service « Statistiques des entreprises » .... M. QUELENNEC
Division « Prix à la production » ..... J.-M. BÉGUIN
Division « Statistiques structurelles des entreprises » ..... B. CAMUS
Division « Synthèse des biens et services, comptes des entreprises » ..... J. ALLAIN
Division « Études des entreprises » ..... M. DEVILLIERS

Département « Répertoires » ..... J.-M. CALLIES
Adjoint au chef de Département ..... P. POMMIER
Division « Répertoires des entreprises et des établissements » ..... L. BRÉAS
Division « Répertoires des personnes physiques » ..... J. MORIN

Division « Statistiques financières » ..... P. LE FILLATRE

● *Direction des synthèses économiques* .... P. DUBOIS
Rédaction du « Rapport sur les Comptes de la Nation » ..... P. VILLA
Service des Programmes ..... J.-P. PUIG
Service de la Conjoncture ..... P. MAZODIER
Division « Conjoncture générale » ..... M. DEBONNEUIL
Division « Comptes trimestriels » ..... E. RAOUL
Division « Études régionales » ..... J. GARAGNON
Unité de recherche ..... A. MONFORT
Unité « Banques de données macroéconomiques » ..... F. FABRE

● *Département de la Diffusion* ..... P. SOUBIE
Chef adjoint du Département ..... J.-C. BODIN
Rédaction d'« Économie et statistique » .... A. CHARRAUD
Service « Plans et produits de diffusion » ... B. GENTIL
Division « Coordination des programmes de diffusion » ..... D. TEMAM
Division « Publications » ..... M. BOËDA
Division « Systèmes informatiques de diffusion » ..... G. POUGETOUX
Service « Promotion de l'information » ..... P. BUFFET
Division « Animation de la circulation de l'information » ..... C. BLUM
Division « Distribution et politique de commercialisation » ..... N...
Division « Documentation » ..... B. CHEVALIER
Observatoire économique de Paris ..... J.-F. ROYER

● *Centre d'étude statistique du développement régional (CESDR)* ..... R. PADIEU

● *École nationale de la Statistique et de l'Administration économique* ..... J. MAIRESSE
Directeur adjoint ..... J. MISTRAL

ÉTABLISSEMENTS RÉGIONAUX DE L'INSEE ET SERVICES STATISTIQUES D'OUTRE-MER

Ressort territorial (région)	Localisation		Directeur
	Localité	Adresse, téléphone et télex	
I. FRANCE MÉTROPOLITAINE			
A. Directions régionales (DR) et services régionaux (SR)			
Corse	AJACCIO	SR INSEE. 1, résidence du Parc-Belvédère. 20000 AJACCIO. Tél. : 95 21 25 80. Télex : 460497 F.	J. Artiguebieille.
Picardie	AMIENS	SR INSEE. 2, rue Robert-de-Luzarches. 80026 AMIENS CEDEX. Tél. : 22 91 31 87. Télex : 140818 INSEE AMIEN.	J.-C. Sebag.
Franche-Comté	BESANÇON	SR INSEE. « Le Major », 83, rue de Dole. 25042 BESANÇON CEDEX. Tél. : 81 52 42 20. Télex : 360161 INSEE BESAN.	A. Bouvy.
Aquitaine	BORDEAUX	DR INSEE. 33, rue Saget. 33076 BORDEAUX CEDEX. Tél. : 56 91 02 35. Télex : 570540 INSEE BORDX.	J. Hossenlopp.
Basse-Normandie	CAEN	SR INSEE. 93, rue de Geôle. 14037 CAEN CEDEX. Tél. : 31 85 33 11. Télex : 170332 INSEE CAEN.	J.-L. Bellier.
Auvergne	CLERMONT-FERRAND	DR INSEE. 3, place Charles-de-Gaulle. 63403 CHAMALIERES CEDEX. Tél. : 73 36 03 50. Télex : 392785 INSEE CHAML.	P. Delorme.
Bourgogne	DIJON	DR INSEE. Cité administrative Delaborde. avenue Albert-1er. BP 1509. 21035 DIJON CEDEX. Tél. : 80 43 31 45. Télex : 350781 INSEE DIJON.	F. Madinier.
Nord	LILLE	DR INSEE. 12, rue du Bas-Jardin. BP 769. 59034 LILLE CEDEX. Tél. : 20 52 65 02. Télex : 820562 INSEE LILLE.	R. Nistri.
Limousin	LIMOGES	DR INSEE. 29, rue Beyrand. BP 1553. 87031 LIMOGES CEDEX. Tél. : 55 79 26 25. Télex : 580790 INSEE LIMOG.	Y. Guéguen.
Rhône - Alpes	LYON	DR INSEE. 165, rue Garibaldi. BP 3184. 69401 LYON CEDEX 03. Tel. : 78 63 28 15. Télex : 340835 INSEE LYON.	J. Rochas.

Ressort territorial (région)	Localisation		Directeur
	Localité	Adresse, téléphone et télex	
Provence - Alpes - Côte d'Azur.	MARSEILLE.....	DR INSEE. 17, rue Menpenti. 13387 MARSEILLE CEDEX 10. Tél. : 91 83 00 22. Télex : 420618 INSEE MARSL.	E. CADIOU.
Languedoc - Roussillon	MONTPELLIER	DR INSEE. « Le Polygone ». 274, allée Henri-II-de-Montmorency. 34064 MONTPELLIER CEDEX. Tél. : 67 65 58 00. Télex : 490739 ORMONT-MONPL.	P. GOUNOT.
Lorraine.....	NANCY.....	DR INSEE. 15, rue du Général-Hulot. Case officielle n° 3846. 54029 NANCY CEDEX. Tél. : 83 27 03 27. Télex : 850834 INSEE NANCY.	M. PÉTRY.
Pays de la Loire.....	NANTES.....	DR INSEE. 76, rue Desaix. BP 1021. 44035 NANTES CEDEX 01. Tél. : 40 29 44 00. Télex : 711150 INSEE NANTE.	G. CALLAIS.
Centre.....	ORLÉANS.....	DR INSEE. 8, rue Édouard-Branly. BP 6719. 45067 ORLÉANS CEDEX 2. Tél. : 38 63 01 64. Télex : 760464 INSEE ORLNS.	J. BRÉAS.
Île-de-France.....	PARIS.....	DR INSEE. 7, rue Stephenson. Montigny-le-Bretonneux. 78188 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX. Tél. : (1) 30 64 51 52. Télex : 696392 F INSEE SQ.	M. LÉCOLLE.
Poitou - Charentes.....	POITIERS.....	DR INSEE. 5, rue Sainte-Catherine. 86020 POITIERS CEDEX. Tél. : 49 88 31 69. Télex : 790588 INSEE POITR.	P. DEBREU.
Champagne - Ardenne.	REIMS.....	DR INSEE. 1, rue de l'Arbalète. 51079 REIMS CEDEX. Tél. : 26 88 24 12. Télex : 830896 INSEE REIMS.	L. MARCINIAK.
Bretagne.....	RENNES.....	DR INSEE. « Le Colbert », 35-36, place du Colombier. BP 17. 35031 RENNES CEDEX. Tél. : 99 30 91 90. Télex : 740756 INSEE RENNE.	L. LAURENT.
Haute-Normandie.....	ROUEN.....	DR INSEE. 8, quai de la Bourse. 76037 ROUEN CEDEX. Tél. : 35 98 43 50. Tél. : 180487 INSEE ROUEN.	F. LIMET.

Ressort territorial (région)	Localisation		Directeur
	Localité	Adresse, téléphone et télex	
Alsace	STRASBOURG	DR INSEE. Cité administrative. Rue de l'Hôpital-Militaire. 67084 STRASBOURG CEDEX. Tél. : 88 84 22 62. Télex : 870756 INSEE STRBG.	J. Aubouin.
Midi - Pyrénées	TOULOUSE	DR INSEE. 36, rue des Trente-Six-Ponts. 31054 TOULOUSE CEDEX. Tél. : 61 25 21 36. Télex : 530151 INSEE TLSE.	L. Amiel.

Ressort territorial (région)	Localisation	
	Localité	Adresse, téléphone et télex
B. Observatoires économiques régionaux		
Corse	AJACCIO	1, résidence du Parc-Belvédère - BP 306 - 20176 AJACCIO CEDEX. Tél. : 95 51 30 99 (indices courants) et 95 21 25 80 (autres informations). Télex : 460497 F.
Picardie	AMIENS	2, rue Robert-de-Luzarches - 80026 AMIENS CEDEX. Tél. : 22 91 91 91 (indices courants) et 22 91 39 39 (autres informations). Télex : 140818 INSEE AMIEN.
Franche-Comté	BESANÇON	« Le Major », 83, rue de Dole - 25042 BESANÇON CEDEX. Tél. : 81 52 03 33 (indices courants) et 81 52 42 20 (autres informations). Télex : 360161 INSEE BESAN.
Aquitaine	BORDEAUX	33, rue Saget - 33076 BORDEAUX CEDEX. Tél. : 56 91 84 90 (indices courants) et 56 91 89 90 (autres informations). Télex : 570540 INSEE BORDX.
Basse-Normandie	CAEN	93, rue de Geole - 14037 CAEN CEDEX. Tél. : 31 85 35 70 - Télex : 170332 INSEE CAEN.
Auvergne	CLERMONT-FERRAND	3, place Charles-de-Gaulle - 63403 CHAMALIERES CEDEX. Tél. : 73 36 79 90 (indices courants) et 73 36 03 50 (autres informations). Télex : 392785 INSEE CHAML.
Bourgogne	DIJON	Immeuble « Mercure », 13, avenue Albert-Ier, BP 1509. 21035 DIJON CEDEX. Tél. : 80 45 28 34 (indices courants) et 80 43 31 45 (autres informations). Télex : 350781 INSEE DIJON.
Nord - Pas-de-Calais	LILLE	10-12, boulevard Vauban - 59800 LILLE. Tél. : 20 30 89 87. Télex : 120160 OER LILL.
Limousin	LIMOGES	50, avenue Garibaldi, BP 1553 - 87031 LIMOGES CEDEX. Tél. : 55 32 99 09 (indices courants) et 55 79 26 25 (autres informations). Télex : 580790 INSEE LIMOG.
Rhône - Alpes	LYON	165, rue Garibaldi, BP 3196 - 69401 LYON CEDEX 03. Tél. : 78 63 22 01 (indices courants) et 78 63 22 02 et 78 63 22 03 (autres informations). Télex : 380832 INSEE LYON.

Ressort territorial (région)	Localisation	
	Localité	Adresse, téléphone et télex
Provence - Alpes - Côte d'Azur.	MARSEILLE	17, rue Menpenti. 13387 MARSEILLE CEDEX 10 (adresse postale). Tél. : 91 83 00 22. Télex : 420618 INSEE MARSL. 37-39, boulevard Vincent-Delpuech. 13006 MARSEILLE (adresse visiteurs). Tél. : 91 78 01 95 (indices courants) et 91 83 00 22 (autres informations).
Languedoc - Roussillon	MONTPELLIER	« Le Polygone », 274, allée Henri-II-de-Montmorency. 34064 MONTPELLIER CEDEX. Tél. : 67 64 31 95 (indices courants) et 67 65 58 00 (autres informations). Télex : 490739 ORMONT-MONPL.
Lorraine	NANCY	15, rue du Général-Hulot, case officielle n° 3846. 54029 NANCY CEDEX. Tél. : 83 27 21 21 (indices courants) et 83 27 03 27 (autres informations). Télex : 850834 INSEE NANCY.
Pays de la Loire	NANTES	5 et 6, boulevard Louis-Barthou, BP 1059 - 4037 NANTES CEDEX 01. Tél. : 40 89 36 20 (indices courants) et 40 89 36 02 (autres informations). Télex : 711125 INSEEOR NANTE.
Centre	ORLÉANS	43, avenue de Paris - BP 6719 - 45067 ORLEANS CEDEX 01 Tél. : 38 68 18 28 (indices courants) et 38 53 71 08 (autres informations). Télex : 760464 INSEE ORLNS.
Île-de-France	PARIS	Tour Gamma A, 195, rue de Bercy (12e). 75582 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 43 45 70 75 (répondeurs-indices), (1) 43 45 73 74 (autres informations) et (1) 43 45 72 31 (indexations). Télex : 230541 INSEE OEP.
Poitou - Charentes	POITIERS	3, rue du Puygareau - 86020 POITIERS CEDEX. Tél. : 49 88 38 70 (indices courants) et 49 88 38 71 et 49 88 38 72 (autres informations). Télex : 790588 INSEE POITR.
Champagne - Ardenne.	REIMS	1, rue de l'Arbalète - 51079 REIMS CEDEX. Tél. : 26 88 24 12. Télex : 830896 INSEE REIMS.
Bretagne	RENNES	« Le Colbert », 35-36, place du Colombier. BP 17, 35031 RENNES CEDEX. Tél. : 99 35 15 00 (indices courants) et 99 31 02 55 (autres informations). Télex : 740756 INSEE RENNE.
Haute-Normandie	ROUEN	8, quai de la Bourse - 76037 ROUEN CEDEX. Tél. : 35 98 41 10 (indices courants), et 35 98 43 50 (autres informations). Télex : 180487 INSEE ROUEN.
Alsace	STRASBOURG	Cité administrative, rue de l'hôpital militaire. 67084 STRASBOURG CEDEX. Tél. : 88 22 43 53 (indices courants) et 88 32 03 18 (autres informations). Télex : 870756 INSEE STRBG.
Midi - Pyrénées	TOULOUSE	36, rue des Trente-Six-Ponts - 31054 TOULOUSE CEDEX. Tél. : 61 25 42 67 (indices courants) et 61 25 21 36 (autres informations). Télex : 530151 INSEE TLSE.

Ressort territorial (région)	Localisation		Directeur
	Localité	Adresse, téléphone et télex	
II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER			
Antilles-Guyane	POINTE-A-PITRE *(Guadeloupe).*	*Service interrégional* Antilles-Guyane : « SIRAG » *(INSEE).* BP 863. 97175 POINTE-A-PITRE CEDEX. Tél. : (19 590) 83 42 20. Télex : 919912 GL.	A. TRANAP.
Guadeloupe	BASSE-TERRE *(Guadeloupe)*	*Service régional (INSEE) :* Avenue Paul-Lacavé. BP 96, 97102 BASSE-TERRE. Tél. : (19 590) 81 17 86. Télex : 919915 GL-SDGUAP.	J.-C. ROUDIL.
Martinique	FORT-DE-FRANCE *(Martinique)*	*Service régional (INSEE) :* Lotissement Pointe de Jaham Schoelcher. BP 605. 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX. Tél. : (19 596) 61 60 88. Télex : 912394 MR-SDMART.	V. MORALES.
Guyane	CAYENNE *(Guyane)*	*Service régional (INSEE) :* 81, rue Christophe-Colomb. 97306 CAYENNE CEDEX. Tél. : (19 594) 31 45 87. Télex : INSEGY 910344 FG.	N. LEVESQUES.
Réunion	SAINT-DENIS *(Réunion)*	*Service régional (INSEE) :* 4, rue de l'École. 97490 SAINTE-CLOTILDE. Tél. : (19 262) 29 52 70. Télex : 916405 RE. *Observatoire économique régional (INSEE) :* 4, rue de l'École. 97490 SAINTE-CLOTILDE. Tél. : (19 262) 29 51 57.	M. JACOD.
III. TERRITOIRES D'OUTRE-MER			
Nouvelle-Calédonie	NOUMÉA *(Nouvelle-Calédonie)*	*Institut territorial de la statistique et des études économiques :* BP 823. NOUMEA CEDEX.	H. CLEMENT.
Polynésie française	PAPEETE-TAHITI *(Polynésie française)*	*Institut territorial de la statistique de Polynésie française :* BP 395. PAPEETE-TAHITI.	G. BAUDCHON.

Principales nomenclatures utilisées dans l'annuaire

Il a paru souhaitable de rassembler ici, pour les utilisateurs de l'Annuaire statistique de la France, quelques informations sommaires sur les nomenclatures utilisées ainsi que leurs références bibliographiques. Ces documents comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

En effet, l'élaboration d'une nomenclature destinée à structurer des informations économiques ou sociales représente, au-delà de la formulation explicite des principes de base retenus, un double compromis :

— compromis entre l'adaptation parfaite à un objectif déterminé et la nécessité de pouvoir utiliser le même outil pour d'autres usages (nature différente des unités statistiques prises en compte ou des informations quantifiées recueillies, influence des réseaux de collecte des données, etc.);

— compromis entre la finesse et la précision de la description qui conduirait à une multiplication de classes contenant chacune peu d'unités et la nécessité de disposer d'une information synthétique, ce qui pousse souvent à réunir des objets dissemblables dans une même classe parce que leur nombre est relativement faible.

L'INSEE a entrepris depuis quelques années une réorganisation complète des différentes familles de nomenclatures statistiques. Le but recherché est de réduire au maximum le nombre de nomenclatures différentes qui décrivent des domaines voisins et de mieux préciser les relations qui existent entre ces nomenclatures. Actuellement, les nomenclatures d'activités et de produits, ainsi que les nomenclatures des professions, ont été ainsi révisées.

A. Nomenclatures d'activités

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal.

1. *Nomenclature d'activités,* INSEE, 1973. — Version « activités » de la « Nomenclature d'activités et de produits » (NAP) qui remplace, depuis le 1er janvier 1974, la Nomenclature des activités économiques, ainsi que les diverses nomenclatures utilisées en comptabilité nationale. Un index alphabétique la complète :

— en vente au *Journal officiel,* 26, rue Desaix, Paris (15e) et dans les observatoires économiques régionaux.

Cette nomenclature est complétée par deux documents :

« Niveaux 15 et 40 », présentant deux versions agrégées des nomenclatures d'activités et de produits, utilisés entre autres pour les comptes nationaux;

« Table de correspondance NAE-NAP », présentant une correspondance détaillée entre ces deux nomenclatures;

— ces deux documents sont édités dans la collection « Nomenclatures et codes » de l'INSEE et sont disponibles dans les observatoires économiques régionaux.

2. *Nomenclature des activités économiques* (NAE), INSEE, 1959. — Comprend un index analytique et un index alphabétique :

— disponible dans les observatoires économiques régionaux;

— n'est plus en vigueur depuis le 1er janvier 1974.

3. *Nomenclature de branches* (pour les comptes nationaux), INSEE, 1966. — Est utilisée pour l'élaboration du tableau d'échanges interindustriels. Elle est définie par référence à la « Nomenclature générale des produits », pour les biens, et à la NAE, pour les services.

4. *Nomenclature de secteurs* (pour les comptes nationaux), INSEE, 1966. — Est utilisée pour la présentation des résultats d'exploitation des entreprises. Elle est définie par référence à la NAE.

Ces deux dernières nomenclatures sont publiées dans le volume « Méthodes de la comptabilité nationale » (bases 1959 et 1962);

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

5. *Nomenclature d'activité du Répertoire (NAR).* — Nomenclature dérivée de la NAP et adaptée aux textes réglementaires concernant les entreprises artisanales :

— disponible dans les chambres des métiers.

B. Nomenclatures de produits

Ces nomenclatures regroupent les biens meubles mis sur le marché en un nombre de groupes variable selon le niveau de détail retenu par chaque nomenclature :

1. *Nomenclature de produits,* INSEE, 1973. — Version « produits » de la « Nomenclature d'activités et de produits » (voir plus haut, A 1).

2. *Nomenclature détaillée de produits (NODEP).*

Subdivision des classes 00 à 54 et 56 de la Nomenclature de produits. Sert de cadre pour la présentation de l'ensemble des données concernant les produits : production, commerce extérieur (1) :

— en vente au *Journal officiel,* 26 rue Desaix, 75727 Paris.

1. Le texte complet, avec notes explicatives, sortira au cours de l'année 1987.

3. *Nomenclature du Conseil de coopération douanière* (NCCD) [anciennement Nomenclature de Bruxelles (NDB)] :

— élaborée et tenue à jour par le « Conseil de coopération douanière », sert de base commune aux diverses nomenclatures présentées ci-après; comporte des notes explicatives très détaillées et un index alphabétique :

— en vente à l'« Encyclopédie douanière », 43, rue du Colisée, Paris (8e).

4. *Nomenclature générale des produits.* — Élaborée et tenue à jour par la Direction générale des douanes et des droits indirects :

— en vente au « Service de vente des publications officielles », 182, rue Saint-Honoré, Paris (1er).

5. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1974 (2e révision) :

— en vente au « Centre d'informations des Nations-Unies », 7, place de Fontenoy, Paris (7e).

6. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports* (NST), Office statistique des Communautés européennes, 2e révision, 1970 :

— en vente au « Service d'information des Communautés européennes », 61, rue des Belles-Feuilles, Paris (16e).

7. *Nomenclatures de la consommation des ménages.* — « *Fonctions* » et « *durabilité* »,

- Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,
- Publiées chaque année en *collection*, série M, « La consommation des ménages en ... », (vers juin).

8. *Tables de correspondance.*

Les diverses nomenclatures de produits peuvent être définies par référence à la nomenclature générale des produits (cf. § 4 ci-dessus).

Les documents présentant ces correspondances peuvent être consultés au siège des Directions régionales des douanes et, à Paris, au Centre de renseignements des douanes, 182, rue Saint-Honoré.

C. Nomenclatures des métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

1. *Nomenclature des métiers et activités individuelles,* INSEE, 1954. — Constitue la base des nomenclatures citées ci-après (épuisé).

2. *Code des métiers.* — Utilisé pour l'exploitation des recensements de la population. Comprend un index analytique et un index alphabétique :

— disponible dans les observatoires économiques régionaux;

— code n° 2 : Recensement de 1968;

— code n° 64 : Recensement de 1975, collection « Nomenclatures et codes ».

3. *Nomenclature des emplois,* ministère du Travail, INSEE, 1970. — Utilisée pour les diverses statistiques sur les emplois;

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

4. *Code des catégories socioprofessionnelles,* INSEE, 1975 (6e édition). — Publié dans la collection « Nomenclatures et codes » :

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

5. *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles* (PCS), INSEE 1982. — Appliquée dès le Recensement de la population de 1982, elle remplace les diverses nomenclatures utilisées pour la description de la population *(Code des métiers, Code des catégories socioprofessionnelles, etc.);* elle comprend un index alphabétique;

— deux brochures éditées dans la collection « Nomenclatures et codes »; disponibles dans les observatoires économiques régionaux.

D. Découpages géographiques

— *Code officiel géographique* [édition 1982 + rectificatif n° 1 (1983) + rectificatif n° 2 (1984)]. — Document officiel présentant la dénomination exacte et la codification des découpages administratifs : communes, cantons, arrondissements et départements;

Il comprend :

. un volume France entière;
. des fascicules départementaux;
. des fascicules des DOM-TOM;
. un fascicule « pays étrangers »;

— en vente dans les observatoires économiques régio-

E. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (9e révision, 1975). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

F. Nomenclature des fonctions des administrations

Élaborée conjointement par l'INSEE, la Direction du budget du Ministère des finances et le Commissariat au plan, 1975. — Elle permet une présentation de l'ensemble des dépenses des administrations publiques (y compris la Sécurité sociale), en fonction de leur objet :

— publiée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les observatoires économiques régionaux.

G. Méthodes d'élaboration des comptes nationaux

Ces documents regroupent l'ensemble des méthodes d'élaboration et cadres de présentation des comptes nationaux :

— *Méthodes de la comptabilité nationale* (cadres et définition de la base 1959), INSEE, 1966;

— *Système élargi de comptabilité nationale* (base 1971), INSEE, 1976;

— en vente dans les observatoires économiques régionaux.

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

Géographie et environnement

A

Géographie et environnement

Chapitre A.01

Territoire

1. Métropole et départements d'outre-mer

2. Territoires d'outre-mer

1. Métropole et départements d'outre-mer

11. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20′ et 51° 5′ de latitude nord; en longitude, elle s'étend de 4° 47′ de longitude ouest à 8° 15′ de longitude est.

Ces données essentielles sont complétées par les tableaux du présent chapitre et les indications données :

— au chapitre *climatologie,* en ce qui concerne la situation géographique et l'altitude de certaines stations météorologiques;

— au chapitre *agriculture,* en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation;

— au chapitre *état de la population,* en ce qui concerne la population des principales communes et des unités urbaines des départements d'outre-mer.

12. Superficie

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'*Institut géographique national* mais ne descendant pas, actuellement, au-dessous de l'arrondissement; la superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50.000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2;

— données de la Direction générale des impôts (*services du cadastre*) disponibles pour chaque commune.

Ce sont ces derniers renseignements qui ont été retenus dans le présent annuaire avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des

lacs, étangs et glaciers de plus d'un km² ainsi que des estuaires.

13. Population légale des circonscriptions administratives

Les effectifs de population figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats officiels du recensement général de la population de 1982. Ces résultats ont été authentifiés par les décrets n° 82-1219 du 31 décembre 1982 et n° 83-70 du 2 février 1983.

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population *municipale* et en population *comptée à part* (celle qui vit dans certaines collectivités).

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 81-415 du 28 avril 1981 prescrivant l'exécution du recensement de 1982, en métropole et dans les départements d'outre-mer) résidant dans des établissements situés dans la commune :

· *Catégorie I*

Militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernements, camps ou assimilés; élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, grandes écoles, écoles spéciales, séminaires et tous établissements publics ou privés avec internat;

Personnes en traitement dans les sanatoriums, les préventoriums et les aériums; personnels logés sur des chantiers temporaires.

· *Catégorie II*

Personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques.

· *Catégorie III*

Détenus dans les maisons d'arrêt et de correction, les maisons centrales et centres pénitentiaires; mineurs confiés à un établissement public ou privé d'éducation surveillée; personnes recueillies dans les centres d'hébergement et centres d'accueil.

Le décret précité du 28 avril 1981 spécifie que les personnes de la catégorie I ci-dessus qui ont une *résidence personnelle* doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des *doubles comptes* (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur établissement). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— *la population légale* des communes, qui comprend les deux parties *a.* et *b.*; c'est cette population qui figure dans le tableau 3 pour les chefs-lieux de département ainsi que dans les tableaux 4 et 6;

— *la population sans doubles comptes,* qui comprend seulement la partie *b.* et qui, par addition, donne notamment la population des régions (tableau 1), des départements (tableau 3), des unités urbaines et des zones de peuplement industriel ou urbain (tableaux 5 et 7).

14. Détermination de zones géographiques particulières

En vue de la publication des résultats des recensements de la population et de diverses enquêtes, l'INSEE procède à la délimitation de zones géographiques particulières, constituées d'ensembles de communes.

141. Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres); une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2.000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975 et 1982.

142. Zones de peuplement industriel ou urbain

Les zones de peuplement industriel ou urbain sont constituées par des ensembles de communes dépassant largement le cadre des unités urbaines et où :

— il y a une certaine homogénéité de peuplement, en particulier une faible part de cultivateurs;

— il y a d'importants échanges de main-d'œuvre;

— l'activité industrielle s'est créée ou développée en raison de la proximité d'une grande ville, des richesses du sous-sol ou encore de la présence d'un grand axe de communication.

Une première délimitation des zones de peuplement industriel ou urbain a été réalisée à l'occasion du recensement de 1962. De nouvelles délimitations ont été établies lors des recensements de 1968, 1975 et 1982.

2. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1985 pour Mayotte, 1983 pour les autres.

LA FRANCE ADMINISTRATIVE

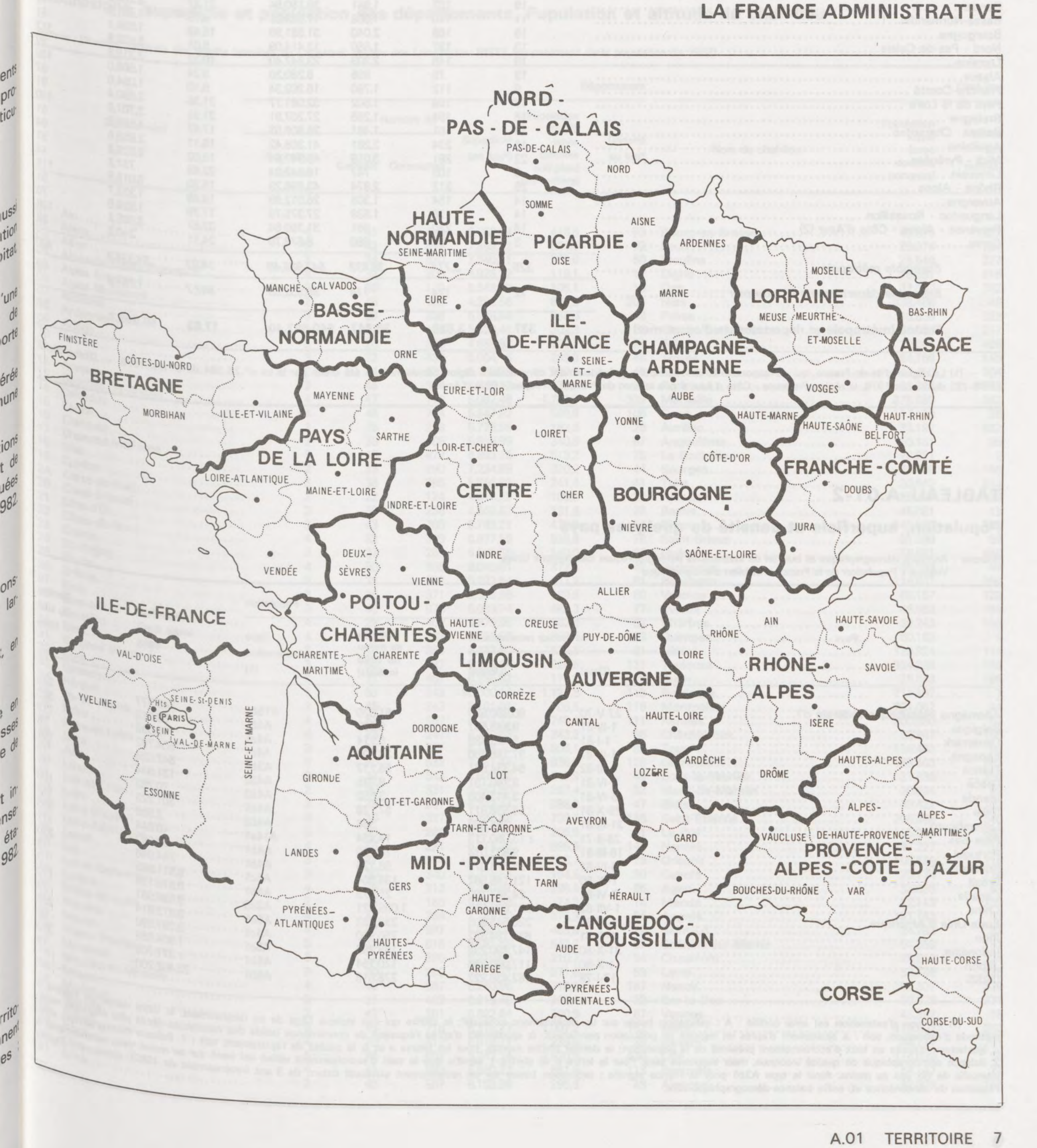


TABLEAU A.01-1

Subdivisions, superficie et population des régions

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); INSEE (recensement de la population de 1982)

Région	Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²) Totale	Moyenne par commune	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²
Ile-de-France (1)	22	284	1.281	12.012,27	9,38	10.073,1	839
Champagne - Ardenne	15	143	1.903	25.605,75	13,46	1.345,9	53
Picardie	13	127	2.293	19.399,46	8,46	1.740,3	90
Haute-Normandie	6	110	1.421	12.317,42	8,67	1.655,4	134
Centre	19	192	1.841	39.150,94	21,27	2.264,2	58
Basse-Normandie	11	140	1.808	17.589,32	9,73	1.351,0	77
Bourgogne	15	169	2.040	31.581,96	15,48	1.596,1	51
Nord - Pas-de-Calais	13	137	1.550	12.414,09	8,01	3.932,9	317
Lorraine	19	148	2.303	23.547,40	10,22	2.319,9	99
Alsace	13	75	896	8.280,20	9,24	1.566,0	189
Franche-Comté	9	112	1.780	16.202,34	9,10	1.084,0	67
Pays de la Loire	17	198	1.502	32.081,77	21,36	2.930,4	91
Bretagne	15	194	1.265	27.207,91	21,51	2.707,9	100
Poitou - Charentes	14	151	1.461	25.809,53	17,67	1.568,2	61
Aquitaine	18	234	2.281	41.308,42	18,11	2.656,5	64
Midi - Pyrénées	22	281	3.019	45.347,94	15,02	2.325,3	51
Limousin	8	103	747	16.942,34	22,68	737,2	44
Rhône - Alpes	25	312	2.874	43.698,23	15,20	5.015,9	115
Auvergne	14	154	1.308	26.012,89	19,89	1.332,7	51
Languedoc - Roussillon	14	178	1.539	27.375,79	17,79	1.926,5	70
Provence - Alpes - Côte d'Azur (2)	18	220	961	31.399,64	32,67	3.965,2	126
Corse	5	52	360	8.679,79	24,11	240,2	28
Ensemble métropole	*325*	*3.714*	*36.433*	*543.965,40*	*14,93*	*54.334,9*	*100*
Ensemble départements d'outre-mer	*12*	*124*	*114*	*96.632,00*	*847,7*	*1.251,8*	*13*
France (métropole et départements d'outre-mer)	**337**	**3.838**	**36.547**	**640.597,40**	**17,53**	**55.586,7**	**87**

(1) La région d'Ile-de-France, qui correspond à la circonscription précédemment dénommée « région parisienne », a été créée par la loi n° 76-394 du 6 mai 1976. — (2) Par décret n° 76-722 du 2 août 1976, la région Provence - Côte d'Azur a pris le nom de Provence - Alpes - Côte d'Azur.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays

Sources : Annuaire démographique et bulletin de statistiques démographiques des Nations Unies
Volume « Population de la France » et bilan démographique

Pays	Au dernier recensement (Date)	(Unités)	Estimée au milieu de 1985 (milliers)	Type d'estimation (1)	Superficie totale (km²) 1985	Densité au km² 1985
Allemagne (République fédérale d')	27-V-70	60.650.599	61.020	A15*b*1	248.577	245
Belgique	1-III-81	9.848.647	9.903	A4*b*1	30.513	325
Danemark	1-I-81	5.123.989	5.114	A4*a*1	43.069	119
Espagne	1-III-81	37.746.260	38.602	A4*c*1	504.782	76
France	4-III-82	54.334.871	55.172	A3*b*1	547.026	101
Grèce	5-IV-81	9.740.151	9.935	A4*b*2	131.944	75
Irlande	5-IV-81	3.443.405	3.552	A4*b*2	70.283	51
Italie	25-X-81	56.556.911	57.128	A4*b*1	301.225	190
Luxembourg	31-III-81	364.602	366	A4*b*2	2.586	141
Pays-Bas	28-II-71	*r* 13.060.115	14.484	A14*a*1	40.844	355
Portugal	16-III-81	9.833.014	10.229	A4*b*1	92.082	111
Royaume-Uni	5-IV-81	55.678.079	56.125	A4*b*1	244.046	230
Brésil	1-IX-80	121.148.582	135.564	A5*c*1	8.511.965	16
Canada	3-VI-81	24.343.180	25.379	A4*b*1	9.976.139	110
Chine	1-VII-82	1.031.882.511	1.059.521	A3*c*3	9.596.961	26
États-Unis d'Amérique	1-IV-80	226.545.805	239.283	A5*b*1	9.372.614	229
Inde	1-III-81	685.184.692	750.900	A4*c*1	3.287.590	86
Indonésie	31-X-80	147.490.298	163.393	A5*c*1	1.904.569	320
Japon	1-X-80	117.060.396	120.754	A5*b*1	*r* 377.708	12
URSS	17-I-79	262.436.227	278.618	A6*b*1	22.402.200	

(1) Le type d'estimation est ainsi codifié : A : estimation basée sur un recensement exhaustif; le chiffre qui suit indique l'âge de ce recensement; la lettre minuscule indique la méthode d'estimation, soit : *a.* ajustement d'après un registre de population permanent; *b.* ajustement d'après l'équation de concordance (solde des naissances-décès plus migration nette); *c.* ajustement d'après un taux d'accroissement présumé de la population; le dernier chiffre montre, pour les lettres *a* et *b*, la qualité de l'ajustement, soit : 1. Balance démographique sûre; 2. Balance démographique de qualité inconnue, mais supposée sûre. Pour la lettre *c*, le chiffre 1 signifie que le taux d'accroissement utilisé est basé sur au moins deux recensements à intervalle de dix ans au moins. Ainsi le type A3*b*1 pour la France signifie : estimation basée sur un recensement exhaustif datant de 3 ans (recensement de 1982); ajustement d'après l'équation de concordance et, enfin, balance démographique sûre.

TABLEAU A.01-3

Subdivisions, superficie et population des départements. Population et altitude du chef-lieu

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1982)

	Département	Département						Chef-lieu		
		Nombre de :								
		Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale (avec doubles comptes)	Altitude (en mètres)
01	Ain	4	41	419	5.762,44	418,5	73	Bourg-en-Bresse	43.675	227
02	Aisne	5	42	817	7.369,12	534,0	72	Laon	29.074	181
03	Allier	3	34	320	7.340,11	369,6	50	Moulins	25.548	227
04	Alpes-de-Haute-Provence	4	32	200	6.925,22	119,1	17	Digne	16.391	618
05	Alpes (Hautes-)	2	30	175	5.548,68	105,1	19	Gap	32.097	782
06	Alpes-Maritimes	2	46	163	4.298,58	881,2	205	Nice	338.486	46
07	Ardèche	3	33	338	5.528,64	268,0	48	Privas	10.638	322
08	Ardennes	4	37	460	5.229,41	302,3	58	Charleville-Mézières	61.588	217
09	Ariège	3	20	332	4.889,92	135,7	28	Foix	10.064	455
10	Aube	3	32	430	6.004,16	289,3	48	Troyes	64.769	110
11	Aude	3	34	437	6.138,98	280,7	46	Carcassonne	42.450	104
12	Aveyron	3	46	304	8.735,12	278,7	32	Rodez	26.346	633
13	Bouches-du-Rhône	4	47	119	5.087,49	1.724,2	339	Marseille	878.689	162
14	Calvados	4	48	704	5.547,92	589,6	106	Caen	117.119	26
15	Cantal	3	26	258	5.725,98	162,8	28	Aurillac	33.197	622
16	Charente	3	35	405	5.955,99	340,8	57	Angoulême	50.151	96
17	Charente-Maritime	5	45	472	6.863,75	513,2	75	La Rochelle	78.231	8
18	Cher	2	35	290	7.234,99	320,2	44	Bourges	79.408	156
19	Corrèze	3	36	286	5.856,83	241,4	41	Tulle	20.642	214
2A	Corse-du-Sud	2	22	124	4.014,22	108,6	27	Ajaccio	55.279	38
2B	Corse (Haute)	3	30	236	4.665,57	131,6	28	Bastia	45.081	15
21	Côte-d'Or	3	43	705	8.763,21	473,5	54	Dijon	145.569	338
22	Côtes-du-Nord	4	52	369	6.877,55	538,9	78	Saint-Brieuc	51.399	89
23	Creuse	2	27	260	5.565,38	140,0	25	Guéret	16.621	445
24	Dordogne	4	50	555	9.060,01	377,4	42	Périgueux	35.392	99
25	Doubs	3	35	592	5.233,64	477,2	91	Besançon	119.687	368
26	Drôme	3	35	371	6.529,95	389,8	60	Valence	68.157	128
27	Eure	3	40	676	6.039,74	462,3	77	Évreux	48.653	139
28	Eure-et-Loir	4	29	402	5.879,95	362,8	62	Chartres	39.243	158
29	Finistère	4	49	283	6.733,00	828,4	123	Quimper	60.162	6
30	Gard	3	45	353	5.852,90	530,5	91	Nîmes	129.924	114
31	Garonne (Haute-)	3	50	587	6.309,34	824,5	131	Toulouse	354.289	139
32	Gers	3	31	462	6.256,82	174,2	28	Auch	25.543	166
33	Gironde	5	63	543	10.000,14	1.127,5	113	Bordeaux	211.197	7
34	Hérault	3	45	343	6.101,01	706,5	116	Montpellier	201.067	44
35	Ille-et-Vilaine	4	51	352	6.774,72	749,7	111	Rennes	200.390	54
36	Indre	4	26	247	6.790,63	243,2	36	Châteauroux	53.967	158
37	Indre-et-Loire	3	33	277	6.126,70	506,1	83	Tours	136.483	55
38	Isère	3	50	532	7.431,44	936,8	126	Grenoble	159.503	247
39	Jura	3	34	543	4.999,18	242,9	49	Lons-le-Saunier	21.886	258
40	Landes	2	30	331	9.242,60	297,4	32	Mont-de-Marsan	30.894	43
41	Loir-et-Cher	3	28	291	6.343,44	296,2	47	Blois	49.422	102
42	Loire	3	39	327	4.780,59	739,5	155	Saint-Étienne	206.688	540
43	Loire (Haute-)	3	33	260	4.977,14	205,9	41	Le Puy	25.968	686
44	Loire-Atlantique	4	56	221	6.815,38	995,5	146	Nantes	247.227	19
45	Loiret	3	41	334	6.775,23	535,7	79	Orléans	105.589	116
46	Lot	3	30	340	5.216,53	154,5	30	Cahors	20.774	124
47	Lot-et-Garonne	4	39	313	5.360,91	298,5	56	Agen	32.893	43
48	Lozère	2	25	185	5.166,88	74,3	14	Mende	12.113	739
49	Maine-et-Loire	4	41	364	7.165,60	675,3	94	Angers	141.143	47
50	Manche	4	52	597	5.938,02	465,9	78	Saint-Lô	24.792	33
51	Marne	5	42	618	8.161,58	543,6	67	Châlons-sur-Marne	54.359	151
52	Marne (Haute-)	3	32	395	6.210,60	210,7	34	Chaumont	29.552	324
53	Mayenne	3	30	259	5.175,21	271,8	53	Laval	53.766	75
54	Meurthe-et-Moselle	4	40	587	5.240,95	716,8	137	Nancy	93.307	279
55	Meuse	3	31	482	6.216,40	200,1	32	Bar-le-Duc	20.029	271
56	Morbihan	3	42	261	6.822,64	590,9	87	Vannes	45.397	18
57	Moselle	9	46	718	6.216,27	1.007,2	162	Metz	118.502	262
58	Nièvre	4	30	312	6.816,71	239,6	35	Nevers	44.777	201
59	Nord	6	76	652	5.742,74	2.520,5	439	Lille	174.039	24
60	Oise	4	41	693	5.860,22	661,8	113	Beauvais	54.147	71
61	Orne	3	40	507	6.103,38	295,5	48	Alençon	32.526	136

TABLEAU A.01-3 (*suite et fin*)

Subdivisions, superficie et population des départements. Population et altitude du chef-lieu

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1982)

	Département	Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Chef-lieu : Nom du chef-lieu	Population totale (avec doubles comptes)	Altitude (en mètres)
62	Pas-de-Calais	7	61	898	6.671,35	1.412,4	212	Arras	45.364	67
63	Puy-de-Dôme	5	61	470	7.969,66	594,4	75	Clermont-Ferrand	151.092	407
64	Pyrénées-Atlantiques	3	52	539	7.644,76	555,7	73	Pau	85.766	207
65	Pyrénées (Hautes-)	3	34	475	464,04	227,9	51	Tarbes	54.055	312
66	Pyrénées-Orientales	3	29	221	4.116,02	334,6	81	Perpignan	113.646	60
67	Rhin (Bas-)	7	44	519	4.755,03	915,7	193	Strasbourg	252.264	264
68	Rhin (Haut-)	6	31	377	3.525,17	650,4	184	Colmar	63.764	261
69	Rhône	2	47	293	3.249,12	1.445,2	445	Lyon	418.476	226
70	Saône (Haute-)	2	29	545	5.360,08	232,0	43	Vesoul	20.269	235
71	Saône-et-Loire	5	56	573	8.574,69	571,9	67	Mâcon	39.866	194
72	Sarthe	3	40	376	6.205,99	504,8	81	Le Mans	150.331	77
73	Savoie	3	34	304	6.028,25	323,7	54	Chambéry	54.896	269
74	Savoie (Haute-)	4	33	290	4.387,80	494,5	113	Annecy	51.593	454
75	Ville de Paris	1	20	1	105,40	2.176,2	20.647	Paris	2.188.918	60
76	Seine-Maritime	3	70	745	6.277,68	1.193,0	190	Rouen	105.083	27
77	Seine-et-Marne	3	37	514	5.915,29	887,1	150	Melun	36.218	70
78	Yvelines	4	38	262	2.284,43	1.196,1	524	Versailles	95.240	194
79	Sèvres (Deux-)	3	33	303	5.999,35	342,8	57	Niort	60.230	29
80	Somme	4	44	783	6.170,12	544,6	88	Amiens	136.358	36
81	Tarn	2	42	324	5.757,89	339,3	59	Albi	48.341	169
82	Tarn-et-Garonne	2	28	195	3.718,28	190,5	51	Montauban	53.147	96
83	Var	3	41	153	5.972,54	708,3	119	Toulon	181.405	10
84	Vaucluse	3	24	151	3.567,13	427,3	120	Avignon	91.474	55
85	Vendée	3	31	282	6.719,59	483,0	72	La Roche-sur-Yon	48.156	73
86	Vienne	3	38	281	6.990,44	371,4	53	Poitiers	82.884	116
87	Vienne (Haute-)	3	40	201	5.520,13	355,7	64	Limoges	144.082	287
88	Vosges	3	31	516	5.873,78	395,8	67	Épinal	40.954	365
89	Yonne	3	40	450	7.427,35	311,0	42	Auxerre	41.164	120
90	Belfort (Territoire de)	1	14	100	609,44	132,0	217	Belfort	52.739	429
91	Essonne	3	35	196	1.804,40	988,0	548	Évry	29.578	65
92	Hauts-de-Seine	3	40	36	175,61	1.387,0	7.898	Nanterre	90.371	40
93	Seine-Saint-Denis	2	40	40	236,20	1.324,3	5.607	Bobigny	42.727	46
94	Val-de-Marne	3	39	47	245,03	1.193,7	4.871	Créteil	71.705	45
95	Val-d'Oise	3	35	185	1.245,91	920,6	739	Pontoise	29.411	50
97-1	Guadeloupe	3	36	34	1.780,00	328,4	184	Basse-Terre	13.796	50
97-2	Martinique	3	36	34	1.100,00	328,6	299	Fort-de-France	100.663	144
97-3	Guyane	2	16	20	91.000,00	73,0	1	Cayenne	38.135	5
97-4	Réunion	4	36	24	2.510,00	515,8	206	Saint-Denis	109.588	10
97-5	Saint-Pierre-et-Miquelon	—	—	2	242,00	6,0	25	Saint-Pierre	5.415	3

TABLEAU A.01-4

Communes de plus de 50.000 habitants. Métropole

Source : INSEE (recensement de la population de 1982)

Numéro d'ordre	Département	Communes	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)	Numéro d'ordre	Département	Communes	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2.188.918	20.647	53	62	Calais	76.935	2.284
2	13	Marseille	878.689	3.634	54	94	Champigny-sur-Marne	76.260	6.741
3	69	Lyon	418.476	8.630	55	93	Aulnay-sous-Bois	76.032	4.691
4	31	Toulouse	354.289	2.942	56	59	Dunkerque	73.618	1.958
5	06	Nice	338.486	4.687	57	06	Cannes	72.787	3.683
6	67	Strasbourg	252.264	3.178	58	94	Créteil	71.705	6.272
7	44	Nantes	247.227	3.690	59	92	Asnières-sur-Seine	71.220	14.746
8	33	Bordeaux	211.197	4.217	60	44	Saint-Nazaire	68.947	1.461
9	42	Saint-Étienne	206.688	2.563	61	26	Valence	68.157	1.809
10	34	Montpellier	201.067	3.467	62	93	Aubervilliers	67.775	11.757
11	76	Le Havre	200.411	4.247	63	02	Saint-Quentin	65.067	2.818
12	35	Rennes	200.390	3.863	64	69	Vénissieux	64.982	4.227
13	51	Reims	181.985	3.779	65	10	Troyes	64.769	4.817
14	83	Toulon	181.405	4.188	66	56	Lorient	64.675	3.579
15	59	Lille	174.039	6.636	67	92	Rueil-Malmaison	64.545	4.314
16	29	Brest	160.355	3.152	68	92	Neuilly-sur-Seine	64.450	17.204
17	38	Grenoble	159.503	8.640	69	68	Colmar	63.764	939
18	63	Clermont-Ferrand	151.092	3.454	70	06	Antibes	63.248	2.374
19	72	Le Mans	150.331	2.797	71	08	Charleville-Mézières	61.588	1.866
20	21	Dijon	145.569	3.488	72	79	Niort	60.230	853
21	87	Limoges	144.082	1.813	73	93	Drancy	60.224	7.756
22	49	Angers	141.143	3.186	74	29	Quimper	60.162	674
23	37	Tours	136.483	3.848	75	92	Courbevoie	59.931	14.348
24	80	Amiens	136.358	2.655	76	59	Villeneuve-d'Ascq	59.868	2.168
25	30	Nîmes	129.924	768	77	83	La Seyne-sur-Mer	58.146	2.601
26	13	Aix-en-Provence	124.550	652	78	71	Chalon-sur-Saône	57.967	3.692
27	25	Besançon	119.687	1.741	79	49	Cholet	56.528	635
28	57	Metz	118.502	2.724	80	94	Ivry-sur-Seine	55.948	9.131
29	69	Villeurbanne	118.330	7.986	81	2 A	Ajaccio	55.279	659
30	14	Caen	117.119	4.438	82	73	Chambéry	54.896	2.545
31	68	Mulhouse	113.794	5.057	83	92	Antony	54.668	5.712
32	66	Perpignan	113.646	1.641	84	51	Châlons-sur-Marne	54.359	1.963
33	45	Orléans	105.589	3.738	85	60	Beauvais	54.147	1.570
34	76	Rouen	105.083	4.768	86	65	Tarbes	54.055	3.354
35	92	Boulogne-Billancourt	102.595	16.626	87	19	Brive-la-Gaillarde	54.032	1.060
36	59	Roubaix	101.886	7.680	88	36	Châteauroux	53.967	2.034
37	54	Nancy	99.307	6.417	89	92	Levallois-Perret	53.777	22.199
38	59	Tourcoing	97.121	6.380	90	53	Laval	53.766	1.472
39	95	Argenteuil	96.045	5.537	91	95	Sarcelles	53.732	6.347
40	78	Versailles	95.240	3.495	92	82	Montauban	53.147	375
41	93	Montreuil	93.394	10.467	93	94	Fontenay-sous-Bois	53.019	9.431
42	84	Avignon	91.474	1.376	94	33	Mérignac	52.785	1.065
43	93	Saint-Denis	91.275	7.349	95	90	Belfort	52.739	3.007
44	92	Nanterre	90.371	7.266	96	94	Villejuif	52.488	9.822
45	94	Vitry-sur-Seine	85.820	7.306	97	03	Montluçon	51.765	2.415
46	64	Pau	85.766	2.659	98	74	Annecy	51.593	3.660
47	86	Poitiers	82.884	1.884	99	94	Maisons-Alfort	51.591	9.492
48	94	Saint-Maur-des-Fossés	80.954	7.183	100	22	Saint-Brieuc	51.399	2.200
49	18	Bourges	79.408	1.112	101	13	Arles	50.772	67
50	92	Colombes	78.783	10.087	102	33	Pessac	50.543	1.295
51	34	Béziers	78.477	803	103	93	Épinay-sur-Seine	50.314	11.010
52	17	La Rochelle	78.231	2.668	104	16	Angoulême	50.151	2.114

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants. Métropole

Délimitations et population de 1982

Source : INSEE (recensement de la population)

N° d'ordre	Département (1)	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1982 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	*	851	335	Paris	8.706.963	3.766
2	*	753	84	Lyon	1.220.844	1.494
3	13	701	28	Marseille	1.110.511	1.337
4	59	702	55	Lille-partie française	936.295	2.420
5	33	701	40	Bordeaux	640.012	792
6	31	701	47	Toulouse	541.271	936
7	44	701	19	Nantes	464.857	1.022
8	06	702	17	Nice	449.496	2.011
9	83	701	18	Toulon	410.393	884
10	38	701	32	Grenoble	392.021	1.304
11	76	702	29	Rouen	379.879	1.538
12	67	701	16	Strasbourg-partie française	373.470	2.184
13	59	701	57	Valenciennes-partie française	349.505	784
14	62	701	36	Lens	327.383	1.220
15	42	701	15	Saint-Étienne	317.228	1.497
16	54	701	29	Nancy	306.982	1.215
17	06	701	23	Grasse - Cannes - Antibes	295.525	866
18	37	701	20	Tours	262.786	714
19	*	752	61	Béthune	258.383	678
20	63	701	17	Clermont-Ferrand	256.189	1.417
21	76	701	13	Le Havre	254.595	1.758
22	35	701	8	Rennes	234.418	1.367
23	34	701	6	Montpellier	221.307	2.182
24	68	701	17	Mulhouse	220.613	1.139
25	45	701	19	Orléans	220.478	762
26	21	701	12	Dijon	215.865	1.480
27	*	751	31	Douai	202.366	1.001
28	29	701	7	Brest	201.145	1.009
29	51	601	5	Reims	199.388	2.501
30	49	601	10	Angers	195.859	1.014
31	*	655	12	Dunkerque	195.705	1.053
32	72	601	10	Le Mans	191.080	1.022
33	57	602	18	Metz	186.437	1.269
34	14	601	16	Caen	183.526	1.539
35	*	654	13	Avignon	174.264	610
36	87	601	7	Limoges	171.689	861
37	78	601	23	Mantes-la-Jolie	170.265	1.094
38	80	601	10	Amiens	154.498	1.381
39	57	601	12	Thionville	138.034	935
40	66	601	6	Perpignan	137.915	1.178
41	30	601	4	Nîmes	132.343	656
42	64	601	14	Pau	131.265	822
43	44	601	10	Saint-Nazaire	130.271	464
44	25	602	21	Montbéliard	128.194	914
45	*	653	12	Bayonne	127.477	727
46	13	601	2	Aix-en-Provence	126.552	612
47	10	601	14	Troyes	125.240	1.190
48	25	601	7	Besançon	120.772	1.244
49	*	652	23	Hagondange-Briey	119.669	688
50	74	601	12	Annecy	112.632	828
51	*	651	6	Valence	106.041	961
52	59	601	15	Maubeuge-partie française	105.714	897
53	56	601	4	Lorient	104.025	1.256
54	16	601	15	Angoulême	103.552	644
55	86	601	7	Poitiers	103.204	705
56	17	601	7	La Rochelle	102.143	1.249
57	62	601	7	Calais	100.823	739
58	57	501	14	Forbach-partie française	99.606	1.113
59	62	503	9	Boulogne-sur-Mer	98.566	1.159
60	73	501	15	Chambéry	96.163	720
61	18	501	4	Bourges	92.202	670
62	50	501	6	Cherbourg	85.485	1.247
63	22	501	6	Saint-Brieuc	83.900	712
64	60	503	11	Creil	82.505	1.000
65	77	502	8	Melun	82.479	1.601
66	68	501	6	Colmar	82.468	646
67	42	502	10	Saint-Chamond	82.059	612
68	42	501	9	Roanne	81.786	666
69	34	502	3	Béziers	81.347	650
70	62	502	12	Arras	80.477	995
71	71	502	10	Chalon-sur-Saône	78.064	886
72	65	501	8	Tarbes	78.056	1.060
73	28	501	8	Chartres	77.795	1.201
74	*	556	14	Belfort	76.221	939
75	13	501	3	Martigues	72.316	631
76	*	555	14	Genève (Suisse) — Annemasse-partie française	72.242	730
77	02	501	4	Saint-Quentin	71.887	1.761
78	30	501	11	Alès	70.180	376
79	03	502	6	Montluçon	67.963	576
80	08	501	7	Charleville-Mézières	67.694	952
81	36	501	4	Châteauroux	66.851	381
82	*	554	6	Brive-la-Gaillarde	64.301	523
83	03	501	9	Vichy	63.501	557
84	51	501	5	Châlons-sur-Marne	63.061	843
85	60	502	11	Compiègne	62.778	514
86	79	501	2	Niort	61.959	661
87	41	501	6	Blois	61.049	555
88	83	501	3	Fréjus	60.289	276
89	81	501	6	Albi	60.181	629
90	24	501	7	Périgueux	59.716	461
91	58	501	5	Nevers	59.274	561
92	06	501	9	Menton - Monaco-partie française	59.198	803
93	34	501	3	Sète	58.865	911
94	47	501	10	Agen	58.288	370
95	29	501	1	Quimper	56.907	674
96	53	501	2	Laval	55.984	844
97	59	501	7	Armentières-partie française	55.913	601
98	60	501	4	Beauvais	55.817	796
99	77	501	7	Meaux	55.797	991
100	49	501	1	Cholet	55.524	635
101	27	501	4	Évreux	54.654	932
102	2 A	501	1	Ajaccio	54.089	659
103	62	501	10	Saint-Omer	53.748	594
104	01	501	5	Bourg-en-Bresse	53.463	522
105	*	553	2	Arles	52.547	66
106	45	501	7	Montargis	51.954	461
107	88	501	6	Épinal	51.495	534
108	71	501	6	Montceau-les-Mines	51.290	275
109	*	552	8	Elbeuf	51.083	852
110	82	501	1	Montauban	50.682	375
111	2 B	501	4	Bastia	50.596	1.019
112	*	551	10	Villefranche-sur-Saône	50.143	632

(1) Un astérisque (*) dans la colonne indique que l'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.

TABLEAU A.01-6

Les communes par tranche de population. Métropole

Source : INSEE (recensement de la population de 1982)

Tranche de population (population totale avec doubles comptes)	Nombre de communes	%	Population correspondante (avec doubles comptes)	%
1.000.000 d'habitants et plus	1	0,1	2.188.918	4,0
500.000 à moins de 1.000.000 habitants	1		878.689	1,6
200.000 — 500.000 —	10		2.630.495	4,8
100.000 — 200.000 —	24		3.233.050	5,8
50.000 — 100.000 —	68	0,2	4.503.062	8,1
30.000 — 50.000 —	123	0,3	4.750.661	8,6
20.000 — 30.000 —	162	0,4	3.952.251	7,2
10.000 — 20.000 —	412	1,2	5.693.608	10,3
9.000 — 10.000 —	84	0,2	792.663	1,4
6.000 — 9.000 —	426	1,2	3.126.571	5,7
5.000 — 6.000 —	307	0,9	1.669.461	3,0
4.000 — 5.000 —	398	1,1	1.776.537	3,2
3.500 — 4.000 —	270	0,7	1.005.750	1,8
3.000 — 3.500 —	399	1,1	1.287.909	2,3
2.500 — 3.000 —	549	1,5	1.497.164	2,7
2.000 — 2.500 —	786	2,2	1.741.156	3,1
1.500 — 2.000 —	1.291	3,5	2.221.605	4,0
1.000 — 1.500 —	2.480	6,8	3.005.953	5,4
700 — 1.000 —	2.850	7,8	2.356.533	4,3
500 — 700 —	3.602	9,9	2.112.230	3,8
400 — 500 —	2.390	6,6	1.061.027	1,9
300 — 400 —	3.656	10,0	1.265.801	2,3
200 — 300 —	5.077	13,9	1.249.917	2,3
100 — 200 —	6.989	19,2	1.032.085	1,9
50 — 100 —	3.025	8,3	227.331	0,4
Moins de 50 habitants	(1) 1.053	2,9	36.212	0,1
dont : *moins de 10 habitants*	(1) *25*	*0,07*	*128*	ε
Ensemble	**36.433**	**100**	**55.296.639**	**100**

(1) Dont 4 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-7

Zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU) de plus de 100.000 habitants. Métropole

Délimitations et population de 1982

Source : INSEE (recensement de la population)

Numéro d'ordre	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1982 (sans doubles comptes)
1	Paris	Ville de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Oise, Loiret, Eure	1.244	10.210.059
2	Lyon	Rhône, Isère, Ain, Loire	271	1.533.305
3	Marseille	Bouches-du-Rhône, Var	57	1.227.901
4	Lille	Nord	122	1.117.347
5	Côte d'Azur	Alpes-Maritimes, Var	107	865.492
6	Bordeaux	Gironde	166	843.411
7	Toulouse	Haute-Garonne	153	648.267
8	Bassin houiller Ouest	Pas-de-Calais, Nord	144	629.507
9	Strasbourg	Bas-Rhin	187	614.907
10	Rouen	Seine-Maritime, Eure	251	596.504
11	Nantes	Loire-Atlantique, Maine-et-Loire	58	558.814
12	Saint-Étienne	Loire, Haute-Loire, Rhône	102	547.729
13	Nancy	Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse	331	517.382
14	Bassin sidérurgique de Lorraine du Nord	Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse	263	507.797
15	Grenoble	Isère, Savoie	157	500.341
16	Toulon	Var	33	446.501
17	Bas-Escaut	Nord	128	442.092
18	Mulhouse	Haut-Rhin	229	414.499
19	Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme	115	376.915
20	Rennes	Ille-et-Vilaine	79	373.902
21	Bassin houiller lorrain	Moselle, Bas-Rhin	211	329.794
22	Montpellier	Hérault, Gard	64	321.798
23	Avignon	Vaucluse, Gard, Bouches-du-Rhône	50	321.128
24	Tours	Indre-et-Loire	61	320.001
25	Caen	Calvados	200	317.333

TABLEAU A.01-7 (*suite et fin*)

Zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU) de plus de 100.000 habitants. Métropole

Délimitations et population de 1982

Source : INSEE (recensement de la population)

Numéro d'ordre	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1982 (sans doubles comptes)
26	Amiens	Somme, Pas-de-Calais	252	304.182
27	Brest	Finistère	46	298.419
28	Le Havre	Seine-Maritime	62	292.253
29	Dijon	Côte-d'Or	160	290.543
30	Orléans	Loiret	64	273.232
31	Choletais	Maine-et-Loire, Vendée, Loire-Atlantique, Deux-Sèvres	112	270.005
32	Dunkerque	Nord, Pas-de-Calais	55	269.124
33	Le Mans	Sarthe	64	264.921
34	Scarpe	Nord, Pas-de-Calais	74	247.822
35	Angers	Maine-et-Loire	47	246.919
36	Metz	Moselle	134	243.541
37	Reims	Marne, Aisne	86	237.979
38	Montbéliard - Héricourt - Delle	Doubs, Territoire de Belfort, Haute-Saône	191	230.416
39	Limoges	Haute-Vienne	41	226.441
40	Bayonne - Côte basque	Pyrénées-Atlantiques, Landes	52	224.659
41	Valence	Drôme, Ardèche	60	210.236
42	Lorient	Morbihan	34	207.468
43	Étang-de-Berre	Bouches-du-Rhône	18	205.448
44	Saint-Nazaire	Loire-Atlantique, Morbihan	41	203.962
45	Perpignan	Pyrénées-Orientales	32	199.704
46	Besançon	Doubs, Haute-Saône, Jura	179	199.427
47	Sambre	Nord	105	188.277
48	Nîmes	Gard	33	183.899
49	Haute vallée de la Moselle	Vosges, Meurthe-et-Moselle	117	182.794
50	Pau	Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées	71	182.775
51	Troyes	Aube	120	174.597
52	Charleville-Mézières	Ardennes	107	169.425
53	Colmar	Haut-Rhin	96	169.266
54	Compiègne - Noyon	Oise, Aisne	156	161.443
55	Poitiers	Vienne	47	156.396
56	Bourges	Cher	72	156.361
57	Cambrésis	Nord, Aisne, Pas-de-Calais	98	154.181
58	Angoulême - La Rochefoucauld	Charente	67	151.607
59	Roanne	Loire, Rhône	64	149.119
60	Chambéry	Savoie	51	148.343
61	Genève (Suisse) - Annemasse-partie française	Haute-Savoie, Ain	86	147.515
62	La Rochelle	Charente-Maritime	43	145.074
63	Aix-en-Provence	Bouches-du-Rhône	11	142.729
64	Annecy	Haute-Savoie	53	141.610
65	Belfort - Lure	Territoire de Belfort, Haute-Saône, Haut-Rhin	115	139.773
66	Boulogne-sur-Mer	Pas-de-Calais	44	137.300
67	Saint-Quentin	Aisne	101	132.431
68	Saint-Brieuc	Côtes-du-Nord	32	130.172
69	Le Creusot	Saône-et-Loire	38	127.156
70	Alès	Gard, Lozère, Ardèche	74	126.642
71	Chalon-sur-Saône - Chagny	Saône-et-Loire, Côte-d'Or	68	125.466
72	Arras	Pas-de-Calais	95	124.601
73	Nevers	Nièvre, Cher	68	124.473
74	Auxerre - Joigny	Yonne	95	122.569
75	Béziers	Hérault	24	121.978
76	Tarbes	Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques, Gers	79	116.450
77	Castres - Mazamet	Tarn, Hérault, Aude	49	114.427
78	Beauvais	Oise, Seine-Maritime	104	114.344
79	Calais	Pas-de-Calais	22	113.771
80	Arles	Bouches-du-Rhône, Gard	22	113.678
81	La Côte varoise	Var	20	112.214
82	Bourgoin - Pont-de-Beauvoisin	Isère, Savoie, Ain	83	106.379
83	Chartres	Eure-et-Loir	53	105.409
84	Évreux	Eure	123	104.525
85	Quimper	Finistère	19	100.586
86	La vallée du Loing	Loiret, Seine-et-Marne	52	100.386

TABLEAU A.01-8

Superficie des principales îles et des principaux lacs. Métropole

Sources : Direction générale des Impôts (service du Cadastre) ou bureau des Longitudes

Unité : km²

Ile	Superficie	Lac	Superficie
Corse	8.720	Le Bourget (Savoie)	45
Oléron	175	Grand-Lieu (Loire-Atlantique)	37
Belle-Ile	90		
Ré	85	Annecy (Haute-Savoie)	27
Noirmoutier	48	Aiguebelette (Savoie)	5,4
Yeu	23	Saint-Point (Doubs)	4,0
Ouessant	15	Gérardmer (Vosges)	1,2
Groix	14		

TABLEAU A.01-9

Altitude des principaux sommets de plus de 2.500 mètres. Métropole (1)

Source : Bureau des longitudes

Unité : Mètre

Massif et sommet	Altitude
Alpes	
Zone des massits centraux :	
Sommet du Mont Blanc	4.807
Dôme du Goûter (signal)	4.331
Aiguille des Grandes-Jorasses	4.208
Barre des Écrins (Pelvoux)	4.102
Aiguille du Géant	4.013
Grande Meije (Pelvoux)	3.983
Pelvoux (signal)	3.955
Mont Dolent	3.823
Crête des Grandes Rousses	3.468
Aiguille d'Olan (Pelvoux)	3.383
Pic de Rochebrune	3.324
Le Vieux Chaillol (Champsaur)	3.163
Les Grands Mulets (hôtellerie)	3.051
Mont Clapier	3.045
Tinibras	3.031
Le Roignais	3.001
Grand Pic de Belledonne	2.981
Brévent	2.525
Alpes (suite)	
Régions intra-alpines :	
Pointe de la Grande-Casse (Vanoise)	3.850
Mont Pourri ou Thuria (Vanoise)	3.779
Aiguille de la Grande Sassière	3.747
Les Trois Becs (Levanna)	3.640
Grandes Pareis ou la Bessanese	3.615
Aiguille d'Arves	3.510
Aiguille de Chambeyron	3.411
Grand Mont Cenis	3.320
Mont Thabor (pic)	3.204
Chaberton	3.130
Mont Pelat	3.051
Visoulet	3.030
Euchastrayes	2.956
Perron des Encombres	2.828
Préalpes :	
Mont Buet	3.099
Mont Mounier	2.817
Tête de l'Obiou	2.793
Pointe Percée	2.752
Corse	
Mont Cinto	2.706
Mont Rotondo	2.622
Pyrénées	
Pic de Vignemale	3.298
Pic de Marboré	3.253
Pic Long	3.132
Pic d'Aubert (Néouvielle)	3.091
Pic de Montcalm	3.080
Pic Carlitte	2.921
Puigmal	2.910
Pic du Midi d'Ossau	2.884
Pic du Midi (de Bagnères ou de Bigorre)	2.872
Pic de Montvallier	2.839
Mont Canigou	2.784
Pic de Ger	2.612
Pic d'Anie	2.504

(1) Le Massif central culmine au Puy de Sancy à 1.886 mètres.

TABLEAU A.01-10

Altitude des principaux cols. Métropole

Source : Bureau des longitudes

Unité : Mètre

Massif et col	Altitude
Alpes	
Zone des massifs centraux :	
Col du Géant (cabane)	3.369
Col du Galibier	2.645
Col de la Seigne	2.513
Col du Bonhomme	2.483
Col de Balme	2.205
Col de Tende (route)	1.870
Régions intra-alpines :	
Tunnel de la Traversette (chemin)	2.950
Col de l'Iseran	2.762
Col d'Agnel	2.699
Col de la Vanoise	2.527
Régions intra-alpines (suite) :	
Col de Fréjus	2.450
Col du Mont-Cenis	2.083
Col du Lautaret	2.058
Col de Larche	1.991
Col de la Madeleine	1.984
Col du Mont-Genèvre	1.849
Col de l'Échelle	1.790
Sillon alpin :	
Col Bayard	1.248
Préalpes :	
Col des Aravis	1.498
Col de la Croix-Haute	1.177
Pyrénées	
Brèche de Roland	2.804
Col du Tourmalet	2.115
Col de Puymorens	1.915
Col de la Perche	1.577
Col de Roncevaux	1.090
Jura	
Col de la Faucille	1.320
Col de Saint-Cergue	1.232
Col de Jougne	1.010
Vosges	
Col du Ballon	1.178
Col de la Schlucht	1.139

TABLEAU A.01-11

Longueur des principaux cours d'eau (1). Métropole

Source : Bureau des longitudes

Unité : Km

Bassin et cours d'eau	Longueur	Bassin et cours d'eau	Longueur	Bassin et cours d'eau	Longueur	Bassin et cours d'eau	Longueur
Bassin de l'Escaut		*Bassin de la Loire*		*Bassin du Rhin*		*Bassin du Rhône* (suite)	
Escaut	430	Loire	1.020	Rhin (frontière)	190	Argens	115
Lys	214	Allier	410	Ill	208	Var	120
Scarpe	100	Cher	350	Moselle	550	Hérault	165
		Indre	265	Meurthe	170	Aude	220
		Vienne	350			Têt	120
Bassin de la Garonne		Creuse	255			*Bassin de la Seine*	
Garonne	575	Mayenne (avec Maine)	195			Seine	776
Ariège	170	Sarthe	285	*Bassin du Rhône*		Aube	246
Tarn	375	Vilaine	225	Rhône	812	Marne	525
Aveyron	250	Blavet	140	Ain	200	Oise	302
Lot	480	Rance	110	Saône	480	Aisne	286
Dordogne	472	Vire	120	Doubs	430	Yonne	292
Adour	335	Orne	152	Ardèche	120	Loing	166
Charente	360	*Bassin de la Meuse*		Isère	290	Eure	225
Sèvre Niortaise	150	Meuse	950	Drôme	110	Rille (ou Risle)	140
		Sambre	190	Durance	305	Somme	245

(1) A l'exception du Rhin (fleuve frontière), c'est la longueur totale du cours d'eau qui est indiquée, même dans le cas où il ne coule pas entièrement sur le territoire français.

TABLEAU A.01-12

Subdivisions, superficie et population légale (sans doubles comptes) des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte

Sources : Bureau des longitudes; INSEE

Territoire	Superficie en km²	Population			Chef-lieu	Population	
		Année de recensement	Effectifs (milliers)	Densité au km²		Année de recensement	Effectifs (milliers)
Mayotte	374	1985	67,2	179,6	Dzaoudzi	1985	5,9
Nouvelle-Calédonie	19.058	1983	145,4	7,6	Nouméa	1983	60,1
Polynésie française (1)	4.000	1983	166,8	41,7	Papeete	1983	23,5
Wallis et Futuna	255	1983	12,4	48,6	Mata-Utu	1983	0,8

(1) Polynésie française, îles habitées 3.265 km², densité : 51,1.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Annuaire du Bureau des longitudes.
- Recensement général de la population de 1982 (les ouvrages mentionnés ci-dessous portent sur les chiffres de la population légale et certaines données qui leur ont été associées) :
  - — volume *Population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes;*
  - — brochure *Tableaux statistiques de population légale. Population légale des communes de plus de 2.000 habitants;*
  - — fascicules départementaux *Population légale et statistiques communales complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).* Dans ces fascicules figurent notamment la superficie et la densité de population de chaque commune, canton et arrondissement de la métropole;
  - — volume *Villes et agglomérations urbaines, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975);*
  - — volume *Les zones de peuplement industriel ou urbain, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).*
- Recensement général de la population de 1982 dans les départements d'outre-mer :
  - — Réunion;
  - — Saint-Pierre et Miquelon;
  - — Martinique;
  - — Guadeloupe;
  - — Guyane.
- Recensement de la population de 1983 dans les territoires d'outre-mer :
  - — Nouvelle-Calédonie et dépendances;
  - — Wallis et Futuna;
  - — Polynésie française.
- Recensement de la population de Mayotte de 1985.

Chapitre A.02

Climatologie

Définitions

· *Température*

La température indiquée est celle prise sous abri à 1,50 m au-dessus du sol. La *température minimum quotidienne* est la plus basse qui ait été observée entre 18 heures TU (1) la veille et 18 heures le jour. La *température maximum quotidienne* est la plus haute température entre 6 heures TU le jour et 6 heures le lendemain.

· *Gelée*

Jour de gelée : toute journée au cours de laquelle la température minimum a été inférieure ou au plus égale à 0° C sous abri.

· *Durée d'insolation*

La durée d'insolation (durée pendant laquelle l'éclat du soleil est suffisant pour porter des ombres au sol, soit 100 watts par mètre carré), exprimée en heures, est mesurée au moyen d'un héliographe Campbell.

· *Jour de précipitations*

Est considérée comme jour de précipitations toute journée où la quantité d'eau de précipitations recueillie dans le pluviomètre correspond à une hauteur d'au moins 0,1 mm. Ne sont pas considérés comme précipitations les brouillards et condensations entraînant un dépôt d'eau dans le pluviomètre.

· *Précipitations*

Les précipitations sont mesurées de 6 heures TU le jour à 6 heures le lendemain, entre autres au moyen du pluviomètre plastique à lecture directe dont la surface de réception a 4 dm^2 et est placée à 1 m au-dessus du sol. Une hauteur d'eau de 1 mm équivaut pratiquement à 1 litre par mètre carré ou 10 m^3 à l'hectare.

· *Humidité relative*

Rapport entre la quantité de vapeur d'eau de l'air et celle qu'aurait l'air s'il était saturé (brouillard). L'humidité relative moyenne quotidienne est la moyenne des huit rapports ainsi observés toutes les 3 heures.

---

1. On donne le nom de temps universel (TU) au temps civil du méridien de Greenwich; ce temps civil est compté de 0 heure à 24 heures à partir de minuit.
Le temps légal en France métropolitaine est celui du temps universel + 1 heure (« heure d'hiver »); à la Réunion, + 4 heures; à la Guadeloupe, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, — 4 heures; à la Guyane, — 3 heures; à Mayotte, + 3 heures; en Nouvelle-Calédonie, + 11 heures; en Polynésie, — 10 heures; à Wallis et Futuna, — 12 heures.

TABLEAU A.02-1

Principales caractéristiques météorologiques (métropole)

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Insolation : heure

Source : Météorologie nationale

	Normale (1)	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
AUXERRE (Aérodrome) Lat. 47° 48′ N — Long. 3° 33′ E — Alt. 207 m												
Température :												
Moyenne (2)	10,8	10,8	11,4	11,1	10,4	10,5	10,2	10,8	12,0	11,4	10,9	10,0
Minimum absolu	///	− 7,8	− 8,9	− 7,0	− 6,9	− 11,8	− 9,9	− 6,8	− 6,2	− 6,3	− 6,2	− 20,2
Maximum absolu	///	36,8	36,8	29,5	33,4	32,6	34,0	35,0	34,9	37,3	35,9	37,0
Gelée (nombre de jours)	67	62	65	43	54	65	67	63	38	68	54	86
Précipitations :												
Hauteur	643	607	480	874	696	847	677	847	703	697	792	561
Nombre de jours	159	171	142	202	179	193	187	206	186	172	172	158
Insolation (durée totale)	1.842	1.801	2.047	1.586	1.623	1.524	1.561	1.472	1.818	1.826	1.812	1.942
BORDEAUX (Mérignac) Lat. 44° 50′ N — Long. 0° 42′ W — Alt. 47 m												
Température :												
Moyenne (2)	12,5	12,7	13,1	12,8	12,6	12,6	12,2	13,3	13,6	13,4	12,6	12,2
Minimum absolu	///	− 8,9	− 5,2	− 5,2	− 6,4	− 5,0	− 6,3	− 4,4	− 3,1	− 5,7	− 5,0	− 16,4
Maximum absolu	///	38,3	36,8	30,0	33,3	32,9	32,4	36,1	38,2	36,2	35,0	35,4
Gelée (nombre de jours)	44	38	50	27	27	31	43	35	12	42	27	62
Précipitations :												
Hauteur	900	780	1.018	960	892	1.185	916	990	1.158	867	1.195	828
Nombre de jours	162	148	165	173	176	191	174	188	186	167	190	148
Insolation (durée totale)	2.076	2.119	2.261	2.048	2.133	1.926	2.032	2.044	2.038	2.053	2.084	2.161
CLERMONT-FERRAND (Aulnat) Lat. 45° 48′ N — Long. 3° 09′ E — Alt. 329 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,0	10,4	10,8	10,8	10,3	10,7	10,0	10,8	11,8	11,2	10,4	10,3
Minimum absolu	///	− 13,5	− 10,1	− 9,6	− 13,2	− 14,1	− 14,2	− 11,4	− 8,2	− 12,0	− 10,6	− 22,9
Maximum absolu	///	35,7	34,4	29,4	34,1	32,4	36,3	35,1	36,1	40,7	35,9	36,9
Gelée (nombre de jours)	74	86	84	59	77	72	77	74	56	81	80	91
Précipitations :												
Hauteur	563	545	705	782	473	765	583	750	526	675	537	447
Nombre de jours	132	151	141	167	164	172	164	171	159	142	157	130
Insolation (durée totale)	1.899	1.919	2.202	1.682	1.818	1.859	1.845	1.748	1.930	1.980	1.909	2.052
DIJON (Longvic) Lat. 47° 16′ N — Long. 5° 05′ E — Alt. 222 m												
Température :												
Moyenne (2)	10,6	10,7	11,4	11,1	10,2	10,7	10,0	10,7	11,2	10,9	10,0	9,5
Minimum absolu	///	− 8,9	− 10,0	− 8,3	− 7,1	− 11,3	− 9,3	− 7,4	− 6,4	− 8,3	− 7,5	− 21,3
Maximum absolu	///	34,0	34,9	29,3	32,2	33,2	32,0	32,1	33,6	38,1	34,2	33,7
Gelée (nombre de jours)	69	63	63	39	61	55	69	62	52	78	70	89
Précipitations :												
Hauteur	739	782	610	1.041	663	868	639	1.002	857	774	721	505
Nombre de jours	147	168	139	197	162	184	172	184	164	172	166	160
Insolation (durée totale)	1.934	1.841	2.152	1.632	1.759	1.746	1.709	1.664	1.884	1.889	1.775	2.011
LILLE (Lesquin) Lat. 50° 34′ N — Long. 3° 06′ E — Alt. 44 m												
Température :												
Moyenne (2)	9,9	10,2	10,5	10,0	9,5	9,2	9,6	10,0	10,4	10,6	10,1	9,4
Minimum absolu	///	− 6,6	− 9,8	− 4,5	− 12,4	− 16,4	− 8,8	− 7,0	− 19,5	− 9,1	− 5,8	− 19,0
Maximun absolu	///	35,0	35,8	30,2	29,6	29,8	30,8	30,2	32,5	31,8	34,8	31,0
Gelée (nombre de jours)	61	49	63	45	59	74	52	55	43	52	47	80
Précipitations :												
Hauteur	637	774	481	754	643	784	789	884	736	650	832	645
Nombre de jours	171	188	151	207	191	203	188	212	183	174	188	179
Insolation (durée totale)	1.641	1.641	1.940	1.604	1.468	1.488	●	1.364	1.637	1.642	1.539	1.701
LYON (Bron) Lat. 45° 43′ N — Long. 4° 57′ E — Alt. 200 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,5	11,5	11,8	11,5	11,0	11,5	10,9	11,5	12,6	12,4	11,6	11,1
Minimum absolu	///	− 7,9	− 10,0	− 7,5	− 9,0	− 9,6	− 10,1	− 7,7	− 6,0	− 7,8	− 6,7	− 18,2
Maximum absolu	///	35,6	35,8	29,9	33,8	35,8	34,1	33,9	36,3	39,8	35,5	34,5
Gelée (nombre de jours)	63	53	63	36	59	60	64	61	35	57	47	75
Précipitations :												
Hauteur	813	941	754	1.170	681	914	562	916	903	896	772	681
Nombre de jours	145	158	137	194	160	196	158	168	154	147	154	131
Insolation (durée totale)	2.036	1.886	2.264	1.831	1.899	1.943	1.850	1.831	1.933	1.902	1.931	2.056
MONTPELLIER (Fréjorgues) Lat. 43° 35′ N — Long. 3° 58′ E — Alt. 5 m												
Température :												
Moyenne (2)	13,8	14,0	14,1	14,2	14,0	14,5	13,8	14,2	15,1	14,7	14,0	14,0
Minimum absolu	///	− 5,4	− 6,5	− 3,6	− 4,9	− 4,8	− 6,2	− 6,4	− 3,2	− 6,0	− 5,2	− 11,5
Maximum absolu	///	33,7	34,1	31,6	33,5	33,7	35,6	36,2	37,0	36,5	35,0	34,0
Gelée (nombre de jours)	38	30	28	17	18	30	29	42	14	32	31	41
Précipitations :												
Hauteur	709	610	1.001	681	733	914	520	587	575	452	575	311
Nombre de jours	88	92	106	109	108	90	89	89	99	82	96	81
Insolation (durée totale)	2.079	2.675	2.722	2.442	2.692	2.768	2.669	2.673	2.629	2.597	2.685	2.741

NB. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU A.02-1 *(suite et fin)*

Principales caractéristiques météorologiques (métropole)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Insolation : heure

	Normale (1)	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
NANCY (Tomblaine) Lat. 48° 42′ N — Long. 6° 13′ E — Alt. 212 m												
Température :												
Moyenne (2)	9,6	9,9	10,1	10,1	9,1	9,4	9,0	9,7	10,2	10,3	9,3	9,0
Minimum absolu	///	— 8,7	— 19,0	— 8,8	— 11,6	— 14,7	— 12,3	— 13,6	— 12,7	— 8,4	— 10,3	— 17,6
Maximum absolu	///	32,4	35,2	29,5	31,9	31,5	31,0	31,1	32,1	37,6	33,6	33,5
Gelée (nombre de jours)	82	71	85	54	77	74	79	82	74	80	78	103
Précipitations :												
Hauteur	712	643	536	953	703	954	773	911	913	878	918	593
Nombre de jours	161	180	145	203	182	181	182	208	180	180	176	179
Insolation (durée totale)	1.633	1.659	1.953	1.423	1.496	1.495	1.429	1.542	1.843	1.728	1.559	1.775
NANTES (Aérodrome) Lat. 47° 10′ N — Long. 1° 37′ W — Alt. 26 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,8	11,9	12,5	11,8	11,6	11,3	11,0	12,3	12,9	12,5	12,2	11,7
Minimum absolu	///	— 4,8	— 5,6	— 5,3	— 7,8	— 7,1	— 8,2	— 4,1	— 2,3	— 4,0	— 4,3	— 13,0
Maximum absolu	///	36,5	36,7	30,4	28,4	32,2	31,0	32,6	36,2	35,2	34,1	34,2
Gelée (nombre de jours)	44	36	37	31	36	51	43	34	15	36	23	55
Précipitations :												
Hauteur	782	660	669	879	763	941	769	961	970	780	984	609
Nombre de jours	168	160	150	191	163	189	175	180	188	170	173	167
Insolation (durée totale)	1.901	1.979	2.142	1.806	1.999	1.864	1.832	1.748	1.982	1.977	2.129	2.198
NICE (Aérodrome) Lat. 43° 39′ N — Long. 7° 12′ E — Alt. 5 m												
Température :												
Moyenne (2)	15,0	15,1	15,0	15,2	15,1	15,4	14,8	15,4	16,1	16,1	14,9	15,4
Minimum absolu	///	1,2	— 0,1	2,1	0,0	— 0,3	— 0,2	— 1,2	1,7	— 1,5	0,6	— 7,2
Maximum absolu	///	31,1	29,9	28,0	32,5	30,8	30,5	31,3	32,0	34,3	32,4	31,6
Gelée (nombre de jours)	3	—	2	—	1	1	—	3	—	1	—	9
Précipitations :												
Hauteur	862	1.024	939	968	795	1.204	538	551	533	619	807	552
Nombre de jours	86	110	117	104	85	99	77	88	86	75	99	93
Insolation (durée totale)	2.779	2.691	2.562	2.592	2.631	2.682	2.619	2.640	2.660	2.684	2.711	2.642
PARIS (Montsouris) Lat. 48° 49′ N — Long. 2° 20′ E — Alt. 75 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,5	11,8	12,5	11,8	11,1	11,1	11,2	11,8	12,4	12,4	11,8	11,1
Minimum absolu	///	— 4,5	— 6,2	— 3,7	— 8,0	— 12,7	— 5,1	— 3,1	— 6,6	— 4,2	— 3,3	— 13,9
Maximum absolu	///	35,7	35,4	29,0	30,1	32,1	31,3	31,9	32,8	33,4	34,8	32,0
Gelée (nombre de jours)	41	18	27	23	34	39	30	25	18	30	16	49
Précipitations :												
Hauteur	619	659	417	717	743	729	690	746	700	623	745	501
Nombre de jours	162	159	144	184	178	182	170	197	173	177	177	162
Insolation (durée totale)	1.814	1.832	2.043	1.755	1.629	1.621	1.639	1.485	1.708	1.804	1.754	1.868
RENNES (Aérodrome) Lat. 48° 04′ N — Long. 1° 43′ W — Alt. 35 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,3	11,5	12,0	11,5	11,2	10,9	10,7	11,5	12,1	11,8	11,5	10,8
Minimum absolu	///	— 4,1	— 5,0	— 4,8	— 7,7	— 7,9	— 7,1	— 5,6	— 4,6	— 5,1	— 5,5	— 14,7
Maximum absolu	///	36,1	36,3	30,5	29,6	31,1	30,8	31,5	33,4	34,7	33,0	32,6
Gelée (nombre de jours)	42	32	37	32	39	57	44	36	22	49	31	58
Précipitations :												
Hauteur	669	556	550	634	700	711	622	870	821	742	837	545
Nombre de jours	168	160	153	197	182	196	183	200	192	165	184	173
Insolation (durée totale)	1.835	1.972	2.129	1.903	1.838	1.809	1.785	1.607	1.895	1.857	1.958	1.953
ROUEN (Rouvray) Lat. 49° 23′ N — Long. 1°11′ E — Alt. 68 m												
Température :												
Moyenne (2)	10,3	9,9	10,5	9,8	9,3	9,2	9,3	9,9	10,4	10,3	9,8	9,1
Minimum absolu	///	— 8,0	— 8,9	— 5,8	— 10,1	— 12,2	— 9,1	— 5,5	— 11,2	— 6,0	— 5,1	— 17,1
Maximum absolu	///	33,3	34,4	28,2	26,3	30,5	28,7	29,5	30,5	32,6	34,0	28,6
Gelée (nombre de jours)	61	50	59	43	58	71	63	58	45	55	51	79
Précipitations :												
Hauteur	680	732	480	807	772	926	930	1.024	914	840	912	767
Nombre de jours	167	176	154	147	199	207	190	227	201	185	198	190
Insolation (durée totale)	1.694	1.761	1.979	1.583	1.526	1.497	1.563	1.430	1.787	1.777	1.679	1.764
TOURS (Aérodrome) Lat. 47° 27′ N — Long. 0° 43′ E — Alt. 108 m												
Température :												
Moyenne (2)	11,2	11,1	11,8	11,2	10,9	11,1	10,9	12,2	12,1	11,5	10,9	10,2
Minimum absolu	///	— 4,8	— 5,0	— 4,7	— 5,0	— 6,7	— 7,2	— 3,1	— 3,0	— 5,4	— 4,0	— 16,6
Maximum absolu	///	37,6	36,7	29,1	30,8	32,1	32,5	33,9	33,3	33,8	33,4	32,0
Gelée (nombre de jours)	52	46	49	39	47	45	45	30	21	52	37	80
Précipitations :												
Hauteur	670	636	550	776	725	808	757	723	774	780	860	620
Nombre de jours	157	162	134	186	164	183	179	189	181	181	172	146
Insolation (durée totale)	1.859	1.863	2.150	1.728	1.755	1.712	1.701	1.592	1.811	1.819	1.892	2.038

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1931-1960 (1951-1970 pour l'insolation). — (2) La moyenne de température est égale à la moyenne arithmétique des 2 moyennes : T*n*, moyenne des minima quotidiens et T*x*, moyenne des maxima quotidiens.

TABLEAU A.02-2

Principales caractéristiques météorologiques (outre-mer)

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Humidité relative : en %
Insolation : heure

Source : Météorologie nationale

		(1)	Normale (2)	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Départements d'outre-mer														
GUADELOUPE (Raizet) Lat. 16° 16′ N — Long. 61° 31′ W — Alt. 7 m														
Température :														
Minimum absolu	*h*		13,0	15,8	14,8	16,8	16,0	15,8	15,9	18,3	16,2	15,6	16,1	16,6
Maximum absolu	*h*		32,8	33,0	33,0	33,0	33,6	32,8	33,3	33,8	32,9	33,1	33,1	33,0
Précipitations :														
Hauteur	*f*		1.874	1.614	1.656	1.626	1.735	2.236	1.559	2.490	1.662	1.194	1.739	1.673
Nombre de jours	*f*		242	251	258	261	251	234	247	257	249	228	255	241
Humidité relative moyenne	*h*		81	80	80	77	82	83	81	84	81	80	79	75
Insolation (3)	*h*		2 721	2.756	2.733	2.771	2.825	2.641	2.865	2.694	2.666	2.741	2.729	2.810
GUYANE (Cayenne-Rochambeau) Lat. 4° 50′ N — Long. 52° 22′ W — Alt. 8 m														
Température :														
Minimum absolu	*h*		17,2	19,2	18,3	19,6	18,5	20,0	19,5	19,8	19,8	19,7	19,9	19,1
Maximum absolu	*h*		34,6	32,6	33,7	32,8	32,6	33,0	33,5	32,9	32,7	33,2	32,4	32,9
Précipitations :														
Hauteur	*f*		3.583	3.576	5.429	3.731	3.500	3.615	3.618	3.620	3.483	3.210	4.276	3.693
Nombre de jours	*f*		251	286	271	286	271	262	271	267	259	257	286	266
Humidité relative moyenne	*h*		86	87	87	82	87	87	87	87	85	85	86	84
Insolation (3)	*k*		2.277	2.134	2.114	2.162	2.144	2.229	2.185	2.303	2.105	2.365	1.891	2.099
MARTINIQUE (Fort-de-France-Desaix) Lat. 14° 37′ N — Long. 61° 04′ W — Alt. 144 m														
Température :														
Minimum absolu	*h*		17,3	18,4	17,9	20,0	20,0	19,0	19,0	19,5	19,2	19,4	17,3	19,4
Maximum absolu	*h*		32,8	32,5	31,8	31,7	32,6	32,6	32,0	32,2	32,3	31,5	32,9	31,6
Précipitations :														
Hauteur	*d*		1.950	1.794	1.691	1.630	1.807	2.075	1.911	2.380	2.333	1.769	2.161	1.805
Nombre de jours	*d*		262	280	291	281	281	258	257	251	262	234	244	256
Humidité relative moyenne	*h*		81	80	83	79	84	84	81	83	77	83	79	77
Insolation (3)	*h*		2.905	3.050	2.988	3.012	3.115	2.857	2.970	2.871	2.738	2.845	2.834	2.765
RÉUNION (Saint-Denis-Gillot) Lat. 20° 54′ S — Long. 55° 31′ E — Alt. 10 m														
Température :														
Minimum absolu	*i*		12,8	14,6	15,3	15,0	15,0	14,0	14,8	14,0	14,2	14,4	13,9	14,6
Maximum absolu	*i*		33,8	31,9	31,7	33,5	32,3	32,7	32,7	32,7	31,8	31,5	31,3	32,1
Précipitations :														
Hauteur	*i*		1.541	1.308	1.964	1.824	1.452	1.749	2.541	1.550	2.365	1.267	1.548	2.356
Nombre de jours	*i*		183	167	170	185	172	154	175	185	201	183	198	206
Humidité relative moyenne	*i*		73	74	75	72	72	73	75	77	79	76	74	74
Insolation (3)	*i*		2.652	2.673	2.734	2.695	2.800	2.646	2.755	2.670	2.508	2.545	2.694	2.536
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (Saint-Pierre) Lat. 46° 46′ N — Long. 56° 10′ W — Alt. 3 m														
Température :														
Minimum absolu	*b*		- 18,4	- 18,7	- 13,3	- 12,2	- 11,8	- 15,1	- 13,6	- 11,1	- 17,0	— 11,0	— 14,6	— 16,1
Maximum absolu	*b*		28,4	21,9	22,0	23,1	22,7	21,4	23,0	23,4	21,1	20,6	22,7	23,5
Précipitations :														
Hauteur	*b*		1.394	1.003	1.207	1.036	1.131	1.261	1.430	1.353	1.094	1.538	1.268	1.040
Nombre de jours	*b*		195	184	197	199	197	206	224	209	212	217	211	207
Humidité relative moyenne	*h*		83	83	83	82	83	85	82	84	85	87	87	86
Insolation (3)	*f*		1.470	1.484	1.380	1.535	1.512	1.346	1.363	1.307	1.497	1.126	1.231	1.383
Collectivités territoriales et territoires d'outre-mer														
MAYOTTE (Dzaoudzi-Pamanzi) Lat. 12° 49′ S — Long. 45° 17′ E — Alt. 5 m														
Température :														
Minimum absolu	*h*		15,6	17,0	18,0	18,8	17,4	16,7	18,5	17,9	18,6	18,7	17,0	17,9
Maximum absolu	*h*		35,0	32,4	32,0	33,0	32,0	32,9	32,0	32,0	32,2	32,5	31,2	31,8
Précipitations :														
Hauteur	*h*		1.235	1.016	1.269	1.235	1.472	1.113	1.487	1.480	1.029	1.614	1.294	1.483
Nombre de jours	*h*		114	112	115	122	140	125	140	105	111	125	122	130
Humidité relative moyenne	*h*		83	81	80	82	81	76	82	78	80	80	80	79
Insolation (3)	*k*		2.886	3.025	3.037	3.078	2.837	2.972	2.895	2.939	3.048	3.045	2.939	2.964

(1) Période de référence des observations, soit : *a.* 1903-1970; *b.* 1933-1970; *c.* 1936-1970; *d.* 1941-1970; *e.* 1948-1970; *f.* 1949-1970; *g.* 1950-1970; *h.* 1951-1970; *i.* 1953-1970; *j.* 1958-1970; *k.* 1961-1970. — (2) Nouvelles statistiques établies, depuis 1973, sur les périodes de la colonne 1. — (3) Durée annuelle de l'insolation en heures.

TABLEAU A.02-2 *(suite et fin)*

Principales caractéristiques météorologiques (outre-mer)

Source : Météorologie nationale

Unités : Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Humidité relative : en %
Insolation : heure

	(1)	Normale (2)	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
NOUVELLE-CALÉDONIE (Nouméa) Lat. 22° 17′ S — Long. 166° 27′ E — Alt. 70 m													
Température :													
Minimum absolu	*e*	13,2	15,3	14,6	14,5	13,8	14,0	14,1	13,7	13,9	14,0	14,9	14,0
Maximum absolu	*e*	35,3	33,2	34,1	32,2	35,7	33,8	35,2	34,2	34,4	35,3	34,7	33,0
Précipitations :													
Hauteur	*a*	1.056	1.295	1.022	765	937	972	894	1.070	1.039	997	1.073	1.061
Nombre de jours	*c*	135	171	165	172	169	157	173	165	181	166	175	179
Humidité relative moyenne	*g*	75	78	76	76	76	76	75	76	76	75	77	77
Insolation (3)	*h*	2.562	2.391	2.491	2.515	2.627	2.542	2.656	2.696	2.619	2.777	2.566	2.439
POLYNÉSIE (Tahiti-Faa) Lat. 17° 33′ S — Long. 149° 37′ W — Alt. 1,4 m													
Température :													
Minimum absolu	*j*	14,9	16,3	16,1	16,4	17,5	17,2	17,9	17,2	15,9	16,3	*r* 16,3	17,8
Maximum absolu	*j*	33,3	32,6	31,8	33,4	32,4	34,0	32,3	32,7	33,0	33,2	33,2	32,7
Précipitations :													
Hauteur	*j*	1.795	1.271	*r* 1.162	1.110	*r* 1.689	2.052	1.726	2.249	*r* 2.081	1.637	2.007	2.187
Nombre de jours	*j*	135	148	123	115	143	142	155	159	*r* 133	122	152	173
Humidité relative moyenne	*j*	78	76	75	76	77	80	80	79	77	77	78	79
Insolation (3)	*j*	2.627	*r* 2.739	*r* 2.923	*r* 2.748	*r* 2.660	*r* 2.584	2.773	*r* 2.559	*r* 2.760	2.761	2.792	2.644
WALLIS ET FUTUNA (4) (Hihifo) Lat. 13° 14′ S — Long. 176° 10′ W — Alt. 26 m													
Température :													
Minimum absolu	●	●	20,4	19,8	19,0	18,4	18,8	20,3	19,9	19,5	19,6	19,3	20,3
Maximum absolu	●	●	32,0	31,5	32,0	31,8	31,7	32,1	32,1	32,0	32,4	33,1	32,0
Précipitations :													
Hauteur	●	●	3.490	3.381	2.905	3.520	3.558	3.464	4.225	3.918	3.149	3.180	3.214
Nombre de jours	●	●	271	241	225	264	262	260	275	250	252	268	285
Humidité relative moyenne	●	●	84	84	83	84	84	85	86	84	84	84	84
Insolation (3)	●	●	2.700	2.567	2.394	2.288	2.596	2.377	2.246	2.316	2.435	2.379	2.562

(1) Période de référence des observations soit : *a.* 1903-1970; *b.* 1933-1970; *c.* 1936-1970; *d.* 1941-1970; *e.* 1948-1970; *f.* 1949-1970; *g.* 1950-1970; *h.* 1951-1970; *i.* 1953-1970; *j.* 1958-1970; *k.* 1961-1970. — (2) Nouvelles statistiques établies, depuis 1973, sur les périodes de la colonne 1. — (3) Durée annuelle de l'insolation en heures. — (4) Précédemment Aka-Aka (lat. 13° 16′ S — long. 176° 08′ W — alt. 11 m); la station a été transférée à Hihifo, depuis 1971.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Secrétariat chargé des Transports; Direction de la météorologie; Service météorologique métropolitain; Division documentation, 2, avenue Rapp, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 45 55 95 02, poste 2062.

Publications :

— *Bulletin quotidien de renseignements;*
— *Bibliographie signalétique hebdomadaire sélectionnée;*
— *Résumé mensuel du temps en France* comprenant :
  — 36 bulletins décadaires d'observations quotidiennes pour 100 stations françaises;
  — 12 bulletins mensuels fournissant les caractéristiques météorologiques du mois;
  — 1 bulletin annuel;
— *Bulletin pluviométrique mensuel;*
— *Mét. Mar. (études de météorologie marine) trimestriel;*
— *Bibliographie météorologique (annuel).*

Divers :

— *Annales météorologiques de la France d'outre-mer* (période 1961-1970) :
  Tome 1. — Départements et territoires français de l'Amérique,
  Tome 2. — Départements et territoires français de l'océan Indien et de l'Antarctique,
  Tome 3. — Territoires français de l'océan Pacifique;
— *Mémorial;*
— *Monographies;*
— *Atlas climatiques de la France;*
— *Le climat de la France, par. R. Arlery.*

DANS LES COLLECTIONS DE L'INSEE

SÉRIE C

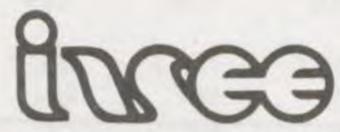
COMPTES ET PLANIFICATION

LES COMPTES DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE POUR 1986

LES COLLECTIONS DE L'INSEE
SÉRIE C
COMPTES
ET PLANIFICATION
N° 144

85 F

Cet ouvrage présente :
- le compte rendu des réunions consacrées à l'établissement de la nouvelle base des comptes nationaux
- les comptes nationaux provisoires de l'agriculture en 1986
- les comptes départementaux de l'agriculture
- le compte social de l'agriculture
- des éléments complémentaires d'analyse sur l'endettement des exploitations agricoles de 1979 à 1985.


Institut National de la Statistique et des Études Économiques

08.87

BON DE COMMANDE à retourner au
CNGP INSEE BP 2718 80027 AMIENS Cedex

Veuillez m'adresser _____ exemplaire(s) de
« LES COMPTES DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE POUR 1986 »
paru dans les collections de l'INSEE, série C n° 144, au prix de 85 F.
Nom ou raison sociale : _____
Activité : _____ Tél. : _____
Adresse : _____

Ci-joint en règlement, la somme de _____ F par : ☐ chèque bancaire ☐ mandat
☐ chèque postal, à l'ordre de l'INSEE.

D 80

Chapitre A.03

Environnement

1. Le territoire
2. La faune et la flore
3. L'air
4. Les eaux continentales
5. La mer
6. Les déchets
7. Les dépenses en faveur de l'environnement

Dans ce chapitre, la notion d'environnement est restreinte à l'environnement naturel, c'est-à-dire à l'ensemble des milieux physiques et des écosystèmes qui constituent la biosphère. En particulier sont exclus les aspects de l'environnement ayant trait au cadre et aux conditions de vie des Français, d'autant que certains d'entre eux sont traités dans d'autres chapitres de cet annuaire. Par contre une large place est accordée aux interactions entre les activités humaines et l'environnement. Ce sont en effet les prélèvements de ressources et les émissions de résidus, induits par les activités de production et de consommation, qui déterminent l'évolution des différents éléments de l'environnement naturel : biotopes et biocénoses, sol, air, eaux continentales et marines. Dans la mesure où elle touche à la fois l'ensemble des activités humaines et les conditions de vie des Français, l'appréciation de l'état de l'environnement apporte une dimension horizontale et qualitative à la compréhension de l'évolution économique et sociale du pays, même si l'appareil statistique sur lequel elle s'appuie reste encore dans certains domaines très rudimentaire. Les données de ce chapitre sont principalement extraites du « Rapport annuel sur l'état de l'environnement » publié par le ministère de l'Environnement.

1. Le territoire

11. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.

Les données fournies proviennent de l'enquête « Utilisation du territoire », réalisée annuellement par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du *ministère de l'Agriculture,* à partir d'un échantillon permanent de 300.000 points photos aériennes. Le tableau 1 ci-après fournit la répartition physique du territoire, en fonction notamment de la nature du couvert végétal.

12. Protection de l'espace

La protection de l'espace répond à des objectifs variés : gestion de l'occupation du sol, aménagement de l'espace,

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Environnement (division des statistiques).

maîtrise de l'urbanisation, conservation des terrains agricoles et des milieux naturels. Les procédures mises en place afin de répondre à ces différents objectifs sont nombreuses et complémentaires. Leur vocation est soit générale (documents d'urbanisme), soit spécifique (réserves naturelles). Leur intérêt est soit national (parcs nationaux), soit local (zones naturelles des plans d'occupation des sols). Le tableau 2 fournit les données statistiques relatives aux zones totalement inconstructibles (protections fortes).

Parmi les différents types d'instrument de protection de l'espace, on retiendra en particulier :

121. Les documents d'urbanisme

Sans reprendre ici l'ensemble des documents et procédures d'urbanisme, il convient de citer :

— le *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme* (SDAU) qui fixe les orientations fondamentales de l'aménagement pour des groupes de communes;

— le *Plan d'occupation des sols* (POS), document d'urbanisme opposable aux tiers, qui fixe les règles d'utilisation des sols pour l'ensemble d'un territoire communal.

Le territoire couvert par le POS est divisé en zones traduisant les affectations dominantes du sol prévues par le plan. On distingue les zones U (urbaines) et les zones N (naturelles). En particulier, pour assurer la conservation d'un espace non aménagé, on peut utiliser la classification suivante (tableau 3) :

— les zones NC où, en raison de la valeur agronomique ou économique (du sol ou du sous-sol), les constructions sont interdites, à l'exception de celles liées et nécessaires à l'activité agricole ou à la richesse exploitée;

— les zones ND, où les constructions sont interdites en raison de la qualité du site et en vue de sa préservation contre d'éventuels risques de nuisances.

La loi du 7 janvier 1983 a mis fin à l'existence de la zone d'environnement protégé. Les communes qui étaient dotées d'un tel document avant l'entrée en vigueur de la loi disposent, à compter du 1er octobre 1983, d'un délai de deux ans pour lui substituer un POS opposable aux tiers.

En l'absence de POS opposable aux tiers, s'applique la règle de constructibilité limitée aux parties actuellement urbanisées des communes. Cependant, dès lors que les communes ont, conjointement avec le commissaire de la République, précisé les modalités d'application des règles générales d'urbanisme, la règle de constructibilité limitée est suspendue pendant une durée maximum de quatre ans.

122. Les périmètres sensibles

Les périmètres sensibles (procédure créée par le décret n° 59-768 du 26 juin 1959) sont délimités dans les départements nécessitant une protection spéciale en raison de l'intérêt de leurs sites et paysages (littoral, montagne, secteurs fragiles) et permettent :

— la perception d'une taxe départementale d'espaces verts;

— l'acquisition d'espaces naturels en vue de leur ouverture au public (notamment grâce à la délimitation de zones de préemption à l'intérieur des périmètres sensibles);

— la délimitation de zones de protection également incluses dans les périmètres sensibles où l'utilisation du sol est réglementée. Elle concerne les territoires non couverts par un document d'urbanisme.

123. Les parcs naturels régionaux (tableau 4)

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les parcs naturels régionaux ont pour objectif :

— de préserver et de mettre en valeur un patrimoine naturel et culturel de qualité particulière;

— de favoriser l'activité économique et sociale compatible avec la protection de l'environnement en encourageant les divers modes de développement qui préservent les valeurs naturelles essentielles, en particulier l'autodéveloppement;

— de promouvoir l'accueil, les activités de détente et d'initiation à la nature, ainsi que les activités de terrain, de réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus.

Le parc est créé à l'initiative de la région qui élabore la Charte constitutive du parc et la soumet ensuite à l'agrément du ministère chargé de l'Environnement. La Charte doit définir : l'organisme de gestion et de réalisation, le plan du parc et ses limites, les dispositions juridiques à mettre en œuvre, le programme des équipements à réaliser, le plan de financement des équipements et de la gestion.

124. Les sites (tableau 5)

Certains sites, dont la conservation ou la préservation présente, d'un point de vue paysager un intérêt général, font l'objet d'une protection particulière organisée par la loi du 2 mai 1930 modifiée.

On distingue deux niveaux de protection :

— le *classement* est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, en cas de désaccord de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'état. Le classement soumet toute modification sur le site à autorisation ministérielle préalable;

— *l'inscription sur l'inventaire des sites* décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas procéder à des travaux autres qu'agricoles ou d'entretien des bâtiments sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des bâtiments de France.

125. Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), créé par la loi du 10 juillet 1975, est un établissement public chargé de mener une politique d'acquisitions foncières et de sauvegarder les espaces naturels dans les cantons du littoral et les communes bordant les grands lacs. Les terrains acquis par le Conservatoire sont voués à être maintenus dans leur état naturel.

126. Les Parcs nationaux (tableau 6)

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les Parcs nationaux sont de grandes étendues rurales et naturelles (en parti

culier de montagne) qui méritent une protection rigoureuse. Ils assurent, pour la vie et l'agrément de générations actuelles et futures, la préservation de certains éléments majeurs du patrimoine naturel de la Nation. Les mesures de protection peuvent concerner trois types de zones :

— la *zone centrale* dans laquelle est interdite « toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune, de la flore et plus généralement d'altérer le caractère naturel du parc ». Aucune n'a été actuellement instituée;

— les *réserves intégrales :* protection encore renforcée dans une zone particulière dans un but scientifique;

— la *zone périphérique* où le développement des activités (en particulier le tourisme) est possible dans le cadre d'un programme d'ensemble à caractère social, économique et culturel coordonné avec le programme État-Région.

127. Les réserves naturelles (tableau 7)

Instituées par les lois du 2 mai 1930 (modifiée) et du 10 juillet 1976, les réserves naturelles ont pour but d'assurer la protection, la conservation et la gestion d'espaces naturels de haute valeur écologique et en particulier de milieux naturels devenus rares ou particulièrement menacés, présentant un intérêt spécifique sur le plan scientifique. Les mesures de protection très strictes sont adaptées à chaque cas particulier : elles visent à permettre une gestion du milieu naturel en fonction d'un objectif de sauvegarde, mais sans pour autant éliminer les activités traditionnelles compatibles avec cette protection.

2. La faune et la flore

On ne dispose pas d'appareil statistique permanent pour recenser les populations de 120.000 espèces animales et plus de 4.200 espèces végétales présentes en France. La prise de conscience récente des menaces qui pèsent sur bon nombre d'espèces animales et végétales a toutefois conduit à entamer la réalisation d'inventaires de faune et de flore. Généralement, les inventaires sont dits qualitatifs, c'est-à-dire relatifs à l'existence d'espèces par sources géographiques; mais quelques-uns comportent également des quantifications approximatives. La centralisation des données est réalisée par le Secrétariat de la faune et de la flore (Muséum national d'histoire naturelle), où une banque de données informatisées a été créée. D'ores et déjà sont disponibles des résultats pour un grand nombre d'espèces. Des éléments plus synthétiques ont déjà été élaborés en ce qui concerne les vertébrés supérieurs (tableau 8 A) et les espèces végétales (8 B).

La conservation de la faune et de la flore passe également par la protection des espèces menacées et des milieux naturels.

En ce qui concerne la protection des espèces, la plus grande partie des espèces animales sauvages rares ou menacées est aujourd'hui intégralement protégée par un certain nombre d'arrêtés publiés entre 1978 et 1982. La réglementation de la chasse, de la pêche, de la cueillette et de la commercialisation concourent également à cet objectif.

En matière de protection des biotopes, outre les parcs nationaux et les réserves naturelles, il convient de citer les réserves de chasse, les réserves de pêche ainsi que les réserves maritimes, approuvées ou libres.

3. L'air

La *pollution atmosphérique* est un phénomène complexe qui peut se manifester par de fortes variations dans l'espace et dans le temps. En ce qui concerne les résultats de mesures, les différences de situations existant entre les diverses agglomérations sont difficiles à apprécier parfaitement en raison d'une certaine hétérogénéité inévitable des réseaux de mesures. La présentation de moyennes annuelles par ville, qui ne rend compte ni de ces disparités, ni des variations saisonnières ou géographiques, a toutefois l'intérêt de permettre des comparaisons entre des années sucessives, et donc de déterminer les tendances d'évolution pour chaque ville.

Le tableau 10 concerne une des pollutions les plus importantes : l'*acidité forte,* indicateur de la pollution par le SO^2, produit par les foyers domestiques ou industriels. Il convient toutefois de se rappeler qu'il existe d'autres formes de pollution dont il n'est pas rendu compte ici, notamment les fumées noires, le *monoxyde de carbone* produit par les moteurs à explosion, les poussières spécifiques et les polluants gazeux divers, produits par les procédés industriels.

Les moyennes annuelles de pollution atmosphérique sont établies à partir des relevés journaliers des appareils de mesure de la pollution atmosphérique qui sont centralisés dans une banque de données gérée par la sous-direction de la pollution de l'air du ministère de l'Environnement. A la suite des résultats de mesure sont présentées des données concernant les émissions de polluants (tableaux 11 et 12). Il convient de souligner que ces résultats ne proviennent pas de mesures mais d'estimations, réalisées annuellement par le CITEPA *(centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique).*

4. Les eaux continentales

41. La qualité des eaux superficielles

La connaissance de l'état de la qualité des eaux en France résulte de nombreux travaux effectués localement par les services de l'État et les Agences financières de bassin. En outre, en application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, des campagnes ont eu lieu en 1971, 1976 et 1981 sur l'ensemble du pays pour caractériser les niveaux de qualité des eaux des rivières et des canaux. Entre ces périodes quinquennales, la qualité des eaux est suivie d'une manière permanente sur un nombre de points qui est passé de 95 en 1971 à 120 en 1986. Les points constituent un réseau de surveillance de lieux caractéristiques d'une dégradation de la qualité.

Ce sont les résultats de ces points de mesure qui sont présentés (tableau 13). Ils ont fait l'objet d'un traitement statistique, par application de la circulaire du 29 juillet 1971 relative à la préparation des décrets d'objectifs de qualité des cours d'eau qui distingue cinq classes de qualité selon les usages que doivent satisfaire les rivières.

· *Classe 1 A*

Elle caractérise les *eaux exemptes de pollution.*

· *Classe 1 B*

D'une *qualité légèrement moindre,* ces eaux peuvent néanmoins satisfaire tous les usages.

· *Classe 2*

La qualité est *passable* : suffisante pour l'irrigation, les usages industriels, la production d'eau potable après un traitement poussé. L'abreuvage des animaux est généralement toléré. Le poisson y vit normalement mais sa reproduction peut être aléatoire. Les loisirs liés à l'eau y sont possibles lorsqu'ils ne nécessitent que des contacts exceptionnels avec elle.

· *Classe 3*

La qualité est *médiocre* : juste apte à l'irrigation, au refroidissement et à la navigation. La vie piscicole peut subsister dans ces eaux, mais cela est aléatoire en période de faibles débits ou de fortes températures.

· *Hors classe*

Eaux dépassant la valeur maximale tolérée en classe 3 pour un ou plusieurs paramètres. Elles sont considérées comme *inaptes à la plupart des usages* et peuvent constituer une menace pour la santé publique et l'environnement.

En conséquence, pour chacune des classes, des valeurs maximales sont fixées à chacun des paramètres. On admet qu'on attribue à une eau la classe qui est donnée par le (ou les) paramètre(s) le (les) plus défavorable(s). Cette classe est celle qui, d'après les valeurs, est atteinte par au moins 10 % des plus mauvaises mesures de ce paramètre.

Le tableau 13 qui distingue d'une part, la qualité des eaux du point de vue des matières oxydables et d'autre part, la qualité des eaux du point de vue de la minéralisation et des toxiques, donne l'évolution du nombre de points de mesure dans chacune des classes de qualité indiquées ci-dessus.

42. Les prélèvements d'eau

Le tableau 14 donne la statistique des prélèvements d'eau par bassin en 1975 et depuis 1982.

Les grands barrages français (tableau 15), d'abord réalisés à des fins purement hydroélectriques, sont conçus aujourd'hui dans le cadre plus général de l'aménagement des ressources en eau.

43. La lutte contre la pollution

La politique de gestion et d'amélioration de la qualité des eaux se développe à partir de 3 principaux modes d'intervention : la surveillance des milieux, le contrôle des activités et l'incitation économique.

Cinq paramètres sont retenus pour apprécier les émissions de pollution dans l'eau :

1. *Poids de matières en suspension* (MES) en kilogrammes;

2. *Poids d'oxygène nécessaire à la décomposition des matières oxydables* (MO) contenues dans l'eau. Les quantités sont calculées en tenant compte de la demande chimique en oxygène (DCO) et de la demande biochimique en oxygène pendant cinq jours (DBO_5) en appliquant la formule suivante :

$$\text{pollution (kg)} = \frac{DCO + 2\ DBO_5}{3}$$

Pour la pollution domestique (pollution des collectivités locales), les quantités de pollution (MES et MO) sont souvent données en équivalents habitants :
Un *équivalent habitant* correspond à 90 g/jour de matières en suspension et 57 g/jour de matières oxydables soit en tout 147 g de ces matières.

3. *Quantités de substances inhibitrices ou toxiques,* mesurées par des tests de *toxicité sur la daphnie* ou puce d'eau. La toxicité est exprimée en kilo équitox/jour de matières inhibitrices. Une eau contient un équitox par mètre cube si, dans les conditions de l'essai, elle immobilise 50 % d'une population de daphnies.

4. *Substances azotées* (organiques et ammoniacales);

5. *Substances phosphorées* (organiques et minérales).

Le tableau 16 indique la pollution nette rejetée et la pollution retirée par les industries pour chacun de ces paramètres. Les données sont établies chaque année par le Service de l'environnement industriel (ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions), à partir des assiettes de redevances des Agences financières de bassin.

Le tableau 17 indique le poids relatif des émissions nettes des différentes branches d'activité par rapport à la pollution industrielle des eaux.

Le tableau 18 rend compte de la pollution des collectivités locales, des capacités des stations d'épuration et de la pollution éliminée.

5. La mer

La surveillance de la qualité du milieu marin se heurte à plusieurs difficultés inhérentes à la nature du domaine étudié :

— difficulté de réaliser des mesures dans un milieu aux caractéristiques biochimiques complexes;
— difficulté d'apprécier les flux de pollution en provenance de la terre (pollution tellurique);
— difficulté enfin de gérer un patrimoine commun à l'ensemble des nations.

51. La qualité des eaux marines

La mesure de la qualité des eaux s'effectue à partir de deux types d'opérations continues de surveillance :

— une surveillance générale des différents composants du milieu (eau, sédiments, matière vivante) dans le cadre

du Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin (RNO);
— une surveillance particulière de la qualité des eaux de baignade sur l'ensemble des plages françaises.

511. Le Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin (tableau 19)

Mis en place en 1974 par le ministère de l'Environnement, avec l'appui scientifique et technique du CNEXO fusionné depuis avec l'ISTPM en un seul organisme, l'IFREMER, le Réseau national d'observation s'articule autour de 18 zones de surveillance comportant chacune plusieurs stations hydrographiques sur lesquelles sont effectués des prélèvements selon des fréquences variables en fonction des paramètres étudiés.

Les mesures des micropolluants dans l'eau ont été abandonnées en 1985 à la suite de l'analyse critique des résultats obtenus sur la période 1974-1984. Elles sont poursuivies pour les mesures dans la matière vivante et les sédiments.

Le tableau 19 donne les niveaux de concentration de cinq micropolluants dans la moule pour les trois zones suivantes :
1. Baie de Seine, très industrialisée;
2. Baie de Saint-Brieuc, agricole;
3. Étang de Thau, peu industrialisé.

512. La salubrité des plages (tableau 20)

La surveillance de la qualité des eaux de baignade s'effectue à partir du réseau de surveillance de la qualité bactériologique des plages du littoral français mis en place en 1972 par le ministère chargé de la Santé en liaison avec le ministère chargé de l'Environnement.

Conformément à une directive du 8 décembre 1975 du Conseil des communautés européennes, le principe du contrôle sanitaire repose principalement sur la réalisation d'analyses d'eau comprenant la recherche de germes-tests.

52. Les sources de pollution

La pollution du milieu marin provient de sources multiples :
— les *déversements* volontaires ou accidentels *de navires* (en particulier hydrocarbures);
— les *pollutions transportées par les fleuves*, très importantes, mais difficilement quantifiables;
— les *pollutions en provenance du littoral* : pollution domestique des communes littorales et pollution industrielle en provenance des complexes industrialo-portuaires;
— les *retombées atmosphériques* contribuent également, pour une part non négligeable, à la pollution du milieu marin.

521. La pollution des communes littorales (tableaux 21, 22)

Les chiffres indiqués proviennent de la Direction de la prévention des pollutions (ministère de l'Environnement).

La *pollution brute* est calculée à partir de la population des communes littorales : en hiver, population sédentaire; en été, population de pointe.

La *pollution nette* est la pollution rejetée par une population équivalente après épuration.

Le tableau 22 donne l'évolution des capacités des stations d'épuration et du nombre d'habitants raccordés.

522. La pollution industrielle (tableau 23)

Les chiffres proviennent du dépouillement des redevances de la pollution pour les entreprises des communes littorales (voir définitions dans le paragraphe consacré à la pollution de l'eau). Ils correspondent à la pollution nette, c'est-à-dire à la pollution effectivement rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectifs.

6. Les déchets

61. Les déchets des ménages (tableaux 24 et 25)

14 millions de tonnes d'ordures ménagères doivent être éliminées en France chaque année (soit en moyenne 270 kg/habitant/an).

Elles sont constituées par 50 % d'emballages environ (cartons, bouteilles, boîtes de conserves,...). A ce tonnage viennent s'ajouter environ 1.500.000 tonnes de déchets encombrants.

Le tableau 24 donne l'évolution en pourcentage de la population bénéficiant d'un système de collecte et de traitement des ordures ménagères.

Pour le traitement des déchets des ménages, plusieurs procédés sont habituellement utilisés (tableau 25) :
— la *décharge contrôlée*, dans laquelle les ordures sont mises en couches successives sur un terrain dont les caractéristiques évitent tout risque de pollution. Les déchets peuvent être compactés ou non, et éventuellement broyés au préalable;
— le *compostage* a pour but de transformer une partie des ordures en compost utilisable pour l'amendement des sols agricoles;
— l'*incinération sans récupération d'énergie* consiste à brûler les ordures dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques;
— l'*incinération avec récupération d'énergie* permet, pour les usines de grande capacité et lorsqu'il existe des débouchés suffisants, de récupérer de la chaleur qui peut être vendue à une compagnie de chauffage urbain ou à des industries proches. Dans certains cas, on produit simultanément de l'électricité;
— le *traitement mixte* combine le procédé de *compostage* et celui de l'*incinération* des produits non compostables.

62. Les déchets industriels (tableau 26)

Les déchets industriels peuvent être schématiquement classés en deux groupes :

— les déchets industriels « banals » assimilables aux ordures ménagères;
— les déchets industriels « spéciaux » qui peuvent être à l'origine d'atteintes particulières à l'environnement en cas de mauvaise élimination. Au sein de cette catégorie, il convient de distinguer :
· les déchets ne nécessitant pas un traitement spécifique et dont la mise en décharge, moyennant certaines conditions, constitue pour certains d'entre eux une solution acceptable;
· les déchets toxiques et dangereux dont l'élimination doit être assurée grâce à la mise en œuvre de moyens adaptés.

Les principales filières d'élimination des déchets industriels spéciaux toxiques sont actuellement : l'incinération, les traitements physico-chimiques et la mise en décharge contrôlée. Des installations collectives de traitement ont été créées pour les établissements industriels ne disposant pas de capacité interne de traitement. On distingue (tableau 26) :
— les centres collectifs polyvalents pour l'incinération ou les traitements physico-chimiques;
— les centres collectifs spécialisés adaptés au traitement et à la revalorisation de déchets industriels spécifiques (huiles, fluides d'usinage, solvants, acides, bains métalliques, etc.).

63. La récupération des déchets (tableau 27)

Dans le contexte général de lutte contre le gaspillage des matières premières et de protection de l'environnement contre les pollutions, un des objectifs des pouvoirs publics est de développer l'utilisation de technologies propres, et la récupération.

Les déchets solides constituent en fait un important gisement de matériaux, ils doivent donc être considérés comme une ressource qui peut trouver plusieurs types d'utilisation :
— le *recyclage* proprement dit, par réincorporation dans le processus de fabrication permettant de générer le même produit;
— la *réutilisation*, par réincorporation dans un autre processus de fabrication afin d'obtenir un nouveau produit;
— le *réemploi*, qui consiste à prolonger la période d'utilisation du produit destiné à l'abandon par son détenteur.

Bien qu'encore trop peu développée, la récupération est organisée pour certains produits et matériaux contenus dans les déchets en vue du recyclage ou de la réutilisation par l'industrie (tableau 27).

7. Les dépenses en faveur de l'environnement

Le tableau 28, tiré du Rapport sur l'état de l'environnement, a été réalisé par la Mission des études économiques, des statistiques et du plan du ministère de l'Environnement. Il constitue un essai d'établissement d'un bilan des dépenses pour l'environnement réalisées par l'ensemble des agents en France, complétant par des estimations les postes n'ayant pas encore, à ce jour, fait l'objet d'un chiffrement précis. Ce bilan doit, par conséquent, être utilisé avec la plus grande précaution.

Les dépenses sont ventilées en dépenses d'investissement et de fonctionnement; certaines dépenses de renouvellement de matériels ont été comptabilisées en investissements.

Les dépenses en faveur de l'environnement sont présentées en distinguant les actions suivantes :
· Eau :
— mobilisation de la ressource : barrages, hydraulique agricole, alimentation en eau potable (stations de traitement des eaux potables, grands transferts d'eau, réservoirs, réseaux de distribution, installations d'alimentation en eau, forages, pompages, traitement de l'eau,...), défense contre les eaux et la mer,...
— lutte contre les pollutions :
· Air : bruits, déchets : lutte contre les pollutions et nuisances provenant du système de production-consommation;
· Protection du patrimoine écologique : parcs nationaux, défense des forêts contre l'incendie, protection contre l'érosion, protection de la flore et de la faune, réserves naturelles, fixation des dunes;
· Amélioration du cadre de vie : parcs naturels régionaux, parcs et jardins péri-urbains, espaces verts, rues piétonnes, équipements piscicoles et cynégétiques, initiation à la nature, protection des sites naturels, aménagements de forêts.

TABLEAU A.03-1

Répartition du territoire métropolitain

Sources : Ministère de l'Agriculture, SCEES (Statistique annuelle et enquête utilisation du territoire)
Ministère de l'Environnement

Catégories	1948		1984		r 1985		p 1986	
	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%
Terres arables (1)	18.949	34,4	17.805	32,4	17.915	32,6	17.989	32,7
Superficies toujours en herbe	12.302	22,3	12.385	22,6	12.206	22,3	12.121	22,1
Autres superficies agricoles utilisée	2.131	3,8	1.344	2,4	1.320	2,4	1.307	2,4
Peupleraies et bois et forêts (2)	11.100	20,2	14.603	26,6	14.618	26,6	14.620	26,6
Territoire agricole non cultivé	6.036	11,0	2.732	5,0	2.741	5,0	2.738	5,0
Territoire non agricole	4.586	8,3	6.050	11,0	6.108	11,1	6.133	11,2
Total (3)	**44.104**	**100**	**54.919**	**100**	**54.908**	**100**	**54.908**	**100**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs. — (2) Progression en partie apparente. — (3) Cadastre en 1948, planimétrage IGN en 1984, 1985 et 1986.

TABLEAU A.03-2

Évolution de la superficie des espaces protégés entre 1978 et 1986 (France métropolitaine)

Sources : Ministère de l'Environnement
Ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports

	1978		1986	
	Superficie en km²	% du total des espaces non aménagés	Superficie en km²	% du total des espaces non aménagés
Total France métropolitaine (Planimétrage IGN)	549.192	100	549.192	100
dont : Espaces protégés :				
Réserves naturelles	369	0,1	992	0,2
Forêts publiques	17.531	3,2	17.626	3,2
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)	51	ε	286	0,1
Parcs nationaux (zone centrale)	2.767	0,5	3.433	0,6
Zones ND des POS (1)	18.420	3,4	54.773	10,0
Sites classés	1.856	0,3	...	...
Acquisitions dans les périmètres sensibles	—	ε	120	ε
Total brut des protections fortes	**40.994**	**7,5**	...	...

(1) POS : plans d'occupation des sols rendus publics ou approuvés; ND : zones naturelles protégées; NC : zones naturelles agricoles.

TABLEAU A.03-3

Superficie des zones naturelles protégées (ND) et des zones naturelles agricoles (NC) (France métropolitaine et DOM)

Situation au 1er octobre

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports (Direction de l'Urbanisme et des Paysages)

Unité : Km²

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Zones naturelles protégées (ND)	12.755	18.575	23.710	29.130	34.382	38.905	43.809	46.273	48.835	54.773
Zones naturelles agricoles (NC)	18.256	26.769	33.840	42.870	52.165	61.721	69.820	74.095	78.644	90.036

TABLEAU A.03-4

Parcs naturels régionaux

Situation au 1er janvier 1987

Sources : Ministère de l'Environnement
Fédération des parcs naturels de France.

Nom du parc (année de création)	Départements	Nombre de communes	Superficie km² (1)	Nombre d'habitants (2) (en milliers)
Armorique (1969)	Finistère	30	650	33,0
Brière (1970)	Loire-Atlantique	18	400	50,0
Brotonne (1974)	Eure - Seine-Maritime	39	450	33,0
Camargue (1970)	Bouches-du-Rhône	2	850	8,5
Corse (1972)	Corse du Sud, Haute-Corse	82	2.000	24,0
Forêt d'Orient (1970)	Aube	47	700	20,0
Haut-Languedoc (1973)	Hérault - Tarn	69	1.450	70,0
Haute-Vallée de Chevreuse (1985)	Yvelines	19	260	38,0
Haut-Jura (1985)	Jura	37	620	37,0
Landes de Gascogne (1970)	Gironde - Landes	22	2.060	30,0
Livradois-Forez (1986)	Haute-Loire - Puy-de-Dôme	151	3.000	100,0
Lorraine (1974)	Meuse - Moselle - Meurthe-et-Moselle	183	2.060	40,0
Lubéron (1977)	Alpes-de-Haute-Provence - Vaucluse	157	1.200	90,0
Marais Poitevin (1979)	Vendée - Charente-Maritime - Deux-Sèvres	102	2.050	83,0
Martinique (1979)	Martinique	34	700	80,0
Montagne de Reims (1976)	Marne	54	500	33,0
Morvan (1970)	Côte-d'Or - Nièvre - Saône-et-Loire - Yonne	64	1.720	33,0
Nord - Pas-de-Calais (1986)	Nord - Pas-de-Calais	167	1.460	326,0
Normandie - Maine (1975)	Manche - Orne - Mayenne - Sarthe	143	2.340	90,0
Pilat (1974)	Loire - Rhône	43	650	39,0
Queyras (1977)	Hautes-Alpes	11	600	2,0
Vercors (1970)	Drôme - Isère	60	1.350	26,0
Volcans d'Auvergne (1977)	Cantal - Puy-de-Dôme	129	3.480	92,0
Vosges du Nord (1976)	Bas-Rhin - Moselle	97	1.180	82,0
Parcs à l'étude :				
Hautes-Vosges - Vosges du Sud	Vosges, Haut-Rhin, Territoire de Belfort, Haute-Saône	228	3.010	254,0

(1) Il s'agit de la superficie entière des communes, même si dans certains cas, la totalité de cette superficie ne se trouve pas dans le périmètre du parc (excepté pour les parcs de l'Armorique, la Corse, le Haut-Languedoc pour lesquels un réajustement a été fait). — (2) A été prise en compte la population totale des communes rurales intégrées dans le périmètre du parc.

TABLEAU A.03-5

Nombre cumulé de sites inscrits et classés (1)

Source : Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports (Direction de l'Urbanisme et des Paysages)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Nombre de sites inscrits	4.508	4.546	4.616	4.675	4.733	4.795	4.840	4.876	4.903
Nombre de sites classés	2.195	2.221	2.233	2.260	2.280	2.309	2.328	2.337	2.358

(1) Nombre cumulé depuis 1930.

TABLEAU A.03-6

Parcs nationaux

Situation au 31 décembre 1986

Source : Ministère de l'Environnement (Étude « Les parcs nationaux et leurs zones périphériques » SEGESA)

Superficie en km²

Nom du parc et date de création	Départements	Superficie (1)		Population totale	
		Totale	Dont zone centrale	1975	1982
Cévennes (décret du 2 septembre 1970)	Lozère, Gard, Ardèche	3.209	844,1	40.280	41.272
Les Écrins (décret du 27 mars 1973)	Hautes-Alpes, Isère	2.288	918,0	24.935	27.639
Mercantour (décret du 18 août 1979)	Alpes-Maritimes, Alpes-de-Haute-Provence	2.150	685,0	15.525	16.445
Port-Cros (décret du 14 décembre 1963)	Var	(2) 6,9	...	30	30
Pyrénées-Occidentales (décret du 23 mars 1967)	Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques	2.632	457,1	41.631	40.223
Vanoise (décret du 7 juillet 1963)	Savoie	1.993	528,4	25.192	27.973
Total		**12.278,9**	**3.432,6**	**147.593**	**153.582**

(1) A été prise en compte la superficie totale des communes situées dans certains cas en partie seulement dans le périmètre du parc. — (2) Non compris 18 km² en zone maritime.

TABLEAU A.03-7

Réserves naturelles officiellement créées

Situation en fin d'année

Source : Ministère de l'Environnement (Direction de la Protection de la nature)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Nombre de réserves	31	36	36	40	50	58	63	67	73	78	84
Superficies [en km²] (1)	308,7	404,2	404,2	462,7	534,8	547,2	551,2	601,1	696,4	(2) 932,5	992,2

(1) Non compris la réserve de Banc d'Arguin dont la superficie varie de 1,5 à 5 km², et y compris à partir de 1976 la réserve de la presqu'île de la Caravelle (Martinique) de 5,2 km². — (2) Création en 1985 de la réserve des Hauts-Plateaux de Vercors.

TABLEAU A.03-8 A

Espèces de vertébrés disparues, en voie de disparition, menacées ou en régression en France métropolitaine : répartition par type de menace.

Année 1985

Source : Ministère de l'Environnement (Secrétariat de la Faune et de la Flore)

Catégorie	Poissons (eau douce)	Amphibiens	Reptiles	Oiseaux (nicheurs)	Mammifères	Total
Espèces disparues de France	—	—	1	6	5	12
Espèces présentes en France (1)	70	29	36	266	113	514
dont :						
Situation critique	6	3	2	56	8	75
Régression forte	7	5 (dont 1 hybride)	2	29	2	45
Effectifs faibles	—	8	7	39	19	73
Régressions diverses	7	2	4	12	30	55
Total des espèces disparues, en voie de disparition, menacées ou en régression	**20**	**18**	**16**	**142**	**64**	**260**
En % du nombre d'espèces (2)	**29**	**62**	**43**	**52**	**54**	**49**

(1) Espèces terrestres et d'eau douce de France Métropolitaine. Espèces marines au sens strict (ex. : cétacées) exclues. — (2) Présentes et disparues.

TABLEAU A.03-8 B

Espèces végétales endémiques en régression

Source : Société botanique de France

Type de milieu	Nombre d'espèces prises en compte		Nombre d'espèces en régression			
	Endémiques françaises	Autre (1)	Modérée	Moyenne	Forte	Total
Falaises et rochers	64	54	10	1	1	12
Champs, moissons, etc.	1	1	—	—	1	1
Prés, pelouses, landes	26	26	5	1	3	9
Forêts	6	6	—	1	—	1
Montagnes	71	96	13	4	1	18
Littoral	29	14	12	4	4	20
Zones humides	14	6	8	4	4	16

(1) Espèces endémiques régionales européennes dont une partie de l'aire de répartition est située sur le territoire français.

TABLEAU A.03-9

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse.
Conseil supérieur de la pêche

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
CHASSE										
Permis délivrés [en milliers] (1)	2.222,3	2.165,7	2.125,9	2.064,0	2.016,5	1.983,1	1.989,7	1.993,9	1.917,8	1.863,5
Réserves particulières approuvées (surface en milliers d'ha)	249,6	261,8	261,2	261,2	261,2	257,7	260,8	●	351,3	351,3
PÊCHE FLUVIALE										
1. *Pêcheurs professionnels* (pêcheurs aux filets et aux engins) :										
Permis délivrés	19.988	15.686	15.252	15.199	15.045	14.560	12.583	13.540	11.871	11.340
dont : *Permissionnaires de petites pêches et compagnons*	*15.521*	*12.577*	*12.533*	*12.505*	*12.762*	*12.403*	*11.069*	*11.008*	*10.747*	*10.261*
2. *Pêcheurs à la ligne :*										
Associations agréées	4.078	4.080	4.084	4.095	4.110	4.134	4.152	4.151	4.178	4.188
Permis délivrés (en milliers) (3)	2.485,9	2.580,6	2.530,3	2.434,6	2.359,4	2.349,1	2.321,5	2.326,1	2.266,9	2.180,1
dont : *pêcheurs au lancer* (en milliers)	*1.844,6*	*1.935,1*	*1.951,4*	*1.903,8*	*1.877,5*	*1.890,0*	*1.884,7*	*1.915,6*	*1.907,3*	*1.847,8*

(1) Permis départementaux et nationaux. Validations et validations complémentaires; période de juillet de l'année *n* — 1 à juin de l'année *n*. — (2) Au 1er novembre 1975. — Timbres piscicoles ordinaires délivrés.

TABLEAU A.03-10

Pollution atmosphérique dans les principales villes de France (moyenne annuelle)

Acidité forte

(Principalement dioxyde de soufre [SO_2] produit par les chauffages domestiques et industriels)

Source : Ministère de l'Environnement (Direction de la Prévention des pollutions)

Unité : Microgramme de polluant par m³ d'air

Ville ou agglomération	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Ville de Paris	116	97	109	104	89	71	68	61	57	54	50
Agglomération lyonnaise	76	61	67	70	66	52	46	51	55	61	58
Ville de Marseille	105	101	●	77	72	64	56	(1) 45	38	38	34
Agglomération lilloise	69	61	58	69	57	54	50	(1) 48	32	37	30
Agglomération de Rouen	53	72	85	83	70	49	48	41	39	37	37
Ville de Strasbourg	65	47	59	63	58	44	55	64	61	74	66
Ville de Nantes	41	37	39	38	30	21	26	22	...	...	...
Ville de Caen	77	39	31	20	27	20	24	25	20	22	22
Zone du Havre	65	70	70	72	76	63	59	47	44	48	41
Zone de Fos-Berre	51	45	59	55	54	34	30	29	...	...	...
Ville de Dunkerque	45	58	41	46	32	30	35	(1) 26	22	27	28

(1) Nouveau réseau : mesure du dioxyde de soufre par fluorescence UV ou photométrie de flamme; pas de résultat disponible pour l'acidité forte sur l'ensemble de l'agglomération.

TABLEAU A.03-11

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par secteur d'activité

Source : Ministère de l'Environnement (sous-direction de la pollution de l'air d'après CITEPA)

Unité : Millier de tonnes

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Centrales électro-thermiques	976	1.372	1.039	1.195	1.378	1.224	968	948	694	566	460
Transformation d'énergie (1)	466	477	470	476	432	427	337	339	282	255	230
Industrie et agriculture	*r* 1.434	*r* 1.458	*r* 1.484	*r* 1.494	*r* 1.544	*r* 1.421	*r* 1.167	*r* 1.043	*r* 946	*r* 844	825
Transport	103	112	110	118	124	127	92	93	94	98	107
Chauffage urbain	413	425	387	396	390	359	251	245	239	229	223
Ensemble	***r* 3.392**	***r* 3.844**	***r* 3.490**	***r* 3.679**	***r* 3.868**	***r* 3.558**	***r* 2.815**	***r* 2.668**	***r* 2.255**	***r* 1.992**	**1.845**

(1) Raffinage de pétrole et complexe gazier de Lacq.

TABLEAU A.03-12

Émissions d'oxydes d'azote par secteur d'activité (1)

Source : Ministère de l'Environnement (sous-direction de la pollution de l'air d'après CITEPA)

Unité : Millier de tonnes

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Centrales électro-thermiques	229	310	269	288	326	297	240	249	208	178	139
Industrie	*r* 333	*r* 341	*r* 340	*r* 344	*r* 358	*r* 340	*r* 313	*r* 292	*r* 276	*r* 273	267
Transport	857	913	939	986	1.009	1.021	1.046	1.053	1.065	1.085	1.150
Chauffage urbain	183	191	184	197	190	183	164	153	153	*r* 143	114
Raffineries (2)	24	26	26	26	27	26	23	20	18	18	17
Ensemble	***r* 1.626**	***r* 1.781**	***r* 1.758**	***r* 1.841**	***r* 1.910**	***r* 1.867**	***r* 1.786**	***r* 1.767**	***r* 1.720**	***r* 1.697**	**1.713**

(1) Non compris les émissions à caractère agricole : engrais, lisiers. — (2) Raffinage de pétrole et complexe gazier de Lacq.

TABLEAU A.03-13

Qualité des eaux superficielles

[répartition par classe de qualité en % des points de mesure] (1)

Source : Ministère de l'Environnement (Direction de la Prévention des pollutions)

Qualité	1973	1975	1977	1979	1981	1982	1983	1984
Du point de vue des matières oxydables								
1A Eaux exemptes de pollution	3	2	5	7	17	4	25	10
1B Qualité légèrement moindre	20	27	21	25	44	21	30	35
2 Qualité passable	51	50	45	48	28	49	28	35
3 Qualité médiocre	20	14	20	16	8	21	10	14
Hors classe (eaux inaptes à la plupart des usage)	6	7	9	4	3	5	7	6
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Du point de vue de la minéralisation, des toxiques et indésirables								
1A Eaux exemptes de pollution	5	2	2	4	7	6	14	9
1B Qualité légèrement moindre	8	8	7	9	11	30	18	32
2 Qualité passable	26	24	11	25	33	14	27	27
3 Qualité médiocre	24	33	50	55	48	46	34	27
Hors classe (eaux inaptes à la plupart des usages)	37	33	30	7	1	4	7	5
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

(1) En raison de l'augmentation des points de surveillance permanents particulièrement en 1982, l'évolution chronologique ne doit pas être déduite de ce tableau.

TABLEAU A.03-14

Prélèvements d'eau souterraine (1) et d'eau de surface soumis à redevance en 1975 et depuis 1982

Source : Agences financières de bassin — *Unité :* Million de m³

Bassin hydrographique	1975	*r* 1982	*r* 1983	1984
Adour-Garonne	2.335	2.746	2.331	2.000
Artois-Picardie	910	(2) 669	(2) 709	(2) 681
Loire-Bretagne	3.926	(3) 1.287	(3) 1.295	(3) 1.309
Rhin-Meuse	4.180	5.369	5.437	5.846
Rhône-Méditerranée-Corse	2.488	12.437	12.748	14.480
Seine-Normandie	6.759	6.608	6.020	4.959

(1) Les volumes d'eau de source captée sont comptés avec les prélèvements d'eau souterraine. — (2) Les chiffres ne tiennent pas compte des prélèvements de la centrale nucléaire de Gravelines (Pas-de-Calais) grosse consommatrice d'eau. — (3) Les chiffres ne tiennent pas compte des prélèvements des centrales thermiques du bassin (la consommation en période d'étiage est de l'ordre de 2.500 millions de m³).

TABLEAU A.03-15

Retenues de plus de 100 millions de mètres cubes de capacité totale de réserve

Au 1er janvier 1987

Source : Registre mondial des barrages publié par la commission internationale des grands barrages

Nom des barrages	Capacité totale (millions de m³) d'achèvement
Sarrans (Aveyron)	296
Le Sautet (Isère)	130
Saint-Étienne-Cantalès (Cantal)	135
L'Aigle (Cantal)	225
Castillon (Alpes-de-Haute-Provence)	149
Le Chastang (Corrèze)	187
Pareloup (Aveyron)	169
Vassivières (Creuse et Haute-Vienne)	107
Bort-les-Orgues (Corrèze)	477
Tignes (Haute-Savoie)	230
Grandval (Cantal)	292
Serre-Ponçon (Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence)	1.270
Monteynard (Isère)	240
Roselend (Savoie)	187
La Rance (Ille-et-Vilaine)	184
Seine (Aube)	205
Mont-Cenis (Savoie)	332
Vouglans (Jura)	605
Salagou (Hérault)	125
Marne (1) (Marne, Haute-Marne)	350
Sainte-Croix (Alpes-de-Haute-Provence, Var)	767
Naussac (Lozère)	190
Orédon (Hautes-Pyrénées)	127
Villerest (Loire)	128
Grand'Maison (Isère et Savoie)	140
Total	**7.247**
Yaté (Nouvelle Calédonie)	31,3
Barrage en cours de réalisation	
Aube	152

(1) Incluant le lac du Der.

TABLEAU A.03-16
Pollution industrielle de l'eau

Source : Ministère de l'Environnement (Direction de la Prévention des pollutions)

Unités : Matières en suspension et matières oxydables : tonne/jour
Matières toxiques : kilo équitox/jour

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Pollution nette (1) rejetée par les industries :										
— matières en suspension	2.525	2.637	2.577	2.481	2.424	2.397	2.190	2.128	2.032	2.079
— matières oxydables	3.409	3.278	3.215	3.068	2.847	2.774	2.558	2.515	2.434	2.409
— matières toxiques	86.016	85.443	71.561	70.987	65.567	56.185	50.332	51.969	44.826	42.885
Pollution retirée par les industries :										
— matières en suspension	3.796	4.762	6.982	6.065	8.498	8.797	9.231	12.774	12.947	10.894
— matières oxydables	1.196	1.418	1.739	1.905	2.523	2.719	2.677	3.042	3.211	3.407
— matières toxiques	33.624	37.071	51.031	56.365	69.783	76.651	76.343	72.276	73.195	74.283

(1) Pollution après traitement.

TABLEAU A.03-17
Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux

Source : Ministère de l'Environnement (Direction de la Prévention des pollutions)

Unité : %

Secteurs d'activité	Matières en suspension				Matières oxydables				Matières toxiques			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Industrie chimique	32,3	29,8	31,6	32,8	19,5	17,9	17,6	17,4	51,5	54,7	53,1	54,3
Industrie agro-alimentaire	21,0	22,1	21,8	22,0	42,7	45,1	45,7	45,6	0,4	0,4	0,4	0,4
Industries des métaux	15,0	14,9	14,0	14,0	9,8	9,6	9,3	8,9	38,1	36,0	37,6	36,4
Bois, papiers, cartons	8,6	10,3	8,6	8,3	12,1	12,6	12,5	13,0	2,0	1,4	1,4	1,4
Industries textiles	5,5	4,4	4,5	4,3	8,7	7,7	8,0	8,1	4,5	4,8	5,0	5,0
Commerces et services	5,9	6,2	6,4	6,2	3,4	3,5	3,5	3,5	—	—	—	—
Industries extractives	3,8	4,9	5,0	4,3	0,8	0,8	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6
Cuirs et peaux	1,4		1,4	1,3	1,5		1,5	1,4	1,4		1,3	1,3
Production d'énergie	1,1		0,9	0,8	0,9		0,7	0,7	0,7		0,3	0,3
Industries minérales	1,9	7,4	1,7	1,6	0,3	2,8	0,2	0,3	0,7	2,1	0,3	0,3
Indéterminés + divers. Imprimerie, plastiques, tabacs	3,5		4,1	4,4	0,3		0,4	0,4	—		—	—
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

TABLEAU A.03-18
Pollution et capacités de traitement installées dans les collectivités locales

Source : Ministère de l'Environnement (Statistiques des agences financières de bassin)

Unité : Million d'équivalents/habitants (1)

	1973	1976	*r* 1978	*r* 1979	*r* 1980	*r* 1981	*r* 1982	1983	1984
Pollution brute	●	●	67,8	67,6	68,5	68,3	68,4	68,7	69,4
Pollution entrant dans les stations	●	●	29,3	29,8	30,5	32,5	32,4	32,9	34,5
Pollution éliminée	11,2	20,3	19,4	20,5	20,8	22,2	22,3	22,6	23,9
Pollution rejetée	●	●	48,4	47,1	47,7	46,1	46,1	46,1	45,5
Capacité de traitement	21,4	37,3	44,7	46,6	48,3	50,6	52,5	54,3	55,7

(1) Équivalent/habitant correspond à 57 g de matières oxydables.

TABLEAU A.03-19

Concentration moyenne des principaux micropolluants dans la matière vivante

Sources : Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin — *Unité :* Milligramme/kg de poids sec

Micropolluant	Baie de Seine (1)		Baie de Saint-Brieuc (1)		Étang de Thau (2)
	1980	1985	1980	1985	1980
Hydrocarbures totaux	11,7 (± 7,8)	9,7 (± 7,4)	5,06 (± 4,8)	3,61 (± 1,15)	1,53 (± 0,90)
Diphényles polychlorés (PCB)	3,63 (± 2,35)	3,34 (± 2,38)	0,195 (± 0,083)	0,088 (± 0,040)	0,235 (± 0,135)
DDT	0,029 (± 0,016)	0,017 (± 0,011)	0,016 (± 0,009)	0,003 (± 0,002)	0,071 (± 0,029)
Mercure (3)	0,18 (± 0,07)	0,16 (± 0,05)	0,11 (± 0,08)	0,16 (± 0,08)	0,08 (± 0,04)
Cadmium (3)	3,42 (± 1,65)	2,36 (± 2,15)	1,38 (± 0,45)	0,87 (± 0,35)	1,20 (± 0,35)

(1) Le mollusque analysé est la moule *mytilus edules.* — (2) Le mollusque analysé est la moule *galloprovincialis.* — (3) Échelles de concentration (mg/kg de poids sec) adoptées par les Conventions d'Oslo et de Paris :

	Mercure (moule et huître)	Cadmium (moule)	Cadmium (huître)
Niveau moyen	0,6	2	8
Niveau fort	1	5	20

TABLEAU A.03-20

Qualité des eaux de baignade en mer (2)

Sources : Directions départementales de l'Action sanitaire et sociale et cellules de lutte contre les pollutions marines
Ministère de l'Environnement

Année	Nombre de points de mesure	A		AB		B		C		CD		Catégories (1)
		Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure	%	Nombre de points de mesure
1976	750	288	38,4	92	12,3	192	25,6	127	16,9	15	2,0	36
1977	860	193	22,4	190	22,1	191	22,2	172	20,0	63	7,3	51
1978	1075	95	8,8	320	29,8	267	24,8	244	22,7	84	7,8	65
1979	1186	189	15,9	357	30,1	296	25,0	245	20,7	43	3,6	56
1980	1316	279	21,2	334	25,4	295	22,4	298	22,6	45	3,4	65
1981	1381	327	23,7	316	22,9	376	27,2	293	21,2	16	1,2	53
1982	1654	408	24,7	508	30,7	329	19,9	328	19,8	25	1,5	56
1983	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
1984	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	14
1985	1.560	434	27,9	396	25,5	471	30,3	233	14,9	7	0,5	24
1986	1.710	515	30,1	451	26,4	499	21,2	200	11,7	21	1,2	

(1) Au moins 10 mesures par point : A : eau de bonne qualité; B : eau de qualité moyenne; C : eau pouvant être momentanément polluée; D : eau de mauvaise qualité. Moins de 10 mesures par point : AB : eau de bonne ou moyenne qualité; CD : eau pouvant être momentanément polluée ou de mauvaise qualité. — (2) Une comparaison globale de la qualité des eaux de baignade en mer n'est pas possible du fait que les points de surveillance et la fréquence des prélèvements ne sont pas les mêmes au cours des années.

TABLEAU A.03-21

Pollution brute et nette des communes littorales

Source : Ministère de l'Environnement (Direction de la Prévention des pollutions)

Unités : Millier d'équivalents/habitants

Année	Hiver			Été		
	Pollution brute (1)	Pollution nette (2)	Pollution réellement éliminée [en %] (3)	Pollution brute (1)	Pollution nette (2)	Pollution réellement éliminée [en %] (3)
1979	5.968	3.576	40	10.100	7.092	36
1980	6.852	2.946	57	12.375	6.311	49
1981	6.427	3.653	43	12.542	7.944	37
1982	6.660	3.611	46	12.914	7.805	40

(1) Pollution rejetée par une population équivalente avant toute épuration. — (2) Pollution rejetée par une population équivalente après épuration. — (3) Part de la pollution effectivement retirée par les stations d'épuration avant rejet.

TABLEAU A.03-22

Capacité d'épuration des communes littorales et nombre d'habitants raccordés

Source : Ministère de l'Environnement (Direction de la Prévention des pollutions)

Unité : Million d'équivalents/habitants

	1978 (1er juin)	1979 (1er juin)	1980 (1er janvier)	1981 (1er janvier)	1982 (1er janvier)	1983 (1er janvier)
Capacité d'épuration	6,09	7,01	7,54	8,09	8,85	9,45
Habitants raccordés (été)	3,95	4,35	4,88	5,26	5,75	6,28
Taux de raccordement (%)	39,0	39,7	44,4	45,6	45,8	48,6
Habitants raccordés (hiver)	2,79	2,87	2,99	3,04	3,42	3,74
Taux de raccordement (%)	46,1	47,6	50,1	50,5	53,2	56,2

TABLEAU A.03-23

Pollution nette (1) du milieu marin en provenance des industries des communes littorales

Source : Ministère de l'Environnement (Direction de la Prévention des pollutions)

Unités : Matières en suspension et matières oxydables : tonne/jour
Matières toxiques : million d'équitox/jour

	Matières en suspension	Matières oxydables	Matières toxiques
1979	259,3	201,6	9,5
1980	256,2	210,8	7,5
1981	352,8	250,9	11,2
1982	313,1	234,0	12,3
1983	302,1	233,2	10,9
1984	306,5	229,3	11,4

(1) Il s'agit d'une estimation du maximum de pollution rejetée en un jour. Cette estimation permet d'établir l'assiette de la redevance. Les chiffres indiqués comprennent à la fois la pollution rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectif.

TABLEAU A.03-24

Part de la population bénéficiant d'un système de collecte et de traitement des ordures ménagères

Source : Ministère de l'Environnement

Unité : %

Taux de population desservie	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Par un système de collecte	80	95	95	98	98	98	98
Par un système de traitement	35	69	80	82	87	87	87

TABLEAU A.03-25

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'unités, capacité de traitement et population

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'Environnement (Direction de la Prévention des pollutions)

Unités : Capacité : tonne/jour
Population : millier d'habitants

Type de traitement	Nombre d'unités			Capacité de traitement			Population desservie			Part de la population desservie (%)	
	1975	1982	r 1985	1975	1982	1985	1975	1982	1984	1975	1982
Incinération sans récupération d'énergie	126	184	218	5.796	7.337	7.136	6.247	6.905	7.105	12	13
Incinération avec récupération d'énergie	20	34	66	8.149	11»337	12.296	9.381	11.695	12.635	18	22
Compostage	86	94	90	4.154	4.671	4.053	4.585	4.260	4.760	9	8
Broyage	52	139	133	1.629	4.735	4.312	1.565	4.785	5.145	3	9
Décharges contrôlées	10	264	341	5.938	17.634	18.445	5.273	15.950	16.480	8	30
Divers	—	—	2	—	—	165	—	—	—	—	—
Total	**294**	**715**	**850**	**25.666**	**45.714**	**46.407**	**27.051**	**43.595**	**46.125**	**50**	**82**

TABLEAU A.03-26

Capacité des installations de traitement des déchets industriels spéciaux

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la prévention des pollutions)

Unité : Millier de tonnes/an

Centres de traitement	Nombre de centres			Capacité		
	1980	1984	1985	1980	1984	1985
Centres collectifs polyvalents :						
— incinération	15	21	18	309	380	520
— traitements physico-chimiques			8	173	240	240
Centres collectifs spécialisés :						
— huiles solubles	7	10	12	70	100	150

TABLEAU A.03-27

Quelques données sur la récupération

Situation en 1985

Sources : Ministère de l'Environnement (direction de la Prévention des pollutions. — Service des déchets).
Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED)

Secteur	Potentiel théorique (t/an)	Situation actuelle (t/an)
Métaux :		
Ferrailles	10 millions de tonnes théoriquement récupérables	8 millions de tonnes récupérées dont 5 millions de tonnes valorisées sées en France
Métaux non ferreux	1 million de tonnes théoriquement récupérable	750.000 tonnes récupérées dont 600.000 tonnes valorisées France
Déchets de bois	10 millions de tonnes de déchets	3 millions de tonnes valorisées sous forme de matière première (papeterie ameublement)
Papiers et cartons	6 millions de tonnes de vieux papiers, dont 5 millions de tonnes théoriquement récupérables	2 millions de tonnes récupérées et valorisées dans l'industrie papetière; 900.000 tonnes collectées avec les ordures ménagères et valorisées sous forme énergétique (incinération d'énergie)
Verre	2 millions de tonnes de déchets (bouteilles)	115 millions de cols réemployés (représentant 30.000 tonnes de verre) 540.000 tonnes recyclées sous forme de calcin (verre broyé), dont 410.000 tonnes d'origine ménagère 130.000 tonnes d'origine industrielle
Déchets de caoutchouc	500 000 tonnes de déchets dont 450 000 tonnes de pneumatiques usagés	100.000 tonnes valorisées (sans compter les utilisations agricoles : ensilage, etc.) dont 70.000 tonnes en rechapage 30.000 tonnes en poudrette et caoutchouc régénéré.

TABLEAU A.03-28

Évaluation des dépenses en faveur de l'Environnement

Source : Ministère de l'Environnement (Données économiques de l'environnement 1986)

Unité : Million de francs

Programmes	Investissement	Fonctionnement	Total	Administrations publiques	Industries	Ménages
Année 1983 :						
Eau (assainissement et épuration)	8.080	11.150	19.230	13.940	4.190	1.100
Air	1.360	2.920	4.280	—	3.860	420
Bruit	1.900	—	1.900	430	740	730
Déchets	1.560	9.970	11.530	7.300	3.410	820
Patrimoine écologique	240	190	430	430	—	—
Cadre de vie	3.740	6.120	9.860	5.310	(1) —	4.550
Total	**16.880**	**30.350**	**47.230**	**27.410**	**12.200**	**7.620**
Année 1984 :						
Eau (assainissement et épuration)	8.470	12.750	21.220	15.240	4.860	1.120
Air	1.600	3.370	4.970	—	4.500	470
Bruit	1.970	—	1.970	470	670	830
Déchets	1.570	10.420	11.990	8.340	2.710	940
Patrimoine écologique	230	210	440	440	—	—
Cadre de vie	3.680	6.970	10.650	5.550	(1) —	5.100
Total	**17.520**	**33.720**	**51.240**	**30.040**	**10.740**	**8.460**

(1) Les dépenses des industries dans le domaine du Cadre de Vie (espaces verts, écrans végétaux...), difficilement chiffrables, ne sont pas comptabilisées ici.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère de l'Environnement

— Direction de la prévention des pollutions, 14, boulevard du Général-Leclerc, 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex. Tél. : (1) 47 58 12 12.
— Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement (même adresse).
— Direction de la protection de la nature (même adresse).
— Service de l'information (même adresse).
— Conseil supérieur de la pêche, 10, rue Péclet, 75015 Paris.
— Office national de la chasse, 85, *bis,* rue de Wagram, 75017 Paris.

Ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports

— Service technique de l'Urbanisme, 64, rue de la Fédération, 75015 Paris.

Muséum national d'histoire naturelle

Secrétariat de la faune et de la flore, 57, rue Cuvier, 75321 Paris Cedex 05. Tél. : (1) 43 36 54 32.

Principales publications

— *L'État de l'environnement,* rapports annuels (1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985 et 1986) et *Données économiques de l'environnement,* 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985 et 1986. Ministère de l'Environnement, Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement. Mission des études économiques, des statistiques et du plan.
— *Dossier statistique de l'environnement 1982,* Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, mission des études, des statistiques et du plan.
— *Processor* (Procédures et institutions d'aménagement et d'urbanisme), ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, DUP, service technique de l'urbanisme (1979).
— *Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme* (RISU, publication annuelle), ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports DUP.
— *Annuaire de la qualité des eaux* (publication annuelle) et *inventaire du degré de pollution des eaux superficielles* 1981. Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, Service de l'eau.
— *Réseau national d'observations de la qualité du milieu marin (Synthèse des travaux de surveillance 1975-1979 et résultats semestriels). État de l'assainissement des zones littorales.* Ministère de l'Environnement, IFREMER.
— *Bilan 75-82 de la loi du 15 juillet 1975 sur l'élimination des déchets. Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, Service des déchets.*
— *Composantes industrielles de la pollution des eaux.* Ministère de l'Environnement, Direction de la prévention des pollutions, Service de l'environnement industriel.

DANS LES COLLECTIONS DE L'INSEE

SERIE C

COMPTES ET PLANIFICATION

LES COMPTES DU PATRIMOINE NATUREL

Pour évaluer la nature, il faut oublier un instant la monnaie et faire des comptes en hectares, en eau, en arbres ou en oiseaux, comme l'on fait des comptes économiques en francs ou en écus. Une forêt ou une rivière peuvent alors être traitées de la même manière que le sont une entreprise ou un ménage dans la comptabilité classique, avec des ressources et des emplois.

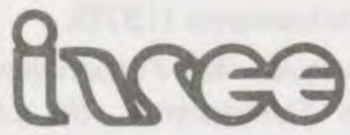
5 espèces de vertébrés ont disparu du territoire national depuis le début du siècle,

La forêt s'étend d'année en année depuis cent ans,

Le taux de prélèvement d'eau, calculé par rapport au débit «garanti» des rivières (en négligeant donc l'eau des crues), est de 37%, ce qui est considérable.....

Tels sont quelques uns des premiers résultats obtenus dans les domaines de la faune sauvage, de la forêt et des eaux continentales, et présentés dans **«LES COMPTES DU PATRIMOINE NATUREL»**.

L'ouvrage publié par l'INSEE avec le concours du Ministère de l'Environnement présente les grands principes de la comptabilité du patrimoine naturel, ainsi que les liens de ce système d'information avec la statistique économique, particulièrement la comptabilité nationale. La place des évaluations monétaires y est également examinée et discutée.



institut national de la statistique et des études économiques

BON DE COMMANDE à retourner au CNGP INSEE BP 2718 80027 AMIENS Cedex

D 63

Veuillez m'adresser ____ exemplaire(s) de

LES COMPTES DU PATRIMOINE NATUREL

paru dans les collections de l'INSEE Série C n° 137_138 , au prix de 150F

Nom ou raison sociale : _____

Activité : _____ Tél. : _____

Adresse : _____

Ci-joint en règlement, la somme de _____ F par : ☐ chèque bancaire ☐ mandat ☐ chèque postal, à l'ordre de l'INSEE.

B

Données de démographie

DANS LES COLLECTIONS DE L'INSEE

SERIE C

COMPTES ET PLANIFICATION

LES COMPTES DU PATRIMOINE NATUREL

Pour évaluer la nature, il faut oublier un instant la monnaie et faire des comptes en hectares, en eau, en arbres ou en oiseaux, comme l'on fait des comptes économiques en francs ou en écus. Une forêt ou une rivière peuvent alors être traitées de la même manière que le seraient une entreprise ou un ménage dans la comptabilité classique, avec des ressources et des emplois.

5 espèces de vertébrés ont disparu du territoire national depuis le début du siècle.

La forêt s'étend d'année en année depuis cent ans.

Le taux de prélèvement d'eau, calculé par rapport au débit agressif des rivières (en négligeant donc l'eau des crues), est de 37%, ce qui est considérable.

Ces sont quelques uns des premiers résultats obtenus dans les domaines de la faune sauvage, de la forêt et des eaux continentales, et présentés dans «LES COMPTES DU PATRIMOINE NATUREL».

L'ouvrage publié par l'INSEE avec le concours du ministère de l'Environnement présente les grands traits de la réalisation du patrimoine naturel, ainsi que les liens de ce système d'information avec la statistique économique, particulièrement la comptabilité nationale. La place des évaluations monétaires y est également examinée et discutée.

Institut national de la statistique et des études économiques

Bon de commande à retourner au CNCDP INSEE BP 2718 80027 AMIENS Cedex 2

Veuillez m'adresser ____ exemplaire(s) de

LES COMPTES DU PATRIMOINE NATUREL

paru dans les collections de l'INSEE Série C n° 137-138, au prix de 150F

Nom ou raison sociale: _____

Activité: _____ Tél.: _____

Adresse _____

Ci-joint en règlement la somme de _____ F par : ☐ chèque bancaire ☐ mandat ☐ chèque postal à l'ordre de l'INSEE

Chapitre B.01

État de la population

1. Recensements
2. Évaluations annuelles
3. Population des États de la Communauté économique européenne
4. Ménages - Familles
5. Départements et territoires d'outre-mer

1. Recensements

Les principales statistiques concernant l'état de la population (répartition géographique et structure démographique) sont fournies par les *recensements généraux de la population* (1).

Le dernier recensement de population effectué est celui du 4 mars 1982 dans la métropole et du 9 mars 1982 dans les départements d'outre-mer (DOM).

Les résultats officiels de ce dénombrement, fixant la *population légale* (2) des communes, cantons, arrondissements, départements et régions ont été authentifiés par décret et publiés en une série de fascicules (bleus) :

— population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes (un volume, 101 fascicules départementaux);

— tableaux statistiques de population légale (métropole), communes de plus de 2.000 habitants.

Les résultats de la comparaison des dénombrements de 1968, 1975 et 1982, combinés aux statistiques de naissances et de décès, font l'objet d'une deuxième série de fascicules départementaux (fasc. orange) intitulée :

— population légale et statistiques communales (métropole) complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975) : 22 fascicules régionaux, 96 fascicules départementaux;

— villes et agglomérations urbaines;

— zones de peuplement industriel ou urbain.

La description des caractéristiques de la population (sexe, âge, activité professionnelle, etc.) et des logements qu'elle occupe provient de l'exploitation des réponses fournies par les habitants. Cette exploitation statistique a commencé par le *dépouillement d'un échantillon au 1/20* (un questionnaire sur vingt a été tiré puis traité). La documentation ainsi rassemblée a donné lieu à la publication de volumes spécialisés par thème (volumes bordeaux). Les principales statistiques sur l'état de la population de la France ont été publiées dans le volume « Structure de la population totale ».

Certaines statistiques démographiques, notamment celles relatives à des sous-populations, ne sont disponibles qu'au moment des recensements (dans l'édition 1984 étrangers : tableaux 3 et 4; répartition par catégorie socioprofessionnelle : tableau 5; répartition par département : tableau 6). Cependant, pour certaines données importantes, et lorsque cela est possible, on procède entre les recensements à des évaluations périodiques, de façon à mettre à jour les résultats du dernier recensement; c'est le cas, en particulier, de la population totale du pays et de sa répartition par sexe, âge et état matrimonial, ainsi que de sa répartition géographique.

1. Les résultats annotés des recensements de 1851 à 1962 sur la population par sexe, âge et état matrimonial de la France (territoire du moment) ont été publiés dans le volume *Études et documents démographiques*, n° 10 (INSEE, Paris 1968).

2. *Population légale.* La *population légale* de la France comprend toutes les personnes (françaises et étrangères) *résidant habituellement* en France métropolitaine au moment du recensement, y compris les militaires français de carrière ou du contingent stationnés hors métropole ayant une résidence personnelle en France.

Dès que sont connus les résultats du recensement suivant, on procède à certaines réévaluations (voir B.01, § 212 de l'édition 1985).

2. Évaluations annuelles

21. Évaluation de la population totale au 4 mars et au 1er janvier 1982

La population recensée le 4 mars 1982 (population légale) dans les 95 départements métropolitains était de 54.334.871 habitants, y compris les militaires (de carrière ou du contingent) stationnés hors métropole qui avaient une résidence personnelle en France. A cette population, il convient d'ajouter 40.000 militaires stationnés hors métropole qui, n'ayant pas de résidence personnelle en France, n'ont pu être rattachés à aucun département. D'autre part, diverses corrections doivent être apportées pour tenir compte de certaines imperfections du recensement.

Le bilan de ces corrections fait retenir pour la population totale de la France métropolitaine au 4 mars 1982 le chiffre de 54.375.000 habitants.

La population totale au 1er janvier 1982 se déduit du chiffre ci-dessus par retrait de l'excédent des naissances sur les décès enregistré entre le 1er janvier et le 4 mars et par ajout d'un solde estimé des migrations extérieures.

Elle s'établit à 54.335.000 habitants.

22. Évaluation par sexe, âge et état matrimonial

Le sondage au 1/20 du recensement de 1982 a fourni une répartition de la population par sexe, âge et état matrimonial (cf. édition 1984, tableau 1) qu'il a fallu corriger pour prendre en compte d'une part, les diverses rectifications affectant l'effectif global de la population (voir § 211), d'autre part, certaines imperfections propres à l'âge et à l'état matrimonial déclarés. A partir de cette répartition, on évalue l'état à chaque 1er janvier au moyen des éléments suivants :

— statistiques des naissances, décès, mariages provenant du dépouillement des bulletins d'état civil;

— statistiques des divorces provenant du dépouillement du Répertoire général civil;

— estimation par sexe, âge et état matrimonial des migrations extérieures.

L'évaluation de la population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1986 ainsi élaborée est présentée dans le tableau 3.

L'évaluation par sexe et âge au 1er janvier 1987 donnée au tableau 4 est provisoire. Elle résulte du vieillissement de la pyramide au 1er janvier 1986 (tableau 3) à l'aide d'une table de mortalité estimée pour 1986 (cf. B.02.22) et d'une projection des naissances de l'année 1986 (tableau 1. Voir aussi : bilan démographique 1986, *Bulletin mensuel de statistique*, n° 1, janvier 1987).

23. Population des régions et des départements

À l'aide des statistiques d'état civil et d'une évaluation des mouvements migratoires (intérieurs et extérieurs), on calcule de la même manière, par département et rég la population totale au 1er janvier de l'année cour fondée sur la population totale retenue au dernier rec sement.

Les résultats relatifs aux 1er janvier des années 198 1986 figurent au tableau 5. En raison de la fragilité estimations du mouvement migratoire, les chiffres d nus ne sont pas détaillés par sexe et âge.

3. Population des États de la Communauté économique européenne

Le tableau 6 reproduit une évaluation de la popula totale des dix états de la Communauté économi européenne par sexe et âge calculée par les instituts statistiques nationaux et publiée par l'Office statisti des communautés européennes (statistiques démogra ques, 1986, EUROSTAT, Luxembourg).

Les définitions et les bases d'évaluation de la popula ne sont pas strictement comparables d'État à État lecteur est invité à consulter cet ouvrage pour utilisation pertinente de ce tableau.

4. Ménages — Familles

41. Définitions

· *Ménages ordinaires*

Un *ménage ordinaire* est constitué par l'ensemble occupants d'un logement d'habitation utilisé comme r dence principale, quel qu'en soit le nombre et quels soient les liens qui les unissent (une personne vi seule constitue un ménage d'une seule personne). membres du ménage qui séjournent à l'époque du rec sement dans un établissement de *population compt part* et qui y ont été recensés (militaires du contingen élèves internes, personnes en traitement dans un sana rium, ouvriers logés dans un baraquement de chan temporaire) font également partie du ménage : en effe les bulletins de recensement recueillis dans les établiss ments de population comptée à part où séjournent telles personnes ont été « réintégrés » dans la feuille logement du ménage.

· *Familles*

L'analyse de la composition des ménages a été réalis en tenant compte de la présence éventuelle de familles l'intérieur du ménage.

La famille est un groupe comprenant au moins de personnes et constitué soit d'un couple et, le échéant, de ses enfants, soit d'une personne se conjoint et de ses enfants (famille monoparentale). D cette définition, le terme d'« enfant » s'applique à d enfants célibataires, âgés de moins de 25 ans, n'ayan pas eux-mêmes de conjoint ou d'enfants vivant dans ménage. Les couples sont des couples de fait : conjoints peuvent être mariés ou non.

Un ménage peut comporter zéro, une ou, plus rarem deux familles. Les membres du ménage qui ne fo partie d'aucune famille sont les *isolés* du ménage. Lo

qu'il n'y a aucune famille dans le ménage, celui-ci est donc entièrement constitué d'isolés.

Si le ménage comporte au moins une famille, la personne de référence du ménage appartient nécessairement à une famille et on appelle *famille principale* la famille de la personne de référence du ménage. Si le ménage comporte deux familles, la deuxième famille est appelée famille secondaire.

· *Personne de référence du ménage*

Jusqu'au recensement de 1975, le *chef de ménage* était la personne qui s'était déclarée comme telle à l'agent recenseur; en 1982, on a défini une *personne de référence* qui est déterminée à partir de la structure familiale du ménage de la façon suivante (3) :

— s'il n'y a *aucune famille* dans le ménage, on retient comme personne de référence du ménage la plus âgée des personnes actives du ménage ou, s'il n'y a aucun actif dans le ménage, la personne la plus âgée du ménage;

— s'il y a *une famille* dans le ménage, on retient comme personne de référence du ménage l'homme (l'adulte de sexe masculin) dans le cas d'un couple, ou la personne adulte sans conjoint dans le cas d'une famille monoparentale;

— s'il y a dans le ménage *deux familles,* trois cas sont possibles :

a. Dans le cas où il y a *deux familles* monoparentales, on retient comme personne de référence du ménage parmi les deux adultes sans conjoint de ces familles :
· l'actif si un seul est actif ou le plus âgé des actifs s'ils sont tous deux actifs,
· le plus âgé s'ils sont tous deux inactifs;

b. Dans le cas où il y a *une famille* monoparentale et *un couple,* on retient comme personne de référence du ménage l'homme du couple;

c. Dans le cas où il y a *deux couples,* on retient comme personne de référence du ménage parmi les deux hommes de ces couples :
· l'actif si un seul est actif ou le plus âgé des actifs s'ils sont tous deux actifs,
· le plus âgé s'ils sont tous deux inactifs.

42. Évaluation annuelle du nombre de ménages

En dehors des années de recensement, on évalue le nombre de ménages ordinaires à chaque 1er janvier en appliquant à la population totale — classée, selon les cas, par sexe, âge et état matrimonial ou simplement par sexe et âge — le taux de ménage correspondant (rapport nombre de personnes de référence/population). Le tableau 5 reproduit l'évolution du nombre de ménages ordinaires ainsi évalué de 1946 à 1987. Les taux de ménage retenus sont fonction de la période considérée :

— sur une période intercensitaire écoulée, les taux annuels relatifs à chaque catégorie par sexe, âge et état matrimonial sont interpolés entre les taux correspondants déduits des recensements encadrants [périodes 1946-1954, 1954-1962, 1962-1968 et 1968-1975];

— sur la période intercensitaire 1975-1982, les taux annuels relatifs à chaque catégorie par sexe et âge sont interpolés linéairement entre les taux correspondants déduits des recensements 1975 et 1982;

— pour les années postérieures au recensement de 1982 (1983 à 1987), ils résultent de l'extrapolation de ceux connus dans le passé.

5. Départements et territoires d'outre-mer

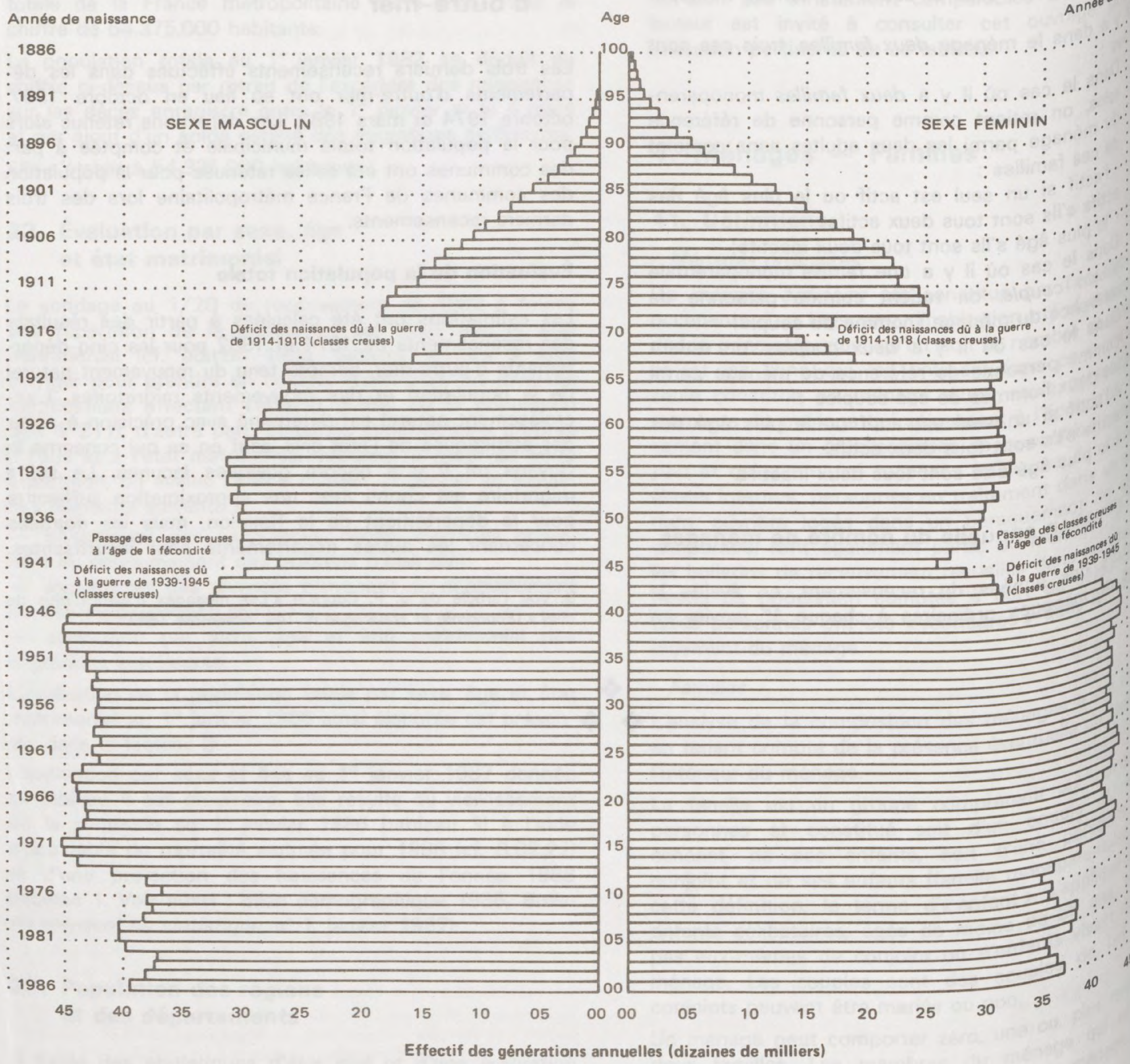
Les trois derniers recensements effectués dans les départements d'outre-mer ont eu lieu en octobre 1967, octobre 1974 et mars 1982. Les définitions retenus alors pour la population totale municipale et comptée à part des communes ont été celles retenues pour la population des communes de France métropolitaine lors des trois derniers recensements.

Évaluation de la population totale

Les estimations ont été calculées à partir des résultats des recensements de 1974 et 1982 pour les cinq départements d'outre-mer, compte tenu du mouvement naturel de la population et des mouvements migratoires. L'accroissement naturel est déterminé avec précision à partir des statistiques de l'état civil, sauf en ce qui concerne la Guyane où il y a encore quelques lacunes. Le solde migratoire est connu avec une approximation suffisante pour le département de la Réunion, mais les données concernant les autres départements sont insuffisantes.

3. Voir l'article de J. P. Courson « Les ménages n'auront plus de chef » (*Économie et statistique* n° 149, novembre 1982).

Pyramide des âges de la population au 1er Janvier 1987 (évaluation provisoire)



Source : **INSEE**

TABLEAU B.01-1

Évaluations annuelles de la population totale

(Évaluations fondées sur les recensements de 1968, 1975 et 1982)

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier	Mouvement naturel			Solde des mouvements migratoires	Variation totale	Population moyenne (a)
		Naissances	Décès	Excédent naturel			
1968	49.723.072	832.847	550.492	+ 282.355	+ 102.308	+ 384.663	49.915.404
1969	50.107.735	839.511	570.601	+ 268.910	+ 151.574	+ 420.484	50.317.977
1970	50.528.219	847.783	539.679	+ 308.104	+ 179.911	+ 488.015	50.772.227
1971	51.016.234	878.647	551.514	+ 327.133	+ 142.586	+ 469.719	51.251.094
1972	51.485.953	875.093	547.487	+ 327.606	+ 102.314	+ 429.920	51.700.913
1973	51.915.873	854.880	556.476	+ 298.404	+ 106.448	+ 404.852	52.118.299
1974	52.320.725	799.217	550.550	+ 248.667	+ 30.608	+ 279.275	52.460.363
1975	52.600.000	745.065	560.353	+ 184.712	+ 13.626	+ 198.338	52.699.169
1976	52.798.338	720.395	557.114	+ 163.281	+ 57.386	+ 220.667	52.908.672
1977	53.019.005	744.744	536.221	+ 208.523	+ 44.038	+ 252.561	53.145.286
1978	53.271.566	737.062	546.916	+ 190.146	+ 19.361	+ 209.507	53.376.320
1979	53.481.073	757.354	541.805	+ 215.549	+ 34.765	+ 250.314	53.606.230
1980	53.731.387	800.376	547.107	+ 253.269	+ 43.974	+ 297.243	53.880.009
1981	54.028.630	805.483	554.823	+ 250.660	+ 55.710	+ 306.370	54.181.815
1982	54.335.000	797.223	543.104	+ 254.119	+ 36.610	+ 290.729	54.480.365
1983	54.625.729	748.525	559.655	+ 188.870	+ 16.308	+ 205.178	54.728.318
1984	54.830.907	759.939	542.490	+ 217.449	+ 14.122	+ 231.571	54.946.693
1985	55.062.478	768.431	552.496	+ 215.935	—	+ 215.935	55.170.446
1986	55.278.413	778.000	550.000	+ 228.000	—	+ 228.000	55.392.413
1987 p.	55.506.413	...	...	...	...	...	...

(a) Moyenne des populations aux deux 1er janvier consécutifs.

TABLEAU B.01-2

Population par groupe d'âge

Situation au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (en milliers)						Proportions pour 100				
	Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	dont Moins de 15 ans	dont 60 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	dont Moins de 15 ans	dont 60 ans ou plus
1901 (1)	38.486	13.168	22.064	3.254	9.889	4.906	34,2	57,3	8,5	25,7	12,7
1931	41.257	12.398	24.915	3.944	9.340	5.871	30,0	60,4	9,6	22,6	14,2
1936	41.194	12.336	24.728	4.130	10.067	6.144	30,0	60,0	10,0	24,4	14,9
1946	40.125	11.838	23.847	4.440	8.592	6.438	29,5	59,4	11,1	21,4	16,0
1954	42.885	13.165	24.792	4.928	10.251	6.963	30,7	57,8	11,5	23,9	16,2
1962	46.422	15.382	25.571	5.469	12.238	7.932	33,1	55,1	11,8	26,4	17,1
1968	49.723	16.789	26.680	6.254	12.524	8.877	33,8	53,6	12,6	25,2	17,9
1975	52.600	16.888	28.663	7.049	12.656	9.672	32,1	54,5	13,4	24,1	18,4
1976	52.798	16.809	28.838	7.151	12.568	9.584	31,8	54,7	13,5	23,8	18,2
1977	53.019	16.704	29.087	7.228	12.441	9.424	31,5	54,9	13,6	23,5	17,8
1978	53.272	16.613	29.313	7.346	12.346	9.300	31,2	55,0	13,8	23,2	17,5
1979	53.481	16.511	29.524	7.446	12.209	9.204	30,9	55,2	13,9	22,8	17,2
1980	53.731	16.419	29.771	7.541	12.088	9.158	30,6	55,4	14,0	22,5	17,0
1981	54.029	16.380	30.183	7.466	12.024	9.350	30,3	55,9	13,8	22,3	17,3
1982	54.335	16.327	30.692	7.316	11.966	9.521	30,0	56,5	13,5	22,0	17,5
1983	54.626	16.278	31.151	7.197	11.924	9.681	29,8	57,0	13,2	21,8	17,7
1984	54.831	16.147	31.585	7.099	11.832	9.822	29,4	57,6	12,9	21,6	17,9
1985	55.062	16.019	31.986	7.057	11.744	9.974	29,1	58,1	12,8	21,3	18,1
1986	55.278	15.907	32.139	7.232	11.652	10.125	28,8	58,1	13,1	21,1	18,3
1987 p.	55.506	15.811	32.296	7.399	11.542	10.274	28,5	58,2	13,3	20,8	18,5

(1) 87 départements.

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1986

(Évaluation basée sur les résultats du recensement de 1982)

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1985	0	746.267	382.224	382,224	—	—	—	364.043	364.043	—	—	—
1984	1	731.850	374.353	374.353	—	—	—	357.497	357.497	—	—	—
1983	2	726.378	371.799	371.799	—	—	—	354.579	354.579	—	—	—
1982	3	777.824	398.712	398.712	—	—	—	379.112	379.112	—	—	—
1981	4	788.178	403.791	403.791	—	—	—	384.387	384.387	—	—	—
1985-1981	0-4	3.770.497	1.930.879	1.930.879	—	—	—	1.839.618	1.839.618	—	—	—
1980	5	789.045	403.796	403.796	—	—	—	385.249	385.249	—	—	—
1979	6	749.907	384.055	384.055	—	—	—	365.852	365.852	—	—	—
1978	7	731524	374.833	374.833	—	—	—	356.691	356.691	—	—	—
1977	8	740.117	379.505	379.505	—	—	—	360.612	360.612	—	—	—
1976	9	717.497	367.792	367.792	—	—	—	349.705	349.705	—	—	—
1980-1976	5-9	3.728.090	1.909.981	1.909.981	—	—	—	1.818.109	1.818.109	—	—	—
1975	10	741.774	380.376	380.376	—	—	—	361.398	361.398	—	—	—
1974	11	796.716	409.409	409.409	—	—	—	387.307	387.307	—	—	—
1973	12	854.461	438.983	438.983	—	—	—	415.478	415.478	—	—	—
1972	13	877.642	450.678	450.678	—	—	—	426.964	426.963	1	—	—
1971	14	882.950	452.300	452.300	—	—	—	430.650	430.642	8	—	—
1975-1971	10-14	4.153.543	2.131.746	2.131.746	—	—	—	2.021.797	2.021.788	9	—	—
1970	15	856.153	438.822	438.822	—	—	—	417.331	417.153	162	16	—
1969	16	848.616	434.118	434.118	—	—	—	414.498	413.604	867	27	—
1968	17	842.605	430.826	430.786	40	—	—	411.779	409.409	2.337	23	—
1967	18	844.727	432.006	431.557	442	7	—	412.721	404.983	7.638	48	—
1966	19	863.265	439.408	437.063	2.336	9	—	423.857	400.774	22.866	64	—
1970-1966	15-19	4.255.366	2.175.180	2.172.346	2.818	16	—	2.080.186	2.045.923	33.870	178	—
1965	20	865.611	439.736	431.555	8.119	26	36	425.875	374.849	50.303	118	—
1964	21	877.875	442.702	418.570	23.899	48	185	435.173	343.379	90.170	199	—
1963	22	868.422	435.371	384.221	50.507	58	585	433.051	296.596	133.106	365	—
1962	23	839.750	420.575	334.531	84.645	76	1.323	419.175	244.791	169.018	461	—
1961	24	852.207	426.591	298.639	125.070	149	2.733	425.616	210.959	206.086	763	—
1965-1961	20-24	4.303.865	2.164.975	1.867.516	292.240	357	4.862	2.138.890	1.470.574	648.683	1.906	—
1960	25	836.350	418.487	252.915	160.680	172	4.720	417.863	167.742	238.234	920	—
1959	26	847.500	424.507	221.127	196.005	219	7.156	422.993	142.733	264.589	1.205	—
1958	27	834.621	418.150	187.579	220.011	302	10.258	416.471	117.931	279.665	1.677	—
1957	28	843.626	422.167	156.612	251.933	403	13.219	421.459	101.809	296.121	1.906	—
1956	29	842.142	421.105	135.455	269.157	431	16.062	421.037	88.069	305.967	2.268	—
1960-1956	25-29	4.204.239	2.104.416	953.688	1.097.786	1.527	51.415	2.099.823	618.284	1.384.576	7.976	—
1955	30	844.692	421.330	115.335	286.097	587	19.311	423.362	77.822	316.196	2.455	—
1954	31	849.236	425.517	103.273	299.659	728	21.857	423.719	70.933	320.592	2.805	—
1953	32	841.698	422.402	89.033	309.298	781	23.290	419.296	62.709	322.845	3.459	—
1952	33	857.311	431.413	80.512	324.143	794	25.964	425.898	57.855	330.585	3.758	—
1951	34	854.342	431.378	74.115	328.707	1.026	27.530	422.964	52.844	332.116	4.130	—
1955-1951	30-34	4.247.279	2.132.040	462.268	1.547.904	3.916	117.952	2.115.239	322.163	1.622.334	16.607	—
1950	35	883.826	447.236	68.603	347.655	1.211	29.767	436.590	49.258	345.154	4.868	—
1949	36	886.516	449.385	62.027	356.717	1.304	29.337	437.131	45.523	348.631	5.229	—
1948	37	886.921	451.267	57.868	362.440	1.500	29.459	435.654	41.729	350.054	5.978	—
1947	38	878.371	447.677	51.987	362.579	1.587	31.524	430.694	39.012	346.803	6.465	—
1946	39	838.386	426.899	46.484	348.835	1.916	29.664	411.487	34.723	333.658	6.952	—
1950-1946	35-39	4.374.020	2.222.464	286.969	1.778.226	7.518	149.751	2.151.556	210.245	1.724.300	29.492	—
1945	40	642.997	327.636	34.474	268.136	1.499	23.527	315.361	25.724	255.233	6.229	—
1944	41	634.250	322.559	31.728	266.216	1.673	22.942	311.691	24.730	253.302	6.943	—
1943	42	626.658	319.300	30.293	264.640	1.855	22.512	307.358	22.835	249.510	8.131	—
1942	43	582.466	297.562	27.458	247.044	1.899	21.161	284.904	20.960	231.058	8.451	—
1941	44	530.283	270.498	25.864	224.978	1.949	17.707	259.785	19.060	210.887	8.378	—
1945-1941	40-44	3.016.654	1.537.555	149.817	1.271.014	8.875	107.849	1.479.099	113.309	1.199.990	38.132	—
1940	45	551.679	280.479	26.544	233.343	2.326	18.266	271.200	18.971	220.585	10.022	—
1939	46	595.188	300.848	28.866	251.750	2.771	17.461	294.340	19.770	240.750	12.281	—
1938	47	592.648	299.604	27.941	250.973	3.164	17.526	293.044	18.948	238.760	13.985	—
1937	48	596.265	300.428	29.031	250.510	3.756	17.131	295.837	19.470	240.843	15.694	—
1936	49	601.579	302.301	30.141	251.807	3.873	16.480	299.278	19.946	241.692	17.644	—
1940-1936	45-49	2.937.359	1.483.660	142.523	1.238.383	15.890	86.864	1.453.699	97.105	1.182.630	69.626	—
1935	50	601.622	300.416	29.658	250.046	4.467	16.245	301.206	19.680	241.695	20.452	—
1934	51	621.538	309.898	31.112	258.402	4.874	15.510	311.640	20.736	247.955	23.060	—
1933	52	610.949	303.353	30.218	252.724	5.503	14.908	307.596	20.964	242.224	25.365	—
1932	53	632.864	312.710	30.333	261.387	6.466	14.524	320.154	22.360	248.976	29.391	—
1931	54	633.729	312.013	30.685	260.633	6.759	13.936	321.716	22.900	247.291	33.013	—
1935-1931	50-54	3.100.702	1.538.390	152.006	1.283.192	28.069	75.123	1.562.312	106.640	1.228.141	131.281	—

TABLEAU B.01-3 *(suite et fin)*

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1986

(Évaluation basée sur les résultats du recensement de 1982)

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1930	55	639.001	313.498	31.149	260.114	7.849	14.386	325.503	23.122	246.732	37.298	18.351
1929	56	611.959	298.569	29.608	247.821	8.369	12.771	313.390	23.028	235.035	39.477	15.850
1928	57	613.241	296.831	28.988	247.517	8.570	11.756	316.410	23.023	232.779	44.244	16.364
1927	58	599.411	288.402	27.046	240.531	9.197	11.628	311.009	23.312	225.002	47.584	15.111
1926	59	598.057	284.978	26.641	237.755	10.055	10.527	313.079	24.403	222.209	51.618	14.849
1930 - 1926	55 - 59	3.061.669	1.482.278	143.432	1.233.738	44.040	61.068	1.579.391	116.888	1.161.757	220.221	80.525
1925	60	595.936	281.723	27.418	233.104	10.882	10.319	314.213	25.321	217.057	56.939	14.896
1924	61	576.523	269.446	25.177	223.512	11.331	9.426	307.077	24.475	209.156	59.561	13.885
1923	62	573.430	266.608	23.522	222.017	12.016	9.053	306.822	24.481	203.281	65.366	13.694
1922	63	566.967	261.527	21.922	218.329	12.907	8.369	305.440	24.417	196.471	71.008	13.544
1921	64	580.137	265.693	20.874	221.788	14.291	8.740	314.444	24.482	196.874	79.345	13.743
1925 - 1921	60 - 64	2.892.993	1.344.997	118.913	1.118.750	61.427	45.907	1.547.996	123.176	1.022.839	332.219	69.762
1920	65	579.478	265.163	20.392	219.455	16.635	8.681	314.315	23.475	188.980	88.233	13.627
1919	66	348.155	157.845	11.993	130.011	10.823	5.018	190.310	14.668	109.564	57.350	8.728
1918	67	303.431	135.469	9.756	111.938	9.721	4.054	167.962	12.565	92.521	55.571	7.305
1917	68	264.455	116.528	8.659	94.955	9.113	3.801	147.927	11.322	77.692	52.391	6.522
1916	69	244.035	106.056	8.205	85.592	9.118	3.141	137.979	10.574	69.560	52.040	5.805
1920 - 1916	65 - 69	1.739.554	781.061	59.005	641.951	55.410	24.695	958.493	72.604	538.317	305.585	41.987
1915	70	298.781	127.915	10.200	102.159	11.889	3.667	170.866	13.608	82.407	67.703	7.148
1914	71	434.266	181.923	14.308	143.480	19.343	4.792	252.343	20.406	116.594	105.080	10.263
1913	72	427.652	178.554	13.787	138.943	20.978	4.846	249.098	19.824	110.665	109.181	9.428
1912	73	416.318	170.711	13.780	130.488	22.155	4.288	245.607	20.228	100.058	116.003	9.318
1911	74	379.731	152.694	12.169	115.207	21.569	3.749	227.037	18.288	87.086	113.313	8.350
1915 - 1911	70 - 74	1.956.748	811.797	64.244	630.277	95.934	21.342	1.144.951	92.354	496.810	511.280	44.507
1910	75	379.632	149.743	11.598	110.443	24.136	3.566	229.889	19.023	81.897	121.027	7.942
1909	76	361.899	138.937	11.141	100.185	24.026	3.585	222.962	19.239	73.079	123.107	7.537
1908	77	343.870	129.299	9.933	91.830	24.514	3.022	214.571	19.362	63.930	124.072	7.207
1907	78	314.981	116.121	8.755	80.651	23.777	2.938	198.860	17.741	54.022	120.920	6.177
1906	79	294.565	105.983	7.545	71.508	24.621	2.309	188.582	16.926	46.101	119.967	5.588
1910 - 1906	75 - 79	1.694.947	640.083	48.972	454.617	121.074	15.420	1.054.864	92.291	319.029	609.093	34.451
1905	80	272.143	96.203	6.265	63.650	24.208	2.080	175.940	16.785	37.873	116.380	4.902
1904	81	246.965	84.111	6.152	52.749	23.388	1.822	162.854	15.535	31.526	111.403	4.390
1903	82	223.110	74.473	4.842	45.328	22.996	1.307	148.637	13.988	26.378	104.481	3.790
1902	83	203.459	65.753	4.578	37.629	22.722	824	137.706	13.494	20.132	100.431	3.649
1901	84	180.572	55.962	3.680	30.945	20.318	1.019	124.610	12.412	15.651	93.334	3.213
1905 - 1901	80 - 84	1.126.249	376.502	25.517	230.301	113.632	7.052	749.747	72.214	131.560	526.029	19.944
1900	85	148.221	44.082	3.102	23.056	17.275	649	104.139	10.024	11.102	80.381	2.632
1899	86	124.349	35.005	2.103	17.506	14.897	499	89.344	8.803	8.142	70.459	1.940
1898	87	101.595	27.074	1.764	12.328	12.593	389	74.521	7.717	5.882	59.320	1.602
1897	88	82.649	20.604	1.213	8.337	10.715	339	62.045	6.958	3.630	50.138	1.319
1896	89	67.798	15.486	909	5.545	8.761	271	52.312	6.101	2.325	42.909	977
1900 - 1896	85 - 89	524.612	142.251	9.091	66.772	64.241	2.147	382.361	39.603	31.081	303.207	8.470
1895	90	51.454	10.797	542	3.509	6.593	153	40.657	4.802	1.375	33.802	678
1894	91	40.473	8.392	546	2.647	5.113	86	32.081	3.591	871	27.133	486
1893	92	32.119	6.582	344	1.788	4.393	57	25.537	2.670	606	21.906	355
1892	93	21.978	4.157	241	1.034	2.827	55	17.821	1.855	357	15.395	214
1891	94	14.881	2.743	180	573	1.978	12	12.138	1.370	173	10.438	157
1895 - 1891	90 -94	160.905	32.671	1.853	9.551	20.904	363	128.234	14.288	3.382	108.674	1.890
1890	95	9.981	1.735	102	299	1.323	11	8.246	1.038	72	7.020	116
1889	96	7.221	1.235	84	165	983	3	5.986	741	70	5.130	45
1888	97	4.473	768	60	70	636	2	3.705	502	12	3.145	46
1887	98	2.953	504	41	24	436	3	2.449	353	2	2.066	28
1886	99	1.868	284	15	10	255	4	1.584	244	12	1.326	2
1890 - 1886	95 - 99	26.496	4.526	302	568	3.633	23	21.970	2.878	168	18.687	237
1885 et avant	100 ou plus	2.626	593	7	14	569	3	2.033	123	9	1.899	2
Population totale		**55.278.413**	**26.948.045**	**12.631.075**	**12.898.102**	**647.032**	**771.836**	**28.330.368**	**11.290.177**	**12.729.485**	**3.232.092**	**1.078.614**
Moins de 20 ans		15.907.496	8.147.786	8.144.952	2.818	16	—	7.759.710	7.725.438	33.879	178	215
20 ans à 64 ans		32.138.780	16.010.775	4.277.132	10.861.233	171.619	700.791	16.128.005	3.178.384	11.175.250	847.460	926.911
65 ans ou plus		7.232.137	2.789.484	208.991	2.034.051	475.397	71.045	4.442.653	386.355	1.520.356	2.384.454	151.488
Moins de 15 ans		11.652.130	5.972.606	5.972.606	—	—	—	5.679.524	5.679.515	9	—	—
60 ans ou plus		10.125.130	4.134.481	327.904	3.152.801	536.824	116.952	5.990.649	509.531	2.543.195	2.716.673	221.250
75 ans ou plus		3.535.835	1.196.626	85.742	761.823	324.053	25.008	2.339.209	221.397	485.229	1.567.589	64.994

TABLEAU B.01-4

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1987

(Évaluation provisoire fondée sur les résultats du recensement de mars 1982)

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
1986	0	755.917	386.993	368.924
1985	1	739.891	378.790	361.101
1984	2	737.367	377.338	360.029
1983	3	729.429	373.365	356.064
1982	4	781.034	400.213	380.821
1986-1982	0-4	3.743.638	1.916.699	1.826.939
1981	5	790.524	404.923	385.601
1980	6	790.866	404.725	386.141
1979	7	751.247	384.876	366.371
1978	8	732.374	375.594	356.780
1977	9	740.563	380.218	360.345
1981-1977	5-9	3.805.574	1.950.336	1.855.238
1976	10	717.684	368.418	349.266
1975	11	742.132	380.945	361.187
1974	12	797.575	409.923	387.652
1973	13	855.880	439.398	416.482
1972	14	879.190	450.872	428.318
1976-1972	10-14	3.992.461	2.049.556	1.942.905
1971	15	883.914	452.179	431.735
1970	16	856.154	438.402	417.752
1969	17	847.550	433.407	414.143
1968	18	840.172	429.250	410.922
1967	19	841.549	429.530	412.019
1971-1967	15-19	4.269.339	2.182.768	2.086.571
1966	20	859.838	436.313	423.525
1965	21	862.196	436.513	425.683
1964	22	874.452	439.828	434.624
1963	23	865.188	433.190	431.998
1962	24	837.249	419.327	417.922
1966-1962	20-24	4.298.923	2.165.171	2.133.752
1961	25	850.434	425.746	424.688
1960	26	835.861	418.008	417.853
1959	27	848.101	424.141	423.960
1958	28	835.639	417.869	417.770
1957	29	844.540	421.990	422.550
1961-1957	25-29	4.214.575	2.107.754	2.106.821
1956	30	842.179	420.706	421.473
1955	31	843.951	420.590	423.361
1954	32	848.245	424.533	423.712
1953	33	840.615	421.226	419.389
1952	34	856.212	430.136	426.076
1956-1952	30-34	4.231.202	2.117.191	2.114.011
1951	35	853.274	430.201	423.073
1950	36	882.837	446.149	436.688
1949	37	885.646	448.394	437.252
1948	38	885.963	450.275	435.688
1947	39	877.036	446.505	430.531
1951-1947	35-39	4.384.756	2.221.524	2.163.232
1946	40	836.845	425.655	411.190
1945	41	641.633	326.565	315.068
1944	42	632.804	321.467	311.337
1943	43	625.140	318.179	306.961
1942	44	580.840	296.398	284.442
1946-1942	40-44	3.317.262	1.688.264	1.628.998
1941	45	528.522	269.286	259.236
1940	46	549.642	279.104	270.538
1939	47	592.706	299.148	293.558
1938	48	589.930	297.701	292.229
1937	49	593.321	298.364	294.957
1941-1937	45-49	2.854.121	1.443.603	1.410.518
1936	50	598.250	299.928	298.322
1935	51	598.204	297.947	300.257
1934	52	617.702	307.108	310.594
1933	53	606.896	300.389	306.507
1932	54	628.458	309.491	318.967
1936-1932	50-54	3.049.510	1.514.863	1.534.647
1931	55	628.858	308.364	320.494
1930	56	633.864	309.633	324.231
1929	57	606.779	294.687	312.092
1928	58	607.615	292.619	314.996
1927	59	593.551	284.111	309.440
1931-1927	55-59	3.070.667	1.489.414	1.581.253
1926	60	591.853	280.481	311.372
1925	61	589.319	276.967	312.352
1924	62	569.470	264.503	304.967
1923	63	565.982	261.405	304.577
1922	64	558.891	255.942	302.949
1926-1922	60-64	2.875.515	1.339.298	1.536.217
1921	65	571.141	259.543	311.598
1920	66	569.731	258.444	311.287
1919	67	341.888	153.590	188.298
1918	68	297.728	131.591	166.137
1917	69	258.930	112.813	146.117
1921-1917	65-69	2.039.418	915.981	1.123.437
1916	70	238.598	102.421	136.177
1915	71	291.564	123.303	168.261
1914	72	422.411	174.616	247.795
1913	73	414.650	170.625	244.025
1912	74	402.318	162.347	239.971
1916-1912	70-74	1.769.541	733.312	1.036.229
1911	75	365.484	144.509	220.975
1910	76	363.641	140.611	223.030
1909	77	344.856	129.776	215.080
1908	78	325.908	119.877	206.031
1907	79	296.435	106.772	189.663
1911-1907	75-79	1.696.324	641.545	1.054.779
1906	80	275.283	96.594	178.689
1905	81	252.270	86.882	165.388
1904	82	227.042	75.159	151.883
1903	83	203.022	65.857	137.165
1902	84	183.343	57.278	126.065
1906-1902	80-84	1.140.960	381.770	758.190
1901	85	160.491	48.008	112.483
1900	86	129.585	37.026	92.559
1899	87	107.104	28.954	78.150
1898	88	86.184	21.985	64.199
1897	89	69.286	16.556	52.730
1901-1897	85-89	552.650	152.529	400.121
1896	90	55.902	12.166	43.736
1895	91	41.486	8.461	33.025
1894	92	32.012	6.352	25.660
1893	93	24.538	4.781	19.757
1892	94	16.161	2.847	13.314
1896-1892	90-94	170.099	34.607	135.492
1891 et avant	95 ou plus	29.878	5.048	24.830
Population totale		**55.506.413**	**27.051.233**	**28.455.180**
Moins de 20 ans		15.811.012	8.099.359	7.711.653
20 ans à 64 ans		32.296.531	16.087.082	16.209.449
65 ans ou plus		7.398.870	2.864.792	4.534.078

TABLEAU B.01-5
Population totale par département et région

Source : INSEE

Unité : millier

Département et région	Population au 1er janvier 1984	1985	1986
Paris	2.151,6	2.140,2	2.127,1
Seine-et-Marne	929,4	952,9	976,2
Yvelines	1.230,6	1.249,7	1.267,7
Essonne	1.006,7	1.017,2	1.027,0
Hauts-de-Seine	1.374,7	1.369,5	1.363,1
Seine-Saint-Denis	1.327,5	1.330,3	1.332,2
Val-de-Marne	1.187,7	1.185,9	1.182,6
Val-d'Oise	945,8	960,0	973,8
Île-de-France	10.154,0	10.205,7	10.249,7
Ardennes	301,0	300,1	299,1
Aube	290,8	291,5	292,1
Marne	547,4	549,4	550,8
Haute-Marne	210,6	210,6	210,2
Champagne-Ardenne	1.349,8	1.351,6	1.352,2
Aisne	534,9	535,3	535,5
Oise	673,7	682,0	688,8
Somme	547,4	548,4	549,2
Picardie	1.756,0	1.765,7	1.773,5
Eure	473,7	480,1	486,5
Seine-Maritime	1.198,9	1.202,8	1.206,3
Haute-Normandie	1.672,6	1.682,9	1.692,8
Cher	321,4	322,0	322,5
Eure-et-Loire	370,4	374,6	378,8
Indre	241,2	240,1	238,8
Indre-et-Loire	513,3	517,1	520,9
Loir-et-Cher	299,1	300,6	301,8
Loiret	548,2	555,0	561,6
Centre	2.293,6	2.309,4	2.324,4
Calvados	597,0	600,7	604,3
Manche	469,7	471,5	473,4
Orne	295,6	295,5	295,2
Basse-Normandie	1.362,3	1.367,7	1.372,9
Côte-d'Or	477,8	480,2	482,6
Nièvre	238,1	237,2	236,1
Saône-et-Loire	571,7	571,7	571,0
Yonne	313,9	315,7	317,2
Bourgogne	1.601,5	1.604,8	1.606,9
Nord	2.522,1	2.513,1	2.505,3
Pas-de-Calais	1.420,3	1.420,7	1.421,9
Nord - Pas-de-Calais	3.942,4	3.933,8	3.927,2
Meurthe-et-Moselle	714,6	713,3	711,7
Meuse	199,2	198,8	198,2
Moselle	1.008,3	1.009,0	1.009,1
Vosges	395,2	394,5	393,7
Lorraine	2.317,3	2.315,6	2.312,7
Bas-Rhin	927,4	932,4	937,9
Haut-Rhin	656,4	659,2	661,7
Alsace	1.583,8	1.591,6	1.599,6
Doubs	477,9	476,6	468,9
Jura	244,6	245,2	245,5
Haute-Saône	235,1	236,3	237,7
Territoire de Belfort	133,4	133,9	133,8
Franche-Comté	1.091,0	1.092,0	1.085,9
Loire-Atlantique	1.013,8	1.021,4	1.029,7
Maine-et-Loire	689,0	694,1	700,1
Mayenne	274,6	275,6	276,7
Sarthe	508,8	510,0	511,5
Vendée	492,4	496,0	499,7
Pays-de-la Loire	2.978,6	2.997,1	3.017,7

Département et région	Population au 1er janvier 1984	1985	1986
Côtes-du-Nord	541,7	543,1	544,5
Finistère	834,5	837,6	840,5
Ille-et-Vilaine	762,2	768,3	774,2
Morbihan	597,9	601,3	604,6
Bretagne	2.736,3	2.750,3	2.763,8
Charente	341,4	341,6	341,6
Charente-Maritime	516,7	518,3	519,5
Deux-Sèvres	343,9	344,2	344,6
Vienne	374,7	376,4	377,9
Poitou-Charentes	1.576,7	1.580,5	1.583,6
Dordogne	379,4	379,7	380,1
Gironde	1.147,8	1.157,0	1.166,4
Landes	300,4	301,8	302,9
Lot-et-Garonne	300,9	301,6	302,3
Pyrénées-Atlantiques	561,8	564,1	566,5
Aquitaine	2.690,3	2.704,2	2.718,2
Ariège	135,3	135,0	134,7
Aveyron	278,5	278,2	277,9
Haute-Garonne	837,8	844,8	851,5
Gers	173,8	173,5	173,0
Lot	155,8	156,4	156,7
Hautes-Pyrénées	228,0	227,6	227,1
Tarn	339,7	339,8	339,7
Tarn-et-Garonne	192,4	193,4	194,5
Midi-Pyrénées	2.341,3	2.348,7	2.355,1
Corrèze	242,2	242,2	242,0
Creuse	138,6	137,7	136,8
Haute-Vienne	356,9	357,1	357,0
Limousin	737,7	737,0	735,8
Ain	432,2	437,6	443,1
Ardèche	271,4	271,6	271,6
Drôme	399,0	401,6	404,0
Isère	960,6	970,4	980,6
Loire	739,8	739,1	738,2
Rhône	1.451,1	1.456,0	1.460,9
Savoie	329,8	331,6	333,2
Haute-Savoie	509,4	515,7	522,0
Rhône-Alpes	5.093,3	5.123,6	5.153,6
Allier	368,0	366,5	365,0
Cantal	162,1	161,3	160,4
Haute-Loire	206,9	207,0	207,1
Puy-de-Dôme	598,8	600,5	601,9
Auvergne	1.335,8	1.335,3	1.334,4
Aude	283,3	283,1	286,0
Gard	540,4	548,1	558,1
Hérault	722,2	731,7	745,2
Lozère	74,2	74,1	73,5
Pyrénées-Orientales	343,3	347,7	349,1
Languedoc-Roussillon	1.963,4	1.984,7	2.011,9
Alpes-de-Haute-Provence	120,9	121,8	122,4
Hautes-Alpes	106,1	106,6	107,0
Alpes-Maritimes	886,5	890,0	894,8
Bouches-du-Rhône	1.731,1	1.736,6	1.740,9
Var	731,2	742,0	754,0
Vaucluse	432,6	436,2	439,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4.008,4	4.033,2	4.058,8
Corse-du-Sud	111,0	112,3	113,3
Haute-Corse	133,8	134,8	135,4
Corse	244,8	247,1	248,7
France métropolitaine	**54.830,9**	**55.062,5**	**55.278,4**

TABLEAU B.01-6

Population des États de la Communauté économique européenne

(Moyenne 1985)

Source : EUROSTAT

Pays	Population	Sexe masculin						
		Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Tous âges	0-19 ans	20-64 ans
Allemagne (République fédérale d')	61.024	29.181	7.304	19.014	2.863	31.843	6.943	19.065
Belgique	9.858	4.812	1.323	2.958	531	5.046	1.259	2.955
Danemark	5.114	2.519	683	1.515	321	2.595	652	1.492
France	55.170	26.900	8.176	15.975	2.749	28.270	7.787	16.087
Grèce	9.934	4.887	1.473	2.832	582	5.047	1.374	2.927
Irlande	3.540	1.771	702	902	167	1.769	668	889
Italie	57.141	27.766	8.054	16.746	2.966	29.375	7.681	17.289
Luxembourg	366	178	47	112	19	188	45	113
Pays-Bas	14.492	7.167	2.071	4.393	703	7.325	1.980	4.298
Royaume-Uni	56.617	27.574	7.921	16.286	3.367	29.043	7.515	16.337
EUROPE DES DIX	*273.256*	*132.755*	*37.754*	*80.733*	*14.268*	*140.501*	*35.904*	*81.452*
Espagne	38.481	18.899	6.273	10.760	1.866	19.582	5.919	10.924
Portugal	10.157	4.902	1.661	2.745	496	5.255	1.588	2.945

TABLEAU B.01-7

Ménages ordinaires

Situation au 1er janvier

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Année	Nombre de ménages ordinaires	Année	Nombre de ménages ordinaires
1946 (*)	12.656	1967	15.555
1947	12.748	1968 (*)	15.732
1948	12.861	1969	15.957
1949	12.965	1970	16.245
1950	13.037	1971	16.553
1951	13.142	1972	16.853
1952	13.225	1973	17.154
1953	13.319	1974	17.453
1954 (*)	13.392	1975 (*)	17.720
1955	13.489	1976	17.978
1956	13.610	1977	18.236
1957	13.749	1978	18.509
1958	13.916	1979	18.768
1959	14.085	1980	19.044
1960	14.245	1981	19.320
1961	14.371	1982 (*)	19.605
1962 (*)	14.562	1983	19.876
1963	14.933	1984	20.135
1964	15.081	1985	20.413
1965	15.249	1986	20.657
1966	15.382	1987	20.899

(*) Année de recensement.

TABLEAU B.01-8

Ménages par catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence et celle de son conjoint éventuel selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans du ménage

(Recensement de 1982. Sondage au 1/20)

Source : INSEE

Unité : Ménage

Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence	Nombre d'enfants de 0 à 16 ans du ménage								Nombre d'enfants de 0 à 16 ans
	Ensemble	0 enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	5 enfants	6 enfants et plus	
Agriculteurs exploitants	*816.880*	*479.740*	*146.120*	*119.360*	*52.000*	*13.920*	*4.460*	*1.280*	*627.260*
Conjoint agriculteur exploitant	400.640	220.320	77.640	62.620	29.200	7.640	2.620	600	338.080
Conjoint autre activité professionnelle	73.160	27.300	22.860	17.680	4.440	660	160	60	75.380
Conjoint sans activité professionnelle	198.640	96.280	40.280	36.780	17.620	5.440	1.620	620	200.660
Pas de conjoint	144.440	135.840	5.340	2.280	740	180	60	—	13.140
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	*1.242.900*	*634.100*	*284.520*	*231.540*	*72.300*	*14.600*	*3.740*	*2.100*	*1.055.620*
Conjoint artisan, commerçant, chef d'entreprise	335.400	168.760	82.060	64.060	17.020	2.840	400	260	276.360
Conjoint autre activité professionnelle	304.080	120.580	94.520	71.580	14.720	2.120	320	240	293.460
Conjoint sans activité professionnelle	414.160	176.920	93.320	90.640	39.240	9.500	2.940	1.600	455.740
Pas de conjoint	189.260	167.840	14.620	5.260	1.320	140	80	—	30.060
Cadres, professions intellectuelles supérieures	*1.512.980*	*737.020*	*329.960*	*323.100*	*101.560*	*17.880*	*2.720*	*740*	*1.370.560*
Conjoint cadre ou profession intermédiaire	405.320	142.160	112.820	115.540	30.500	3.660	460	180	453.440
Conjoint autre activité professionnelle	242.380	99.840	73.480	57.280	10.400	1.220	100	60	224.980
Conjoint sans activité professionnelle	572.040	229.360	124.940	142.900	59.360	12.880	2.120	480	653.940
Pas de conjoint	293.240	265.660	18.720	7.380	1.300	120	40	20	38.200
Professions intermédiaires	*2.533.980*	*1.259.060*	*608.440*	*503.900*	*136.140*	*21.300*	*3.660*	*1.480*	*2.137.620*
Conjoint cadre ou profession intermédiaire	457.580	162.460	140.540	125.740	25.940	2.540	280	80	481.900
Conjoint autre activité professionnelle	775.820	305.180	256.020	182.800	28.180	3.040	420	180	721.540
Conjoint sans activité professionnelle	689.100	258.140	159.660	173.880	78.300	15.020	2.900	1.200	824.620
Pas de conjoint	611.480	533.280	52.220	21.480	3.720	700	60	20	109.560
Employés (y compris personnels des services)	*2.219.580*	*1.306.520*	*467.640*	*315.140*	*99.280*	*22.020*	*5.740*	*3.240*	*1.534.260*
Conjoint employé	478.740	202.120	152.280	102.740	18.660	2.480	300	160	426.140
Conjoint ouvrier	87.240	37.480	27.800	16.960	3.540	1.140	220	100	78.680
Conjoint autre activité professionnelle	137.500	54.960	43.940	31.320	6.340	740	120	80	129.700
Conjoint sans activité professionnelle	424.300	145.900	99.620	103.600	54.540	13.560	4.500	2.580	564.640
Pas de conjoint	1.091.800	866.060	144.000	60.520	16.200	4.100	600	320	335.100
Ouvriers (y compris ouvriers agricoles)	*4.921.300*	*2.155.560*	*1.184.280*	*930.040*	*423.180*	*137.380*	*54.400*	*36.460*	*5.376.720*
Conjoint employé	1.236.720	486.840	408.100	264.700	63.500	10.820	2.180	580	1.185.860
Conjoint ouvrier	737.900	292.280	242.920	153.820	38.000	7.860	2.220	800	712.140
Conjoint autre activité professionnelle	262.580	102.980	81.980	61.120	13.480	2.420	380	220	257.600
Conjoint sans activité professionnelle	1.806.420	500.720	387.600	423.200	298.840	112.960	48.680	34.420	3.054.120
Pas de conjoint	877.680	772.740	63.680	27.200	9.360	3.320	940	440	167.000
Retraités	*4.925.420*	*4.821.820*	*77.300*	*17.740*	*5.280*	*1.860*	*780*	*640*	*144.600*
Conjoint ayant une activité professionnelle	287.080	267.380	15.060	3.600	900	60	60	20	25.620
Conjoint sans activité professionnelle	2.419.640	2.346.180	53.920	12.520	4.120	1.660	660	580	105.500
Pas de conjoint	2.218.700	2.208.260	8.320	1.620	260	140	60	40	13.480
Autres personnes sans activité professionnelle	*1.417.360*	*1.176.980*	*119.160*	*64.840*	*31.960*	*13.880*	*6.220*	*4.320*	*460.600*
Conjoint ayant une activité professionnelle	138.520	90.960	28.260	13.300	4.280	1.080	440	200	75.420
Conjoint sans activité professionnelle	234.660	150.780	37.820	23.700	11.800	5.460	2.720	2.380	172.400
Pas de conjoint	1.044.180	935.240	53.080	27.840	15.880	7.340	3.060	1.740	212.780
Ensemble	**19.590.400**	**12.570.800**	**3.217.420**	**2.505.660**	**921.700**	**242.840**	**81.720**	**50.260**	**12.707.240**

TABLEAU B.01-9

Population totale des départements d'outre-mer (1)

(Estimation en milieu d'année) (2)

Source : INSEE

Année	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
1976	328,5	59,5	327,9	486,9
1977	327,9	61,7	327,1	492,4
1978	327,2	63,9	326,5	497,5
1979	326,7	66,2	326,1	502,6
1980	326,9	68,8	326,1	507,8
1981	327,7	71,3	326,3	512,6
1982	328,7	74,1	326,5	517,4
1983	329,9	76,9	326,8	527,1
1984	331,3	79,8	327,4	537,0
1985	332,7	82,7	328,0	546,1
1986 *p*	333,9	85,6	330,8	555,3

(1) La population *légale sans doubles comptes* établie d'après le recensement de mars 1982 est donnée au chapitre A.01 (tableau 3) pour chaque département. — (2) Population au milieu d'année, estimée à partir des recensements de 1974 et de 1982.

TABLEAU B.01-10

Population légale (1) des principales communes des départements d'outre-mer

(Recensements)

Source : INSEE

	1967	1974	1982
Guadeloupe			
Basse-Terre	15.690	15.457	13.656
Abymes (Les)	39.911	53.605	56.165
Pointe-à-Pitre	29.522	23.889	25.310
Guyane			
Cayenne	24.518	30.461	38.091
Kourou	3.117	4.720	7.061
Martinique			
Fort-de-France	96.943	98.807	99.844
Lamentin (Le)	18.553	23.145	26.367

	1967	1974
Réunion		
Saint-Denis	85.444	103.512
Saint-Paul	43.129	52.554
Saint-Pierre-et-Miquelon		
Saint-Pierre	4.565	5.232
Miquelon-Langlade	621	608

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU B.01-11

Population légale (sans doubles comptes) des agglomérations urbaines multicommunales des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982) (1)

Source : INSEE

	Population
Guadeloupe	
Abymes (Les)	121.157
Basse-Terre	50.149
Guyane	
Cayenne	44.864
Martinique	
Fort-de-France	
Réunion	
Saint-Denis	
Saint-Pierre	
Saint-Joseph	
Étang-Salé (L.)	

(1) Total des populations légales des communes composant l'agglomération. Celle-ci est désignée par le nom de la commune la plus peuplée.

TABLEAU B.01-12

Population légale (sans doubles comptes) des communes urbaines et rurales des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Département	Population			Proportions pour 100	
	Totale	Communes urbaines	Communes rurales	Communes urbaines	Communes rurales
Guadeloupe	328.400	295.182	33.218	90	10
Guyane	73.022	58.896	14.126	81	19
Martinique	328.566	268.782	59.784	82	18
Réunion	515.814	503.851	11.963	98	2
Saint-Pierre-et-Miquelon	6.041	5.415	626	90	10

TABLEAU B.01-13

Population totale des départements d'outre-mer par groupe d'âges

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Département	Population (en milliers) (1)				Proportions pour 100		
	Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus
Guadeloupe	327	144	159	24	44	49	7
Guyane	73	32	38	3	44	52	4
Martinique	327	136	164	27	42	50	8
Réunion	516	243	248	25	47	48	5
Saint-Pierre-et-Miquelon	6,0	2,2	3,3	0,5	37	54	9

(1) Après répartition des âges non déclarés.

TABLEAU B.01-14

Ménages ordinaires (1) des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage (2)	Nombre de ménages	Nombre de personnes	Dont nombre d'enfants de moins de 15 ans
GUADELOUPE			
Non déclarés	1.391	5.205	1.712
Agriculteurs exploitants	6.143	30.340	9.920
Salariés agricoles	2.630	11.827	4.187
Patrons, industriels, commerçants	9.174	36.849	12.407
Professions libérales, cadres supérieurs	3.256	10.845	3.385
Cadres moyens	4.985	17.163	5.917
Employés	7.584	29.476	9.986
Ouvriers	10.056	45.977	17.253
Personnels de service	5.196	21.262	7.650
Autres catégories	1.679	6.556	2.345
Personnes sans emploi	33.535	107.900	26.422
Total	**85.629**	**323.400**	**101.184**

NB. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.01-14 *(suite et fin)*

Ménages ordinaires (1) des départements d'outre-mer

(Recensement de 1982)

Source : INSEE

Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage (2)	Nombre de ménages	Nombre de personnes
GUYANE		
Non déclarés	317	1.085
Agriculteurs exploitants	1.610	6.509
Salariés agricoles	272	891
Patrons, industriels, commerçants	1.751	6.358
Professions libérales, cadres supérieurs	1.126	3.452
Cadres moyens	1.603	5.126
Employés	1.887	6.790
Ouvriers	4.483	16.143
Personnels de service	1.619	5.311
Autres catégories	896	2.997
Personnes sans emploi	5.499	15.579
Total	**21.063**	**70.241**
MARTINIQUE		
Non déclarés	868	2.970
Agriculteurs exploitants	2.353	11.073
Salariés agricoles	3.261	15.956
Patrons, industriels, commerçants	7.305	30.428
Professions libérales, cadres supérieurs	3.274	11.050
Cadres moyens	5.555	18.750
Employés	7.914	29.246
Ouvriers	11.876	55.074
Personnels de service	5.319	22.277
Autres catégories	1.591	6.012
Personnes sans emploi	35.949	118.975
Total	**85.265**	**321.811**
RÉUNION		
Non déclarés	454	1.193
Agriculteurs exploitants	7.689	40.528
Salariés agricoles	4.436	22.879
Patrons, industriels, commerçants	5.680	24.761
Professions libérales, cadres supérieurs	4.805	16.366
Cadres moyens	6.911	24.062
Employés	10.524	43.495
Ouvriers	22.078	109.142
Personnels de service	5.682	23.769
Autres catégories	2.389	8.930
Personnes sans emploi	50.213	194.107
Total	**120.861**	**509.232**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON		
Non déclarés	1	1
Agriculteurs exploitants	3	12
Salariés agricoles	2	15
Patrons, industriels, commerçants	211	829
Professions libérales, cadres supérieurs	129	450
Cadres moyens	166	577
Employés	206	729
Ouvriers	433	1.710
Personnels de service	39	134
Autres catégories	52	172
Personnes sans emploi	518	1.239
Total	**1.760**	**5.958**

(1) Pour la définition des ménages voir texte relatif à la métropole. — (2) Dans les départements d'outre-mer, le concept « chef de ménage », soit la personne se déclarant comme telle a été maintenu.

TABLEAU B.01-15

Population totale (1) des territoires d'outre-mer selon l'origine

(Recensements)

Source : INSEE

Unité : Millier

Territoire	Année	Population Originaire	Non originaire	(1) Totale
Mayotte (collectivité territoriale)	1985	59,7	7,5	67,2
Nouvelle-Calédonie	1983	61,9	83,5	145,4
Polynésie française	1983	(2) 137,9	(2) 28,9	166,8
Wallis et Futuna	1983	12,1	0,3	12,4

(1) La population légale est donnée dans le Tableau A.01-12. — (2) Population originaire : maoris et demis; non originaires : asiatiques, européens et autres.

TABLEAU B.01-16

Population des chefs-lieux des territoires d'outre-mer

(Recensements)

Source : INSEE

Territoire et chef-lieu	Avant-dernier recensement Année	Population	Dernier recensement Année	Population
Mayotte (collectivité territoriale) :				
Dzaoudzi	1978	4.147	1985	5.865
Nouvelle-Calédonie :				
Nouméa	1976	56.078	1983	60.112
Polynésie française :				
Papeete	1977	22.967	1983	23.496
Wallis et Futuna :				
Mata Utu	1976	558	1983	815

TABLEAU B.01-17

Population totale des territoires d'outre-mer par groupe d'âges

(Recensements)

Source : INSEE

Territoire	Année de recensement	Population Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	Proportion en % Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus
Mayotte (collectivité territoriale)	1985	67.205	40.572	24.424	2.207	60,4	36,3	3,3
Nouvelle-Calédonie	1983	145.368	68.373	71.045	5.950	47,0	48,9	4,1
Polynésie française	1983	166.753	82.941	78.832	4.980	49,8	47,3	2,9
Wallis et Futuna	1983	12.408	7.006	4.890	512	56,5	39,4	4,1

SOURCES DE DOCUMENTATION

- **Généralités et méthodologie sur le recensement :**

Guide d'utilisation :

— Tome 1 : *Présentation générale;*

— Tome 2 : *Description du fichier codifié (sondage au 1/20 et sondage au 1/4);*

— Tome 3 : *Chiffrement-saisie, contrôles, redressements, calculs de codes (sondage au 1/20 et sondage au 1/4);*

— Tome 4 : *Description du fichier codifié (exploitation exhaustive);*

— Tome 5 : *Chiffrement-saisie, contrôles, redressements, calculs de codes (exploitation exhaustive);*

— Tome 6 : *Publications et microfiches : description des tableaux;*

— Tome 7 : *Publications et microfiches : guide de recherche des tableaux;*

— Tome 8 : *Catalogue des fichiers;*

— Tome 9 : *User's guide. Guia del usuario.*

- **Publications relatives au recensement de la population de 1982** (métropole) :

Série « bleue » :

— *Population de la France. Régions, départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);

— *Tableaux statistiques de population légale. Communes de plus de 2.000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Population légale et statistiques communales complémentaires* (fascicules départementaux et régionaux);

— *Villes et agglomérations urbaines* (un volume);

— *Les zones de peuplement industriel ou urbain* (un volume).

Série « boulier » :

— RP 82.1. *Premières estimations;*

— RP 82.2. *Population légale,* évolution de la population aux niveaux régional, départemental et urbain;

— RP 82.3. *Composition communale des unités urbaines, population et délimitation. 1982;*

— RP 82.4. *Principaux résultats du recensement de la population de 1982* (France métropolitaine);

— RP 82.5. *Les étrangers;*

— RP 82.6. *Composition communale des zones de peuplement industriel ou urbain;*

— RP 82.7. *Principaux résultats de l'enquête sur les familles;*

— RP 82.8. *Les populations des DOM-TOM résidant en France métropolitaine;*

— RP 82.9. *La population de la France : âges et densités.*

Série « verte » :

— Résultats du sondage au 1/4.

Population, emploi, ménages, familles, logements. Fascicules départementaux, régionaux, France métropolitaine par catégorie de commune.

Série « bordeaux » :

— Sondage au 1/20.

Logements-Immeubles;

Structure de la population totale;

Ménages, Familles;

Population active (voir chapitre C. 01);

Formation.

— Sondage au 1/4.

Nationalité.

Série « jaune » :

— Exploitation exhaustive;

— Données communales comparées (fascicules départementaux);

Archives et documents :

— N° 99. Tableaux normalisés par région;

— N° 100. Tableaux normalisés simplifiés par région et départem

— N° 104. Principaux résultats par catégorie de commune;

— N° 106. Communes comprenant des agglomérations distinctes l'agglomération du chef-lieu d'au moins 250 habitants.

— N° 143. Fécondité générale. Résultats de l'enquête famille.

Premiers résultats :

— N° 7. L'âge des Français;

— N° 10. La population de la France en 1982;

— N° 11. La pyramide des âges;

— N° 12. La population étrangère;

— N° 13. La population active;

— N° 14. Les ménages et les familles;

— N° 15. Le parc des logements;

— N° 22. Le développement de l'union libre;

— N° 23. La taille des familles et le milieu social;

— N° 33. Les habitants de Paris;

— N° 41. Les populations des DOM-TOM résidant en France mé politaine.

Économie et Statistique :

— N° 149. Les ménages n'auront plus de chef. Renaissance communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ?;

— N° 155. Croissance ralentie mais soutenue du parc des lo ments;

— N° 156. L'urbanisation en 1982 : les résultats du recencem

— N° 166. Recensement de 1982 : coup de sonde dans les bulle individuels;

— N° 170. 100.000 travailleurs frontaliers;

— N° 171-172. Dossier : population active — emploi — grou sociaux;

— N° 173. L'âge des Français : contrastes régionaux et opposi ville-campagne;

— N° 175. Le volume « ménages-familles »; Les personnes âgées la vie de famille à l'isolement; Fécondité et milieu social; Acc sion à la propriété et « rurbanisation »; Ménages et familles : de nouveaux modes de vie ?;

— N° 180. Depuis 1975, les migrations interrégionales sont m nombreuses. Un actif sur deux travaille hors de la commune réside;

— N° 185. La cohabitation : un million de couples non m

- **Départements et territoires d'outre-mer :**

— Résultats du recensement général de la population des dépa ments d'outre-mer 1982;

— Résultats des recensements de la population de Mayotte (19 et des TOM (1983).

Chapitre B.02

Mouvement naturel de la population

1. Généralités

2. France métropolitaine

3. Données internationales

4. Départements et territoires d'outre-mer

1. Généralités

11. Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des *bulletins statistiques de l'état civil,* établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à deux séries de publications :

— *résultats trimestriels provisoires* par département et région (du lieu d'enregistrement), dans le *Bulletin mensuel de statistique* (numéros de juin, septembre et décembre pour les trois premiers trimestres de l'année, numéro de mars de l'année suivante pour le 4e trimestre et la récapitulation annuelle); ces statistiques sont arrêtées lorsque la population des communes manquantes ne représente plus qu'une faible proportion de la population totale de chaque département (0,5 % en moyenne);

— *ensemble des résultats annuels,* accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume *La situation démographique en 19.. - Mouvement de la population.* Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1985.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui des Affaires sociales et de l'Emploi pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Les statistiques portent en principe sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. A l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

12. Définitions

Un certain nombre de caractéristiques démographiques intervenant dans plusieurs tableaux sont définies ci-après. On trouvera, par contre, en cours de chapitre, les explications nécessaires à la compréhension de tableaux particuliers.

Nés vivants et mort-nés. — D'après les règles de l'état civil, les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil, qui doit avoir lieu dans les trois jours suivant la naissance, sont enregistrés comme *enfants déclarés sans vie* (mort-nés et enfants décédés avant la déclaration à l'état civil).

Jusqu'en 1974, la statistique des naissances portait en fait sur les enfants déclarés vivants et celle des mort-nés sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie.

Pour permettre d'évaluer les nombres réels d'enfants nés vivants et d'enfants mort-nés, on a reclassé, à partir de 1975, dans les statistiques de naissances et de décès, les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de naissance (faux mort-nés). La rubrique des « mort-

nés » ne couvre plus désormais que les enfants effectivement morts à la naissance.

Certaines caractéristiques des naissances qui font intervenir celles du mariage, comme le rang de naissance (tableau 5) ou la nationalité des parents (tableau 6) ne sont connues que pour les enfants légitimes.

Le rang de naissance est déterminé en fonction du nombre des seuls enfants nés du mariage actuel.

Taux de mortalité infantile. — Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

2. France métropolitaine

21. Résultats bruts et résultats élaborés

Les résultats bruts — nombre de mariages, de naissances et de décès — ne sont pas suffisants pour analyser convenablement l'évolution réelle de la situation démographique, car ils dépendent non seulement du comportement de la population et des conditions sanitaires existantes, mais aussi, d'une façon très étroite, de la structure démographique de la population, tout particulièrement de sa composition par âge.

Pour étudier les caractéristiques démographiques réelles de la population en éliminant l'influence de la structure par âge, divers indicateurs sont proposés :

Les taux par âge :

Les taux par âge ou par groupe d'âges sont des rapports des événements survenus pendant l'année aux personnes appartenant à une classe d'âge donnée (naissances : tableau 4, mariages : tableau 9, décès : tableau 11) à l'effectif moyen de la classe d'âge au cours de l'année. Les taux de fécondité, de nuptialité et de mortalité reproduits dans les tableaux 7, 10 et 13 ont été ainsi calculés.

L'ensemble des taux de fécondité par âge relatifs à une même année peut être résumé par un indicateur unique : leur somme, appelée pour cette raison somme des naissances réduites ou indicateur conjoncturel de fécondité (tableau 8). C'est le nombre moyen d'enfants que mettra au monde chaque femme d'une génération fictive parcourant hors mortalité sa vie féconde (15-49 ans) avec les taux par âge identiques à ceux observés l'année considérée.

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur précédent par l'application du taux de féminité à la naissance (0,488) constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction (tableau 8).

Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de mortalité et de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération serait remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter — s'il est inférieur à 100, la génération serait remplacée, par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer. *Exemple :* une génération de 100 femmes suivant les lois de mortalité et de fécondité par âge de l'année 1985 serait remplacée par 87 filles, ce qui correspond à une diminution de 13 % d'une génération à la suivante.

Remarque :

Il ne faut pas perdre de vue que les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés *au cours d'une année donnée* dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et *ne représentent donc pas le taux d'une génération réelle de femmes;* il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés; les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

En outre, dans les périodes perturbées comme celles qui suivent les guerres, les taux de fécondité par âge ont des valeurs anormales, de sorte que les taux de reproduction qui en sont déduits ne donnent pas une description correcte de la tendance réelle de l'évolution à long terme.

Le taux de Lotka est le taux annuel d'accroissement de la population de structure stable vers laquelle tendrait la population française si les conditions actuelles de fécondité et de mortalité restaient constantes; exemple : avec les caractéristiques de 1985, cette population diminuerait annuellement de 0,49 %.

22. Tables de mortalité
(tableaux 14, 15)

Une table de mortalité relative à une période donnée, 1982-1984 par exemple, est destinée à caractériser le *régime de mortalité au cours de cette période; elle ne représente pas l'incidence réelle de la mortalité pour une génération particulière* qui, au cours de sa vie, aura été en fait soumise aux régimes de mortalité des différentes périodes qu'elle aura traversées.

Une table de mortalité est calculée à partir des données de base suivantes :

— d'une part, la répartition, au cours de la période considérée, des décédés suivant le sexe, l'année de naissance et l'âge;

— d'autre part, la répartition de la population totale au cours de la période, suivant le sexe, l'année de naissance et l'âge.

Au moyen des données précédentes, on calcule d'abord les *quotients de mortalité à chaque âge :* le quotient de mortalité à l'âge *n* est la proportion des personnes ayant atteint l'âge *n* qui décèdent avant d'avoir atteint l'âge *n* + 1: *autrement dit* c'est, d'après le régime de mortalité de l'époque, la probabilité de décès dans un délai d'un an d'une personne d'un âge donné.

On calcule ensuite le nombre de survivants à chaque âge d'un ensemble initial de 10.000 ou 100.000 personnes, par exemple, soumises depuis leur naissance et à tous les âges de la vie aux probabilités de décès exprimées par les quotients de mortalité calculés précédemment.

Enfin, on détermine *l'espérance de vie à chaque âge,* qui est le nombre d'années qu'aurait à vivre chacun des individus de cet âge si la somme des années que tous les individus de cet âge ont encore à vivre était égale

ment répartie entre eux. L'espérance de vie à la naissance (âge 0) s'appelle aussi la *vie moyenne*.

On définit aussi la *vie probable*, âge auquel l'effectif initial est réduit de moitié; autrement dit, c'est l'âge atteint par un individu sur deux.

L'INSEE publie dans l'*Annuaire statistique de la France* trois séries de tables de mortalité :

1° Tables détaillées par sexe et âge annuel pour une période quinquennale centrée sur une année de recensement. Ces tables sont définitives. La dernière table de ce type, celle relative à la période 1973-1977 (centrée sur le recensement de 1975), a été publiée dans les éditions 1981 à 1983 de l'Annuaire;

2° Tables annuelles abrégées par sexe et âge quinquennal (tableau 14);

3° Tables détaillées par sexe et âge annuel pour la dernière période triennale écoulée. La table présentée au tableau 15 est relative à la période 1983-1985.

Contrairement aux tables quinquennales centrées sur une année de recensement, les tables triennales mobiles et les tables annuelles abrégées sont révisées chaque fois qu'à la faveur d'un nouveau recensement on dispose des réévaluations de population par sexe et âge fondées sur les deux recensements encadrant la période ou l'année considérée.

23. Indicateurs de la mortalité infantile (tableau 12)

Une série d'indicateurs selon la durée de vie permettent de cerner l'évolution de la mortalité infantile de plus près.

Le taux de mortalité infantile est, rappelons-le, le rapport des enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants, y compris les « faux mort-nés ». En allant de la mort la plus précoce à la plus tardive, on observe :

— le taux de mortinatalité qui rapporte le nombre de (vrais) mort-nés à l'ensemble des enfants nés vivants ou mort-nés;

— le taux de mortalité périnatale, qui renseigne sur la mortalité autour de la naissance, est le rapport de la somme des mort-nés et des décès d'enfants de moins de sept jours à l'ensemble des enfants nés vivants ou mort-nés;

— le taux de mortalité néo-natale précoce, décrit la mortalité immédiatement après une naissance vivante, en rapportant les décès de moins de sept jours aux nés vivants;

— le taux de mortalité néo-natale est le rapport des décès d'enfants âgés de 0 à 28 jours aux nés vivants. Son évolution est proche de celle du taux précédent à cause du poids relatif très important des décès de la première semaine dans ceux du 1er mois;

— le taux de mortalité fœto-infantile regroupe dans un même indicateur la mortinatalité et la mortalité infantile;

— le taux de mortalité post-néo-natale est le rapport des décès d'enfants âgés de plus de 28 jours (et moins d'un an) aux enfants nés vivants.

3. Données internationales

Dans la période récente, certains phénomènes démographiques comme la baisse de la fécondité, de la nuptialité, de la mortalité, la propagation des interruptions volontaires de grossesse, se dégagent des contextes nationaux et s'inscrivent dans un mouvement international ou continental.

Pour situer l'évolution démographique de la France par rapport à celle de ses principaux partenaires, on a donné dans le tableau 16 les principaux indicateurs démographiques des pays de la Communauté économique européenne, ainsi que ceux des États-Unis d'Amérique, de l'Union soviétique et du Japon.

4. Départements et territoires d'outre-mer

Les statistiques du mouvement de la population dans les départements d'outre-mer sont établies régulièrement par l'INSEE depuis 1951 à partir des bulletins statistiques de l'état civil identiques à ceux utilisés en métropole et remplis en principe dans les mêmes conditions. La qualité des renseignements s'est améliorée récemment, sauf en Guyane, où la collecte reste incomplète.

Les définitions relatives aux faits démographiques (mariages, divorces, nés vivants et mort-nés, décédés) et aux taux (taux de mortalité infantile, taux bruts et rectifiés) sont les mêmes que celles retenues pour les statistiques métropolitaines.

Dans l'appréciation des taux, en particulier des taux de mortalité, et dans leur comparaison avec les taux métropolitains, il ne faut pas perdre de vue que les répartitions par âge des populations des départements d'outre-mer et de la population métropolitaine sont très différentes.

Le tableau 17, en particulier, donne l'évolution du mouvement naturel de la population dans chaque département d'outre-mer. Les populations en milieu d'année ont été estimées à partir du recensement de 1982.

❖
❖ ❖

TABLEAU B.02-1

Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE; Ministère de la Justice

Nombre (en milliers)

Année (ou moyenne annuelle)	Population au milieu de la période	Mariages	Divorces prononcés (2)	Nés vivants (1)		Mort-nés (1)		Décédés au total (1)	Décédés de moins d'un an (1)	Excédent de naissances sur les décès
				Total	Légitimes	Total	Ayant respiré (1)			
1935-1937	41.200	279,8	25,3	629,8	587,8	21,6	3,4	643,4	42,3	— 13
1946-1950	41.100	397,4	48,3	860,1	795,7	21,9	3,9	537,2	49,8	+ 322
1951-1955	42.800	313,8	31,8	810,4	756,6	18,6	3,7	534,9	31,7	+ 275
1956-1960	44.800	311,4	30,7	813,2	763,1	17,8	3,7	518,0	22,1	+ 295
1961-1965	47.700	333,0	32,4	853,2	802,8	17,2	3,5	529,1	17,4	+ 324
1966-1970	49.900	363,3	37,5	843,6	790,0	15,1	2,9	545,2	14,1	+ 298
1971-1975	52.100	401,1	48,5	832,5	764,9	12,9	2,4	555,2	11,2	+ 277
1976-1980	53.380	354,3	73,2	752,0	679,0	7,2	///	545,8	8,2	+ 206
1976	52.909	374,0	60,5	720,4	658,9	7,5	///	557,1	9,0	+ 163
1977	53.145	368,2	71,3	744,7	679,3	7,4	///	536,2	8,5	+ 208
1978	53.376	354,6	74,4	737,1	667,8	7,1	///	546,9	7,9	+ 190
1979	53.606	340,4	78,6	757,4	679,5	7,0	///	541,8	7,6	+ 215
1980	53.880	334,4	81,1	800,4	709,3	6,9	///	547,1	8,0	+ 253
1981	54.182	315,1	87,6	805,5	703,3	6,6	///	554,8	7,8	+ 250
1982	54.480	312,4	93,9	797,2	683,8	6,3	///	543,1	7,5	+ 254
1983	54.728	300,5	98,7	748,5	629,7	5,7	///	559,6	6,8	+ 189
1984	54.947	281,4	104,0	759,9	624,7	*r* 5,8	///	542,5	6,3	+ 217
1985 *r*	55.170	269,4	107,5	768,4	617,9	5,7	///	552,5	6,4	+ 215
1986 *p*	55.392	266,0	...	778,0	...	...	///	550,0	...	+ 226

(1) Jusqu'en 1974, les enfants nés vivants et décédés avant leur déclaration de naissance sont comptés comme « faux mort-nés » dans la statistique des mort-nés. A partir de 197[illegible] ils sont reclassés dans la statistique des naissances d'une part, des décès d'autre part. En conséquence, la catégorie mort-nés ne comprend plus que les vrais mort-nés. — (2) Divorces directs prononcés plus divorces prononcés par conversion de séparation de corps.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité

Source : INSEE

Unité : [illegible]

Année (ou moyenne annuelle)	Nuptialité (nombre de mariages pour 1.000 habitants)	Natalité (nés vivants pour 1.000 habitants)	Mortalité (décédés pour 1.000 habitants)	Accroissement naturel (excédent de naissances pour 1.000 habitants)	Mortalité infantile (1) [décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants]		
					Totale	Mortalité néonatale (2)	Mortalité post-néonatale (3)
1935-1937	6,8	15,3	15,6	— 0,3	71,4	26,0	[illegible]
1946-1950	9,7	20,9	13,1	+ 7,8	63,4	26,0	[illegible]
1951-1955	7,3	18,9	12,5	+ 6,4	43,3	19,8	[illegible]
1956-1960	9,0	18,2	11,6	+ 6,6	31,7	18,9	[illegible]
1961-1965	7,0	17,9	11,1	+ 6,8	24,5	16,2	[illegible]
1966-1970	7,3	16,9	10,9	+ 6,0	20,1	14,0	[illegible]
1971-1975	7,7	16,0	10,7	+ 5,3	15,4	10,6	[illegible]
1976-1980	6,6	14,1	10,2	+ 3,9	10,9	6,8	[illegible]
1976	7,1	13,6	10,5	+ 3,1	12,5	8,1	[illegible]
1977	6,9	14,0	10,1	+ 3,9	11,5	7,4	[illegible]
1978	6,7	13,8	10,3	+ 3,6	10,6	6,7	[illegible]
1979	6,4	14,1	10,1	+ 4,0	10,1	6,0	[illegible]
1980	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	10,1	5,8	[illegible]
1981	5,8	14,9	10,3	+ 4,6	9,7	5,5	[illegible]
1982	5,7	14,6	10,0	+ 4,7	9,5	5,3	[illegible]
1983	5,5	13,7	10,2	+ 3,4	9,1	5,0	[illegible]
1984	5,1	13,8	9,9	+ 4,0	8,3	4,7	[illegible]
1985	4,9	13,9	10,0	+ 3,9	8,3	4,6	[illegible]

(1) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil. — (2) Décédés âgés de 0 à 28 jours. — (3) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Nés vivants et mort-nés par sexe ou légitimité

Source : INSEE

Année	Nés vivants					Mort-nés				
	Total	Garçons	Filles	Légitimes	Naturels	Total	Garçons	Filles	Légitimes	Naturels
1975	745.065	381.804	363.261	681.636	63.429	8.225	4.406	3.819	7.217	1.008
1976	720.395	369.439	350.956	658.926	61.469	7.522	3.892	3.630	6.551	971
1977	744.744	382.337	362.407	679.346	65.398	7.445	3.890	3.555	6.437	1.008
1978	737.062	378.281	358.781	667.841	69.221	7.120	3.764	3.356	6.127	993
1979	757.354	388.604	368.750	679.521	77.833	6.994	3.647	3.347	5.960	1.034
1980	800.376	410.547	389.829	709.261	91.115	6.942	3.645	3.297	5.906	1.036
1981	805.483	413.480	392.003	703.337	102.146	6.644	3.399	3.245	5.503	1.141
1982	797.223	409.205	388.018	683.825	113.398	6.334	3.347	2.987	5.152	1.182
1983	748.525	383.659	364.866	629.674	118.851	5.723	2.974	2.749	4.538	1.185
1984	759.939	389.310	370.629	624.674	135.265	5.835	3.049	2.786	4.510	1.325
1985	768.431	394.112	374.319	617.939	150.492	5.658	2.945	2.713	4.272	1.386

TABLEAU B.02-4

Nés vivants par âge de la mère et légitimité

Source : INSEE

Âge de la mère (1)	1982			1983			1984			1985		
	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Enfants légitimes	Enfants naturels
Moins de 20 ans	33.192	17.933	15.219	29.412	14.834	14.578	27.349	12.147	15.202	24.207	9.449	14.758
20 à 24 ans	239.396	197.703	41.693	222.120	179.330	42.790	217.071	169.053		207.438	155.251	52.187
25 à 29 ans	301.109	270.353	30.756	284.221	250.771	33.450	292.621	253.832	38.789	299.469	254.548	44.921
30 à 34 ans	165.310	147.648	17.662	154.594	135.585	19.009	159.675	137.342	22.333	167.415	141.756	25.659
35 à 39 ans	49.469	42.850	6.619	49.825	42.224	7.601	54.296	45.136	9.160	60.390	49.409	10.981
40 à 44 ans	8.071	6.784	1.287	7.738	6.394	1.344	8.280	6.619	1.661	8.833	6.955	1.878
45 ans ou plus	676	554	122	615	536	79	647	545	102	679	571	108
Total	**797.223**	**683.825**	**113.398**	**748.525**	**629.674**	**118.851**	**759.939**	**624.674**	**135.265**	**768.431**	**617.939**	**150.492**

(1) L'âge indiqué n'est pas l'âge en années révolues mais celui atteint dans l'année de la naissance (différence entre le millésime de l'année 1983, 1984 ou 1985 et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-5

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	Ensemble	Rang de la naissance								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9 et plus
1975	681.636	328.838	211.137	76.755	30.348	14.139	7.855	4.756	3.060	1.933
1976	658.926	322.358	213.454	70.950	25.219	11.266	6.019	3.681	2.369	1.490
1977	679.346	327.011	228.435	74.887	24.218	10.661	5.575	3.289	2.093	1.358
1978	667.841	319.000	227.052	76.305	23.294	9.833	4.997	2.917	1.813	1.115
1979	679.521	310.722	236.233	87.726	23.690	9.746	4.834	2.669	1.612	981
1980	709.261	313.401	245.376	103.410	25.976	9.973	4.905	2.646	1.647	864
1981	703.337	300.579	240.178	110.241	29.375	11.037	5.460	2.904	1.609	916
1982	683.825	293.135	236.800	100.764	29.615	11.417	5.616	3.049	1.595	854
1983	629.674	275.814	222.153	83.106	26.491	10.763	5.298	2.870	1.525	832
1984	624.674	269.924	219.292	87.032	26.556	10.731	5.261	2.793	1.558	758
1985	617.939	260.490	215.546	91.860	27.738	11.074	5.380	2.840	1.459	772

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-6

Nés vivants suivant la nationalité des parents

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Enfants naturels de mère étrangère	Pour 100 enfants légitimes	
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers		Deux parents français	Couples mixtes
1975	681.636	599.485	3.058	14.187	64.906	4.063	87,9	2,5
1976	658.926	577.397	3.386	13.444	64.699	3.968	87,6	2,6
1977	679.346	593.911	3.708	14.379	67.348	4.453	87,4	2,7
1978	667.841	582.057	4.177	14.413	67.194	4.598	87,2	2,8
1979	679.521	592.144	4.659	14.993	67.725	5.241	87,1	2,9
1980	709.261	618.945	4.852	15.248	70.216	6.223	87,3	2,8
1981	703.337	609.853	5.113	15.475	72.896	6.890	86,7	2,9
1982	683.825	589.503	5.423	15.412	73.487	7.653	86,2	3,1
1983	629.674	538.542	5.725	14.066	71.341	8.170	85,5	3,2
1984	624.674	534.578	6.077	14.197	69.822	8.949	85,6	3,2
1985	617.939	530.442	6.294	14.166	67.037	9.470	85,8	3,3

Nota : jusqu'en 1962, les musulmans nés en Algérie étaient considérés juridiquement comme français; à partir de 1963, seuls le sont ceux qui ont opté pour la nationalité française

BIBLIOTHÈQUE
I.N.S.E.E.

TABLEAU B.02-7

Taux de fécondité des femmes par âge

(Nombre annuel d'enfants nés vivants pour 100 femmes de chaque groupe d'âge)

Source : INSEE

Année (ou moyenne annuelle)	Ensemble des femmes de 15 à 49 ans	Moins de 20 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans
Nombre d'enfants nés vivants légitimes pour 100 femmes mariées de chaque groupe d'âge :								
1946-1947	12,6	36,8	32,6	25,0	16,0	9,26	3,12	0,286
1953-1955	11,6	43,7	32,4	20,9	12,6	7,18	2,36	0,215
1956-1960	11,6	43,7	33,5	21,8	12,2	6,54	2,13	0,177
1961-1965	11,7	44,3	33,7	22,2	12,3	6,01	2,03	0,165
1966-1970	10,5	45,6	31,0	19,7	11,1	5,29	1,62	0,149
1971-1975	9,67	44,1	27,6	17,3	8,90	4,07	1,21	0,102
1976-1980	8,39	36,7	23,8	16,5	7,58	2,59	0,59	0,049
1975	8,46	37,1	23,9	15,3	7,4	3,08	0,85	0,074
1976	8,15	35,9	23,0	15,2	7,1	2,64	0,68	0,057
1977	8,38	37,5	23,8	16,0	7,4	2,53	0,62	0,053
1978	8,23	36,2	23,4	16,1	7,4	2,48	0,56	0,049
1979	8,39	35,8	23,8	16,9	7,7	2,58	0,54	0,044
1980	8,79	38,2	24,9	18,1	8,3	2,73	0,55	0,043
1981	8,77	37,6	25,0	18,3	8,6	2,92	0,55	0,044
1982	8,58	37,5	25,3	18,3	8,5	2,90	0,57	0,041
1983	7,96	37,4	24,6	17,3	8,0	2,69	0,54	0,041
1984	7,99	38,7	25,6	18,0	8,3	2,73	0,56	0,042
1985	8,00	38,8	26,3	18,7	8,7	2,86	0,58	0,044
Nombre d'enfants nés vivants naturels pour 100 femmes célibataires, veuves ou divorcées de chaque groupe d'âge :								
1946-1947	1,67	0,615	2,87	3,98	3,24	2,01	0,726	0,060
1953-1955	1,44	0,534	2,30	3,08	2,92	2,06	0,642	0,052
1956-1960	1,45	0,528	2,17	3,33	3,04	1,99	0,706	0,049
1961-1965	1,36	0,558	2,24	3,37	3,12	2,05	0,785	0,064
1966-1970	1,28	0,576	2,18	3,20	2,87	1,98	0,708	0,058
1971-1975	1,51	0,701	2,50	3,43	3,07	2,01	0,707	0,054
1976-1980	1,55	0,627	2,44	3,52	3,03	1,65	0,505	0,036
1975	1,43	0,672	2,29	3,15	2,95	1,78	0,629	0,040
1976	1,37	0,620	2,20	3,03	2,73	1,58	0,531	0,045
1977	1,43	0,608	2,30	3,22	2,81	1,58	0,507	0,039
1978	1,48	0,595	2,36	3,34	2,95	1,56	0,497	0,034
1979	1,62	0,619	2,53	3,74	3,17	1,69	0,491	0,034
1980	1,84	0,693	2,83	4,28	3,50	1,86	0,501	0,030
1981	2,01	0,703	2,99	4,73	3,82	2,03	0,535	0,036
1982	2,16	0,728	3,15	5,02	4,15	2,21	0,563	0,045
1983	2,20	0,700	3,06	5,16	4,25	2,26	0,558	0,029
1984	2,42	0,735	3,26	5,63	4,75	2,43	0,652	0,037
1985	2,60	0,715	3,37	6,10	5,22	2,61	0,685	0,039
Nombre d'enfants nés vivants légitimes ou naturels pour 100 femmes de chaque groupe d'âge :								
1946-1947	8,23	2,19	14,9	18,6	13,3	7,87	2,63	0,230
1953-1955	7,97	2,18	15,6	16,8	11,0	6,28	2,03	0,180
1956-1960	8,13	2,20	15,9	17,4	10,7	5,80	1,86	0,151
1961-1965	8,08	2,46	17,4	18,2	11,0	5,46	1,83	0,145
1966-1970	7,23	2,67	16,2	16,5	9,96	4,84	1,48	0,132
1971-1975	6,78	2,80	14,8	14,4	8,09	3,80	1,13	0,094
1976-1980	5,88	2,01	12,1	13,3	6,86	2,46	0,58	0,047
1975	5,97	2,53	12,8	12,7	6,8	2,91	0,82	0,068
1976	5,73	2,29	12,2	12,5	6,5	2,50	0,66	0,055
1977	5,87	2,20	12,4	13,0	6,7	2,40	0,60	0,051
1978	5,76	1,97	12,0	13,0	6,7	2,35	0,56	0,047
1979	5,87	1,80	11,9	13,6	7,0	2,44	0,53	0,042
1980	6,15	1,78	12,2	14,4	7,4	2,60	0,54	0,041
1981	6,14	1,64	11,7	14,5	7,7	2,78	0,55	0,043
1982	6,14	1,55	11,4	14,4	7,7	2,78	0,57	0,042
1983	5,62	1,39	10,5	13,6	7,2	2,62	0,54	0,039
1984	5,67	1,31	10,2	13,9	7,5	2,67	0,58	0,041
1985	5,68	1,16	9,7	14,3	7,9	2,81	0,60	0,043

TABLEAU B.02-8

Indicateurs de fécondité et de reproduction

Source : INSEE

Année (ou moyenne annuelle)	Indicateur conjoncturel de fécondité (p. 1 femme)	Taux de reproduction pour 100 femmes		Taux d'accroissement de la population pour 100 habitants
		Taux brut	Taux net	
1935-1937	2,08	100,0	87,0	– 0,5
1946-1950	2,98	145,2	132,0	+ 0,8
1951-1955	2,72	132,9	125,2	+ 0,9
1956-1960	2,69	131,5	127,0	+ 1,0
1961-1965	2,84	139,0	134,5	+ 0,7
1966-1970	2,60	127,0	123,5	+ 0,4
1971-1975	2,25	109,6	106,7	– 0,4
1976-1980	1,86	90,9	89,0	– 0,5
1976	1,83	89,1	87,2	– 0,4
1977	1,86	90,6	88,7	– 0,5
1978	1,82	88,6	86,9	– 0,4
1979	1,85	90,3	88,6	– 0,2
1980	1,94	94,7	92,9	– 0,2
1981	1,94	94,7	92,9	– 0,3
1982	1,91	93,1	91,4	– 0,5
1983	1,79	87,1	85,6	– 0,5
1984	1,81	88,1	86,7	– 0,4
1985	1,82	88,8	87,3	
1986 *p*	1,84	89,8	88,3	

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1985

Source : INSEE

Âge (1)	Époux				Épouses			
	Ensemble	Célibataires	Veufs	Divorcés	Ensemble	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	2.279	2.275	—	4	19.893	19.877	2	1,5
20-24 ans	93.673	93.312	13	348	128.345	126.671	90	7,1
25-29 ans	94.848	90.506	135	4.207	65.598	58.053	391	9,0
30-34 ans	35.891	26.974	334	8.583	25.728	16.087	583	7,8
35-39 ans	18.126	8.404	455	9.267	13.626	5.316	629	3,6
40-44 ans	8.291	2.368	401	5.522	5.890	1.516	529	2,9
45-49 ans	5.477	1.337	512	3.628	3.795	824	606	1,6
50-54 ans	3.902	846	642	2.414	2.802	542	635	9
55-59 ans	2.740	507	704	1.529	1.698	417	397	7
60 ans et plus	4.192	604	2.004	1.584	2.044	484	793	34,9
Total année 1985	**269.419**	**227.133**	**5.200**	**37.086**	**269.419**	**229.787**	**4.655**	33,7
Année 1984	*281.402*	*239.989*	*5.214*	*36.199*	*281.402*	*242.841*	*4.821*	34,1
Année 1983	*300.513*	*258.558*	*5.425*	*36.530*	*300.513*	*261.352*	*4.986*	33,0
Année 1982	*312.405*	*270.331*	*5.605*	*36.469*	*312.405*	*274.037*	*5.312*	32,4
Année 1981	*315.117*	*273.620*	*6.218*	*35.279*	*315.117*	*277.031*	*5.653*	32,5
Année 1980	*334.377*	*292.523*	*6.354*	*35.500*	*334.377*	*296.140*	*5.878*	

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Taux de nuptialité par âge et état matrimonial antérieur

(Nombre annuel de nouveaux mariés pour 100 personnes mariables (1) *de chaque groupe d'âge)*

Source : INSEE

Année (ou moyenne annuelle)	Ensemble	*18 à 59 ans*	18 et 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans ou plus
					Sexe masculin				
Ensemble des célibataires, des veufs et des divorcés :									
1946-1947	9,84	*11,4*	1,13	12,0	25,0	17,2	6,50	3,43	0,795
1953-1955	6,71	*7,93*	0,983	10,1	16,7	8,85	3,62	2,26	0,683
1961-1965	6,93	*8,29*	1,55	12,8	17,0	6,90	3,26	1,91	0,722
1966-1970	6,96	*8,17*	1,51	13,9	15,8	5,80	2,79	1,81	0,667
1971-1975	7,41	*8,89*	1,66	14,4	16,2	6,36	2,65	1,88	0,609
1976-1980	6,20	*7,31*	1,21	10,9	13,6	7,04	2,19	1,64	0,530
1975	7,07	*8,47*	1,50	13,3	15,3	6,81	2,68	1,85	0,585
1976	6,76	*8,05*	1,34	12,5	14,5	6,98	2,63	1,73	0,554
1977	6,56	*7,76*	1,14	11,8	14,2	7,28	2,72	1,80	0,580
1978	6,21	*7,32*	0,95	10,8	13,7	7,21	2,73	1,67	0,548
1979	5,85	*6,85*	0,83	10,0	12,9	6,94	2,66	1,53	0,504
1980	5,62	*6,58*	0,78	9,30	12,5	6,79	2,62	1,48	0,466
1981	5,16	*6,02*	0,65	8,20	11,5	6,33	2,60	1,39	0,470
1982	4,97	*5,78*	0,54	7,60	11,2	6,20	2,62	1,34	0,437
1983	4,64	5,39	0,44	6,80	10,5	5,88	2,68	1,34	0,421
1984	4,22	4,87	0,32	5,80	9,7	5,48	2,62	1,25	0,428
1985	3,91	4,51	0,26	4,90	9,1	5,24	2,71	1,32	0,420
Célibataires :									
1946-1947	10,9	*11,4*	1,10	11,9	24,5	15,7	4,30	1,45	0,800
1953-1955	7,64	*8,03*	0,984	10,1	16,6	7,99	2,24	0,908	0,355
1961-1965	7,97	*8,46*	1,55	12,7	16,8	6,08	1,94	0,805	0,353
1966-1970	7,83	*8,32*	1,51	13,9	15,6	5,06	1,58	0,783	0,318
1971-1975	8,35	*8,97*	1,66	14,4	16,0	5,25	1,42	0,686	0,260
1976-1980	6,79	*7,25*	1,01	10,8	13,4	5,72	1,35	0,557	0,218
1975	7,87	*8,46*	1,50	13,3	15,1	5,46	1,40	0,619	0,237
1976	7,50	*8,04*	1,34	12,5	14,3	5,62	1,36	0,641	0,248
1977	7,19	*7,70*	1,14	11,7	14,0	5,88	1,40	0,614	0,263
1978	6,79	*7,24*	0,95	10,8	13,5	5,88	1,39	0,552	0,226
1979	6,35	*6,77*	0,83	9,90	12,7	5,64	1,32	0,488	0,188
1980	6,10	*6,50*	0,78	9,30	12,3	5,57	1,28	0,492	0,165
1981	5,56	*5,92*	0,65	8,20	11,3	5,22	1,25	0,451	0,184
1982	5,34	*5,68*	0,54	7,60	11,1	5,15	1,27	0,440	0,172
1983	4,97	5,29	0,44	6,80	10,5	4,98	1,30	0,480	0,185
1984	4,49	4,78	0,32	5,70	9,6	4,73	1,22	0,430	0,179
1985	4,13	4,39	0,26	4,90	9,1	4,60	1,25	0,450	0,179

(1) Sont considérés comme mariables les célibataires de 18 ans ou plus pour les hommes, ainsi que les personnes veuves ou divorcées.

TABLEAU B.02-10 (*suite et fin*)

Taux de nuptialité par âge et état matrimonial antérieur

(*Nombre annuel de nouveaux mariés pour 100 personnes mariables* (1) *de chaque groupe d'âge*)

Source : INSEE

Année (ou moyenne annuelle)	Ensemble	*15 à 49 ans*	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans
Ensemble des célibataires, des veuves et des divorcées :								
1946-1947	6,22	*11,1*	3,98	23,2	24,0	10,3	3,19	0,897
1953-1955	4,29	*8,29*	3,30	18,4	15,1	6,42	2,18	0,829
1961-1965	4,40	*8,72*	3,74	23,0	16,9	6,37	2,34	0,883
1966-1970	4,50	*8,50*	3,89	21,0	14,8	5,63	2,22	0,853
1971-1975	4,89	*9,01*	4,09	20,6	14,7	5,67	2,11	0,931
1976-1980	4,05	*7,36*	3,12	16,1	11,9	5,66	1,98	0,806
1975	4,60	*8,56*	4,02	19,0	13,5	5,75	2,09	0,917
1976	4,39	*8,13*	3,71	18,0	12,9	5,75	2,03	0,867
1977	4,27	*7,85*	3,47	17,1	12,6	5,94	2,10	0,892
1978	4,06	*7,39*	3,08	16,1	12,0	5,78	2,03	0,831
1979	3,83	*6,91*	2,79	15,0	11,4	5,49	1,88	0,745
1980	3,69	*6,61*	2,53	14,2	10,7	5,35	1,85	0,695
1981	3,42	*6,05*	2,14	12,7	10,3	5,95	1,80	0,680
1982	3,32	*5,83*	1,91	12,0	10,2	4,85	1,77	0,630
1983	3,14	5,44	1,57	10,9	9,8	4,68	1,80	0,620
1984	2,88	4,92	1,25	9,4	9,3	4,39	1,73	0,600
1985	2,69	4,54	0,97	8,3	8,9	4,31	1,79	0,610
Célibataires :								
1946-1947	9,65	*11,6*	4,00	23,3	24,3	9,80	2,55	0,695
1953-1955	7,07	*8,74*	3,30	18,4	14,9	5,85	1,49	0,523
1961-1965	7,34	*9,05*	3,74	23,0	16,7	5,77	1,74	0,575
1966-1970	7,40	*8,85*	3,89	21,0	14,7	4,96	1,64	0,605
1971-1975	7,90	*9,42*	4,09	20,7	14,8	5,03	1,42	0,646
1976-1980	6,45	*7,62*	3,11	16,1	12,1	5,06	1,27	0,562
1975	7,48	*8,91*	4,02	19,1	13,6	5,09	1,36	0,603
1976	7,11	*8,45*	3,70	18,1	12,9	5,15	1,33	0,609
1977	6,85	*8,11*	3,47	17,2	12,7	5,25	1,36	0,627
1978	6,45	*7,61*	3,08	16,1	12,1	5,14	1,31	0,575
1979	6,05	*7,12*	2,79	15,0	11,5	4,88	1,20	0,520
1980	5,80	*6,79*	2,53	14,2	11,1	4,79	1,15	0,477
1981	5,31	*6,19*	2,14	12,7	10,4	4,43	1,11	0,480
1982	5,15	*5,97*	1,91	12,0	10,3	4,42	1,11	0,440
1983	4,80	5,54	1,57	10,8	9,9	4,23	1,11	0,430
1984	4,35	5,00	1,25	9,4	9,4	3,99	1,05	0,420
1985	4,00	4,57	0,97	8,3	9,0	3,94	1,10	0,430

(1) Sont considérées comme mariables les célibataires de 15 ans ou plus pour les femmes, ainsi que les personnes veuves ou divorcées.

TABLEAU B.02-11

Décédés par sexe, âge (1) et état matrimonial

Année 1985

Source : INSEE

Année de naissance	Âge (1) en années	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Ensemble	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Ensemble	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1985-1984	moins d'un an	6.389	3.741	3.741	—	—	—	2.648	2.648	—	—	—
1984-1981	1 à 4	1.384	770	770	—	—	—	614	614	—	—	—
1980-1976	5 à 9	826	483	483	—	—	—	343	343	—	—	—
1975-1971	10 à 14	1.005	631	631	—	—	—	374	374	—	—	—
1970-1966	15 à 19	2.763	1.945	1.938	5	1	1	818	804	10	3	1
1965-1961	20 à 24	4.526	3.384	3.157	214	7	6	1.142	929	196	7	10
1960-1956	25 à 29	4.508	3.301	2.239	972	5	85	1.207	607	537	17	46
1955-1951	30 à 34	5.130	3.585	1.529	1.729	26	301	1.545	430	953	38	124
1950-1946	35 à 39	7.170	4.929	1.420	2.837	64	608	2.241	419	1.495	77	250
1945-1941	40 à 44	7.256	5.136	1.164	3.240	69	663	2.120	290	1.474	106	250
1940-1936	45 à 49	11.432	8.172	1.745	5.301	201	925	3.260	347	2.350	279	284
1935-1931	50 à 54	19.237	13.773	2.649	9.314	520	1.290	5.464	556	3.811	665	432
1930-1926	55 à 59	28.133	20.309	3.309	14.479	1.083	1.454	7.824	838	5.101	1.418	467
1925-1921	60 à 64	37.154	25.946	3.428	19.161	1.913	1.444	11.208	1.192	6.494	2.935	587
1920-1916	65 à 69	32.077	21.450	2.396	16.048	2.098	908	10.627	990	5.406	3.773	458
1915-1911	70 à 74	58.774	35.865	3.646	25.765	5.264	1.190	22.909	2.123	9.063	10.833	890
1910-1906	75 à 79	86.039	46.380	4.234	30.900	10.169	1.077	39.659	3.801	11.112	23.412	1.334
1905-1901	80 à 84	101.014	45.529	3.322	26.417	14.972	818	55.485	5.522	9.224	39.240	1.499
1900-1896	85 à 89	82.071	28.449	1.700	12.852	13.546	351	53.622	5.626	4.452	42.306	1.238
1895-1891	90 à 94	41.399	10.360	525	3.430	6.294	111	31.039	3.509	1.161	25.725	644
1890 et avant	95 et plus	14.209	2.754	144	638	1.955	17	11.455	1.185	217	9.847	206
Ensemble		**552.496**	**286.892**	**44.154**	**173.302**	**58.187**	**11.249**	**265.604**	**33.147**	**63.056**	**160.681**	**8.720**

(1) Les décédés de moins d'un an et de 1 à 4 ans sont classés par âge en années révolues. À partir de 5 ans, les décédés sont classés par année de naissance : l'âge indiqué n'est donc plus l'âge en années révolues mais l'âge atteint dans l'année du décès (différence entre le millésime de l'année de décès et celui de l'année de naissance).

TABLEAU B.02-12

Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						Taux de mortinatalité
	Néo-natale précoce (a)	Néo-natale (a)	Post néo-natale (a)	Infantile (a)	Périnatale (b)	Foeto-infantile (b)	(b)
1975	7,3	9,1	4,6	13,8	18,1	24,6	10,9
1976	6,4	8,1	4,5	12,5	16,7	22,7	10,3
1977	5,8	7,4	4,1	11,4	15,6	21,2	9,9
1978	5,2	6,6	4,0	10,7	14,7	20,1	9,6
1979	4,7	6,0	4,0	10,0	13,8	19,1	9,2
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1981	4,2	5,5	4,2	9,7	12,3	17,8	8,2
1982	4,0	5,3	4,2	9,5	11,9	17,3	7,9
1983	3,8	5,0	4,1	9,0	11,4	16,6	7,6
1984	3,6	4,7	3,6	8,3	11,2	15,8	7,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3

(a) Pour 1000 nés vivants. — (b) Pour 1000 enfants nés vivants ou mort-nés.

TABLEAU B.02-13

Taux de mortalité par âge et sexe

[Nombre annuel de décédés pour 1 000 personnes de chaque groupe d'âge] (1)

Source : INSEE

Année (ou moyenne annuelle)	Tous âges	Moins d'un an (1)	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans
Les deux sexes :						
1946-1947	13,3	74,4	4,42	1,24	0,93	1,64
1953-1955	12,3	40,4	1,86	0,481	0,409	0,779
1961-1965	11,1	24,4	1,06	0,406	0,334	0,710
1966-1970	11,0	20,1	0,847	0,401	0,345	0,804
1971-1975	10,7	15,4	0,749	0,389	0,337	0,896
1976-1980	10,2	10,9	0,602	0,338	0,296	0,693
1975	10,6	13,8	0,674	0,340	0,312	0,847
1976	10,5	12,5	0,620	0,343	0,300	0,877
1977	10,1	11,4	0,624	0,345	0,308	0,852
1978	10,2	10,7	0,617	0,343	0,289	0,831
1979	10,1	10,0	0,560	0,327	0,291	0,856
1980	10,2	10,0	0,590	0,331	0,291	0,840
1981	10,2	9,70	0,580	0,310	0,286	0,780
1982	10,0	9,50	0,520	0,290	0,270	0,760
1983	10,2	9,10	0,550	0,290	0,260	0,700
1984	9,9	8,30	0,480	0,260	0,250	0,670
1985	10,0	8,30	0,450	0,250	0,240	0,650
Sexe masculin :						
1946-1947	14,0	82,8	4,75	1,36	1,04	1,82
1953-1955	13,0	45,6	1,99	0,542	0,489	1,01
1961-1965	11,7	27,6	1,15	0,478	0,407	0,961
1966-1970	11,6	22,7	0,934	0,468	0,419	1,10
1971-1975	11,3	17,4	0,837	0,454	0,412	1,25
1976-1980	10,9	12,4	0,676	0,391	0,356	1,19
1975	11,3	15,8	0,748	0,438	0,388	1,18
1976	11,2	14,2	0,678	0,391	0,363	1,22
1977	10,8	13,1	0,683	0,406	0,374	1,19
1978	11,0	12,0	0,719	0,397	0,354	1,16
1979	10,8	11,3	0,650	0,370	0,350	1,19
1980	10,8	11,5	0,650	0,390	0,340	1,18
1981	10,9	11,2	0,650	0,350	0,340	1,05
1982	10,6	10,7	0,570	0,330	0,320	1,07
1983	10,8	10,3	0,600	0,350	0,310	0,970
1984	10,5	9,2	0,550	0,300	0,300	0,910
1985	10,7	9,5	0,490	0,280	0,300	0,890
Sexe féminin :						
1946-1947	12,6	65,5	4,09	1,12	0,830	1,46
1953-1955	11,7	34,9	1,72	0,422	0,326	0,541
1961-1965	10,5	21,1	0,966	0,331	0,258	0,447
1966-1970	10,3	17,4	0,756	0,330	0,268	0,494
1971-1975	10,1	13,4	0,656	0,322	0,258	0,529
1976-1980	9,36	9,34	0,524	0,281	0,226	0,494
1975	10,0	12,0	0,596	0,282	0,233	0,496
1976	9,89	10,7	0,560	0,294	0,234	0,517
1977	9,43	9,7	0,562	0,282	0,238	0,499
1978	9,59	9,2	0,510	0,286	0,221	0,482
1979	9,40	8,7	0,458	0,282	0,219	0,490
1980	9,50	8,4	0,530	0,263	0,220	0,480
1981	9,60	8,2	0,520	0,260	0,220	0,490
1982	9,30	8,1	0,460	0,250	0,210	0,450
1983	9,70	7,9	0,500	0,240	0,210	0,430
1984	9,20	7,3	0,410	0,210	0,200	0,420
1985	9,40	7,1	0,410	0,210	0,190	0,390

(1) Taux révisés pour prendre en compte l'intégration des « faux » mort-nés dans les statistiques de décès d'une part, la réévaluation des effectifs par sexe et âge des années 1975

25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans ou plus
2,92										
1,51	3,11	3,53	4,52	6,38	8,76	13,0	19,7	30,7	72,2	162
1,23	1,91	2,64	3,82	6,00	9,20	13,2	19,0	29,3	61,3	164
1,18	1,56	2,19	3,16	4,98	7,68	11,8	18,0	26,4	52,9	149
1,09	1,44	2,11	3,19	4,84	7,44	11,2	17,3	26,5	50,3	141
1,06	1,35	1,95	3,14	4,81	7,05	10,5	15,7	24,4	47,7	137
1,04	1,20	1,75	2,81	4,63	6,89	9,74	14,4	21,4	43,8	128
1,07	1,24	1,86	3,07	4,84	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	136
1,07	1,23	1,86	2,98	4,84	7,13	10,1	15,2	22,9	46,4	134
1,03	1,20	1,79	2,85	4,71	6,84	9,71	14,6	21,6	44,0	126
1,06	1,17	1,71	2,78	4,69	6,80	9,70	14,7	21,3	44,1	129
1,08	1,20	1,72	2,74	4,49	6,89	9,70	14,0	20,7	42,6	125
1,06	1,19	1,69	2,71	4,44	6,78	9,47	13,4	20,4	42,1	126
1,09	1,21	1,66	2,60	4,26	6,67	9,34	13,3	20,5	41,8	128
1,12	1,19	1,67	2,57	4,17	6,53	9,30	13,0	20,0	40,1	121
1,09	1,24	1,67	2,51	4,08	6,52	9,30	13,1	19,9	40,4	126
1,07	1,25	1,62	2,48	3,95	6,25	9,20	12,9	18,8	38,5	119
	1,21	1,64	2,40	3,88	6,18	9,10	12,8	18,3	38,9	122
3,26										
1,89	3,45	4,02	5,46	8,00	11,5	16,8	25,1	38,2	73,7	182
1,67	2,33	3,19	4,74	7,74	12,1	17,9	26,2	39,0	76,6	187
1,61	2,05	2,86	4,14	6,57	10,5	16,7	25,5	37,5	69,6	174
1,51	1,92	2,79	4,26	6,52	10,1	15,9	25,0	38,2	67,5	168
1,50	1,78	2,60	4,26	6,60	9,81	15,0	22,8	35,3	64,7	163
1,43	1,62	2,33	3,86	6,54	9,85	14,1	21,2	31,7	61,2	153
1,49	1,62	2,51	4,22	6,75	10,1	14,3	22,5	34,7	64,8	164
1,48	1,67	2,49	4,09	6,78	10,1	14,5	22,4	33,7	63,9	160
1,45	1,63	2,37	3,95	6,66	9,81	14,0	21,5	31,9	61,2	150
1,53	1,55	2,26	3,82	6,63	9,71	14,0	21,8	31,6	61,7	155
1,56	1,63	2,27	3,76	6,38	9,86	14,1	20,5	30,8	59,8	149
1,52	1,61	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	149
1,57	1,65	2,20	3,53	6,02	9,71	13,7	19,6	30,3	58,7	151
1,60	1,63	2,23	3,51	5,91	9,46	13,8	19,3	29,5	56,3	144
1,59	1,71	2,25	3,42	5,75	9,39	13,7	19,3	29,6	56,7	148
1,57	1,72	2,20	3,37	5,54	9,07	13,7	19,4	27,8	54,5	141
	1,68	2,21	3,33	5,49	8,91	13,6	19,1	27,1	55,1	145
2,59										
1,12	2,78	3,04	3,58	4,80	6,97	10,1	15,7	25,2	54,2	151
0,757	1,48	2,10	2,90	4,30	6,39	9,25	14,0	22,7	51,6	152
0,715	1,05	1,50	2,20	3,44	5,00	7,32	11,4	18,6	43,3	137
0,645	0,927	1,40	2,11	3,20	4,89	6,87	10,6	17,3	40,2	130
0,608	0,881	1,27	1,98	3,02	4,40	6,47	9,52	15,6	36,8	126
0,628	0,755	1,15	1,73	2,70	4,00	5,70	8,42	13,1	32,3	118
0,630	0,830	1,18	1,89	2,92	4,32	6,15	9,14	15,0	35,7	126
0,648	0,759	1,21	1,84	2,88	4,25	5,96	8,95	14,3	34,7	124
0,589	0,751	1,18	1,71	2,74	3,98	5,71	8,65	13,3	32,6	116
0,581	0,760	1,12	1,70	2,73	3,97	5,72	8,55	13,0	32,3	118
0,590	0,740	1,13	1,69	2,57	3,96	5,64	8,24	12,6	31,1	116
0,580	0,764	1,10	1,70	2,59	3,87	5,46	7,70	12,4	30,7	116
0,600	0,740	1,10	1,63	2,48	3,68	5,31	7,80	12,7	30,4	118
0,630	0,740	1,08	1,58	2,41	3,64	5,20	7,50	12,4	29,2	112
0,590	0,750	1,06	1,56	2,39	3,69	5,20	7,60	12,1	29,4	116
0,580	0,760	1,01	1,55	2,34	3,47	5,00	7,30	11,5	27,7	110
	0,730	1,04	1,43	2,24	3,49	4,90	7,20	11,0	28,1	111

à 1982, d'autre part.

TABLEAU B.02-14

Tables de mortalité annuelles abrégées

Source : INSEE

Année (ou moyenne annuelle)	0	1	2	3	4	5	10	15	20
									Survivants aux âges indiqués
1946-1949	10.000	9.266	9.199	9.173	9.154	9.140	9.093	9.052	8.977
1952-1956	10.000	9.543	9.500	9.484	9.474	9.466	9.441	9.416	9.365
1960-1964	10.000	9.711	9.689	9.678	9.671	9.665	9.643	9.622	9.575
1966-1970	10.000	9.769	9.754	9.745	9.739	9.733	9.711	9.689	9.632
1973-1977	10.000	9.847	9.836	9.828	9.822	9.817	9.796	9.776	9.711
1976	10.000	9.857	9.845	9.839	9.834	9.829	9.811	9.792	9.726
1977	10.000	9.867	9.856	9.850	9.844	9.839	9.820	9.801	9.737
1978	10.000	9.878	9.867	9.860	9.855	9.850	9.831	9.813	9.750
1979	10.000	9.886	9.876	9.870	9.865	9.860	9.842	9.824	9.759
1980	10.000	9.883	9.872	9.866	9.861	9.856	9.838	9.820	9.756
1981	10.000	9.887	9.877	9.872	9.866	9.861	9.844	9.827	9.769
1982	10.000	9.893	9.883	9.877	9.873	9.869	9.853	9.836	9.778
1983	10.000	9.897	9.887	9.882	9.877	9.873	9.856	9.840	9.787
1984	10.000	9.907	9.898	9.893	9.888	9.884	9.869	9.854	9.804
1985	10.000	9.904	9.896	9.891	9.887	9.884	9.870	9.855	9.806
1946-1949	10.000	9.427	9.366	9.342	9.327	9.315	9.276	9.243	9.184
1952-1956	10.000	9.650	9.611	9.597	9.588	9.581	9.562	9.545	9.518
1960-1964	10.000	9.780	9.760	9.751	9.745	9.740	9.725	9.712	9.689
1966-1970	10.000	9.823	9.809	9.802	9.797	9.793	9.777	9.764	9.738
1973-1977	10.000	9.883	9.874	9.868	9.863	9.859	9.845	9.832	9.806
1976	10.000	9.892	9.882	9.877	9.873	9.869	9.855	9.843	9.816
1977	10.000	9.902	9.893	9.887	9.883	9.879	9.865	9.853	9.827
1978	10.000	9.907	9.898	9.894	9.890	9.886	9.873	9.861	9.836
1979	10.000	9.912	9.904	9.899	9.896	9.893	9.880	9.869	9.843
1980	10.000	9.915	9.906	9.901	9.897	9.893	9.881	9.869	9.844
1981	10.000	9.918	9.909	9.904	9.900	9.897	9.884	9.873	9.847
1982	10.000	9.918	9.910	9.906	9.903	9.900	9.888	9.877	9.853
1983	10.000	9.921	9.913	9.908	9.904	9.901	9.890	9.879	9.856
1984	10.000	9.927	9.920	9.916	9.913	9.910	9.899	9.889	9.867
1985	10.000	9.928	9.921	9.917	9.914	9.912	9.901	9.892	9.871
									Espérance de vie
									Nombre moyen d'années restant à vivre
1946-1949	61,6	65,4	64,9	64,1	63,2	62,3	57,6	52,9	48,3
1952-1956	64,7	66,8	66,1	65,2	64,3	63,3	58,5	53,6	48,9
1960-1964	67,2	68,2	67,3	66,4	65,5	64,5	59,6	54,7	50,0
1966-1970	67,7	68,3	67,4	66,4	65,5	64,5	59,7	54,8	50,1
1973-1977	69,1	69,2	68,2	67,3	66,3	65,4	60,5	55,6	51,0
1976	69,2	69,2	68,2	67,3	66,3	65,4	60,5	55,6	50,9
1977	69,7	69,6	68,7	67,8	66,8	65,8	61,0	56,1	51,4
1978	69,8	69,7	68,8	67,8	66,8	65,9	61,0	56,1	51,5
1979	70,1	69,9	68,9	68,0	67,0	66,1	61,2	56,3	51,6
1980	70,2	70,0	69,1	68,1	67,2	66,2	61,3	56,4	51,8
1981	70,4	70,2	69,3	68,3	67,3	66,4	61,5	56,6	51,9
1982	70,7	70,5	69,5	68,6	67,6	66,6	61,7	56,8	52,2
1983	70,7	70,5	69,5	68,6	67,6	66,6	61,7	56,8	52,1
1984	71,2	70,8	69,9	68,9	68,0	67,0	62,1	57,2	52,5
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5
1946-1949	67,2	70,3	69,7	68,9	68,0	67,1	62,4	57,6	52,9
1952-1956	70,9	72,4	71,7	70,8	69,9	69,0	64,1	59,2	54,4
1960-1964	74,2	74,8	74,0	73,0	72,1	71,1	66,2	61,3	56,5
1966-1970	75,2	75,6	74,7	73,7	72,8	71,8	66,9	62,0	57,1
1973-1977	77,0	76,9	76,0	75,0	74,1	73,1	68,2	63,3	58,4
1976	77,2	77,0	76,1	75,2	74,2	73,2	68,3	63,4	58,6
1977	77,8	77,6	76,7	75,7	74,8	73,8	68,9	64,0	59,1
1978	77,9	77,7	76,7	75,8	74,8	73,8	68,9	64,0	59,2
1979	78,3	78,0	77,0	76,1	75,1	74,1	69,2	64,3	59,4
1980	78,4	78,1	77,1	76,2	75,2	74,2	69,3	64,4	59,6
1981	78,5	78,1	77,2	76,2	75,3	74,3	69,4	64,5	59,6
1982	78,9	78,5	77,6	76,6	75,6	74,6	69,7	64,8	60,0
1983	78,8	78,4	77,5	76,5	75,5	74,6	69,6	64,7	59,9
1984	79,3	78,9	78,0	77,0	76,0	75,1	70,1	65,2	60,3
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4

Âge en années

30	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
pour 10.000 nés vivants											
masculin											
8.741											
9.199	8.601	8.432	8.196	7.855	7.385	6.757	5.909	4.817	3.467	2.037	867
9.425	9.089	8.940	8.722	8.375	7.860	7.151	6.238	5.081	3.669	2.150	902
9.478	9.325	9.191	8.996	8.697	8.233	7.543	6.602	5.421	4.020	2.491	1.159
9.556	9.383	9.247	9.043	8.734	8.283	7.616	6.675	5.452	4.028	2.536	1.222
9.567	9.476	9.352	9.150	8.838	8.391	7.777	6.930	5.798	4.387	2.836	1.440
9.581	9.485	9.363	9.164	8.845	8.388	7.765	6.927	5.800	4.398	2.842	1.443
9.599	9.500	9.385	9.190	8.878	8.435	7.832	7.021	5.937	4.556	3.008	1.590
9.599	9.521	9.410	9.221	8.908	8.468	7.870	7.037	5.959	4.580	3.004	1.547
9.592	9.520	9.407	9.223	8.921	8.473	7.879	7.074	6.014	4.660	3.099	1.630
9.611	9.513	9.402	9.222	8.926	8.482	7.898	7.100	6.062	4.706	3.152	1.646
9.618	9.531	9.421	9.249	8.960	8.517	7.936	7.140	6.114	4.767	3.196	1.661
9.623	9.538	9.427	9.255	8.972	8.538	7.953	7.179	6.175	4.868	3.312	1.780
9.641	9.541	9.428	9.260	8.985	8.554	7.971	7.198	6.186	4.875	3.299	1.742
9.653	9.558	9.448	9.282	9.016	8.597	8.011	7.246	6.259	4.982	3.425	1.878
féminin	9.571	9.462	9.297	9.033	8.622	8.034	7.275	6.286	5.014	3.447	1.867
8.996											
9.424	8.884	8.758	8.605	8.397	8.104	7.695	7.097	6.220	4.953	3.356	1.738
9.617	9.351	9.250	9.112	8.908	8.616	8.208	7.625	6.759	5.480	3.761	1.973
9.670	9.565	9.491	9.380	9.218	8.984	8.645	8.140	7.368	6.188	4.507	2.570
9.744	9.623	9.553	9.448	9.289	9.059	8.736	8.258	7.525	6.388	4.777	2.862
9.756	9.703	9.642	9.549	9.406	9.199	8.911	8.502	7.866	6.850	5.297	3.316
9.765	9.717	9.657	9.565	9.422	9.215	8.932	8.532	7.914	6.917	5.358	3.368
9.780	9.726	9.667	9.582	9.446	9.252	8.980	8.597	8.013	7.055	5.565	3.609
9.786	9.740	9.683	9.598	9.462	9.269	8.995	8.611	8.036	7.085	5.605	3.606
9.785	9.748	9.692	9.607	9.478	9.285	9.018	8.640	8.082	7.163	5.722	3.732
9.791	9.747	9.691	9.606	9.478	9.289	9.032	8.663	8.117	7.215	5.776	3.779
9.796	9.754	9.698	9.616	9.493	9.313	9.060	8.688	8.141	7.251	5.809	3.780
9.797	9.759	9.703	9.624	9.504	9.324	9.078	8.718	8.186	7.321	5.917	3.948
9.811	9.759	9.705	9.626	9.507	9.326	9.080	8.725	8.195	7.331	5.914	3.902
9.816	9.773	9.720	9.642	9.526	9.355	9.117	8.775	8.260	7.433	6.077	4.123
	9.779	9.727	9.654	9.541	9.372	9.133	8.796	8.286	7.464	6.109	4.140
aux âges indiqués											
aux personnes qui atteignent l'âge indiqué											
masculin											
39,4											
39,7	35,0	30,7	26,5	22,5	18,8	15,3	12,1	9,3	6,9	5,0	3,6
40,7	35,1	30,7	26,4	22,4	18,7	15,2	12,1	9,3	6,8	4,9	3,4
40,8	36,1	31,6	27,3	23,1	19,3	15,8	12,7	9,9	7,5	5,4	3,9
41,7	36,2	31,7	27,4	23,3	19,4	15,8	12,7	10,0	7,6	5,6	4,0
41,7	37,1	32,5	28,2	24,1	20,2	16,6	13,3	10,4	7,9	5,9	4,3
42,2	37,0	32,5	28,1	24,1	20,2	16,6	13,3	10,4	7,9	5,9	4,3
42,2	37,5	33,0	28,6	24,5	20,7	17,0	13,7	10,7	8,2	6,1	4,4
42,4	37,5	32,9	28,5	24,4	20,6	16,9	13,6	10,6	8,1	6,0	4,3
42,6	37,7	33,2	28,8	24,7	20,8	17,2	13,9	10,8	8,2	6,1	4,5
42,7	37,9	33,3	28,9	24,8	20,9	17,3	13,9	10,9	8,3	6,1	4,5
43,0	38,0	33,4	29,0	24,8	21,0	17,3	14,0	10,9	8,2	6,0	4,4
42,9	38,3	33,7	29,3	25,1	21,3	17,6	14,3	11,2	8,5	6,2	4,5
43,3	38,3	33,7	29,3	25,1	21,2	17,6	14,2	11,1	8,3	6,1	4,4
43,3	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,6	6,3	4,5
féminin	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,4	11,3	8,5	6,2	4,4
43,9											
44,8	39,4	35,0	30,6	26,2	22,1	18,1	14,4	11,1	8,3	6,0	4,2
46,8	40,2	35,6	31,1	26,7	22,6	18,5	14,8	11,3	8,3	6,0	4,1
47,5	42,1	37,4	32,8	28,3	24,0	19,8	15,9	12,3	9,1	6,5	4,6
48,8	42,7	38,0	33,4	28,9	24,6	20,4	16,4	12,8	9,6	6,9	4,9
48,9	44,0	39,2	34,6	30,1	25,7	21,4	17,3	13,5	10,1	7,3	5,2
49,5	44,1	39,3	34,7	30,2	25,8	21,5	17,4	13,6	10,1	7,3	5,1
49,5	44,7	39,9	35,2	30,7	26,3	22,0	17,9	14,0	10,5	7,6	5,4
49,8	44,7	39,9	35,2	30,7	26,3	22,0	17,9	14,0	10,5	7,5	5,3
49,9	44,9	40,2	35,5	31,0	26,6	22,3	18,1	14,2	10,7	7,7	5,4
49,9	45,1	40,3	35,6	31,1	26,7	22,4	18,2	14,2	10,7	7,7	5,4
50,3	45,1	40,4	35,7	31,1	26,7	22,3	18,2	14,2	10,6	7,6	5,3
50,2	45,5	40,7	36,0	31,4	27,0	22,7	18,5	14,5	10,9	7,9	5,5
50,7	45,4	40,6	35,9	31,3	26,9	22,6	18,4	14,4	10,8	7,7	5,3
50,7	45,8	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,6
	45,9	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5

TABLEAU B.02-15

Table de mortalité : années 1983-1985

Mortalité générale *(Faux mort-nés inclus)*

Source : INSEE

Age X	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes	
	S (X) (1)	Q (X, X + 1) (1)	E (X) (1)	S (X) (1)	Q (X, X + 1) (1)	E (X) (1)	S (X) (1)	Q (X, X + 1) (1)
0	100.000	977	71.04	100.000	750	79.19	100.000	866
1	99.023	84	70.74	99.250	71	78.78	99.134	78
2	98.940	57	69.80	99.180	43	77.84	99.057	49
3	98.884	44	68.84	99.137	33	76.87	99.008	39
4	98.840	38	67.87	99.104	28	75.89	98.969	33
5	98.802	34	66.89	99.076	26	74.92	98.936	30
6	98.768	32	65.92	99.050	23	73.93	98.906	28
7	98.736	30	64.94	99.027	20	72.95	98.878	25
8	98.706	28	63.96	99.007	20	71.97	98.853	24
9	98.678	27	62.97	98.987	20	70.98	98.829	23
10	98.651	27	61.99	98.967	18	70.00	98.806	23
11	98.624	26	61.01	98.949	19	69.01	98.783	23
12	98.598	28	60.02	98.930	19	68.02	98.760	24
13	98.570	34	59.04	98.911	21	67.03	98.736	27
14	98.536	44	58.06	98.890	25	66.05	98.709	34
15	98.493	58	57.09	98.865	33	65.07	98.675	46
16	98.436	75	56.12	98.832	37	64.09	98.630	58
17	98.362	100	55.16	98.795	45	63.11	98.573	73
18	98.264	129	54.22	98.751	52	62.14	98.501	90
19	98.137	151	53.29	98.700	53	61.17	98.412	103
20	97.989	166	52.37	98.648	54	60.20	98.311	112
21	97.826	173	51.45	98.595	54	59.23	98.201	114
22	97.657	174	50.54	98.542	56	58.27	98.089	116
23	97.487	170	49.63	98.487	55	57.30	97.975	113
24	97.321	162	48.71	98.433	57	56.33	97.864	111
25	97.163	161	47.79	98.377	58	55.36	97.755	109
26	97.007	158	46.86	98.320	58	54.39	97.648	110
27	96.854	156	45.94	98.263	60	53.42	97.541	109
28	96.703	157	45.01	98.204	62	52.46	97.435	110
29	96.551	164	44.08	98.143	65	51.49	97.328	115
30	96.393	167	43.15	98.079	69	50.52	97.216	119
31	96.232	165	42.22	98.011	73	49.56	97.100	119
32	96.073	168	41.29	97.939	75	48.59	96.984	123
33	95.912	176	40.36	97.866	82	47.63	96.865	129
34	95.743	184	39.43	97.786	85	46.67	96.740	135
35	95.567	198	38.50	97.703	92	45.71	96.609	146
36	95.378	213	37.58	97.613	100	44.75	96.468	157
37	95.175	228	36.66	97.515	109	43.79	96.317	169
38	94.958	252	35.74	97.409	117	42.84	96.154	185
39	94.719	276	34.83	97.295	126	41.89	95.976	202
40	94.458	295	33.92	97.172	135	40.94	95.782	215
41	94.179	319	33.02	97.041	146	40.00	95.576	233
42	93.879	342	32.13	96.899	157	39.05	95.353	251
43	93.558	383	31.23	96.747	168	38.11	95.114	275
44	93.200	430	30.35	96.584	183	37.18	94.852	309
45	92.799	470	29.48	96.407	203	36.24	94.559	336
46	92.363	522	28.62	96.211	221	35.32	94.241	372
47	91.881	584	27.77	95.998	240	34.39	93.890	412
48	91.344	644	26.93	95.768	260	33.48	93.503	451
49	90.756	708	26.10	95.519	286	32.56	93.081	497
50	90.113	788	25.28	95.246	310	31.65	92.618	548
51	89.403	865	24.48	94.951	335	30.75	92.110	597
52	88.630	952	23.69	94.633	366	29.85	91.560	657
53	87.786	1.025	22.91	94.287	399	28.96	90.958	708
54	86.886	1.112	22.14	93.911	423	28.07	90.314	762
55	85.920	1.220	21.38	93.514	446	27.19	89.626	826
56	84.872	1.304	20.64	93.097	480	26.31	88.886	883
57	83.765	1.402	19.91	92.650	516	25.44	88.101	948
58	82.591	1.512	19.18	92.172	561	24.56	87.266	1.021
59	81.342	1.604	18.47	91.655	612	23.70	86.375	1.091
60	80.037	1.713	17.76	91.094	648	22.84	85.433	1.159
61	78.666	1.834	17.06	90.504	699	21.99	84.443	1.240
62	77.223	1.971	16.37	89.871	762	21.14	83.396	1.336
63	75.701	2.123	15.69	89.186	825	20.30	82.282	1.438
64	74.094	2.300	15.02	88.450	903	19.46	81.099	1.556
65	72.390	2.491	14.36	87.651	988	18.64	79.837	1.685
66	70.587	2.672	13.72	86.785	1.090	17.82	78.492	1.818
67	68.701	2.862	13.08	85.839	1.188	17.01	77.065	1.953
68	66.735	3.123	12.45	84.819	1.307	16.21	75.560	2.128
69	64.651	3.421	11.84	83.710	1.472	15.41	73.952	2.345
70	62.439	3.700	11.24	82.478	1.642	14.64	72.218	2.552
71	60.129	4.036	10.65	81.124	1.845	13.87	70.375	2.804

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (*suite et fin*)

Table de mortalité : années 1983-1985

Mortalité générale *(Faux mort-nés inclus)*

Source : INSEE

Age X (1)	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	S (X) (1)	Q (X, X + 1) (1)	E (X) (1)	S (X) (1)	Q (X, X + 1) (1)	E (X) (1)	S (X) (1)	Q (X, X + 1) (1)	E (X) (1)
72	57.702	4.461	10.08	79.627	2.081	13.13	68.402	3.110	11.81
73	55.128	4.925	9.53	77.970	2.348	12.39	66.275	3.446	11.17
74	52.413	5.417	8.99	76.139	2.673	11.68	63.991	3.822	10.55
75	49.574	6.011	8.48	74.104	3.038	10.99	61.545	4.264	9.95
76	46.594	6.640	7.99	71.853	3.470	10.31	58.921	4.754	9.37
77	43.500	7.241	7.52	69.360	3.968	9.67	56.120	5.267	8.82
78	40.350	7.943	7.07	66.608	4.499	9.05	53.164	5.839	8.28
79	37.145	8.728	6.64	63.611	5.144	8.45	50.060	6.504	7.76
80	33.903	9.601	6.22	60.339	5.883	7.88	46.804	7.262	7.27
81	30.648	10.506	5.83	56.789	6.681	7.34	43.405	8.064	6.80
82	27.428	11.477	5.46	52.995	7.569	6.83	39.905	8.946	6.35
83	24.280	12.632	5.10	48.984	8.503	6.35	36.335	9.913	5.92
84	21.213	13.859	4.77	44.819	9.527	5.89	32.733	10.964	5.52
85	18.273	15.268	4.45	40.549	10.772	5.46	29.144	12.215	5.14
86	15.483	16.773	4.17	36.181	12.156	5.06	25.584	13.591	4.78
87	12.886	18.183	3.91	31.783	13.586	4.69	22.107	14.955	4.46
88	10.543	19.435	3.66	27.465	14.914	4.35	18.801	16.212	4.15
89	8.494	20.768	3.42	23.369	16.325	4.03	15.753	17.552	3.86
90	6.730	22.184	3.19	19.554	18.027	3.71	12.988	19.125	3.57
91	5.237	23.869	2.96	16.029	19.852	3.42	10.504	20.878	3.30
92	3.987	26.285	2.73	12.847	21.990	3.14	8.311	23.054	3.04
93	2.939	29.330	2.52	10.022	24.396	2.89	6.395	25.551	2.80
94	2.077	31.873	2.36	7.577	26.699	2.66	4.761	27.851	2.59
95	1.415	33.216	2.24	5.554	28.592	2.44	3.435	29.578	2.40
96	945	34.921	2.10	3.966	30.736	2.22	2.419	31.583	2.20
97	615	36.423	1.96	2.747	33.054	1.99	1.655	33.656	1.98
98	391	36.061	1.80	1.839	34.475	1.72	1.098	34.791	1.73
99	250	34.000	1.53	1.205	39.419	1.36	716	38.408	1.39

(1) Survivants S (X) à l'âge X. — Quotient de mortalité Q (X, X + 1) pour 100.000 survivants à l'âge X. — Espérance de vie E (X) à l'âge X.

TABLEAU B.02-16

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1984 (sauf indication contraire)

Source : EUROSTAT et annuaire ONU

Pays	Taux pour 1.000 habitants					Reproduction (pour 1 femme)		Mortalité infantile (pour 1.000 naissances)	Espérance de vie à la naissance	
	Accroissement total	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divorces	Brute	Nette		Hommes	Femmes
Allemagne (République fédérale d')	— 4,2	9,5	11,3	5,9	2,1	(1) 0,65	(1) 0,63	8,6	70,5	* (3) 77,1
Belgique	+ 0,5	*p* 11,8	*p* 11,2	*p* 6,0	*p* 1,9	*p* (6) 0,78	*p* (6) 0,77	*p* 10,7	70,0	(4) 76,8
Danemark	— 1,3	10,1	11,2	5,6	2,8	0,68	0,67	7,7	71,5	(10) 77,5
France	+ 4,2	13,8	9,9	5,1	1,9	0,88	0,87	8,3	71,2	9,3
Grèce	+ 4,8	12,7	8,9	5,6	0,9	0,88	0,96	14,3	72,2	(11) 76,4
Irlande	+ 5,5	*p* 18,2	*p* 9,1	*p* 5,2	...	*p* 1,24	*p* 1,22	*p* 10,1	70,1	(7) 75,6
Italie	+ 2,7	*p* 10,3	*p* 9,3	*p* 5,2	0,3	*p* (1) 0,74	*p* (1) 0,72	*p* 1,3	70,6	(11) 77,4
Luxembourg	+ 0,3	11,5	11,1	5,4	1,7	(6) 0,73	(6) 0,71	11,7	70,0	(7) 76,7
Pays-Bas	+ 4,1	12,1	8,3	5,7	2,4	0,73	0,71	8,3	73,0	(10) 79,5
Royaume-Uni	+ 2,4	12,9	*p* 11,4	*p* 7,0	*p* 2,8	*p* 0,85	*p* 0,84	*p* 9,6	71,6	(5) 77,6
Europe des Dix	+ 1,4	11,7	10,4	5,8	1,7	...	...	9,8	70,6	(11) 77,4
Espagne	*p* + 5,6	(1) *p* 12,5	(1) *p* 7,7	(1) *p* 4,8	(1) 0,5	...	...	(1) *p* 7,3	*p* 72,6	*p* (18) 78,6
Portugal	+ 7,9	14,2	9,6	6,9	0,7	(8) 1,07	(8) 1,03	16,7	68,9	(9) 76,6
États-Unis d'Amérique	(12) + 10,0	15,7	8,7	10,5	4,9	0,88	...	10,6	71,0	(1) 78,3
Japon	(12) + 7,0	12,2	6,2	(1) 6,4	(1) 1,5	0,85	...	(1) 6,2	74,2	(1) 79,8
URSS	(12) + 9,0	19,6	10,8	9,6	3,4	(10) 1,15	...	27,7	64,0	(2) 74,0

(1) 1983 — (2) 1971-1972. — (3) 1981-1983. — (4) 1979-1982. — (5) 1982-1984. — (6) 1982. — (7) 1980-1982. — (8) 1980-1981. — (9) 1981. — (10) 1983-1984. — (11) 1980. — (12) 1980-1984.

* Les notes appelées ci-dessous concernent, bien entendu, les deux sexes.

TABLEAU B.02-17 A

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population. — (En valeur absolue)

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces transcrits	Nés vivants (2)	Mort-nés (3)	Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Nombre Excédent des naissances sur les décès
GUADELOUPE								
1976	328,5	1.524	237	6.926	200	2.395	202	4.53[illegible]
1977	327,9	1.426	285	6.321	176	2.297	186	4.02[illegible]
1978	327,2	1.417	375	5.640	126	2.163	125	3.47[illegible]
1979	326,7	1.409	399	5.818	139	2.154	89	3.66[illegible]
1980	326,9	1.603	450	6.425	123	2.143	118	4.28[illegible]
1981	327,7	1.597	413	6.514	103	2.170	126	4.34[illegible]
1982	328,7	1.576	426	6.652	107	2.135	103	4.51[illegible]
1983	329,9	1.570	446	6.771	125	2.234	111	4.55[illegible]
1984	331,3	1.653	488	6.675	83	2.239	119	4.43[illegible]
1985	332,7	1.611	393	6.760	85	*r* 2.312	*r* 114	*r* 4.44[illegible]
1986 *p*	333,9	1.709	511	6.380	95	2.239	97	4.14[illegible]
GUYANE								
1976	59,5	176	39	1.439	29	415	44	1.0[illegible]
1977	61,7	200	55	1.476	16	463	57	1.0[illegible]
1978	63,9	218	53	1.568	46	470	53	1.0[illegible]
1979	66,2	234	56	1.704	27	454	64	1.2[illegible]
1980	68,2	205	27	1.933	56	468	64	1.4[illegible]
1981	71,3	195	67	2.056	42	430	73	1.6[illegible]
1982	74,1	269	39	2.379	58	492	85	1.8[illegible]
1983	76,9	240	41	2.315	38	489	59	1.8[illegible]
1984	79,8	309	28	2.317	57	491	61	1.8[illegible]
1985	82,7	*r* 244	*r* 35	*r* 2.482	*r* 55	*r* 481	*r* 50	*r* 2.00[illegible]
1986 *p*	85,6	330	27	2.150	50	444	50	1.70[illegible]
MARTINIQUE								
1976	327,9	1.261	380	5.873	156	2.344	165	3.52[illegible]
1977	327,1	1.235	387	5.409	129	2.173	119	3.23[illegible]
1978	326,5	1.283	397	5.065	92	2.188	93	2.87[illegible]
1979	326,1	1.253	418	5.439	107	2.120	83	3.32[illegible]
1980	326,1	1.190	396	5.363	93	2.164	107	3.19[illegible]
1981	326,3	1.199	386	5.427	84	2.062	89	3.36[illegible]
1982	326,5	1.303	380	5.383	82	2.120	78	3.30[illegible]
1983	326,8	1.354	327	5.679	72	2.197	77	3.48[illegible]
1984	327,4	1.297	330	5.715	71	2.072	50	3.64[illegible]
1985	328,0	1.331	375	5.719	*r* 81	*r* 2.157	*r* 79	*r* 3.56[illegible]
1986 *p*	330,8	1.262	360	5.958	75	2.097	60	3.86[illegible]
RÉUNION								
1976	486,9	3.272	272	12.828	427	3.113	328	9.71[illegible]
1977	492,4	3.136	355	12.517	339	3.119	256	9.39[illegible]
1978	497,5	3.191	379	11.978	312	3.129	218	8.85[illegible]
1979	502,6	3.275	483	12.444	300	3.021	213	9.42[illegible]
1980	507,8	3.057	369	12.302	272	3.258	193	9.03[illegible]
1981	512,4	*r* 2.812	466	11.838	230	3.161	154	8.67[illegible]
1982	518,3	3.036	439	11.964	229	3.048	156	8.91[illegible]
1983	527,1	3.230	430	12.496	220	3.313	159	9.16[illegible]
1984	536,9	3.331	510	*r* 13.116	*r* 216	*r* 3.064	*r* 137	*r* 10.05[illegible]
1985	546,1	3.185	629	*r* 13.163	*r* 170	*r* 3.044	*r* 120	10.11[illegible]
1986 *p*	555,3	3.165	785	12.797	189	3.065	137	9.73[illegible]
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON								
1976	5,9	50	...	107	1	50	1	1[illegible]
1977	5,9	44	...	106	3	35	—	1[illegible]
1978	5,9	46	...	108	2	45	—	1[illegible]
1979	6,0	39	...	85	—	38	—	1[illegible]
1980	6,0	32	6	90	—	39	1	1[illegible]
1981	6,0	39	7	109	1	50	—	1[illegible]
1982	6,0	32	10	127	—	34	—	1[illegible]
1983	*r* 6,0	37	11	81	1	25	...	1[illegible]
1984	6,1	33	5	128	...	58	—	1[illegible]
1985 *p*	...	32	5	95	1	50		1[illegible]

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après le recensement de 1982. — (2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré, sauf à Saint-Pierre-et-Miquelon avant 1979. — (3) Jusqu'en 1974, les enfants nés vivants et décédés avant leur déclaration de naissance sont comptés comme « faux-mort-nés » dans la statistique des mort-nés. A partir de 1975 ils sont reclassés dans la statistique des naissances d'une part, des décès d'autre part. En conséquence, la catégorie mort-nés ne comprend plus que les vrais mort-nés.

TABLEAU B.02-17 B

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population — Taux pour 1.000 habitants (2)

Source : INSEE

Année	Nuptialité (nouveaux mariés)	Natalité (nés vivants)	Mortalité (décédés)	Pour 1.000 habitants — Accroissement naturel (excédent de naissances)	Taux — Mortalité infantile (décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants) (3) — Taux rectifié (1)
GUADELOUPE					
1976	9,3	21,1	7,3	13,8	29
1977	8,7	19,3	7,0	12,3	29
1978	8,7	17,2	6,6	10,6	22
1979	8,6	17,8	6,6	11,2	15
1980	9,8	19,7	6,6	13,1	18
1981	9,7	19,9	6,6	13,3	19
1982	9,6	20,2	6,5	13,7	15
1983	9,5	20,5	6,8	13,7	16
1984	10,0	20,1	6,8	13,4	18
1985	9,7	20,3	7,0	13,4	17
1986	10,2	19,1	6,7	12,4	15
GUYANE					
1976	5,9	24,2	7,0	17,2	31
1977	6,5	23,9	7,5	16,4	39
1978	6,8	24,5	7,4	17,1	34
1979	7,1	25,7	6,9	18,8	38
1980	6,0	28,1	6,8	21,3	33
1981	5,5	28,8	6,0	22,8	36
1982	7,3	32,1	6,6	25,5	36
1983	6,2	29,9	6,2	23,7	25
1984	7,7	29,0	6,2	22,8	26
1985	r 5,9	r 30,0	r 5,8	r 24,2	r 20
1986	7,7	25,1	5,2	19,9	23
MARTINIQUE					
1975	8,8	20,5	7,0	13,5	28
1976	7,7	17,9	7,1	10,8	28
1977	7,6	16,5	6,6	9,9	22
1978	7,9	15,5	6,7	8,8	18
1979	7,7	16,7	6,5	10,2	15
1980	7,3	16,4	6,6	9,8	20
1981	7,3	16,6	6,3	10,3	16
1982	8,0	16,5	6,5	10,0	14
1983	8,2	17,4	6,7	10,7	14
1984	7,9	17,4	6,3	11,1	9
1985	8,1	17,4	6,6	10,9	12
1986	7,6	18,0	6,3	11,7	10
RÉUNION					
1976	13,4	26,3	6,4	19,9	26
1977	12,7	25,4	6,3	19,1	20
1978	12,8	24,1	6,3	17,8	18
1979	13,0	24,8	6,0	18,8	17
1980	12,0	24,2	6,4	17,8	16
1981	11,0	23,1	6,2	16,9	13
1982	11,7	23,1	5,9	17,2	13
1983	12,3	23,7	6,3	17,4	13
1984	12,4	24,4	5,7	18,7	10
1985	11,7	24,1	5,6	18,5	10
1986	11,4	23,0	5,5	17,5	11
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (3)					
1975	17,0	16,9	5,4	11,5	///
1976	17,0	18,1	8,5	9,6	///
1977	14,6	17,9	5,9	12,0	///
1978	15,5	17,4	7,6	9,8	///
1979	13,1	14,2	6,4	7,8	///
1980	10,1	15,0	6,5	8,5	///
1981	13,0	18,1	8,3	9,8	///
1982	10,7	21,2	5,7	15,5	///
1983	12,1	13,3	4,1	9,2	///
1984	10,8	21,0	9,5	11,5	///
1985	...	...	...	...	///

(1) Le taux rectifié inclut les enfants sans vie ayant respiré. — (2) Les populations moyennes (donc les taux) 1974 à 1980 ont été rectifiées au vu des résultats du recensement de 1982. — (3) A Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

TABLEAU B.02-18

Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE et Institut territorial de la Statistique et des Études économiques

Année	Population en milieu de période	Nombre			Taux pour 1.000		
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Natalité	Mortalité	Mortalité infantile (non rectifiée)
1974	131.000	4.202	1.045	176	32,1	8,0	
1975	133.000	4.115	923	142	30,9	6,9	
1976	134.500	3.902	1.052	135	29,0	7,8	
1977	136.000	3.928	923	112	28,9	6,8	
1978	137.500	3.698	916	110	26,9	6,7	
1979	138.800	3.754	1.026	93	27,0	7,4	
1980	139.400	3.668	1.008	99	26,3	7,2	
1981	142.500	3.950	913	71	27,7	6,4	
1982	145.000	3.830	930	84	26,4	6,4	
1983	146.000	3.816	843	64	26,1	5,8	
1984	...	3.360	775	...	...	...	

(1) Chiffres et taux non rectifiés des enfants sans vie ayant respiré jusqu'en 1982 compris.

TABLEAU B.02-19

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Source : INSEE et Institut territorial de la Statistique

Année	Population en milieu de période (en milliers)	Nombre				Taux pour 1.000			
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Excédent des naissances sur les décès	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	Mortalité infantile (non rectifiée)
1976	134,6	4.252	1.047	288	3.205	31,6	7,8	23,8	
1977	137,9	4.393	985	250	3.408	31,9	7,1	24,8	
1978	141,2	4.272	1.120	275	3.152	30,3	7,9	22,4	
1979	144,4	4.331	1.020	212	3.111	30,0	7,1	22,9	
1980	147,8	4.544	1.005	185	3.539	30,7	6,8	23,9	
1981	151,5	4.771	966	195	3.805	31,5	6,4	25,1	
1982	160,3	4.818	969	159	3.849	30,1	6,0	24,1	
1983	165,3	*r* 4.997	*r* 930	*r* 117	*r* 4.067	30,3	5,7	24,6	
1984	170,0	*r* 5.172	*r* 878	*r* 102	*r* 4.294	30,2	5,2	25,0	
1985 *p.*	172,2	*r* 5.377	*r* 982	*r* 123	*r* 4.395	30,8	5,4	25,4	
1986 *p.*	...	5.205	925	93	4.280	...	...	...	

(1) Chiffres et taux non rectitifés des enfants sans vie ayant respiré jusqu'en 1982 compris.

SOURCES DE DOCUMENTATION

1. PUBLICATIONS DE L'INSEE

Les collections de l'INSEE, série D :

— N° 23 : « Données de démographie régionale en 1968 »;

— N° 31 : « Données de démographie générale. Population. Mortalité. 1931-1971 »;

— N° 41 : « Données de démographie générale. Nuptialité. 1931-1973 »;

— N° 49 : « Tables de mortalité de la population de la France pour la période 1966-1970 »;

— « La situation démographique. Années 1975-1976 » : n° 65; années 1977-1978 : n° 77; en 1979 : n° 88; en 1980 : n° 90; en 1981 : n° 94; en 1982 : n° 106; en 1983 : n° 109; en 1984 : n° 111;

— N° 75 : « Mortalité infantile des générations 1961-1970 »;

— N° 82 : « Données de démographie régionale en 1975 »;

— N°s 85-86 : « Le divorce en France : 1981 ».

Bulletin mensuel de statistique (numéro de janvier : « Bilan démographique de 19.. » — Numéros de mars, juin, septembre et décembre : statistiques trimestrielles de l'état civil);

— Annuaire statistique de la Martinique 1977-1980;

— Annuaire statistique de la Guadeloupe 1977-1980;

— Annuaire statistique de la Guyane 1977-1981;

— Annuaire statistique de la Nouvelle-Calédonie 1982;

— Publication relative au recensement de la population de 1982 (métropole) : *Premiers résultats.* — N° 21 : La fécondité par région et par nationalité en 1981-1982.

2. AUTRES PUBLICATIONS

— Publications de l'INED, 27, rue du Commandeur, 75675 Paris 14e :
Population et société (mensuel);
Population (bimestriel);
Travaux et documents;

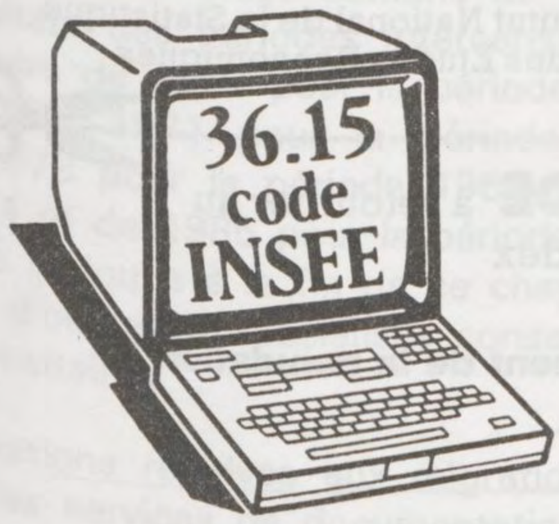
— « Le divorce en France », La documentation française, Paris 1973;

— « Statistiques démographiques 19.. » *Eurostat*;

— « *Annuaire démographique* » ONU;

— « Données statistiques sur la mortalité infantile à la Réunion », Service régional de l'INSEE, Saint-Denis, 1981;

— « Schéma de l'économie calédonienne 85 », volume 1 : démographie. Direction Territoriale de la statistique et des études économiques, Nouméa, 1982.



DANS LES COLLECTIONS DE L'INSEE

SÉRIE D

DÉMOGRAPHIE ET EMPLOI

LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE EN 1985

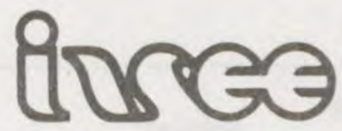
mouvement de la population

LES COLLECTIONS DE L'INSEE
SÉRIE D
DÉMOGRAPHIE ET EMPLOI
N° 120

POPULATION - MARIAGES - DIVORCES - RECONNAISSANCES - NAISSANCES - INTERRUPTIONS VOLONTAIRES DE GROSSESSE - DÉCÈS - MOUVEMENTS MIGRATOIRES - RÉSULTATS PAR DÉPARTEMENTS ET RÉGION.

Démographes et sociologues trouveront dans cet ouvrage un ensemble de données de base nécessaires à toute étude future sur la réalité de la population française.

90 F



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

BON DE COMMANDE à retourner au

CNGP INSEE BP 2718 80027 AMIENS Cedex

08.87

D 81

Veuillez m'adresser _____ exemplaire(s) de

« LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE EN 1985 - mouvement de la population »

paru dans les collections de l'INSEE, série D n° 120, au prix de 90 F.

Nom ou raison sociale : _____

Activité : _____ Tél. : _____

Adresse : _____

Ci-joint en règlement, la somme de _____ F par : ☐ chèque bancaire ☐ mandat ☐ chèque postal, à l'ordre de l'INSEE.

Chapitre B.03

Mouvements migratoires

1. Migrations intérieures

2. Migrations extérieures

1. Migrations intérieures

Les migrations intérieures sont difficiles à appréhender et, bien qu'on ait beaucoup plus d'informations depuis 1962, on ne possède pas de statistiques complètes sur ce sujet.

Lors du recensement de la population de 1962, on a posé une question sur la résidence au 1er janvier 1954. Aux recensements de 1975 et de 1982, la même question a été posée concernant respectivement la résidence au 1er janvier 1968 et au 1er janvier 1975.

On peut donc, par comparaison des résidences à chacune de ces dates, étudier les résultats des migrations intérieures pour les trois périodes intercensitaires. Les enfants nés entre deux recensements ont reçu comme résidence antérieure fictive celle de leur mère.

On trouvera dans les diverses éditions de l'annuaire les principaux résultats des périodes intercensitaires précédentes : l'annuaire de 1967 pour la période 1954-1962, l'annuaire de 1970-1971 pour la période 1962-1968, l'annuaire de 1978 pour la période 1968-1975, les annuaires de 1984 et de 1985 pour la période 1975-1982. La bibliographie indiquée à la fin de ce chapitre contient quelques titres d'ouvrages spécialisés consacrés aux migrations intercensitaires.

D'autres informations relatives aux migrations sont disponibles dans les services de documentation des observatoires économiques régionaux.

Dans le système statistique français actuel, il n'existe aucune source de données permettant l'établissement des statistiques de migrations intérieures à l'horizon annuel.

2. Migrations extérieures

Les données proviennent essentiellement de deux sources :
— le recensement de la population, par dépouillement des réponses à la question sur la résidence au 1er janvier de l'année du précédent recensement;
— les statistiques obtenues par enregistrement des entrées d'étrangers et, pour ce qui est des Algériens et des ressortissants d'Afrique noire francophone, des entrées et des sorties.

21. Migrations extérieures d'après le recensement

La question sur la résidence au 1er janvier 1975 a permis de déterminer le nombre de personnes qui, recensées le 4 mars 1982 sur le territoire métropolitain, y sont arrivées depuis le 1er janvier 1975, soit 1.320.160 dont 760.020 étrangers. Le détail par sexe et nationalité de ces immigrants est fourni dans le tableau 3 du chapitre B. 01 « État de la population » de l'édition 1984. D'autres renseignements sont disponibles. On se reportera aux publications spécialisées signalées dans la bibliographie.

22. Migrations entre la France et l'Algérie
(tableau 1)

La *direction des Renseignements généraux* du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation effectue un comptage des arrivées et départs de passagers civils algériens

dans les ports et aéroports de la France continentale et de la Corse (1).

23. Migrations entre la France et l'Afrique noire francophone
(tableau 2)

Les entrées et les sorties du territoire national des ressortissants des pays d'Afrique noire francophone donnent lieu également à un comptage aux principaux points de débarquement aérien et maritime assurant les liaisons directes avec l'Afrique. Le solde annuel de ces mouvements est indiqué dans le tableau 2.

24. Autres migrations étrangères
(tableaux 3 à 5).

Pour celles-ci, il n'existe pas de statistiques complètes étant donné, notamment, l'impossibilité de connaître les sorties de France. On ne dispose donc que de statistiques partielles.

L'Office national d'immigration (ONI) est chargé d'introduire et de placer les travailleurs salariés étrangers autres qu'algériens.

En principe, tous les étrangers venant chercher un emploi en France, sauf les commerçants, doivent passer par l'intermédiaire de l'ONI; mais y échappent, notamment, les personnes non actives, les étudiants, les touristes.

En outre, un certain nombre d'étrangers entrent clandestinement en France, mais leur situation est régularisée par la suite, toujours par l'intermédiaire de l'ONI et, pour cette raison, les tableaux 3 à 5 concernent l'ensemble des travailleurs introduits ou contrôlés (réguliers ou régularisés) et les membres de leurs familles.

Depuis le 9 novembre 1968, date de la mise en application du règlement n° 1612/68 du 15 octobre 1968 de la Communauté économique européenne relatif à la libre circulation, les employeurs français et les salariés italiens sont libres de recourir, ou non, à l'intervention de l'ONI. Pour les pays du Marché commun autres que l'Italie l'ONI n'intervient pas. Toutefois, la délivrance d'une carte de séjour étant soumise à une visite médicale préalable l'ONI peut, par ce biais, établir des statistiques d'entrées de travailleurs salariés en provenance des pays du Marché commun.

Depuis le 1er janvier 1975, la statistique de l'immigration familiale de l'ONI ne couvre plus les ressortissants des pays membres de la CEE.

1. Le décret n° 69-243 du 18 mars 1969 porte publication de l'accord du 27 décembre 1968, complété par un protocole d'accord signé à Alger entre les gouvernements français et algérien, relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens.

❖
❖ ❖

TABLEAU B.03-1

Mouvements de passagers civils algériens entre la France et l'Algérie

Source : Ministère de l'Intérieur (direction des Renseignements généraux)

Années	Arrivées en France			Départs vers l'Algérie	
		dont :			*dont :*
	Total	Hommes de plus de 16 ans	Titulaires de la carte de résidence	Total	Hommes de plus de 16 ans
1976	609.811	472.958	462.922	646.857	496.578
1977	775.907	596.817	533.921	774.430	570.541
1978	821.478	602.854	552.137	819.845	577.752
1979	970.244	696.378	546.239	913.373	641.341
1980	1.185.280	835.057	581.967	1.098.879	749.942
1981	1.338.674	931.513	439.892	1.239.550	829.173
1982	1.316.926	(1) ///	685.037	1.311.989	(1) ///
1983	1.381.287	///	583.994	1.380.249	///
1984	1.564.460	///	592.716	1.573.090	///
1985	*r* 1.834.617	///	*r* 656.271	*r* 1.919.124	///
1986	1.261.955	///	566.359	1.308.440	///

(1) Depuis janvier 1982, les hommes de plus de 16 ans ne sont plus comptés à part.

TABLEAU B.03-2

Mouvements migratoires entre la France et l'Afrique noire francophone

(Soldes des entrées et des sorties)

Source : Ministère de l'Intérieur

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Solde global	+ 29.285	— 6.167	+ 26.109	+ 48.053	+ 45.225	+ 4.059	+ 19.641	+ 13.923	+ 18.736	+ 14.849
Répartition par catégorie :										
Africains résidant en France	+ 5.355	— 15.449	— 8.396	— 2.074	+ 3.386	— 2.888	+ 3.893	— 782	+ 1.138	+ 3.129
Nouveaux immigrants (1)	+ 1.376	+ 1.000	+ 602	+ 622	+ 1.529	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)
Touristes	+ 3.705	+ 2.604	+ 17.921	+ 30.513	+ 18.500	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)
Catégories diverses (2)	+ 18.849	+ 5.678	+ 15.982	+ 18.992	+ 21.810	(3) + 6.947	(3) + 15.748	(3) + 14.705	(3) + 17.598	(3) + 11.720

(1) Travailleurs et membres de famille entrant pour la première fois en France, en possession des documents requis par les accords de circulation ou d'établissement pour exercer une activité salariée et accompagner ou rejoindre un chef de famille. — (2) Diplomates, fonctionnaires et assimilés, étudiants et leurs familles. — (3) Depuis janvier 1982 les nouveaux migrants, les touristes et catégories diverses ne sont plus comptés à part.

TABLEAU B.03-3

Étrangers et travailleurs salariés de la Communauté économique européenne introduits par l'ONI, par nationalité

Source : ONI

Nationalité	Travailleurs permanents et membres de leurs familles						Travailleurs saisonniers
	Nombre de familles (1)	Nombre total de personnes (1)	Travailleurs	Membres des familles (1)			
				Total (2)	dont		
					Conjoints	Enfants	
Allemande	—	890	890	—	—	—	—
Belge	—	745	745	—	—	—	61
Espagnole	138	372	186	186	117	57	64.681
Italienne	—	1.143	1.143	—	—	—	7
Marocaine	3.950	8.213	493	7.720	3.618	4.049	3.716
Portugaise	1.321	1.802	171	1.631	1.032	574	12.453
Tunisienne	1.477	2.421	188	2.233	1.421	804	481
Turque	1.996	4.302	35	4.267	1.887	2.368	—
Yougoslave	286	441	80	361	233	124	84
Autres	6.682	18.049	7.307	10.742	5.838	4.713	187
Total année 1986	**15.850**	**38.378**	(3) **11.238**	**27.140**	**14.146**	**12.689**	**81.670**
Année 1985	*19.122*	*43.504*	*10.959*	*32.545*	*17.022*	*14.873*	*86.180*
Année 1984	*21.678*	*51.426*	*11.804*	*39.621*	*19.336*	*19.349*	*93.220*
Année 1983	*23.103*	*64.250*	*18.483*	*45.767*	*20.460*	*24.011*	*101.857*
Année 1982	*22.563*	*144.358*	*96.962*	*47.396*	*19.755*	*26.125*	*107.084*
Année 1981	*19.836*	*75.022*	*33.433*	*41.589*	*17.444*	*23.136*	*117.542*
Année 1980	*20.029*	*59.390*	*17.370*	*42.020*	*17.775*	*23.223*	*120.436*
Année 1979	*19.865*	*56.695*	*17.395*	*39.300*	*17.547*	*20.730*	*124.715*
Année 1978	*21.099*	*58.479*	*18.356*	*40.123*	*18.458*	*20.525*	*122.658*
Année 1977	*26.958*	*75.074*	*22.756*	*52.318*	*23.843*	*26.997*	*112.116*
Année 1976	*29.071*	*84.326*	*26.949*	*57.377*	*25.071*	*30.628*	*121.474*

(1) Les familles des travailleurs CEE ne figurent pas dans la statistique. — (2) Y compris les ascendants et collatéraux. — (3) Y compris 1.371 autorisations provisoires de travail (détachés, stagiaires, chercheurs, etc.).

TABLEAU B.03-4

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'ONI, par âge, sexe et état matrimonial

Source : ONI

Âge	Ensemble des travailleurs	Hommes		Femmes
		Total	*dont :* mariés	Total
Moins de 20 ans	279	160	4	119
20 à 24 ans	2.279	1.130	85	1.149
25 à 29 ans	3.074	1.950	436	1.124
30 à 34 ans	2.130	1.557	795	573
35 à 39 ans	1.357	1.074	767	283
40 à 44 ans	900	713	585	187
45 ans et plus	1.219	1.003	836	216
Total année 1986	**(1) 11.238**	**7.587**	**3.508**	**3.651**
Année 1985	*10.959*	*7.375*	*3.388*	*3.584*
Année 1984	*11.804*	*7.950*	*3.490*	*3.854*
Année 1983	*18.483*	*13.583*	*5.427*	*4.900*
Année 1982	*96.962*	*79.401*	*31.241*	*17.556*
Année 1981	*33.433*	*26.613*	*11.491*	*6.820*
Année 1980	*17.370*	*12.558*	*5.902*	*4.812*
Année 1979	*17.395*	*12.197*	*5.713*	*5.198*
Année 1978	*18.356*	*13.158*	*5.825*	*5.198*
Année 1977	*22.756*	*16.389*	*7.098*	*6.367*
Année 1976	*26.949*	*19.802*	*8.429*	*7.147*

(1) Y compris 1.371 autorisations provisoires de travail (détachés, stagiaires, chercheurs, etc.).

TABLEAU B.03-5

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'ONI, par activité économique, profession et nationalité

Source : ONI

Situation professionnelle	1981	1982	1983	1984	1985	Total	Allemands	Espagnols	Italiens	Marocains	Portugais	Tunisiens	Turcs	Yougoslaves
Activité économique (1)														
Forêts	330	1.259	25	14	11	19	1	4	2	1	—	—	3	1
Agriculture, pêche	2.050	7.054	213	155	120	135	18	1	32	1	14	1	—	1
Combustibles minéraux solides	23	80	32	8	6	5	—	—	1	1	—	1	—	—
Autres industries extractives	14	41	17	6	11	5	—	—	—	—	1	—	—	
Production et transformation des métaux (2)	1.290	2.002	1.015	812	809	870	113	36	96	11	9	6	4	3
Verre et matériaux de construction	141	233	45	54	41	66	1	1	2	1	1	—	—	—
Bâtiment et travaux publics	7.498	19.591	1.001	615	655	728	27	12	191	15	37	8	5	3
Autres industries	6.172	10.492	1.313	1.582	1.352	1.317	105	15	128	58	10	17	10	9
Commerce	7.837	16.673	3.406	3.121	2.899	2.923	262	16	407	196	20	86	2	22
Services	3.280	9.148	878	610	505	533	11	1	34	22	38	7	3	1
Autres activités (3)	4.798	9.835	5.289	4.733	4.549	4.637	352	100	250	187	41	62	8	40
Non déclaré	—	20.554	5.249	94	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	**33.433**	**96.962**	**18.483**	**11.804**	(4)10.959	**11.238**	**890**	**186**	**1.143**	**493**	**171**	**188**	**35**	**80**
Profession														
Manœuvres	6.178	15.801	637	382	193	165	2	2	10	4	12	1	2	2
Ouvriers spécialisés	17.068	44.054	4.481	4.502	3.106	3.037	240	13	436	162	79	75	15	15
Ouvriers professionnels	7.033	12.736	4.466	3.573	4.021	3.751	346	38	421	222	36	56	5	23
Cadres et techniciens	3.154	3.813	3.650	3.253	3.638	4.285	302	133	276	105	44	56	13	40
Non déclaré	—	20.558	5.249	94	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	**33.433**	**96.962**	**18.483**	**11.804**	(4)10.959	**11.238**	**890**	**186**	**1.143**	**493**	**171**	**188**	**35**	**80**

(1) D'après la nomenclature utilisée par l'ONI. — (2) Y compris : sidérurgie, fonderie et travail des métaux, construction mécanique, automobile, électrique, navale, aéronautique, armement. — (3) Transports, banques, assurances, professions libérales et administrations, santé, enseignement et recherche. — (4) Y compris 1.371 autorisations provisoires de travail (détachés, stagiaires, chercheurs, etc.).

SOURCES DE DOCUMENTATION

Migrations intercensitaires :

— *Recensement de 1962. Migrations 1954-1962*, INSEE, Paris 1973.

— « Les migrations entre régions et au niveau catégories de communes de 1954 à 1962 », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 4.

— « Les migrations intercensitaires de 1962 à 1968 », *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 39.

— « Principaux résultats du recensement de 1975. » *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 52.

— « Les migrations intérieures entre 1968 et 1975 ». *Économie et statistique*, n° 107, janvier 1979.

— « Structure de la population totale », volume « Bordeaux », Recensement de 1982, INSEE.

— R.P. 1982, sondage au 1/20. « Les étrangers », INSEE, *La documentation française*.

Migrations annuelles :

- ONI :

— *Statistiques de l'immigration*, publication annuelle de l'ONI.

- Ministère de l'Intérieur :

— *Les étrangers en France*, publication annuelle du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (direction de la Réglementation et du Contentieux).

- Autres organismes :

— « L'immigration en France en 19.. », supplément annuel au *Bulletin mensuel des statistiques du travail*, publié par le ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (direction de la Population et de l'Émigration).

— « L'immigration en France en 19.. » (annuel). Rapport du SOPEMI, OCDE Paris.

Études :

— « La politique de l'immigration », Conseil économique et social, *Avis et rapports*, n° 6 du 23 mai 1975.

— « L'immigration étrangère en France de 1945 à 1973 », INED, *Travaux et documents*, cahier n° 71.

— Les étrangers au recensement de 1975, *La documentation française*, Paris 1977.

— *Le dossier de l'immigration*, ministère du Travail et de la Participation, secrétariat d'État à la Condition des travailleurs immigrés, Paris, novembre 1978.

— « Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ? » *Économie et statistique*, n° 149, novembre 1982. Article reprenant les « premières estimations » publiées en juillet 1982 sur le recensement de population du 4 mars 1982.

— « Démographie, immigration, naturalisation », *La documentation française*, Paris, juin 1980.

— Recensement général de la population de 1975 : nationalité, *Les Collections de l'INSEE*, série D, n° 83.

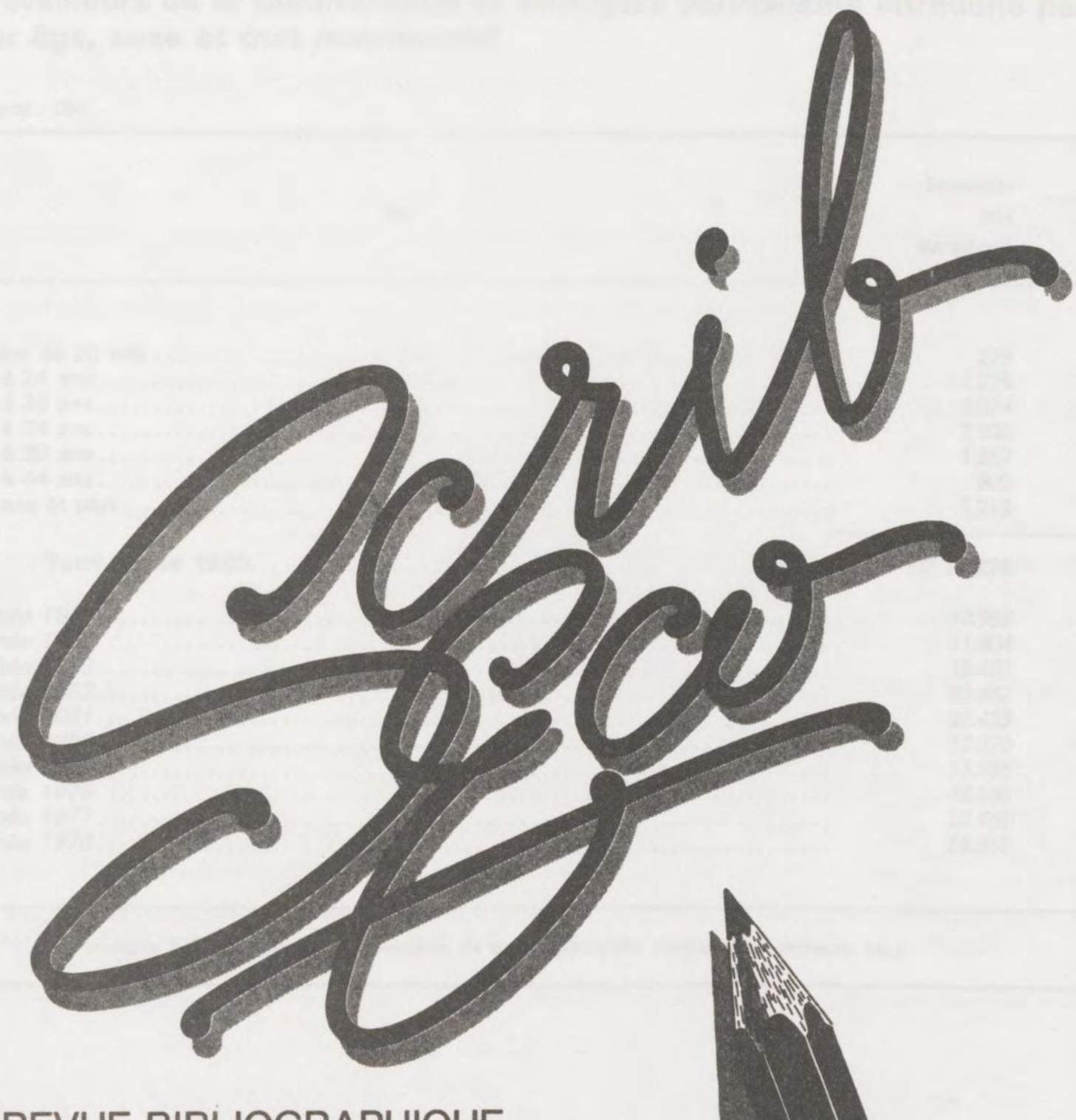
— « Les migrations externes. Approches diverses de quelques aspects significatifs du fait migratoire en France », ministère des Affaires sociales et de la Solidarité. *Revue française des Affaires sociales*, n° spécial, avril-juin 1978.

— « L'immigration clandestine en France », ministère des Affaires sociales et de la Solidarité. Travail et Emploi, n° 17, juillet-septembre 1983.

— « Immigration clandestine. La régularisation des travailleurs « sans papiers » 1981-1982 », numéro spécial du *Bulletin mensuel des statistiques du Travail*, n° 106, décembre 1983.

— « Les étrangers en France », INSEE, *Contours et caractères*, 1986.

— « Évaluation des départs entre 1975 et 1982 », Lebon et Samora, *Revue européenne de migrations*, Poitiers 1984.



REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

Reflet fidèle du fonds documentaire de l'INSEE, SCRIBECO couvre la théorie économique, l'économétrie et l'économie sectorielle, en France et à l'étranger, notamment pour les pays en voie de développement.

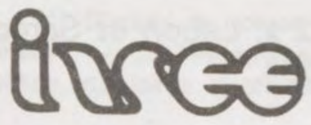
Abonnement 1 an (6 numéros)
France 520 F, étranger 640 F.
le numéro 127 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT C 96

à retourner à INSEE - CNGP, BP 2718, 80027 AMIENS Cedex.

Veuillez noter mon abonnement à **SCRIBECO,**
6 numéros au prix de 520 F (France), 640 F (étranger)

Nom : .....
Activité : .....
Adresse : .....
Tél. : .....
Ci-joint ☐ mandat ☐ chèque postal ☐ chèque bancaire



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre B.04

Nationalité

1. Actes juridiques recensés

2. Acquisitions de la nationalité française

3. Pertes et refus d'acquisition de la nationalité française

Le dénombrement des étrangers au recensement de mars 1982 et les caractéristiques de cette population (sexe, âge, nationalité) sont repris dans le chapitre « État de la population », de l'édition 1984 de cet annuaire.

1. Actes juridiques recensés

Les actes juridiques relatifs à la nationalité française faisant l'objet des présentes statistiques concernent uniquement les acquisitions et pertes contrôlées par le *ministère des Affaires sociales et de l'Emploi* (direction de la Population et des migrations).

La législation sur la nationalité a fait l'objet, ces dernières années, de modifications importantes.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié *le Code de la nationalité française* tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 et la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage règlent actuellement les questions d'acquisition et de la perte de la nationalité française.

2. Acquisitions de la nationalité française

Les acquisitions volontaires de la nationalité française comprennent les acquisitions par décret et les déclarations de nationalité, à l'exclusion donc des acquisitions *accordées de plein droit dans certaines circonstances (atteinte de la majorité, incorporation dans l'armée).*

« En particulier ne sont incluses dans les acquisitions volontaires, ni les attributions de la nationalité française (de plein droit à la naissance) pour certains enfants (enfants nés de parents dont au moins un est français ou enfants nés en France de parents étrangers dont l'un au moins est lui-même né en France — ce cas concerne notamment les enfants nés en France depuis le 1er janvier 1963 de parents nés en Algérie avant l'indépendance — ou encore enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière de la part d'un Français), ni les acquisitions à la majorité (s'il s'agit d'enfants nés en France de parents étrangers et y ayant résidé de façon continue durant les cinq années précédant leur majorité). »

· *Les acquisitions obtenues par décret*

Elles concernent des étrangers qui en font la demande et remplissent certaines conditions, mais le Gouvernement est toujours libre d'accorder ou de refuser cette nationalité. Elles se divisent en trois catégories :

— les naturalisations proprement dites;

— les réintégrations de certains Français ayant perdu la nationalité française;

— les enfants mineurs bénéficiant des décrets de naturalisation ou de réintégration de leurs parents.

· *Les déclarations de nationalité*

Elles sont souscrites par des étrangers remplissant certaines conditions; c'est un droit accordé à ces personnes

---

Ce chapitre a été élaboré avec le concours du ministère des Affaires sociales et de l'Emploi.

et le Gouvernement ne peut s'y opposer par décret que pour des motifs explicitement prévus par la loi. On distingue :

— les déclarations en vue d'acquérir la nationalité française : enfant né en France de parents étrangers et résidant depuis cinq ans en France : enfant adopté (adoption simple) ou recueilli et élevé en France; conjoint d'un Français : personne ayant joui de la possession d'état de Français pendant les dix dernières années;

— les déclarations de réintégration réservées à certains Français d'origine ayant perdu la nationalité française et qui ont conservé ou acquis avec la France des liens manifestes;

— les déclarations de réintégration visant les originaires des territoires d'outre-mer ayant accédé à l'indépendance;

— les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française (certains enfants d'étrangers naissent français mais ont le droit de répudier cette qualité dans les six mois qui précèdent leur majorité; cependant ils peuvent renoncer par avance à user de ce droit), et celles de reconnaissance (souscrites par les personnes qui souhaitent conserver la nationalité française que sans cette formalité elles perdraient en raison de l'accession à l'indépendance de leur territoire d'origine) font l'objet ici d'une inscription particulière.

3. Pertes et refus d'acquisition de la nationalité française

Les pertes et refus d'acquisition de la nationalité française contrôlés se divisent en trois catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui vont acquérir ou ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), options suisses, décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);

— les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances;

— les refus d'acquisition de la nationalité française : déclarations pour décliner la nationalité française, décrets d'opposition à l'acquisition.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention franco-tunisienne du 3 juin 1955 et par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mars 1963.

❖
❖ ❖

TABLEAU B.04-1

Pertes, refus et acquisitions de la nationalité française par nature juridique

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ENSEMBLE DES RÉSIDENCES (1)										
Pertes et refus - Ensemble	**2.418**	**1.680**	**1.777**	**1.240**	**1.430**	**1.909**	**2.149**	**1.966**	**(3) 1.815**	**2.059**
Acquisitions par décret	26.674	30.667	32.906	34.105	30.982	31.504	34.400	28.459	19.990	20.056
soit : naturalisations	*18.006*	*20.140*	*21.610*	*22.539*	*20.164*	*20.203*	*21.541*	*18.073*	*13.213*	*13.635*
réintégrations	*1.021*	*1.538*	*1.676*	*1.570*	*1.562*	*1.977*	*2.811*	*2.349*	*1.557*	*1.599*
mineurs (2)	*7.647*	*8.989*	*9.620*	*9.996*	*9.256*	*9.324*	*10.048*	*8.037*	*5.220*	*4.822*
Acquisitions par déclarations réellement acquisitives	*r* 14.664	14.421	15.176	16.833	15.808	20.599	19.611	20.368	19.705	15.517
Acquisitions - Ensemble	**41.338**	**45.088**	**48.082**	**50.938**	**46.790**	**52.103**	**54.011**	**48.827**	**39.695**	**35.573**
Déclarations de reconnaissance de la nationalité française	12	115	3.263	3.160	106	20	4	1	—	
Déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française	50	43	53	39	20	26	19	8	19	2
FRANCE MÉTROPOLITAINE										
Acquisitions par décret	26.120	29.915	32.056	33.407	30.194	30.750	33.561	27.637	(5) 16.237	●
soit : naturalisations	*17.644*	*19.691*	*21.069*	*22.064*	*19.651*	*19.714*	*20.997*	*17.603*	*(5) 10.742*	●
réintégrations	*1.007*	*1.508*	*1.654*	*1.552*	*1.553*	*1.968*	*2.800*	*2.329*	*(5) 1.276*	●
mineurs (2)	*7.469*	*8.716*	*9.333*	*9.791*	*8.990*	*9.068*	*9.764*	*7.705*	*(5) 4.219*	●
Acquisitions par déclarations	13.546	13.163	(4) 13.575	(4) 15.249	(4) 14.202	(4) 17.685	●	●	●	14.709
Acquisitions - Ensemble	**39.666**	**43.078**	**45.631**	**48.656**	**44.396**	**48.435**	●	●	●	●

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence. — (2) Compris aux décrets des parents. — (3) Non compris les pertes sous option au titre de la convention franco-suisse (1er de la Convention franco-suisse). — (4) Non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française et les déclarations de reconnaissance de la nationalité française. — (5) Pour 1983 les valeurs indiquées ne représentent pas la totalité des acquisitions par décret, pour la France métropolitaine, les données complètes ne peuvent être fournies.

TABLEAU B.04-2

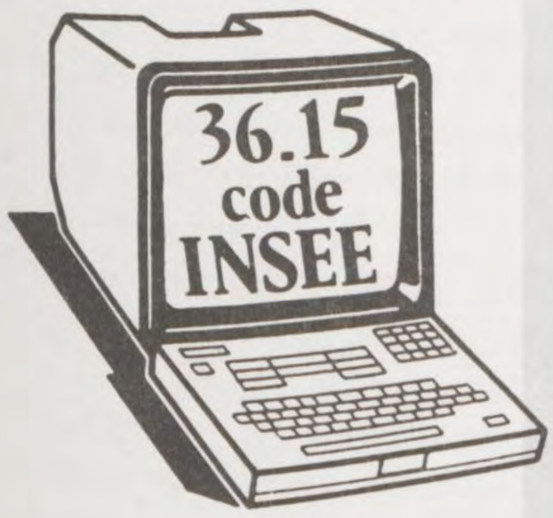
Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure

[Ensemble des résidences] (1)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'emploi

Nationalité antérieure	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 (2)	1984 (2) (3)	1985 (2) (3)
Nationalités d'Europe (sauf URSS). Total	●	●	●	●	●	●	●	●	●	*7.603*	*14.445*
Allemands	296	240	355	281	217	171	233	174	103	93	132
Autrichiens	31	42	16	41	30	20	25	22	9	9	16
Belges	250	325	353	344	276	271	255	265	173	187	284
Britanniques	140	218	230	255	240	230	323	222	110	122	190
Bulgares	24	49	36	35	38	23	47	14	21	37	155
Espagnols	6.433	7.122	6.826	6.269	5.465	5.191	5.672	4.286	2.011	1.918	3.840
Grecs	163	182	155	180	181	156	126	103	58	77	104
Hongrois	340	192	212	180	164	111	93	92	57	96	108
Italiens	5.827	6.322	6.513	6.916	5.200	4.479	3.866	3.342	1.609	1.590	2.529
Luxembourgeois	7	4	8	12	20	4	10	5	2	9	13
Néerlandais	50	50	52	75	46	30	16	40	6	18	31
Polonais	1.168	1.276	1.351	1.469	1.125	946	1.025	798	441	577	828
Portugais	3.803	4.197	4.615	6.762	6.064	6.315	6.135	4.703	1.832	2.006	4.891
Roumains	166	213	185	154	155	122	109	171	46	138	206
Suisses	101	148	155	110	102	89	106	105	66	65	71
Tchécoslovaques	100	125	151	106	120	88	70	57	37	38	54
Yougoslaves	853	978	1.098	977	960	983	1.020	1.000	391	603	959
Autres nationalités d'Europe	●	●	●	●	●	●	●	●	●	20	34
Nationalités d'Afrique. Total	●	●	●	●	●	●	●	●	●	*3.373*	*6.809*
Algériens	701	824	921	987	1.198	1.688	2.499	2.004	1.140	1.268	1.933
Égyptiens	36	51	64	45	48	61	46	64	37	48	85
Marocains	1.451	1.445	1.478	1.080	1.249	1.446	1.889	1.693	764	858	1.997
Tunisiens	1.599	1.404	1.620	1.432	1.368	1.395	1.340	1.044	456	531	1.081
Autres nationalités d'Afrique	●	●	●	●	●	●	●	●	●	668	1.713
Nationalités d'Amérique	●	●	●	●	●	●	●	●	●	*447*	*1.013*
Américains des U.S.A.	17	24	41	30	22	22	19	26	16	12	38
Autres nationalités d'Amérique	●	●	●	●	●	●	●	●	●	435	975
Nationalité d'Asie-Océanie (sauf U.R.S.S.). Total	●	●	●	●	●	●	●	●	●	*3.734*	*7.135*
Arméniens	86	121	96	157	118	110	127	42	—	—	—
Chinois	155	152	230	228	224	206	191	194	156	153	262
Libanais	200	301	605	311	521	679	653	651	358	429	621
Syriens	146	176	220	159	134	174	245	187	102	89	147
Turcs	120	135	185	172	210	250	340	331	152	237	462
Vietnamiens	1.183	2.493	2.394	2.050	1.621	1.560	2.007	1.564	786	1.124	2.241
Autres nationalités d'Asie-Océanie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	1.702	3.402
Russes	*86*	*89*	*128*	*135*	*85*	*80*	*116*	*92*	*100*	*77*	*106*
Diverses ou non précisées	*1.142*	*1.769*	*2.613*	*3.153*	*3.781*	*4.604*	*5.797*	*5.168*	*3.731*	—	*102*
Ensemble	**26.674**	**30.667**	**32.906**	**34.105**	**30.982**	**31.504**	**34.400**	**28.459**	**14.770**	**15.234**	**29.610**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidences. — (2) Pour les années 1983, 1984 et 1985, les enfants mineurs pris en effet collectif (dont le total s'élève à 5.220 pour 1983, à 4.822 pour 1984 et à 11.978 pour 1985) ne sont pas compris, la ventilation par nationalité n'ayant pu être effectuée. — (3) À partir de l'année 1984, une ventilation plus précise et plus détaillée a pu être obtenue, ce qui a permis d'effectuer des regroupements par continent. Cependant, pour permettre des comparaisons avec les années antérieures à 1984, la même ventilation figurant dans les derniers annuaires a été conservée pour chaque continent. Le faible niveau des chiffres concernant les nationalités d'Océanie nous a amené à les regrouper avec les nationalités d'Asie. Il faut noter pour 1984 et 1985 quelques données importantes pour certaines nationalités. Nationalités d'Afrique : Togolais, pour 1984 : 99 et pour 1985 : 270; Mauriciens, pour 1984 : 436 et pour 1985 : 1031. — Nationalités d'Amérique : Haïtiens, pour 1984 : 99 et pour 1985 : 352; Argentins, pour 1985 : 111; Chiliens, pour 1984 : 130 et pour 1985 : 205. — Nationalités d'Asie-Océanie : Cambodgiens, pour 1984 : 685 et pour 1985 : 1.434; Indous, pour 1985 : 111; Iraniens, pour 1984 : 98 et pour 1985 : 138; Laotiens, pour 1984 : 689, et pour 1985 : 1.377.



SOURCES DE DOCUMENTATION

Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, service des Études et de la Statistique, direction de la Population et des Migrations, sous-direction des Naturalisations, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris. Tél. : (1) 40 56 60 00.

Publications diverses :

— « La réforme du droit de la nationalité, loi du 9 janvier 1973 », *Notes et études documentaires,* n° 4115, du 30 septembre 1974, édité par la Documentation française.

— « La nationalité française », Textes et documents, ministère de la Justice, Paris, la Documentation française, 1985.

contours
et **CARACTÈRES**

LES ÉTRANGERS EN FRANCE

Histoire et raisons de l'immigration - Naturalisations - Résidence - Sexe et âge - Mouvement de population - Population active - Travail - Emploi - Salaires - Ménages et familles - Scolarisation - Délinquance - Conditions de vie - Transferts d'économie - Migrations internationales pour l'emploi... 27 rubriques esquissent les contours et caractères des populations étrangères en France...

Y figurent, dans une présentation pratique (définitions, tableaux commentés, renvois à d'autres sources), les caractéristiques structurelles, les évolutions sur quelques années. Les principales données sur les étrangers sont mises en regard de celles concernant la population française.

L'ouvrage 21 × 29,7 cm, 64 pages, 40 F.

INFORMATION - CONSULTATION - VENTE : C 19
Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

C

Emploi, salaires et revenus

contours
et **CARACTÈRES**

LES ÉTRANGERS EN FRANCE

Histoire et raisons de l'immigration - Naturalisations - Résidence - Sexe et âge - Mouvement de population - Population active - Travail - Emploi - Salaires - Âge, âges et années - Scolarisation - Logement - Conditions de vie - Travailleurs à domicile - Marginalisation - Conditions pour l'avenir - Les étrangers coûtent-ils cher à la France ? - Les étrangers coûtent-ils cher aux prestataires étrangères en France...

Il faut avant tout une définition précise des définitions.

3

Emploi, salaires et revenus

L'ouvrage 21 × 29,7 cm, 64 pages, 40 F

INFORMATION - CONSULTATION - VENTE

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Chapitre C.01

Population active
Emploi

1. Évaluation annuelle de la population active
2. Agents de l'État et des collectivités locales
3. Intérim et contrats à durée déterminée
4. Marché du travail
5. Départements d'outre-mer
6. Dépenses pour l'emploi

1. Évaluation annuelle de la population active

(tableaux 1 à 3)

La *population active résidente,* incluant ou non les militaires du contingent, peut être appréhendée de deux façons différentes : dans une première approche, celle implicitement retenue dans le tableau 1, on applique à la population totale résidente par sexe et âge des taux d'activité estimés d'après l'enquête emploi. Le tableau 1 fournit les taux d'activité au sens du *Bureau international du travail,* c'est-à-dire les rapports de la population active au sens du BIT à la population totale par sexe et âge. Ces taux sont ceux observés à l'enquête emploi de mars (ou avril-mai) de chaque année.

Dans une deuxième approche, celle suivie pour le tableau 2, on recense les personnes employées dans les différents secteurs d'activité économique (cf. § 11 ci-après) et d'autre part les personnes au chômage, selon les recommandations du BIT (cf. § 12 ci-après).

Les estimations obtenues selon chacune de ces deux approches sont présentées dans le *Rapport annuel sur les comptes de la Nation.*

11. La population employée

(tableaux 4 à 6)

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population employée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

La prise en compte du recensement de la population de mars 1982 (résultats du sondage au 1/4) a entraîné une procédure de révision des séries publiées auparavant sur la période 1967-1984.

Les séries publiées à partir de la base au 31 décembre 1981 sont obtenues par application des indicateurs d'évolution issus essentiellement des statistiques de l'UNEDIC [Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce].

L'UNEDIC produit depuis 1961, au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs de salariés relevant du régime des ASSEDIC [Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce], classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste pour que les indications statistiques ainsi fournies soient utilisables pour l'estimation de l'emploi. Aussi les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

— statistiques des ASSEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année;
— statistiques fournies par le *ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,* en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Cette enquête de conjoncture permet, d'une part de compléter le champ des activités relevant du régime ASSEDIC, d'autre part de calculer les évaluations, en moyenne annuelle, qui sont utilisées par la Comptabilité nationale;
— statistiques de source INSEE provenant principalement des recensements de la population et des enquêtes annuelles sur l'emploi.

Les recensements de la population fournissent, notamment, une répartition de la population employée (par conséquent, chômeurs et militaires du contingent exclus) suivant le sexe et l'activité économique principale des établissements employeurs, dont le regroupement constitue dans ce paragraphe les *secteurs d'établissement.*

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches, dont la définition a été donnée dans « Présentation de la Comptabilité nationale française » (*Collections de l'INSEE,* 1976, n° 51, série C); alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale, la branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. D'autre part, c'est l'*emploi intérieur* et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : c'est-à-dire que le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population employée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises, les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population employée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le numéro d'activité économique de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

La méthode utilisée pour établir l'estimation de la population salariée suivant le sexe et le secteur d'établissements au 31 décembre de chaque année repose essentiellement sur :

— les évolutions annuelles fournies par l'UNEDIC;
— les enquêtes sur l'emploi et certaines statistiques de caisses de prévoyance et assurances sociales, d'entreprises publiques, pour estimer les salariés non couverts par l'UNEDIC : secteur public, agriculture, services non marchands.

Par ailleurs, le nombre de non-salariés est estimé à partir des indications fournies par des caisses de retraite, des statistiques des caisses d'assurances sociales agricoles et de l'enquête emploi.

On peut enfin signaler que les statistiques ASSEDIC sont disponibles selon la taille de l'établissement : cette information brute portant sur le seul champ d'application du régime est fournie au tableau 6.

12. Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la *population disponible à la recherche d'un emploi,* ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et rechercher un.

La réalisation régulière de l'enquête sur l'emploi et les progrès réalisés quant à la fiabilité de ses résultats permettent maintenant de retenir la définition du chômage, recommandée par le *Bureau international du travail.* Pour être classé comme chômeur, quatre conditions sont requises :

— être dépourvu d'emploi;
— être à même de travailler;
— chercher un travail rémunéré;
— être en quête de ce travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête. Le principe de cette mesure est défini dans le n° 160 d'*Économie et Statistique :* « Les raisons du tassement du chômage à travers l'enquête emploi » par M. Cézard.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du *Bureau international du travail* présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'*Agence nationale pour l'emploi* et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en partie du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

2. Agents de l'État et des collectivités locales
(tableaux 7 à 13)

Jusqu'en 1969, les recensements des agents de l'État et des collectivités locales ont été effectués par voie de questionnaire. A partir de 1976, et après une première expérience réalisée en 1975, un système d'information statistique utilisant les *fichiers automatisés de paie* a été mis en place pour les *personnels de l'État, des établissements publics nationaux* et des *établissements d'enseignement privé sous contrat.*

La collecte des données a eu lieu tous les deux ans de 1976 à 1982; elle est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM, en TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les renseignements sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie *statutaire* (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les derniers résultats complets disponibles portent sur l'année 1984. Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels des organismes divers d'action centrale à statut privé, des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Depuis 1983 également, une enquête légère auprès de l'ensemble des *collectivités territoriales,* en métropole et dans les départements d'outre-mer, est organisée chaque année par l'INSEE afin de suivre l'évolution des effectifs employés au 31 décembre par statut, sexe, condition d'emploi et type de collectivité ou d'organisme. Les résultats au 31 décembre 1985 sont disponibles. Cette enquête inclut les offices publics d'HLM et les organismes de droit privé financés majoritairement par les collectivités locales mais ne concerne pas les personnels des établissements publics autonomes relevant du ministère des Affaires sociales (hôpitaux généraux ou spécialisés, hospices et maisons de retraite) : en effet, les enquêtes annuelles effectuées par ce ministère auprès des établissements sanitaires et sociaux, publics et privés, couvrent tous les aspects liés à leur activité et ont donc un volet « effectifs ». Le tableau 12 fait la synthèse des deux sources d'information.

Entre 1969 et 1983, les agents des collectivités territoriales *stricto sensu* (hôpitaux publics, offices d'HLM et organismes privés exclus) ont été étudiés à travers diverses enquêtes, de contenu et de champ variables, réalisées par l'INSEE et le ministère de l'Intérieur : 1976 et 1979 pour les personnels départementaux, 1973, 1977 et 1980 pour les personnels communaux, hors Paris (tableau 13). Ces enquêtes, dont certaines avaient la forme de recensements individuels, étaient limitées à la connaissance de l'emploi (grades, diplômes, formation, ...) : en dehors de l'indice hiérarchique de rémunération, elles n'ont apporté aucune information sur les salaires.

3. Intérim et contrats de travail à durée déterminée
(tableaux 14 à 19)

L'opération de *travail intérimaire* consiste à mettre à la disposition provisoire d'entreprises clientes des salariés que, en fonction d'une qualification convenue, l'entreprise de travail intérimaire embauche et rémunère à cet effet.

Le travail intérimaire est temporaire à deux *titres :*

— la *durée du travail* chez l'utilisateur est convenue à l'avance, *limitée dans le temps* et, selon la loi, la « mission » doit avoir une durée inférieure à vingt-quatre mois;

— le *contrat de travail* liant le salarié intérimaire à l'entreprise de travail intérimaire est également *temporaire* et *d'une durée égale à celle de la « mission ».*

L'entreprise de travail temporaire s'engage vis-à-vis de l'entreprise cliente sur une durée du travail et une qualification du personnel intérimaire et non sur la fourniture d'une prestation précise de biens ou services. Le personnel intérimaire effectue le travail sous la direction et la responsabilité de l'entreprise utilisatrice.

Ces caractéristiques, jointes à la durée temporaire du contrat de travail, permettent de distinguer le travail intérimaire des autres formes de mise à disposition de personnel : travail en régie (par exemple pour l'entretien, le nettoyage, le gardiennage...), délégation de personnel (une entreprise met un de ses salariés « permanents » à la disposition, temporaire ou permanente, d'une autre entreprise appartenant en général au même groupe, ...).

Le travail intérimaire n'a pris un développement important en France qu'à la fin des années soixante. La progression de ce type d'emplois a été depuis très forte.

Devant ce développement, les pouvoirs publics ont été amenés à réglementer la profession par la loi du 3 janvier 1972 (complétée par le décret de janvier 1973) et la loi du 2 janvier 1979, puis par l'ordonnance n° 82-131 du 5 février 1982 (complétée par les décrets n° 82-197 et n° 82-198 du 26 février 1982 relatifs aux formalités administratives et au taux de l'indemnité de précarité d'emploi). Ces mesures ont pour but de limiter le recours abusif aux emplois temporaires, de protéger les salariés intérimaires, de moraliser la profession. Elles ont été pérennisées par suppression de l'article 16 de l'ordonnance n° 82-131 qui limitait l'application de celle-ci à trois ans (loi de ratification n° 85-10 du 3 janvier 1985).

De plus, la loi n° 85-772 du 25 juillet 1985, portant diverses modifications d'ordre social, porte à 9 le nombre de cas de recours au travail temporaire.

La loi spécifie que l'activité de travail temporaire est exclusive, « toute activité de travail temporaire s'exerçant en dehors d'une telle entreprise est interdite ».

La loi limite les cas de recours au travail temporaire aux cas suivants :

Situation 1 : remplacement d'un salarié :

— salarié absent pour une durée limitée;

— attente de l'entrée en service effectif d'un nouveau salarié sous contrat à durée indéterminée;

— départ définitif d'un salarié précédent une restructuration.

Situation 2 : accroissement de l'activité de l'entreprise :

— surcroît exceptionnel et temporaire d'activité;

— tâche occasionnelle;

— commande exceptionnelle;

— travaux urgents.

Situation 3 : travaux temporaires par nature :

— travaux saisonniers;

— emplois pour lesquels il est d'usage de recourir à l'intérim.

L'activité du travail temporaire est le fait, d'une part d'un grand nombre de petites entreprises, souvent à durée

d'existence relativement courte, gérant un ou deux établissements, d'autre part d'un nombre restreint de grosses entreprises; elle tend à se concentrer autour de ces dernières, qui possèdent un rayonnement important, de par la multiplicité croissante de leurs agences.

Les exploitations statistiques réalisées par l'UNEDIC permettent de suivre la démographie des établissements de travail temporaire et les effectifs salariés correspondants. On notera que le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (Service des études et de la statistique) gère également un fichier de ces établissements et observe un certain nombre de données sur le travail intérimaire.

Dans les tableaux 16 à 18 issus de l'*Enquête-emploi,* on a rapproché les caractéristiques des travailleurs intérimaires de celles des personnes titulaires de contrats à durée déterminée.

Le *contrat de travail à durée déterminée* — particulièrement utilisé dans certains secteurs d'activité : réparation navale, forestage, déménagement, hôtellerie, enseignement, etc. — est un contrat écrit. Lorsqu'il comporte un terme fixé avec précision, il peut être renouvelé deux fois s'il comporte une clause le prévoyant, pour des durées au plus égales à la période initiale.

L'ordonnance n° 82-130 du 5 février 1982, modifiant les dispositions du Code du travail relatives au contrat à durée déterminée, ratifiée par la loi n° 85-10 du 3 janvier 1985 portant diverses dispositions d'ordre social, affirme le principe selon lequel le contrat de travail de droit commun est à durée indéterminée, le recours au contrat à durée déterminée étant limité à des cas où l'emploi à pourvoir ne présente manifestement pas un caractère permanent. La loi n° 85-772 du 25 juillet 1985, portant diverses modifications d'ordre social, porte à 12 le nombre de cas possibles de recours aux contrats à durée déterminée.

L'ordonnance n° 86-948 du 11 août 1986 stipule que les contrats à durée déterminée sont conclus :
— pour l'exécution d'une tâche précise et non durable;
— pour une durée qui ne peut le plus souvent dépasser vingt-quatre mois;
— par écrit.

Mais elle supprime le nombre antérieur de cas de recours possibles (12) aux contrats à durée déterminée.

L'ordonnance n° 86-948 du 11 août 1986 stipule également qu'une entreprise utilisatrice peut faire appel à des travailleurs intérimaires pour l'exécution temporaire de toute tâche précise et non durable. Mais elle supprime le nombre antérieur de cas de recours possibles à l'intérim.

4. Marché du travail
(tableaux 20 à 23)

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir les tableaux ci-après sont recueillies auprès des *directions départementales du Travail et de l'emploi* ou des différentes agences locales pour l'emploi; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par le *Service des études et de la statistique du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.*

Le tableau 20 présente, pour les dernières années, principaux résultats sur le chômage à travers un cert nombre d'indicateurs. D'autres données significatives l'évolution du marché du travail sont fournies dans tableaux 21 à 23.

Les *demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)* conc nent les travailleurs sans emploi recensés dans agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mo Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à recherche d'un emploi à durée indéterminée, à tem plein. Les demandeurs d'emploi à temps partiel (DEPF ou saisonnier ou temporaire (DETFM), sont égaleme comptabilisés dans des catégories séparées, depuis mois de mars 1983.

Les *offres d'emploi en fin de mois (OEFM)* sont offres d'emploi à temps plein à durée indéterminée posées par les employeurs dans les agences locales p l'emploi et qui, au dernier jour du mois, n'ont pas enc été satisfaites.

Les *offres d'emploi à temps partiel (OEPFM) et à dé déterminée (OETFM)* sont également décomptées d des catégories séparées depuis le mois de novem 1982.

Des *statistiques de flux* sont également établies, not ment sur les demandes d'emploi enregistrées ou s faites (par placement ou annulation) chaque mois chaque trimestre (tableau 22).

Ces statistiques sont publiées, en données corrigées variations saisonnières, dans le *Bulletin mensuel statistiques du travail* (ministère du Travail, de l'Emplo de la Formation professionnelle) et le *Bulletin mensue statistiques* (INSEE).

Les statistiques du chômage indemnisé données dan tableau 19 correspondent au système d'indemnisation chômage mis en place à partir du 1er juillet 1979 réformé à partir du 1er avril 1984.

Le système est présenté au chapitre C. 04 « Presta sociales ».

Les bénéficiaires des différents régimes de préretraite sont pas comptabilisés avec les demandeurs d'emplo fin de mois. Aussi sont-ils exclus de la statistique demandeurs d'emploi en fin de mois, ainsi que de du chômage indemnisé.

Le tableau 21 contient des informations concerna chômage partiel et les licenciements économiques. renseignements sont établis à l'aide d'états dressés les directions départementales du Travail et de l'Em lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de *mage partiel,* ou du recueil des *demandes d'autorisati de licenciement.*

5. Départements d'outre-mer
(tableaux 24 et 25)

Les taux d'activité sont calculés en rapportant chaque groupe d'âges les actifs (employés ou no l'effectif total du groupe d'âges. Les personnes n'a pas répondu, si elles sont actives ou non (activité déclarée) sont donc exclues du calcul des taux d'act Les effectifs d'activité non déclarée ont cependant fournis comme test de qualité des réponses.

Ont été considérées comme actives, les personnes qui, la semaine précédant leur recensement :

— ont exercé une activité rémunérée (même si la personne était en congé annuel payé ou en congé maladie);

— ont cherché du travail.

6. Dépenses pour l'emploi
(tableau 26)

Le tableau 26 vise à présenter un bilan des dépenses pour l'emploi. Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en œuvre par le ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, mais également celles gérées par les autres administrations (ministères de l'Agriculture, de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports, secrétariat d'État chargé du Tourisme, etc.). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

La typologie des « Comptes de l'emploi » (1) comporte sept rubriques :

— *l'indemnisation du chômage total* comprend les prestations de chômage;

— *l'incitation au retrait d'activité* englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité ainsi que le système d'aides du ministère de l'Agriculture visant à favoriser les départs d'agriculteurs âgés;

— *le maintien de l'emploi* recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du CIASI, du FSAI et le plan textile;

— *la promotion de l'emploi et création d'emploi* comprend l'ensemble du système d'aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les emplois d'utilité collective et d'initiative locale;

— *l'incitation à l'activité* regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés;

— *la formation professionnelle* reprend les opérations de formation professionnelle réalisées au profit soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les entreprises, les ASSEDIC ou les fonds d'assurance formation;

— *le perfectionnement du fonctionnement du marché du Travail,* enfin, comptabilise les dépenses de l'Agence nationale pour l'emploi, celles liées à l'orientation des handicapés et les aides à la recherche d'emploi.

1. Cf. sources de documentation.

❖ ❖ ❖

TABLEAU C.01-1
Taux d'activité au sens du BIT, par sexe et groupe d'âge quinquennal
Situation à la date de l'enquête-emploi (mars ou avril-mai)

Source : INSEE

Âge (en années révolues) au 1er janvier de l'année n + 1		1976		1977		1978		1979		1980		1981		■ 1982		1983		1984		1985		1986	
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
De 15 à 19 ans.....	(a)	27,8	22,1	27,3	21,6	25,4	19,4	26,2	19,8	25,7	18,3	24,1	17,1	25,1	r 16,8	22,5	15,0	20,0	13,6	19,6	12,6	18,2	12,1
	(b)	26,2	22,1	25,7	21,6	23,9	19,4	24,6	19,8	23,7	18,3	22,4	17,1	r 22,5	r 16,8	r 20,6	15,0	17,9	13,6	17,6	12,6	16,5	12,1
De 20 à 24 ans.....	(a)	82,1	68,8	81,2	68,6	80,5	68,1	80,1	68,5	80,2	67,5	78,1	66,9	78,9	r 67,3	79,8	r 66,8	78,1	66,9	77,7	66,0	76,2	65,5
	(b)	72,0	68,8	71,5	68,6	70,1	68,1	71,0	68,5	71,2	67,5	68,8	66,9	r 69,5	r 67,3	r 69,9	r 66,8	69,0	66,9	68,1	66,0	66,3	65,5
De 25 à 29 ans.....	(a)	95,7	65,6	95,7	68,1	95,7	68,1	95,4	69,5	95,4	69,9	94,9	69,7	95,4	71,1	95,4	r 73,0	94,8	73,5	94,8	74,2	95,2	77,0
	(b)	94,8	65,6	95,0	68,1	95,1	68,1	94,9	69,5	95,1	69,9	94,6	69,7	95,0	71,1	r 95,0	r 73,0	94,2	73,5	94,3	74,2	94,8	77,0
De 30 à 34 ans.....		98,2	60,3	98,0	61,8	98,2	63,2	98,2	65,8	98,0	66,2	97,8	67,2	97,9	69,5	r 97,6	r 70,1	97,2	70,9	97,2	71,1	97,2	72,5
De 35 à 39 ans.....		98,0	57,7	97,8	59,6	97,8	60,7	97,9	62,8	98,2	63,8	97,8	66,0	98,1	67,3	98,0	r 67,9	97,8	69,8	98,0	70,9	97,9	72,2
De 40 à 44 ans.....		97,4	57,0	97,0	57,7	97,6	58,8	97,6	60,1	97,4	62,0	97,6	66,0	97,1	65,4	97,5	r 67,6	97,1	68,6	97,2	70,3	97,3	71,0
De 45 à 49 ans.....		96,2	56,1	96,0	57,3	95,5	57,1	95,6	58,5	96,5	58,4	96,2	58,6	96,0	62,6	95,9	64,1	96,1	65,3	95,9	65,9	95,7	67,1
De 50 à 54 ans.....		93,6	51,8	93,4	52,5	92,9	52,0	92,9	53,1	92,9	54,7	92,4	56,8	91,4	57,6	91,6	56,7	91,4	58,1	91,2	57,8	90,8	59,1
De 55 à 59 ans.....		82,7	44,9	83,9	46,4	82,6	45,7	82,3	45,9	80,9	47,3	79,5	46,6	75,6	46,1	71,0	43,7	68,1	42,9	67,8	42,8	69,4	43,1
De 60 à 64 ans.....		51,5	27,7	48,8	27,2	45,0	24,1	45,1	24,0	47,6	27,3	42,5	25,3	40,0	23,3	33,6	20,6	31,1	19,0	30,8	18,9	27,4	18,4
De 65 à 69 ans.....		21,5	11,2	19,7	9,7	18,3	9,4	15,8	8,7	14,3	6,8	13,0	6,0	11,1	4,9	10,1	4,6	11,0	5,9	10,7	5,0	9,6	4,6
De 70 à 74 ans.....		10,6	4,3	9,0	3,8	8,5	3,6	7,6	3,9	7,5	2,7	6,8	2,7	5,5	2,4	5,4	2,7	5,7	2,6	4,9	2,2	3,9	1,5
De 75 ans et plus		4,8	1,8	4,8	2,1	4,4	1,6	3,3	1,6	3,5	1,5	3,1	1,4	2,7	1,2	2,3	1,0	2,2	1,0	2,1	1,0	2,3	0,9
Ensemble.....	(a)	**71,9**	**42,3**	**71,7**	**43,0**	**71,1**	**42,8**	**71,1**	**43,7**	**71,0**	**44,0**	**70,2**	**44,2**	**r 69,7**	**r 45,1**	**r 68,7**	**r 45,0**	**68,0**	**45,4**	**67,7**	**45,4**	**67,2**	**46,0**
	(b)	**70,6**	**42,3**	**70,4**	**43,0**	**69,8**	**42,8**	**69,9**	**43,7**	**69,9**	**44,0**	**69,1**	**44,2**	**r 68,4**	**r 45,1**	**r 67,5**	**r 45,0**	**66,8**	**45,4**	**66,5**	**45,4**	**66,0**	**46,0**

(a) Y compris le contingent. — (b) Non compris le contingent.

TABLEAU C.01-2

Population active : actifs occupés et chômeurs. Moyennes annuelles

Source : INSEE

Unités : Millier
Taux en %

		1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Salariés :										
Hommes		10.954,5	10.927,6	10.905,1	10.897,5	r10.778,0	10.754,6	10.634,1	r10.445,5	r10.332,2
Femmes		6.847,3	6.987,3	7.084,4	7.159,0	7.194,5	7.312,0	7.416,0	r7.465,3	r7.530,2
Ensemble		*17.801,8*	*17.914,9*	*17.989,5*	*18.056,5*	*17.972,5*	*18.066,6*	*18.050,1*	*r17.910,8*	*r17.862,4*
Non salariés :										
Hommes		2.372,2	2.351,7	2.333,6	2.312,5	2.287,2	2.253,4	2.215,0	r2.178,2	r2.153,7
Femmes		1.319,0	1.301,1	1.285,8	1.269,1	1.252,2	1.234,4	1.215,6	r1.198,3	r1.187,8
Ensemble		*3.691,2*	*3.652,8*	*3.619,4*	*3.581,6*	*3.539,4*	*3.487,8*	*3.430,6*	*r3.376,5*	*r3.341,5*
Chômeurs (1) :										
Hommes		r476,1	r522,8	r581,5	r589,9	r745,0	r844,4	r888,8	r1.082,5	r1.154,7
Femmes		r658,1	r677,9	r779,7	r877,0	r1.005,1	r1.078,4	r1.085,0	r1.240,6	r1.287,5
Ensemble		*r1.134,2*	*r1.200,7*	*r1.361,2*	*r1.466,9*	*r1.750,1*	*r1.922,8*	*r1.973,8*	*r2.323,1*	*r2.442,2*
Population active totale (1) :										
Hommes	(a)	r14.085,4	r14.095,8	r14.092,9	r14.064,5	r14.077,9	r14.118,1	r13.997,4	r13.962,4	r13.896,7
	(b)	r13.802,7	r13.802,1	r13.820,2	r13.799,9	r13.810,2	r13.852,4	r13.737,9	r13.706,2	r13.640,6
Femmes		r8.824,4	r8.966,3	r9.149,9	r9.305,1	r9.451,8	r9.624,8	r9.716,6	r9.904,2	r10.005,5
Ensemble	(a)	**r22.909,8**	**r23.062,1**	**r23.242,8**	**r23.369,6**	**r23.529,7**	**r23.742,9**	**r23.714,0**	**r23.866,6**	**r23.902,2**
	(b)	**r22.627,1**	**r22.768,4**	**r22.970,1**	**r23.105,0**	**r23.262,0**	**r23.477,2**	**r23.454,5**	**r23.610,4**	**r23.646,1**
Taux de chômage :										
Hommes	(a)	r3,4	3,7	4,1	4,2	r5,3	6,0	r6,4	r7,8	r8,3
	(b)	3,4	r3,8	4,2	4,3	r5,4	6,1	r6,5	7,9	r8,5
Femmes		r7,5	r7,6	r8,5	9,4	r10,6	11,2	r11,2	12,5	r12,9
Ensemble	(a)	**r5,0**	**5,2**	**5,9**	**6,3**	**7,4**	**8,1**	**8,3**	**9,7**	**r10,2**
	(b)	**5,0**	**5,3**	**r5,9**	**r6,3**	**r7,5**	**8,2**	**8,4**	**9,8**	**r10,3**

(a) Y compris contingent. — *(b)* Non compris contingent.
(1) Séries corrigées du fait du redressement de la série des enquêtes emploi 1975-1981, suite aux réestimations de population totale liées aux résultats du RP 1982.

TABLEAU C.01-3

Taux de chômage harmonisés dans sept pays de l'OCDE. Moyennes annuelles

En pourcentage de la population active totale

Source : OCDE

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Allemagne [République fédérale d'] (1)	3,6	3,5	3,2	3,0	4,4	6,1	8,0	r 7,1	r 7,2
France (1)	4,9	5,2	5,9	6,3	r 7,4	8,1	8,3	9,7	10,1
Italie	7,0	7,1	7,6	7,5	8,3	9,0	9,8	10,2	10,5
Royaume-Uni (1)	6,1	r 5,9	r 5,0	r 6,4	r 9,8	r 11,3	r 12,5	r 11,7	r 11,2
Canada	8,0	8,3	7,4	7,4	7,5	10,9	11,8	11,2	10,4
États-Unis d'Amérique	6,9	6,0	5,8	7,0	7,5	9,5	9,5	7,4	7,1
Japon	2,0	2,2	2,1	2,0	2,2	2,4	2,6	2,7	2,6
CEE (1)	5,4	r 5,6	r 5,7	r6,4	r 8,3	r 9,6	r 10,7	r 10,9	r 11,1
OCDE (1)	r 5,2	5,1	5,0	5,7	6,6	8,0	r 8,5	r 7,9	r 7,8

(1) Estimations du secrétariat de l'OCDE.

TABLEAU C.01-4

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE

Unité : Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur		31 décembre 1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	*r* 1984	*r* 1985	1986
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	(1) S	360,0	345,0	334,6	317,3	303,2	298,6	287,8	279,8	274,7	270,0
		NS	1.620,1	1.583,8	1.552,0	1.503,6	1.457,1	1.405,5	1.362,8	1.323,0	1.283,8	1.243,0
		T	*1.980,1*	*1.928,8*	*1.886,6*	*1.820,9*	*1.760,3*	*1.704,1*	*1.650,6*	*1.602,8*	*1.558,5*	*1.513,0*
T 02	Industries de la viande et du lait	S	170,2	173,6	178,1	180,0	183,0	185,0	186,8	185,7	182,2	181,1
		NS	5,5	5,2	5,0	4,7	4,5	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3
		T	*175,7*	*178,9*	*183,2*	*184,8*	*187,5*	*189,4*	*191,1*	*190,0*	*186,5*	*185,4*
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	S	360,9	359,5	360,2	358,5	357,5	358,1	358,1	355,4	350,7	351,2
		NS	93,8	89,4	83,8	83,4	83,6	84,4	85,6	86,5	86,0	86,0
		T	*454,7*	*448,9*	*444,0*	*441,9*	*441,1*	*442,5*	*443,6*	*441,9*	*436,7*	*437,2*
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	S	74,1	68,8	63,5	60,5	58,1	58,1	55,9	50,8	46,5	41,7
		NS	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—
		T	*74,1*	*68,9*	*63,6*	*60,5*	*58,2*	*58,1*	*55,9*	*50,8*	*46,5*	*41,7*
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	S	42,5	41,6	40,8	40,7	40,7	39,5	38,6	37,4	36,8	34,9
		NS	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
		T	*42,6*	*41,7*	*40,9*	*40,8*	*40,8*	*39,6*	*38,6*	*37,5*	*36,9*	*35,0*
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	S	178,1	182,5	186,8	190,5	195,4	207,7	212,8	212,4	210,3	209,6
		NS	0,5	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
		T	*178,6*	*182,9*	*187,1*	*190,8*	*195,7*	*208,0*	*213,1*	*212,7*	*210,6*	*209,9*
T 07	Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	S	210,5	198,7	180,1	170,0	161,9	157,9	152,9	143,4	134,8	125,7
		NS	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
		T	*210,9*	*199,0*	*180,4*	*170,2*	*162,1*	*158,1*	*153,1*	*143,6*	*135,0*	*125,9*
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	S	71,8	72,7	73,1	73,0	70,7	70,5	67,4	64,9	63,3	61,5
		NS	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
		T	*72,2*	*73,0*	*73,4*	*73,3*	*70,9*	*70,7*	*67,6*	*65,1*	*63,5*	*61,7*
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	S	197,3	191,5	187,6	185,4	177,6	171,0	161,2	151,3	146,4	143,6
		NS	10,1	10,0	9,6	9,4	9,0	8,8	8,4	8,0	8,0	8,0
		T	*207,4*	*201,4*	*197,2*	*194,8*	*186,7*	*179,8*	*169,6*	*159,3*	*154,4*	*151,6*
T 10	Industrie du verre	S	72,9	71,8	69,3	68,0	65,8	64,7	62,9	59,0	57,1	56,3
		NS	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
		T	*74,2*	*73,1*	*70,6*	*69,3*	*67,1*	*66,0*	*64,2*	*60,3*	*58,4*	*57,6*
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	S	167,4	165,3	164,5	161,0	153,2	147,4	143,0	142,4	141,5	138,8
		NS	0,8	0,8	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
		T	*168,2*	*166,1*	*165,2*	*161,6*	*153,8*	*148,0*	*143,6*	*142,9*	*142,0*	*139,3*
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	S	183,5	182,7	180,9	179,2	176,0	177,0	177,7	176,4	175,3	176,1
		NS	2,1	1,9	1,8	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2
		T	*185,6*	*184,7*	*182,6*	*180,8*	*177,5*	*178,3*	*179,0*	*177,6*	*176,5*	*177,3*
T 13	Fonderie et travail des métaux	S	498,3	477,1	477,2	471,7	453,5	447,3	423,6	404,8	398,5	392,3
		NS	28,7	27,6	26,6	25,8	24,5	23,5	22,2	20,9	19,4	18,0
		T	*527,0*	*504,7*	*503,8*	*497,6*	*478,0*	*470,9*	*445,8*	*425,7*	*417,9*	*410,3*
T 14	Construction mécanique	S	553,2	537,0	529,5	520,4	501,7	490,7	468,5	452,1	441,6	428,6
		NS	25,0	25,3	25,4	25,8	25,9	26,2	26,6	26,0	24,1	23,1
		T	*578,2*	*562,3*	*554,9*	*546,2*	*527,6*	*516,9*	*495,2*	*478,1*	*465,7*	*451,7*
T 15 A	Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	S	481,9	481,1	481,2	481,3	480,0	483,7	480,1	476,4	469,6	468,0
		NS	4,8	5,1	5,1	5,3	5,3	5,2	5,0	4,9	4,9	4,9
		T	*486,7*	*486,1*	*486,4*	*486,6*	*485,3*	*488,9*	*485,2*	*481,3*	*474,5*	*472,9*

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-4 *(suite 1)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE

Unité : Mil

Numéro du secteur	Intitulé du secteur	(1)	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	*r* 1984	*r* 1985	31 décemb 19
T 15 B	Production de biens d'équipement ménager ..	S	98,7	93,9	90,0	85,0	79,4	78,3	77,0	73,5	70,5	6
		NS	0,9	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0
		T	*99,5*	*94,7*	*90,7*	*85,7*	*80,0*	*78,9*	*77,6*	*74,0*	*71,0*	6
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre ...	S	534,0	532,3	520,9	500,4	470,2	464,1	453,5	424,4	395,6	3
		NS	2,4	2,3	2,2	2,0	1,9	1,9	1,9	1,8	1,8	0
		T	*536,4*	*534,7*	*523,1*	*502,5*	*472,1*	*465,9*	*455,3*	*426,2*	*397,4*	3
T 17	Construction navale et aéronautique, armement.....	S	224,2	217,0	218,3	220,4	226,1	229,2	223,7	220,2	214,4	2
		NS	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0
		T	*225,5*	*218,2*	*219,4*	*221,4*	*227,0*	*230,1*	*224,5*	*220,9*	*215,1*	2
T 18	Industries textiles et habillement	S	592,3	565,5	556,9	520,2	488,0	482,5	462,6	444,0	427,3	4
		NS	33,8	32,4	29,8	28,1	26,5	25,6	24,0	22,4	22,5	0
		T	*626,1*	*597,9*	*586,7*	*548,3*	*514,4*	*508,1*	*486,6*	*466,4*	*449,8*	4
T 19	Industries du cuir et de la chaussure	S	119,4	114,1	113,6	109,3	102,3	101,6	97,8	92,8	89,3	
		NS	5,9	5,8	5,4	5,2	5,0	4,8	4,6	4,5	4,3	
		T	*125,2*	*119,9*	*119,0*	*114,5*	*107,4*	*106,5*	*102,5*	*97,3*	*93,6*	
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	S	351,1	347,4	349,5	343,1	333,4	325,1	308,7	295,5	284,9	3
		NS	43,8	45,9	47,0	48,7	49,6	49,2	47,7	46,5	46,6	0
		T	*394,9*	*393,3*	*396,5*	*391,9*	*383,0*	*374,3*	*356,4*	*342,0*	*331,5*	3
T 21	Industries du papier et du carton.....	S	132,8	127,9	125,9	121,8	115,2	114,2	111,8	108,5	105,7	
		NS	1,7	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1	1,0	0,9	0,8	
		T	*134,5*	*129,5*	*127,4*	*123,0*	*116,3*	*115,3*	*112,8*	*109,4*	*106,5*	
T 22	Imprimerie, presse, édition	S	212,1	213,3	214,4	213,3	209,8	211,8	211,7	210,7	210,9	
		NS	14,2	14,7	15,0	15,4	16,3	17,8	18,2	18,4	18,5	
		T	*226,2*	*227,9*	*229,4*	*228,7*	*226,0*	*229,5*	*229,9*	*229,1*	*229,4*	
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques.....	S	227,9	225,8	229,8	225,9	217,7	216,0	208,5	206,1	199,8	
		NS	3,2	3,1	3,1	3,0	3,0	2,9	2,8	2,7	2,7	
		T	*231,1*	*228,9*	*232,9*	*228,9*	*220,7*	*219,0*	*211,3*	*208,8*	*202,5*	
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	S	1.558,4	1.509,1	1.499,6	1.477,8	1.436,5	1.380,3	1.287,6	1.201,9	1.177,1	1
		NS	314,9	328,8	338,5	351,5	350,5	342,4	333,4	324,1	320,3	3
		T	*1.873,3*	*1.837,9*	*1.838,1*	*1.829,3*	*1.787,0*	*1.722,7*	*1.621,0*	*1.526,0*	*1.497,4*	1
T 25	Commerce de gros alimentaire	S	269,0	269,0	269,6	267,4	264,7	263,7	261,3	256,3	252,3	
		NS	38,7	36,6	30,1	30,7	30,3	30,1	30,3	30,5	31,2	
		T	*307,7*	*305,6*	*299,7*	*298,2*	*295,0*	*293,8*	*291,6*	*286,8*	*283,5*	
T 26	Commerce de gros non alimentaire.....	S	561,8	572,5	595,3	614,5	623,1	625,4	617,3	605,1	606,5	
		NS	45,3	46,1	45,0	43,7	43,7	44,2	44,5	46,5	44,5	
		T	*607,2*	*618,6*	*640,3*	*658,2*	*666,8*	*669,7*	*661,8*	*651,6*	*651,0*	
T 27	Commerce de détail alimentaire	S	434,1	441,4	447,8	458,8	469,4	482,9	493,3	497,3	497,0	
		NS	196,7	195,9	193,8	190,1	184,1	176,6	174,3	165,4	163,3	
		T	*630,8*	*637,3*	*641,6*	*648,9*	*653,5*	*659,5*	*667,6*	*662,7*	*660,3*	
T 28	Commerce de détail non alimentaire.....	S	642,2	639,0	641,2	633,7	633,9	641,7	634,5	617,5	611,6	
		NS	319,6	313,6	308,6	307,8	304,2	311,3	302,9	303,2	307,1	
		T	*961,8*	*952,6*	*949,8*	*941,4*	*938,1*	*953,0*	*937,4*	*920,7*	*918,7*	
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	S	324,0	325,9	330,2	328,2	330,9	337,5	338,1	325,5	316,9	
		NS	79,4	84,2	86,5	85,4	82,0	75,1	74,3	74,0	70,5	
		T	*403,4*	*410,1*	*416,8*	*413,6*	*412,9*	*412,6*	*412,3*	*399,5*	*387,4*	
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	S	360,2	368,5	378,7	388,6	401,0	414,8	426,5	428,6	434,6	
		NS	212,1	210,0	205,2	208,2	211,5	217,2	219,2	222,8	225,1	
		T	*572,2*	*578,5*	*583,9*	*596,8*	*612,6*	*632,0*	*645,8*	*651,4*	*659,7*	

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-4 *(suite 2)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE

Unité : Millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur		31 décembre 1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	*r* 1984	*r* 1985	1986
T 31	Transports	(1) S	814,1	813,8	816,5	814,1	815,1	834,1	833,6	828,0	824,6	821,2
		NS	62,1	62,2	63,6	63,7	62,9	63,0	64,1	65,6	65,6	65,6
		T	*876,2*	*876,0*	*880,1*	*877,8*	*878,0*	*897,1*	*897,7*	*893,6*	*890,2*	*886,8*
T 32	Télécommunications et postes	S	437,3	451,8	452,7	455,5	463,5	479,2	485,2	486,2	486,1	481,8
		NS	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
		T	*437,7*	*452,2*	*453,0*	*455,8*	*463,8*	*479,5*	*485,5*	*486,5*	*486,4*	*482,1*
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	S	764,4	797,1	851,0	880,8	893,4	875,1	876,0	897,4	946,0	1.000,4
		NS	155,8	163,3	168,5	172,8	172,9	173,4	178,9	176,1	187,2	195,0
		T	*920,1*	*960,3*	*1.019,5*	*1.053,5*	*1.066,3*	*1.048,4*	*1.054,9*	*1.073,5*	*1.133,2*	*1.195,4*
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	S	1.475,8	1.538,0	1.561,4	1.578,0	1.610,9	1.660,2	1.694,6	1.722,5	1.756,7	1.782,3
		NS	318,4	321,5	323,4	327,7	338,8	348,2	343,6	355,6	368,4	378,4
		T	*1.794,1*	*1.859,5*	*1.884,8*	*1.905,7*	*1.949,7*	*2.008,4*	*2.038,2*	*2.078,1*	*2.125,1*	*2.160,7*
T 35	Location et crédit bail immobiliers	S	57,5	59,4	63,3	64,1	65,5	65,0	65,6	67,9	68,1	68,4
		NS	4,0	3,8	3,7	3,5	3,3	3,2	3,2	3,3	3,3	3,3
		T	*61,5*	*63,2*	*67,0*	*67,6*	*68,8*	*68,2*	*68,9*	*71,2*	*71,4*	*71,7*
T 36	Assurances	S	133,3	136,3	138,4	140,9	144,0	148,6	151,3	155,3	153,8	153,8
		NS	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,1	4,1	4,2	4,2	4,2
		T	*137,5*	*140,5*	*142,7*	*145,1*	*148,2*	*152,7*	*155,4*	*159,5*	*158,0*	*158,0*
T 37	Organismes financiers	S	403,3	410,5	416,3	420,8	425,3	433,9	439,9	444,0	444,0	447,5
		NS	0,9	0,7	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
		T	*404,2*	*411,2*	*416,9*	*421,3*	*425,7*	*434,3*	*440,3*	*444,3*	*444,3*	*447,8*
T 38	Services non marchands	S	3.530,2	3.587,3	3.634,7	3.679,3	3.746,9	3.858,2	3.932,8	3.975,3	4.192,5	4.192,0
		NS	11,7	9,8	8,2	6,8	5,7	5,6	5,6	5,7	5,7	5,7
		T	*3.541,9*	*3.597,1*	*3.642,9*	*3.686,1*	*3.752,5*	*3.863,8*	*3.938,4*	*3.981,0*	*4.198,2*	*4.197,7*
T 01 à T 38	**Total général**	**S**	**17.880,4**	**17.905,6**	**18.023,8**	**17.999,3**	**17.944,6**	**18.080,6**	**17.970,3**	**17.776,7**	**17.895,5**	**17.934,6**
		NS	**3.664,9**	**3.640,5**	**3.598,1**	**3.564,9**	**3.513,7**	**3.461,9**	**3.399,5**	**3.353,4**	**3.329,7**	**3.300,5**
		T	**21.545,3**	**21.546,1**	**21.621,9**	**21.564,2**	**21.458,3**	**21.542,5**	**21.369,9**	**21.130,1**	**21.225,2**	**21.235,1**

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-4 *(suite 3 et fin)*

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE

Numéro du secteur	Intitulé du secteur	(1)	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	r 1984	r 1985
	Regroupements particuliers										
T 02, T 03	Industries agricoles et alimentaires	S	531,1	533,1	538,4	538,6	540,5	543,1	544,9	541,1	532,9
		NS	99,3	94,6	88,8	88,1	88,1	88,8	89,9	90,8	90,3
		T	*630,3*	*627,8*	*627,1*	*626,7*	*628,6*	*631,9*	*634,7*	*631,9*	*623,2*
T 04 à T 06	Énergie	S	294,6	292,9	291,1	291,6	294,3	305,3	307,2	300,6	293,6
		NS	0,7	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
		T	*295,4*	*293,5*	*291,6*	*292,1*	*294,7*	*305,7*	*307,6*	*301,0*	*294,0*
T 07 à T 11 T13, T 21, T 23	Industrie des biens intermédiaires	S	1.578,9	1.530,7	1.507,5	1.476,8	1.415,7	1.389,2	1.331,4	1.280,4	1.247,1
		NS	46,6	45,1	43,3	41,9	39,9	38,6	36,6	34,7	33,1
		T	*1.625,6*	*1.575,8*	*1.550,7*	*1.518,7*	*1.455,6*	*1.427,7*	*1.368,0*	*1.315,1*	*1.280,2*
T 14 à T 17	Industrie des biens d'équipement	S	1.892,0	1.861,4	1.839,9	1.807,5	1.757,4	1.746,0	1.702,9	1.646,6	1.591,7
		NS	34,4	34,6	34,6	34,8	34,5	34,6	34,8	33,9	32,0
		T	*1.926,3*	*1.896,0*	*1.874,5*	*1.842,3*	*1.791,9*	*1.780,6*	*1.737,7*	*1.680,5*	*1.623,7*
T 12, T 18 à T 20, T 22	Industrie des biens de consommation	S	1.458,3	1.423,0	1.415,3	1.365,1	1.309,5	1.297,9	1.258,6	1.219,4	1.187,7
		NS	99,7	100,7	99,0	99,1	98,8	98,8	95,8	93,0	93,1
		T	*1.558,0*	*1.523,7*	*1.514,3*	*1.464,2*	*1.408,3*	*1.396,8*	*1.354,4*	*1.312,4*	*1.280,8*
T 02 à T 23	Industrie non compris le bâtiment	S	5.755,0	5.641,1	5.592,2	5.479,6	5.317,3	5.281,5	5.145,0	4.988,1	4.853,0
		NS	280,7	275,6	266,1	264,4	261,8	261,2	257,4	252,8	248,9
		T	*6.035,7*	*5.916,7*	*5.858,3*	*5.744,0*	*5.579,1*	*5.542,7*	*5.402,4*	*5.240,9*	*5.101,9*
T 02 à T 24	Industrie y compris le bâtiment	S	7.313,3	7.150,2	7.091,8	6.957,4	6.753,7	6.661,8	6.432,6	6.190,0	6.030,1
		NS	595,6	604,4	604,6	615,9	612,3	603,6	590,9	576,9	569,2
		T	*7.908,9*	*7.754,6*	*7.696,4*	*7.573,2*	*7.366,0*	*7.265,4*	*7.023,5*	*6.766,9*	*6.599,3*
T 25 à T 28	Commerces	S	1.907,1	1.921,9	1.954,0	1.974,4	1.991,1	2.013,7	2.006,3	1.976,2	1.967,4
		NS	600,4	592,2	577,4	572,4	562,3	562,2	552,1	545,6	546,1
		T	*2.507,5*	*2.514,1*	*2.531,3*	*2.546,8*	*2.553,4*	*2.575,9*	*2.558,4*	*2.521,8*	*2.513,5*
T 31, T 32	Transports et télécommunications	S	1.251,3	1.265,6	1.269,2	1.269,6	1.278,6	1.313,3	1.318,8	1.314,2	1.310,7
		NS	62,5	62,6	63,9	64,0	63,2	63,3	64,4	65,9	65,9
		T	*1.313,9*	*1.328,2*	*1.333,1*	*1.333,6*	*1.341,8*	*1.376,6*	*1.383,2*	*1.380,1*	*1.376,6*
T 29, T 30 T 33, T 34	Services marchands	S	2.924,3	3.029,4	3.121,4	3.175,6	3.236,3	3.287,6	3.335,2	3.374,0	3.454,2
		NS	765,6	779,0	783,6	794,1	805,2	813,8	816,0	828,5	851,2
		T	*3.689,9*	*3.808,4*	*3.905,0*	*3.969,7*	*4.041,5*	*4.101,4*	*4.151,2*	*4.202,5*	*4.305,4*
T 25 à T 37	Transports, services, commerces	S	6.676,8	6.823,1	6.962,6	7.045,3	7.140,8	7.262,1	7.317,1	7.331,6	7.398,2
		NS	1.437,6	1.442,6	1.433,4	1.438,6	1.438,7	1.447,1	1.440,2	1.447,8	1.471,0
		T	*8.114,4*	*8.265,6*	*8.396,0*	*8,483,9*	*8.579,4*	*8.709,2*	*8.757,3*	*8.779,4*	*8.869,2*
T 25 à T 38	Tertiaire	S	10.207,0	10.410,4	10.597,4	10.724,7	10.887,6	11.120,3	11.249,9	11.306,9	11.590,7
		NS	1.449,3	1.452,3	1.441,5	1.445,4	1.444,3	1.452,7	1.445,8	1.453,5	1.476,7
		T	*11.656,3*	*11.862,7*	*12.038,9*	*12.170,0*	*12.332,0*	*12.573,0*	*12.695,7*	*12.760,4*	*13.067,4*
T 02 à T 37	Secteurs marchands non agricoles	S	13.990,2	13.973,3	14.054,4	14.002,7	13.894,5	13.923,8	13.749,7	13.521,6	13.428,3
		NS	2.033,2	2.047,0	2.038,0	2.054,5	2.051,0	2.050,7	2.031,1	2.024,7	2.040,2
		T	*16.023,4*	*16.020,3*	*16.092,4*	*16.057,2*	*15.945,5*	*15.974,6*	*15.780,8*	*15.546,3*	*15.468,5*

(1) S = salariés, NS = non salariés, T = total.

TABLEAU C.01-5

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre

Source : INSEE

Unité : Millier

Numéro du secteur (NAP niveau 40)	Intitulé du secteur	1981		1982		1983		*r* 1984		*p* 1985	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	249,3	53,9	245,4	53,2	236,6	51,3	229,7	50,1	225,5	49,2
T 02	Industries de la viande et du lait	126,1	56,8	127,4	57,7	128,9	57,9	128,6	57,1	126,2	56,0
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	232,0	125,6	230,3	127,8	228,6	129,4	226,4	129,0	223,2	127,5
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	56,0	2,2	55,7	2,4	53,4	2,4	48,5	2,3	44,3	2,2
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	32,9	7,8	31,7	7,8	30,7	7,9	29,6	7,7	29,1	7,7
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	159,9	35,5	169,1	38,6	172,9	39,9	172,1	40,3	171,0	39,3
T 07	Production de minerais et métaux ferreux. — Première transformation de l'acier	148,0	13,9	144,0	13,9	139,3	13,6	130,7	12,7	122,7	12,1
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	60,3	10,4	60,0	10,4	57,4	10,0	55,3	9,6	54,0	9,3
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	149,8	27,8	144,2	26,9	136,2	25,0	127,7	23,7	123,7	22,8
T 10	Industrie du verre	53,2	12,6	52,5	12,2	51,0	12,0	47,9	11,1	46,2	10,9
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	124,5	28,7	119,6	27,8	115,8	27,2	115,2	27,1	114,1	27,4
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	96,7	79,3	96,7	80,2	96,5	81,2	95,5	80,9	94,6	80,7
T 13	Fonderie et travail des métaux	366,1	87,4	361,0	86,4	341,2	82,5	325,9	78,9	321,8	76,7
T 14	Construction mécanique	411,5	90,2	402,3	88,4	382,3	86,2	367,5	84,6	358,6	82,9
T 15 A	Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	313,6	166,5	316,0	167,7	314,7	165,5	313,6	162,8	311,5	158,1
T 15 B	Production de biens d'équipement ménager	43,5	35,9	43,0	35,3	42,3	34,8	40,4	33,1	39,0	31,5
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	384,1	86,0	379,3	84,7	371,4	82,1	348,1	76,3	324,1	71,5
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	197,0	29,0	198,9	30,3	193,5	30,2	190,3	29,9	185,2	29,2
T 18	Industries textiles et habillement	156,2	331,8	153,7	328,7	148,4	314,2	145,6	298,4	141,3	286,1
T 19	Industries du cuir et de la chaussure	39,7	62,6	39,3	62,3	37,9	59,9	36,0	56,8	34,3	55,0
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	230,5	102,9	224,8	100,3	214,1	94,6	205,2	90,3	198,2	86,6
T 21	Industries du papier et du carton	78,8	36,4	78,5	35,7	77,2	34,7	75,0	33,5	73,3	32,3
T 22	Imprimerie, presse, édition	133,8	76,0	134,3	77,5	134,0	77,7	132,8	77,9	132,8	78,1
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	152,6	65,2	151,4	64,6	145,4	63,1	143,9	62,3	140,1	59,7
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	1.345,0	91,4	1.287,7	92,6	1.196,8	90,8	1.113,7	88,2	1.088,8	88,3
T 25	Commerce de gros alimentaire	185,4	79,2	184,2	79,5	182,4	78,8	178,2	78,1	175,2	77,1
T 26	Commerce de gros non alimentaire	416,9	206,3	418,7	206,7	410,8	206,5	401,3	203,9	401,4	205,1
T 27	Commerce de détail alimentaire	210,6	258,7	214,1	268,8	216,6	276,6	216,7	280,5	216,3	280,6
T 28	Commerce de détail non alimentaire	233,7	400,3	233,5	408,2	227,1	407,5	218,8	398,8	215,7	395,9
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	275,1	55,8	278,9	58,6	277,7	60,3	266,4	59,2	258,9	58,0
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	196,7	204,3	205,0	209,8	212,2	214,4	214,4	214,3	219,4	215,2
T 31	Transports	682,6	132,5	694,0	140,1	689,3	144,4	681,9	146,1	674,9	149,7
T 32	Télécommunications et postes	281,0	182,5	286,5	192,8	287,4	197,9	286,5	199,7	285,4	200,7
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	457,3	436,1	436,9	438,1	426,1	449,9	436,0	461,4	464,8	481,2
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	443,4	1.167,5	456,8	1.203,3	462,5	1.232,0	468,7	1.253,8	476,7	1.280,0
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	33,4	32,1	32,6	32,4	32,7	32,9	33,3	34,5	33,3	34,8
T 36	Assurances	62,1	81,9	63,0	85,7	64,0	87,3	66,2	89,2	65,5	88,2
T 37	Organismes financiers	216,9	208,3	220,5	213,4	222,4	217,5	223,8	220,1	224,0	220,0
T 38	Services non marchands	1.690,8	2.056,0	1.742,6	2.115,6	1.771,8	2.161,0	1.784,7	2.190,6	1.875,8	2.316,7
T 01 à T 38	**Ensemble des activités**	**10.727,4**	**7.217,2**	**10.714,1**	**7.366,5**	**10.529,5**	**7.440,9**	**10.322,2**	**7.454,7**	**10.310,8**	**7.584,4**
	Regroupements particuliers :										
T 02, T 03	Industries agricoles et alimentaires	358,1	182,4	357,7	185,5	357,5	187,4	355,0	186,1	349,3	183,5
T 04 à T 06	Énergie	248,8	45,5	256,5	48,8	257,1	50,2	250,2	50,3	244,4	49,2
T 07 à T 11, T 13, T 21, T 23	Industrie des biens intermédiaires	1.133,4	282,3	1.111,2	278,0	1.063,4	268,0	1.021,6	258,9	995,9	251,2
T 14 à T 17	Industrie des biens d'équipement	1.349,7	407,7	1.339,5	406,4	1.304,2	398,7	1.260,0	386,6	1.218,4	373,3
T 12, T 18 à T 20, T 22	Industrie des biens de consommation	656,9	652,5	648,9	649,0	631,0	627,6	615,1	604,4	601,2	586,4
T 02 à T 23	Industrie non compris le bâtiment	3.746,9	1.570,4	3.713,7	1.567,8	3.613,2	1.531,8	3.501,9	1.486,3	3.409,2	1.443,6
T 02 à T 24	Industrie y compris le bâtiment	5.091,9	1.661,8	5.001,4	1.660,3	4.810,0	1.622,6	4.615,6	1.574,5	4.498,0	1.532,0
T 25 à T 28	Commerces	1.046,6	944,5	1.050,5	963,2	1.036,9	969,4	1.015,0	961,3	1.008,6	958,7
T 31, T 32	Transports et télécommunications	963,6	315,0	980,5	332,8	976,6	342,2	968,5	345,8	960,3	350,4
T 29, T 30, T 33 T 34	Services marchands	1.372,6	1.863,7	1.377,7	1.909,9	1.378,5	1.956,7	1.385,5	1.988,6	1.419,8	2.034,4
T 25 à T 37	Transports, services, commerces	3.695,3	3.445,5	3.724,7	3.537,4	3.711,2	3.605,9	3.692,2	3.639,5	3.711,5	3.686,5
T 25 à T 38	Tertiaire	5.386,1	5.501,6	5.467,3	5.653,0	5.483,0	5.766,9	5.476,9	5.830,1	5.587,3	6.003,2
T 02 à T 37	Secteurs marchands non agricoles	8.787,2	5.107,3	8.726,1	5.197,7	8.521,2	5.228,5	8.307,8	5,214,0	8.209,5	5.218,5
T 01 à T 38	Ensemble des activités	10.727,4	7.217,2	10.714,1	7.366,5	10.529,5	7.440,9	10.322,2	7.454,7	10.310,8	7.584,4

N.B. — La cohérence comptable des chiffres n'est pas toujours assurée à la décimale près en raison d'arrondis effectués sur les résultats fournis par l'ordinateur.

TABLEAU C.01-6

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

(Ensemble, industrie, bâtiment, génie civil et agricole, tertiaire)
Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC

Taille de l'établissement	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Ensemble									
1 à 9 salariés	18,4	19,1	19,6	20,2	20,8	21,4	21,6	22,3	22,9
10 à 49 salariés	24,7	25,1	25,3	25,7	26,1	26,4	26,5	26,9	27,0
50 à 199 salariés	22,3	22,1	22,0	22,1	21,9	22,0	22,0	21,8	21,7
200 à 499 salariés	14,0	13,5	13,2	13,1	13,0	12,9	12,8	12,5	12,3
500 salariés et plus	20,6	20,2	19,9	18,9	18,2	17,3	17,1	16,5	16,1
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**13.144**	**13.176**	**13.246**	**13.351**	**13.321**	**13.197**	**13.193**	**13.000**	*r* **12.778**
dont :									
Industrie (1)									
1 à 9 salariés	6,4	6,7	6,8	7,1	7,4	7,8	7,9	8,3	*r* 8,8
10 à 49 salariés	16,5	16,9	17,1	17,6	17,9	18,3	18,5	18,9	19,2
50 à 199 salariés	22,7	22,6	22,7	22,9	22,8	23,0	23,2	23,4	23,3
200 à 499 salariés	18,8	18,6	18,4	18,5	18,7	18,7	18,5	18,2	*r* 18,1
500 salariés et plus	35,6	35,2	35,0	33,9	33,2	32,2	31,9	31,2	30,6
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	5.588	5.494	5.410	5.356	5.234	5.065	5.016	4.871	*r* 4.717
Bâtiment, génie civil et agricole									
1 à 9 salariés	23,4	24,5	25,9	26,7	27,3	28,1	28,8	30,4	*r* 31,6
10 à 49 salariés	31,5	32,1	32,7	33,2	33,3	33,5	33,7	34,5	*r* 34,8
50 à 199 salariés	25,8	25,1	24,1	23,6	23,2	22,8	22,9	22,0	*r* 21,4
200 à 499 salariés	11,8	11,1	10,6	10,3	9,8	9,7	9,0	8,6	*r* 7,4
500 salariés et plus	7,5	7,2	6,7	6,2	6,4	5,9	5,6	4,5	*r* 4,8
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	1.641	1.612	1.574	1.564	1.544	1.498	1.438	1.343	*r* 1.251
Tertiaire									
1 à 9 salariés	28,1	28,8	28,9	29,3	29,7	30,0	30,0	30,7	31,0
10 à 49 salariés	30,3	30,5	30,5	30,6	30,9	30,9	31,0	31,2	31,0
50 à 199 salariés	21,0	20,9	21,1	21,3	21,1	21,2	20,9	20,7	20,6
200 à 499 salariés	10,3	9,7	9,4	9,4	9,2	9,3	9,4	9,2	9,2
500 salariés et plus	10,3	10,1	10,1	9,4	9,1	8,6	8,7	8,2	8,2
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	5.854	6.024	6.219	6.400	6.504	6.592	6.700	6.766	6.791

(1) Non compris le bâtiment, génie civil et agricole.

TABLEAU C.01-7

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des organismes privés d'action centrale au 31 décembre 1984, par statut

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Organisme et zone de fonction	Titulaires civils et militaires de carrière		Autres personnels			Ensemble		
		dont militaires		dont ouvriers d'État	dont militaires (4)		dont temps partiel	
							Mi-temps ou plus	Moins de mi-temps
1. État :								
11. Ministères civils :								
Métropole	1.851.255	887	271.394	15.977	41	2.122.649	170.191	51.582
dont PTT (1)	442.704	—	63.403	443	—	506.107	36.868	25.690
DOM-TOM	48.118	824	7.979	264	133	56.097	1.935	479
Étranger	16.674	1.118	15.715	1	2.840	32.389	263	299
Ensemble	**1.916.047**	**2.829**	**295.088**	**16.242**	**3.014**	**2.211.135**	**172.389**	**52.360**
12. Ministère de la Défense (Métropole, DOM-TOM, étranger)	309.007	275.094	143.352	98.534	31.892	452.359	3.727	—
Total État :								
Métropole	2.133.407	250.044	402.513	107.567	28.323	2.535.920	173.912	51.582
DOM-TOM	56.101	8.442	11.999	2.067	2.272	68.100	1.941	479
Étranger	35.546	19.437	23.928	5.142	4.311	59.474	263	299
Ensemble	**2.225.054**	**277.923**	**438.440**	**114.776**	**34.906**	**2.663.494**	**176.116**	**52.360**
2. *Établissements publics nationaux* (2) :								
Métropole	33.396	84	147.471	1.928	—	180.867	14.279	14.667
Métropole, DOM-TOM, étranger	34.863	88	152.867	1.931	165	187.730	14.564	14.822
3. *Organismes privés d'action centrale :*								
31. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :								
Métropole	786	///	115.383	///	///	116.169	23.081	4.441
Métropole, DOM-TOM	808	///	118.933	///	///	119.741	23.381	4.463
32. Enseignement privé sous contrat :								
Autres personnels	...	///	...	///	///	46.850	23.200	
33. Autres organismes	...	///	...	///	///	43.750	14.400	
Total :								
Métropole	...	///	...	///	///	204.300	64.400	
Métropole, DOM-TOM	...	///	...	///	///	210.300	65.400	
4. *Entreprises publiques nationales, à statut d'établissement public* (3) :								
Métropole	...	...	...	...	...	520.600	9.500	
Métropole, DOM-TOM, étranger	...	...	...	...	...	523.400	9.500	

(1) Classé avec les grandes entreprises nationales en comptabilité nationale. — (2) Non compris les établissements classés dans la rubrique 3. — (3) SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, TDF, INA et huit établissements divers; les autres établissements publics nationaux industriels et commerciaux sont inclus dans la rubrique 2. — (4) Engagés pendant et au-delà de la durée légale (PDL, ADL) et personnels non fonctionnaires effectuant leur service national comme coopérants ou assistants techniques.

TABLEAU C.01-8

Effectifs des agents de l'État par statut, sexe et durée de travail

(Hors défense, y compris agents employés à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État)

Statut Durée de travail	Hommes			Femmes			Ensemble	
	1982	1984	1985	1982	1984	1985	1982	1984
Titulaires	**931.600**	**953.224**	**959.559**	**907.431**	**962.823**	**979.504**	**1.839.031**	**1.916.047**
Temps complet	928.343	945.454	950.238	839.813	847.802	850.343	1.768.156	1.793.256
Temps partiel	3.257	7.770	9.321	67.618	115.021	129.161	70.875	122.791
soit : 50 %	*1.820*	*4.816*	*5.754*	*39.796*	*49.647*	*50.972*	*41.616*	*54.463*
60 %	*245*	*513*	*552*	*3.969*	*8.316*	*9.161*	*4.214*	*8.829*
70 %	*178*	*376*	*427*	*2.629*	*6.068*	*7.060*	*2.807*	*6.444*
80 %	*875*	*1.616*	*2.067*	*16.928*	*43.432*	*52.178*	*17.803*	*45.048*
90 %	*139*	*449*	*521*	*4.296*	*7.558*	*9.790*	*4.435*	*8.007*
Temps partiel converti en équivalent temps complet	2.006	4.675	5.629	41.527	75.606	86.477	43.533	80.281
Autres personnels	**148.651**	**133.703**	**126.390**	**189.962**	**161.385**	**150.894**	**338.613**	**295.088**
Temps complet	115.339	100.554	92.244	119.461	92.576	80.217	234.800	193.130
Temps partiel	33.312	33.149	34.146	70.501	68.809	70.677	103.813	101.958
soit : 50 %	*6.835*	*7.202*	*7.475*	*15.761*	*14.883*	*14.195*	*22.596*	*22.085*
60 %	*478*	*448*	*415*	*1.379*	*1.452*	*1.383*	*1.857*	*1.900*
70 %	*231*	*308*	*311*	*496*	*774*	*797*	*727*	*1.082*
80 %	*398*	*474*	*458*	*1.242*	*2.691*	*2.946*	*1.640*	*3.165*
90 %	*76*	*140*	*180*	*272*	*649*	*820*	*348*	*789*
Autres agents employés à mi-temps ou plus (1)	*5.898*	*5.903*	*5.411*	*15.244*	*14.674*	*12.936*	*21.142*	*20.577*
Agents à moins de mi-temps	*19.396*	*18.674*	*19.896*	*36.107*	*33.686*	*37.600*	*55.503*	*52.360*
Temps partiel converti en équivalent temps complet	14.196	14.323	14.487	31.795	31.968	31.914	45.991	46.291

(1) Personnels horaires ou vacataires ou à quotité de service inconnue.

TABLEAU C.01-9

Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut de 1978 à 1985 *

Métropole, DOM-TOM et étranger
(Non compris agents employés à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État)

Unité : Agent

Ministères	Titulaires et militaires de carrière					Autres personnels					Ensemble				
	Déc. 1978	1980	1982	*p* 1984	*p* 1985	1978	1980	1982	*p* 1984	*p* 1985	1978	1980	1982	*p* 1984	*p* 1985
Éducation nationale	753.099	771.628	807.863	851.076	865.423	132.309	111.336	118.404	92.218	83.725	885.408	882.964	926.267	943.294	949.148
Universités	43.873	44.937	60.611	64.522	65.137	24.575	26.295	28.221	25.788	25.915	68.448	71.232	88.832	90.310	91.052
Jeunesse, Sports et Loisirs	25.492	27.004	4.940	4.477	4.495	4.197	3.901	3.205	2.596	2.506	29.689	30.905	8.145	7.073	7.001
Ensemble	**822.464**	**843.569**	**873.414**	**920.075**	**935.055**	**161.081**	**141.532**	**149.830**	**120.602**	**112.146**	**983.545**	**985.101**	**1.023.244**	**1.040.677**	**1.047.201**
dont :															
Enseignements 1er degré	*274.324*	*298.165*	*304.079*	*315.862*	*316.088*	*12.645*	*6.307*	*5.705*	*1.298*	*967*	*286.969*	*304.472*	*309.784*	*317.160*	*317.055*
Enseignements 2e degré	*384.804*	*391.880*	*402.887*	*435.661*	*447.046*	*107.557*	*92.627*	*99.595*	*79.785*	*72.700*	*492.361*	*484.507*	*502.482*	*515.446*	*519.746*
Enseignements supérieurs	*53.727*	*54.685*	*56.456*	*60.423*	*61.040*	*25.739*	*27.037*	*27.583*	*25.175*	*25.336*	*79.466*	*81.722*	*84.039*	*85.598*	*86.376*
Postes et Télécommunications	403.912	415.977	440.176	447.858	454.709	44.726	34.432	38.160	38.986	29.006	448.638	450.409	478.336	486.844	483.715
dont :															
Postes	*257.375*	*261.228*	*277.299*	*279.344*	*284.616*	*33.227*	*27.572*	*30.588*	*31.736*	*23.046*	*290.602*	*288.800*	*307.887*	*311.080*	*307.662*
Télécommunications	*142.237*	*150.228*	*157.782*	*163.089*	*164.805*	*10.844*	*6.353*	*6.945*	*6.762*	*5.269*	*153.081*	*156.581*	*164.727*	*169.851*	*170.074*
Économie, Finances et Budget	163.579	169.373	176.694	190.670	191.051	26.983	22.039	18.798	12.365	11.551	190.562	191.412	195.492	203.035	202.602
dont :															
Services extérieurs Impôts	*76.435*	*78.820*	*82.891*	*88.135*	*88.042*	*11.827*	*9.587*	*7.534*	*5.020*	*4.550*	*88.262*	*88.047*	*90.425*	*93.155*	*92.592*
Services extérieurs Trésor	*51.499*	*53.785*	*55.540*	*60.907*	*60.919*	*8.044*	*5.975*	*4.918*	*1.009*	*737*	*59.543*	*59.760*	*60.458*	*61.916*	*61.656*
Services extérieurs Douanes	*18.837*	*19.102*	*20.074*	*21.406*	*21.442*	*300*	*304*	*249*	*145*	*153*	*19.137*	*19.406*	*20.323*	*21.551*	*21.595*
INSEE	*6.308*	*6.829*	*6.975*	*7.148*	*7.185*	*1.267*	*769*	*766*	*592*	*554*	*7.575*	*7.598*	*7.741*	*7.740*	*7.739*
Intérieur et DOM-TOM	130.964	134.051	141.235	145.897	146.452	6.487	4.501	4.140	4.147	3.886	137.451	138.552	145.375	150.044	150.338
dont :															
Police nationale	*105.037*	*109.271*	*117.002*	*119.942*	*120.256*	*4.555*	*2.932*	*2.415*	*2.320*	*2.099*	*109.592*	*112.203*	*119.417*	*122.262*	*122.355*
Services des préfectures	*17.541*	*18.562*	*17.654*	*19.028*	*19.259*	*769*	*579*	*718*	*262*	*247*	*18.310*	*19.141*	*18.372*	*19.290*	*19.506*
DOM-TOM	*3.924*	*1.579*	*1.516*	*1.692*	*1.704*	*645*	*498*	*424*	*607*	*598*	*4.569*	*2.077*	*1.940*	*2.299*	*2.302*
Équipement Transports	77.874	81.609	84.150	85.710	86.183	29.080	28.410	27.910	26.548	25.659	106.954	110.019	112.060	112.258	111.842
soit :															
Équipement	*66.642*	*69.980*	*71.550*	*72.760*	*73.309*	*25.490*	*25.052*	*24.539*	*23.351*	*22.543*	*92.132*	*95.032*	*96.089*	*96.111*	*95.852*
Transports, Mer	*11.232*	*11.629*	*12.600*	*12.950*	*12.874*	*3.590*	*3.358*	*3.371*	*3.197*	*3.116*	*14.822*	*14.987*	*15.971*	*16.147*	*15.990*
Justice	32.904	37.743	42.423	45.117	46.194	4.338	3.165	2.796	1.559	1.411	37.242	40.908	45.219	46.676	47.605
dont :															
Services judiciaires	*15.518*	*18.942*	*20.215*	*21.896*	*22.261*	*2.368*	*1.218*	*1.354*	*500*	*433*	*17.886*	*20.160*	*21.659*	*22.396*	*22.694*
Services pénitentiaires	*11.875*	*10.884*	*13.515*	*15.198*	*15.729*	*407*	*396*	*435*	*332*	*315*	*12.282*	*11.280*	*13.950*	*15.530*	*16.044*
Éducation surveillée	*3.785*	*5.926*	*6.106*	*5.315*	*5.472*	*1.009*	*1.002*	*480*	*320*	*271*	*4.794*	*6.928*	*6.586*	*5.635*	*5.743*
Agriculture	17.556	18.517	20.087	19.784	21.435	13.244	13.040	12.609	11.490	10.445	30.800	31.557	32.696	31.274	31.880
dont :															
Services extérieurs	*10.199*	*10.593*	*10.955*	*10.308*	*10.593*	*7.319*	*7.690*	*7.812*	*6.712*	*6.372*	*17.518*	*18.283*	*18.767*	*17.020*	*16.965*
Enseignement agricole	*6.222*	*6.616*	*7.824*	*8.250*	*9.501*	*5.210*	*4.611*	*4.031*	*4.073*	*3.500*	*11.432*	*11.227*	*11.855*	*12.323*	*13.001*
Santé et Travail	18.983	22.239	24.269	24.882	22.075	5.369	3.675	3.919	3.544	3.332	24.352	25.914	28.188	28.426	25.407
dont :															
Services extérieurs Santé	*11.980*	*13.274*	*14.319*	*14.463*	*11.450*	*2.431*	*1.859*	*2.223*	*2.092*	*1.945*	*14.411*	*15.133*	*16.542*	*16.555*	*13.395*
Services extérieurs Travail	*4.666*	*6.561*	*7.356*	*7.804*	*8.047*	*2.369*	*1.242*	*1.127*	*940*	*886*	*7.035*	*7.803*	*8.483*	*8.744*	*8.933*
Relations extérieures	19.350	19.310	19.149	17.501	16.643	17.978	16.064	15.512	14.310	13.109	37.328	35.374	34.661	31.811	29.752
soit :															
Affaires étrangères	*12.384*	*11.849*	*11.988*	*12.303*	*11.797*	*12.110*	*10.329*	*10.185*	*9.437*	*8.756*	*24.494*	*22.178*	*22.173*	*21.740*	*20.553*
Coopération	*6.966*	*7.461*	*7.161*	*5.198*	*4.846*	*5.868*	*5.735*	*5.327*	*4.873*	*4.353*	*12.834*	*13.196*	*12.488*	*10.071*	*9.199*
Culture	6.238	5.888	8.015	8.814	8.958	4.032	2.331	2.914	2.461	2.712	10.270	8.219	10.929	11.275	11.670
Industrie, Commerce	3.330	3.721	3.993	4.417	4.855	1.841	1.865	3.501	3.491	3.284	5.171	5.586	7.494	7.908	8.139
Anciens combattants	4.573	4.580	4.575	4.432	4.319	785	800	706	521	510	5.358	5.380	5.281	4.953	4.829
Services du Premier ministre	799	780	851	890	1.134	2.841	3.890	2.238	2.704	2.737	3.640	4.670	3.089	3.594	3.871
Ensemble ministères civils	**1.702.526**	**1.757.357**	**1.839.031**	**1.916.047**	**1.939.063**	**318.785**	**275.744**	**283.033**	**242.728**	**219.788**	**2.021.311**	**2.033.101**	**2.122.064**	**2.158.775**	**2.158.851**
Défense	300.486	304.494	311.040	309.007	308.015	145.505	149.392	145.678	143.352	142.204	445.991	453.886	456.718	452.359	450.219
Tous ministères	**2.003.012**	**2.061.851**	**2.150.071**	**2.225.054**	**2.247.078**	**464.290**	**425.136**	**428.711**	**386.080**	**361.992**	**2.467.302**	**2.486.987**	**2.578.782**	**2.611.134**	**2.609.070**

* Les chiffres de 1984 et 1985 sont provisoires.

TABLEAU C.01-10

Agents de l'État par catégorie statutaire (A, B, C-D) et sexe

(Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État)

	Les deux sexes				Hommes						
	1978	1980	1982	1984	1978	1980	1982	1984	1978	1980	1982
Tous agents	2.467.302	2.486.987	2.578.782	2.611.134	1.422.500	1.426.171	1.458.163	1.457.557	1.044.802	1.060.816	1.120.619
dont : A	560.204	591.289	614.323	637.180	343.328	361.572	369.796	378.481	216.876	229.717	244.527
B	898.770	884.090	913.137	919.839	488.680	476.688	486.905	488.885	410.090	407.402	426.232
C et D	1.003.347	1.004.666	1.048.528	1.045.824	590.378	584.837	600.139	584.330	412.969	419.829	448.389
dont : personnels enseignants (1)	817.368	814.137	841.759	852.099	339.979	338.291	346.937	350.774	477.659	475.846	494.822
soit : A	387.702	404.337	419.108	437.317	195.817	206.796	212.414	220.794	189.885	197.541	206.694
B	431.842	409.788	422.644	414.774	144.097	131.485	134.517	129.974	287.745	278.303	288.127
C et D	94	12	7	8	65	10	6	6	29	2	1
dont : personnels non enseignants	1.649.664	1.672.850	1.737.023	1.759.035	1.082.521	1.087.880	1.111.226	1.106.783	567.143	584.970	625.797
dont : A	174.502	186.952	195.215	199.863	147.511	154.776	157.382	157.687	26.991	32.176	37.833
B	466.928	474.302	490.493	505.065	344.583	345.203	352.388	358.911	122.345	129.099	138.105
C et D	1.003.253	1.004.654	1.048.521	1.045.816	590.313	584.827	600.133	584.324	412.940	419.827	448.388
dont : titulaires civils	1.729.924	1.785.800	1.869.377	1.947.131	896.679	911.794	942.078	963.752	833.245	874.006	927.299
dont : A	462.257	480.425	497.587	536.536	262.996	280.297	286.632	301.933	192.261	200.128	210.955
B	568.856	582.182	607.711	625.989	230.549	232.089	241.402	247.372	338.306	350.093	366.309
C et D	698.503	723.193	764.079	784.576	395.833	399.408	414.044	414.429	302.670	323.785	350.035
dont : militaires	308.238	314.241	316.485	312.829	294.444	297.896	300.145	295.611	13.794	16.345	16.340
soit : officiers	45.829	47.086	46.600	45.361	45.040	46.200	45.687	44.363	789	886	913
sous-officiers	205.543	204.607	207.228	208.152	194.104	193.316	194.755	195.580	11.439	11.291	12.473
hommes du rang	56.866	62.548	62.657	59.316	55.900	58.380	59.703	55.668	1.566	4.168	2.954

NB. : Les catégories statutaires de la fonction publique ne concernent en droit que les titulaires civils non classés en catégorie spéciale; ces catégories ont été étendues aux personnels par assimilation : ainsi, les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.

(1) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...)

TABLEAU C.01-11

Les effectifs féminins de l'État : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère

(Non compris agents employés à moins de mi-temps)

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État)

	% de femmes parmi les effectifs totaux				% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins						
	1978	1980	1982	1984	1978	1980	1982	1984	1978	1980	1982
Statuts :											
Titulaires civils	48,2	48,9	49,6	50,5	4,7	4,8	7,6	11,9	95,0	96,4	94,9
Non-titulaires civils (1)	46,1	44,1	45,0	43,6	19,6	19,1	20,5	23,5	72,4	69,0	71,3
Tous personnels civils	**47,8**	**48,1**	**48,8**	**49,4**	**7,6**	**7,1**	**9,6**	**13,5**	**82,3**	**82,1**	**85,3**
Militaires	4,3	5,1	5,2	5,5	—	—	—	—	—	—	—
Tous personnels	**42,2**	**42,5**	**43,4**	**44,2**	**7,5**	**7,0**	**9,5**	**13,3**	**82,3**	**82,1**	**85,3**
Catégories statutaires (civils) :											
A	42,0	42,0	42,9	43,5	●	9,3	10,6	13,3	●	79,8	84,1
B	57,5	58,3	58,6	58,8	●	5,0	7,0	10,6	●	77,5	80,0
C et D	43,5	44,1	45,2	46,4	●	7,4	11,4	16,1	●	87,6	89,6
Ministères (regroupés) :											
Éducation, universités, jeunesse et sports	60,8	61,0	61,3	61,3	7,3	7,0	8,2	10,8	83,0	81,6	83,4
PTT	37,5	37,5	39,2	40,1	9,1	7,6	12,6	17,1	81,7	85,0	88,1
Économie et budget	57,3	58,2	59,2	60,1	9,1	9,8	16,1	23,0	84,1	89,6	94,0
Intérieur	15,8	16,3	17,1	18,2	7,0	3,6	5,5	11,4	85,5	93,5	74,5
Équipement et transports	20,6	21,4	22,0	22,7	6,9	8,8	11,8	20,2	74,6	78,0	81,3
Justice	44,7	47,4	48,8	51,7	5,7	4,5	5,5	11,3	80,0	85,6	88,4
Agriculture	38,6	39,8	40,8	42,0	6,8	7,2	9,6	16,8	59,5	53,6	59,2
Santé et travail	75,3	75,8	76,5	76,8	13,4	7,7	12,2	19,3	75,9	92,1	94,6
Culture	43,1	46,5	50,1	51,0	12,5	8,7	9,2	14,9	63,7	74,0	72,5
Ensemble des ministères civils	**49,0**	**49,3**	**50,0**	**50,5**	**7,9**	**7,3**	**9,9**	**13,8**	**81,8**	**82,1**	**85,3**
Défense	12,0	12,7	13,0	13,9	1,6	1,5	2,6	5,2	75,9	79,4	85,4

(1) Y compris ouvriers d'État.

TABLEAU C.01-12

Agents des collectivités territoriales et des hôpitaux et maisons de retraite publics au 31 décembre 1984 et 1985 (hors T.U.C.)

Sources : INSEE
Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Organismes	Agents à temps complet			Agents à temps partiel			Ensemble
	Titulaires	Non titulaires	Total	Titulaires	Non titulaires	Total	
A. Collectivités territoriales							
Métropole et départements d'outre-mer							
1. Organismes régionaux et départementaux :							
Régions	767	1.988	2.755	37	111	148	2.903
Départements	76.013	72.708	148.721	12.412	9.402	21.814	170.535
dont : Assistantes maternelles à domicile	—	42.850	42.850	—	1.237	1.237	44.087
Préfecture de police de Paris (1)	4.127	693	4.820	177	41	218	5.038
Services départementaux d'incendie et de secours (2)	11.814	834	12.648	65	35	100	12.748
Autres établissements publics départementaux	4.741	1.100	5.841	329	318	647	6.488
Ensemble au 31 décembre *1985*	**97.462**	**77.323**	**174.785**	**13.020**	**9.907**	**22.927**	**197.712**
dont : Hommes	34.220	19.520	53.740	330	1.425	1.755	55.495
Femmes	63.242	57.803	121.045	12.690	8.482	21.172	142.217
dont : Métropole, les deux sexes	92.364	74.195	166.559	12.955	9.739	22.694	189.253
2. Organismes communaux et intercommunaux :							
Communes	490.521	91.783	582.304	55.107	106.214	161.321	743.625
Bureaux d'aide sociale et caisses des écoles	26.084	11.140	37.224	3.882	25.369	29.251	66.475
Communautés urbaines et districts	25.731	1.940	27.671	910	741	1.651	29.322
Syndicats de communes à vocation multiple	7.791	1.402	9.193	1.022	3.256	4.278	13.471
Syndicats de communes à vocation simple	13.089	3.783	16.872	3.486	5.009	8.495	25.367
Autres établissements publics locaux	778	231	1.009	46	95	141	1.150
Ensemble au 31 décembre *1985*	**563.994**	**110.279**	**674.273**	**64.453**	**140.684**	**205.137**	**879.410**
dont : Hommes	323.063	50.322	373.385	9.766	20.989	30.755	404.140
Femmes	240.931	59.957	300.888	54.687	119.695	174.382	475.270
dont : Métropole, les deux sexes	559.105	90.705	649.810	64.257	130.291	194.548	844.358
3. Organismes divers au 31 décembre 1985 :							
Chambres d'agriculture, de commerce et de métiers (3)	27.843	3.247	31.090	2.461	5.186	7.647	38.737
Établissements publics nationaux (4)	90	1.095	1.185	—	121	121	1.306
Associations syndicales autorisées (5)	611	903	1.514	383	973	1.356	2.870
Organes privés d'action locale (non marchands)	7.986	5.286	13.272	2.402	5.873	8.275	21.547
Offices publics d'HLM	16.919	12.599	29.518	950	3.289	4.239	33.757
Caisses de crédit municipal	775	207	982	30	7	37	1.019
Ensemble au 31 décembre *1985* (1 + 2 + 3)	**715.680**	**210.939**	**926.619**	**83.699**	**166.040**	**249.739**	**1.176.358**
dont : Hommes	389.392	82.779	472.171	11.572	27.201	38.773	510.944
Femmes	326.288	128.160	454.448	72.127	138.839	210.966	665.414
dont : Métropole, les deux sexes	703.641	187.676	891.317	83.247	155.275	238.522	1.129.839
Ensemble au 31 décembre *1984*	**696.283**	**225.520**	**921.803**	**68.769**	**175.772**	**244.541**	**1.166.344**
dont : Hommes	379.333	89.020	468.353	8.925	28.985	37.910	506.263
Femmes	316.950	136.500	453.450	59.844	146.787	206.631	660.081
dont : Métropole, les deux sexes	685.043	202.979	888.022	68.429	164.591	233.020	1.121.042
B. Hôpitaux et maisons de retraite publics							
Métropole							
1. Hôpitaux	493.711	56.152	549.863	47.921	47.345	95.266	645.129
dont : Personnel médical (6)	15.945	31.699	47.644	5.150	42.756	47.906	95.550
2. Centres hospitaliers spécialisés (psychiatrie)	77.796	4.136	81.932	5.731	2.669	8.400	90.332
3. Maisons de retraite publiques (7)	31.675	3.375	35.050	1.768	3.374	5.142	40.192
Ensemble au 31 décembre *1985* (1 + 2 + 3)	**603.182**	**63.663**	**666.845**	**55.420**	**53.388**	**108.808**	**775.653**
dont : Hommes							217.740
Femmes							557.913
dont : Personnel médical (6) (8)	17.791	33.951	51.742	5.423	45.961	51.384	103.126
dont : Hommes							66.615
Femmes							36.511
Ensemble au 31 décembre *1984*	**611.818**	**60.726**	**672.544**	**46.981**	**51.048**	**98.029**	**770.573**
dont : Hommes							220.088
Femmes							550.485
dont : Personnel médical (6)	18.654	29.773	48.427	5.609	43.312	48.921	97.348

(1) Uniquement budget spécial de la ville de Paris. — (2) Y compris sapeurs-pompiers de Paris (5.922) et marins-pompiers de Marseille (1300) : personnels militaires. — (3) Situation au 31 décembre 1984 : sont classés en titulaires les personnels sous statut des services administratifs et les personnels sous convention collective des services « industriels et commerciaux » ou d'« enseignement-formation ». — (4) Situation au 31 décembre 1984 : uniquement agences financières de bassins (991), centres régionaux de la propriété forestière (264) et syndicat des transports parisiens (51). — (5) Situation au 31 décembre 1983. — (6) Médécins, biologistes, odontologistes, pharmarciens, internes en médecine ou pharmacie, étudiants hospitaliers (à partir de la 2e partie du 2e cycle des études médicales). — (7) Situation au 31 décembre 1984, y compris 1.610 médecins non-titulaires à temps partiel (effectifs de 1981). — (8) Dont 26.582 internes classés en non-titulaires à temps complet et 12.840 étudiants hospitaliers classés en non-titulaires à temps partiel.

TABLEAU C.01-13

Effectifs des personnels régionaux et départementaux, communaux et intercommunaux en 1984 et 1985

Source : INSEE

	Agents à temps complet			Agents à temps partiel		
	Titulaires	Non titulaires	Total	Titulaires	Non titulaires	Total
A. Effectifs des personnels régionaux et départementaux en 1984 et 1985 (1)						
1. *France métropolitaine*						
31 décembre 1984 :						
Les deux sexes	88.963	77.788	166.751	11.227	10.318	21.545
Hommes	30.035	19.404	49.439	320	1.623	1.943
Femmes	58.928	58.384	117.312	10.907	8.695	19.602
31 décembre 1985 :						
Les deux sexes	92.364	74.195	166.559	12.955	9.739	22.694
Hommes	31.692	18.534	50.226	328	1.420	1.748
Femmes	60.672	55.661	116.333	12.627	8.319	20.946
2. *Départements d'outre-mer*						
31 décembre 1984 :						
Les deux sexes	4.708	3.183	7.891	57	110	167
Hommes	2.203	1.128	3.331	—	6	6
Femmes	2.505	2.055	4.560	57	104	161
31 décembre 1985 :						
Les deux sexes	5.098	3.128	8.226	65	168	233
Hommes	2.528	986	3.514	2	5	7
Femmes	2.570	2.142	4.712	63	163	226
B. Effectifs des personnels communaux et intercommunaux en 1984 et 1985 (2)						
1. *France métropolitaine*						
31 décembre 1984 :						
Les deux sexes	548.061	97.958	646.019	52.832	138.460	191.292
Hommes	313.971	43.467	357.438	7.353	20.980	28.333
Femmes	234.090	54.491	288.581	45.479	117.480	162.959
31 décembre 1985 :						
Les deux sexes	559.105	90.705	649.810	64.257	130.291	194.548
Hommes	320.275	39.488	359.763	9.740	19.694	29.434
Femmes	238.830	51.217	290.047	54.517	110.597	165.114
2. *Départements d'outre-mer*						
31 décembre 1984 :						
Les deux sexes	4.628	18.727	23.355	109	10.875	10.984
Hommes	2.752	9.958	12.710	35	1.429	1.464
Femmes	1.876	8.769	10.645	74	9.446	9.520
31 décembre 1985 :						
Les deux sexes	4.889	19.574	24.463	196	10.393	10.589
Hommes	2.788	10.834	13.622	26	1.295	1.321
Femmes	2.101	8.740	10.841	170	9.098	9.268

(1) Personnels des régions, départements, services d'incendie, préfecture de police de Paris, établissements publics départementaux. — (2) Personnels des communes, communautés urbaines, districts, syndicats de communes, bureaux d'aide sociale, caisses des écoles, établissements publics locaux.

TABLEAU C.01-14

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : Fichier des établissements de l'UNEDIC

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	r 1984	1985
Nombre d'établissements	2.596	2.742	2.993	3.373	3.664	3.585	2.883	2.710	2.590	2.664
Effectifs salariés (1) [en milliers] :										
Ensemble	146,2	154,4	178,3	203,3	196,8	176,7	123,2	105,6	101,4	116,0
Hommes	104,5	110,4	127,9	149,2	140,8	124,1	82,6	67,4	66,5	79,7
Femmes	41,7	44,0	50,4	54,1	56,0	52,6	40,6	38,2	34,9	36,3

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire (environ 6 %).

TABLEAU C.01-15

Contrats conclus avec les utilisateurs de personnel intérimaire

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
1er trimestre	329.429	359.128	422.265	574.836	519.417	507.432	542.667	492.372	611.764	716.302
2e trimestre	364.178	416.839	513.169	608.145	537.264	506.085	538.511	565.679	699.426	866.697
3e trimestre	432.628	486.126	617.733	668.500	634.104	560.450	580.092	631.706	788.505	930.156
4e trimestre	353.390	407.743	519.835	522.745	498.486	472.971	478.459	531.147	676.778	801.645
Contrats conclus sur l'ensemble de l'année	**1.479.625**	**1.669.836**	**2.073.002**	**2.374.226**	**2.189.271**	**2.046.938**	**2.139.729**	**2.220.904**	**2.776.473**	**3.314.800**
Équivalent en Personnes-Années-Travail (1)	158.438	189.637	205.176	237.782	198.098	142.157	113.425	101.998	123.585	...

(1) Obtenu en divisant le nombre de « semaines-travail » par 45, nombre moyen de semaines de travail permanent effectif dans l'année.

TABLEAU C.01-16

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et âge

Source : INSEE. Enquête emploi

Sexe et âge	Mars 1984			Mars 1985			Mars 1986		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Hommes :									
Moins de 25 ans	25.492	54.944	1.286.708	27.578	80.681	1.233.754	34.115	102.487	1.248.909
25 à 39 ans	23.538	51.317	4.896.142	29.833	67.610	4.941.887	36.444	66.193	4.860.623
40 ans et plus	11.784	20.023	4.040.959	14.081	30.275	4.038.013	19.260	28.515	4.084.602
Total	**60.814**	**126.284**	**10.223.809**	**71.492**	**178.566**	**10.213.654**	**89.819**	**197.195**	**10.194.134**
Femmes :									
Moins de 25 ans	12.682	64.967	1.134.884	19.729	61.686	1.105.803	13.807	85.764	1.139.029
25 à 39 ans	22.914	50.577	3.586.940	16.389	54.278	3.662.216	18.219	72.588	3.741.501
40 ans et plus	6.131	14.335	2.696.969	4.894	20.443	2.764.061	6.606	33.798	2.889.851
Total	**41.727**	**129.879**	**7.418.793**	**41.022**	**136.407**	**7.532.080**	**38.632**	**192.150**	**7.770.381**

TABLEAU C.01-17

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée

Source : INSEE. Enquête emploi

Sexe et catégorie socioprofessionnelle	Mars 1984			Mars 1985			Mars 1986		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Hommes :									
Cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires	9.175	31.444	3.721.315	5.914	37.590	3.741.244	11.933	38.930	3.798.9[illegible]
Employés	5.381	14.990	1.400.507	4.521	25.745	1.381.422	6.030	28.282	1.406.5[illegible]
Ouvriers	46.258	79.850	5.101.987	61.057	115.231	5.090.988	71.856	129.983	4.989.0[illegible]
Total	**60.814**	**126.284**	**10.223.809**	**71.492**	**178.566**	**10.213.654**	**89.819**	**197.195**	10.194.1[illegible]
Femmes :									
Cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires	4.397	26.335	2.079.842	5.082	23.183	2.094.848	7.614	30.814	2.207.9[illegible]
Employés	26.431	73.533	4.102.726	23.666	70.473	4.163.811	16.783	102.790	4.309.9[illegible]
Ouvriers	10.899	30.011	1.236.225	12.274	42.751	1.273.421	14.235	58.546	1.252.8[illegible]
Total	**41.727**	**129.879**	**7.418.793**	**41.022**	**136.407**	**7.532.080**	**38.632**	**192.150**	7.770.3[illegible]

TABLEAU C.01-18

Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et grand secteur d'activité économique

Source : INSEE. Enquête emploi

Sexe et secteur d'activité économique	Mars 1984			Mars 1985			Mars 1986		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Hommes :									
Industrie	30.784	36.034	3.515.486	33.977	59.248	3.539.285	37.528	67.059	3.428.7[illegible]
Bâtiment, travaux publics	8.405	19.554	1.144.774	11.579	26.769	1.148.412	16.120	27.511	1.113.8[illegible]
Tertiaire	21.300	63.607	5.302.877	25.576	83.007	5.292.252	35.530	94.117	5.418.9[illegible]
Total (1)	**60.814**	**126.284**	**10.223.809**	**71.492**	**178.566**	**10.213.654**	**89.819**	**197.195**	10.194.1[illegible]
Femmes :									
Industrie	14.978	30.304	1.458.317	18.883	34.479	1.494.761	16.419	47.864	1.463.3[illegible]
Bâtiment, travaux publics	2.361	908	89.810	923	999	80.022	966	1.389	96.7[illegible]
Tertiaire	23.845	93.630	5.791.782	20.111	95.411	5.883.035	21.247	133.881	6.126.2[illegible]
Total (1)	**41.727**	**129.879**	**7.418.793**	**41.022**	**136.407**	**7.532.080**	**38.632**	**192.150**	7.770.3[illegible]

(1) Y compris agriculture et activité indéterminée.

TABLEAU C.01-19

Importance du recours à la main-d'œuvre temporaire selon le secteur d'activité *(NAP regroupement au « niveau 40 »)*

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

	Activité	Effectifs salariés recensés par l'UNEDIC (1) au 31 décembre 1985 (millier)	Milliers de semaines-travail prestées par les travailleurs temporaires			
			1983	1984	1985	1986
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche (1)	13,0	7,2	16,7	11,0	4,0
T 02	Industries de la viande et du lait	138,7	84,2	107,5	116,7	113,5
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires (1)	349,4	136,0	104,6	122,6	151,8
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction (1)	0,4	2,3	8,1	16,0	5,9
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	34,7	29,3	31,6	28,5	26,5
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau (1)	29,0	49,3	55,0	70,6	105,6
T 07	Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	137,7	43,2	77,3	98,5	55,2
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	58,1	42,4	36,9	42,9	52,3
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers (1)	145,6	41,4	63,5	93,5	144,8
T 10	Industrie du verre	57,7	8,0	8,7	17,6	17,8
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	129,3	119,3	97,9	107,0	161,4
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	183,9	121,8	97,5	129,0	147,0
T 13	Fonderie et travail des métaux	410,0	268,3	234,6	328,6	420,1
T 14	Construction mécanique	453,5	386,8	388,9	389,8	520,9
T 15	Construction électrique et électronique	556,0	269,5	314,3	416,6	455,4
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	394,2	175,7	173,8	178,2	248,4
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	160,2	45,3	68,9	94,2	111,5
T 18	Industries textile et de l'habillement	451,6	51,2	71,0	96,4	150,4
T 19	Industries du cuir et de la chaussure	93,3	7,0	7,6	7,6	14,8
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	265,3	64,9	36,8	79,3	99,9
T 21	Industrie du papier et du carton	107,5	49,9	49,2	53,1	46,5
T 22	Imprimerie, presse, édition	209,7	52,1	47,3	147,1	130,2
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	206,7	81,1	78,2	127,4	171,3
T 24	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	1.224,3	1.513,5	927,9	1.201,6	1.532,3
T 25	Commerce de gros alimentaire	240,8	32,8	61,4	65,9	64,8
T 26	Commerce de gros non alimentaire	685,2	161,7	152,0	219,6	208,3
T 27	Commerce de détail alimentaire	517,4	30,7	27,3	21,6	19,8
T 28	Commerce de détail non alimentaire	698,1	46,7	33,9	42,6	66,1
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	328,9	30,3	27,1	19,1	29,1
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	463,5	34,8	36,1	32,8	27,8
T 31	Transports (1)	497,2	272,8	136,7	164,3	177,1
T 32	Télécommunications et postes (1)	6,0	1,6	5,7	4,2	7,8
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	1.108,5	216,9	317,2	314,7	315,0
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers (2)	992,7	140,3	88,7	140,8	186,4
T 35	Location et crédit bail immobiliers	32,5	2,4	4,8	5,1	3,4
T 36	Assurances	139,2	35,3	38,6	25,7	40,9
T 37	Organismes financiers (1)	364,5	67,8	98,9	140,4	139,1
T 38	Services non marchands (1)	792,8	60,7	44,8	54,1	67,9
T 39	Activités exercées à l'étranger	—	44,7	62,9	64,1	—
	Activité indéterminée	9,7	274,9	350,3	272,4	189,8
	Ensemble des activités (3)	**12.686,7**	**5.104,2**	**4.589,9**	**5.561,3**	**6.430,7**

(1) Secteur non couvert ou couvert partiellement par l'UNEDIC. L'UNEDIC ne recouvre pas les domaines suivants : le secteur public administratif en totalité : État, collectivités locales; les entreprises semi-publiques à caractère administratif, industriel et commercial : Charbonnages de France (Houillères du Nord - Pas-de-Calais et de Lorraine), Mines de potasse d'Alsace, EDF-GDF, SEITA, Ports autonomes (Le Havre, Nantes - Saint-Nazaire, Paris, Bordeaux, Dunkerque, Marseille, Rouen et Strasbourg), SNCF, RATP, les sept entreprises issues de l'ex-ORTF, Banque de France, Crédit d'équipement des PME, Commissariat à l'énergie atomique. La grande majorité du secteur agricole (salariés des exploitations agricoles du secteur coopératif agricole, en particulier la Mutualité agricole, le Crédit agricole, les coopératives, les SICA). — (2) Non compris services domestiques (poste 98 de la NAP 100). — (3) Non compris représentation diplomatique étrangère en France et organismes internationaux (poste 99 de la NAP 100).

TABLEAU C.01- 20

Indicateurs de chômage

Moyennes annuelles

Sources : INSEE (enquête emploi de mars)
Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi
UNEDIC

Unité : Milliers

	1977	1978	1979	1980	1981	*r* 1982	*r* 1983	*r* 1984	*r* 1985
Chômage BIT (1) :									
Hommes (*r*)	476,1	522,8	581,5	589,9	745,0	844,4	888,8	1.082,5	1.154,7
Femmes (*r*)	658,1	677,9	779,7	877,0	1.005,1	1.078,4	1.085,0	1.240,6	1.287,5
Ensemble (*r*)	**1.134,2**	**1.200,7**	**1.361,2**	**1.466,9**	**1.750,1**	**1.922,8**	**1.973,8**	**2.323,1**	**2.442,2**
Demandes d'emploi en fin de mois :									
Hommes	499,0	549,6	632,4	658,4	859,2	1.006,3	1.055,4	1.226,7	1.272,5
Femmes	572,7	613,4	717,4	792,2	913,7	1.004,3	1.012,1	1.113,6	1.185,9
Ensemble	**1.071,7**	**1.163,0**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.010,6**	**2.067,5**	**2.340,3**	**2.458,4**
Chômage indemnisé (2)	///	///	///	///	///	1.449,4	1.328,1	1.460,5	1.580,0
soit : *allocation de base* (3)	///	///	///	///	///	*879,4*	*750,4*	*831,5*	*932,3*
allocation spéciale	///	///	///	///	///	*205,3*	*120,3*	*87,1*	*1,0*
allocation de fin de droit	///	///	///	///	///	*166,5*	*251,3*	*262,5*	*290,6*
allocation forfaitaire (4)	///	///	///	///	///	*181,6*	*168,3*	*204,4*	*213,1*
allocation de secours exceptionnel (5)	///	///	///	///	///	*16,6*	*37,8*	*75,0*	*143,0*
Ancienneté moyenne de chômage [en mois] (6)	9,5	10,4	11,1	11,7	11,8	12,4	13,0	13,6	15,0
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (6)	24,7	27,6	29,8	32,1	32,0	34,9	38,6	38,0	42,7

(1) Cf. note (1) du tableau C.01-2. — (2) Données au titre du dernier jour du mois, c'est-à-dire intégrant les personnes ayant perçu une aide rétroactivement. — (3) Y compris allocation de base exceptionnelle depuis le 1er avril 1984. — (4) Y compris allocation d'insertion depuis le 1er avril 1984. — (5) Y compris allocation de solidarité spécifique depuis le 1er avril 1984. — (6) A l'enquête emploi de mars.

TABLEAU C.01- 21

Autres indicateurs du marché du travail

Moyennes annuelles

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Unité : Milliers

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Bénéficiaires de la garantie de ressources	95,0	100,6	///	186,1	267,9	358,8	428,5	419,7	375,2
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle du FNE	///	///	///	///	11,6	38,4	72,6	99,3	137,1
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle de solidarité	///	///	///	///	///	(1) 20,0	148,1	165,0	124,9
Licenciements pour cause économique	24,2	26,7	22,7	25,8	30,4	26,3	30,5	35,8	36,5
Chômage partiel indemnisé :									
Effectifs concernés	202,6	177,5	113,1	179,4	320,3	200,8	237,5	273,6	*r* 196,9
Journées indemnisables	843,9	710,4	422,3	845,1	1.451,0	1.019,8	1.214,0	1.262,8	*r* 988,1
Offres d'emploi en fin de mois	103,9	87,0	88,2	89,0	69,2	83,8	79,9	46,3	46,0

(1) Sur neuf mois.

TABLEAU C.01-22

Indicateurs trimestriels de flux (1)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Unité : Millier

	1977	1978	1979	■ 1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Demandes d'emploi enregistrées :										
1er trimestre	606,3	606,7	681,3	712,5	775,5	788,5	798,1	824,9	812,0	852,3
2e trimestre	562,8	583,7	615,1	625,8	704,1	749,8	740,2	750,7	790,4	886,6
3e trimestre	786,3	831,2	842,5	895,1	999,2	1.052,6	1.022,9	1.124,2	1.167,0	1.253,8
4e trimestre	724,1	800,0	841,8	894,5	972,7	■ 979,3	984,1	998,6	1.018,2	1.084,7
Demandes satisfaites :										
1er trimestre	602,1	667,4	679,6	744,3	728,5	807,6	935,8	841,3	941,6	941,8
2e trimestre	587,6	616,1	678,8	722,4	719,8	821,9	879,8	859,4	962,5	1.026,2
3e trimestre	558,7	578,1	641,3	655,2	693,9	802,0	815,3	845,2	931,2	982,5
4e trimestre	738,4	747,1	787,1	776,5	852,6	■ 973,8	911,3	934,3	1.024,3	1.021,6
dont : placements :										
1er trimestre	127,3	101,7	113,6	129,1	121,8	128,5	146,5	95,9	82,1	86,5
2e trimestre	124,9	120,4	124,9	136,1	143,6	148,3	136,1	103,5	98,3	113,7
3e trimestre	117,4	108,2	120,9	127,7	130,4	146,3	116,5	106,0	104,4	122,8
4e trimestre	112,0	115,8	126,2	126,0	119,5	■ 131,0	103,8	89,7	89,8	104,2
annulations :										
1er trimestre	474,8	565,7	566,0	615,2	606,7	679,1	789,3	745,4	859,5	855,3
2e trimestre	462,7	495,7	553,9	586,3	576,2	673,6	743,7	755,9	864,2	912,5
3e trimestre	441,3	469,9	520,4	527,5	563,5	655,7	698,8	739,2	826,8	859,7
4e trimestre	626,4	631,3	660,9	650,5	733,1	■ 842,8	807,5	844,6	934,5	917,4
Taux de sortie des demandeurs entrés au cours des trois derniers mois :										
1er trimestre	34,2	33,8	32,2	32,5	24,6	24,0	r 27,5	r 21,7	r 23,6	26,3
2e trimestre	32,3	34,1	31,9	32,8	25,2	24,3	r 25,6	r 21,7	r 25,3	29,3
3e trimestre	25,4	25,9	25,3	24,1	18,5	17,9	r 21,7	r 18,0	r 23,9	26,7
4e trimestre	32,5	31,2	30,5	24,1	22,0	■ 20,2	r 19,0	r 20,4	r 24,9	24,9

(1) Avant 1980, flux trimestriels obtenus par somme des flux mensuels. Au 4e trimestre 1982, nouvelle rupture de série liée à la réforme des statistiques du marché du travail (novembre 1982).

TABLEAU C.01-23

Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle

Moyennes annuelles

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Unité : Millier

	1977	1978	■ 1979	1980	1981	r 1982	r 1983	r 1984	r 1985	1986
Métiers regroupés :										
Métiers primaires	16,5	17,9	(1) 202	22,6	28,4	35,7	38,4	45,1	48,7	50,3
Métiers de l'industrie	450,8	470,1	420,2	449,6	564,1	613,8	615,4	693,9	711,1	709,0
Métiers du bâtiment et des travaux publics	60,1	72,5	124,1	119,8	171,4	225,4	253,5	305,1	305,3	289,3
Métiers tertiaires	544,3	602,5	785,3	858,6	1.009,0	1.135,7	1.160,2	1.296,2	1.393,3	1.468,0
Ensemble	**1.071,7**	**1.163,0**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.010,6**	**2.067,5**	**2.340,3**	**2.458,4**	**2.516,6**
Qualification professionnelle :										
Manœuvre ordinaire	116,9	116,6	130,5	135,8	172,4	202,0	201,7	214,0	210,2	199,1
Personnel spécialisé	366,2	389,9	455,7	494,8	597,7	675,2	683,5	759,7	784,5	805,1
Personnel qualifié	493,1	555,6	652,4	709,1	884,3	1.009,4	1.060,8	1.232,4	1.314,6	1.352,1
Agent de maîtrise, technicien, ingénieur et cadre	95,5	100,9	111,2	110,9	118,5	124,0	121,5	134,2	149,1	160,3
Ensemble	**1.071,7**	**1.163,0**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.010,6**	**2.067,5**	**2.340,3**	**2.458,4**	**2.516,6**

(1) Rupture entre 1978 et 1979 sur la classification par métiers (passage au code ROME).

TABLEAU C.01-24

Population totale et population active des départements d'outre-mer (1)

Source : INSEE (Recensement de la population de 1982. Résultats définitifs)

	Ensemble	Âge: Non déclaré	Moins de 16 ans	16 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE									
Les deux sexes :									
Population totale	327.002	1.488	109.726	33.711	53.642	39.093	29.692	25.029	34.621
dont : *Actifs*	*121.826*	*568*	///	*7.885*	*39.043*	*30.959*	*22.125*	*16.152*	*5.094*
Activité non déclarée	*4.166*	///	///	*1.922*	*985*	*383*	*280*	*239*	*357*
Taux d'activité	///	///	///	23,4	72,8	79,2	74,5	64,5	14,7
Sexe masculin :									
Population totale	160.112	699	55.441	17.010	27.109	18.519	14.169	11.846	15.319
dont : *Actifs*	*69.158*	*324*	///	*4.687*	*20.987*	*17.387*	*12.916*	*9.670*	*3.187*
Activité non déclarée	*2.097*	///	///	*979*	*541*	*185*	*143*	*124*	*125*
Taux d'activité	///	///	///	27,6	77,4	93,9	91,2	81,6	20,8
Sexe féminin :									
Population totale	166.890	789	54.285	16.701	26.533	20.574	15.523	13.183	19.302
dont : *Actifs*	*52.668*	*244*	///	*3.198*	*18.056*	*13.572*	*9.209*	*6.482*	*1.907*
Activité non déclarée	*2.069*	///	///	*943*	*444*	*198*	*137*	*115*	*232*
Taux d'activité	///	///	///	19,1	68,1	66,0	59,3	49,2	9,9
GUYANE									
Les deux sexes :									
Population totale	73.012	238	25.229	5.618	14.248	11.425	6.704	4.473	5.077
dont : *Actifs*	*31.183*	*111*	///	*1.259*	*10.365*	*9.432*	*5.404*	*3.327*	*1.285*
Activité non déclarée	*668*	///	///	*224*	*152*	*81*	*64*	*38*	*109*
Taux d'activité	///	///	///	22,4	72,7	82,6	80,6	74,4	25,3
Sexe masculin :									
Population totale	38.448	133	12.842	2.781	7.996	6.168	3.646	2.450	2.432
dont : *Actifs*	*19.594*	*69*	///	*730*	*6.274*	*5.973*	*3.476*	*2.185*	*887*
Activité non déclarée	*352*	///	///	*110*	*79*	*49*	*32*	*22*	*60*
Taux d'activité	///	///	///	26,2	78,5	96,8	95,3	89,2	36,5
Sexe féminin :									
Population totale	34.564	105	12.387	2.837	6.252	5.257	3.058	2.023	2.645
dont : *Actifs*	*11.589*	*42*	///	*529*	*4.091*	*3.459*	*1.928*	*1.142*	*398*
Activité non déclarée	*316*	///	///	*114*	*73*	*32*	*32*	*16*	*49*
Taux d'activité	///	///	///	18,6	65,4	65,8	63,0	56,5	15,0
MARTINIQUE									
Les deux sexes :									
Population totale	326.717	717	100.978	34.945	55.612	37.340	31.247	27.256	38.622
dont : *Actifs*	*128.072*	*230*	///	*9.196*	*41.821*	*30.844*	*23.786*	*17.203*	*4.992*
Activité non déclarée	*2.710*	///	///	*909*	*559*	*256*	*187*	*169*	*630*
Taux d'activité	///	///	///	26,3	75,2	82,6	76,1	63,1	12,9
Sexe masculin :									
Population totale	158.415	346	51.021	17.539	28.297	17.169	14.568	12.834	16.641
dont : *Actifs*	*69.779*	*129*	///	*5.383*	*21.881*	*16.089*	*13.156*	*10.191*	*2.950*
Activité non déclarée	*1.283*	///	///	*462*	*311*	*127*	*86*	*80*	*217*
Taux d'activité	///	///	///	30,7	77,3	93,7	90,3	79,4	17,7
Sexe féminin :									
Population totale	168.302	371	49.957	17.406	27.315	20.171	16.679	14.422	21.981
dont : *Actifs*	*58.293*	*101*	///	*3.813*	*19.940*	*14.755*	*10.630*	*7.012*	*2.042*
Activité non déclarée	*1.427*	///	///	*447*	*248*	*129*	*101*	*89*	*413*
Taux d'activité	///	///	///	21,9	73,0	73,2	63,7	48,6	9,3

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-24 *(suite et fin)*

Population totale et polulation active des départements d'outre-mer (1)

Source : INSEE (Recensement de la population de 1982. Résultats définitifs)

	Ensemble	Âge							
		Non déclaré	Moins de 16 ans	16 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
RÉUNION									
Les deux sexes									
Population totale	515.798	437	186.271	56.796	88.308	62.114	48.825	35.172	37.875
dont : *Actifs*	*172.828*	*216*	///	*17.396*	*60.108*	*42.799*	*30.835*	*18.119*	*3.355*
Activité non déclarée	*1.279*	///	///	408	267	202	128	84	190
Taux d'activité	///	///	///	30,6	68,1	68,9	63,1	51,5	8,9
Sexe masculin :									
Population totale	252.997	244	93.768	28.764	42.758	30.725	24.074	17.021	15.643
dont : *Actifs*	*110.818*	*154*	///	*10.138*	*35.609*	*28.531*	*21.229*	*12.808*	*2.349*
Activité non déclarée	*610*	///	///	*205*	*118*	*103*	*64*	*50*	*70*
Taux d'activité	///	///	///	35,2	83,3	92,9	88,2	75,2	15,0
Sexe féminin :									
Population totale	262.801	193	92.503	28.032	45.550	31.389	24.751	18.151	22.232
dont : *Actifs*	*62.010*	*62*	///	*7.258*	*24.499*	*14.268*	*9.606*	*5.311*	*1.006*
Activité non déclarée	669	///	///	*203*	*149*	*99*	*64*	*34*	*120*
Taux d'activité	///	///	///	25,9	53,8	45,5	38,8	29,3	4,5
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON									
Les deux sexes :									
Population totale	6.037	—	1.755	487	975	914	660	498	748
dont : *Actifs*	*2.380*	—	///	*127*	*779*	*655*	*451*	*293*	*75*
Activité non déclarée	*3*	///	///	—	—	—	*1*	*1*	*1*
Taux d'activité	///	///	///	26,1	79,9	71,7	68,3	58,8	10,0
Sexe masculin :									
Population totale	2.981	—	871	253	508	477	347	246	279
dont : *Actifs*	*1.624*	—	///	*73*	*487*	*461*	*337*	*220*	*46*
Activité non déclarée	—	///	///	—	—	—	—	—	—
Taux d'activité	///	///	///	28,8	95,9	96,6	97,1	89,4	16,5
Sexe féminin :									
Population totale	3.056	—	884	234	467	437	313	252	469
dont : *Actifs*	*756*	—	///	*54*	*292*	*194*	*114*	*73*	*29*
Activité non déclarée	*3*	///	///	—	—	—	*1*	*1*	*1*
Taux d'activité	///	///	///	23,1	62,5	44,4	36,4	29,0	6,2

(1) Ayant un emploi ou non, de 16 ans ou plus, ou personnes d'âge inconnu mais ayant répondu à la question sur le type d'activité, par sexe et âge (génération) au recensement de 1982. Pour le calcul des taux d'activité, les personnes d'activité non déclarée ont été classées comme inactives.

TABLEAU C.01-25

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer (1)

(Pour la population en âge d'activité)

Source : INSEE

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
Taux d'activité (en pourcentage) :					
Hommes	74	81	74	76	86
Femmes	55	57	58	41	43
Ensemble	64	70	66	58	65
Taux de chômage (en pourcentage) :					
Hommes	22	13	27	31	9
Femmes	29	21	32	34	13
Ensemble	25	16	29	32	10

(1) Recensement de la population 1982, population 16 à 59 ans.

TABLEAU C.01-26

Dépenses pour l'emploi en France

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (1)

Unité : Million de francs

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	*r* 1984	*p* 1985
Indemnisation du chômage total	6.867,3	9.577,3	12.500,1	17.231,9	22.875,3	26.412,1	39.164,5	49.347,8	44.760,6	50.142,0	58.541,0
Incitation au retrait d'activité	2.695,8	3.280,9	3.988,3	5.912,8	7.964,8	10.966,3	17.884,7	28.759,5	*r* 50.736,3	52.299,0	56.202,6
Maintien de l'emploi	792,5	993,5	1.079,2	1.461,2	2.348,7	2.361,1	3.141,6	3.861,4	4.678,2	5.239,9	3.754,4
Promotion de l'emploi et créations d'emplois	669,9	831,9	1.881,8	2.083,2	2.021,5	2.669,5	*r* 3.345,4	*r* 3.905,3	*r* 4.742,3	5.360,4	7.940,5
Incitation à l'emploi	136,6	178,2	255,8	791,6	1.050,7	1.384,4	*r* 1.684,2	2.300,0	2.667,6	3.022,6	3.436,9
Formation professionnelle	8.552,4	10.087,1	12.629,7	16.612,7	17.302,9	19.812,9	*r* 22.799,0	*r* 27.357,8	*r* 30.740,3	34.086,1	36.980,9
Perfectionnement du marché du travail	397,4	494,2	605,8	730,5	854,6	1.070,1	1.325,7	1.720.1	1.999,2	2.318,1	2.552,8
Total	**20.111,9**	**25.443,1**	**32.940,7**	**44.823,9**	**54.418,5**	**64.676,4**	***r*89.345,1**	***r*117.251,9**	***r*140.324,5**	**152.468,1**	**169.409,1**

(1) Cf. sources de documentation.

SOURCES DE DOCUMENTATION

1. Publications de l'INSEE.

Économie et statistique, INSEE :

— N° 151, janvier 1983 : « Emploi et chômage en avril-mai 1982 » (M. Cézard, N. Coëffic, P. Laulhé);

— N° 152, février 1983 : « Les nouvelles catégories socio-professionnelles » (A. Desrosières, A. Goy et L. Thévenot);

— N° 154, avril 1983 : « La concentration des emplois féminins » (M. Huet). — « Des 40 aux 39 heures : processus et réactions des entreprises » (O. Marchand, D. Rault et E. Turpin);

— N° 160, novembre 1983 : « Le nombre des chômeurs » (O. Marchand et C. Thélot);

— N° 160, novembre 1983 : « Les raisons du tassement du chômage à travers l'enquête emploi » (M. Cézard);

— N° 166, mai 1984 : « L'emploi en 1982-1983 : simple répit dans la divergence entre demande et offre » (O. Marchand);

— N° 167, juin 1984 : « Les effectifs des agents de l'État de 1975 à 1982 » (A. Brenot-Ouldali et D. Quarré);

— N° 169, septembre 1984 : « Succès et échecs des recherches d'emploi : les chômeurs de mars 1983 sept mois plus tard » (N. Coëffic);

— N° 171-172, novembre-décembre 1984 : Dossier « Population active, emploi, groupes sociaux »;

— N° 176, avril 1985 : « 200 000 emplois à nouveau perdus en 1984 » (O. Marchand et E. Martin-Le Goff);

— N° 178, juin 1985 : « Des changements dans la nature des embauches » (D. Depardieu et M. C. Laulhé);

— N° 183, décembre 1985 : « Les traits majeurs du chômage depuis vingt ans (C. Thélot), « La croissance du chômage depuis vingt ans : interprétations économiques » (C. Thélot), et « Emploi et chômage en mars 1985 » (J.-L. Heller);

— N° 184, janvier 1986 : « La crise a freiné la mobilité sectorielle » (M. Cézard et D. Rault);

— N° 187, avril 1986 : « L'emploi en 1985 : les signes d'une amélioration » (O. Marchand et E. Martin-Le Goff).

— N° 190, juillet 1986 : « La population active commence à diminuer juste après l'an 2000 » (O. Marchand);

— N° 193-194, novembre-décembre 1986 : Numéro spécial « Emploi et chômage : l'éclatement »;

— N° 198, avril 1987 : « Stabilité de l'emploi mais reprise du chômage en 1986 » (O. Marchand et E. Martin-Le Goff);

— N° 199-200, mai-juin 1987 : Dossier sur « la mobilité sociale » (M. Gollac et P. Laulhé).

Les collections de l'INSEE, série D :

— N° 112 : « Emploi salarié par région du 31 décembre 1967 au 31 décembre 1984 »;

— N° 114 : « Enquête sur l'emploi de 1986 » (résultats détaillés);

— N° 119 : « Structure des emplois en 1985 »;

— N° 121 : « Mobilité professionnelle-Enquête FQP 1985 ».

Archives et Documents :

— N° 13 : « Les personnels départementaux en 1976 et 1979 »;

— N° 17 : « Les personnels des organismes divers d'action locale, mai 1978, février 1979 »;

— N° 20-21 : « La population active non salariée du commerce »;

— N° 38 : « Les catégories socio-professionnelles et leur repérage dans les enquêtes »;

— N° 63 : « Les emplois précaires en 1980 »;

— N° 76 : « Affectations des agents de l'État au 31 décembre 1978 »;

— N° 77 : « Catégories et emplois des agents de l'État au 31 décembre 1978 »;

— N° 78 : « Bilans formation-emploi. Années 1977 à 1980 »;

— N° 84 : « La concentration des emplois féminins. Ampleur. Analyse. Évolution »;

— N° 118 : « Les personnels communaux en 1980 »;

— N° 120 : « Enquêtes sur l'emploi de 1982 et 1983. Résultats redressés »;

— N° 127 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1980 »;

— N° 155 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1983 »;

— N° 156 : « De l'ancien code à la nouvelle nomenclature des catégories socioprofessionnelles. Études méthodologiques »;

— N° 160 : « Les effectifs du ministère de la Défense 1976-1984 »;

— N° 175 : « Les agents des services civils de l'État aux 31 décembre 1982, 1983, 1984 »;
— N° 181 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1984 »;
— N° 198 : « Emploi par région au 31 décembre 1985 ».

Ouvrages :

— *Données sociales.* Édition 1987;
— Recensement général de la population de 1982. Principaux résultats — sondage au 1/20. (Plaquette « boulier » RP 82/4). France métropolitaine;
— Recensement général de la population de 1982. Résultats du sondage au 1/4, population, emploi, ménages, familles, logements, France métropolitaine (par catégorie de commune);
— Recensement général de la population de 1982. Résultats du sondage au 1/20. Population active. (Série bordeaux ou *collections* D. 100).

2. Publications du ministère des Affaires sociales et de l'Emploi. Service des Études et de la Statistique 1, place de Fontenoy, 75700 Paris - Tél. : (1) 45 67 55 44.

— *Bulletin mensuel de statistiques du travail,* et ses suppléments;
— *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi* (8 à 10 numéros par an);
— *Revue française des affaires sociales,* publication trimestrielle;
— Tableaux statistiques sur le travail et l'emploi, édition 1980;
— *Travail et emploi,* revue publiée depuis 1980. Études sur les problèmes du travail et d'emploi (trimestriel);
— Pour une politique du travail. Ensemble de rapports de constat et proposition présentés à Monsieur le ministre du Travail sur les différents domaines d'intervention de l'État en faveur de l'emploi, 1980;
— « Bilan de l'Emploi 1985 », *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 23-24, 1986;
— « Structure des emplois en 1985 », *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 31-32, 1987;
— *Comptes de l'emploi,* données physico-financières 1973-1980 Paris, 1982-1981/82, Paris 1984. La documentation française.

● *Travail intérimaire et travail sous contrat à durée déterminée :*

— Suppléments au Bulletin mensuel de *Statistique du travail,* n°s 44, 82, 95 et 104 (travail temporaire), 76 et 96 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);
— *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n°s 2, 3, 4 et 19 (travail temporaire), n° 11 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée).

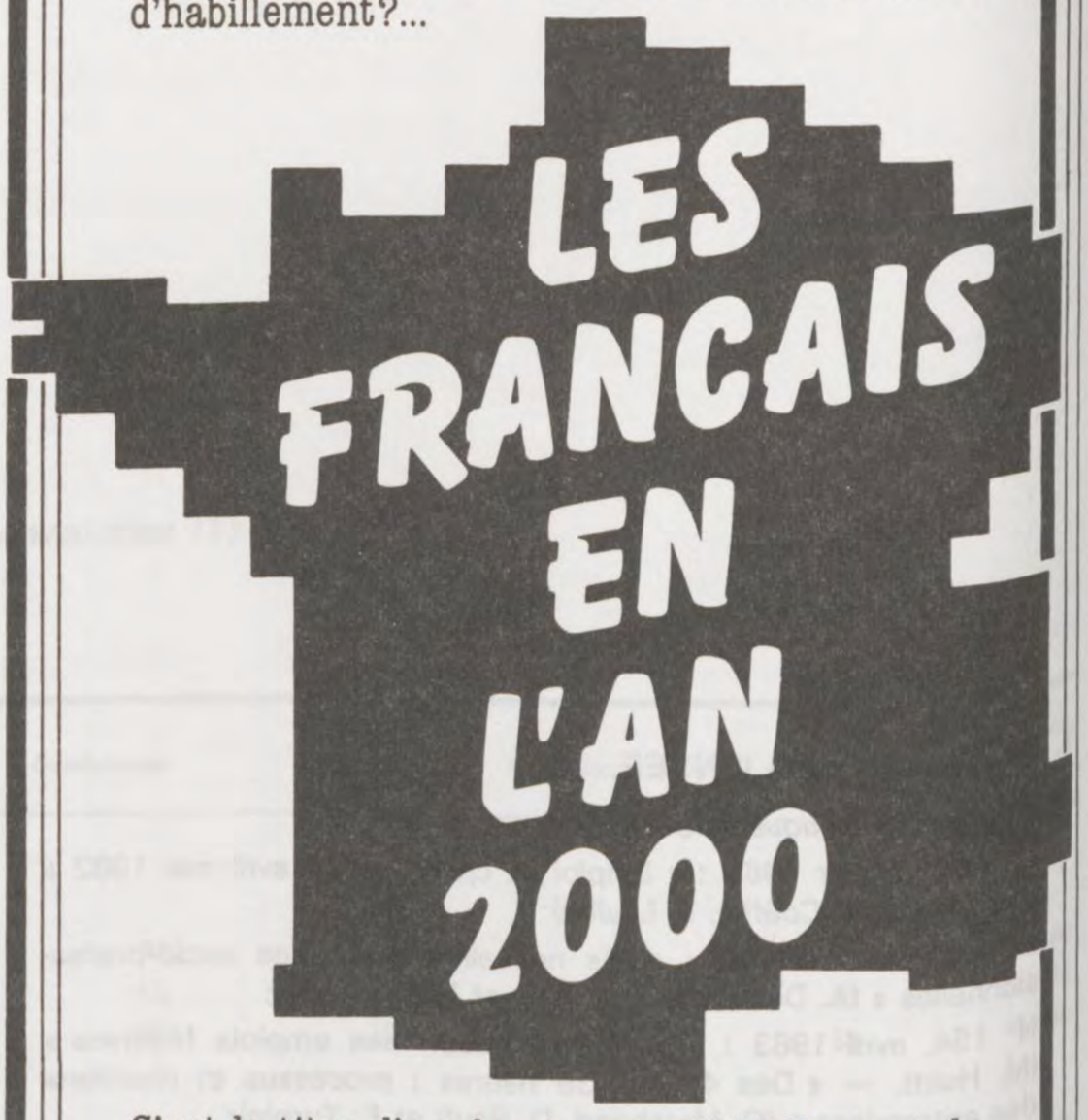
● *Main-d'œuvre étrangère :*

— « L'immigration en France », *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 29, 1987;
— *Travail et emploi* n° 12 : « La montée de l'activité des femmes étrangères en France : une tendance qui va en s'accentuant » Y. Moulier et R. Silberman.

3. Autres publications.

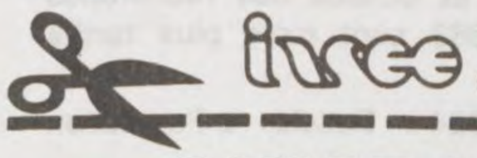
— Rapport du groupe de travail « Emploi-Formation », Commissariat général du Plan, préparation du VIIIe Plan;
— Rapport de la commission « Emploi et relations du travail », Commissariat général du Plan, préparation du VIIIe Plan;
— « Chômage et politiques », 1980, Collection *Les cahiers français,* n° 180, édité par La documentation française;
— « Les limites de la vie active et de la retraite » (A. Monnier), *Population,* juillet-octobre 1979;
— Rapport de l'Inspection générale des Affaires sociales en 1980 : « Protection sociale et mutations socio-économiques »;
— *Bulletin de liaison de l'UNEDIC,* n° 102, septembre-octobre 1986;
— « Le travail ouvrier », 1983, Collection *Les cahiers français,* n° 209, édité par La documentation française;
— Collection des projets de la loi de Finances, Présentation du budget du Travail et de la Santé, sous forme de budget programme. Paris, Imprimerie nationale.
— Rapport sur les statistiques de l'emploi et du chômage (E. Malinvaud), 1986.

En l'an 2000 :
La population de la France augmentera-t-elle toujours?
Les plus de 60 ans seront-ils aussi nombreux que les moins de 20 ans?
Combien y aura-t-il de personnes seules, de familles monoparentales?
La participation croissante des femmes à l'activité professionnelles est-elle irréversible?
Les dépenses de loisirs deviendront-elles plus importantes que les dépenses alimentaires ou d'habillement?...



C'est le titre d'un dossier que l'INSEE vient de publier et qui tente de cerner ces questions à partir de l'observation des tendances passées et d'hypothèses sur l'avenir.

LES FRANÇAIS EN L'AN 2000 (numéro spécial d'ÉCONOMIE ET STATISTIQUE), 92 pages, 33 F.



Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

BON DE COMMANDE
à retourner à INSEE-CNGP, BP 2718, 80027 AMIENS CEDEX
Veuillez m'adresser .... numéro(s) 190 d'ÉCONOMIE ET STATISTIQUE
Nom ou Raison Sociale : _____
Activité : _____
Adresse : _____
_____ tél : _____
Ci-joint en règlement la somme de _____ F
par ☐ chèque postal ☐ chèque bancaire
☐ mandat à l'ordre de l'INSEE

Chapitre C.02

Conditions de travail et relations professionnelles

1. Durée du travail de la main-d'œuvre salariée
2. Maladies professionnelles et accidents du travail
3. Conflits du travail
4. Élections aux comités d'entreprise
5. Conventions collectives
6. Délégués syndicaux

1. Durée du travail de la main-d'œuvre salariée

Les données sur la *durée hebdomadaire* du travail de la main-d'œuvre salariée sont établies à partir de l'enquête trimestrielle du ministère des Affaires sociales et de l'Emploi sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre dans les établissements de métropole occupant plus de neuf salariés. La durée du travail relevée dans ces enquêtes est la durée hebdomadaire moyenne constatée pendant la première semaine du trimestre et jugée « normale », c'est-à-dire notamment sans jours fériés.

La nomenclature d'activités adoptée est le regroupement au « niveau 40 » de la NAP (nomenclature d'activités et de produits) utilisé en comptabilité nationale (tableau 1).

La répartition du personnel salarié « ouvriers » d'une part, « employés » d'autre part (toutes activités réunies), selon la durée hebdomadaire habituelle de travail, est présentée au tableau 2.

Le *travail à temps partiel* connaît une importance croissante; des données sur ce phénomène, issues de l'enquête emploi réalisée annuellement en mars par l'INSEE, sont présentées aux tableaux 3 et 4.

La durée *annuelle effective* du travail des salariés vise à représenter la quantité moyenne de travail effectivement mise en œuvre par une personne occupant un emploi salarié pendant une année civile. Elle est évaluée par le produit de la durée hebdomadaire et du nombre de semaines travaillées, corrigé de l'incidence du travail à temps partiel.

Le nombre de semaines est obtenu en retranchant du nombre total de semaines d'une année civile, les journées non travaillées pour congés annuels, ponts et jours fériés, pour chômage intempéries, pour maladie, maternité et accident de travail et pour grèves.

La série des congés annuels est élaborée à l'aide des

Ce chapitre a été établi en collaboration avec le ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, service des Études et de la Statistique-travail-emploi.

enquêtes spécifiques de 1976, 1981 et 1982 effectuées par le ministère du Travail.

Les données concernant le chômage intempéries sont fournies par la Caisse nationale de surcompensation du Bâtiment et des Travaux publics de France.

L'absentéisme pour maladie, maternité et accidents de travail est évalué essentiellement à l'aide des statistiques établies par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés pour le régime général, la Mutualité sociale aricole pour le régime agricole, la Caisse autonome nationale de Sécurité sociale dans les Mines pour le régime minier et par les grandes entreprises nationales (EDF, SNCF, RATP, P et T) pour les régimes statutaires.

Le nombre de journées non travaillées à l'occasion de conflits localisés est fourni par le ministère du Travail.

Enfin, l'incidence du travail à temps partiel est mesurée à l'aide de la proportion de salariés à temps partiel et du rapport entre la durée moyenne du travail d'un salarié à temps partiel et celle d'un salarié à temps complet. Ces deux indicateurs résultent d'une synthèse des informations extraites de l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, de l'enquête Emploi, de l'enquête annuelle d'entreprises dans le commerce et du recensement des agents de l'État.

2. Maladies professionnelles et accidents du travail

21. Maladies professionnelles

Le tableau 6 donne le nombre de cas déclarés annuellement pour les principales maladies professionnelles, dans le *régime général de Sécurité sociale.*

Il s'agit des cas de maladies professionnelles pour lesquels un avantage financier (indemnité journalière ou rente) *a été versé pour la première fois* au cours de l'année.

22. Accidents du travail

Les statistiques présentées aux tableaux 7 et 8 : taux de fréquence (nombre d'accidents avec arrêt de travail pour 1.000.000 d'heures travaillées) et taux de gravité (nombre de journées perdues par incapacité consécutive à un accident, pour 1.000 heures travaillées), sont établies par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), sur la base des déclarations d'accident du travail effectuées auprès des caisses primaires. Les taux sont donnés pour 14 des 15 comités techniques nationaux d'accidents du travail (1) du régime général de Sécurité sociale — qui couvre environ les 4/5 des salariés; le quinzième comité en effet, « eau-gaz-électricité », ne représente qu'un très faible nombre de salariés du régime général et les résultats correspondants, peu significatifs, ne figurent donc pas dans les tableaux.

Il convient de noter que ces ratios — taux de fréquence et taux de gravité — ne peuvent être tout à fait précis, car leur dénominateur (nombre d'heures travaillées) est évalué à partir de sources statistiques nationales sur l'emploi ou la durée du travail, dans le cadre de nomenclatures qui s'ajustent imparfaitement avec celle des comités techniques nationaux; c'est donc leur évolution qui doit surtout être observée.

3. Conflits du travail (conflits localisés) (2)

Les données statistiques sur les conflits du travail présentées au tableau 9 sont issues de relevés mensuels établis par les inspecteurs du Travail (ou par les personnes qui en remplissent les fonctions). Publiée dans le *Bulletin mensuel de statistiques du travail* (du ministère des Affaires sociales et de l'Emploi) d'une part et dans le *Bulletin mensuel de statistiques* (de l'INSEE) d'autre part, la statistique des conflits porte sur l'ensemble des activités en Métropole, à l'exclusion de l'agriculture et des agents de l'État et des Collectivités locales.

L'année 1983 a introduit une discontinuité dans la méthode de mesure avec la mise en place d'une nouvelle fiche, remplie pour chaque *établissement.* Auparavant, le conflit localisé était observé au niveau de l'*entreprise* et le nombre des établissements concernés était évalué à partir de l'entreprise. La nouvelle procédure rend caduque la distinction entre nombre de conflits observés et nombre d'établissements concernés. Mais la continuité de la série des journées individuelles non travaillées — qui est l'indicateur de conflictualité le plus fréquemment utilisé — n'est pas affectée par ce changement de méthode.

Par ailleurs, si le relevé des conflits observés est mensuel, la durée de ces derniers est indépendante de cette périodicité. On ne saurait donc additionner les totaux mensuels concernant leur nombre ou les effectifs qui ont cessé le travail durant chacune de ces périodes sans introduire des doubles, voire des triples comptes. C'est pourquoi le tableau ne présente que des moyennes mensuelles, moyennes arithmétiques des 12 valeurs mensuelles de l'année.

4. Élections aux comités d'entreprise (3)

Les résultats des élections aux comités d'entreprise sont présentés au tableau 10 en pourcentages de voix (par rapport aux suffrages exprimés) obtenus par les divers syndicats et par les non syndiqués.

Cette statistique (publiée dans les *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*) repose sur l'envoi, par les entreprises concernées — environ 12.000 chaque année —, à la section d'Inspection dont elles dépendent, des procès-verbaux des élections survenues.

Les élections aux comités d'entreprise sont organisées par collèges catégoriels distincts dont le nombre et la

---

1. Organismes paritaires chargés d'assurer la gestion financière du risque accident du travail.
2. Le tableau 9 ne présente pas les conflits généralisés, non parce qu'ils seraient quantitativement négligeables, mais parce que le calcul de moyennes mensuelles appliqué à un phénomène aussi irrégulier dans le temps serait dépourvu de signification.
3. Sur les conditions d'existence, de mise en place et les attributions des comités d'entreprise, cf. articles L. 431-1 et suivants du Code du travail et décrets 83-469 et 83-470 du 8 juin 1983.

composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges « légaux » sont au nombre de deux : employés et ouvriers d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part, lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise considérée ne dépasse pas 25; si cet effectif est supérieur à 25, le deuxième collège « légal » éclate en deux collèges distincts; un deuxième collège pour les agents de maîtrise et techniciens et un troisième collège pour les cadres. Mais l'ensemble du personnel peut aussi être regroupé en un collège unique (le cas est assez fréquent).

Les comités d'entreprise étant élus tous les deux ans, les entreprises concernées ne sont pas les mêmes selon que l'année d'élection est paire ou impaire; ceci explique les différences sensibles de certains résultats entre années paires et impaires. Le résultat de chaque année doit être comparé à ceux des années de même parité.

5. Conventions collectives

51. Dispositions réglementaires relatives aux conventions collectives

La loi du 11 février 1950 constitue la base de la législation dans le domaine de la négociation collective. Sont exclus des dispositions de cette loi les établissements et entreprises publics ou assimilés dont le personnel est régi par un statut législatif ou réglementaire.

Les conventions collectives et accords professionnels ou interprofessionnels sont des accords relatifs aux conditions de travail et aux garanties sociales.

En principe, la convention collective a vocation à traiter de l'ensemble de ces matières pour toutes les catégories professionnelles, tandis que l'accord professionnel ou interprofessionnel n'aborde qu'un ou des sujets déterminés dans cet ensemble.

Les conventions et accords collectifs de travail sont conclus entre, d'une part, une ou plusieurs organisations syndicales de travailleurs reconnues les plus représentatives au plan national ou qui sont affiliées auxdites organisations, ou qui ont fait preuve de leur représentativité dans le champ d'application professionnel ou territorial de la convention collective, d'autre part, une ou plusieurs organisations syndicales d'employeurs ou tout autre groupement d'employeurs ou un ou plusieurs employeurs pris individuellement.

La convention ou l'accord peut comporter des dispositions plus favorables aux travailleurs que celles des lois et règlements en vigueur. Elle ne peut déroger aux dispositions d'ordre public de ces lois et règlements.

Sont soumis aux obligations de la convention ou de l'accord tous ceux qui l'ont signée à titre personnel ainsi que ceux qui sont ou deviennent membres des organisations signataires. Y sont également soumis les organisations adhérentes ainsi que ceux qui sont ou deviennent membres de ces dernières organisations.

A la demande de l'une des organisations syndicales les plus représentatives ou à l'initiative du ministre des Affaires sociales et de la Sodidarité nationale, l'ensemble des dispositions des conventions ou accords répondant aux conditions déterminées par la loi peuvent être étendues, c'est-à-dire rendues obligatoires pour les employeurs et travailleurs compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention ou de l'accord.

Une innovation a été introduite en 1983, consistant dans l'obligation de négocier au moins une fois par an :
— au niveau des branches sur les salaires (avec un réexamen tous les cinq ans des classifications);
— au niveau des entreprises où existe une représentation syndicale, sur les salaires effectifs, la durée effectuée et l'organisation du temps de travail.

52. Résultats

Des enquêtes destinées à appréhender l'étendue de la couverture des différentes conventions collectives, ainsi que des accords d'entreprise ou d'établissement, ont été réalisées en avril 1981 et février 1985 par le ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, auprès des établissements industriels et commerciaux occupant plus de 10 salariés (représentant 86 % des effectifs salariés de l'industrie, des commerces et des services).

A cette date, il y avait 1 222 textes conventionnels; mais un grand nombre d'entre eux ne couvrent qu'un faible effectif salarié : plus de la moitié des salariés compris dans le champ de l'enquête sont couverts par moins de 5 % des conventions seulement. Le tableau 11 donne, pour chaque branche selon le regroupement en 40 postes de la NAP, la proportion de salariés couverts par un accord d'entreprise ou d'établissement et la proportion de salariés qui ne sont couverts ni par une convention collective ni par un accord d'entreprise ou d'établissement; enfin, les principales conventions s'appliquant dans la branche sont citées, avec leur pourcentage de couverture.

6. Délégués syndicaux

Cette statistique, réalisée pour la première fois en 1986, remplace celle, jugée peu fiable et abandonnée depuis trois ans, sur les sections syndicales.

Il s'agit d'un décompte des délégués syndicaux d'établissement appartenant à des établissements de 50 salariés et plus relevant de la compétence du ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, du ministère des Transports et du ministère de l'Agriculture. Cette statistique est prévue tous les deux ans; elle est réalisée à partir des documents établis par les sections d'inspection (Travail, Transports et Agriculture).

Les résultats des tableaux 12 et 13 portent sur ces délégués syndicaux existant au 31 décembre 1985.

TABLEAU C.02-1

Durée hebdomadaire du travail de l'ensemble des salariés (ouvriers et employés) selon le groupe d'activités

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi — *Unité :* Moyennes annuelles (heures)

Activité (NAP-niveau 15 — en U — et 40 — en T)	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
U 02 à U 06. INDUSTRIE (non compris le BGCA)	41,12	40,86	40,69	40,55	40,30	39,30	38,86	38,70	38,66	38,64
dont :										
T 02. Industries de la viande et du lait	42,63	42,01	41,50	41,08	40,69	39,48	39,15	39,08	38,97	38,97
T 03. Autres industries agricoles et alimentaires	41,89	41,52	41,22	41,04	40,93	39,73	39,39	39,27	39,07	38,92
T 04. Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	39,30	39,30	39,30	39,30	39,30	38,51	38,36	38,35	38,35	38,35
T 05. Pétrole de pétrole et de gaz naturel	40,20	40,12	40,11	40,00	39,90	38,94	38,74	38,58	r 38,21	38,16
T 06. Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	40,00	40,00	40,00	40,00	39,88	38,63	38,00	38,00	38,00	38,00
T 07. Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	40,21	40,30	40,63	40,70	40,54	39,33	38,36	37,76	37,66	37,66
T 08. Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	40,94	40,56	40,45	40,34	40,01	39,14	38,48	38,37	38,25	38,17
T 09. Production de matériaux de construction et minéraux divers	42,05	41,64	41,44	41,24	40,90	39,60	39,17	39,04	39,08	39,15
T 10. Industrie du verre	40,55	40,40	40,31	40,05	39,84	39,09	38,86	38,72	38,61	38,49
T 11. Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	40,10	40,04	40,03	39,97	39,96	39,00	38,18	37,98	37,77	37,76
T 12. Parachimie et industrie pharmaceutique	40,18	40,14	40,11	40,08	40,03	39,10	38,49	38,40	r 38,33	38,32
T 13. Fonderie, travail des métaux	41,67	41,25	41,09	40,93	40,42	39,38	38,92	38,83	38,83	38,83
T 14. Construction mécanique	41,55	41,14	40,93	40,77	40,47	39,33	38,91	38,77	38,80	38,78
T 15A. Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	40,94	40,64	40,35	40,32	40,16	39,18	38,60	38,41	38,40	38,47
T 15B. Production de biens d'équipement ménager	40,99	40,44	40,27	40,20	40,01	39,19	38,68	38,42	38,21	38,19
T 16. Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	41,16	41,05	40,87	40,72	40,23	39,22	38,88	38,72	38,83	38,65
T 17. Construction navale et aéronautique, armement	41,38	40,89	40,59	40,62	40,66	39,61	39,01	38,10	38,10	38,10
T 18. Industries textiles et habillement	40,47	40,41	40,37	40,12	39,90	39,31	39,11	39,02	39,06	39,06
T 19. Industries du cuir et de la chaussure	41,10	40,83	40,80	40,48	40,32	39,57	39,25	39,13	39,09	39,07
T 20. Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	41,77	41,32	41,07	40,79	40,33	39,50	39,16	r 39,05	39,01	39,03
T 21. Industries du papier et du carton	40,25	40,22	40,17	40,04	39,91	39,07	38,81	38,69	38,54	38,52
T 22. Imprimerie, presse, édition	41,20	40,94	40,65	40,48	40,18	39,19	38,87	38,78	38,73	38,74
T 23. Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	41,27	40,82	40,60	40,49	40,28	39,31	38,85	38,87	38,76	38,76
U 07. BÂTIMENT ET GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	43,07	42,36	42,03	41,85	41,49	40,17	39,82	39,66	39,61	39,57
U 08. COMMERCE	41,45	41,16	40,97	40,83	40,70	39,50	39,19	39,12	39,06	39,03
dont :										
T 25. Commerce de gros alimentaire	42,33	41,93	41,67	41,40	41,14	39,86	39,53	39,45	39,37	39,30
T 26. Commerce de gros non alimentaire	41,60	41,28	41,05	40,90	40,73	39,63	39,26	39,17	39,11	39,10
T 27. Commerce de détail alimentaire	41,23	40,91	40,74	40,66	40,66	39,16	38,83	38,79	38,76	38,79
T 28. Commerce de détail non alimentaire	41,08	40,90	40,78	40,64	40,52	39,47	39,25	39,20	39,13	39,06
U 09. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	41,66	41,55	41,42	41,35	41,11	39,73	r 39,52	39,50	39,38	39,31
dont :										
T 31. Transports	42,01	41,84	41,66	41,55	41,31	40,15	39,83	39,79	39,60	39,49
T 32. Services des télécommunications et postes	41,00	41,00	41,00	41,00	40,75	39,00	39,00	39,00	39,00	39,00
U 10 et U 11. SERVICES MARCHANDS NON FINANCIERS	41,16	40,99	40,81	40,68	40,57	39,64	39,33	39,25	r 39,23	39,23
dont :										
T 29. Réparation et commerce de l'automobile	42,96	42,40	41,96	41,70	41,36	40,14	39,85	39,73	39,62	39,60
T 30. Services des hôtels, cafés, restaurants	42,98	42,95	42,71	42,44	42,18	41,34	40,81	40,59	40,70	40,75
T 33. Services marchands rendus principalement aux entreprises	41,04	40,89	40,75	40,63	40,58	39,58	39,23	39,05	39,00	38,98
T 34. Services marchands rendus principalement aux particuliers	40,39	40,27	40,14	40,06	39,99	39,13	38,91	38,91	r 38,92	38,92
T 35. Location et crédit-bail immobiliers	41,06	40,92	40,77	40,62	40,54	39,48	39,17	39,12	39,04	39,02
U 12. ASSURANCES	39,94	39,93	39,86	39,71	39,68	38,55	38,31	38,23	38,12	38,03
U 13. ORGANISMES FINANCIERS	39,99	39,97	39,97	39,93	39,86	38,90	38,88	38,86	38,78	38,82
Ensemble	**41,40**	**41,12**	**40,94**	**40,80**	**40,60**	**39,52**	**39,17**	**39,06**	**39,02**	**39,00**

TABLEAU C. 02-2

Durée annuelle effective du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE

Unité : Heure par salarié

Branches (NAP-niveau 15 — en U — et 40 — en T)	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
U 01. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	1.842	1.836	1.827	1.784	1.756	1.693	1.667	1.671	1.651	1.647
U 02 à U 06. INDUSTRIE (hors BGCA)	1.727	1.713	1.711	1.711	1.690	1.619	1.609	1.611	1.603	1.604
dont :										
T 02. Viandes et produits laitiers	1.804	1.775	1.760	1.745	1.716	1.630	1.625	1.630	1.618	1.621
T 03. Autres produits agricoles et alimentaires	1.746	1.727	1.718	1.711	1.693	1.618	1.612	1.616	1.601	1.598
T 04. Combustibles minéraux solides et cokes	1.601	1.587	1.598	1.611	1.602	1.560	1.568	1.582	1.577	1.580
T 05. Pétrole brut et raffiné, gaz naturel	1.721	1.712	1.717	1.716	1.702	1.646	1.641	1.642	1.620	1.619
T 06. Électricité, gaz et eau	1.684	1.682	1.688	1.689	1.674	1.622	1.595	1.601	1.594	1.596
T 07. Minerais et métaux ferreux	1.674	1.672	1.695	1.712	1.696	1.615	1.585	1.568	1.559	1.562
T 08. Minerais et métaux non ferreux	1.704	1.685	1.689	1.697	1.673	1.604	1.585	1.590	1.581	1.581
T 09. Matériaux de construction	1.768	1.747	1.749	1.749	1.722	1.639	1.628	1.632	1.628	1.633
T 10. Verre	1.698	1.689	1.685	1.677	1.651	1.610	1.608	1.614	1.604	1.601
T 11. Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	1.677	1.673	1.678	1.681	1.671	1.602	1.576	1.576	1.562	1.564
T 12. Parachimie et pharmacie	1.680	1.675	1.672	1.674	1.662	1.597	1.581	1.586	1.575	1.577
T 13. Fonderie et travail des métaux	1.759	1.740	1.741	1.742	1.712	1.634	1.624	1.629	1.625	1.627
T 14. Mécanique	1.767	1.749	1.749	1.750	1.728	1.644	1.635	1.637	1.632	1.633
T 15A. Matériels électriques et électroniques professionnels	1.726	1.709	1.693	1.702	1.684	1.611	1.594	1.594	1.587	1.592
T 15B. Biens d'équipement ménager	1.725	1.696	1.683	1.694	1.673	1.605	1.593	1.589	1.577	1.577
T 16. Matériels de transport terrestre	1.722	1.715	1.715	1.721	1.694	1.608	1.606	1.609	1.608	1.605
T 17. Construction navale et aéronautique, armement	1.727	1.701	1.702	1.712	1.704	1.630	1.614	1.584	1.576	1.575
T 18. Textiles et habillement	1.679	1.672	1.674	1.668	1.648	1.591	1.591	1.597	1.590	1.593
T 19. Cuirs et chaussures	1.720	1.708	1.711	1.702	1.681	1.620	1.616	1.621	1.613	1.614
T 20. Bois, meubles et industries diverses	1.772	1.752	1.742	1.734	1.705	1.638	1.630	1.633	1.624	1.627
T 21. Papier, carton	1.703	1.698	1.698	1.697	1.679	1.617	1.616	1.619	1.608	1.609
T 22. Presse et édition	1.722	1.707	1.688	1.685	1.661	1.609	1.602	1.606	1.598	1.601
T 23. Caoutchouc et matières plastiques	1.733	1.716	1.711	1.712	1.696	1.621	1.612	1.623	1.612	1.614
U 07. BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE (BGCA)	1.849	1.800	1.796	1.802	1.780	1.685	1.674	1.677	1.639	1.649
U 08. COMMERCE	1.693	1.679	1.663	1.656	1.637	1.562	1.554	1.557	1.549	1.550
U 09. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	1.749	1.741	1.739	1.742	1.725	1.657	1.641	1.647	1.635	1.633
dont :										
T 31. Transports	1.801	1.793	1.793	1.796	1.776	1.707	1.693	1.698	1.681	1.678
T 32. Télécommunications et postes	1.657	1.653	1.649	1.650	1.639	1.574	1.556	1.563	1.561	1.559
U 10. SERVICES MARCHANDS [NCA] (1)	1.731	1.718	1.710	1.704	1.683	1.611	1.601	1.603	1.597	1.599
dont :										
T 29. Réparation et commerce de l'automobile	1.862	1.836	1.812	1.805	1.778	1.688	1.682	1.685	1.675	1.676
T 30. Hôtels, cafés, restaurants	1.760	1.752	1.731	1.718	1.687	1.618	1.610	1.613	1.616	1.622
T 33. Services marchands aux entreprises	1.745	1.735	1.731	1.726	1.708	1.640	1.627	1.625	1.616	1.616
T 34. Services marchands aux particuliers	1.630	1.617	1.615	1.611	1.592	1.523	1.518	1.526	1.521	1.524
U 12. SERVICES D'ASSURANCE	1.666	1.666	1.676	1.677	1.662	1.586	1.578	1.576	1.563	1.559
U 13. SERVICES DES ORGANISMES FINANCIERS	1.689	1.679	1.680	1.678	1.661	1.606	1.609	1.616	1.605	1.607
U 14. SERVICES NON MARCHANDS	1.574	1.550	1.525	1.520	1.494	1.427	1.426	1.418	1.390	1.372
Ensemble	**1.699**	**1.679**	**1.667**	**1.664**	**1.640**	**1.567**	**1.558**	**1.556**	**1.538**	**1.533**

(1) Non comptabilisés ailleurs.

TABLEAU C.02-3

Répartition des ouvriers et employés selon la durée hebdomadaire du travail offerte
(Non compris les grandes entreprises nationales)

Situation au 1er janvier

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Unité : %

	Moins de 39 heures	39 heures	Plus de 39 heures à moins de 40 heures	40 heures	Plus de 40 heures à moins de 42 heures	42 heures et plus	Durée hebdomadaire moyenne (en heures)
Ouvriers :							
1977		3,3		37,0	59,7		42,0
1978		4,6		42,6	11,3	41,5	41,5
1979		3,6		48,3	13,1	35,0	41,2
1980		3,3		51,3	14,4	31,0	41,1
1981		4,2		56,2	14,0	25,6	40,8
1982		8,4		62,8	11,0	17,8	40,5
1983	21,4	48,5	3,3	10,9	8,5	7,4	39,3
1984	28,7	46,5	2,5	8,7	7,6	6,0	39,1
1985	30,3	47,5	3,1	8,0	5,9	5,2	39,0
1986	29,3	49,4	2,3	(1)	13,0	6,0	39,1
1987	31,6	50,1	2,6	(1)	11,7	6,0	39,1
Employés :							
1977		1,9		63,5	34,6		40,9
1978		2,4		65,7	11,1	20,8	40,7
1979		2,4		69,3	10,9	17,4	40,6
1980		2,5		72,0	11,4	14,1	40,5
1981		3,0		74,6	10,9	11,5	40,4
1982		12,9		70,3	8,8	8,0	40,2
1983	19,3	63,3	3,4	6,6	4,3	3,1	39,1
1984	26,2	59,7	3,0	4,9	3,5	2,7	39,0
1985	28,3	59,1	2,7	4,3	3,1	2,5	38,9
1986	30,4	58,4	2,4	(1)	6,7	2,0	38,9
1987	31,6	57,1	2,6	(1)	6,7	2,0	38,9

(1) Pour 1986 et 1987, la tranche de 40 heures a été regroupée avec la tranche suivante.

TABLEAU C.02-4

Travail à temps partiel : effectifs et taux de temps partiel (1) par sexe et statut

Source : INSEE (Enquête emploi)

Unité : Individu

Statut	Hommes 1985 Effectifs	Hommes 1985 Taux de temps partiel	Hommes 1986 Effectifs	Hommes 1986 Taux de temps partiel	Femmes 1985 Effectifs	Femmes 1985 Taux de temps partiel	Femmes 1986 Effectifs	Femmes 1986 Taux de temps partiel	Ensemble 1985 Effectifs	Ensemble 1985 Taux de temps partiel	Ensemble 1986 Effectifs	Ensemble 1986 Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	71.843	3,4	64.845	3,1	88.948	15,7	100.552	17,0	160.791	6,0	165.397	6,1
Aides familiaux	40.883	29,5	35.288	26,3	257.861	34,3	253.600	35,6	298.744	33,5	288.879	34,1
Salariés des services domestiques	3.396	26,9	3.606	29,1	194.800	72,1	187.765	67,8	198.196	70,1	191.371	66,2
Autres salariés du secteur privé	169.298	2,4	185.654	2,6	795.709	19,2	873.276	20,7	965.007	8,6	1.058.930	9,4
Salariés de l'État	44.742	3,0	59.728	3,9	282.200	18,9	315.722	20,3	326.942	11,0	375.450	12,2
Salariés des collectivités locales	60.880	8,4	71.127	9,5	240.924	20,6	296.171	23,2	301.804	15,9	367.298	18,1
Salariés des services publics	7.225	0,8	9.765	1,2	68.304	15,3	72.644	16,6	75.529	5,6	82.409	6,3
Ensemble	**398.267**	**3,2**	**430.013**	**3,4**	**1.928.746**	**21,8**	**2.099.730**	**23,1**	**2.327.013**	**10,9**	**2.529.734**	**11,7**

(1) Taux de temps partiel = rappport (en %) des actifs à temps partiel à l'ensemble des actifs occupés (temps partiel + temps complet).

TABLEAU C.02-5

Travail à temps partiel : effectifs et taux de temps partiel (1) par sexe et activité économique regroupée (NAP 15)

Source : INSEE (Enquête emploi)

Unité : Individu

	Hommes				Femmes				Ensemble			
	1985		1986		1985		1986		1985		1986	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
U 01. Agriculture	71.532	6,4	55.221	5,2	199.848	31,9	199.942	34,4	271.380	15,6	255.163	15,6
U 02. Industries agricoles et alimentaires	8.218	1,9	10.079	2,4	28.526	13,1	34.271	15,3	36.744	5,6	44.350	7,0
U 03. Énergie	883	0,4	601	0,2	11.059	19,4	8.286	16,4	11.942	4,1	8.887	3,0
U 04. Industrie des biens intermédiaires	5.488	0,5	5.886	0,6	25.838	9,8	26.834	11,2	31.326	2,4	32.720	2,6
U 05. Industrie des biens d'équipement	13.416	1,0	11.899	0,9	30.585	7,8	32.403	8,4	44.001	2,6	44.302	2,7
U 06. Industrie des biens de consommation	14.806	2,2	18.342	2,7	63.812	9,9	70.100	10,9	78.618	5,9	88.442	6,7
U 02 à 06. Industries	*42.811*	*1,2*	*46.807*	*1,3*	*159.820*	*10,1*	*171.894*	*11,1*	*202.631*	*3,8*	*218.701*	*4,2*
U 07. Bâtiment, génie civil et agricole	18.139	1,3	18.666	1,3	51.294	43,1	54.904	39,3	69.433	4,4	73.570	4,7
U 08. Commerce	38.695	3,1	33.432	2,7	263.889	21,5	280.505	23,2	302.584	12,2	313.937	12,8
U 09. Transports et télécommunications	16.262	1,7	28.005	2,9	70.162	21,2	77.653	21,8	86.424	6,7	105.658	7,9
U 10. Services marchands	108.080	5,8	125.061	6,4	442.683	19,9	508.448	21,4	550.763	13,5	633.509	14,6
U 11 à 13. Institutions financières	5.245	1,7	6.502	2,0	53.847	15,4	53.208	14,6	59.092	8,9	59.710	8,6
U 14. Services non marchands	94.913	5,4	112.897	6,3	676.778	28,6	741.337	30,1	771.691	18,8	854.234	20,0
U 08 à 14. Tertiaire	*263.195*	*4,3*	*305.897*	*4,8*	*1.507.359*	*23,2*	*1.661.151*	*24,5*	*1.770.554*	*14,0*	*1.967.048*	*15,0*
Activités indéterminées	2.590	5,4	3.422	5,9	10.425	30,8	11.839	31,1	13.015	15,8	15.261	15,9
Total	**398.267**	**3,2**	**430.013**	**3,5**	**1.928.746**	**21,8**	**2.099.730**	**23,1**	**2.327.013**	**10,9**	**2.529.743**	**11,7**

(1) Taux de temps partiel = rapport (en %) des actifs à temps partiel à l'ensemble des actifs occupés (temps partiel + temps complet).

TABLEAU C.02-6

Principales maladies professionnelles : nombre de cas déclarés

Source : Caisse nationale d'Assurance maladie des travailleurs salariés

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Maladies causées par le plomb et ses composés	129	125	91	87	51	46	40	33	43	40	33
Maladies causées par le benzène, le toluène, les xylènes et tous produits en renfermant	108	68	68	76	64	71	65	71	53	46	55
Affections causées par les ciments	1.422	1.371	1.115	964	833	784	803	712	598	530	429
Ulcérations et dermites provoquées par l'acide chromique	136	129	124	71	66	77	74	77	67	71	64
Affections dues aux dérivés halogènes de l'éthylène	156	156	133	136	118	94	107	95	64	65	49
Affections provoquées par les amines aromatiques	102	107	98	115	101	95	92	101	86	76	71
Brucelloses	127	144	135	140	158	151	129	131	72	78	79
Pneumoconioses consécutives à l'inhalation de silice (1)	616	671	629	591	643	548	553	541	551	478	369
Affections provoquées par les poussières d'amiante	37	54	77	100	127	149	159	190	179	211	202
Dermatoses par lubrifiants	182	166	163	227	184	193	196	163	149	122	109
Affections provoquées par les bruits	168	223	217	184	256	248	286	(2) 670	(2) 1.296	(2) 1.411	1.269
Hépatites virales	740	746	581	483	597	497	438	381	295	285	242
Affections provoquées par le bois	39	32	38	50	45	52	61	111	147	124	116
Maladies provoquées par les résines époxydiques	98	108	108	108	95	81	86	78	86	81	76
Affections péri-articulaires	212	282	248	283	266	287	428	433	649	666	673
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique	●	●	19	59	84	86	137	120	162	183	172
Affections respiratoires de mécanisme allergique	—	—	4	39	54	69	77	99	109	117	106
Affections provoquées par les vibrations, chocs transmis par certaines machines-outils, outils, objets	30	33	36	41	47	51	78	99	121	100	99

(1) Il convient de tenir compte ici des salariés n'appartenant pas au régime général, et donc d'ajouter les silicoses déclarées dans le régime minier (999 en 1984). — (2) Variations dues probablement à une extension du champ.

TABLEAU C.02-7

Accidents du travail : taux de fréquence des accidents avec arrêt (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Comités techniques nationaux	1955	1965	1975	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Métallurgie	81	64	56	50	47	46	44	45	41	38	35
Bâtiment et travaux publics (2)	94	86	77	75	73	74	76	80	76	75	71
Bois	67	58	54	55	54	54	53	54	53	51	48
Chimie	51	38	32	31	30	29	28	28	25	24	22
Pierres et terres à feu	90	77	63	60	60	58	57	58	55	52	48
Caoutchouc, papier, carton	51	50	47	44	44	42	40	42	41	38	36
Livre	21	25	23	24	22	22	21	22	20	20	19
Textiles	30	29	30	30	30	30	29	30	29	29	28
Vêtement	12	14	16	17	16	16	16	17	16	16	14
Cuirs et peaux	25	22	23	21	21	21	21	23	21	20	20
Alimentation	43	43	42	42	41	40	41	43	41	41	38
Transports et manutention	70	61	52	50	50	48	49	52	48	48	47
Commerces	24	24	22	20	19	19	19	20	19	18	17
Interprofessionnel	16	14	15	16	16	16	16	16	15	15	15
Ensemble des activités	**53**	**47**	**40**	**37,4**	**35,7**	**34,9**	**34,5**	**35,6**	**33,5**	**31,4**	**29,5**
Nombre total d'accidents avec arrêt dans le régime général de Sécurité sociale (millier)	1.011,8	1.154,4	1.113,1	1.014,1	979,6	971,3	923,1	930,5	852,6	777,9	731,8
dont : Nombre d'accidents mortels	1.795	2.123	1.986	1.567	1.484	1.423	1.423	1.359	1.282	1.130	1.067

(1) Taux de fréquence = Nombre d'accidents avec arrêt × 1.000.000. — (2) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-8

Accidents du travail : taux de gravité des incapacités temporaires (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Comités techniques nationaux	1955	1965	1975	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Métallurgie	1,36	1,33	1,29	1,20	1,10	1,08	1,07	1,11	1,02	0,99	0,88
Bâtiment et travaux publics (2)	1,93	2,08	2,48	2,61	2,49	2,52	2,67	2,87	2,81	2,84	2,59
Bois	1,33	1,39	1,44	1,45	1,39	1,37	1,41	1,44	1,38	1,34	1,26
Chimie	1,08	0,94	0,89	0,86	0,83	0,81	0,81	0,79	0,74	0,70	0,61
Pierres et terres à feu	1,74	1,82	1,84	1,79	1,70	1,67	1,73	1,74	1,66	1,61	1,46
Caoutchouc, papier, carton	1,15	1,28	1,32	1,23	1,16	1,12	1,11	1,14	1,12	1,05	0,96
Livre	0,42	0,57	0,63	0,69	0,63	0,59	0,58	0,63	0,59	0,64	0,56
Textiles	0,61	0,74	0,76	0,76	0,74	0,73	0,74	0,76	0,72	0,73	0,70
Vêtement	0,22	0,30	0,35	0,37	0,35	0,36	0,37	0,39	0,40	0,40	0,35
Cuirs et peaux	0,48	0,51	0,58	0,54	0,50	0,50	0,52	0,54	0,52	0,50	0,54
Alimentation	0,85	0,96	1,05	1,05	1,00	0,98	1,02	1,07	1,03	1,05	0,97
Transports et manutention	1,80	1,74	1,81	1,78	1,72	1,65	1,72	1,84	1,75	1,85	1,81
Commerces	0,50	0,57	0,61	0,57	0,55	0,53	0,54	0,57	0,56	1,05	0,50
Interprofessionnel	0,36	0,36	0,43	0,46	0,44	0,44	0,45	0,48	0,47	0,57	0,45
Ensemble des activités	**1,09**	**1,09**	**1,11**	**1,07**	**1,00**	**0,98**	**1,00**	**1,05**	**1,00**	**0,98**	**0,88**
Nombre total de journées perdues par incapacité temporaire consécutive à un accident du travail, régime général [million]	19,8	21,0	30,8	29,1	27,6	27,3	26,8	27,3	25,5	24,2	21,9

(1) Taux de gravité = Nombre de journées perdues × 1.000. — (2) Voir note (2) du tableau 7.

TABLEAU C.02-9

Conflits du travail (conflits localisés)

(A l'exception des salariés de l'agriculture et des administrations publiques)

Moyenne mensuelle (1)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Nombre de conflits observés	440	333	267	351	253	254	315	■ /// (2)	///	///	///
Nombre d'établissements concernés	504	403	310	472	320	309	367	■ 280	250	183	137
Effectifs ayant cessé le travail (en milliers)	89,4	56,3	41,4	62,3	33,3	32,9	44,6	37,8	42,2	22,8	21,8
Nombre de journées individuelles non travaillées (en milliers)	337,9	202,9	173,4	264,4	125,9	120,2	187,6	110,1	109,7	60,6	47,3

(1) Moyennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année. — (2) A partir de 1983, les conflits observés sont recensés sur la base de l'établissement et non plus de l'entreprise. La distinction « conflits observés/établissement » n'a donc plus de raison d'être.

TABLEAU C.02-10

Résultats des élections aux comités d'entreprise (en % des suffrages exprimés)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	(2) 1985	1986
A. Ensemble des salariés :											
CGT	41,5	37,4	38,5	34,4	36,5	32,0	32,3	28,5	29,3	25,9	27,1
CFDT	19,1	20,2	20,4	20,5	21,3	22,3	22,8	21,9	21,0	20,8	21,2
CFTC	2,7	3,0	2,7	3,1	2,9	2,9	2,9	4,0	3,8	4,7	3,8
FO	9,3	9,0	10,0	9,7	11,0	9,9	11,7	11,1	13,9	13,0	14,4
CGC	5,3	5,4	6,6	5,8	6,0	6,1	7,0	6,5	7,1	6,7	7,5
Autres syndicats	7,0	5,7	5,2	4,8	5,0	4,1	4,4	4,7	4,8	5,0	5,0
Non syndiqués	14,6	18,8	16,3	21,2	16,8	22,2	18,4	22,8	19,7	23,9	21,1
B. Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :											
CGT	47,9	43,5	44,9	40,3	43,2	38,2	39,0	34,5	35,5	31,6	33,2
CFDT	19,8	21,0	21,1	21,3	21,7	23,2	23,6	23,2	22,2	21,9	22,1
CFTC	2,6	2,9	2,6	2,9	2,5	2,7	2,8	3,7	3,5	4,3	3,6
FO	9,0	9,0	9,6	9,8	10,7	10,2	11,6	11,7	14,2	13,7	14,5
CGC	0,4	0,6	0,9	0,7	0,4	0,4	0,5	0,7	0,6	0,7	0,7
Autres syndicats	6,1	4,6	4,8	4,3	4,9	3,9	4,5	4,3	4,6	4,6	4,9
Non syndiqués	13,9	17,8	15,7	20,3	16,2	21,3	18,0	22,0	19,5	23,3	21,0
C. Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collège (1)] :											
CGT	20,7	16,6	19,3	15,4	17,2	13,5	13,4	11,2	12,5	10,1	11,8
CFDT	17,1	17,5	18,3	18,1	20,2	19,9	20,8	18,3	17,7	17,9	19,1
CFTC	3,1	3,4	3,1	4,0	4,4	3,7	3,4	5,1	4,6	5,8	4,4
FO	10,3	8,8	11,3	*r* 8,7	11,7	9,4	12,3	9,6	13,4	11,1	14,0
CGC	21,5	21,8	23,7	22,3	22,8	23,4	25,1	24,0	25,4	23,1	24,4
Autres syndicats	10,4	9,6	6,2	6,2	5,5	5,0	4,7	6,4	6,0	6,5	5,0
Non syndiqués	16,9	22,3	18,1	27,3	18,7	25,0	20,0	25,4	20,3	25,5	21,3

(1) Troisième collège à partir du moment où il est constitué. — (2) Pour permettre la comparaison avec les années (impaires) précédentes, les chiffres de 1985 n'incluent pas les élections à la SNCF.

TABLEAU C.02-11

Étendue des conventions collectives et des accords d'entreprise ou d'établissement selon la branche de production — Situation en avril 1981 et février 1985 (1)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (service des Études et de la Statistique)

Unités : Millier de salariés et %

	Activité économique	Effectif au 31 déc. 1984 UNEDIC (2)	% de salariés couverts par Une convention collective 1981	1985	% de salariés couverts par Un accord (3) 1981	1985	% de salariés non couverts 1981	1985	Principales conventions s'appliquant dans la branche (4)	% de salariés couverts 1981	1985
T 02	Industries de la viande et du lait	185,3	90,0	97,1	29,4	43,7	3,5	1,8	Industrie laitière (N)	30,1	38,1
									Industrie de la salaison, charcuterie en gros et conserves de viandes (N)	26,5	18,0
									Compétence du ministère de l'Agriculture	14,1	17,1
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	258,0	82,1	89,7	26,4	37,9	10,6	3,2	Commerces et industries en gros des vins, cidres et jus de fruits (N)	11,4	10,1
									Biscuiteries-biscotteries, entremets et desserts instantanés, et aliments diététiques et de régime (N)	10,3	8,8
									Industries de la conserve (N)	8,8	9,3
									Meunerie (N)	7,7	7,6
									Industries des chocolateries-confiseries (N)	7,6	7,5
									Industries chimiques et connexes (N)	6,8	5,7
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	34,8	75,0	92,8	*r* 43,8	76,3	2,3	1,3	Industrie du pétrole (N)	70,7	89,7
									Industries chimiques et connexes (N)	1,6	1,9
7 07	Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	140,0	91,5	91,4	*r* 53,4	72,7	3,3	0,1	Sidérurgie (régionales, départementales)	*r* 66,5	36,1
									Métallurgie (régionales, départementales, locales)	38,0	44,0
									Ensemble des accords de la métallurgie	—	48,5
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	47,2	90,4	95,5	50,8	73,2	0,5	0,8	Métallurgie (régionales, départementales, locales) sauf région parisienne	55,0	57,4
									Métallurgie de la région parisienne	10,2	9,8
									Métallurgie (cadres) (N)	4,6	5,2
									Industries chimiques et connexes (N)	20,4	22,7
T 09	Production de matériaux de construction et matériaux divers	139,6	89,7	89,1	18,7	32,8	5,6	2,2	Industries des carrières et matériaux (N)	38,6	41,2
									Fabrication des ciments (N)	9,0	8,8
									Industrie des tuiles et briques (N)	8,0	7,8
T 10	Industrie du verre	58,5	89,5	96,8	45,9	63,7	3,2	1,8	Industries de fabrication mécanique du verre (N)	63,8	67,2
									Fabrication du verre à la main (N)	11,4	13,2
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	133,8	98,5	98,8	51,5	58,1	1,0	0,5	Industries chimiques et connexes (N)	87,6	91,4
									Industrie des textiles artificiels et synthétiques et produits assimilés (N)	7,4	5,4
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	177,8	95,6	97,6	35,4	52,0	3,1	1,1	Industries chimiques et connexes (N)	65,4	65,6
									Industrie pharmaceutique (N)	28,2	28,8
T 13	Fonderie et travail des métaux	392,4	89,1	85,4	19,8	28,9	6,3	1,7	Métallurgie de la région parisienne	13,0	9,8
									Autres conventions infranationales de la métallurgie	66,2	63,3
T 14	Construction mécanique	441,2	89,7	88,2	21,8	37,2	4,4	1,2	Métallurgie de la région parisienne	15,4	13,1
									Autres conventions infranationales de la métallurgie	63,1	75,4
T 15	Construction électrique et électronique	576,1	94,8	93,3	34,0	57,2	2,8	0,6	Métallurgie de la région parisienne	34,0	27,6
									Autres conventions infranationales de la métallurgie	47,2	78,2
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	352,9	90,0	94,9	59,5	74,8	1,1	0,2	Métallurgie de la région parisienne	28,2	23,3
									Autres conventions infranationales de la métallurgie	57,9	•
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	184,8	78,6	88,1	55,9	80,3	11,2	0,5	Métallurgie de la région parisienne	29,8	26,3
									Autres conventions infranationales de la métallurgie	39,2	67,7
T 18	Industrie textile et habillement	432,9	93,5	97,3	9,6	21,4	5,7	1,5	Industrie textile (N)	50,4	46,8
									Industries de l'habillement (N)	36,0	38,0
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	93,9	94,3	97,6	12,2	21,9	4,4	1,4	Industrie de la chaussure et des articles chaussants (N)	50,4	63,9
									Industries de la maroquinerie, des articles de voyage et autres industries s'y rattachant (N)	36,0	13,4

TABLEAU C.02-11 *(suite 1)*

Étendue des conventions collectives et des accords d'entreprise ou d'établissement selon la branche de production — Situation en avril 1981 et février 1985 (1)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (service des Études et de la Statistique)

Unités : Millier de salariés et %

	Activité économique	Effectif au 31 déc. 1984 UNEDIC (2)	% de salariés couverts par Une convention collective 1981	1985	Un accord (3) 1981	1985	% de salariés non couverts 1981	1985	Principales conventions s'appliquant dans la branche (4)	% de salariés couverts 1981	1985
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	250,9	85,0	87,2	11,5	20,0	*r* 10,9	8,1	Ameublement (N)	28,4	19,3
									Travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois (N)	18,7	19,7
									Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent (N)	5,6	5,8
									Industries des jeux, jouets, articles de fêtes et voitures d'enfants (N)	5,1	4,5
T 21	Industries du papier et du carton	107,2	90,3	92,3	26,1	48,1	4,3	2,1	Industries du cartonnage (N)	17,1	14,9
									Ouvriers, employés, agents de maîtrise des fabriques d'articles de papeterie (N)	6,8	5,2
									Cadres des fabriques d'articles de papeterie (N)	0,8	0,4
									Production de papier carton région parisienne-Normandie	15,3	13,2
									Transformation du papier carton région parisienne-Normandie	14,5	14,3
									Autres conventions collectives régionales du papier carton	24,1	35,1
T 22	Imprimerie, presse, édition	176,2	88,2	93,3	20,1	27,4	7,3	2,6	Imprimerie de labeur et industries graphiques (N)	49,3	49,4
									Presse quotidienne régionale (N)	9,2	11,1
									Édition (N)	7,9	8,5
T 23	Industries du caoutchouc et des matières plastiques	204,3	96,7	98,5	39,5	33,0	2,9	0,7	Caoutchouc (N)	48,4	44,7
									Transformation des matières plastiques (N)	36,2	38,6
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	890,5	64,8	61,8	6,4	15,8	12,0	3,4	Accord national des ouvriers du bâtiment	30,2	(5) 21,9
									Ouvriers des entreprises de travaux publics (N)	14,1	17,1
									Employés, techniciens, agents de maîtrise du bâtiment (N)	7,0	7,1
									Employés, techniciens, agents de maîtrise des entreprises de travaux publics (N)	4,1	5,5
									Ingénieurs, assimilés et cadres du bâtiment (N)	2,5	3,0
									Ingénieurs, assimilés et cadres des entreprises de travaux publics (N)	1,6	2,4
									Bâtiment de la région parisienne	10,0	11,7
									Autres conventions infranationales du BTP	25,2	13,1
									Ensemble des accords du bâtiment	●	46,3
T 25	Commerce de gros alimentaire	235,9	80,9	87,5	13,1	21,1	15,6	10,0	Commerces et industries en gros des vins, cidres, jus de fruits (N)	16,0	14,5
									Commerces de gros (N)	12,3	11,0
									Entrepôts d'alimentation (N)	11,5	12,2
T 26	Commerce de gros non alimentaire	548,8	81,5	85,9	11,5	23,6	14,2	7,2	Commerces de gros (N)	16,8	18,7
									Négoce des matériaux de construction (interrégionale)	6,3	5,9
									Métallurgie de la région parisienne	6,3	6,2
									Industries chimiques et connexes (N)	5,4	4,3
									Entreprises de réparation, commerce de détail et de location de tracteurs, de machines et de matériels agricoles, et entreprises de négoce, réparation et location de matériels de travaux publics et bâtiment (N)	4,6	5,2
									Entreprises de commerce et de commission, importation-exportation de France métropolitaine (N)	3,8	4,6
									Métallurgie des cadres (N)	3,2	3,7
									Travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois (N)	3,1	2,6
T 27	Commerce de détail alimentaire	365,7	83,9	92,8	35,2	34,5	8,7	3,6	Magasins de vente d'alimentation et approvisionnement général (N)	56,0	63,6
									Coopératives de consommation (N)	9,3	6,5
T 28	Commerce de détail non alimentaire	303,4	62,9	78,5	21,8	26,3	23,0	12,7	Ameublement (N)	10,0	8,5
									Grands magasins de la région parisienne (nationale en 1985)	6,1	14,1
									Commerce électronique RTV et de l'équipement ménager (N)	5,7	6,2
									Syndicat des entreprises de vente par catalogue du Nord et de l'Est de la France	3,9	4,5
									Maisons à succursales de vente au détail d'habillement (N)	3,7	6,6
									Commerces de détail non alimentaires de l'Alsace	2,4	1,3

TABLEAU C.02-11 *(suite 2 et fin)*

Étendue des conventions collectives et des accords d'entreprise ou d'établissement selon la branche de production — Situation en avril 1981 et février 1985 (1)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (service des Études et de la Statistique)

Unités : Millier de salariés et %

	Activité économique	Effectif au 31 déc. 1984 UNEDIC (2)	% de salariés couverts par une convention collective 1981	1985	% de salariés couverts par un accord (3) 1981	1985	% de salariés non couverts 1981	1985	Principales conventions s'appliquant dans la branche (4)	% de salariés couverts 1981	1985
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	210,3	93,8	95,4	13,6	18,5	4,8	0,6	Commerce et réparation de l'automobile, du cycle et du motocycle et activités connexes (N)	86,4	81,7
T 30	Hôtels, cafés, restarants	224,9	52,5	59,2	18,3	29,3	36,7	26,5	Hôtels chaînes (N)	13,7	13,8
									Personnel des restaurants chaînes (N)	6,8	7,9
									Personnel des restaurants de collectivités (N)	4,6	11,1
T 31	Transports (6)	414,8	86,0	91,6	25,5	27,0	7,8	3,3	Transports routiers et activités auxiliaires du transport (N)	52,8	60,8
									Transports aériens (personnel au sol) (N)	10,3	3,8
									Personnel des tramways, autobus, trolleybus (N)	5,9	7,0
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	576,8	50,6	76,0	17,6	30,1	39,5	11,7	Bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs conseils et sociétés de conseils (N)	7,0	11,5
									Cabinets d'experts comptables et comptables agréés (N)	5,2	7,8
									Cadres, techniciens et employés de la publicité (N)	4,0	6,5
									Notariat (N)	3,2	4,1
									Métallurgie de la région parisienne	3,2	4,4
									Cabinets d'administrateurs de biens, syndicat de copropriété et sociétés immobilières (N)	2,5	2,7
									Métallurgie des cadres (N)	2,4	3,8
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers (6)	610,9	72,0	90,2	11,1	19,3	16,2	4,5	Établissements privés d'hospitalisation, de soins, de cure, de garde à but non lucratif (N)	13,6	16,2
									Établissements d'hospitalisation privés à but lucratif (N)	12,0	10,1
									Entreprises de nettoyage de locaux de la région parisienne (supprimée en 1982)	8,8	22,2
									Entreprises de nettoyage de locaux (N)	8,0	5,8
									Personnes inadaptées (N)	6,3	5,7
									Union hospitalière privée (N)	4,1	
T 35	Location et crédit bail immobiliers	31,5	60,3	69,3	15,9	33,7	26,4	18,2	Personnel des sociétés anonymes et fondations d'HLM (N)	25,0	28,5
T 36	Assurances	133,0	79,3	90,0	41,6	77,7	5,8	0,5	Employés, agents de maîtrise des sociétés d'assurance de la région parisienne	39,8	44,6
									Cadres des sociétés d'assurance de la région parisienne	8,2	11,0
									Cadres des sociétés d'assurances (N)	6,7	5,0
T 37	Organismes financiers	419,7	71,2	90,8	46,5	54,5	*r* 1,7	3,4	Personnel des banques (N)	64,0	66,7
									Établissements financiers (N)	2,8	2,9
T 38	Services non marchands (7)	61,6	61,9	76,8	11,5	22,7	29,1	13,4	Personnel des services administratifs et économiques des établissements d'enseignement secondaire privé (N)	18,3	•
									Surveillants des établissements d'enseignement secondaire privé, d'enseignement technique privé et d'enseignement primaire catholique (N)	6,7	•
									Enfance et adolescence inadaptées (N)	6,6	39,4
									Personnel des services administratifs, sanitaires et économiques des établissements techniques privés (N)	4,9	•
									Établissements privés d'hospitalisation, de soins, de cure, de garde à but non lucratif (N)	•	8,6
	Total	**9.415,5**	**80,1**	**86,4**	***r* 24,2**	**35,4**	**11,0**	**4,4**			

(1) Les branches T 01 : agriculture, sylviculture, pêche; T 04 : production de combustibles minéraux solides et cokéfaction; T 06 : production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau; T 32 : télécommunications et postes, sont exclues du champ de l'enquête, celui-ci étant limité d'autre part aux *établissements industriels et commerciaux occupant plus de 10 salariés.* — (2) Il s'agit de l'effectif UNEDIC au 31-12-84 auquel a été ajouté l'effectif hors champ UNEDIC mais dans le champ de l'enquête (ex. industries de la viande et du lait, SEITA, AIR-FRANCE, Banque de France, Crédit Agricole, Coopératives agricoles, établissements industriels et commerciaux des secteurs de l'armement, de la construction navale et aéronautique. — (3) Un même établissement peut appliquer à la fois une convention collective et un accord d'entreprise ou d'établissement. — (4) Les conventions collectives affectées d'un (N) sont des conventions *nationales.* — (5) Une partie des salariés couverts par cet accord est couverte par l'ensemble des accords. — (6) Non compris SNCF et RATP. — (7) Non compris services publics de santé.

TABLEAU C.02-12

Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SES)

Taille des établissements	Nombre d'établissements	Établissements avec délégués (en %)	Effectifs	Effectifs des établissements avec délégués (en %)
50 à 99 salariés	17.746	42,1	1.250.996	43,5
100 à 199 salariés	9.538	63,8	1.323.064	65,0
200 à 499 salariés	5.317	83,7	1.604.349	84,8
500 à 999 salariés	1.315	93,6	901.453	93,8
1.000 salariés et plus	597	96,0	1.759.404	86,3
Total	**34.513**	**57,4**	**6.839.266**	**75,0**

TABLEAU C.02-13

Appartenance syndicale des délégués syndicaux

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Syndicats	Nombre de délégués	%
CGT	13.739	30,7
CFDT	11.099	24,8
CGT-FO	7.994	17,9
CFE-CGC	6.114	13,6
CFTC	3.059	6,8
Autres syndicats	2.759	6,2
Total	**44.764**	**100,0**

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, service des Études et de la Statistique, 1, place de Fontenoy, 75007 Paris. Tél. : (1) 45 57 55 44.

Publications :

— *Bulletin mensuel des statistiques du travail.*
— *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi.*
— *Revue française des affaires sociales.*
— *Travail Emploi :* contraintes et rythme du travail des salariés à temps partiel.

- INSEE.

Données sociales, dernière édition, 1987.

Enquête sur l'emploi, Collections de l'INSEE, série D, dernier paru : résultats de 1986, n° D 114.

EDMOND MALINVAUD

Sur les statistiques de l'emploi et du chômage

rapport au Premier ministre

La montée du chômage s'est accompagnée depuis une dizaine d'années de multiples transformations du marché du travail et a placé de nombreuses personnes dans des situations intermédiaires entre l'emploi, le chômage et l'inactivité, tels qu'ils étaient autrefois vécus.
Pour cette raison notamment, les statistiques de l'emploi et du chômage ont suscité controverses et interrogations auxquelles le rapport d'Edmond Malinvaud cherche à répondre.

Faisant le point sur la fiabilité et la précision des instruments actuels d'observation, il contient des propositions qui visent à affiner la connaissance des phénomènes de l'emploi et du chômage dans leurs dimensions nouvelles et à améliorer l'information du grand public.

Complété par un avis du Bureau International du Travail, le rapport d'Edmond Malinvaud marque une étape essentielle dans la connaissance, et par là vers la solution, d'un des problèmes les plus difficiles de nos sociétés modernes.

Cet ouvrage est en vente :

Insee : dans les observatoires économiques régionaux et chez les libraires spécialisés.

Documentation Française : 29-31 quai Voltaire
75340 Paris Cedex 07

C 54

BON DE COMMANDE

A retourner au CNGP-INSEE BP 2718 - 80027 Amiens Cedex - France

Veuillez m'adresser _____ exemplaire(s) de l'ouvrage
"Sur les statistiques de l'emploi et du chômage".
Format 16 × 24 cm, 136 pages, 55 F.

BMS

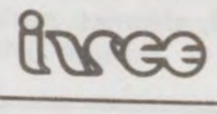
NOM ou raison sociale : _____

Activité : _____

Adresse : _____

_____ Tél : _____

ci-joint en règlement, la somme de _____ F
☐ mandat ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal à l'ordre de l'Insee.


Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

Chapitre C.03

Salaires et revenus

1. Salaires dans les entreprises industrielles et commerciales
2. Salaires dans la fonction publique
3. Coût de la main-d'œuvre
4. Revenus

En matière de revenus, la diffusion de certains résultats statistiques ne peut être réalisée qu'avec un délai relativement important, lié aux sources utilisées (déclarations annuelles de salaires, enquête non annuelle sur les revenus fiscaux,...).

1. Salaires dans les entreprises industrielles et commerciales

Les tableaux 1 et 2 résultent de l'exploitation des DAS-2460 (déclarations annuelles de salaires adressées par les employeurs à l'administration fiscale). Le champ couvert par les DAS ne comprend pas l'agriculture, les gens de maison et les administrations publiques. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DAS, notamment pour les secteurs T 17, les arsenaux faisant partie des administrations publiques, et T 38, une grande partie de ce secteur étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DAS dans certains secteurs d'activité (T 32, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Le tableau 1 concerne la répartition par activité économique de la masse des salaires bruts des années les plus récentes; le tableau 2 donne les salaires nets annuels moyens de l'année 1982 par activité économique, sexe et catégorie socioprofessionnelle, et un rappel, sur les années antérieures, des salaires moyens par sexe et catégorie socioprofessionnelle.

Le tableau 3 donne l'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970]. Le SMIC varie en fonction de la hausse des prix et de plus peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1); cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations, indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

L'évolution des gains mensuels des cadres, agents de maîtrise, techniciens, employés et ouvriers du secteur privé fait l'objet des tableaux 4 et 5.

Les gains selon l'activité économique, en avril 1986, sont présentés au tableau 6. Les gains tiennent compte des majorations pour heures supplémentaires, des primes de transport, des primes (d'ancienneté, de panier, d'outillage, etc.) et des indemnités pour travail de nuit ou de dimanche. Mais ils s'entendent avant déduction des cotisations de Sécurité sociale. Ils excluent toutes les prestations sociales. Ils ne comprennent pas les gratifications exceptionnelles, les primes de fin d'année, les sommes versées en acompte pour une période postérieure ou les rappels et règlements afférents au travail d'une période antérieure.

L'évolution de l'indice des taux de salaire horaire pour la France entière est présentée par activité économique au tableau 7, par qualification au tableau 8. L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre) qui permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail, a

1. Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles; la rémunération minimum en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite.

été rénovée en avril 1985. Elle reste une enquête auprès des établissements industriels et commerciaux de 10 salariés et plus : par sondage au-dessous de 50 salariés, exhaustive à partir de ce seuil. Outre des modifications techniques, comme le tirage d'un nouvel échantillon, l'actualisation des pondérations et la pré-impression sur le questionnaire des réponses faites à l'enquête du trimestre précédent, les deux modifications essentielles portant sur les données relatives aux salaires sont les suivantes :

— la question sur les taux de salaire horaire de base a été remplacée par deux questions : l'une sur l'horaire mensuel de base, l'autre sur le salaire mensuel de base hors prime et majoration pour heures supplémentaires; ces deux informations permettent de calculer un nouveau taux de salaire horaire de base; l'évolution de celui-ci est calculée avec la même méthode que par le passé;

— cette nouvelle enquête collecte les données relatives au salaire de base par niveau de qualification des catégories non ouvrières (agents de maîtrise, employés, professions intermédiaires et cadres); pour ne pas alourdir le questionnaire, le recueil des données relatives aux salaires par sexe a été abandonné.

2. Fonction publique

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités. Ces données font l'objet du tableau 9 où elles sont présentées suivant la catégorie socioprofessionnelle, le statut et le sexe des personnels concernés.

Le tableau 12 présente les rémunérations mensuelles brutes extrêmes (avant déduction de la cotisation de Sécurité sociale et de la retenue pour pension de retraite) aux 2 niveaux hiérarchiques : minimum mensuel de rémunération et indice hiérarchique le plus élevé (indice majoré 810, puis 812 à partir du 1er janvier 1985), au-delà duquel ne se trouvent que les emplois classés en échelles-lettres.

Le *minimum mensuel de rémunération* existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps, devenu par étapes successives l'indice brut 209 en juillet 1985 (soit, à cette date, l'indice majoré 217) [décret n° 86-167 du 31 janvier 1986]. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail s'ajoute au minimum de rémunération.

L'*échelle hiérarchique* des traitements fixée en 1948 en indices nets allant de 100 à 650, puis en 1956 en indices bruts allant de 100 à 1.000, est actuellement exprimée en indices majorés allant de 150 à 812. L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'*indemnité de résidence*, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, une partie de celle-ci étant alors intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui contribue à majorer les pensions de retraite actuelles et futures des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %) et dans quelques grandes villes (taux 1 %).

Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (professeurs de collège d'enseignement secondaire, préposés des PTT, commis des administrations centrales et des services extérieurs) ou toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500.000 personnes : plan Masselin reclassant les personnels d'exécution des catégories C et D de janvier 1970 à janvier 1974, plan Massenet reclassant les personnels de catégorie B de décembre 1972 à juillet 1976, reclassement des personnels d'encadrement (catégorie A) entre décembre 1974 et août 1977.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique est élaboré. Il est présenté dans les tableaux 13 concernant les traitements bruts et 14 concernant les traitements nets de retenue. Sont publiés également les indices propres à chacune des quatre catégories statutaires A, B, C, D et au regroupement des catégories C + D. Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

3. Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise, en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales...).

Une enquête communautaire européenne sur les coûts de la main-d'œuvre a été réalisée tous les trois ans jusqu'en 1984 et sera réalisée tous les quatre ans à partir de 1984 dans les pays de la Communauté, pour mesurer l'évolution des coûts et permettre des comparaisons internationales. Depuis 1978, l'enquête effectuée pour la France par l'INSEE couvre à la fois le champ de l'industrie et des commerces, banques et assurances. (Avant 1978, l'enquête était à périodicité moins fréquente dans le secteur tertiaire).

Les résultats publiés dans les tableaux 15 et 16 sont tirés de l'enquête communautaire 1984. Ils sont présentés selon la Nomenclature d'activité et de produits (NAP 40) pour la France, selon la NAP et la NACE (Nomenclature générale des activités économiques dans la Communauté européenne) pour l'ensemble des pays de la Communauté.

Le coût salarial est fréquemment utilisé à des fins comparatives pour étudier la compétitivité sectorielle ou globale d'une économie. L'enquête sur le coût de la main-d'œuvre n'apporte toutefois qu'une réponse partielle à ces interrogations. Entre autres limitations, la seule saisie des charges assises sur les salaires ne permet pas une comparaison internationale exhaustive : les charges des entreprises et notamment leurs contributions au financement de la protection sociale sont réparties différemment selon les pays entre prélèvements fiscaux et cotisations sociales.

D'autre part, si ces résultats renseignent sur le prix du travail dans un pays par rapport à un autre, ils ne prennent en compte ni la qualité du travail ni sa productivité.

Le tableau 15 compare les coûts de main-d'œuvre dans les différentes branches de l'économie française. Les industries du cuir et de la chaussure, qui enregistrent le coût mensuel moyen le plus faible, ont été retenues comme indice 100 pour les comparaisons entre branches.

Le tableau 16 présente les coûts comparés pour les grandes branches industrielles, le commerce, les banques et les assurances dans les pays de la Communauté européenne. Les coûts sont mesurés avec l'unité de compte européenne, l'Ecu, suivant sa valeur dans les différentes monnaies nationales à la date de l'enquête.

4. Revenus

41. L'enquête sur les revenus fiscaux des ménages

En France, la source principale permettant de saisir l'ensemble des revenus des ménages est constituée par une exploitation périodique des déclarations fiscales que collecte la Direction générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu. Cette source, pour être imparfaite, n'en est pas moins nettement plus précise que les réponses obtenues par interview directe auprès des ménages.

Cette exploitation, lourde (2), porte sur un échantillon d'environ 40.000 ménages, représentatif aussi bien des ménages imposés que non imposés.

L'unité statistique est le ménage (ensemble des personnes qui vivent dans un même logement) et non le foyer fiscal (qui est l'unité de collecte des déclarations). Les déclarations souscrites par des foyers cohabitant dans un même logement ont été additionnées afin de constituer l'unité « ménage ».

Des résultats sur les *revenus fiscaux des ménages* ont été présentés dans l'édition 1984 de cet annuaire.

42. Les revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage, calés sur les comptes nationaux

A partir de l'enquête sur les « revenus fiscaux » des ménages, et donc tous les cinq ans environ, l'INSEE procède à une répartition des revenus évalués dans les comptes nationaux, entre les ménages classés selon la catégorie socioprofessionnelle de leur chef. La dernière évaluation portait sur l'année 1979. Les chiffres 1983, présentés ici, ont été obtenus par simple actualisation des résultats de 1979.

La formation des revenus est retracée à travers quelques rubriques : revenus primaires, revenus de transfert, impôts directs, revenu disponible brut. Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité et du patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement; de même, les revenus d'entreprise individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurances-dommage, et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale.

L'enquête « revenus fiscaux » fournit des clés de ventilation pour les salaires, les revenus d'entreprise, les revenus de la propriété, les retraites, l'impôt. Elle permet également de calculer des revenus non imposables mais attribués sur barème, tels que les prestations familiales, le minimum vieillesse. Pour certains types de revenus, la somme des revenus des différentes catégories de ménage issue de la source fiscale est très inférieure aux évaluations des comptes nationaux (en particulier pour les revenus d'entreprise individuelle). On fait alors l'hypothèse que la sous-évaluation est indépendante de la catégorie sociale.

La définition des revenus en comptabilité nationale est plus vaste que pour le fisc. Pour répartir les revenus non monétaires ou non imposables par nature entre les catégories socioprofessionnelles, on utilise d'autres enquêtes auprès des ménages. En particulier, on calcule les loyers fictifs, revenus que la comptabilité nationale attribue aux ménages propriétaires de leurs logements, à partir des résultats de l'enquête sur le logement. Les prestations de santé ou de maternité, non imposables, sont éclatées entre les catégories de ménage grâce aux informations détaillées fournies par l'enquête sur la santé. Certains revenus de la propriété sont exonérés d'impôts (intérêts des livrets A de caisses d'épargne) ou peuvent subir un prélèvement libératoire (revenus de certaines valeurs mobilières); on les répartit à l'aide des résultats d'enquêtes sur l'épargne des ménages.

---

2. L'INSEE effectue environ tous les cinq ans, depuis 1956, une telle exploitation (1956, 1962, 1965, 1970, 1975, 1979, 1984).

TABLEAU C.03-1

Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs

Source : INSEE

Unités : Salaires : Million de francs
Effectifs : Millier de salariés

Numéros de la nomenclature (2)	Activité économique (2) (NAP niveau 40)	Établissements ayant eu des salariés 1979	1980	1982	Masse annuelle des salaires bruts (1) 1979	1980	1982	Effectifs employés au 31 décembre 1979	1980	1982
T 01	Pêche	986	973	667	397	390	543,1	6,0	5,2	5,3
T 02	Industries de la viande et du lait	4.529	4.501	3.878	8.140	9.433	12.108,4	167,8	168,1	167,4
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	42.924	44.373	42.749	17.426	19.985	25.140,1	368,3	373,1	369,5
T 04	Production de combustibles minéraux solides	32	34	29	4.001	3.551	4.199,5	62,2	47,5	49,3
T 05	Production de pétrole et gaz naturel	390	314	354	3.579	3.898	5.071,1	38,9	38,4	38,0
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	1.266	1.446	1.258	10.766	12.096	16.063,5	161,4	157,1	163,1
T 07	Production de minerais et métaux ferreux	545	607	603	10.424	11.474	13.198,3	177,3	171,2	153,3
T 08	Production de minerais, métaux non ferreux	473	467	439	4.289	4.973	5.986,6	70,0	68,9	64,6
T 09	Production de matériaux de construction	8.485	8.282	8.145	9.633	10.627	13.070,2	191,0	183,6	172,2
T 10	Industrie du verre	968	986	941	4.007	4.440	5.364,2	69,3	67,2	64,5
T 11	Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	1.453	1.570	1.480	10.677	12.011	13.436,7	155,4	155,1	126,7
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	3.053	2.933	2.986	11.904	13.761	19.672,0	184,2	183,7	184,6
T 13	Fonderie et travail des métaux	18.635	18.726	18.514	24.906	28.368	34.593,6	496,9	489,9	462,3
T 14	Construction mécanique	19.066	19.355	18.860	29.808	33.610	40.521,0	536,9	526,4	494,0
T 15	Construction électrique et électronique	7.630	7.811	8.806	33.781	37.981	48.458,3	580,0	576,6	561,4
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	2.091	2.199	2.065	28.346	32.099	35.016,8	518,8	498,2	442,1
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	1.117	1.156	1.114	11.465	13.194	17.364,6	163,9	164,8	181,2
T 18	Industrie textile et habillement	20.303	19.290	18.117	22.526	24.422	28.766,7	590,8	549,0	503,2
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	3.390	3.203	2.852	4.431	4.986	5.647,2	117,4	113,6	99,9
T 20	Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	23.075	22.103	21.269	14.519	16.324	19.644,2	351,4	341,4	315,1
T 21	Industrie du papier et du carton	2.100	2.017	1.903	6.997	7.815	9.182,5	127,1	123,1	113,3
T 22	Imprimerie, presse, édition	11.356	11.876	11.982	13.531	15.467	19.043,4	234,1	237,7	234,9
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	4.569	4.323	4.286	11.460	13.013	16.256,8	240,4	231,0	225,6
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	181.793	184.979	170.670	66.347	77.140	91.124,2	1.555,5	1.529,8	1.389,0
T 25	Commerce de gros alimentaire	24.699	24.926	22.738	13.270	15.000	19.167,4	275,3	270,9	265,8
T 26	Commerce de gros non alimentaire	56.500	57.826	57.545	39.908	46.912	59.088,0	689,8	709,2	685,7
T 27	Commerce de détail alimentaire	69.575	69.742	67.661	17.526	20.287	26.431,2	462,9	473,7	495,5
T 28	Commerce de détail non alimentaire	151.227	153.305	149.074	27.751	31.171	39.043,9	706,6	698,1	684,2
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	50.788	51.457	49.401	14.761	16.830	21.696,9	342,4	341,3	342,8
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	99.424	101.035	99.010	15.132	18.254	23.735,6	407,4	436,7	454,2
T 31	Transports	39.026	39.499	40.525	45.676	52.697	70.438,6	817,7	806,7	836,1
T 32	Télécommunications et postes	419	469	464	15.518	18.247	22.671,7	325,4	346,8	309,2
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	121.193	122.187	127.525	55.278	65.318	85.618,8	1.144,2	1.150,7	1.112,3
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	127.670	130.544	130.726	62.931	73.446	103.337,7	1.503,1	1.526,7	1.631,1
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	7.748	6.651	6.134	3.707	4.225	5.480,8	82,3	82,4	83,9
T 36	Assurances	3.021	3.153	3.065	8.373	9.982	15.395,8	135,0	137,6	133,0
T 37	Organismes financiers	8.370	8.802	6.746	28.254	33.912	42.130,1	409,0	429,8	360,2
T 38	Services non marchands	36.698	37.111	41.305	27.221	30.825	41.726,6	640,4	639,1	694,1
	Total	**1.156.587**	**1.170.235**	**1.145.887**	**738.666**	**848.165**	**1.075.436,3**	**15.106,4**	**15.050,1**	**14.668,8**

(1) Avant déduction de la cotisation salariale à la Sécurité sociale et y compris la valeur des avantages en nature. — (2) Non compris agriculture et administrations publiques. — (3) Dans l'édition précédente de l'annuaire, pour les années 1976 et 1977, le champ de l'enquête était le secteur privé à caractère industriel et commercial. Dans ce tableau, il recouvre les secteurs privé et semi-public.

TABLEAU C.03-2

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public)

Année 1982

Source : INSEE

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Numéro de la nomenclature	Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Effectifs toutes catégories	Salaire net annuel moyen — Ensemble: Les deux sexes (2)	Ensemble: Hommes	Ensemble: Femmes	Catégories socioprofessionnelles: Cadres supérieurs: Les deux sexes	Cadres moyens: Les deux sexes	Employés: Les deux sexes	Ouvriers: Hommes	Ouvriers: Femmes	Ouvriers: Les deux sexes
T 01	Pêche	5,8	81.192	84.615	41.475	105.645	111.866	55.165	84.502	38.846	81.672
T 02	Industries de la viande et du lait	155,6	61.813	68.167	47.590	167.103	91.118	55.219	58.030	43.577	53.975
T 03	Autres indust. agricoles et alimentaires	329,7	62.121	69.179	47.781	189.866	95.873	48.659	57.069	44.654	54.161
T 04	Production de combustibles minéraux solides	61,1	77.726	78.305	62.052	252.292	102.555	74.902	72.632	41.373	72.282
T 05	Production de pétrole et gaz naturel	35,8	120.632	128.637	83.417	206.435	114.222	80.065	105.157	79.919	104.280
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	150,7	89.700	93.932	69.993	183.068	90.288	66.256	76.915	69.780	76.606
T 07	Production de minerais et métaux ferreux	153,5	72.381	73.504	60.993	193.504	91.092	67.401	64.971	48.851	64.445
T 08	Production de minerais, méaux non ferreux	63,1	81.504	84.154	64.311	204.042	96.906	73.629	69.515	53.268	68.419
T 09	Production de matériaux de construction	163,7	65.632	67.813	52.337	181.876	93.113	58.685	57.050	42.156	55.732
T 10	Industrie du verre	62,8	74.586	78.597	55.533	188.372	102.345	64.323	69.569	46.226	66.566
T 11	Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	124,4	89.482	94.008	67.342	214.966	99.281	66.322	76.714	57.958	74.976
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	167,5	85.634	101.771	65.994	187.093	100.549	67.867	66.748	53.813	60.856
T 13	Fonderie et travail des métaux	435,9	65.518	68.708	50.897	176.015	90.982	56.746	58.201	43.692	56.184
T 14	Construction mécanique	474,6	71.671	74.944	55.483	168.426	90.702	59.845	60.259	45.771	58.743
T 15	Construction électrique et électronique	523,7	77.541	90.051	54.676	168.162	89.260	62.729	62.113	47.169	56.169
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	437,3	70.810	74.477	54.594	188.699	94.205	65.665	64.564	47.965	61.909
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	155,3	91.335	94.474	68.709	183.864	100.207	67.924	73.621	56.631	72.431
T 18	Industrie textile et habillement	454,6	51.467	70.159	42.023	181.346	98.358	52.654	51.840	38.779	42.754
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	93,4	51.044	63.255	42.438	164.517	100.805	56.732	50.309	40.066	44.019
T 20	Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	293,1	54.154	58.424	44.630	153.500	83.748	53.447	48.903	39.639	46.374
T 21	Industrie du papier et du carton	111,0	70.223	78.025	52.382	186.582	104.703	62.473	65.675	46.118	60.321
T 22	Imprimerie, presse, édition	182,6	84.670	96.237	63.881	196.099	107.573	61.598	74.486	50.668	68.033
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	210,5	64.163	70.330	48.753	159.149	87.527	57.870	58.761	42.956	54.531
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	1.312,7	55.987	56.130	53.466	153.815	85.183	52.338	49.180	34.399	49.086
T 25	Commerce de gros alimentaire	236,3	65.002	70.942	49.123	161.821	86.369	54.507	53.249	38.917	50.873
T 26	Commerce de gros non alimentaire	607,0	78.407	87.373	57.979	171.451	92 448	57.117	55.859	43.904	54.442
T 27	Commerce de détail alimentaire	383,4	52.180	60.790	43.612	137.268	84.263	45.908	48.014	38.779	46.718
T 28	Commerce de détail non alimentaire	514,7	58.982	73.480	48.263	134.503	74.418	47.233	50.350	39.083	46.902
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	316,3	58.113	59.148	51.990	156.677	85.913	56.939	46.961	38.249	46.846
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	342,0	51.051	56.322	43.989	125.029	70.377	47.680	45.606	39.409	43.980
T 31	Transports	734,1	75.082	76.895	64.329	171.213	95.212	60.641	64.007	52.146	63.671
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises	784,4	81.246	99.146	59.218	178.465	89.668	54.611	53.800	41.372	51.295
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers	1.251,7	61.104	70.604	56.967	120.129	73.758	53.127	53.666	42.121	48.395
T 35	Location et crédit-bail immobiliers	65,5	61.498	69.480	50.495	162.105	87.505	53.573	53.101	39.565	50.380
T 36	Assurances	121,9	83.185	102.719	67.253	175.131	97.019	61.484	76.019	61.091	69.271
T 37	Organismes financiers	333,1	98.145	116.564	78.078	186.655	107.782	72.240	87.572	56.562	72.636
T 38	Services non marchands	450,4	67.451	83.267	58.506	137.842	76.219	58.118	58.607	45.518	52.447
	Total	**12.299,2**	**67.870**	**74.849**	**54.724**	**165.504**	**87.698**	**56.250**	**57.199**	**43.170**	**54.473**
	Année 1980	*12.705,1*	*52.724*	*58.258*	*42.100*	*136.279*	*70.279*	*44.163*	*44.661*	*33.161*	*42.367*
	Année 1979	*12.869,3*	*46.312*	*51.189*	*36.841*	*123.537*	*63.136*	*38.802*	*39.183*	*28.986*	*37.153*
	Année 1978	*12.574,7*	*42.647*	*47.383*	*33.464*	*114.548*	*58.269*	*35.811*	*36.425*	*26.472*	*34.401*
	Année 1977	*12.758,1*	*37.659*	*41.851*	*29.290*	*106.746*	*52.684*	*32.032*	*32.240*	*23.103*	*30.375*
	Année 1976	*12.423,9*	*34.141*	*38.037*	*26.295*	*99.321*	*48.444*	*29.084*	*29.277*	*20.683*	*27.527*
	Année 1975	*12.490,7*	*29.482*	*32.800*	*22.463*	*88.900*	*43.380*	*25.067*	*25.252*	*17.809*	*23.739*
	Année 1974	*12.367,4*	*25.742*	*28.782*	*19.322*	*82.185*	*39.481*	*21.877*	*22.261*	*15.456*	*20.872*
	Année 1973	*11.901,6*	*21.951*	*24.571*	*16.314*	*71.241*	*34.176*	*19.010*	*19.001*	*13.167*	*17.815*
	Année 1972	*11.614,3*	*19.580*	*21.841*	*14.548*	*65.771*	*31.237*	*16.757*	*16.837*	*11.628*	*15.811*

(1) Nomenclature d'activités et de produits 1973, « niveau » 40 non compris agriculture et administrations publiques. — (2) Y compris le personnel du service et les autres catégories socioprofessionnelles.

TABLEAU C.03-3

Salaire minimum de croissance [SMIC] (1)

Moyennes annuelles du salaire horaire

Source : Journal officiel

Unité : Franc par heure

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Métropole :											
SMIC	8,34	9,40	10,61	11,94	13,80	16,30	19,17	21,50	23,53	25,44	26,53
Minimum garanti	5,63	6,18	6,75	7,43	8,44	9,53	10,78	11,78	12,76	13,52	13,90
Départements d'outre-mer :											
Antilles, Guyane	6,81	7,67	8,67	9,75	11,27	13,32	15,76	17,92	19,61	21,21	22,11
Réunion	6,18	●	7,56	8,68	10,23	12,34	14,71	16,72	18,30	19,79	20,64

(1) De février 1982 à avril 1985, deux montants mensuels du SMIC correspondaient à un même SMIC horaire : l'un, calculé sur la base de 40 heures par semaine, concernait les seuls ouvriers déjà présents dans leur entreprise le 1er février 1982, et qui avaient droit de ce fait à une compensation totale de la réduction de la durée légale du travail; l'autre était calculé sur la base de 39 heures par semaine pour les ouvriers embauchés après le 1er février 1982. La réunification a été réalisée à compter de mai 1985 sur la base de 169 heures par mois.

TABLEAU C.03-4

Gains des salariés

(Ensemble des activités du secteur privé)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Unité : Franc

	1982		1983		1984		1985		1986
	Avril	Octobre	Avril	Octobre	Avril	Octobre	Avril	Octobre	Octobre
Gains horaires des ouvriers	28,81	29,50	31,99	33,30	34,73	35,39	36,81	37,51	38,63	38,74
Gains mensuels :										
Cadres	13.215	13.271	14.315	14.733	15.436	15.771	16.377	16.720	17.245	17.527
Agents de maîtrise, techniciens, dessinateurs	7.492	7.603	8.131	8.420	8.694	8.942	9.208	9.468	9.617	9.610
Employés	5.147	5.268	5.634	5.875	6101	6.276	6.484	6.691	6.812	6.805
Ensemble des « non-ouvriers »	**7.211**	**7.318**	**7.848**	**8.134**	**8.460**	**8.682**	**8.978**	**9.223**	**9.425**	**9.898**

TABLEAU C.03-5

Indices des rémunérations des salariés

(Ensemble des activités du secteur privé)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Base 100 en octobre 1972

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Gains horaires des ouvriers (1)	177,7	202,7	227,3	255,6	294,2	337,9	390,0	436,7	469,0	497,1	521,0
Gains mensuels :											
Cadres	153,2	168,3	187,5	208,6	236,0	267,4	296,0	324,6	348,7	369,8	386,0
Agents de maîtrise, techniciens dessinateurs	159,5	176,2	196,0	218,8	250,2	281,7	309,8	339,7	362,0	383,3	397,3
Employés	165,5	184,0	205,8	231,8	266,6	304,8	342,0	377,9	406,4	432,6	452,5
Ouvriers (2)	167,6	188,3	209,1	233,7	267,8	305,2	342,0	379,5	406,1	430,1	450,4
Ensemble des salariés	**163,4**	**181,9**	**202,4**	**226,4**	**259,0**	**294,5**	**328,5**	**362,8**	**388,7**	**412,2**	**430,7**

(1) Une série des gains horaires des ouvriers corrigée de la variation du nombre des jours ouvrés a été créée. — (2) Le gain mensuel des ouvriers est obtenu à partir du gain horaire des ouvriers en tenant compte de la durée du travail.

TABLEAU C.03-6

Gains selon l'activité économique des établissements en avril 1986

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Unité : Franc

	Industries de transformation (non compris le bâtiment)	Industries transformatrices des métaux	Bâtiment et génie civil	Ensemble de l'industrie (y compris industries extractives, bâtiment et génie civil)	Transports (non compris SNCF et RATP)	Commerces	Services	ENSEMBLE (1)
Gains horaires des ouvriers	38,93	40,29	38,22	38,82	41,44	36,79	37,35	38,63
Gains mensuels :								
Cadres	18.114	18.067	16.178	17.888	16.646	16.322	16.940	17.245
Agents de maîtrise, techniciens dessinateurs	9.906	9.942	9.061	9.831	10.169	9.164	9.177	9.617
Employés	7.260	7.705	6.912	7.236	6.960	6.163	7.020	6.812
Ensemble des « non-ouvriers »	**10.587**	**10.837**	**10.203**	**10.602**	**9.646**	**8.121**	**8.963**	**9.425**

(1) Non compris combustibles minéraux solides, gaz et électricité, SNCF et RATP.

TABLEAU C.03-7
Indice (1) des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Base 100 au 1er avril 1985

	Activité économique NAP 73 : niveaux 40 et 100 (2)	1985 Janvier	1985 Avril	1985 Juillet	1985 Octobre	1986 Janvier	1986 Avril	1986 Juillet	1986 Octobre	1987 Janvier	Moyenne 1985 (1)	Moyenne 1986 (1)
T 02	Industries de la viande et du lait..	98,4	100,0	101,1	102,8	103,6	104,8	105,6	106,1	106,8	101,2	105,4
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires.....	98,5	100,0	101,8	102,5	103,5	104,8	106,1	106,6	107,2	101,3	105,7
T 07	Production de minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier.....	98,8	100,0	101,6	102,5	103,4	104,0	104,6	105,1	105,5	101,3	104,5
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux.....	98,5	100,0	100,7	102,3	103,3	103,8	104,4	105,0	106,4	101,0	104,5
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers.....	97,4	100,0	102,3	103,9	105,2	106,6	107,5	107,5	107,9	101,9	107,0
T 10	Industrie du verre	99,0	100,0	100,9	103,0	104,3	105,1	106,4	107,2	107,5	101,4	106,2
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques.....	97,8	100,0	100,9	102,5	102,5	104,4	105,0	106,1	106,5	100,9	105,0
	dont : *Chimie de base – 17 –* .	*98,0*	*100,0*	*101,0*	*102,4*	*102,5*	*104,4*	*105,0*	*106,1*	*106,7*	*100,9*	*105,0*
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique.....	98,1	100,0	101,0	101,5	102,4	103,7	104,5	105,6	106,3	100,7	104,5
	dont : *Parachimie — 18 —*....	*97,5*	*100,0*	*100,6*	*101,3*	*102,3*	*103,9*	*104,6*	*105,7*	*106,0*	*100,5*	*104,6*
	Industrie pharmaceutique — 19 —.....	*99,4*	*100,0*	*101,7*	*101,8*	*102,7*	*103,2*	*104,2*	*105,3*	*106,7*	*101,1*	*104,4*
T 13	Fonderie et travail des métaux....	98,5	100,0	101,4	102,8	103,8	104,6	106,0	106,5	107,3	101,3	105,7
T 14	Construction mécanique	98,2	100,0	101,3	102,2	103,4	104,5	105,8	106,2	107,0	101,1	105,4
T 15	Construction électrique et électronique.....	99,0	100,0	101,3	101,8	103,5	104,5	104,9	105,9	106,4	101,1	105,1
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.....	98,9	100,0	101,4	101,9	102,5	104,2	104,8	105,1	105,5	101,0	104,5
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	99,5	100,0	101,7	103,3	104,4	105,3	105,5	106,5	106,7	101,7	105,7
T 18	Industries textiles et de l'habillement	98,6	100,0	101,7	102,6	103,3	104,6	105,9	107,2	107,8	101,3	105,8
	dont : *Industrie textile – 44 –* .	*98,9*	*100,0*	*101,7*	*102,3*	*103,4*	*104,8*	*105,7*	*107,1*	*107,5*	*101,3*	*105,8*
	Industrie de l'habillement — 47 —.....	*98,3*	*100,0*	*101,7*	*102,9*	*103,3*	*104,4*	*106,1*	*107,3*	*108,1*	*101,3*	*105,8*
T 19	Industries du cuir et de la chaussure	99,0	100,0	101,0	103,3	104,7	105,4	106,0	106,5	108,3	101,5	106,1
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses....	98,7	100,0	101,7	102,8	103,9	104,7	106,0	107,0	107,9	101,5	105,9
	dont : *Travail mécanique du bois — 48 —*.....	*92,4*	*100,0*	*101,8*	*103,1*	*104,3*	*104,9*	*106,0*	*107,2*	*108,6*	*101,6*	*106,1*
	Industrie de l'ameublement — 49 —.....	*98,4*	*100,0*	*101,2*	*102,9*	*104,2*	*104,8*	*106,5*	*107,6*	*108,5*	*101,3*	*106,3*
T 21	Industries du papier et du carton .	98,0	100,0	101,0	103,0	103,2	105,0	105,6	106,6	107,1	101,2	105,6
T 22	Imprimerie, presse, édition.....	97,5	100,0	101,2	102,3	103,5	104,9	106,2	107,2	107,5	101,0	106,0
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	98,0	100,0	101,6	102,6	103,6	104,5	105,6	106,3	107,4	101,3	105,5
	dont : *Industrie du caoutchouc — 52 —*.....	*97,5*	*100,0*	*101,7*	*102,6*	*103,6*	*104,9*	*105,4*	*106,0*	*107,5*	*101,2*	*105,5*
	Transformation des matières plastiques — 53 —.....	*98,6*	*100,0*	*101,5*	*102,7*	*103,6*	*104,2*	*105,8*	*106,6*	*107,3*	*101,3*	*105,5*
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole...	98,9	100,0	101,4	103,1	104,1	105,1	106,2	107,0	107,7	101,5	106,0
T 26	Commerce de gros alimentaire....	98,1	100,0	101,1	102,9	103,5	105,2	106,1	106,5	107,5	101,2	105,8
T 26	Commerce de gros non alimentaire.....	98,7	100,0	101,0	102,8	104,3	104,8	106,2	107,1	107,7	101,3	106,0
T 27	Commerce de détail alimentaire...	97,2	100,0	102,0	103,5	104,5	105,7	107,6	109,5	109,6	101,6	107,5
T 28	Commerce de détail non alimentaire.....	98,9	100,0	101,2	103,4	104,3	105,5	106,4	106,8	108,3	101,6	106,2
T 29	Réparation et commerce de l'automobile.....	98,9	100,0	100,9	103,0	104,4	105,3	106,3	107,6	108,4	101,4	106,4
T 31	Transports (3)	99,0	100,0	101,5	102,7	104,2	104,9	105,7	106,1	106,6	101,5	105,5
Regroupements :												
U 02	Industries agricoles et alimentaires.....	98,4	100,0	101,6	102,6	103,5	104,8	105,9	106,4	107,0	101,3	105,6
U 04	Industries des biens intermédiaires.....	98,2	100,0	101,4	102,9	103,7	104,8	105,8	106,4	107,1	101,3	105,6
U 05	Industries des biens d'équipement	98,7	100,0	101,4	102,1	103,2	104,5	105,2	105,8	106,3	101,1	105,1
U 06	Industries des biens de consommation courante	98,5	100,0	101,5	102,6	103,5	104,6	105,8	106,9	107,7	101,3	105,7
U 08	Commerce	98,2	100,0	101,3	103,1	104,2	105,3	106,6	107,6	108,3	101,4	106,4
U 10	Services marchands	98,8	100,0	101,8	104,1	104,8	105,0	106,0	107,3	107,4	101,9	106,1
U 02 à U 06	Industrie non compris le bâtiment (4).....	98,5	100,0	101,4	102,5	103,5	104,6	105,6	106,3	107,0	101,2	105,5
	dont : *Industrie chimique — 17 - 18 - 19 —*.....	*98,0*	*100,0*	*101,0*	*101,9*	*102,4*	*104,0*	*104,7*	*105,8*	*106,4*	*100,8*	*104,7*
U 02 à U 07	Industrie y compris le bâtiment (4)	98,6	100,0	101,4	102,6	103,6	104,7	105,7	106,4	107,1	101,3	105,6
U 08 à U 14	Tertiaire (3).....	98,6	100,0	101,6	103,4	104,5	105,0	106,1	107,1	107,5	101,6	106,0
U 10 à U 14	Services.....	98,8	100,0	101,7	103,8	104,7	104,9	106,0	107,0	107,3	101,8	106,0
U 02 à U 14	**Ensemble des secteurs non agricoles** (5).....	**98,6**	**100,0**	**101,5**	**102,8**	**103,8**	**104,8**	**105,8**	**106,6**	**107,2**	**101,4**	**105,7**

(1) Moyenne pondérée des indices trimestriels (enquête de janvier, avril, juillet, octobre et janvier de l'année suivante avec les pondérations respectives 1,2,2,2,1). — (2) Entre tirets et en italique, niveau 100 de la NAP 73 (Nomenclature d'Activités et de Produits de 1973). — (3) Non compris S.N.C.F. et R.A.T.P. — (4) Non compris T 04 « Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction » et T 06 « Électricité, gaz et eau ». — (5) Non compris S.N.C.F., R.A.T.P., ainsi que T 04 et T0 6.

TABLEAU C.03-8

Indices des taux de salaire horaire des ouvriers par qualification

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Base 100 au 1er avril 1985

	1985				1986				1987	Moyenne annuelle (1)	
	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	1985	1986
Manœuvre :											
Niveau 1	98,6	100,0	102,1	103,5	104,6	104,8	106,4	107,3	107,7	101,8	106,2
Niveau 2	98,5	100,0	101,7	102,9	104,0	105,0	106,3	107,0	107,7	101,5	106,0
Ouvrier spécialisé :											
Niveau 3	98,7	100,0	101,6	102,7	103,7	104,9	106,0	106,7	107,5	101,4	105,8
Niveau 4	98,6	100,0	101,3	103,0	103,8	105,0	105,7	106,7	107,1	101,4	105,7
Ouvrier qualifié :											
Niveau 5	98,8	100,0	101,2	102,6	103,5	104,7	105,4	106,2	106,8	101,2	105,4
Niveau 6	98,7	100,0	101,2	102,7	103,6	104,5	105,4	106,1	106,8	101,3	105,3
Ouvrier hautement qualifié :											
Niveau 7	98,6	100,0	101,3	102,9	103,8	104,7	105,6	106,2	106,9	101,3	105,5
Ensemble	**98,6**	**100,0**	**101,5**	**102,8**	**103,8**	**104,8**	**105,8**	**106,6**	**107,2**	**101,4**	**105,7**

(1) Moyenne pondérée des indices trimestriels (enquêtes de janvier, avril, juillet, octobre et janvier de l'année suivante).

TABLEAU C.03-9

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Année 1984

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État).

Unité : Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires et militaires de carrière			Autres personnels		
		Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	399.600	148,7	157,5	129,2	149,1	157,9	129,9	143,8	153,1	119,2
dont : Cadres	181.200	154,5	161,1	124,4	153,7	160,2	123,4	162,5	171,9	132,2
Personnels de direction	7.600	298,4	302,6	246,0	298,5	302,8	245,3	293,7	295,7	269,8
Cadres administratifs	103.500	140,4	148,2	118,4	139,4	146,9	117,9	154,0	167,5	124,2
Cadres techniques	25.500	168,3	172,1	133,9	169,6	172,4	121,6	165,9	171,4	141,1
Officiers (sauf généraux)	39.500	150,8	151,6	110,2	150,8	151,6	110,2	—	—	—
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	218.400	143,9	153,3	130,9	145,4	155,2	132,1	123,2	129,9	108,5
Professions intermédiaires	1.070.500	92,8	96,5	88,1	94,1	97,6	89,8	81,7	87,8	72,4
dont : Instituteurs et professeurs de collège	567.300	91,1	95,6	88,4	94,1	99,9	90,7	69,0	70,8	67,5
Professeurs de collège (non certifiés) et assimilés	194.900	102,1	105,8	98,5	107,8	111,8	103,9	76,3	77,7	75,0
Instituteurs	344.600	87,5	90,7	86,2	87,7	90,6	86,4	77,8	n. s.	67,6
Professions de la santé et du travail social, clergé	14.300	87,9	91,6	86,1	88,4	91,9	86,7	80,3	88,7	73,4
Professions administratives	182.700	93,3	98,6	88,1	93,4	98,7	88,1	93,0	97,7	88,3
Techniciens	64.000	105,2	106,4	93,5	104,7	105,7	92,0	106,8	108,8	96,0
Contremaîtres et agents de maîtrise, agents techniques	45.100	92,9	93,6	83,6	87,8	88,5	76,0	98,5	99,4	89,4
Sous-officiers (de sergent à major)	197.100	93,2	94,2	78,7	93,2	94,2	78,7	—	—	—
Employés et ouvriers	880.700	71,8	76,1	65,8	72,7	77,2	66,7	67,7	71,6	61,0
dont : Employés et agents de service	562.700	68,5	72,3	65,9	69,5	73,0	66,9	60,0	63,5	58,5
Employés	462.300	70,9	74,3	68,5	71,9	74,9	69,6	61,6	65,6	60,1
Agents de service	98.400	57,2	60,8	55,2	57,8	61,5	55,8	52,7	56,1	50,5
Personnels de la police et des prisons	101.000	96,0	96,5	77,8	96,0	96,5	78,0	n. s.	n. s.	n. s.
Militaires hommes du rang (engagés)	32.800	63,5	64,2	55,5	67,0	68,5	56,1	57,3	57,4	n. s.
Ouvriers	184.200	70,1	71,2	64,2	66,4	67,3	60,3	74,4	76,2	67,2
Toutes catégories (3)	**2.350.700**	**94,4**	**101,1**	**84,9**	**96,4**	**103,3**	**86,9**	**80,7**	**87,0**	**70,0**

(1) Salaire imposable non compris les avantages en nature. — (2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger, y compris le ministère de la Défense. — (3) Non compris quelques milliers d'agents dont le salaire complet est inconnu.
n. s. : non significatif (effectifs trop faibles).

TABLEAU C.03-10

Taux de rémunérations annexes des agents de l'État (1) par profession et sexe ou statut en 1984

Métropole, agents à temps complet (Hors Défense)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Catégorie socio-professionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Ensemble	Titulaires	Non-titulaires	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	330.500	141.700	15,2	15,6	10,0	17,4	10,7
dont : Personnels de direction	6.600	282.800	30,3	30,8	13,4	31,0	21,1
Magistrats	4.700	181.400	24,0	24,0	—	25.0	22,3
Cadres administratifs	98.700	133.800	21,5	22,4	8,7	22,6	18,2
Cadres techniques	18.700	160.000	31,0	39,5	13,9	32,6	16,9
Enseignants du supérieur ou chercheurs	44.300	158.000	5,2	5,6	2,0	5,5	4,0
Directeurs et inspecteurs du secondaire	21.300	139.000	6,2	6,2	—	6,7	4,9
Professeurs agrégés et certifiés	131.400	132.100	12,7	12,7	8,1	16,0	9,4
Professions intermédiaires	802.800	89.900	7,6	7,7	7,0	10,7	5,0
dont : Professeurs de collèges	184.000	99.400	8,4	8,6	7,6	9,1	7,7
Instituteurs	326.100	85.100	1,2	1,2	1,6	2,0	0,9
Travailleurs sociaux	13.000	85.900	7,3	7,3	7,8	9,3	6,2
Professions intermédiaires administratives (2)	174.400	91.300	14,2	14,6	6,9	15,9	12,5
Professions intermédiaires techniques	51.200	99.500	20,8	22,7	10,6	20,8	20,2
Contremaîtres et agents de maîtrise	26.800	88.200	18,7	18,3	20,9	19,2	10,3
Employés et ouvriers	740.200	70.900	15,6	16,2	8,8	18,4	11,5
dont : Employés	427.800	69.300	16,0	16,5	9,7	19.4	13,4
Personnels de service	94.900	56.300	5,2	5,3	4,2	7,4	3,9
Personnels de la police et des prisons	99.600	95.300	26,1	26,1	—	26,1	26,3
Ouvriers	117.300	67.500	10,2	10,5	9,2	10,8	6,3
Ensemble	**1.873.500**	**91.500**	**12,0**	**12,3**	**7,8**	**15,3**	7,9

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes nettes au salaire net hors rémunérations annexes et hors supplément familial de traitement. — (2) Y compris professions intermédiaires de la police et des prisons.

TABLEAU C.03-11

L'éventail des salaires de l'État en 1984 (1)

(Y compris Défense)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Positions caractéristiques de l'éventail des salaires (2)	Tous ministères — Métropole, DOM-TOM, étranger					Ministères civils		
	Ensemble	Hommes	Femmes	Titulaires (3)	Non titulaires (3)	Métropole seule	Métropole DOM-TOM Étranger	Métropole seule
Salaire médian	7.000	7.500	6.600	7.200	5,900	6.900	7.000	6.900
Salaire 1er décile sur salaire médian	0,70	0,69	0,71	0,70	0,72	0,71	0,70	0,70
Salaire 9e décile sur salaire médian	1,67	1,69	1,52	1,64	1,69	1,63	1,69	1,63
Salaire 9e décile sur salaire 1er décile	2,40	2,45	2,14	2,34	2,35	2,29	2,40	2,33
Salaire moyen mensuel de l'ensemble des salariés à temps complet	7.900	8.400	7.100	8.000	6.700	7.600	7.900	7.600

(1) Salaires mensuels à temps complet, arrondis à la centaine de francs. — (2) Données permettant une analyse plus quantitative des distributions statistiques. Ainsi, le salaire *médian* est celui qui partage la population observée en 2 : 50 % de personnes reçoivent un salaire *inférieur* au salaire médian et 50 % reçoivent un salaire *supérieur*; le salaire du *1er décile* est la limite supérieure de salaire des 10 % les moins payés et le salaire du *9e décile* la limite inférieure des 10 % les plus payés. — (3) Y compris militaires.

TABLEAU C.03-12

Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires

Moyennes annuelles *(Hors échelle-lettres)*

Source : INSEE

Unité : Franc

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Minimum mensuel de rémunération brute avec indemnité de résidence la plus basse (1)	3.377	3.754	4.127	4.406	4.617	4.822
Rémunération mensuelle brute afférente à l'indice hiérarchique maximum (2) avec indemnité de résidence la plus basse (1)	12.862	14.348	15.499	16.795	17.520	17.883

(1) L'intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le salaire s'est concrétisée, le 1er novembre 1983, par un taux d'indemnité nul pour la zone précédemment la plus basse (ex « 1 % »). — (2) Indice majoré de septembre 1979 = 810; à partir de janvier 1985, 812.

TABLEAU C.03-13

Indice d'évolution des traitements bruts de la Fonction publique (1). Fonctionnaires civils titulaires de l'État

Moyennes annuelles

Source : INSEE

Base 100 : Décembre 1969

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Indice d'ensemble	208,8	230,7	255,4	282,1	320,5	362,3	403,7	440,7	476,0	494,9	513,1
Indices par catégorie :											
Catégorie A	197,5	218,9	243,4	267,5	302,9	341,9	381,2	413,2	447,2	464,4	478,3
Catégorie B	204,9	226,5	249,9	275,6	312,4	353,0	393,3	429,8	466,0	486,1	505,9
Catégorie C	216,5	238,4	263,7	292,7	333,8	377,4	420,1	460,3	493,7	511,7	530,1
Catégorie D	238,7	263,5	292,0	325,1	372,7	422,9	473,9	521,3	565,5	590,2	617,7
Catégories C + D	220,3	242,7	268,5	298,2	340,4	385,1	429,1	470,5	505,6	524,7	544,6

(1) Hors échelle-lettres et hors primes.

TABLEAU C.03-14

Indice d'évolution des traitements nets de la Fonction publique (1). Fonctionnaires civils titulaires de l'État

Moyennes annuelles

Source : INSEE

Base 100 : Décembre 1969

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	*r* 1982	*r* 1983	*r* 1984	*r* 1985	1986	Coefficient de raccordement à la série base 100 = moyenne 1962
Indice d'ensemble	206,5	227,2	251,4	275,8	311,2	354,1	390,5	423,3	452,3	469,9	485,6	164,8
Indices par catégorie :												
Catégorie A	195,3	215,4	239,6	260,9	293,2	333,2	367,6	394,7	422,4	438,4	450,1	160,7
Catégorie B	202,6	223,0	245,9	269,3	303,2	345,0	380,3	411,8	441,7	460,4	477,6	163,8
Catégorie C	214,3	235,0	259,8	286,7	324,8	369,8	407,5	444,7	472,1	488,8	504,8	167,1
Catégorie D	236,4	260,0	287,9	318,8	363,2	415,1	460,1	505,4	542,3	565,3	589,8	170,9
Catégories C + D	218,1	239,2	264,6	292,1	331,3	377,5	416,3	454,9	483,7	501,5	518,8	167,9

(1) Hors échelle-lettres et hors primes.

TABLEAU C.03-15

Coût mensuel moyen de la main-d'œuvre par secteur d'activité

Source : INSEE (Enquête communautaire triennale sur le coût de la main-d'œuvre)

	Activité	Coût mensuel moyen 1981 Francs	Coût mensuel moyen 1981 Indice (1)	Coût mensuel moyen 1984 Francs	Coût mensuel moyen 1984 Indice (1)	Évolution du coût mensuel moyen 1981/1978	Évolution du coût mensuel moyen 1984/1981	Part des charges (2) dans le coût total (en %) 1978	1981	1984
T 02	Industries de la viande et du lait	7.558	126	10.027	122	45,3	32,7	36,8	37,2	40,9
T 03	Autres industries agricoles et alimentaires	8.733	146	11.804	143	58,9	35,2	38,6	39,5	41,8
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	9.957	166	14.880	181	48,8	49,4	45,6	45,9	52,7
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	14.956	250	21.692	264	40,0	45,0	39,3	43,3	45,1
T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	13.085	218	17.066	207	54,6	30,4	50,8	53,2	58,3
T 07	Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	9.401	157	12.858	156	45,5	36,8	42,6	44,1	46,8
T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	10.276	172	13.832	168	58,5	34,6	40,9	41,0	45,2
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers	8.373	140	11.514	140	57,0	37,5	39,1	39,6	43,1
T 10	Industrie du verre	9.153	153	12.506	152	48,6	36,6	39,9	41,0	42,9
T 11	Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	11.281	188	14.812	180	50,9	31,3	40,1	41,6	44,6
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	10.727	179	14.559	177	57,5	35,7	37,2	38,3	41,4
T 13	Fonderie et travail des métaux	8.130	136	10.937	133	56,3	34,5	37,8	38,2	41,5
T 14	Construction mécanique	8.806	147	12.064	147	51,1	37,0	37,4	38,2	41,3
T 15	Construction électrique et électronique	9.648	161	13.086	159	61,9	35,6	37,6	38,2	42,3
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	8.716	145	11.969	145	48,5	37,3	38,7	40,6	44,3
T 17	Construction navale et aéronautique, armement	10.707	179	15.587	189	51,5	45,6	37,3	38,1	42,5
T 18	Industries textiles et de l'habillement	6.082	102	8.403	102	57,0	38,2	37,2	37,5	40,0
T 19	Industries du cuir et de la chaussure	5.991	100	8.229	100	54,6	37,4	37,1	37,3	40,4
T 20	Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	6.905	115	9.584	116	57,8	38,8	37,0	37,4	40,7
T 21	Industrie du papier et du carton	8.860	148	11.711	142	54,8	32,2	37,6	38,9	41,4
T 22	Imprimerie, presse, édition	10.648	178	13.768	167	66,1	29,3	36,4	36,7	40,4
T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	7.955	133	10.731	130	54,0	34,9	38,1	39,3	41,8
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	7.808	130	10.934	133	47,2	40,0	38,8	39,3	41,5
	Industries et bâtiment	*8.728*	*146*	*11.913*	*145*	*53,8*	*36,5*	*38,9*	*39,7*	*43,0*
T 25	Commerce de gros alimentaire	7.808	130	10.830	132	51,8	38,7	36,8	36,3	39,9
T 26	Commerce de gros non alimentaire	9.236	154	12.557	153	59,0	36,0	36,3	36,3	40,0
T 27	Commerce de détail alimentaire	6.844	114	8.834	107	50,4	29,1	36,7	37,6	40,7
T 28	Commerce de détail non alimentaire	7.549	126	9.799	119	57,2	29,8	36,3	36,6	40,7
T 36	Assurances	10.648	178	14.551	177	48,4	36,7	41,3	40,4	45,7
T 37	Organismes financiers	12.673	212	17.501	213	53,5	38,1	41,1	42,9	46,9
	Services	*9.337*	*156*	*12.510*	*152*	*53,9*	*34,0*	*38,4*	*39,0*	*42,8*
	Toutes activités	**8.865**	**148**	**12.062**	**147**	**54,1**	**36,1**	**38,8**	**39,6**	**43,0**

(1) T 19 « Industries du cuir et de la chaussure » = 100. — (2) À l'exclusion du salaire direct et des primes occasionnelles.

TABLEAU C.03-16

Coût moyen de la main-d'œuvre (ouvriers et employés) dans la CEE

Source : Enquête communautaire triennale sur le coût de la main-d'œuvre

Unité : 1 ECU = 6,87166 F en 1984

Nomenclature NACE	Nomenclature NAP 15		Allemagne (République fédérale)	Belgique	Danemark	France	Grèce	Irlande	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Royaume-Uni
						Coût horaire dans l'industrie						
Industries extractives (NACE 11, 13, 21, 23)	U 03	1978	10,68	11,11	7,17	8,51	●	4,62	5,45	8,54	11,48	5,47
		1981	14,10	14,00	9,53	12,08	5,74	6,83	8,30	9,57	15,01	10,88
		1984	18,98	14,73	13,46	16,82	7,97	...	10,89	8,76	18,53	12,94
Industries manufacturières (NACE 12, 14, 15, 22, 24-26, 3, 4)	U 06	1978	8,51	9,34	7,87	6,51	●	3,65	5,00	9,16	9,16	3,78
		1981	10,96	12,16	9,54	9,82	3,83	5,99	7,34	10,29	10,77	7,32
		1984	14,17	13,17	11,79	12,64	5,56	8,45	10,37	11,58	13,64	8,84
Ensemble de l'industrie (NACE 1-5)	U 02 à U 07	1981	11,01	12,42	9,66	9,79	4,09	6,09	7,58	9,81	10,83	7,58
		1984	14,25	13,41	11,95	12,62	5,85	8,74	10,73	11,07	13,69	9,04
						Coût mensuel dans les services						
Commerce de gros (NACE 61)	U 08	1981	1.429	1.757	1.539	1.459	●	997	1.163	1.288	1.494	1.143
		1984	1.835	1.981	1.936	1.746	...	1.512	1.592	1.469	1.920	1.439
Commerce détail (NACE 64/653-656)	U 08	1981	1.112	1.291	1.200	1.184	●	698	1.025	912	1.082	828
		1984	1.467	1.464	1.506	1.346	674	1.021	1.468	1.067	1.267	972
Institutions de crédit (NACE 812/13)	U 13	1981	1.770	2.626	1.745	2.098	●	1.357	1.984	1.980	1.576	1.533
		1984	2.298	2.826	2.193	2.547	1.438	2.111	2.800	2.439	2.067	1.704
Assurances (NACE 82)	U 12	1981	1.881	2.066	1.760	1.763	●	1.285	1.732	1.925	1.778	1.470
		1984	2.489	2.339	2.356	2.118	1.030	1.967	2.293	2.235	2.135	1.770

TABLEAU C.03-17

Revenus moyens * par ménage selon la catégorie socioprofessionnelle du chef en 1983

(Actualisation sur données 1979)

Source : INSEE

Unité : Franc

	Agriculteurs exploitants	Indépendants non agricoles (1)	Cadres supérieurs	Cadres moyens (2)	Employés	Ouvriers (y.c. agricoles)	Inactifs (3)	Ensemble
Revenus primaires	143.780	297.900	235.100	134.130	99.410	86.750	40.670	107.010
soit : Revenus du travail salarié	13.530	57.640	188.000	119.950	89.040	79.430	12.710	66.580
Revenus d'entreprise individuelle	110.580	175.300	11.040	4.980	2.720	2.690	4.390	21.670
Revenus de la propriété et de la production hors entreprise individuelle	19.670	64.960	36.060	9.200	7.650	4.630	23.570	18.760
Revenus de transfert	36.730	26.480	31.220	32.030	32.660	40.940	86.780	51.680
dont : Prestations sociales	34.860	25.460	27.530	28.340	30.510	38.780	84.660	49.330
dont : *Vieillesse, survie*	*8.570*	*6.700*	*6.110*	*3.600*	*4.820*	*2.600*	*55.280*	*20.680*
Revenu brut avant impôt	180.510	324.380	266.320	166.160	132.070	127.690	127.450	158.690
Impôts directs	−15.930	−43.600	−40.150	−14.540	− 9.070	− 6.000	− 8.070	−13.460
dont : *Sur le revenu*	*− 6.360*	*−33.080*	*−30.480*	*−10.800*	*− 6.040*	*− 3.750*	*− 5.440*	*− 9.430*
Revenu disponible brut	**164.580**	**280.780**	**226.170**	**151.620**	**123.000**	**121.690**	**119.380**	**145.230**
Revenu disponible net (4)	**131.710**	**256.670**	**219.450**	**148.630**	**120.950**	**119.860**	**115.810**	**139.410**
Nombre de ménages (milliers)	805	1.544	1.163	2.738	2.267	5.081	6.443	20.040
Nombre de personnes par ménage	3,68	3,14	3,03	2,99	2,64	3,37	1,86	2,73
Masse des revenus disponibles bruts (millions de francs)	132.420	433.590	262.960	415.180	278.840	618.310	769.110	2.910.410

* Données établies sur évaluations en base 1971.

(1) Y compris professions libérales et présidents-directeurs généraux salariés. — (2) Y compris contremaîtres. — (3) Les chômeurs ayant déjà travaillé sont classés dans la catégorie de leur dernier emploi. — (4) Net de la consommation de capital fixe des entreprises individuelles et du logement.

TABLEAU C.03-18

Structure du revenu disponible des ménages (1) selon la catégorie socioprofessionnelle de leur chef en 1983

(Actualisation sur données 1979)

Source : INSEE

Unité : % du revenu disponible brut

	Agriculteurs Exploitants	Indépendants non agricoles	Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers (y c. agricoles)	Inactifs	Ensemble
Revenus primaires	88	106	104	89	81	71	34	74
soit : *Revenus d'activité*	*76*	*83*	*88*	*83*	*75*	*67*	*14*	*61*
Revenus de la propriété et du logement	*12*	*23*	*16*	*6*	*6*	*4*	*20*	*13*
Revenus de transfert	22	10	14	21	26	34	73	35
dont : *Prestations vieillesse*	*5*	*2*	*3*	*2*	*4*	*2*	*46*	*14*
Revenu brut avant impôt	110	116	118	110	107	105	107	109
Impôts directs	– 10	– 16	– 18	– 10	– 7	– 5	– 7	– 9
Revenu disponible brut	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

(1) Évalué en base 1971.

TABLEAU C. 03-19

Évolution du revenu primaire et du revenu disponible brut par ménage *

Source : INSEE

Unité : Franc courant

	Revenu primaire par ménage					Revenu disponible brut par ménage				
				Évolution (% par an)					Évolution (% par an)	
	1970	1979	(1) 1983	1970-79	1979-83	1970	1979	(1) 1983	1970-79	1979-83
Agriculteurs exploitants	40.310	98.430	143.780	+ 10,4	+ 9,9	43.230	110.460	164.580	+ 11,0	+ 10,5
Indépendants non agricoles	73.610	194.440	297.900	+ 11,4	+ 11,3	70.980	186.290	280.780	+ 11,3	+ 10,8
Cadres supérieurs	67.510	162.650	235.100	+ 10,3	+ 9,6	68.660	160.900	226.170	+ 9,9	+ 8,9
Cadres moyens	37.370	91.570	134.130	+ 10,5	+ 10,0	41.840	102.910	151.620	+ 10,5	+ 10,2
Employés	26.280	66.530	99.410	+ 10,9	+ 10,6	31.490	80.400	123.000	+ 11,0	+ 11,2
Ouvriers y compris agricoles	21.820	57.700	86.750	+ 11,4	+ 10,7	28.460	78.500	121.690	+ 11,9	+ 11,6
Inactifs	9.250	25.160	40.670	+ 11,8	+ 12,8	20.770	68.370	119.380	+ 14,2	+ 15,0
Ensemble	**28.230**	**71.080**	**107.010**	**+ 10,8**	**+ 10,8**	**34.500**	**93.120**	**145.230**	**+ 11,7**	**+ 11,8**

* Selon évaluations en base 1971 des comptes nationaux.
(1) Actualisation sur données 1979.

Salaires.

- Méthodologie :

— « Les salaires : indications rapides et observations approfondies » (*Économie et statistique*, n° 58, juillet-août 1974);
— « L'évolution individuelle des salaires en France. Nouvelle méthode d'étude. Premiers résultats » (*Collections de l'INSEE*, série M, n° 59, 1977);
— « La nouvelle chaîne d'exploitation des DAS » (*Courrier des statistiques*, n° 24, octobre 1982).

- Séries rétrospectives :

— « Les salaires en longue période » (*Économie et statistique*, n° 103, septembre 1978);
— « La dispersion et les disparités de salaires en France au cours des vingt dernières années » (*Économie et statistique*, n° 80, juillet-août 1976);
— « Les salaires de 1950 à 1975 » (*Économie et statistique*, n° 113, juillet-août 1979);
— « L'évolution du pouvoir d'achat des salaires depuis trente ans » (*Travail et emploi*, n° 9, juillet-septembre 1981);
— « Indices des traitements bruts et nets de la fonction publique de 1970 à 1984 » (*Bulletin mensuel de statistique*, Statistiques rétrospectives, n° 2, février 1985).
— « Les salaires depuis 1950 », (*Données sociales*, 1987).

- Salaires annuels (enquêtes) :

— « Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1974 : exploitation des déclarations annuelles de salaires (DAS-2460) (*Collections de l'INSEE*, série M, n° 76, 1979);
— « ...en 1975 », série M, n° 82, 1980;
— « ...années 1976 à 1979 » (*Archives et Documents*, n° 107, 1984);
— « ...en 1980 » (*Collections de l'INSEE*, série M, n° 113, 1985);
— « ...en 1982 » (*Archives et Documents*, n° 212, 1987).

- Salaires annuels (actualisation) :

— « Les salaires en 1984 » (*Économie et statistique*, n° 178, juin 1985);
— « ... en 1985 », n° 188, mai 1986.
— « ... en 1986 », n° 200, mai-juin 1987.

- Études sur les salaires :

Les Collections de l'INSEE :

— « Salaires par groupe de métiers et conventions collectives », série M, n° 58, 1977;
— « Structure des salaires dans l'industrie et les services en 1978 », série M, n° 90-91, 1981;
— « L'évolution individuelle des salaires 1970-1975 », série M, n° 102-103, 1983.

Archives et Documents :

— « Les bas salaires 1970-1975 », n° 25, 1981.

Économie et statistique (*) :

— « Où chercher les disparités de salaire ? », n° 130, février 1981;
— « Vieillissement et salaire : une optique individuelle », n° 139, décembre 1981;
— « Du salaire au niveau de vie », n° 139, décembre 1981;
— « La hiérarchie des salaires : hypothèse de modification », n° 150, décembre 1982;
— « Évolution des salaires : normes collectives et facteurs individuels », n° 150, décembre 1982;
— « Travail en équipes, travail à la chaîne », n° 73, décembre 1975;
— « Primes occasionnelles et gains annuels dans les commerces, les banques et les assurances », n° 85, janvier 1977;
— « Revenu offert, prétentions salariales et activité des femmes mariées », n° 167, juin 1984;
— « Absentéisme : le poids des facteurs collectifs », n° 164, mars 1984;
— « Conditions d'emploi et salaires de la main-d'œuvre étrangère », n° 162, janvier 1984.
— « La boucle prix-salaires et l'inflation depuis 1970 », n° 169, septembre 1984.
— « Les facteurs de l'absentéisme », n° 176, avril 1985;
— « Disparités de salaires dans l'industrie en France et en Allemagne : des ressemblances frappantes », n° 188, mai 1986.

Travail et emploi :

— « Évolution et structure du tissu conventionnel 1981-1985 », n° 27-28, décembre 1986;
— « Individualisation des salaires et flexibilité », n° 29, septembre 1986;
— « Salaires, pouvoir d'achat et négociations salariales », n° 31, mars 1987.

Données sociales 1987 :

— « Les évolutions individuelles de salaires (1976-1980) ».

- Comparaisons internationales :

— « Le point sur la dispersion des salaires dans les pays du Marché commun » (*Économie et statistique*, n° 93, octobre 1977);
— « Structure des salaires 1978-1979. Principaux résultats » (*Eurostat*, volume 2, France, 1983).

- Agriculture :

Collections de statistique agricole, série « Études » :

— « Les salaires et la main-d'œuvre salariée dans l'agriculture en octobre 1978 », n° 190, juillet 1980;
« ...en octobre 1979 », n° 196, avril 1981;
« ...en octobre 1982 », n° 228, mai 1984.

- Fonction publique :

Les Collections de l'INSEE :

— « Les salaires des agents de l'État en 1980 », série M, n° 110, 1985;
— « ... en 1982 », série M, n° 121, 1986.

Économie et statistique :

— « L'indice des traitements de la fonction publique : méthode de calcul », n° 85, janvier 1977;
— « Bilan rapide des réformes catégorielles dans la fonction publique », n° 99, avril 1978;
— « Les salaires des agents de l'État », n° 167, juin 1984;

(*) Articles cités par ordre chronologique de parution.

— « Le traitement des fonctionnaires en 1985 », n° 186, mars 1986;
— « Les salaires de l'État », n° 191, septembre 1986;
— « Le traitement des fonctionnaires en 1986 », n° 197, mars 1987.

Coûts de la main-d'œuvre et coûts salariaux.

— « Un indice pour mesurer le coût de la main-d'œuvre » (*Bloc-notes de l'Observatoire économique de Paris,* n° 10, octobre 1982).

Les Collections de l'INSEE :

— « Les coûts de la main-d'œuvre en 1978 : dans l'industrie, le commerce, les banques et les assurances », série M, n° 96, 1982;
— « Les coûts de la main-d'œuvre en 1981 », série M, n° 105, 1983;
— « Les coûts de la main-d'œuvre en 1984 », série M, n° 120, 1986.

Économie et statistique :

— « Le coût de la main-d'œuvre dans les commerces, les banques et les assurances en 1974 », n° 83, novembre 1976;
— « Le coût d'un salarié de l'industrie en 1975 », n° 95, décembre 1977;
— « Les coûts salariaux », n° 133, mai 1981;
— « Trente pour cent de charges sociales dans les coûts salariaux », n° 156, juin 1983.
— « La France en position médiane pour les coûts salariaux », n° 156, juin 1983.

● Comparaison internationale des coûts :

— « Conditions d'emploi et coût de la main-d'œuvre dans les économies européennes » (*Économie et statistique,* n° 140, janvier 1982);
— « La France en position médiane pour les coûts salariaux » (*Économie et statistique,* n° 156, juin 1983);
— « Coûts de la main-d'œuvre en 1978 », volume 1 « Résultats principaux »; volume 2 « Résultats par classe d'importance et par région », *Eurostat* (Office statistique des Communautés européennes), 1983;
— « Coûts de la main-d'œuvre en 1981 », volume 1 « Résultats principaux »; volume 2 « Résultats par classe d'importance et par région », *Eurostat,* 1984.

Revenus.

● Enquêtes sur les revenus fiscaux :

— « Les revenus des ménages en 1970 » (*Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 40, 1974);
— « Les revenus fiscaux des agriculteurs en 1979 » (*Archives et Documents,* n° 131, 1985);
— « Les revenus fiscaux des ménages en 1979 » (*Économie et statistique,* n° 166, mai 1984);
— « Une évaluation récente des revenus fiscaux des ménages » (*Économie et statistique,* n° 177, mai 1985).

● Études sur les revenus :

— « Remarques sur une étude de l'OCDE sur la répartition des revenus dans divers pays » (*Économie et statistique,* n° 84, décembre 1976);
— « Les ressources des ménages par catégorie socioprofessionnelle en 1979 » (*Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 116, 1985);
— « Le revenu des ménages », (*Données sociales,* 1987);
— « Les revenus des Français : la croissance et la crise (1960-1983) » (*Documents du CERC,* n° 77, 1985);
— « Les revenus des ménages (1960-1984) » (*Documents du CERC,* n° 80, 1986);
— « Constat de l'évolution récente des revenus en France : 1982-1985 » (*Documents du CERC,* n° 82, 1986);
— « L'effet redistributif de l'impôt direct et des prestations familiales » (*Économie et statistique,* n° 177, mai 1985);
— « Les revenus des patrimoines sont très inégalement répartis » (*Économie et statistique,* n° 180, septembre 1985);
— « L'évolution temporelle du revenu des ménages : des profils très différents selon les catégories sociales » (*Économie et statistique,* n° 192, octobre 1986);
— « Transferts de ressources et types de familles : Évolution 1970-1982 » (*Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 124, 1987).

100 Tableaux statistiques pour comprendre l'évolution de la femme dans la société :

- Meilleure maîtrise de la fécondité.
- Espérance de vie accrue.
- Activité professionnelle croissante.
- Niveau de formation plus élevé.

Des freins subsistent :

- Sphères politiques et syndicales inaccessibles.
- Autonomie financière précaire...

Cet ouvrage est en vente :
INSEE : dans les Observatoires Économiques Régionaux et chez les librairies spécialisées.
CNIDF : Centre National de l'Information sur les Droits des Femmes, 7, rue du Jura 75013 Paris.

BON DE COMMANDE

à retourner, au CNGP - INSEE - BP 2718 - 80027 Amiens - Cedex France.

Veuillez m'adresser _____ exemplaire(s) de l'ouvrage ***"FEMMES EN CHIFFRES"*** format 16 cm x 24 cm, 96 pages, prix : 40 francs.

Nom ou raison sociale : _____

Activité : _____

Adresse : _____

_____ Tél. : _____

Ci joint en règlement la somme de : _____ francs
☐ mandat ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal
à l'ordre de l'INSEE

B50

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

Chapitre C.04

Prestations sociales

1. Le compte de la protection sociale
2. Les différents régimes de couverture sociale en France
3. Organisation des régimes d'affiliation
4. Les différentes prestations
5. La mutualité

1. Le compte de la protection sociale

Le compte de la protection sociale - compte satellite du système de comptabilité nationale - constitue un cadre d'analyse détaillée des prestations sociales, de leur gestion et de leur financement. Articulé avec les comptes nationaux, ce compte est en outre entièrement compatible avec le « Système européen de statistiques intégrées de la protection sociale », qui fournit des données comparables pour tous les pays de la Communauté européenne.

La protection sociale recouvre tous les mécanismes de prévoyance collective permettant aux personnes de faire face à certains « risques » : maladie, invalidité, accidents du travail, maternité et famille, réadaptation professionnelle et chômage, vieillesse. En sont exclus les aides directes entre personnes ainsi que les contrats d'assurance privés. L'éducation n'a pas été retenue parce qu'elle ne résulte pas directement d'un « risque ».

Sont pris en compte ici les transferts monétaires ainsi que la fourniture de biens ou de services et non pas l'ensemble des coûts occasionnés par la survenance d'un risque. Par exemple, les prestations de maladie retracent les remboursements de frais médicaux mais laissent de côté la part de dépenses restant à la charge du malade.

La protection sociale ne se limite pas à la Sécurité sociale, qui en constitue cependant une part importante (75 % des prestations versées). Elle s'exerce également par les mutuelles (1 % des prestations), les prestations directes d'employeurs, par exemple les retraites et prestations familiales des fonctionnaires (11 %), les systèmes d'aide des administrations centrales (8 %) et l'aide sociale des collectivités locales (5 %).

Le tableau d'ensemble de la protection sociale et de son financement décrit en emplois les transferts sociaux dont bénéficie la population et le coût de fonctionnement du système. On distingue les prestations sociales, versements de prestations ou remboursement de dépenses effectuées, les prestations de services sociaux représentées par les services sociaux gratuits offerts de façon non individualisée et les prestations fiscales qui retracent certains avantages fiscaux (1).

La contrepartie des dépenses consiste en cotisations sociales et en contributions diverses provenant pour l'essentiel du budget de l'État et des collectivités territoriales.

Les prestations sociales sont analysées selon le risque couvert. Au titre du risque maladie figurent essentiellement les indemnités journalières (et les compléments versés par l'employeur) et le remboursement par la Sécurité sociale ou l'aide sociale des dépenses de soins de

1. Actuellement ce poste ne comprend que l'avantage constitué par le système du quotient familial.

santé quel qu'en soit le bénéficiaire dès lors qu'il ne s'agit pas d'un accident du travail.

Les prestations « invalidité-infirmité » comprennent les pensions d'invalidité (hors accidents du travail), les allocations aux handicapés et le remboursement des frais de séjour dans les établissements spécialisés et les établissements médico-sociaux. Les soins de santé remboursés à des invalides, même s'ils ont un caractère spécifique, sont classés en « maladie ».

Toutes les prestations relatives aux accidents du travail sont regroupées parce qu'elles découlent d'un système d'assurances particulier. On trouve sous cet intitulé à la fois des indemnités journalières, des rentes et des remboursements de soins de santé.

De la même façon, sous le risque « maternité » sont regroupées toutes les prestations relatives à la grossesse et à l'accouchement, indemnités journalières, allocations prénatales et postnatales (devenues à compter de janvier 1985 « allocation au jeune enfant »), remboursements du forfait accouchement. Les dépenses de soins de santé supplémentaires en cas de grossesse pathologique sont classées en maladie.

Les prestations sociales à la famille recouvrent la plupart des prestations des caisses d'allocations familiales (mais les allocations aux adultes handicapés, les allocations de maternité et les allocations d'orphelin sont reclassées avec les risques auxquels elles correspondent). Aux prestations légales s'ajoutent toutes les mesures d'aide sociale en faveur des familles ainsi que les suppléments de salaire pour enfants et les avantages fiscaux liés à la famille.

Les prestations associées au risque « emploi » comprennent, outre les allocations de chômage, les préretraites, les rémunérations des demandeurs d'emploi en stage de formation et les indemnités de licenciement.

Les risques « vieillesse » n'appellent pas de remarque particulière sinon que les dépenses de maladie des personnes âgées sont classées au risque maladie mais que les pensions d'invalidité converties en pension de vieillesse sont classées en risque vieillesse. En « survie » sont retracés tous les avantages de reversion, dans la mesure où ils sont bien isolés des avantages de droit direct dans les données fournies par les organismes de sécurité sociale.

La « dépense de protection sociale » est le financement collectif des dépenses de santé et d'action sociale. Elle comprend deux types de ressources : les cotisations et les contributions.

Les trois grands secteurs de l'économie que sont les administrations, les entreprises et les ménages participent à ce financement à la fois par des cotisations et des contributions. Les deux premiers secteurs prennent en charge la quasi-totalité des cotisations d'employeurs; les cotisations des personnes protégées sont entièrement à la charge des ménages.

En ce qui concerne les « contributions », le partage des charges est plus complexe et il comporte nécessairement certaines conventions. Les avantages fiscaux liés au quotient familial sont mis à la charge des ménages et donc analysés comme un transfert entre ménages. En revanche, les taxes affectées sont censées être à la charge des entreprises. Les contributions des administrations publiques reprennent tous les financements assurés par le budget de l'État et des collectivités territoriales. On y distingue d'une part les dépenses relatives aux régimes gérés par les administrations elles-mêmes, notamment l'aide sociale et l'indemnisation des victimes de guerre, d'autre part les contributions des finances publiques aux régimes de sécurité sociale, qu'il s'agisse d'une prise en charge de certains avantages ou bien de subventions destinées à combler le déficit de certains régimes.

2. Les différents régimes de couverture sociale en France

L'organisation administrative des régimes de Sécurité sociale en France est complexe et ceci pour des raisons essentiellement historiques. C'est pourquoi il est nécessaire de rappeler les grandes étapes qui ont conduit à la généralisation de la Sécurité sociale avant de décrire, pour les principales prestations, leurs modalités d'octroi, les effectifs concernés et l'évolution sur les dix dernières années des principaux barèmes.

21. La situation en 1945

A la fin de la guerre, le système français de Sécurité sociale était constitué par un ensemble de dispositions disparates :

- Le salarié ordinaire bénéficiait de dispositions concernant :
  - — la responsabilité de l'employeur en cas d'accident du travail (loi du 9 avril 1898);
  - — les assurances sociales pour les risques maladie, maternité, invalidité, vieillesse (loi du 30 avril 1930);
  - — les prestations familiales (loi du 11 mars 1932);
- Certaines catégories particulières de salariés bénéficiaient, pour des raisons historiques, de régimes spéciaux (pour les fonctionnaires, loi du 9 juin 1853) dont la liste avait été dressée par un décret-loi du 28 octobre 1935:
- Les personnes exerçant une activité professionnelle non salariée ne bénéficiaient que d'un droit aux prestations familiales.

L'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la Sécurité sociale avait prévu l'harmonisation des législations sociales déjà existantes et leur extension à des catégories nouvelles de bénéficiaires. Toutefois l'article 17 de l'ordonnance posait le principe de la survie « provisoire » des régimes spéciaux et celui de l'autonomie définitive du régime agricole (géré par la Mutualité sociale agricole). Mais la généralisation de la Sécurité sociale, définie par la loi du 22 mai 1946, ne s'est pas opérée, les décrets d'application n'ayant jamais été pris (l'obligation faite par la loi de cotiser à l'assurance vieillesse avait alors suscité des protestations de la part de certains groupes de professionnels non salariés).

22. Les principales mesures depuis 1948

L'extension de la Sécurité sociale s'est faite par la juxtaposition de mesures très ponctuelles.

Elles peuvent être classées en deux catégories :

- Amélioration de prestations existantes :

Prestations maladie :

  - — dispositions relatives à la longue maladie (20 mai 1955);

Prestations familiales :

— création de l'allocation de logement (1er septembre 1948);

Prestations vieillesse :

— création du Fonds national de solidarité (30 juin 1956) alimenté par des ressources fiscales et destiné à servir une allocation supplémentaire aux personnes âgées n'ayant que de faibles ressources;

— création de régimes de retraite dits « complémentaires » par des conventions collectives : régime de retraites des cadres, institué par une convention collective en date du 14 mars 1947, et accord du 8 décembre 1961 qui accorde le bénéfice des retraites complémentaires aux salariés non cadres;

● Extension des prestations à des catégories qui n'en bénéficiaient pas encore :

— extension de certaines prestations du régime général aux étudiants (23 septembre 1948), aux militaires de carrière (17 avril 1949), aux écrivains non salariés (21 juillet 1949), aux invalides, veuves et orphelins de guerre (29 avril 1954);

— extension aux agriculteurs exploitants de l'assurance vieillesse (loi du 10 juillet 1952 modifiée par la loi du 5 janvier 1955), de l'assurance maladie (21 janvier 1961 et de l'assurance contre les accidents du travail et maladies professionnelles (22 décembre 1966);

— extension aux non-salariés non agricoles (c'est-à-dire patrons et travailleurs indépendants des professions industrielles et commerciales, des professions artisanales et des professions libérales) de l'assurance vieillesse (17 janvier 1948) et de l'assurance maladie (loi du 12 juillet 1966);

— extension aux ministres des cultes et aux membres des congrégations et collectivités religieuses (loi n° 78-4 du 2 janvier 1978);

— reconnaissance à la personne qui vit maritalement avec un assuré social de la qualité d'ayant droit de l'assuré pour le droit aux prestations en nature des assurances maladie et maternité (art. 13 de la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978).

On a assisté parallèlement à la multiplication et au développement des régimes de protection d'origine conventionnelle. La création et l'extension de ces régimes ont fait l'objet de divers textes réglementaires, notamment les ordonnances du 7 janvier et du 4 février 1959 qui prévoient la possibilité d'un agrément des accords, comme pour l'extension des conventions collectives. Cet agrément rend *obligatoires* les dispositions de l'accord pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application de cet accord, même s'ils n'ont pas été représentés à la conclusion de cette convention.

23. L'orientation récente

Une autre étape a consisté dans l'extension des régimes existants à des catégories *non encore couvertes* tandis que la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978 confirmait le principe de la généralisation de la Sécurité sociale à toute personne résidant sur le territoire national.

Les possibilités de rattachement à un régime obligatoire pour la maladie-maternité ont été élargies; l'assurance-vieillesse a été étendue à toutes les professions indépendantes; l'*assurance personnelle* est devenue le régime de droit commun pour toute personne qui n'est pas affiliée à un régime obligatoire (décrets du 11 juillet 1980). Les chômeurs indemnisés et les personnes sans emploi (qui ne perçoivent pas d'allocation de chômage) sont désormais couverts, mais selon des modalités différentes, à compter de janvier 1980; les chômeurs non indemnisés sont couverts sans contrepartie de cotisation à compter de janvier 1982.

3. Organisation des régimes d'affiliation

L'actuelle répartition des salariés et des non-salariés entre les différents régimes obligatoires de protection sociale est présentée dans le tableau 6; le poids relatif des différents régimes est présenté dans le tableau 7.

La distinction entre régime général et régime spécial vise davantage les organismes de gestion administrative que les spécificités existant dans les modalités d'attribution des prestations. Divers régimes conventionnels à caractère obligatoire se sont d'ailleurs constitués pour assurer, tant en matière de maladie que de retraite, une indemnisation complémentaire à celle du régime général. Parfois c'est le régime spécial qui est chargé de gérer à la fois la couverture obligatoire du risque et une couverture facultative dont l'importance résulte des choix individuels des ressortissants du régime.

En outre, et le plus souvent pour des raisons d'équilibre démographique entre cotisants et allocataires, certains régimes spéciaux ont été progressivement pris en charge par le régime général pour tout ou partie des risques, sans qu'il soit toujours possible de continuer à les identifier dans les résultats d'ensemble. C'est dire que toute description rapide rend mal compte d'une réalité complexe. Les variations de champ seront dans la mesure du possible rappelées en note de chaque tableau.

En matière de maladie et de vieillesse, le terme régime général concerne essentiellement les travailleurs salariés de l'industrie, du commerce et des services. En matière de prestations familiales, le régime général comprend, outre les salariés, la population non active (étudiants, chômeurs, retraités, veuves...) et les employeurs et travailleurs indépendants.

Le régime de sécurité sociale proprement dit comprend trois caisses nationales autonomes : la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, la Caisse nationale des allocations familiales (ordonnances du 21 août 1967).

Ces caisses sont alimentées par des cotisations versées par les employeurs et les salariés. Les cotisations étaient à l'origine perçues dans la limite d'un plafond (tableau 8); mais les problèmes croissants de financement ont conduit à un déplafonnement progressif de tout ou partie des cotisations. Les cotisations du régime général pour la vieillesse restent perçues dans la limite du plafond en raison de l'existence de régimes conventionnels de retraites complémentaires (pour les salariés cadres, les cotisations de ce régime s'appliquent au salaire *différentiel* compris entre le plafond de la Sécurité sociale et le plafond du régime, égal à quatre fois le plafond de sécurité sociale). Les cotisations d'allocations familiales sont également perçues dans la limite du plafond.

En outre et pour la couverture du risque maladie, des cotisations ont été prélevées à partir de fin 1979 à des dates et sous des modalités variables (tableau 10) sur des revenus de remplacement du salaire tels que retraites de base, retraites complémentaires, garantie de ressources (préretraites), allocations de chômage et allocations de formation.

La charge du recouvrement des cotisations est confiée depuis mai 1960 aux URSSAF (Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales), placées depuis 1967 sous l'autorité et le contrôle de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) qui assure la gestion de la trésorerie des caisses nationales.

Des régimes *conventionnels* rendus obligatoires par arrêté couvrent également le risques de chômage (UNEDIC) et partie du risque vieillesse (retraites complémentaires). Ces régimes perçoivent des cotisations (employeurs et salariés) qui s'ajoutent à celles perçues par les trois caisses nationales. Le montant total des cotisations retenues au salarié dans la limite d'un salaire sous plafond est présenté dans le tableau 11 qui donne l'évolution du rapport du salaire brut sous plafond au salaire net.

4. Les différentes prestations

Ce sont des prestations en espèces ou en nature, à caractère social, dont bénéficient les ménages et qui, en règle générale, sont liées au versement préalable d'une cotisation.

Elles comprennent :

— les prestations d'« assurances sociales » *maladie, maternité, invalidité, décès* liées à l'état de santé du bénéficiaire (remboursement de frais pharmaceutiques et de frais d'hospitalisation, de consultations médicales, indemnités journalières, etc.);

— les *prestations familiales*, prestations liées à la situation de famille du bénéficiaire ainsi que l'assurance veuvage;

— les prestations « vieillesse » ou les « retraites », c'est-à-dire les prestations liées à la qualité d'ancien travailleur (retraites du personnel civil et militaire de l'État, retraites versées par les organismes de Sécurité sociale y compris les allocations du Fonds national de solidarité). Les pensions d'anciens combattants et victimes de guerre sont comprises dans les revenus de transferts (cf. ci-après);

— les indemnisations d'*accidents du travail* (2);

— les *prestations de chômage* liées à la perte d'un emploi salarié;

— des prestations diverses versées directement à leur personnel par certaines entreprises.

41. Les prestations d'assurance sociale

411. Les prestations « maladie »

Elles ont pour rôle de :

— compenser, dans une certaine mesure, par un revenu de remplacement, qui prend la forme de prestations en espèces, la perte de salaire subie par l'assuré empêché de travailler par la maladie (ou l'accident non professionnel);

— permettre à l'assuré de faire face aux dépenses médicales et paramédicales nécessitées par sa maladie ou celle de ses proches à sa charge (ayants droit). Quoiqu'il s'agisse le plus souvent de remboursements, on parle cependant en ce cas de prestations en nature.

Ces prestations peuvent varier selon les régimes.

Depuis le 1er avril 1983, un *forfait journalier hospitalier* est laissé à la charge des malades hospitalisés (art. 4 à 7 de la loi du 19 janvier 1983).

Les frais pharmaceutiques, les honoraires des médecins et des auxiliaires médicaux, les frais d'hospitalisation sont remboursés dans la limite d'un *ticket modérateur* restant à la charge de l'assuré; le montant de celui-ci peut varier selon la nature du remboursement et la législation en vigueur.

4111. Régime général

Les *prestations en nature* prennent la forme d'un remboursement partiel, parfois total, des frais engagés par l'assuré pour son rétablissement ou le rétablissement de certains membres de sa famille (ayants droit).

Le versement de *prestations en espèces* (indemnités journalières) suppose que l'assuré social est provisoirement hors d'état de travailler. Il s'agit d'un substitut du salaire accordé pendant une durée maximum de trois ans. Elles sont fixées à la moitié du gain journalier de l'assuré, dans la limite d'un plafond. Un *délai de carence*, actuellement de trois jours, est cependant fixé pour chaque arrêt de travail, pendant lequel aucune indemnité journalière n'est versée.

La mensualisation des ouvriers, mise en œuvre en 1970 et généralisée à compter de janvier 1980, permet d'assurer, sous certaines conditions et pour une durée limitée, aux salariés du secteur privé le maintien de la totalité du salaire en cas de maladie.

4112. Régime des salariés agricoles

Les prestations sont les mêmes que celles du régime général.

4113. Régime des exploitants agricoles
(AMEXA : Assurance maladie, maternité, invalidité des exploitants agricoles)

Les prestations en nature sont les mêmes que pour les salariés du régime général. Pas de prestations en espèces.

4114. Professions indépendantes non agricoles

Les prestations servies sont uniquement des prestations en nature, c'est-à-dire des remboursements de frais exposés. La participation de l'assuré (ticket modérateur) varie selon la nature des affections et l'importance des actes effectués (cf. décrets n° 68-1009 du 19 novembre 1968 et n° 70-1282 du 23 décembre 1970).

4115. Régimes spéciaux des salariés non agricoles

Prestations en nature : le principe du libre choix du médecin subit quelques limitations dans certains régimes

2. Pour la statistique des accidents du travail, voir chapitre C.02 « Conditions de travail ».

spéciaux, ces limitations étant alors compensées par la gratuité des soins.

Prestations en espèces : divers régimes spéciaux, s'inspirant directement de l'idée de garantie du salaire, continuent à verser à l'intéressé en état d'inactivité forcée son salaire ou son traitement pendant une période variable selon les régimes et les cas.

412. Les prestations « maternité »

Certains problèmes posés par l'accouchement sont très voisins de ceux posés par la maladie : problème d'un revenu de remplacement pendant la période de repos précédant et suivant l'accouchement, problème des frais médicaux et paramédicaux.

Toutefois, il n'y a pas transposition pure et simple des règles de l'assurance maladie : l'assurance maternité revêt une certaine spécificité (art. 296 et suivants du Code de la sécurité sociale).

Par ailleurs, l'assurance maternité n'a pas pour seul but de garantir une aide matérielle : elle s'inscrit dans l'ensemble des mesures axées sur la protection de la mère et de l'enfant.

4121. Régime général et assurances sociales des salariés agricoles

Prestations en nature : remboursement intégral (sur la base des tarifs légaux) des frais médicaux, pharmaceutiques, d'appareils et d'hospitalisation résultant de la grossesse, de l'accouchement et de ses suites.

Prestations en espèces : elles ne sont dues qu'à l'assurée qui subit une perte de salaire; elles sont égales désormais à 100 % du salaire net (décret n° 85-651 du 29 juin 1985).

4122. Assurance maladie, maternité, invalidité des exploitants agricoles (AMEXA)

Mêmes prestations en nature qu'aux salariés du régime général, et indemnités de remplacement en espèces, si la femme travaille sur l'exploitation agricole (arrêté du 23 mai 1985).

4123. Assurance maladie-maternité des non-salariés non agricoles

Mêmes prestations en nature qu'aux salariés du régime général et indemnité de remplacement (décret n° 86-506 du 14 mars 1986).

413. Les prestations « invalidité »

La notion d'invalidité correspond à une incapacité qui ne résulte pas d'un accident du travail, et qui est probablement définitive ou, en tout cas, qui se prolonge au-delà des trois ans pendant lesquels les affections de longue durée sont susceptibles de donner éventuellement lieu au versement de prestations en espèces. Cette incapacité pourrait *a priori* faire l'objet de définitions très diverses, selon, notamment, que l'on se réfère à la condition physique ou à la situation professionnelle antérieure de l'intéressé.

Les assurances sociales retiennent une conception mixte : en vertu de l'article 2 du décret du 12 septembre 1960 (se substituant à l'ancien article 304 du Code de la sécurité sociale abrogé) est considéré comme invalide l'assuré social victime « d'une réduction des deux tiers de sa capacité de travail ou de gain », c'est-à-dire « mis hors d'état de se procurer un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale de la profession qu'il exerçait », appréciée par comparaison avec le salaire des travailleurs de la même catégorie dans la même région; l'appréciation de l'incapacité doit donc être faite en fonction du gain que l'intéressé pourra se procurer, non seulement dans sa profession antérieure, mais dans une profession quelconque.

Deux remarques :

— cette incapacité de travail doit présenter un caractère durable, c'est-à-dire une consolidation de l'état de l'intéressé;

— l'incapacité permanente qui trouve sa cause dans un accident du travail ou une maladie professionnelle fait l'objet de dispositions très différentes. L'indemnisation en matière d'accident du travail est plus favorable qu'en assurance maladie. L'indemnité journalière est versée dès le premier jour qui suit l'arrêt de travail (et donc sans délai de carence). En cas d'hospitalisation, la victime est exonérée du forfait journalier hospitalier. Les frais de prestations médicales, paramédicales et de réinsertion sociale et professionnelle sont entièrement pris en charge et l'assuré n'a normalement aucun frais à supporter. Il en va de même pour l'invalidité résultant d'une blessure de guerre.

La législation en matière d'invalidité est la suivante pour le régime général :

Pension d'invalidité :

— les invalides, qui malgré leur incapacité des 2/3 sont encore capables d'avoir une activité rémunérée, ont droit à une pension fixée à 30 % de leur salaire antérieur apprécié sur les dix meilleures années d'activité (maximum : 30 % du plafond);

— ceux qui sont incapables d'exercer une activité ont droit à 50 % de leur salaire (maximum : 50 % du plafond).

Autres avantages :

L'invalide peut bénéficier de plus, s'il remplit les conditions d'attribution :

— de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité;

— des prestations en nature de l'assurance maladie et de l'assurance maternité.

414. L'assurance veuvage

Elle garantit selon l'article L. 364 du Code de la sécurité sociale une allocation de veuvage à caractère temporaire aux allocataires qui satisfont à certaines conditions d'âge, de ressources et de nombre d'enfants à charge ou élevés.

A compter de janvier 1981 et sous certaines conditions d'âge et de ressources, le conjoint survivant peut recevoir pendant trois années une allocation qui est dégressive, et gérée par la Caisse d'assurance vieillesse.

415. L'assurance décès

Aux termes de l'article 360 du Code de la sécurité sociale, cette dernière branche des assurances sociales garantit aux ayants droit de l'assuré social non retraité qui décède le paiement d'une allocation : le « capital décès ».

Le capital décès est fixé à 90 fois le gain journalier de base, tel qu'il est entendu pour le calcul des indemnités journalières de maladie.

42. Les prestations familiales

Le montant des prestations familiales dépend de la situation de famille. Il est uniforme pour toute la France depuis le 1er janvier 1973 (auparavant, des abattements étaient appliqués qui variaient selon la taille de la commune de résidence de la famille). Ce montant est déterminé en appliquant un pourcentage, variable selon la nature de l'allocation, l'âge, le rang et le nombre d'enfants à charge, à une base mensuelle de calcul. Certaines prestations sont soumises à condition de ressources comme l'allocation de logement ou le complément familial créé en janvier 1978 en remplacement de l'allocation de salaire unique.

La ventilation par taille de famille des bénéficiaires de prestations familiales est fournie dans le tableau 16. Le tableau 17 ventile par nature d'allocation et par régime, les prestations versées aux familles.

Le tableau 18 présente le montant des prestations familiales versées pour une famille de deux enfants, suivant qu'elle perçoit ou non le complément familial ou les allocations qui lui préexistaient. Le nombre de familles allocataires pour ces prestations est rappelé dans le tableau 19.

43. Les prestations vieillesse

L'assurance vieillesse, fondée sur un principe contributif, a pour objet de servir à l'assuré cessant définitivement son activité professionnelle une pension dont le montant est fonction du nombre d'années de cotisation.

Depuis le 1er avril 1983, la retraite est accordée au taux plein pour les salariés du régime général à l'âge de 60 ans et sous la condition de 37,5 années d'activité professionnelle (salariée et non salariée).

Le tableau 21 présente les taux de revalorisation des pensions du régime général de Sécurité sociale. Le tableau 22 donne les coefficients de revalorisation des salaires qui sont utilisés lors de la liquidation d'une pension de retraite pour déterminer les dix meilleures années sur les salaires desquels sera calculé le taux de la pension (décret n° 72-1229 du 29 décembre 1972).

Le service de ces *pensions contributives* s'accompagne, pour les personnes ne disposant que de ressources inférieures à un certain minimum, du versement de diverses allocations non contributives, relevant d'un concept d'assistance plutôt que d'assurance.

Les *allocations non contributives* sont soumises, à la différence des pensions, à des conditions de ressources. Les principales allocations appartenant à cette catégorie sont :

— le montant minimum des avantages de base (pensions et rentes d'assurance vieillesse, pensions d'assurance invalidité, allocations de vieillesse des non-salariés, allocation aux vieux travailleurs salariés et allocation spéciale);

— l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité (FNS) destinée à compléter, si besoin est, les prestations d'invalidité ou de vieillesse déjà perçues.

Le minimum des avantages de base et l'allocation supplémentaire constituent le « minimum vieillesse » dont le montant annuel est périodiquement relevé par décret par les pouvoirs publics. Le tableau 20 donne l'évolution du minimum vieillesse.

Les *régimes complémentaires de retraites* ont été créés pour compléter les avantages de retraite prévus en faveur des salariés par la Sécurité sociale. Il en existe également pour les non-salariés.

En règle générale, ces régimes fonctionnent selon le système de la répartition, les allocations versées étant calculées en fonction du nombre de points acquis durant la période de cotisation.

Les principaux régimes complémentaires sont :

— le régime des cadres : les différentes institutions de retraite des cadres sont regroupées au sein de l'Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC);

— le régime des salariés non cadres : 40 institutions, dont certaines sont elles-mêmes des groupements de caisses, adhèrent à l'Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO). Depuis le 1er janvier 1974, cet organisme regroupe également les caisses de retraites des cadres qui cotisent sur la fraction de leur salaire égale au plafond de la Sécurité sociale. Parmi les institutions adhérentes à l'ARRCO, les deux principales sont : l'Union nationale des institutions de retraites des salariés (UNIRS) et la Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (CNRO);

— le régime des agents non titulaires de l'État : l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales (IRCANTEC), qui n'adhère pas à l'ARRCO, est gérée par la Caisse nationale de prévoyance, qui est un département de la Caisse des dépôts et consignations.

Les tableaux 23 et 24 présentent les effectifs des principaux régimes de retraites complémentaires et l'évolution de la valeur du point pour les mêmes régimes.

44. Les prestations de chômage

Le mode d'indemnisation du chômage varie suivant qu'il s'agit de chômage partiel ou de chômage total. Il y a *chômage partiel* quand la durée hebdomadaire ou mensuelle de travail effectuée est inférieure à la durée légale (40 heures par semaine jusqu'en janvier 1982 inclus, 39 heures depuis) ou à la durée du travail rendue obligatoire pour toute une branche par avenant à la convention collective ayant fait l'objet d'un arrêté d'extension. Lorsque l'accord de branche ou d'entreprise stipule qu'il peut y avoir modulation saisonnière de la durée du travail, ce qui est fréquent depuis février 1982, l'appréciation se fait sur une période de douze mois entre les semaines où la durée a été supérieure à la durée légale et celles où elle a été inférieure temporairement.

Le chômage partiel est indemnisé dans la limite d'un contingent annuel d'heures indemnisables.

L'employeur fait l'avance au salarié de l'*allocation forfaitaire d'aide publique* qui, depuis 1979, n'est plus soumise à clause de ressources et lui sera ultérieurement remboursée par l'État. Depuis l'entrée en vigueur de l'accord national interprofessionnel du 21 février 1968, l'employeur verse en outre au salarié une *indemnisation complémentaire,* qui reste entièrement à sa charge et est égale à 50 % de la rémunération horaire diminuée du montant de l'allocation publique de chômage partiel. Toutefois, dans le cas de secteurs prioritaires dont la liste est fixée chaque année et pour prévenir d'éventuels licenciements économiques, l'État rembourse à l'employeur 80 % de l'indemnisation complémentaire (décret du 21 mars 1979).

Ce régime de double indemnisation, allocation d'aide publique versée par l'État et indemnisation complémentaire à la charge de l'employeur, est resté longtemps la règle en matière de chômage total, mais leur part respective a évolué au fur et à mesure que le nombre des chômeurs s'accroissait et que la durée moyenne du chômage s'allongeait.

Le *chômage total* est indemnisé par l'État depuis 1951, alors qu'auparavant son indemnisation relevait des seuls groupements professionnels ou des municipalités sous forme de caisses de secours. Les allocations d'aide publique étaient attribuées sur les critères des ressources familiales et du nombre de personnes à la charge du chômeur.

Un régime conventionnel a été institué par un accord du 31 décembre 1958, qui a été rendu obligatoire à partir de janvier 1968. L'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) qui fédère les ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), gère ce régime paritairement (confédérations patronales et syndicats de salariés), le financement étant assuré par une double cotisation patronale et salariale. Depuis 1979, et ce jusqu'au 31 mars 1984, l'UNEDIC assure l'ensemble de l'indemnisation du chômage total, les allocations d'aide publique étant depuis supprimées et l'État fournissant en contrepartie une contribution forfaitaire à l'équilibre financier de l'UNEDIC.

Le montant des allocations et leurs modalités d'attribution ont fréquemment varié, le principe général restant celui d'une indemnisation limitée dans le temps et fixée en référence au salaire antérieur (3). Dans un premier temps, le système d'indemnisation n'a concerné que des personnes ayant déjà travaillé et cotisé à l'UNEDIC (leur allocation dépendant de leur niveau de salaire). Par la suite, ce système a été étendu à de nouvelles catégories, également à la recherche d'un emploi, mais n'ayant pas encore cotisé (jeunes sortant du système scolaire et apprentis) ou ayant cessé depuis plusieurs années de travailler (veuves ou femmes ayant élevé leurs enfants) et qui, de ce fait, bénéficient d'allocations forfaitaires. D'autre part, l'allongement de la durée du chômage a amené à modifier progressivement les règles initiales en faveur des chômeurs arrivés en fin de droits sans avoir retrouvé de travail, et à élaborer pour eux un régime de transition jusqu'à la date à laquelle leur retraite pourrait être liquidée. Les allocations versées par l'UNEDIC procurent non seulement un revenu de remplacement (assurant la subsistance des allocataires), mais peuvent de plus permettre de suivre une formation, ou encore fournir une aide à la création d'entreprise.

L'*allocation chômage* avait été tout d'abord fixée à 35 % du salaire de référence pendant un an (durée prolongée suivant l'âge) pour les chômeurs âgés avec un taux majoré de 40,25 % pour certaines catégories d'allocataires. Elle a été complétée pour les chômeurs victimes d'un licenciement économique par l'*allocation supplémentaire d'attente* (ASA créée par un accord du 14 octobre 1974) qui se cumulait avec l'allocation de base et, éventuellement, l'allocation d'aide publique pour représenter 90 % du salaire brut moyen des trois derniers mois d'activité. Par l'accord du 16 mars 1979, l'*allocation de base* a été portée à 42 % du salaire brut auquel s'ajoute un montant forfaitaire; un minimum de l'allocation de base est fixé, dont l'évolution est présentée dans le tableau 27. L'ASA a été remplacée à la même date par une *allocation spéciale* (non cumulable) et dont le taux devient dégressif chaque trimestre, son montant ne pouvant être inférieur à 70 % du SMIC.

En outre, depuis juillet 1980 et dans le cadre de conventions passées entre les entreprises et le Fonds national de l'emploi (FNE) institué en 1963, lorsque la situation de l'emploi dans la région ou la profession est marquée par un grave déséquilibre, les salariés licenciés entre 55 et 60 ans peuvent percevoir jusqu'à l'âge de 60 ans une allocation du FNE qui complète l'allocation *conventionnelle* versée par l'UNEDIC (décret du 22 août 1979), prenant la forme d'une préretraite.

Il existe deux dispositifs particuliers pour les chômeurs âgés de 60 à 65 ans : l'allocation de *garantie de ressources licenciement* est versée, conformément à l'accord du 27 mars 1972, jusqu'à la liquidation de leur retraite aux salariés licenciés pour motif économique; l'allocation de *garantie de ressources démission,* mise en place par une convention temporaire du 13 juin 1977 (reconduite tous les deux ans jusqu'en avril 1983), concerne les salariés de la même catégorie d'âge mais ayant démissionné.

A compter d'avril 1983, date de l'entrée en vigueur des dispositions concernant l'abaissement à 60 ans des possibilités de départ en retraite à taux plein, il ne peut plus y avoir d'entrée directe dans ces allocations. Mais il y aura encore des entrées indirectes puisque les bénéficiaires de conventions FNE y auront accès sous certaines conditions. Après s'être stabilisé, le nombre de bénéficiaires des garanties de ressources devrait donc avoir tendance à diminuer progressivement.

L'allocation conventionnelle de solidarité bénéficie enfin aux salariés âgés de plus de 55 ans dont l'entreprise a signé un contrat de solidarité et qui ont été remplacés dans leur entreprise par des travailleurs nouvellement embauchés; cette possibilité a été supprimée fin 1983.

Les modalités d'attribution des prestations de chômage ont été profondément modifiées par les mesures d'économies prises en application du décret du 24 novembre

3. Depuis la fin novembre 1982, la durée d'indemnisation est proportionnelle à la durée d'activité ayant précédé le chômage.

1982. Une nouvelle réforme a été mise en place à compter d'avril 1984, qui distingue à nouveau l'assurance de l'assistance. Les bénéficiaires de l'assurance chômage sont indemnisés par l'UNEDIC au titre de droits acquis par cotisation. Les autres personnes à la recherche d'un emploi (jeunes, femmes,...) reçoivent au titre de la solidarité des allocations forfaitaires, et les chômeurs de longue durée ne percevant plus d'allocations d'assurance bénéficient d'une allocation de solidarité spécifique, ces diverses allocations de solidarité étant versées par l'UNEDIC mais financées par l'État. Une nouvelle convention qui entre en vigueur le 1er avril 1986 a été signée le 19 novembre 1985.

5. La mutualité

Les sociétés mutualistes sont des groupements qui, au moyen des cotisations de leurs membres, fixées le plus souvent forfaitairement et de manière uniforme, se proposent de mener dans l'intérêt de ceux-ci et de leurs familles, des actions de prévoyance, de solidarité et d'entraide. Elles assurent le versement de prestations en cas de maladie, maternité, vieillesse, accident, décès et elles gèrent un certain nombre d'œuvres sociales. Certaines, qui groupent au moins 100 membres, sont habilitées à jouer le rôle de correspondant de la Sécurité sociale.

❖
❖ ❖

TABLEAU C.04-1

Comptes sociaux européens : prestations de protection sociale par principale fonction

Source : Office statistique des Communautés européennes

Pays	Prestations (en % du total)								Total par habitant en SPA (1)		
	Maladie		Vieillesse		Famille		Chômage				
	r 1983	1984	*r* 1983	1984	*r* 1983	1984	*r* 1983	1984	1975	*r* 1983	1984
Allemagne (République fédérale d')	25,2	27,3	28,2	28,7	6,7	6,0	6,0	5,4	1.320	2.520	2.490
France	24,9	25,4	34,0	34,1	9,5	9,3	9,7	9,9	1.000	2.420	...
Italie	22,5	...	34,7	...	6,9	...	3,2	...	760	1.790	...
Pays-Bas	25,6	...	27,0	...	8,1	...	12,7	...	1.200	2.620	...
Belgique	20,5	21,4	26,6	27,7	10,3	10,1	14,4	11,6	1.040	2.380	2.290
Luxembourg	23,7	...	27,7	...	7,9	...	3,2	...	1.120	2.330	...
Royaume-Uni	20,3	20,5	40,8	41,4	10,6	10,5	10,1	8,9	810	1.790	1.810
Irlande	29,3	28,6	25,2	24,9	9,8	9,9	13,4	13,8	510	1.190	1.190
Danemark	22,3	22,0	34,8	36,1	8,9	9,0	13,9	13,3	1.190	2.700	2.670
Europe des 9	*24,1*	...	*33,3*	...	*8,3*	...	*8,4*	...	*980*	*2.170*	...

(1) Le Standard de pouvoir d'achat est une unité de compte assurant entre les monnaies une parité de pouvoir d'achat (cf. chap. G.01).

TABLEAU C.04-2

Comptes sociaux européens : part relative du produit intérieur brut représentée par les dépenses de protection sociale (1)

Source : Office statistique des Communautés européennes

Pays	1970	*r* 1975	*r* 1980	1981	*r* 1982	*r* 1983	1984
Pays-Bas	20,8	26,7	30,4	31,4	33,1	33,9	...
Belgique	18,7	24,2	28,1	30,0	30,4	30,9	29,6
Allemagne (République fédérale d')	21,5	29,7	28,6	29,4	29,4	29,1	28,9
Danemark	19,6	25,8	28,7	30,1	30,3	30,0	27,9
France	19,2	22,9	25,9	27,4	28,5	29,0	29,3
Luxembourg	15,9	22,4	26,4	27,8	27,4	26,5	...
Italie	17,4	22,6	22,8	25,3	25,8	27,1	...
Royaume-Uni	15,9	19,4	21,4	23,4	23,3	23,8	23,8
Irlande	13,2	19,7	20,6	21,9	23,3	23,9	23,5
Europe des 9	*e 19,0*	*24,3*	*25,8*	*27,2*	*27,5*	*27,9*	...

(1) Prestations de protection sociale, frais de fonctionnement, autres dépenses courantes.

TABLEAU C.04-3

Comptes sociaux européens : structure des recettes de protection sociale (en % du total)

Source : Office statistique des Communautés européennes

Pays	Cotisations sociales				Contributions publiques courantes		Autres recettes courantes	
	D'employeur		De personne protégée					
	r 1983	1984	*r* 1983	1984	*r* 1983	1984	*r* 1983	1984
Allemagne (République fédérale d')	39,9	40,5	29,4	29,8	27,3	26,3	3,4	3,4
France	52,7	51,9	23,4	24,5	20,4	20,2	3,6	3,4
Italie	53,3	...	13,9	...	30,6	...	2,2	...
Pays-Bas	32,0	...	36,3	...	18,3	...	13,4	...
Belgique	40,1	41,4	18,7	19,7	36,4	33,8	4,8	5,1
Luxembourg	33,1	...	25,5	...	32,8	...	8,5	...
Royaume-Uni	31,6	30,8	16,5	16,8	43,1	42,6	8,9	9,7
Irlande	21,5	21,7	13,0	13,2	64,3	64,3	1,3	0,9
Danemark	10,7	10,4	3,8	4,0	78,4	78,1	7,1	7,5
Europe des 9	*41,8*	...	*22,5*	...	*30,6*	...	*5,1*	...

TABLEAU C.04-4

La protection sociale et son financement (1)

Source : Compte satellite de la protection sociale

Unité : Million de francs

	1982	1983	*1984	*1985	*1986
EMPLOIS :					
Prestations sociales (R64)	837.044	937.496	1.034.809	1.120.578	1.195.561
Prestations de services sociaux (2)	119.456	134.329	152.855	155.862	167.224
Prestations fiscales	26.395	33.254	42.465	42.525	44.200
Frais de gestion	45.772	53.116	56.891	61.839	64.578
Autres dépenses	85.418	97.842	111.540	131.261	137.360
Épargne	4.146	31.254	27.802	28.578	— 2.063
Total	**1.118.231**	**1.287.291**	**1.426.362**	**1.540.643**	**1.606.860**
RESSOURCES :					
Cotisations liées à l'emploi salarié	735.621	831.866	919.231	990.330	1.048.618
— cotisations effectives d'employeurs	439.402	495.882	539.635	584.804	612.929
— cotisations fictives d'employeurs	106.956	118.222	126.639	137.953	148.817
— cotisations de salariés	189.263	217.762	252.957	267.573	286.872
Cotisations des travailleurs indépendants	47.117	53.910	60.605	65.529	67.043
Cotisations sur prestations sociales	5.029	7.104	8.433	9.366	9.795
Autres cotisations	1.285	1.499	1.550	2.343	2.528
Impôts et taxes affectés	24.564	38.884	49.916	40.686	43.332
Contributions publiques	169.891	191.073	203.734	225.967	221.915
Contreparties des prestations fiscales	26.395	33.254	42.465	42.525	44.200
Autres recettes	108.329	129.701	140.428	163.897	169.429
Total	**1.118.231**	**1.287.291**	**1.426.362**	**1.540.643**	**1.606.860**

* Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révision.
(1) Évaluations cohérentes avec le cadre central base 1980. — (2) Y compris les prestations d'hospitalisation publique.

TABLEAU C.04-5

Prestations sociales reçues par les ménages, ventilées selon le risque couvert et le type de prestation (1)

Source : Compte satellite de la protection sociale

Unité : Million de francs

	1979	1980	1981	1982	1983	* 1984	* 1985	*1986
Santé	145.870	166.353	194.433	228.035	254.719	278.518	303.015	326.915
soit : Maladie	95.370	107.543	125.810	146.002	162.978	180.484	198.050	217.903
Invalidité	32.819	39.344	46.839	57.326	65.230	70.428	75.575	78.885
Accident du travail	17.681	19.466	21.784	24.707	26.511	27.606	29.390	30.127
Vieillesse, survie (2)	247.104	289.190	343.820	409.085	473.857	528.025	575.133	608.009
soit : Cessation anticipée d'activité (3)	7.599	10.304	17.012	26.349	44.365	49.426	54.863	50.510
Vieillesse	196.389	228.613	268.139	314.865	353.797	396.614	433.144	463.714
Survie (4)	43.116	50.273	58.669	67.871	75.695	81.985	87.126	93.785
Maternité - famille	77.086	90.384	102.162	125.431	137.446	146.635	152.852	160.678
soit : Maternité	8.285	10.416	13.076	14.837	15.020	15.923	16.752	17.595
Famille	68.801	79.968	89.086	110.594	122.426	130.712	136.100	143.083
Emploi (5)	28.949	34.584	50.312	62.925	59.530	68.795	76.479	86.062
soit : Inadaptation professionnelle (6)	4.794	5.235	7.230	8.607	7.599	7.666	11.320	14.988
Chômage (7)	24.155	29.349	43.082	54.318	51.931	61.129	65.159	71.074
Divers	1.797	2.071	2.463	2.745	2.982	3.163	3.300	3.409
Total des prestations à des résidents	*500.806*	*582.582*	*693.190*	*828.221*	*928.534*	*1.025.136*	*1.110.779*	*1.185.073*
Total des prestations à des non résidents	*5.216*	*5.698*	*7.157*	*8.823*	*8.962*	*9.673*	*9.799*	*10.488*
Ensemble	**506.022**	**588.280**	**700.347**	**837.044**	**937.496**	**1.034.809**	**1.120.578**	**1.195.561**

* Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révision.

(1) Cf. note 1 du tableau 4. — (2) Retraites, préretraites; pensions d'invalidité et d'accident du travail. — (3) Préretraites. — (4) Pensions de reversion, capitaux décès. — (5) Compensant la perte d'un emploi antérieur, résultant de la réalisation d'un risque. — (6) Indemnités de formation. — (7) Allocations, indemnités complémentaires.

TABLEAU C.04-6

Régimes d'affiliation par catégorie sociale et type de prestation

Au 1er juillet 1987

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Catégorie socioprofessionnelle	Régime d'affiliation (1)					
	Maladie, maternité		Accidents du travail (2)	Invalidité vieillesse	Allocations familiales	
	Prestations en espèces	Prestations en nature			Financement	Service des prestations
A. SALARIÉS ET ASSIMILÉS						
Salariés de l'industrie, du commerce et des services	G	G	G	G	G	G
Agents non titulaires du secteur public	G	G	S	G	G	S
Salariés des régimes spéciaux :						
Fonctionnaires civils et ouvriers de l'État	S	G	S	S	G	S
Agents titulaires des collectivités territoriales	S	G	S	S	G	G
Militaires de carrière	S	S	S	S	G	S
Agents EDF et GDF	S	G	S	S	G	S
SNCF	S	S	S	S	G	S
RATP	S	S	S	S	G	S
Mines	S	S	S	S	G	S
Marine marchande	S	S	S	S	G	G
Clercs de notaire	S	S	G	S	G	G
Assimilés :						
Étudiants	///	G	///	///	G	G
Grands invalides, veuves et orphelins de guerre	///	G	///	///	G	S
Praticiens conventionnés	///	G	///	S	G	G
Assurés volontaires (3)	///	G	///	G	G	G
Assurance personnelle (4)	///	G	///	///	G	G
Salariés agricoles	S	S	S	S	G	S
B. NON-SALARIÉS						
Exploitants agricoles	///	S	///	S	G	S
Industriels et commerçants, artisans et professions libérales	///	S	///	S	G	G

(1) Le Code de la sécurité sociale précise que le régime *général* (G) de la Sécurité sociale est applicable à tous les travailleurs qui ne sont pas assujettis à un régime *spécial* (S) en vertu d'une loi ou d'un statut particulier. Par *régimes spéciaux*, il faut entendre ceux comportant réellement une organisation propre totalement indépendante de l'organisation générale de la Sécurité sociale et compétente pour l'ensemble des prestations (militaires de carrière, clercs et inscrits maritimes, mines, SNCF, Compagnie générale des eaux, Banque de France, clercs et employés de notaire, RATP, salariés agricoles). Par *régimes particuliers*, il faut entendre ceux comportant l'intervention partielle de l'organisation du régime général pour une partie des prestations : fonctionnaires de l'État, ouvriers de l'État, magistrats de l'ordre judiciaire, étudiants, EDF-GDF, théâtres nationaux, Crédit foncier, fonctionnaires des collectivités territoriales (régions, départements et communes), chemins de fer secondaires. — (2) Dans le cas des accidents du travail, S signifie que l'employeur est son propre assureur. — (3) Assurance volontaire (ordonnance du 21 août 1967). — (4) Assurance personnelle pour les personnes isolées et inactives ne pouvant bénéficier d'un régime obligatoire pour le risque maladie-maternité, que ce soit à titre personnel ou en qualité d'ayant droit (loi du 2 janvier 1978 et décrets du 11 juillet 1980).

TABLEAU C.04-7

Dépenses des différents régimes de Sécurité sociale

Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale

Régime	Dépenses non consolidées 1985		Dépenses consolidées 1984
	Milliard de francs	%	%
RÉGIMES DE BASE. Ensemble	**1.019,2**	**90,3**	**90,3**
Salariés	914,7	81,1	80,8
soit : régime général	*657,1*	*58,2*	*57,5*
régimes spéciaux (1)	*224,8*	*19,9*	*20,3*
régime des salariés agricoles	*32,9*	*2,9*	*3,0*
Non salariés (ou autonomes)	100,1	8,9	9,2
soit : régime des exploitants agricoles	*58,9*	*5,2*	*5,6*
régimes des travailleurs non salariés non agricoles (2)	*41,2*	*3,7*	*3,6*
Fonds spécial de vieillesse	4,5	0,4	0,3
RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES (3). Ensemble	**108,9**	**9,7**	**9,7**

(1) Fonctionnaires SNCF, collectivités territoriales. EGF, marins, ouvriers des établissements industriels de l'État, militaires, RATP, Mines. — (2) Caisse nationale d'assurance maladie (CANAM), assurance maladie pour l'ensemble des indépendants); Caisse de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (ORGANIC, assurance vieillesse des industriels et commerçants); Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA); Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL); Caisse nationale d'assurance vieillesse des barreaux français (CNBF); assurance maladie et vieillesse des cultes. — (3) Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO); ORGANIC; CANCAVA; CNAVPL; Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC); Caisse de prévoyance du personnel des organismes sociaux et similaires (CPPOSS); Institution de retraites complémentaires des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales (IRCANTEC).

TABLEAU C.04-8

Plafond des salaires du secteur privé et taux de cotisation au régime général de Sécurité sociale

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Date d'effet	Plafond (en F par an)	Assiette des cotisations (1)	Taux des cotisations en % des salaires — Salariés: Maladie, maternité, invalidité, décès	Salariés: Assurance veuvage	Salariés: Vieillesse	Salariés: Total salariés	Employeurs: Maladie, maternité, invalidité, décès	Employeurs: Vieillesse	Employeurs: Allocations familiales	Employeurs: Total employeurs (2)
1977 : 1er janvier	43.320	A	3,00	///	3,45	6,45	10,95	7,70	9,00	27,65
		B	1,50	///	///	1,50	2,50	///	///	2,50
1978 : 1er janvier	48.000	A	3,00	///	3,45	6,45	10,95	7,70	9,00	27,65
		B	1,50	///	///	1,50	2,50	///	///	2,50
1979 : 1er janvier	53.640	A	1,00	///	4,70	5,70	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	3,50	///	///	3,50	4,50	///	///	4,50
— : 1er août	53.640	A	1,00	///	4,70	5,70	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	4,50	///	///	4,50	4,50	///	///	4,50
1980 : 1er janvier	60.120	A	///	///	4,70	4,70	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	5,50	///	///	5,50	4,50	///	///	4,50
1981 : 1er janvier	68.760	A	///	0,10	4,70	4,80	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	5,50	///	///	5,50	4,50	///	///	4,50
— : 1er février	68.760	A	///	0,10	4,70	4,80	8,95	8,20	9,00	26,15
		B	4,50	///	///	4,50	4,50	///	///	4,50
— : 14 novembre	68.760	A	///	0,10	4,70	4,80	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	///	///	5,50	8,00	///	///	8,00
1982 : 1er janvier	79.080	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
— : 1er juillet	84.960	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
1983 : 1er janvier	88.920	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
— : 1er juillet	94.440	A	///	///	4,70	4,70	5,45	8,20	9,00	22,65
		B	5,50	0,10	///	5,60	8,00	///	///	8,00
1984 : 1er janvier	97.320	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er juillet	101.880	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
1985 : 1er janvier	104.760	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er juillet	108.720	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
1986 : 1er janvier	110.640	A	///	///	5,70	5,70	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er août	113.760	A	///	///	6,40	6,40	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
1987 : 1er janvier	115.560	A	///	///	6,40	6,40	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,50	0,10	///	5,60	12,60	///	///	12,60
— : 1er juillet	118.080	A	///	///	6,60	6,60	///	8,20	9,00	17,20
		B	5,90	0,10	///	6,00	12,60	///	///	12,60

(1) A : Partie du salaire en dessous du plafond; B : Totalité du salaire. — (2) Il s'y ajoute la cotisation accidents du travail variable selon les professions et la taille de l'établissement.

TABLEAU C.04-9

Taux de cotisation des fonctionnaires civils titulaires de l'État

Source : Journal officiel

Date d'effet	Plafond (en F par an)	Assiette des cotisations (1)	Taux des cotisations en % des salaires				
						Salariés	Employeurs (2)
			Maladie, maternité, invalidité, décès	Pension de retraite	Contribution de solidarité (4)	Total	Maladie
1977 : 1er janvier	43.320	A	2,25	///	///	2,25	7,50
		B	1,50	6,00	///	7,50	2,50
1978 : 1er janvier	48.000	A	2,25	///	///	2,25	7,50
		B	1,50	6,00	///	7,50	2,50
1979 : 1er janvier	53.640	A	0,25	///	///	0,25	5,50
		B	3,50	6,00	///	9,50	4,50
— : 1er août	53.640	A	0,25	///	///	0,25	5,50
		B	4,50	6,00	///	10,50	4,50
1980 : 1er janvier	60.120	A	///	///	///	///	5,50
		B	4,75	6,00	///	10,75	4,50
1981 : 1er janvier	68.760	A	///	///	///	///	5,50
		B	4,75	6,00	///	10,75	4,50
— : 1er février	68,760	A	///	///	///	///	5,50
		B	3,75	6,00	///	9,75	4,50
— : 14 novembre	68.760	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	///	10,75	8,00
1982 : 1er janvier	79.080	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	///	10,75	8,00
— : 1er juillet	84.960	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	///	10,75	8,00
— : 1er novembre	84.960	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	8,00
1983 : 1er janvier	88.920	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	8,00
— : 1er juillet	94.440	A	///	///	///	///	2,00
		B	4,75	6,00	1,00	11,75	8,00
1984 : 1er janvier (3)	97.320	B	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
— : 1er juillet	101.880	B	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
1985 : 1er janvier	104.760	B	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
— : 1er juillet	108.720	B	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
1986 : 1er janvier	110.640	B	4,75	7,00	1,00	12,75	9,70
— : 1er juillet	113.760	B	4,75	7,00	1,00	12,75	9.70
1987 : 1er janvier	115.560	B	4,75	7,70	1,00	13,45	9,70
— : 1er juillet	118.080	B	5,15	7,90	1,00	14,15	9,70

(1) A : Partie du salaire en-dessous du plafond. — B : Totalité du salaire. — (2) En ce qui concerne les pensions de retraite, les prestations familiales, les accidents du travail, l'État est son propre assureur. — (3) Depuis 1984 toutes les cotisations sont calculées sur la totalité du salaire. — (4) A partir d'un certain niveau de rémunération (indice 274 à Paris au 1er février 1986 par exemple).

TABLEAU C.04-10

Taux des cotisations assurance maladie sur des revenus de remplacement du salaire : retraites, garantie de ressources (préretraite), allocations de chômage et de formation

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Unité : %

Date d'effet	Retraites (1)		Garantie de ressources (préretraite) (2) (3)	Chômage (2)
	De base	Complémentaires		
1980 1er juillet	1,00	2,00	—	—
1982 1er juin	»	»	2,00	1,00
1983 1er avril	»	»	5,50	»
1984 1er janvier	»	»	»	»
1985 1er janvier	»	»	»	»
1986 1er janvier	»	»	»	»
1987 1er janvier	»	»	»	»

(1) Loi du 28 décembre 1979 et décrets du 24 avril 1980 concernant les retraites de base, les retraites complémentaires et la garantie de ressources démission (qui est assimilée aux retraites complémentaires). — (2) Loi du 4 janvier 1982 et décrets du 28 mai 1982 concernant les revenus de remplacement versés en cas d'absence totale ou partielle d'emploi (y compris les indemnités pour stages de formation), les avantages de préretraite ou de cessation d'activité anticipée ou progressive, les allocations conventionnelles de solidarité. — (3) Loi du 19 janvier 1983 et décrets du 2 mai 1983 alignant le taux des avantages de préretraite sur les cotisations maladie à la charge des salariés actifs dans le régime d'assurance maladie dont relève la dernière activité du préretraité.

TABLEAU C.04-11

Rapport du salaire brut sous plafond au salaire net

Moyennes annuelles

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Unité : % du salaire sous plafond

Année		Cotisations salariales au régime général de Sécurité sociale (1)	Cotisations salariales chômage (2)	Cotisations salariales pour retraite complémentaire (3)	Total
1977	Moyenne	7,95	0,44	1,76	10,15
1978	Moyenne	7,95	0,56	1,76	10,27
1979	Moyenne	9,62	0,78	1,76	12,16
1980	Moyenne	10,20	0,84	1,76	12,80
1981	Moyenne	9,51	0,84	1,76	12,11
1982	Moyenne	10,30	0,91	1,76	12,97
1983	Moyenne	10,30	1,52	1,84	13,66
1984	Moyenne	11,30	(4) 1,87	1,84	15,01
1985	Moyenne	11,30	2,05	1,84	15,19
1986	Moyenne	11,59	2,31	1,84	15,74
1987	Janvier	12,00	2,31	1,88	16,19
	Juillet	12,60	2,31	1,88	16,79

(1) Cotisations pour les risques maladie, maternité, invalidité, décès, assurance veuvage, vieillesse. — (2) Cotisations à l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). — (3) Cotisations à l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires). — (4) Pour les salaires supérieurs au plafond de la Sécurité sociale, il s'ajoute une surcotisation égale à 0,50 % du salaire brut dans la limite du plafond du régime de retraite des cadres (convention du 24 février 1984).

TABLEAU C.04-12

Taux moyen des cotisations (salariés et employeurs) à l'AGIRC (retraite des cadres) et effectifs des cotisants

Source : Association générale des institutions de retraite des cadres

Année	Taux de cotisation sur le salaire différentiel (en %)			Effectifs cotisants (1) (non chômeurs)
	Art. 4 et 4 *bis* (2)	Art. 36 (2)	Total	
1975	14,10	13,30	14,03	1.527.785
1976	14,10	13,22	13,94	1.600.917
1977	14,04	13,24	13,98	1.665.607
1978	14,10	13,17	14,03	1.724.862
1979	13,96	13,22	13,91	1.769.488
1980	14,00	13,22	13,94	1.821.631
1981	13,89	13,26	13,85	1.940.393
1982	13,85	13,26	13,81	1.974.705
1983	13,91	13,50	13,88	1.996.039
1984	13,91	(3) 12,93	13,84	2.238.120
1985	13,92	12,93	13,85	2.268.260
1986	13,96	12,93	13,89	2.289.575

(1) L'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) perçoit depuis 1947 des cotisations pour retraites complémentaires sur le salaire différentiel (partie du salaire comprise entre le plafond de Sécurité sociale et le plafond de l'AGIRC égal à 4 fois le plafond de Sécurité sociale). Le taux de cotisation est choisi par l'entreprise entre un taux minimal de 8 % (2 % à la charge du salarié et 6 % à la charge de l'employeur) et un taux maximal de 16 % (4 % à la charge du salarié et 12 % à la charge de l'employeur). Le taux moyen effectivement pratiqué est indiqué dans le tableau ainsi que le nombre de cotisants actifs. Les cadres en chômage reçoivent à partir des attestations délivrées par les ASSEDIC des points gratuits de retraite, leurs effectifs ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. — (2) Dans la convention collective nationale de retraites et de prévoyance des cadres, l'article 4 concerne les ingénieurs et cadres, l'article 4 *bis*, les employés, techniciens et agents de maîtrise dont le coefficient hiérarchique est égal ou supérieur à 300, l'article 36, les collaborateurs dont le coefficient hiérarchique est au moins égal à 200. — (3) Intégration de l'IRCACIM (Institution de retraite complémentaire des chefs d'atelier, contremaîtres et assimilés des industries des métaux).

TABLEAU C.04-13

Assurance maladie : effectifs des cotisants des différents régimes

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Millier

Régime	Effectif des cotisants									
	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Salariés (ou assimilés)	**18.962,3**	**19.332,7**	**19.532,4**	**19.674,3**	**19.757,1**	**19.877,0**	**20.053**	**20.746**	**21.235**	**20.990**
soit : Régime général et régimes rattachés	17.276,5	17.960,6	17.928,3	18.096,7	18.198,4	18.324,4	18.531	19.222	19.720	19.507
soit : Régime général	13.787,1	14.013,5	14.102,2	14.204,6	14.218,8	14.326,9	14.074	14.715	14.875	14.516
Assurés partiels	16,1	15,9	15,9	15,3	15,7	15,7	14	14	14	14
Assurés volontaires			168,0	140,0	113,4	35,0	32	219	290	302
Assurés personnels	275,0	214,0	32,0	58,0	74,8	150,0	185			
Adultes handicapés		100,0	161,0	206,3	238,5	250,5	297	297	348	353
Fonctionnaires civils, ouvriers de l'État, agents des collectivités territoriales	2.431,8	2.563,9	2.650,9	2.664,7	2.699,2	2.701,9	3.014	3.055	3.185	3.241
Agents de l'EDF-GDF	134,5	136,3	137,3	143,4	147,0	150,4	154	161	162	162
Étudiants	495,0	501,0	508,0	502,4	520,0	520,0	583	583	648	713
Praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés	137,0	146,0	153,0	162,0	173,0	176,5	178	178	198	206
Militaires de carrière	363,0	365,0	357,0	367,5	368,0	381,8	390	395	393	377
SNCF	269,0	264,0	262,0	257,0	253,0	249,0	254	252	247	240
RATP	36,5	37,1	37,5	37,4	36,2	37,0	38	40	40	40
Mines	119,5	112,8	107,0	100,3	95,9	91,8	91	87	81	74
Marine marchande	78,8	75,3	73,7	77,0	75,5	72,9	71	70	68	66
Clercs et employés de notaire	39,0	38,0	40,0	40,0	43,0	43,0	42	42	39	38
Banque de France	13,3	13,7	14,3	14,7	15,2	15,5	16	17	17	17
Compagnie générale des Eaux	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2	2	2	2
Chambre de commerce de Paris	2,9	2,9	3,1	3,1	3,2	3,3	3	3	3	3
Salariés agricoles	762,0	730,6	707,3	678,3	666,0	656,4	615	616	625	626
B. Non salariés	**2.961,6**	**2.647,1**	**2.610,0**	**2.586,0**	**2.603,0**	**2.561,0**	**2.449**	**2.372**	**2.343**	**2.296**
soit : Exploitants agricoles	1.346,0	1.299,0	1.269,0	1.243,0	1.258,6	1.217,3	1.121	1.055	1.036	1.010
Non salariés non agricoles	1.345,6	1.348,1	1.341,0	1.343,0	1.344,4	1.344,0	1.328	1.317	1.307	1.286
soit : Commerçants et industriels	670,0	662,0	654,0	650,0	640,7	641,0	631	625	620	610
Artisans	534,0	541,0	548,0	555,0	562,3	561,0	556	548	541	526
Professions libérales	109,0	109,0	112,0	117,0	124,3	129,0	132	137	140	145
Assurés volontaires	32,6	36,1	27,0	21,0	17,1	13,0	9	7	6	4
Assurés « gratuits »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Ensemble (A + B)	**21.653,9**	**21.979,8**	**22.142,4**	**22.260,3**	**22.360,1**	**22.438,3**	**22.502**	**23.118**	**23.578**	**23.286**

TABLEAU C.04-14

Prestations maladie, maternité, invalidité, décès, accidents du travail par régime. Année 1985

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

Régime	Maladie	Maternité	Invalidité	Décès	Accidents du travail	Total
CNAMTS (1)	**231 592**	**14.136**	**12.572**	**791**	**25.366**	**284.457**
Autres régimes	**62.780**	**1.162**	**1.954**	**161**	**4.853**	**70.910**
soit :						
CANAM (2)	13.614	310	—	—	—	13.924
Exploitants agricoles	19.294	170	788	—	—	20.252
Salariés agricoles	10.601	422	771	30	1.041	12.865
Assurance personnelle agricole	200	1	—	—	—	201
Mines	4.579	42	198	73	3.439	8.331
SNCF	6.317	46	—	52	40	6.455
Militaires	4.950	99	—	—	—	5.049
Marins	1.464	13	161	2	284	1.924
RATP (coordination)	323	2	—	—	—	325
RATP (médical)	191	4	—	—	49	244
Clercs de notaire	389	44	34	3	—	470
Banque de France	240	7	—	—	—	247
Compagnie générale des Eaux	47	—	—	—	—	47
Chambre de commerce de Paris	35	2	2	—	—	39
CAMAC (3)	537	—	—	—	—	537
Total général	**294.372**	**15.298**	**14.526**	**952**	**30.219**	**355.367**

(1) Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. — (2) Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles. — (3) Caisse d'assurance maladie des cultes.

TABLEAU C.04-15

Prestations accidents du travail et maladies professionnelles par type de prestation

(Ensemble des régimes. France entière)

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés

Unité : Million de francs

	Incapacité temporaire (1)			Incapacité permanente (2)			Total général
	Soins de santé	Indemnités journalières	Total	Rentes servies et rachetées au cours de l'année	Autres charges techniques	Total	
1975	1.699,0	2.022,1	3.721,1	6.582,4	16,4	6.598,8	10.319,9
1976	1.909,2	2.186,2	4.095,4	7.990,6	16,7	8.007,3	12.102,7
1977	2.062,3	2.429,1	4.491,4	9.396,3	16,0	9.412,3	13.903,7
1978	2.305,4	2.724,0	5.029,4	10.854,7	16,8	10.871,5	15.900,9
1979	2.586,3	2.916,7	5.502,9	12.158,6	18,9	12.177,5	17.680,4
1980	2.869,5	3.214,3	6.083,8	13.518,3	20,8	13.539,1	19.622,9
1981	3.121,2	3.644,5	6.777,5	15.368,1	21,5	15.389,6	22.167,1
1982	3.454,0	4.187,7	7.647,2	17.585,8	24,1	17.609,9	25.257,1
1983	3.670,7	4.192,1	7.862,8	19.229,9	26,1	19.256,0	27.118,8
1984	3.989,1	4.305,9	8.295,0	20.113,4	23,0	20.136,4	28.431,4
1985	4.172,5	4.754,9	8.927,4	21.283,0	8,4	21.291,4	30.218,9

(1) Incapacité temporaire : remboursement des honoraires, frais de séjour, pharmacie et autres prestations en nature et indemnisation pour perte de salaire jusqu'à la consolidation de la blessure. — (2) Incapacité permanente : rentes versées aux assurés lorsque la blessure prend un caractère permanent, sinon définitif, tel qu'un traitement n'est plus en principe nécessaire, si ce n'est pour éviter une aggravation; rentes versées aux ayants droit de la victime en cas de décès.

TABLEAU C.04-16

Prestations familiales : bénéficiaires des principaux régimes (1)

Sources : Caisse nationale des allocations familiales et Mutualité sociale agricole

Unité : Millier

Composition des familles	Régime général	Régime minier	Régimes spéciaux (2)	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Ensemble effectif
Ménage sans enfant (3)	185	1	...	—	—	...
1 enfant	1.039	7	...	23	21	...
2 enfants	2.280	16	...	78	118	...
3 enfants	882	7	...	36	57	...
4 enfants	238	3	...	11	15	...
5 enfants	82	1	...	4	4	...
6 enfants et plus	55	1	...	2	1	...
dont : 2 enfants et plus	*3.537*	*28*	...	*131*	*195*	...
Effectif au 31 décembre 1985	**4.761**	**36**	...	**154**	**216**	...
Au 31 décembre 1984	*4.591*	*38*	*773*	*149*	*230*	*5.781*
Au 31 décembre 1983	*4.554*	*39*	*772*	*151*	*249*	*5.765*
Au 31 décembre 1982	*4.554*	*43*	*798*	*155*	*271*	*5.821*
Au 31 décembre 1981	*4.487*	*47*	*796*	*159*	*294*	*5.783*
Au 31 décembre 1980	*4.368*	*52*	*793*	*166*	*324*	*5.703*
Au 31 décembre 1979	*4.311*	*58*	*824*	*174*	*346*	*5.713*
Au 31 décembre 1978	*4.104*	*65*	*1.042*	*179*	*366*	*5.756*
Au 31 décembre 1977	*3.843*	*71*	*1.035*	*180*	*381*	*5.510*
Au 31 décembre 1976	*3.816*	*77*	*1.040*	*185*	*402*	*5.520*
Au 31 décembre 1975	*3.815*	*84*	*1.065*	*191*	*420*	*5.575*

(1) Non compris les familles allocataires des départements d'outre-mer, les familles d'allocataires résidant hors de France, les bénéficiaires de l'allocation différentielle, les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés ne recevant que cette prestation. Sont également exclues les familles percevant l'aide personnalisée au logement (FNH) et l'allocation de logement à caractère social (FNAL). — (2) Estimation concernant le champ suivant : fonctionnaires et ouvriers de l'État; agents des collectivités locales jusqu'en 1978 (rattachés au régime général à partir de 1979); agents des services particuliers (SNCF, RATP, EDF-GDF, etc.). Le nombre de bénéficiaires des régimes spéciaux était, jusqu'à 1984, évalué à partir des données du recensement et de l'enquête emploi. Ces évaluations n'étant pas satisfaisantes, il n'a pas été effectué d'estimation, pour 1985, de ces bénéficiaires. — (3) Les ménages sans enfant peuvent percevoir sous condition de ressources l'allocation logement.

TABLEAU C.04-17

Prestations familiales : prestations servies (1)

Sources : Caisse nationale des allocations familiales et Mutualité sociale agricole

Unité : Million de francs

Nature des dépenses	Régime général	Régime minier	Régimes spéciaux (2)	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total tous régimes	%
Prestations liées à la maternité	*4.633*	*31*	*762*	*160*	*122*	*5.708*	*4,4*
Soit :							
Allocations prénatales	1.024	6	176	36	30	1.272	0,9
Allocations postnatales	2.162	13	336	75	65	2.651	2,1
Congés de naissance et d'adoption	373	6	50	15	—	444	0,3
Allocation jeune enfant (3)	1.074	6	200	34	27	1.341	1,0
Prestations spécifiques	*15.043*	*77*	*495*	*466*	*840*	*16.921*	*13,1*
Soit :							
Allocation de soutien familial	2.658	29	265	62	75	3.089	2,4
Allocation d'éducation spéciale	764	10	108	33	46	961	0,8
Allocation adultes handicapés	10.378	24	—	321	636	11.359	8,8
Allocation de rentrée scolaire	1.243	14	122	50	83	1.512	1,2
Prestations suppléments de revenus	*63.671*	*579*	*8.895*	*2.472*	*3.521*	*79.138*	*61,4*
Soit :							
Allocations familiales	42.424	414	6.706	1.724	2.587	53.855	41,8
Complément familial	18.443	160	2.183	728	915	22.429	17,4
Allocation de salaire unique, de mère au foyer, de frais de garde et majorations	1	—	2	—	1	4	ε
Allocation de parent isolé	2.736	5	2	18	17	2.778	2,2
Supplément de revenu familial	61	—	—	2	1	64	0,1
Allocation parentale d'éducation (4)	6	—	2	—	—	8	ε
Autres dépenses de prestations	*1.006*	*10*	*3*	*65*	—	*1.084*	*0,8*
Soit :							
Prestations hors métropole	731	9	1	65	—	806	0,6
Allocation différentielle	74	—	—	—	—	74	0,1
Dépenses techniques	201	1	2	—	—	204	0,2
Logement	*23.997*	*23*	*553*	*721*	*806*	*26.100*	*20,2*
Soit :							
Allocation de logement	10.697	22	531	344	415	12.009	9,3
Prime de déménagement	576	1	22	5	1	605	0,5
Aide personnalisée au logement	12.724	—	—	372	390	13.486	10,5
Total année 1985	**108.350**	**720**	**10.708**	**3.884**	**5.289**	**128.951**	**100,0**
Année 1984	*102.172*	*782*	*10.289*	*3.658*	*5.280*	*122.181*	
Année 1983	*95.048*	*786*	*9.991*	*3.489*	*5.369*	*114.683*	
Année 1982	*84.653*	*757*	*9.756*	*3.225*	*5.141*	*103.532*	
Année 1981	*65.833*	*692*	*8.144*	*2.616*	*4.320*	*81.605*	
Année 1980	*54.530*	*622*	*7.183*	*2.234*	*3.827*	*68.396*	
Année 1979	*45.074*	*586*	*7.657*	*1.999*	*3.488*	*58.804*	
Année 1978	*39.309*	*589*	*8.280*	*1.861*	*3.275*	*53.314*	
Année 1977	*32.168*	*550*	*7.028*	*1.633*	*2.890*	*44.269*	
Année 1976	*27.252*	*526*	*6.334*	*1.468*	*2.545*	*38.125*	
Année 1975	*24.759*	*515*	*6.081*	*1.390*	*2.423*	*35.168*	

(1) Non compris le solde des prêts (prêts aux jeunes ménages, prêts pour l'amélioration de l'habitat), les prestations versés dans les DOM et l'allocation logement à caractère social (FNAL), et les majorations exceptionnelles versées sur le budget de l'État. — (2) Estimation couvrant le champ suivant : fonctionnaires et ouvriers de l'État; agents des services particuliers (SNCF, EDF-GDF, RATP, etc.); agents des collectivités locales jusqu'en 1978 (rattachés au régime général à partir de 1979). — (3) L'allocation au jeune enfant, créée par la loi n° 85-17 du 4 janvier 1985, remplace progressivement les allocations pré et postnatales, et le complément familial dans certains cas. — (4) L'allocation parentale d'éducation a été créée par la même loi n° 85-17 du 4 janvier 1985. Elle compense, partiellement et forfaitairement, la perte de revenu, liée à l'arrêt ou à la réduction de l'activité professionnelle d'un parent à l'occasion d'une naissance ou de l'adoption d'un enfant de rang 3 ou plus, intervenant à compter du 1er janvier 1985.

TABLEAU C.04-18

Évolution du montant mensuel des prestations familiales (1) pour une famille de deux enfants

Source : Caisse nationale des allocations familiales

Unité : Franc

	Avec un enfant de moins de 3 ans (2)				Avec deux enfants entre 3 et 9 ans (3)
	Né en octobre 1985 ou après		Né avant octobre 1985		
	Total	Dont allocation jeune enfant	Total	Dont complément familial	
1986 Janvier	1.280,48	755,00	1.209,48	684,00	525,48
Février	1.297,02	764,00	1.225,02	692,00	532,02
Mars	»	»	»	»	»
Avril	»	»	»	»	»
Mai	»	»	»	»	»
Juin	»	»	»	»	»
Juillet	»	»	»	»	»
Août	1.311,67	773,00	1.239,67	701,00	538,67
Septembre	»	»	»	»	»
Octobre	»	»	»	»	»
Novembre	»	»	»	»	»
Décembre	»	»	»	»	»
Total annuel	**15.620,95**	**9.204,00**	**14.757,95**	**8.341,00**	**6.410,95**
Moyenne mensuelle	1.301,75	767,00	1.229,83	695,08	534,25
Moyenne mensuelle :					
1985			1.188,82		516,57
1984			1.123,29		488,21
1983			1.062,00		460,00
1982			944,91		395,49
1981			760,73		279,06
1980 (4)			652,09		232,09
1979 (4)			576,07		204,99
1978			534,09		190,43
1977 (4)			470,10		169,34
1976			431,19		153,43

(1) Prestations versées à terme échu, c'est-à-dire un mois *après* la date de relèvement de la base mensuelle de calcul des allocations familiales et du complément familial s'il y a lieu. — (2) Famille de 2 enfants dont un de moins de 3 ans : famille de condition modeste bénéficiant des allocations soumises à condition de ressources : allocations familiales proprement dites — indemnité compensatrice (supprimée à compter de janvier 1978) + allocation de salaire unique (versée sous condition de ressources à compter de juillet 1972 et assortie à cette date d'une majoration pour les familles dont les ressources sont inférieures à un certain plancher; l'allocation de salaire unique et sa majoration ont été supprimées (ainsi que l'allocation pour frais de garde) lors de l'instauration du complément familial à compter de janvier 1978; l'enfant de moins de 3 ans a été conçu avant le 1er janvier 1985, aussi le complément familial est maintenu. — (3) Famille de 2 enfants ayant entre 3 et 9 ans ne percevant pas de majorations pour âge et ne bénéficiant pas d'allocations soumises à condition de ressources : allocations familiales proprement dites + indemnité compensatrice (jusqu'en décembre 1977) et allocation de salaire unique (jusqu'en juin 1972). — (4) Aux prestations présentes ci-dessus, il convient d'ajouter, s'il y a lieu, de 1975 à 1980 l'incidence d'allocations exceptionnelles (hors allocations aux adultes handicapés et hors allocation logement) qui sont financées par le budget de l'État et ne sont pas incluses dans les statistiques de la CNAF : *septembre 1975 :* 250,00 F par enfant ayant ouvert droit à des prestations familiales en août 1975; *septembre 1977 :* 300,00 F pour majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire (soumise à condition de ressources); *septembre 1979 :* 210,20 F pour majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire; 205,00 F pour majoration exceptionnelle du complément familial (soumis à condition de ressources); *février 1980 :* 150,00 F par enfant ayant bénéficié de l'allocation de rentrée scolaire en septembre 1979; 150,00 F par enfant bénéficiant à cette date du complément familial; *septembre 1980 :* 150,00 F par enfant bénéficiant à cette date de l'allocation de rentrée scolaire.

TABLEAU C.04-19

Nombre respectif de familles bénéficiant, dans le régime général, des allocations familiales et du complément familial (1)

Source : Caisse nationale des allocations familiales

Au 31 décembre de chaque année	Allocations familiales	Complément familial (2)	Complément familial et allocation jeune enfant (3)
1978	3.094.515	2.709.190	///
1979	3.270.250	2.687.063	///
1980	3.353.772	2.545.630	///
1981	3.415.703	2.182.993	///
1982	3.457.317	2.245.979	///
1983	3.480.302	2.201.103	///
1984	3.507.091	2.202.022	///
1985	3.537.246	2.124.389	2.126.024

(1) Salariés + population non active + employeurs et travailleurs indépendants en métropole. L'intégration progressive des agents des collectivités locales entre 1979 et 1980 est incluse dans ces chiffres qui ne sont pas toujours rigoureusement comparables d'une année sur l'autre. — (2) Complément familial à compter de janvier 1978 : versé au taux plein ou comme allocation différentielle, y compris les allocataires au titre du maintien des droits (allocation de salaire unique, allocation de la mère au foyer avec et sans majoration et allocation pour frais de garde). — (3) L'AJE (allocation au jeune enfant) avec conditions de ressources est versée à partir du quatrième mois après la naissance alors que le complément familial est versé dès le premier mois. Il se fait une substitution progressive d'une partie du complément familial par l'AJE.

TABLEAU C.04-20

Pension minimum de vieillesse

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Unité : Franc

Date d'effet	Montants annuels				Plafond des ressources annuelles	
	Pension minimum (1) [AVTS]	Allocation supplémentaire (FNS)	Total			
			Personne seule	Ménage	Personne seule	Ménage
1977 1er janvier	4.300	4.700	9.000	18.000	9.900	18.000
1er juillet	4.750	5.250	10.000	20.000	10.900	20.000
1er décembre	5.250	5.750	11.000	22.000	11.900	22.000
1978 1er juillet	5.800	6.200	12.000	24.000	12.900	24.000
1979 1er janvier	6.400	6.500	12.900	25.800	13.800	25.800
1er juillet	7.000	6.800	13.800	27.600	14.700	27.600
1er décembre	7.400	7.200	14.600	29.200	15.500	29.200
1980 1er juin	7.900	7.700	15.600	31.200	16.500	31.200
1981 1er janvier	8.500	8.500	17.000	34.000	17.900	34.000
1er juillet	9.400	11.000	20.400	40.800	21.300	40.800
1982 1er janvier	10.100	13.900	24.000	(2) 44.400	24.900	44.400
1er juillet	10.900	14.600	25.500	47.200	26.400	47.200
1983 1er janvier	11.300	15.200	26.500	49.000	27.400	49.000
1er juillet	11.750	15.810	27.560	50.470	28.460	50.470
1984 1er janvier	11.960	16.090	28.050	51.380	28.950	51.380
1er juillet	12.220	16.440	28.660	52.300	29.560	52.300
1985 1er janvier	12.640	17.000	29.640	53.870	30.540	53.870
1er juillet	12.990	17.480	30.470	55.220	31.370	55.220
1986 1er janvier	13.160	17.710	30.870	55.940	31.770	55.940
1er juillet	13.160	17.710	30.870	55.940	31.770	55.940
1987 1er janvier	13.470	18.120	31.590	56.670	32.490	56.670
1er juillet	13.600	18.300	31.900	57.240	32.800	57.240

NB. — AVTS = allocation aux vieux travailleurs salariés; FNS = Fonds national de solidarité. — (1) La pension minimum de vieillesse ou d'invalidité, la pension minimum allouée au conjoint survivant, l'allocation aux vieux travailleurs salariés qui n'ont pu bénéficier de la Sécurité sociale sont majorées de 10 % si l'allocataire a élevé au moins trois enfants. Si le pensionné a un conjoint de plus de 65 ans à charge, celui-ci reçoit également une pension minimum et l'allocation supplémentaire, s'il y a lieu, puisque cette dernière est soumise à une clause de ressources. Depuis juillet 1974, le conjoint à charge de moins de 65 ans ne perçoit plus de majoration forfaitaire (50 F jusqu'à cette date). — (2) Depuis janvier 1982, le minimum vieillesse versé pour un ménage n'est plus le double de celui d'une personne seule.

TABLEAU C.04-21

Revalorisation des pensions d'invalidité et des pensions de vieillesse

(Salariés du régime général et du régime agricole)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

Date d'effet		Coefficient de revalorisation (1)	Date d'effet		Coefficient de revalorisation (1)
1977	Janvier	1,086	1983	Janvier	1,040
	Juillet	1,071		Juillet	1,040
1978	Janvier	1,082	1984	Janvier	1,018
	Juillet	1,044		Juillet	1,022
1979	Janvier	1,065	1985	Janvier	1,034
	Juillet	1,040		Juillet	1,028
1980	Janvier	1,054	1986	Janvier	1,013
	Juillet	1,064		Juillet	1,000
1981	Janvier	1,067	1987	Janvier	1,018
	Juillet	1,062		Juillet	1,010
1982	Janvier	1,067			
	Juillet	1,074			

(1) Coefficient de revalorisation pour les *pensions* déjà liquidées fixé chaque année par arrêté avec effet du 1er avril jusqu'en 1973, et des 1er janvier et 1er juillet de chaque année à compter de 1974. La revalorisation correspondante des *rentes* d'accidents du travail prend effet un mois auparavant.

Ce coefficient était établi d'après le rapport du salaire moyen des assurés pour l'année écoulée et l'année considérée, tel qu'il résulte de la masse des cotisations encaissées et de l'effectif des assurés (art. 344 du Code de sécurité sociale). Dans le souci de rompre l'indexation sur les salaires, les coefficients de revalorisation ont été fixés forfaitairement depuis janvier 1983.

N.B. — Les assurés titulaires d'une pension de vieillesse au taux plein prenant effet à compter du 1er avril 1983 peuvent prétendre au nouveau *minimum de pensions contributives* institué par la loi du 31 mai 1983 et le décret du 30 août 1983 et fixé à 26.400 F par an au 1er avril 1983, soit 2.200 F par mois. Il est attribué sans condition de ressources et revalorisé aux mêmes dates et selon les mêmes taux que les pensions de vieillesse du régime général de la Sécurité sociale.

TABLEAU C.04-22

Coefficients de majoration des salaires servant de base au calcul des pensions de vieillesse liquidées à partir du 1er juillet 1987

(Salariés du régime général et salariés agricoles)

Sources : Journal officiel
Liaisons sociales

Années	Coefficient par lequel est multiplié le salaire résultant des cotisations versées	Années	Coefficient par lequel est multiplié le salaire résultant des cotisations versées	Années	Coefficient par lequel est multiplié le salaire résultant des cotisations versées
1930	1.338,7	1949	52,040	1968	6,561
1931	1.338,7	1950	45,672	1969	5,700
1932	1.338,7	1951	32,407	1970	5,173
1933	1.338,7	1952	27,040	1971	4,640
1934	1.338,7	1953	26,664	1972	4,182
1935	1.338,7	1954	24,998	1973	3,860
1936	1.203,2	1955	22,887	1974	3,406
1937	963,07	1956	20,505	1975	2,871
1938	873,62	1957	19,057	1976	2,443
1939	801,87	1958	16,759	1977	2,107
1940	801,87	1959	15,169	1978	1,896
1941	534,87	1960	14,132	1979	1,727
1942	343,66	1961	12,245	1980	1,526
1943	304,57	1962	10,540	1981	1,346
1944	277,62	1963	9,439	1982	1,204
1945	137,54	1964	8,508	1983	1,138
1946	113,22	1965	7,957	1984	1,076
1947	88,187	1966	7,518	1985	1,033
1948	61,574	1967	7,119	1986	1,010
				1987	1,000

N.B. — Pour la détermination du salaire annuel moyen servant de base au calcul des pensions de vieillesse et d'invalidité de Sécurité sociale dont l'entrée en jouissance est postérieure au 31 décembre 1985, il est appliqué aux salaires résultant des cotisations versées les coefficients de majoration ci-dessus résultant de l'arrêté du 8 janvier 1986. Ces coefficients sont modifiés chaque année par arrêté publié au *Journal officiel*. On détermine ainsi les dix meilleures années de salaire et la pension est fixée en pourcentage du salaire moyen de ces dix meilleures années (50 % pour 150 trimestres de cotisation, soit 37,5 ans, dans la limite du plafond de la Sécurité sociale).

TABLEAU C.04-23

Retraites complémentaires des salariés : effectifs des cotisants et des allocataires

Au 31 décembre 1985

Sources : AGIRC, ARRCO, IRCANTEC

Caisses	Cotisants	(4) Allocataires	
		Assurés	Conjoints et orphelins
Caisses AGIRC (1)	2.268.260	503.104	287.445
Caisses ARRCO (2)	15.508.700	4.242.000	1.750.000
Caisse IRCANTEC (3)	1.800.000	607.070	121.839

(1) AGIRC : Association générale des institutions de retraites des cadres. — (2) ARRCO : Association des régimes de retraites complémentaires. — (3) IRCANTEC : Institution de retraites complémentaires des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales. — (4) Après élimination des doubles comptes.

TABLEAU C.04-24

Retraites complémentaires des salariés : valeur du point

Sources : AGIRC, UNIRS, IRCANTEC, Caisse des dépôts et consignations

Unité : Franc

	Date d'effet	Cadres (AGIRC)	Non-cadres (UNIRS)	IRCANTEC (1)
1977	Moyenne annuelle	0,8970	0,825	0,816
1978	Moyenne annuelle	0,9762	0,974	0,893
1979	Moyenne annuelle	1,0670	1,010	0,994
1980	Moyenne annuelle	1,1880	1,164	1,121
1981	Moyenne annuelle	1,3450	1,348	1,263
1982	Moyenne annuelle	1,4930	1,518	1,454
1983	Moyenne annuelle	1,6150	1,628	1,606
1984	Moyenne annuelle	1,7280	1,754	1,720
1985	Moyenne annuelle	1,8145	1,856	1,805
1986	1er janvier	1,8670	1,928	1,864
	1er juillet	1,8850	1,948	1,868
	Moyenne annuelle	1,8760	1,938	1,866
1987	1er janvier	1,9140	1,984	1,870
	1er juillet	1,9280	2,060	1,882
	Moyenne annuelle	1,9210	2,022	1,876

(1) Avant janvier 1971, il existait pour la fonction publique deux régimes distincts : PACTE pour les cadres non titulaires et IGRANTE pour les personnels non titulaires non cadres.

TABLEAU C.04-25

Montant annuel des allocations de chômage et de préretraite et effectifs de bénéficiaires

Année 1986

Source : UNEDIC

	Montant annuel (millions de francs)	Bénéficiaires au 31 décembre
CHÔMAGE		
Allocation de base et allocation de base exceptionnelle (1)	42.679,0	874.453
— allocation de base	41.285,1	837.198
— allocation de base exceptionnelle	1.393,9	37.255
Allocation de fin de droits (2)	7.485,6	275.743
Allocation d'insertion (3)	4.089,4	162.484
— allocation forfaitaire	149,2	2.442
— nouvelle réglementation	3.940,2	160.042
Allocation de solidarité spécifique (4)	4.966,5	214.389
— aide de secours exceptionnel	11,4	3
— nouvelle réglementation	4.955,1	214.386
Total des allocations chômage :		
1986	59.220,5	1.527.069
1985	53.299,7	1.434.608
1984	46.234,5	1.294.710
1983	41.209,4	1.095.478
1982	44.937,4	///
1981	34.782,6	///
1980	20.894,0	///

	Montant annuel (millions de francs)	Bénéficiaires au 31 décembre
PRÉRETRAITE		
Allocation spéciale FNE (5)	11.543,7	171.569
Allocation conventionnelle de solidarité (6)	6.992,1	62.680
Garantie de ressources (7)	25.344,3	289.093
dont : licenciement	11.219,1	126.840
démission	14.124,9	162.253
Total des allocations de préretraite :		
1986	43.880,1	523.342
1985	48.355,9	606.997
1984	49.286,6	673.795
1983	39.843,8	694.575
1982	24.405,8	///
1981	14.164,8	///
1980	8.031,1	///
Autres allocations (8) :		
1986	669,6	7.033
1985	1.299,0	7.093
1984	2.715,4	20.449
1983	2.700,5	20.117
1982	2.985,0	///
1981	2.931,7	///
1980	3.875,8	///
Total des prestations versées :		
1986	103.770,2	2.057.444
1985	102.954,6	2.048.698
1984	98.236,5	1.988.954
1983	83.753,7	1.810.170
1982	72.328,2	///
1981	51.879,1	///
1980	32.800,9	///

(1) Allocation de base et allocation de base exceptionnelle s'adressent toutes deux aux travailleurs involontairement privés d'emploi. La première concerne les travailleurs ayant au moins six mois de référence de travail et est égale à 40 % du salaire antérieur, plus une partie fixe. La seconde concerne les travailleurs ayant entre trois et six mois de référence de travail et est égale à 30 % du salaire antérieur, plus une partie fixe. Pour les allocataires présentant des salaires de référence modestes, une allocation minimale est servie. — (2) Allocation de fin de droits : il s'agit d'un montant journalier versé aux chômeurs ne pouvant plus bénéficier de l'allocation de base. Pour certains allocataires âgés (plus de 55 ans) et présentant une certaine ancienneté, le montant est majoré. — (3) Allocation d'insertion : elle est à peu près la prolongation de l'allocation forfaitaire de l'ancien système et s'adresse à certaines catégories de personnes : jeunes à la recherche d'un premier emploi, femmes veuves, divorcées ou séparées à la recherche d'un emploi, anciens détenus. Cette allocation est un montant fixe, doublé pour les femmes seules, et elle est financée par l'État dans le cadre du régime de solidarité. — (4) Allocation de solidarité spécifique : Cette allocation journalière est la suite de l'Aide de Secours Exceptionnel. Trois taux sont possibles et elle est financée par l'État. Elle est renouvelable tous les six mois sans limitation dans le temps jusqu'à l'atteinte de l'âge de la retraite. — (5) Allocation spéciale FNE : Elle appartient au domaine des préretraites État et le financement principal revient à l'État. Cette allocation est à quelques détails près la suite de l'allocation conventionnelle FNE de l'ancienne réglementation. Son montant est égal à 70 % pour les bénéficiaires entrés avant décembre 1982 et pour les suivants égal à 65 % du salaire journalier de référence dans la limite du plafond de sécurité sociale, plus 50 % de la part du salaire comprise entre ce plafond et le plafond de cotisation au régime de retraite complémentaire des cadres. Cette allocation concerne des allocataires licenciés âgés de 55 ans à moins de 65 ans et remplissant certaines conditions. L'accès à cette allocation est toujours ouvert. — (6) Allocation conventionnelle de solidarité : Cette allocation appartient aussi au domaine des préretraites État. Depuis janvier 1984, il n'y a plus de possibilité d'entrer en allocation conventionnelle de solidarité. Cette allocation s'adressait à des personnes démissionnaires sous certaines conditions, notamment d'âge (55 à moins de 60 ans). Son montant suit les mêmes règles que l'allocation précédente. — (7) Garantie de ressources : cette allocation est servie à des personnes licenciées ou démissionnaires. L'entrée directe n'est plus possible depuis la mi-1983. L'allocation reste ouverte aux personnes atteignant l'âge de 60 ans sous condition d'avoir accédé avant le 1er juillet 1983 aux préretraites servies entre 55 et 60 ans. Le taux d'indemnisation suit les mêmes règles que l'allocation spéciale FNE. Les personnes entrées en préretraite avant décembre 1982 sont indemnisables jusqu'à 65 ans. Les autres seront indemnisées jusqu'à l'âge de la retraite. — (8) A la rubrique « autres » figurent notamment :

— l'allocation complémentaire appartenant au régime de solidarité financée par l'État;
— l'allocation de préretraite progressive (ancienne ACC) financée par l'État;
— l'ancienne indemnité de formation financée par l'UNEDIC.

TABLEAU C.04-26

Chômage : montant des allocations journalières de chômage total

Moyennes annuelles

Sources : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi
UNEDIC

Unité : Franc

	Allocation d'aide publique (1)	Allocation de base	Taux minimum UNEDIC (1)
1976	13,50		22,62
1977	15,00		26,00
1978	16,25		29,65
1979 (2)	///		///
1980		61,50	
1981		72,82	
1982		85,21	
1983 (3)		95,25	
1984 (4) Ancien régime		100,58	
Nouveau régime		96,17	
1985 Nouveau régime		101,76	
1986		105,79	

(1) Pendant les trois premiers mois de chômage. — (2) Une réforme de l'indemnisation de chômage est intervenue à compter de juillet 1979, une allocation de base minimale se substituant à l'allocation légale d'aide publique et à l'allocation minimum versée par l'UNEDIC. — (3) Le décret du 24 novembre 1982 a sensiblement modifié les conditions d'attribution des allocations de chômage. — (4) Une réforme est intervenue au 1er avril 1984 séparant nettement l'indemnisation des chômeurs ayant déjà cotisé à l'UNEDIC et percevant à ce titre un pourcentage de leur salaire antérieur (l'indemnisation minimale journalière étant celle figurant dans le tableau ci-dessus) et l'attribution à des demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé antérieurement (jeunes, femmes,...) d'indemnités forfaitaires dites d'insertion. Deux taux d'indemnisation ont coexisté (jusqu'en avril 1985) suivant la date d'entrée en chômage, avant ou après le 1er avril 1984.

TABLEAU C.04-27

Indemnisation du chômage partiel

Moyennes annuelles

Sources : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi
UNEDIC

	Nombre annuel d'heures indemnisables	Allocation publique (1)	Allocation complémentaire conventionnelle (2)	Plancher garanti (9)	Nombre total annuel de journées indemnisées	Effectifs
	Heures	F/h	F/h	F/h	En milliers	Moyenne mens.
1973 Moyenne	(3) 280	1,51675	2,19	///	828,3	15.082
1974 Moyenne	320	1,75	2,85	///	3.908,8	88.472
1975 Moyenne	470	(4) 2,33	(8) 50 %	7,00	14.941,8	299.417
1976 Moyenne	400	(5) 3,00-3,50 4,50	»	7,79	6.998,4	132.537
1977 Moyenne	»	»	»	8,63	10.126,8	202.574
1978 Moyenne	»	(6) 3,50-4,00 5,00	»	10,00	8.525,1	177.502
1979 Moyenne	»	4,380	(11) »	11,16	5.067,9	113.070
1980 Moyenne	»	5,621	»	12,70	(7) 10.140,9	179.417
1981 Moyenne	(10) 600	6,332	»	14,71	17.411,6	320.311
1982 Moyenne	»	7,179	»	17,66	r 12.237,4	r 200.777
1983 Moyenne	»	8,026	»	19,45	14.567,8	r 237.458
1984 Moyenne	»	8,698	»	20,50	15.153,4	r 273.640
1985 Moyenne	»	9.313	»	22,12	11.857,0	196.890
1986 Moyenne	(10) 500	9,604	»	23,00	8.893,3	128.278

(1) Allocation publique : versée pour l'ensemble de la France à un taux uniforme jusqu'au 27 juillet 1975, puis, jusqu'à fin juin 1979, à un taux progressif, suivant la durée du chômage partiel; enfin, depuis juillet 1979, à un taux égal à 70 % du minimum garanti au 1er juillet de chaque année. — (2) Allocation complémentaire en application de l'accord national interprofessionnel du 21 février 1968 s'appliquant aux entreprises relevant d'une branche d'activité appartenant au CNPF. Elle est versée à un taux uniforme jusqu'au 27 juillet 1975, puis à un taux tel que s'ajoutant, s'il y a lieu, à l'allocation publique, il soit égal à 50 % de la rémunération horaire. Un plancher minimum est fixé par avenant à l'accord paritaire et étendu par arrêté. — (3) Contingent annuel de 280 heures en janvier 1973, porté en juin à 320 heures pour l'année 1973. — (4) L'allocation publique varie à compter du 28 juillet 1975 entre 2,50 F et 4,50 F selon la tranche de durée (2,50 F pour les 80 premières heures de chômage partiel — 3,50 F de 81 à 160 heures — 4,50 F de 161 à 470 heures). La moyenne annuelle a été établie pour l'année 1975 en retenant le taux d'indemnisation de la première tranche. Les dates de modification du taux d'indemnisation se réfèrent au calendrier des quatorzaines établi par l'UNEDIC (et non au 1er jour du mois). — (5) A compter du 4 mars 1976. — (6) A compter du 1er mars 1978. — (7) Nouvelle série à compter d'avril 1980. — (8) Y compris l'allocation publique, soumise à clause de ressources jusqu'en juillet 1979, et dont le taux a varié de 1975 à 1979 selon le nombre d'heures de chômage partiel. — (9) Plancher garanti : allocation publique + allocation complémentaire. — (10) Contingent annuel de 400 heures porté à 600 heures à compter de juillet 1981, ramené à 500 heures à compter du 1er janvier 1986. — (11) A compter de mars 1979, l'État prend en charge, à hauteur de 80 %, les indemnités complémentaires de chômage partiel versées par les entreprises en application d'un accord dûment agréé (dans la limite d'une indemnisation de 70 % de la rémunération horaire brute), lorsque le chômage partiel permet d'éviter des licenciements.

TABLEAU C.04-28

Mutualité

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Nombre de sociétés mutualistes	8.348	8.013	7.840	7.673	7.513	7.321	7.283	7.172	7.047	6.913	6.700
Prestations servies (en millions de F).....	3.268	4.120	4.657	5.163	6.315	7.346	8.446	10.019	11.564	13.489	15.527

SOURCES DE DOCUMENTATION

Publications statistiques périodiques :

— *Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, secrétariat d'État chargé de la Santé et de la Famille,* 14, avenue Duquesne, 75700 Paris;

— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales,* 1982-1983 (rétrospectif 1970-1980); 1984 à paraître;

— *Annuaire statistique vieillesse,* 2e éd., 1985;

— *Santé-Sécurité sociale, statistiques et commentaires* (bimestriel), diffusé par La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07;

— Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés : *Statistiques des régimes d'assurance maladie* (annuel);

— *Statistiques nationales d'accidents du travail (annuel avec rétrospective sur trois années);*

— Caisse nationale des Allocations familiales : *Statistiques, résultats généraux* (annuel).
CNAF : 23, rue Daviel, 75634 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 45 81 12 67;

— Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés : *Statistiques* (annuel);

— Union des caisses centrales de la Mutualité agricole : *La Mutualité sociale agricole, statistiques* (annuel).
Caisses centrales de mutualité sociale agricole : 8-10, rue d'Astorg, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 96 77 77;

— Association générale des institutions de retraites des cadres : *Bulletin d'information* (trimestriel).
AGIRC : 4, rue Leroux, 75116 Paris. Tél. : (1) 45 01 53 20;

— Association des régimes de retraites complémentaires : *Bulletin d'information* (trimestriel). Rapport d'activité (annuel).
ARRCO : 44, boulevard de la Bastille, 75012 Paris. Tél. : (1) 43 46 13 20;
Principal régime : Union nationale des institutions de retraite des salariés. UNIRS : 16, place du Général-Catroux, 75017 Paris. Tél. : (1) 47 66 04 46;

— Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce : *Bulletin de liaison* (mensuel). UNEDIC : 77, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 94 22 00.

Articles et rapports :

— « Les comptes de la protection sociale, méthodes et séries 1959-1978 ». *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 82, 1979;

— « Le compte satellite de la protection sociale ». *Economie et statistique,* n° 122, juin 1980;

— « Les comptes de la protection sociale, séries 1977-1981 », *Archives et documents,* n° 62, décembre 1982;

— « Dix ans d'aide à la famille », *Économie et statistique,* n° 125, septembre 1980;

— « L'effet troisième enfant », *Économie et statistique,* n° 138, novembre 1981;

— « La sécurité sociale et la politique familiale en question », *Droit social,* janvier 1981, numéro spécial;

— « L'indemnisation du chômage en France et à l'étranger », *Documents du CERC,* n° 62, 1982;

— « Les revenus des personnes âgées » (les retraites et leur législation), *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 52, 1976;

— « Les retraités et leurs ressources », CREDOC, septembre 1983, 149 p.;

— « Comparaison des régimes de sécurité sociale (II); les régimes de retraite », *Documents du CERC,* n° 68, 1983;

— « L'inégalité sociale devant la mort », *Économie et statistique,* n° 162, janvier 1984;

— « Trois dimensions de la vie des personnes âgées », *Économie et statistique,* n° 158, septembre 1983;

— « Le vieillissement démographique et ses conséquences économiques et sociales », *JO; Avis et rapports du Conseil économique et social,* n° 22, 13 décembre 1983;

— « Accidents du travail et maladies professionnelles », *Législation sociale,* n° spécial 5624, Liaisons sociales, mars 1985, 155 pages;

— « Le vieillissement de la société », *Futuribles,* n° 88, mai 1985;

— « La cessation anticipée d'activité salariée », *rapport Ragot du Conseil économique et social, JO* du 23 octobre 1985;

— « Bilan de l'emploi 1984 », *Dossier statistiques du travail et de l'emploi,* n° 12-13, ministère du Travail, septembre 1985;

— « Quarante ans de sécurité sociale », *Revue française des Affaires sociales,* numéro spécial, juillet 1985;

— « Transferts de ressources et types de familles : Évolution 1970-1982 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 124, juin 1987.

D

Consommation et conditions de vie

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution qui composent ce chapitre sont de trois types :
— dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux;
— estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables;
— données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

1. Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans les tableaux 1 et 2 sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le système élargi de comptabilité — SECN — base 1980) : leur addition forme exactement le total « consommation des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu des ménages (1). Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente (2).

Dans les tableaux 1, les biens et services consommés sont répartis en 8 fonctions : alimentaire, habillement, logement, meubles, santé, transport, loisir, autre.

Chapitre D.01

Consommation et modes de vie des ménages

1. Consommation des ménages en comptabilité nationale
2. Quantités consommées
3. Données d'enquêtes auprès des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain

Dans les tableaux 2 est donnée une autre ventilation de la consommation, dite par durabilité : biens durables, biens semi-durables, biens non durables et services.

11. Définitions

La consommation finale des ménages représente la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction des besoins domestiques de ces ménages. Elle ne comprend pas la consommation des entrepreneurs individuels liée à leur activité, qui est une consommation intermédiaire.

111. Les unités institutionnelles du secteur ménages

Le secteur ménages regroupe les unités institutionnelles dont la fonction principale est la consommation finale et éventuellement la production si celle-ci est organisée dans le cadre d'une entreprise individuelle.

1. Voir le chapitre « Comptabilité nationale » du présent annuaire, et aussi le « Rapport sur les comptes de la nation » dont la référence figure en sources de documentation.
2. Pour plus de détails, voir *Collection*, série M de juin « Consommation des ménages : série de la comptabilité nationale ». Cf. Sources de documentation.

Le secteur ménages se décompose en deux groupes principaux d'unités institutionnelles : les *ménages ordinaires* (3) et la *population hors ménages ordinaires.* Les recensements de population permettent de connaître les effectifs de ces groupes. Ces effectifs étaient les suivants au recensement de 1982 :

Unité : millier

Population des ménages ordinaires	52 981	97,6 %
Population hors ménages ordinaires....	1 292	2,4 %
– comptée à part non réintégrée ...	(233)	(0,5 %)
– ménages collectifs.....	(935)	(1,7 %)
– habitations mobiles.....	(124)	(0,2 %)
Population totale.....	**54 273**	**100,0 %**

La population des ménages ordinaires comprend celle des résidences principales avant réintégration, les malades recensés avec les ménages et la population comptée à part réintégrable (4). La population hors ménages ordinaires comprend la population comptée à part non réintégrable, les sans-domicile fixe, et les ménages collectifs.

112. La consommation finale nationale

La consommation finale nationale (des résidents) est l'agrégat global de la consommation des ménages en base 1980; elle est constituée par la consommation des résidents sur le territoire économique et dans le reste du monde (leurs dépenses de tourisme à l'extérieur du territoire, y compris DOM-TOM).

Mais, faute d'informations détaillées, les consommations des non-résidents en France (essentiellement les touristes étrangers) et des résidents français dans le reste du monde sont évaluées globalement et forment le produit « solde territorial (5) ». Les autres produits ne couvrent donc que la consommation territoriale comme en base 1971.

La consommation nationale est ainsi égale à la consommation des ménages sur le territoire économique plus celle des résidents dans le reste du monde, mais moins celle des non-résidents sur le territoire économique.

Cette consommation nationale est liée au revenu disponible des résidents par l'égalité suivante :

Revenu disponible = consommation nationale + épargne, le tout concernant les résidents.

113. Consommation marchande et consommation non marchande

La consommation des ménages comprend la consommation de biens et services marchands et la consommation de services non marchands.

Un produit est marchand lorsqu'il s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché à un prix tel que l'on puisse considérer qu'il vise normalement à couvrir les coûts de production.

La consommation marchande

Les ménages sont supposés, dans le cadre de leur *activité domestique,* consommer immédiatement les biens qu'ils achètent et ne pas constituer de stocks. La consommation comprend donc des biens durables (autos, matériel ménager,...) et les biens stockables (certains produits alimentaires, le fioul, le charbon, etc.) acquis au cours de la période analysée par les comptes. Les achats de logement et le gros entretien des logements ne font pas partie de la consommation mais des investissements des ménages (formation brute de capital fixe).

Les biens durables achetés en « leasing » ou à tempérament sont également comptabilisés en consommation finale à leur date d'acquisition, pour leur prix au comptant; la différence entre ce prix et le total des remboursements est comptabilisée comme le paiement d'intérêt et n'apparaît pas dans la consommation.

Les achats d'occasion sont repris en principe dans la consommation des ménages. Seuls les achats d'automobiles d'occasion et d'antiquités font l'objet d'une évaluation explicite dans la consommation de ces « produits industriels » sous forme de marges ou commissions lorsqu'ils s'échangent de ménages à ménages par le biais du commerce. Mais lorsque ces biens passent d'un secteur institutionnel à un autre (exemple : véhicules de démonstration des concessionnaires automobiles vendus aux ménages), la transaction est évaluée à sa valeur totale.

Les services de santé, en dehors des hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH), restent marchands et couvrent la dépense effective des ménages (débours) plus les remboursements de sécurité sociale et des mutuelles (ou tiers payant).

L'action sociale marchande porte uniquement sur le service des établissements pour personnes âgées; celui-ci est évalué y compris les subventions des municipalités, des caisses d'allocation vieillesse ou autres. Il ne concerne pas les logements foyers assimilés à des locations de logements.

A l'exception de l'autoconsommation alimentaire, la consommation marchande des ménages est évaluée au prix du marché, même quand tout ou partie de ce prix est pris en charge par les pouvoirs publics (réductions des tarifs de transports en commun pour les familles nombreuses, prise en charge des coûts médicaux par la Sécurité sociale, etc.) ou par l'employeur (repas à prix réduit dans les cantines d'entreprises ou d'administration). Lorsqu'il y a une telle réduction, les revenus des ménages sont augmentés d'un transfert égal à la réduction de prix qui leur est consentie.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile » dans les hôpitaux privés d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations de services marchands d'« Hôpitaux-cliniques » et de

3. Sur la définition des ménages ordinaires, cf. chapitre B-01 « État de la population », paragraphe 4.
4. Sur la définition de la population réintégrable, cf. chapitre B-01 « État de la population », paragraphe 4.
5. Le produit « solde territorial » est classé dans la fonction « 862 : Autres services NDA » pour le tableau 1 et en « 452 : Autres services divers » pour la durabilité dans le tableau 2.

« Cantines » ou « Cafés-restaurants ». La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre, la consommation alimentaire des militaires du contingent est également comptabilisée dans le service de « Cantines » mais correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.

Lors d'établissements de bilans nutritionnels, il est nécessaire de réintégrer ces consommations alimentaires dans la fonction alimentation.

Certaines dépenses, qu'on pourrait considérer comme des dépenses de consommation, sont rangées en fait parmi les opérations de répartition, parce que la prestation correspondante n'est pas considérée par la comptabilité nationale française comme la production d'un service. C'est ainsi que les cotisations aux administrations privées (syndicats, cultes, etc.), certains droits à acquitter auprès d'administrations publiques (redevances pour passeport, permis de chasse, permis de conduire, vignette automobile, frais de justice, droits d'inscription aux examens) sont repris dans les opérations de répartition.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurance au titre des indemnités d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu, comme cela se fait pour les dépenses de santé.

La consommation non marchande

Les services non marchands consommés par les ménages se décomposent en services des domestiques et en paiements partiels.

Les services procurés par l'emploi de salariés domestiques sont produits par les ménages par le biais de l'acquisition d'un facteur de production sur le marché du travail. Ceci exclut donc le travail non salarié (travail au foyer).

Ces services sont par nature autoconsommés dans leur totalité par les ménages.

Un paiement partiel est un paiement de principe demandé aux ménages en échange de services que les administrations, publiques ou privées, leur rendent, par exemple :

— droits de scolarité pour tous les établissements publics ou sous contrat d'association;
— ticket modérateur, forfait journalier ou suppléments divers pour les hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH);
— frais de garde pour les crèches;
— frais d'hébergement, d'éducation ou autres pour l'enfant ou l'adulte handicapé ou inadapté.

114. L'autoconsommation

L'autoconsommation est la consommation finale de biens et services par leur producteur.

Dans la pratique, l'autoconsommation de produits marchands est limitée par convention à deux catégories de biens et services :

— produits alimentaires des jardins et élevages familiaux ou des exploitations agricoles, consommés par le ménage non agricole ou l'exploitant agricole qui les a produits;
— services des logements occupés par leurs propriétaires (loyers fictifs).

L'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux de la ménagère, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture...), ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture); ces derniers sont assimilés à des achats.

L'autoconsommation de service du logement ou loyers fictifs que se versent les propriétaires à eux-mêmes est évaluée au prix des loyers des locataires correspondants, le reste de l'autoconsommation est évalué au prix à la production. On peut objecter que cette solution présente l'inconvénient d'employer un système de prix hétérogène pour l'ensemble de la consommation, ce qui ne permet pas de faire de comparaison de niveau de vie sans faire de corrections. Mais elle présente l'avantage de ne pas nécessiter l'attribution aux producteurs d'une activité fictive par la création de marges.

L'autoconsommation est estimée à partir d'enquêtes de consommation, d'évaluations du ministère de l'Agriculture et de sources fiscales (vins, cidre, etc.).

115. Modifications de la base 1980

Le système élargi de comptabilité nationale française (SECN) vient de passer de la base 1971 à la base 1980, c'est-à-dire que tous les niveaux ont été réévalués sur les années autour de 1980 et que certaines modifications de concepts ont été apportées. Ces dernières concernent essentiellement les services et portent sur :

— la santé où toute la partie hospitalisation publique y compris les cliniques privées participant au service public hospitalier (PSPH) devient « non marchand » : seule la participation des ménages est reprise en tant que paiement partiel; dans la base 1971, elle était complétée par les remboursements de sécurité sociale comme dans toute consommation marchande. Cette participation couvre essentiellement de la para-hôtellerie : supplément pour chambre seule..., forfait hospitalier...;
— l'action sociale où les services liés aux crèches et à l'enfant (et l'adulte) handicapé ou inadapté deviennent non marchands car le débours des ménages est inférieure à 50 % de la dépense;
— la location vente (« leasing ») d'automobile : considérée comme un achat de la société de crédit-bail et une location des ménages en base 1971, elle devient, en base 1980, un achat du produit par les ménages analogue à un achat à crédit classique (mis à part la TVA) c'est-à-dire pour la valeur à prix comptant : classé dans la base 1971 en « location de voiture », le leasing automobile est donc désormais inclus dans le poste « automobiles »;
— les achats d'occasion ne sont plus isolés en « récupération » mais intégrés dans tous les produits avec le neuf (les deux principaux produits concernés sont l'automobile et les antiquités);
— la réparation automobile ne couvre plus que la main-d'œuvre, les pièces détachées et accessoires étant classés dans le produit « automobile »;
— les services domestiques concernent en plus des employés de maison et nourrices à leur domicile (défini-

tion de la base 1971), les concierges ou gardiens d'immeubles.

12. Sources et méthode d'estimation

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de quatre sources principales :

— enquêtes directes auprès des ménages (générales ou spécialisées);
— statistiques de production;
— statistiques du commerce extérieur;
— statistiques de distribution.

121. Les enquêtes de consommation auprès des ménages

Ces enquêtes, périodiques, sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5.000 à 15.000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux, car ayant un champ et une périodicité différents. Mais les enquêtes constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.).

Les principales enquêtes utilisées pour estimer la consommation des ménages sont les suivantes :

— l'enquête de conjoncture auprès des ménages anciennement appelée « enquête intentions d'achats »; effectuée trois fois par an, elle donne notamment les informations sur les parcs et les achats annuels de biens durables;
— l'enquête permanente sur la consommation alimentaire, réalisée annuellement, sauf en 1975 est devenue bisannuelle à partir de 1983;
— l'enquête sur la structure des budgets de famille, couvrant toutes les dépenses des ménages, de périodicité variable, celle de 1978-1979 a servi à l'établissement du niveau de la base 1980; la dernière a été réalisée en 1984-1985;
— les enquêtes habillement de 1971-1972 et de 1983;
— les enquêtes logement de 1978 et de 1984;
— les enquêtes santé de 1970-1971 et 1980-1981;
— les enquêtes transports de 1973-1974 et 1981-1982.

Les références de ces enquêtes sont données dans la rubrique Sources de documentation à la fin de ce chapitre.

122. Les statistiques de production et du commerce extérieur

Les statistiques de production et celles du commerce extérieur permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales de chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Industrie, ministère de l'Agriculture, etc.).

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice de prix des 295 postes.

123. Les statistiques de distribution

Différentes sources sont utilisables : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres Ressources-Emplois.

124. Estimation de la consommation par produit

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants) dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors toute TVA et les importations, augmentées des droits et taxes sur importations, par les marges commerciales et par la TVA. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks.

125. La synthèse des estimations

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre les équilibres Ressources-Emplois nécessitent de faire une estimation des variations de stocks et des marges, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

126. Évolution et niveaux

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres Ressources-Emplois.

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant des indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

2. Quantités consommées
(tableau 3)

Les évaluations relatives aux quantités ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année de base, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de *produits alimentaires* reproduites dans ce tableau ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution — ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les *produits non alimentaires et les services,* ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux — dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

3. Données d'enquêtes auprès des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain

31. Équipement des ménages
(tableaux 4 et 5)

Sont reproduites ici les données comparatives sur l'équipement des ménages pour quelques biens durables importants : automobiles, récepteurs de télévision, réfrigérateurs, machines à laver, lave-vaisselle, congélateurs. Elles sont issues des enquêtes de conjoncture auprès des ménages.

Les résultats concernant les années antérieures à 1984, datés fictivement de décembre, sont obtenus en faisant la moyenne de l'enquête de novembre de la même année et de celle de janvier de l'année suivante. Ceux de 1984 et des années suivantes (6) sont obtenus en faisant la moyenne des enquêtes de mai et novembre, fournissant un point fictif à mi-année. En vue de permettre des regroupements, on a indiqué le nombre de ménages qui ressort de l'ensemble de ces deux enquêtes.

32. Consommation alimentaire
(tableau 6)

Ces données sont tirées de l'enquête permanente sur la consommation alimentaire réalisée par l'INSEE depuis 1965 auprès d'un échantillon de quelque 11.000 ménages représentatif de l'ensemble des ménages ordinaires *résidant sur le territoire métropolitain.* Cette enquête, qui permet d'étudier les disparités de consommation alimentaire entre ménages, les structures de cette consommation, fournit également des informations sur les lieux d'achat des produits alimentaires et les repas pris à l'extérieur.

33. Budget des ménages
(tableau 7)

Une nouvelle enquête « Budget de famille » a été réalisée par l'INSEE de juin 1984 à juillet 1985 auprès d'un échantillon de 20.000 ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain. Cette enquête fournit des informations sur la totalité des dépenses des ménages, que ce soit des achats de biens ou de services, des investissements ou des transferts. Elle permet ainsi de connaître le poids de chaque domaine de la consommation. L'enquête de 1984-1985 fait suite à d'autres enquêtes « Budget de famille » réalisées antérieurement par l'INSEE, dans un premier temps tous les ans de 1965 à 1972, puis périodiquement tous les cinq ans : la première de ce nouveau cycle date de 1979.

34. Emploi du temps
(tableau 8)

Une enquête sur les emplois du temps a été réalisée en 1985-1986 par l'INSEE. Elle a été effectuée auprès d'un échantillon de 16.000 personnes tirées au sort dans plus de 10.000 ménages.

Cette enquête permet d'étudier l'ensemble des activités quotidiennes des personnes de 15 ans et plus. L'information est obtenue par deux procédés différents :

— pour les activités fréquentes, chaque personne tirée au sort décrit de manière détaillée son emploi du temps d'une journée déterminée;
— pour certaines activités irrégulières ou peu fréquentes, une interview détermine leur fréquence moyenne de pratique sur longue période.

Tous les résultats obtenus dans la partie « emplois du temps » s'obtiennent donc par transcription de déclarations littérales. Dans certains cas, deux activités peuvent être simultanées, par exemple « éplucher les légumes en écoutant la radio », deux activités sont enregistrées, la première est dite principale, l'autre secondaire. Les résultats présentés ici découlent du découpage de la journée en activités principales.

L'enquête 1985-1986 fait suite à d'autres enquêtes sur les emplois du temps réalisées antérieurement par l'INSEE (en 1966, 1967 et 1974-1975), avec trois nouveautés :

— ruraux et citadins ont été interrogés, alors que seuls les citadins l'étaient auparavant;
— la limite d'âge précédemment fixée à 18 ans a été abaissée à 15 ans;
— la comparaison des résultats avec ceux de la dernière enquête est possible, au moins pour les adultes citadins, ce qui n'était pas le cas entre les enquêtes précédentes.

---

6. Pour 1986, en raison de difficultés d'exploitation de l'enquête de novembre, résultats de mai 1986.

35. L'habillement des ménages
(tableaux 9 et 10)

Une enquête sur l'habillement a été réalisée en 1983-1984 par l'INSEE. Elle a été effectuée auprès d'un échantillon de 7.500 ménages, soit plus de 20.000 personnes, représentatifs de la population totale. Cette enquête fournit des informations par ménage mais aussi par individu sur les dépenses d'habillement, la garde-robe possédée, les tenues portées, les activités ménagères de couture, de tricot et d'entretien vestimentaire.

L'enquête 1983-1984 fait suite à d'autres enquêtes sur l'habillement réalisées antérieurement par l'INSEE (en 1972, en 1964 et en 1953). Aussi peut-on établir des comparaisons entre les résultats et étudier l'évolution de l'approvisionnement vestimentaire des ménages.

❖ ❖ ❖

TABLEAU D.01-1A

Consommation des ménages classée par fonction (1) : en valeur aux prix courants

(Évaluations de base 1980)

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs.

Code (1)	Intitulé du poste	1977	1978	1979	1980	Coefficients budgétaires (%) 1977	Coefficients budgétaires (%) 1980
111	Pain et céréales	26.582	30.309	35.092	39.561	2,4	2,4
112	Viandes	73.447	82.892	90.783	101.699	6,6	6,2
113	Poissons	9.537	10.905	12.159	13.612	0,9	0,8
114	Lait, fromages et œufs	28.109	31.264	35.312	40.545	2,5	2,5
115	Huiles et graisses	11.618	12.896	13.988	14.604	1,0	0,9
116	Fruits et légumes, sauf pommes de terre	33.724	36.422	38.724	40.473	3,0	2,5
117	Pommes de terre et autres tubercules	3.083	2.223	3.415	3.391	0,3	0,2
118	Sucre	1.792	2.158	2.299	2.608	0,2	0,2
119	Café, thé	8.388	8.091	8.389	9.280	0,8	0,6
11A	Autres produits alimentaires, y compris confiserie	13.834	16.281	19.055	22.382	1,2	1,4
11	Produits alimentaires	210.114	233.441	259.216	288.155	18,9	17,5
12	Boissons non alcoolisées	4.787	5.356	6.291	7.225	0,4	0,4
13	Boissons alcoolisées	28.131	30.969	34.606	38.625	2,5	2,3
1.S	Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	243.032	269.766	300.113	334.005	21,9	20,3
14	Tabac	12.065	13.173	15.205	17.549	1,1	1,1
1	Produits alimentaires, boissons, tabac	255.097	282.939	315.318	351.554	23,0	21,4
21	Articles d'habillement sauf chaussures, y compris réparation	71.146	78.528	88.555	97.006	6.4	5,9
221	Chaussures	15.175	17.243	19.878	22.711	1,4	1,4
222	Réparation de chaussures	795	846	926	997	0,1	0,1
22	Chaussures, y compris réparation	15.970	18.089	20.804	23.708	1,4	1,4
2	Articles d'habillement, y compris chaussures	87.116	96.617	109.359	120.714	7,8	7,3
311	Logement	125.773	141.559	162.339	191.084	11,3	11,6
312	Charges de distribution d'eau	6.915	7.666	8.963	10.837	0,6	0,7
31	Logement et charges de distribution d'eau	132.688	149.225	171.302	201.921	11,9	12,3
321	Électricité	17.332	20.667	24.514	31.277	1,6	1,9
322	Gaz	9.884	11.581	13.094	18.362	0,9	1,1
323	Combustibles liquides	15.778	19.130	22.334	30.723	1,4	1,9
324	Autres combustibles	3.033	3.699	4.625	5.279	0,3	0,3
32	Chauffage et éclairage	46.027	55.077	64.567	85.641	4,1	5,2
3	Logement, chauffage et éclairage	178.715	204.302	235.869	287.562	16,1	17,5
41	Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	33.654	38.419	43.861	51.115	3,0	3,1
42	Articles de ménage en textile, y compris réparation	7.632	8.471	9.750	10.748	0,7	0,7
43	Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	18.209	19.886	22.618	25.447	1,6	1,5
44	Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	17.189	18.921	21.508	24.072	1,5	1,5
451	Articles de ménage non durables	15.169	16.911	19.609	23.296	1,4	1,4
452	Services pour l'habitation sauf services domestiques	3.934	4.276	4.622	5.369	0,4	0,3
45	Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	19.103	21.187	24.231	28.665	1,7	1,7
46	Services domestiques	13.111	14.686	15.784	16.929	1,2	1,0
4	Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	108.898	121.570	137.752	156.976	9,8	9,5

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU D.01-1A *(suite 1)*

Consommation des ménages classée par fonction (1) : en valeur aux prix courants

(Évaluations de base 1980)

Source : INSEE

Unité : Million de francs

Code (1)	Intitulé du compte	1980	1981	1982	1983	*1984	*1985	*1986	Coefficients budgétaires (%) 1980	Coefficients budgétaires (%) 1986
111	Pain et céréales	39.561	44.986	50.001	55.297	60.073	63.771	66.809	2,4	2,2
112	Viandes	101.699	115.477	132.942	144.977	156.024	162.585	167.261	6,2	5,5
113	Poissons	13.612	15.859	17.737	19.836	21.768	23.978	26.472	0,8	0,9
114	Lait, fromages et œufs	40.545	47.614	54.844	60.937	68.736	73.890	77.211	2,5	2,6
115	Huiles et graisses	14.604	16.821	18.333	18.903	22.125	22.382	21.217	0,9	0,7
116	Fruits et légumes sauf pommes de terre	40.473	47.432	54.467	61.921	66.919	74.722	80.325	2,5	2,7
117	Pommes de terre et autres tubercules	3.391	4.094	5.244	5.954	6.644	4.602	5.711	0,2	0,2
118	Sucre	2.608	2.749	3.105	3.267	3.492	3.534	3.637	0,2	0,1
119	Café, thé	9.280	9.313	10.618	12.316	14.304	15.464	16.126	0,6	0,5
11A	Autres produits alimentaires, y compris confiserie	22.382	26.324	30.409	33.207	37.304	40.042	41.958	1,4	1,4
11	Produits alimentaires	288.155	330.669	377.700	416.615	457.389	484.970	506.727	17,5	16,8
12	Boissons non alcoolisées	7.225	8.515	10.317	11.760	12.784	13.847	14.794	0,4	0,5
13	Boissons alcoolisées	38.625	43.865	49.751	54.129	56.026	58.920	63.253	2,3	2,1
1.S	Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	334.005	383.049	437.768	482.504	526.199	557.737	584.774	20,3	19,4
14	Tabac	17.549	20.393	25.030	28.125	31.034	32.410	33.998	1,1	1,1
1	Produits alimentaires, boissons, tabac	351.554	403.442	462.798	510.629	557.233	590.147	618.772	21,4	20,5
21	Articles d'habillement sauf chaussures, y compris réparation	97.006	109.670	125.602	139.193	150.279	162.282	177.249	5,9	5,9
221	Chaussures	22.711	25.425	28.955	31.326	32.959	36.239	39.501	1,4	1,3
222	Réparation de chaussures	997	1.141	1.247	1.409	1.485	1.588	1.643	0,1	0,1
22	Chaussures, y compris réparation	23.708	26.566	30.202	32.735	34.444	37.827	41.144	1,4	1,4
2	Articles d'habillement, y compris chaussures	120.714	136.236	155.804	171.928	184.723	200.109	218.393	7,3	7,2
311	Logement	191.084	223.920	254.323	291.792	328.953	364.870	399.833	11,6	13,2
312	Charges de distribution d'eau	10.837	12.771	14.524	15.982	17.348	18.733	19.218	0,7	0,6
31	Logement et charges de distribution d'eau	201.921	236.691	268.847	307.774	346.301	383.603	419.051	12,3	13,9
321	Électricité	31.277	36.023	43.438	52.356	61.655	69.478	71.279	1,9	2.4
322	Gaz	18.362	23.102	27.650	32.392	35.879	41.187	37.747	1,1	1,2
323	Combustibles liquides	30.723	32.234	34.709	37.370	39.336	42.416	30.220	1,9	1,0
324	Autres combustibles	5.279	5.560	5.564	6.246	6.880	7.642	7.673	0,3	0,3
32	Chauffage et éclairage	85.641	96.919	111.361	128.364	143.750	160.723	146.919	5,2	4,9
3	Logement, chauffage et éclairage	287.562	333.610	380.208	436.138	490.051	544.326	565.970	17,5	18,7
41	Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	51.115	58.312	66.507	70.489	71.611	73.807	79.535	3,1	2,6
42	Articles de ménage en textile, y compris réparation	10.748	11.596	13.493	14.039	14.852	16.191	17.196	0,7	0,6
43	Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	25.447	28.837	32.589	33.971	34.927	36.891	40.557	1,5	1,3
44	Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	24.072	26.366	29.837	31.632	33.407	35.495	37.331	1,5	1,2
451	Articles de ménage non durables	23.296	26.864	30.924	34.290	37.644	41.335	44.430	1,4	1,5
452	Services pour l'habitation sauf services domestiques	5.369	6.151	6.541	7.053	7.359	7.664	8.036	0,3	0,3
45	Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	28.665	33.015	37.465	41.343	45.003	48.999	52.466	1,7	1,7
46	Services domestiques	16.929	18.587	22.776	24.975	26.438	27.859	28.340	1,0	0,9
4	Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	156.976	176.713	202.667	216.449	226.238	239.242	255.425	9,5	8,5

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU D.01-1A *(suite 2)*

Consommation des ménages classée par fonction (1) : en valeur aux prix courants

(Évaluations de base 1980)

Source : INSEE

Unité : Million de francs

Code (1)	Intitulé du poste	1977	1978	1979	1980	Coefficients budgétaires (%) 1977	Coefficients budgétaires (%) 1980
51	Médicaments et autres produits pharmaceutiques	22.461	26.887	29.831	34.657	2,0	2,1
52	Appareils et matériels thérapeutiques	2.325	2.840	3.294	3.720	0,2	0,2
53	Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	33.764	40.288	46.215	53.227	3,0	3,2
54	Soins des hôpitaux et assimilés	19.608	22.468	25.664	29.280	1,8	1,8
55	Assurances maladie et accident	4.194	4.664	5.411	6.400	0,4	0,4
5	Services médicaux et de santé	82.352	97.147	110.415	127.284	7,4	7,7
611	Achats d'automobiles	40.473	46.691	54.236	59.286	3,6	3,6
612	Caravanes, cycles et motocycles	5.085	5.538	6.398	7.054	0,5	0,4
61	Achats de véhicules	45.558	52.229	60.634	66.340	4,1	4,0
621	Pneus, accessoires, frais de réparation	39.630	45.839	51.357	58.567	3,6	3,6
622	Carburants, lubrifiants	45.667	52.117	60.574	72.503	4,1	4,4
623	Autres dépenses d'utilisation des véhicules	9.355	10.923	12.933	14.472	0,8	0,9
62	Dépenses d'utilisation des véhicules	94.652	108.879	124.864	145.542	8,5	8,8
63	Achats de services de transport	22.955	26.852	31.626	36.735	2,1	2,2
64	Télécommunications et postes	13.520	16.615	20.901	25.025	1,2	1,5
6	Transports et communications	176.685	204.575	238.025	273.642	15,9	16,6
711	Radios, téléviseurs, électrophones	12.267	13.776	15.162	17.141	1,1	1,0
712	Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	4.378	4.808	5.545	6.475	0,4	0,4
713	Autres articles récréatifs	23.820	26.881	31.161	34.540	2,1	2,1
71	Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparation	40.465	45.465	51.868	58.156	3,6	3,5
72	Services de loisir, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	20.637	23.824	27.447	31.491	1,9	1,9
73	Livres, quotidiens et périodiques	16.199	18.728	21.339	24.194	1,5	1,5
74	Enseignement	3.659	4.320	5.071	6.115	0,3	0,4
7	Loisirs, spectacles, enseignement, culture	80.960	92.337	105.725	119.956	7,3	7,3
811	Services de salons de coiffure et instituts de beauté	8.343	9.639	10.363	11.841	0,8	0,7
812	Articles pour les soins personnels	8.848	9.845	11.358	12.997	0,8	0,8
81	Soins et effets personnels	17.191	19.484	21.721	24.838	1,5	1,5
821	Bijouterie, horlogerie, y compris réparation	10.851	13.661	18.035	19.193	1,0	1,2
822	Autres articles personnels	5.349	5.950	6.600	7.083	0,5	0,4
823	Matériel et fournitures de papeterie	3.278	3.407	3.999	4.506	0,3	0,3
82	Autres articles non désignés ailleurs	19.478	23.018	28.634	30.782	1,8	1,9
83	Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	72.544	82.640	91.919	105.639	6,5	6,4
85	Services financiers non désignés ailleurs	6.685	7.400	8.926	10.839	0,6	0,7
861	Action sociale	15.444	18.498	21.376	24.996	1,4	1,5
862	Services divers	10.189	7.041	9.773	10.290	0,9	0,6
86	Autres services non désignés ailleurs	25.633	25.539	31.149	35.286	2,3	2,1
8	Autres biens et services	141.531	158.081	182.349	207.384	12,7	12,6
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**1.111.354**	**1.257.568**	**1.434.812**	**1.645.072**	**100,0**	**100,0**

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU D.01-1A *(suite 3 et fin)*

Consommation des ménages classée par fonction (1) : en valeur aux prix courants

(Évaluations de base 1980)

Source : INSEE

Unité : Million de francs

Code (1)	Intitulé du compte	1980	1981	1982	1983	*1984	*1985	*1986	Coefficients budgétaires (%) 1980	Coefficients budgétaires (%) 1986
51	Médicaments et autres produits pharmaceutiques	34.657	41.863	47.949	52.850	58.656	66.598	73.586	2,1	2,4
52	Appareils et matériels thérapeutiques	3.720	4.352	5.178	5.716	6.728	7.934	8.927	0,2	0,3
53	Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	53.227	61.232	70.095	83.919	93.801	104.760	114.863	3,2	3,8
54	Soins des hôpitaux et assimilés	29.280	33.827	38.675	43.333	48.718	54.066	56.769	1,8	1,9
55	Assurances maladie et accident	6.400	6.820	7.911	9.536	11.514	12.439	13.679	0,4	0,5
5	Services médicaux et de santé	127.284	148.094	169.808	195.354	219.417	245.797	267.824	7,7	8,9
611	Achats d'automobiles	59.286	67.322	87.117	95.220	92.539	99.030	115.421	3,6	3,8
612	Caravanes, cycles et motocycles	7.054	6.909	7.632	7.557	7.288	6.768	6.687	0,4	0,2
61	Achats de véhicules	66.340	74.231	94.749	102.777	99.827	105.798	122.108	4,0	4,0
621	Pneus, accessoires, frais de réparation	58.567	68.404	80.468	88.462	93.942	99.600	105.627	3,6	3,5
622	Carburants, lubrifiants	72.503	85.978	98.600	107.256	117.584	128.452	114.079	4,4	3,8
623	Autres dépenses d'utilisation des véhicules	14.472	16.937	20.794	23.837	27.534	29.540	32.156	0,9	1,1
62	Dépenses d'utilisation des véhicules	145.542	171.319	199.862	219.555	239.060	257.592	251.862	8,8	8,3
63	Achats de services de transport	36.735	42.595	49.849	55.774	60.919	65.855	67.666	2,2	2,2
64	Télécommunications et postes	25.025	29.503	34.149	38.479	44.580	50.535	53.258	1,5	1,8
6	Transports et communications	273.642	317.648	378.609	416.585	444.386	479.780	494.894	16,6	16,4
711	Radios, téléviseurs, électrophones	17.141	20.128	24.937	23.803	24.616	25.427	29.619	1,0	1,0
712	Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	6.475	6.998	8.254	8.489	8.637	8.687	9.195	0,4	0,3
713	Autres articles récréatifs	34.540	39.151	45.272	50.225	54.683	57.121	61.193	2,1	2,0
71	Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparation	58.156	66.277	78.463	82.517	87.936	91.235	100.007	3,5	3,3
72	Services de loisir, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	31.491	36.163	40.720	44.759	49.653	53.837	57.589	1,9	1,9
73	Livres, quotidiens et périodiques	24.194	27.652	32.863	36.349	39.716	43.306	46.489	1,5	1,5
74	Enseignement	6.115	7.218	8.131	9.956	11.279	12.329	13.119	0,4	0,4
7	Loisirs, spectacles, enseignement, culture	119.956	137.310	160.177	173.581	188.584	200.707	217.204	7,3	7,2
811	Services de salons de coiffure et instituts de beauté	11.841	14.145	16.188	18.787	20.063	21.656	22.681	0,7	0,8
812	Articles pour les soins personnels	12.997	15.198	17.920	20.219	22.801	25.300	26.804	0,8	0,9
81	Soins et effets personnels	24.838	29.343	34.108	39.006	42.864	46.956	49.485	1,5	1,6
821	Bijouterie, horlogerie, y compris réparation	19.193	20.890	22.351	23.259	22.199	23.899	24.395	1,2	0,8
822	Autres articles personnels	7.083	7.757	8.975	9.899	11.254	11.157	11.658	0,4	0,4
823	Matériel et fournitures de papeterie	4.506	4.965	6.135	6.466	7.246	7.239	7.602	0,3	0,3
82	Autres articles non désignés ailleurs	30.782	33.612	37.461	39.624	40.699	42.295	43.655	1,9	1,4
83	Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	105.639	123.443	143.984	161.007	172.900	188.390	197.723	6,4	6,5
85	Services financiers non désignés ailleurs	10.839	13.779	15.692	16.703	18.515	21.439	24.812	0,7	0,8
861	Action sociale	24.996	29.380	34.739	38.901	44.238	47.287	49.981	1,5	1,7
862	Services divers	10.290	15.298	14.284	8.238	3.783	4.731	15.703	0,6	0,5
86	Autres services non désignés ailleurs	35.286	44.678	49.023	47.139	48.021	52.018	65.684	2,1	2,2
8	Autres biens et services	207.384	244.855	280.268	303.479	322.999	351.098	381.359	12,6	12,6
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**1.645.072**	**1.897.908**	**2.190.339**	**2.424.143**	**2.633.631**	**2.851.206**	**3.019.841**	**100,0**	**100,0**

* Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révision.

(1) Cf. dans *Collections de l'INSEE*, série M de juin 1987, n° 122, « Consommation des ménages de 1977 à 1986, séries de comptabilité nationale, base 80 », la nomenclature des fonctions de consommation.

TABLEAU D.01-1B

Consommation des ménages classée par fonction (1) : indices de volume

(Évaluations de base 1980)

Source : INSEE — *Unité :* Base 100 (année précédente)

Code (1)	Intitulé du poste	1978	1979	1980	Taux de variation annuel moyen de 1977 à 1980 en %
111	Pain et céréales	101,9	100,9	100,6	1,1
112	Viandes	103,1	102,4	102,5	2,4
113	Poissons	103,1	100,1	100,5	1,2
114	Lait, fromages et œufs	102,4	104,0	104,2	3,4
115	Huiles et graisses	101,2	102,2	99,0	0,5
116	Fruits et légumes sauf pommes de terre	105,7	100,9	97,1	1,2
117	Pommes de terre et autres tubercules	102,9	98,0	96,8	– 0,8
118	Sucre	110,2	98,0	101,0	2,9
119	Café, thé	109,0	108,0	103,1	6,7
11A	Autres produits alimentaires, y compris confiserie	104,7	107,5	105,2	5,8
11	Produits alimentaires	103,6	102,5	101,5	2,4
12	Boissons non alcoolisées	103,0	103,8	100,2	1,9
13	Boissons alcoolisées	98,9	100,5	102,7	0,5
1.S	Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	103,0	102,3	101,6	2,1
14	Tabac	99,8	105,8	102,5	2,7
1	Produits alimentaires, boissons, tabac	102,9	102,5	101,7	2,2
21	Articles d'habillement, sauf chaussures, y compris réparation	100,7	101,8	98,8	0,4
221	Chaussures	101,0	103,3	100,4	1,6
222	Réparation de chaussures	96,4	98,6	93,8	– 3,7
22	Chaussures, y compris réparation	100,8	103,1	100,1	1,3
2	Articles d'habillement, y compris chaussures	100,7	102,0	99,1	0,6
311	Logement	104,1	103,8	104,6	4,1
312	Charges de distribution d'eau	100,1	101,2	100,7	0,6
31	Logement et charges de distribution d'eau	103,9	103,7	104,4	3,9
321	Électricité	111,8	107,4	105,8	8,3
322	Gaz	109,9	104,2	106,5	6,8
323	Combustibles liquides	112,2	93,1	92,6	– 1,1
324	Autres combustibles	104,9	97,9	89,9	– 0,2
32	Chauffage et éclairage	111,1	101,1	100,2	3,7
3	Logement, chauffage et éclairage	105,7	103,0	103,2	3,9
41	Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	104,4	103,7	103,8	4,0
42	Articles de ménage en textile, y compris réparation	102,3	105,5	99,4	2,3
43	Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	102,4	105,5	102,9	3,6
44	Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	101,8	101,8	98,0	0,5
451	Articles de ménage non durables	104,2	104,7	103,0	4,0
452	Services pour l'habitation sauf services domestiques	98,9	97,3	101,2	– 0,8
45	Biens et service d'entretien courant pour l'habitation	103,1	103,2	102,7	3,0
46	Services domestiques	99,7	95,5	93,3	– 3,9
4	Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	102,7	102,7	101,0	2,1

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU D.01-1B *(suite 1)*

Consommation des ménages classée par fonction (1) : indices de volume

(Évaluations de base 1980)

Source : INSEE

Unité : Base 100 (année précédente)

Code (1)	Intitulé du poste	1980	1981	1982	1983	*1984	*1985	*1986	Taux de variation annuel moyen de 1980 à 1986 en %
111	Pain et céréales	100,6	100,5	99,6	99,9	100,8	100,1	100,5	0,3
112	Viandes	102,5	100,4	100,5	101,6	101,6	100,8	100,7	0,9
113	Poissons	100,5	102,3	100,7	101,8	99,9	102,0	101,2	1,3
114	Lait, fromages et œufs	104,2	103,8	103,5	101,7	104,0	102,5	101,4	2,8
115	Huiles et graisses	99,0	98,6	101,1	98,6	102,9	99,4	99,6	— 0,1
116	Fruits et légumes sauf pommes de terre	97,1	98,6	104,1	99,6	101,8	103,0	106,1	2,2
117	Pommes de terre et autres tubercules	96,8	98,7	102,2	100,7	86,0	108,0	101,0	— 0,9
118	Sucre	101,0	93,0	101,0	96,0	99,5	96,0	98,0	— 2,8
119	Café, thé	103,1	102,0	102,5	99,0	98,0	100,2	99,5	0,2
11A	Autres produits alimentaires, y compris confiserie	105,2	104,3	102,2	100,0	103,1	100,3	99,3	1,5
11	Produits alimentaires	101,5	100,9	101,6	100,7	101,6	101,3	101,4	1,2
12	Boissons non alcoolisées	100,2	103,4	109,0	103,7	101,5	102,3	102,2	3,7
13	Boissons alcoolisées	102,7	99,8	100,2	100,1	98,3	99,8	102,2	0,1
1.S	Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	101,6	100,8	101,6	100,7	101,2	101,2	101,5	1,2
14	Tabac	102,5	101,4	102,2	102,9	103,9	105,7	98,5	2,4
1	Produits alimentaires, boissons, tabac	101,7	100,9	101,6	100,8	101,4	101,4	101,4	1,2
21	Articles d'habillement, sauf chaussures, y compris réparation	98,8	103,8	104,1	100,7	98,0	99,5	102,5	1,4
221	Chaussures	100,4	102,1	105,0	98,7	96,1	102,2	103,0	1,1
222	Réparation de chaussures	93,8	93,6	95,0	101,0	97,3	101,2	98,0	— 2,3
22	Chaussures, y compris réparation	100,1	101,8	104,6	98,8	96,1	102,1	102,8	1,0
2	Articles d'habillement, y compris chaussures	99,1	103,4	104,2	100,3	97,6	100,0	102,5	1,3
311	Logement	104,6	103,6	103,2	104,1	104,3	104,1	103,9	3,9
312	Charges de distribution d'eau	100,7	100,8	100,6	102,3	99,5	100,8	101,0	0,8
31	Logement et charges de distribution d'eau	104,4	103,5	103,0	104,0	104,1	103,9	103,8	3,7
321	Électricité	105,8	104,0	103,5	107,1	107,9	108,0	103,4	5,6
322	Gaz	106,5	97,7	102,6	105,6	103,3	107,3	100,1	2,8
323	Combustibles liquides	92,6	82,3	90,3	99,5	98,7	98,8	101,4	— 5,0
324	Autres combustibles	89,9	92,3	89,6	102,1	102,1	104,9	96,7	— 1,9
32	Chauffage et éclairage	100,2	94,1	98,1	104,1	103,8	105,2	101,7	1,3
3	Logement, chauffage et éclairage	103,2	100,7	101,6	104,0	104,0	104,3	103,2	3,0
41	Meubles accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	103,8	102,6	103,1	97,1	95,4	98,1	103,1	— 0,1
42	Articles de ménage en textile y compris réparation	99,4	98,3	106,3	94,3	95,5	99,9	99,4	— 1,1
43	Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	102,9	102,6	102,7	96,8	96,8	102,2	107,3	1,4
44	Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	98,0	97,6	100,9	97,4	98,1	100,4	100,4	— 0,8
451	Articles de ménage non durables	103,0	100,7	102,1	101,1	102,4	103,3	103,3	2,2
452	Services pour l'habitation sauf services domestiques	101,2	99,4	94,0	97,7	97,8	98,6	100,8	— 2,0
45	Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	102,7	100,5	100,6	100,5	101,6	102,5	102,9	1,5
46	Services domestiques	93,3	93,6	104,6	98,2	97,1	97,9	97,5	— 1,9
4	Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	101,0	100,2	102,6	97,7	97,4	100,1	102,4	0,1

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU D.01-1B *(suite 2)*

Consommation des ménages classée par fonction (1) : indices de volume

(Évaluations de base 1980)

Source : INSEE

Unité : Base 100 (année précédente)

Code (1)	Intitulé du poste	1978	1979	1980	Taux de variation annuel moyen de 1977 à 1980 en %
51	Médicaments et autres produits pharmaceutiques	108,3	105,1	106,2	6,5
52	Appareils et matériels thérapeutiques	110,3	104,0	100,7	4,9
53	Service des médecins, infirmiers et autres praticiens	108,7	106,1	105,6	6,9
54	Soins des hôpitaux et assimilés	103,3	103,3	100,9	2,6
55	Assurances maladie et accident	98,6	108,4	106,3	4,4
5	Services médicaux et de santé	106,8	105,2	104,6	5,5
611	Achats d'automobiles	107,0	104,1	96,3	1,9
612	Caravanes, cycles et motocycles	101,4	106,0	97,5	1,2
61	Achats de véhicules	106,3	104,3	96,4	1,9
621	Pneus, accessoires, frais de réparation	104,1	98,3	99,7	0,5
622	Carburants, lubrifiants	104,3	101,2	101,0	2,2
623	Autres dépenses d'utilisation des véhicules	106,0	109,6	100,4	5,3
62	Dépenses d'utilisation des véhicules	104,4	100,8	100,4	1,8
63	Achats de services de transport	105,7	103,3	101,1	3,4
64	Télécommunications et postes	112,1	116,9	115,7	14,5
6	Transports et communications	105,6	103,4	100,8	2,9
711	Radios, téléviseurs, électrophones	108,5	107,9	110,0	8,7
712	Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	102,4	108,3	109,0	6,6
713	Autres articles récréatifs	102,9	107,4	99,9	3,4
71	Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparation	104,6	107,7	103,8	5,2
72	Services de loisir, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	105,1	102,5	101,6	3,1
73	Livres, quotidiens et périodiques	104,9	103,7	100,5	3,0
74	Enseignement	107,3	106,7	105,8	6,6
7	Loisirs, spectacles, enseignement, culture	104,9	105,5	102,7	4,3
811	Services de salons de coiffure et instituts de beauté	100,0	96,9	101,4	– 0,5
812	Articles pour les soins personnels	101,5	100,8	99,8	0,7
81	Soins et effets personnels	100,8	98,9	100,6	0,1
821	Bijouterie, horlogerie, y compris réparation	111,2	107,2	71,5	– 5,7
822	Autres articles personnels	102,4	100,8	97,5	0,2
823	Matériel et fournitures de papeterie	97,9	107,0	99,6	1,5
82	Autres articles non désignés ailleurs	106,6	105,5	81,4	– 3,5
83	Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	103,8	99,5	100,8	1,3
85	Services financiers non désignés ailleurs	106,2	109,7	115,3	10,7
861	Action sociale	108,9	105,5	103,7	6,0
862	Services divers	60,7	123,2	91,7	– 11,1
86	Autres services non désignés ailleurs	89,7	110,4	99,9	– 0,3
8	Autres biens et services	101,4	102,5	98,3	0,5
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**103,8**	**103,1**	**101,4**	2,6

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU D.01-1B *(suite 3 et fin)*

Consommation des ménages classée par fonction (1) : indices de volume

(Évaluations de base 1980)

Source : INSEE

Unité : Base 100 (année précédente)

Code (1)	Intitulé du poste	1980	1981	1982	1983	*1984	*1985	*1986	Taux de variation annuel moyen de 1980 à 1986 en %
51	Médicaments et autres produits pharmaceutiques	106,2	109,4	108,0	106,6	107,1	110,7	108,6	8,5
52	Appareils et matériels thérapeutiques	100,7	105,6	106,9	102,9	109,1	111,0	106,8	7,0
53	Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	105,6	104,9	106,6	107,2	108,0	107,6	106,7	6,8
54	Soins des hôpitaux et assimilés	100,9	102,4	100,5	101,7	104,9	105,2	101,0	2,6
55	Assurances maladie et accident	106,3	100,0	106,9	94,4	104,8	99,3	106,9	1,9
5	Services médicaux et de santé	104,6	105,3	105,6	105,1	107,0	107,6	106,0	6,2
611	Achats d'automobiles	96,3	102,2	117,5	100,8	89,6	100,4	108,7	2,8
612	Caravanes, cycles et motocyles	97,5	87,3	100,4	91,5	90,4	88,2	93,3	— 8,3
61	Achats de véhicules	96,4	100,6	115,9	100,0	89,7	99,5	107,7	1,9
621	Pneus, accessoires, frais de réparation	99,7	101,1	104,0	99,3	99,7	99,2	100,0	0,5
622	Carburants, lubrifiants	101,0	103,0	101,1	101,0	101,5	99,0	103,8	1,5
623	Autres dépenses d'utilisation des véhicules	100,4	104,2	106,9	95,8	100,6	98,9	104,3	1,8
62	Dépenses d'utilisation des véhicules	100,4	102,3	102,8	99,8	100,7	99,1	102,4	1,1
63	Achats de services de transport	101,1	102,3	101,8	100,9	101,5	101,1	99,1	1,1
64	Télécommunications et postes	115,7	114,8	108,4	107,0	104,4	105,9	104,1	7,5
6	Transports et communications	100,8	103,1	106,3	100,6	98,4	100,1	103,3	2,0
711	Radios, téléviseurs, électrophones	110,0	116,1	121,5	94,7	104,0	105,8	117,9	9,5
712	Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	109,0	99,1	109,1	95,0	94,1	93,9	101,6	— 1,3
713	Autres articles récréatifs	99,9	102,9	104,3	101,9	101,7	98,7	101,9	1,9
71	Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparation	103,8	106,4	110,0	98,8	101,6	100,2	106,3	4,1
72	Services de loisir, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	101,6	101,1	100,9	100,3	100,3	100,3	101,6	0,9
73	Livres, quotidiens et périodiques	100,5	99,4	101,8	100,9	100,8	101,6	100,8	0,9
74	Enseignement	105,8	103,5	97,5	110,7	105,0	103,9	100,6	3,4
7	Loisirs, spectacles, enseignement, culture	102,7	103,4	105,3	100,2	101,3	100,8	103,5	2,7
811	Services de salons de coiffure et instituts de beauté	101,4	97,0	102,5	104,3	99,9	102,5	100,8	1,1
812	Articles pour les soins personnels	99,8	101,5	104,5	103,5	105,0	105,0	101,0	3,4
81	Soins et effets personnels	100,6	99,4	103,5	103,9	102,5	103,8	100,9	2,3
821	Bijouterie, horlogerie, y compris réparation	71,5	96,5	105,3	90,5	89,4	104,4	101,5	— 2,3
822	Autres articles personnels	97,5	101,0	105,3	101,9	105,2	92,4	99,2	0,7
823	Matériel et fournitures de papeterie	99,6	98,4	109,3	97,1	103,1	92,2	100,3	— 0,1
82	Autres articles non désignés ailleurs	81,4	97,8	105,9	94,3	95,6	98,9	100,7	— 1,2
83	Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	100,8	100,9	103,1	100,1	100,1	102,4	100,1	1,2
85	Services financiers non désignés ailleurs	115,3	114,0	106,3	105,0	115,2	120,6	116,1	13,9
861	Action sociale	103,7	103,2	105,3	103,1	106,0	102,9	102,8	3,9
862	Services divers	91,7	126,8	81,5	47,4	46,5	119,0	308,2	— 3,8
86	Autres services non désignés ailleurs	99,9	110,0	97,2	86,9	95,6	104,2	121,5	1,9
8	Autres biens et services	98,3	102,5	102,6	97,7	100,0	103,5	104,4	2,0
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**101,4**	**102,1**	**103,4**	**100,9**	**101,0**	**102,2**	**103,1**	**2,2**

*Les données des années affectées d'un astérisque sont suceptibles de révision.

(1) Cf. dans Collections de l'INSEE, série M de juin 1987, n° 122, « Consommation des ménages de 1977 à 1986, séries de comptabilité nationale, base 80 », la nomenclature des fonctions de consommation.

TABLEAU D.01-2A

Consommation des ménages classée par durabilité (1) : valeur aux prix courants

(Évaluations de base 1980)

Source : INSEE

Unité : Million de francs

Code (1)	Intitulé du poste	1977	1978	1979	1980	Coefficients budgétaires (%) 1977	Coefficients budgétaires (%) 1980
111	Automobiles neuves	34.394	39.786	46.544	49.823	3,1	3,0
112	Automobiles autres	6.079	6.905	7.692	9.463	0,5	0,6
11	Automobiles	40.473	46.691	54.236	59.286	3,6	3,6
12	Téléviseurs	6.940	7.663	8.138	9.126	0,6	0,6
13	Réfrigérateurs, congélateurs	2.889	3.028	3.245	3.702	0,3	0,2
14	Machines à laver	2.817	2.904	3.245	3.684	0,3	0,2
15	Meubles	25.460	29.431	33.967	39.622	2,3	2,4
16	Autres biens durables importants	21.776	24.309	28.059	31.642	2,0	1,9
1	Biens durables importants	100.355	114.026	130.890	147.062	9,0	8,9
21	Textiles, cuirs	100.462	111.564	126.423	139.541	9,0	8,5
22	Autres biens semi-durables	91.574	103.985	121.078	135.624	8,2	8,2
2	Biens semi-durables	192.036	215.549	247.501	275.165	17,3	16,7
311	Énergie, y compris sylviculture	98.609	114.860	134.104	168.981	8,9	10,3
312	Autres biens non durables non alimentaires	77.347	88.381	100.399	116.271	7,0	7,1
31	Biens non durables non alimentaires	175.956	203.241	234.503	285.252	15,8	17,3
32	Alimentation, y compris animale	243.798	270.796	301.485	335.739	21,9	20,4
3	Biens non durables	419.754	474.037	535.988	620.991	37,8	37,7
41	Logement, y compris entretien	120.346	135.309	155.814	183.212	10,8	11,1
42	Services de santé, y compris vétérinaires	53.582	63.008	72.179	82.841	4,8	5,0
43	Transports en commun et PTT	39.681	47.334	57.052	66.873	3,6	4,1
44	Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	71.764	81.729	90.826	104.327	6,5	6,3
451	Action sociale, y compris services domestiques	28.555	33.184	37.160	41.925	2,6	2,5
452	Autres services divers	85.281	93.392	107.402	122.676	7,7	7,5
45	Autres services	113.836	126.576	144.562	164.601	10,2	10,0
4	Services	399.209	453.956	520.433	601.854	35,9	36,6
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**1.111.354**	**1.257.568**	**1.434.812**	**1.645.072**	**100,0**	**100,0**

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU D.01-2A *(suite et fin)*

Consommation de ménages classée par durabilité (1) : valeur aux prix courants

(Évaluations de base 1980)

Source : INSEE

Unité : Million de francs

Code (1)	Intitulé du compte	1980	1981	1982	1983	*1984	*1985	*1986	Coefficients budgétaires (%) 1980	Coefficients budgétaires (%) 1986
111	Automobiles neuves	49.823	56.345	73.243	78.427	73.640	85.006	99.830	3,0	3,3
112	Automobiles autres	9.463	10.977	13.874	16.793	18.899	14.024	15.591	0,6	0,5
11	Automobiles	59.286	67.322	87.117	95.220	92.539	99.030	115.421	3,6	3,8
12	Téléviseurs	9.126	9.718	10.264	9.474	9.794	9.560	11.129	0,6	0,4
13	Réfrigérateurs congélateurs	3.702	4.181	5.006	5.058	4.902	4.788	5.182	0,2	0,2
14	Machines à laver	3.684	4.204	4.738	4.795	4.826	5.248	5.900	0,2	0,2
15	Meubles	39.622	44.645	50.980	53.204	52.955	53.864	58.412	2,4	1,9
16	Autres biens durables importants	31.642	35.944	43.081	43.681	44.744	46.838	51.883	1,9	1,7
1	Biens durables importants	147.062	166.014	201.186	211.432	209.760	219.328	247.927	8,9	8,2
21	Textiles cuirs	139.541	156.899	179.501	196.883	211.759	228.584	248.469	8,5	8,2
22	Autres biens semi-durables	135.624	152.697	175.196	188.729	198.929	210.196	222.847	8,2	7,4
2	Biens semi-durables	275.165	309.596	354.697	385.612	410.688	438.780	471.316	16,7	15,6
311	Energie, y compris sylviculture	168.981	195.668	224.485	251.602	278.682	307.908	280.216	10,3	9,3
312	Autres biens non durables non alimentaires	116.271	136.565	160.380	178.710	197.796	217.540	234.518	7,1	7,8
31	Biens non durables non alimentaires	285.252	332.233	384.865	430.312	476.478	525.448	514.734	17,3	17,0
32	Alimentation, y compris animale	335.739	385.118	440.494	485.720	529.929	561.890	589.327	20,4	19,5
3	Biens non durables	620.991	717.351	825.359	916.032	1.006.407	1.087.338	1.104.061	37,7	36,6
41	Logement, y compris entretien	183.212	215.389	246.175	281.194	315.180	349.657	383.471	11,1	12,7
42	Services de santé, y compris vétérinaires	82.841	95.456	109.246	127.849	143.202	159.578	172.455	5,0	5,7
43	Transports en commun et PTT	66.873	78.151	91.545	102.600	114.721	126.275	131.670	4,1	4,4
44	Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	104.327	121.818	142.037	158.851	170.478	185.765	194.993	6,3	6,5
451	Action sociale, y compris services domestiques	41.925	47.967	57.515	63.876	70.676	75.146	78.321	2,5	2,6
452	Autres services divers	122.676	146.166	162.579	176.697	192.519	209.339	235.627	7,5	7,8
45	Autres services	164.601	194.133	220.094	240.573	263.195	284.485	313.948	10,0	10,4
4	Services	601.854	704.947	809.097	911.067	1.006.776	1.105.760	1.196.537	36,6	39,6
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**1.645.072**	**1.897.908**	**2.190.339**	**2.424.143**	**2.633.631**	**2.851.206**	**3.019.841**	**100,0**	**100,0**

*Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révision.

(1) Cf. dans *Collections de l'INSEE*, série M de juin 1987, n° 122 « Consommation des ménages de 1977 à 1986, séries de comptabilité nationale », la nomenclature par durabilité.

TABLEAU D.01-2B

Consommation des ménages classée par durabilité (1) : indices de volume

(Évaluations de base 1980)

Source : INSEE — *Unité :* Base 100 (année précédente)

Code (1)	Intitulé du poste	1978	1979	1980	Taux de variation annuel moyen de 1977 à 1980 en %
111	Automobiles neuves	107,3	104,9	94,4	1,6
112	Automobiles autres	105,0	99,5	107,9	3,7
11	Automobiles	107,0	104,1	96,3	1,9
12	Téléviseurs	107,0	104,0	109,0	6,5
13	Réfrigérateurs, congélateurs	100,0	100,3	102,8	1,0
14	Machines à laver	98,0	104,6	104,3	2,3
15	Meubles	105,5	104,1	103,6	4,4
16	Autres biens durables importants	104,8	108,2	104,3	5,4
1	Biens durables importants	105,7	104,9	101,1	3,6
21	Textiles cuirs	101,0	102,4	99,1	0,8
22	Autres biens semi-durables	103,9	103,7	96,2	0,8
2	Biens semi-durables	102,4	103,0	97,7	0,8
311	Énergie, y compris sylviculture	107,1	101,2	100,6	2,8
312	Autres biens non durables non alimentaires	104,7	103,9	103,0	3,8
31	Biens non durables non alimentaires	106,1	102,3	101,6	3,2
32	Alimentation, y compris animale	103,1	102,4	101,7	2,2
3	Biens non durables	104,3	102,4	101,7	2,7
41	Logement, y compris entretien	104,1	104,1	104,4	4,1
42	Services de santé, y compris vétérinaires	106,7	105,1	103,9	5,3
43	Transports en commun et PTT	108,2	108,4	106,5	7,2
44	Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	103,8	99,4	100,7	1,3
451	Action sociale, y compris services domestiques	104,7	101,1	99,3	1,6
452	Autres services divers	97,9	103,8	101,5	1,0
45	Autres services	99,6	103,1	100,9	1,2
4	Services	103,5	103,6	103,0	3,2
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**103,8**	**103,1**	**101,4**	2,6

N.B. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU D.01-2B *(suite et fin)*

Consommation des ménages classée par durabilité (1) : indices de volume

(Évaluations de base 1980)

Source : INSEE

Unité : Base 100 (année précédente)

Code (1)	Intitulé du poste	1980	1981	1982	1983	*1984	*1985	*1986	Taux de variation annuel moyen de 1980 à 1986 en %
111	Automobiles neuves	94,4	101,8	118,2	98,9	86,6	108,1	109,3	3,3
112	Automobiles autres	107,9	104,3	113,9	110,8	103,6	70,2	104,8	— 0,1
11	Automobiles	96,3	102,2	117,5	100,8	89,6	100,4	108,7	2,8
12	Téléviseurs	109,0	104,1	105,4	93,7	104,0	98,0	114,8	3,1
13	Réfrigérateurs, congélateurs	102,8	102,0	110,0	92,0	90,7	94,0	106,0	— 1,1
14	Machines à laver	104,3	104,0	102,0	94,0	96,8	106,0	109,7	1,9
15	Meubles	103,6	101,3	102,9	95,8	93,6	97,0	103,4	— 1,1
16	Autres biens durables importants	104,3	106,0	111,4	95,9	98,4	103,5	109,6	4,4
1	Biens durables importants	101,1	102,9	111,0	97,7	93,3	100,0	107,8	2,1
21	Textiles cuirs	99,1	103,0	104,2	99,8	97,7	99,6	102,2	1,1
22	Autres biens semi-durables	96,2	100,3	104,2	97,8	98,6	99,9	101,2	0,3
2	Biens semi-durables	97,7	101,7	104,2	98,8	98,2	99,7	101,7	0,7
311	Energie y compris sylviculture	100,6	98,4	99,6	102,6	102,6	102,3	102,5	1,3
312	Autres biens non durables non alimentaires	103,0	103,7	104,4	103,7	104,0	105,5	103,3	4,3
31	Biens non durables non alimentaires	101,6	100,5	101,6	103,1	103,2	103,6	102,9	2,6
32	Alimentation, y compris animale	101,7	100,9	101,6	100,8	101,3	101,2	101,6	1,2
3	Biens non durables	101,7	100,7	101,6	101,9	102,2	102,4	102,2	1,9
41	Logement, y compris entretien	104,4	104,0	103,8	104,0	104,0	104,2	104,0	4,0
42	Services de santé, y compris vétérinaires	103,9	104,0	104,4	105,3	107,0	106,8	104,7	5,4
43	Transport en commun et PTT	106,5	107,2	104,7	103,0	102,6	103,0	101,4	3,9
44	Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	100,7	100,8	103,1	100,2	100,1	102,4	100,1	1,2
451	Action sociale, y compris services domestiques	99,3	99,3	105,0	101,1	102,6	101,1	100,9	1,7
452	Autres services divers	101,5	103,6	99,3	96,5	100,4	102,4	107,9	2,1
45	Autres services	100,9	102,5	100,7	97,7	101,0	102,0	106,0	2,0
4	Services	103,0	103,4	103,0	101,7	102,8	103,6	103,7	3,2
	Consommation nationale (y compris non marchande)	**101,4**	**102,1**	**103,4**	**100,9**	**101,0**	**102,2**	**103,1**	**2,2**

*Les données des années affectées d'un astérisque sont susceptibles de révision.

(1) Cf. dans Collections de l'INSEE, série M de juin 1987, n° 122 « Consommation des ménages de 1977 à 1986, séries de comptabilité nationale, base 80 », la nomenclature par durabilité.

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France

(Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980)

Source : INSEE

Nature des produits, biens et services	Unité	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	*r* 1983	*r* 1984	*p* 1985
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)											
Population intérieure moyenne	million	**52,9**	**53,1**	**53,4**	**53,6**	**53,9**	**54,2**	**54,5**	**54,7**	**54,9**	**55,2**
Semoule de maïs et de blé dur	kg	1,46	1,38	1,38	1,41	1,44	1,46	1,45	1,46	1,45	1,39
Farine de froment	"	3,42	3,44	3,55	3,60	*e* 3,78	3,80	3,68	3,45	3,54	3,62
Produits amylacés : tapioca, fécule	"	0,19	0,17	0,16	0,14	0,14	0,13	0,12	0,12	0,11	0,10
Riz	"	2,92	2,98	3,09	3,24	3,41	3,55	3,53	3,54	3,62	3,65
Biscottes	"	2,06	2,06	2,12	2,15	2,12	2,07	1,96	1,93	1,92	1,86
Biscuits et pains d'épices	"	6,96	7,36	7,40	7,17	7,49	7,70	7,80	8,12	8,41	8,93
Farines simples et composées	"	1,48	1,37	1,41	1,50	1,58	1,70	1,79	1,82	1,85	1,83
Entremets et desserts instantanés	"	0,51	0,50	0,48	0,50	0,51	0,52	0,54	0,55	0,56	0,55
Pâtes alimentaires	"	6,25	6,02	5,96	6,08	6,23	6,24	6,25	6,16	6,34	6,30
Pain	"	73,31	71,41	71,91	71,91	70,90	69,91	68,65	67,28	67,21	66,67
Pommes de terre	"	73,14	79,30	77,65	78,50	67,74	66,03	67,23	66,49	61,17	63,62
Légumes frais*	"	67,00	69,87	73,50	72,40	67,55	64,17	66,42	65,49	64,90	66,26
Légumes surgelés	"	1,24	2,22	2,33	2,26	1,89	2,45	2,99	2,84	3,12	4,12
Légumes secs	"	1,97	2,04	1,93	1,88	1,89	1,73	1,64	1,55	1,62	1,60
Conserves de légumes	"	16,45	14,48	19,00	19,53	18,51	16,48	19,32	20,77	18,29	20,58
Bananes	"	7,29	8,07	8,03	7,09	7,08	7,30	7,22	6,74	6,76	6,58
Agrumes	"	17,16	17,51	17,03	16,59	16,64	15,77	17,15	16,83	18,05	15,83
Autres fruits frais*	"	42,97	31,34	39,63	40,26	40,03	38,52	35,00	36,09	35,78	36,26
Fruits surgelés	"	0,02	0,03	0,04	0,09	0,12	0,06	0,08	0,09	0,12	0,12
Fruits secs	"	2,39	2,26	2,17	2,19	2,09	2,05	2,14	2,10	2,13	2,20
Conserves de fruits	"	2,74	3,58	3,20	3,76	3,93	4,05	3,88	4,40	4,69	4,54
Confitures et gelées	"	2,09	2,03	2,06	2,30	1,87	2,01	1,97	2,03	2,02	2,05
Porc frais* (1)	"	9,12	9,19	9,60	9,76	9,88	10,13	10,07	10,14	10,19	10,11
Jambon (1)	"	4,79	4,86	5,15	5,31	5,34	5,49	5,54	5,59	5,61	5,62
Charcuterie (1)	"	9,65	9,71	10,10	10,21	10,39	10,72	10,72	10,78	11,11	10,94
Triperie* (1)	"	5,06	4,86	4,97	5,10	5,17	5,14	4,94	4,95	5,21	5,16
Conserves de viande (1)	"	1,04	1,09	1,13	1,17	1,20	1,23	1,25	1,29	1,35	1,37
Bœuf (1)	"	16,85	16,65	17,77	18,99	18,48	19,28	18,10	19,40	20,34	19,25
Veau (1)	"	5,23	5,40	5,63	5,73	5,45	5,16	5,27	5,26	5,43	5,18
Mouton, agneau (1)	"	2,72	2,71	2,78	2,97	2,92	2,97	3,06	3,12	3,07	3,12
Cheval (1)	"	1,12	1,16	1,16	1,15	1,05	0,95	0,88	0,85	0,82	0,73
Volailles*	"	14,98	15,39	16,21	16,62	17,05	17,17	17,29	17,49	17,77	18,03
Volailles, gibiers, viandes et abats surgelés	"	0,52	0,68	0,88	1,15	1,43	1,73	1,68	1,91	2,36	2,46
Lapin, gibier*	"	6,06	6,19	6,36	6,49	6,82	6,87	6,92	7,00	7,11	7,22
Œufs*	"	13,01	13,54	14,13	14,28	14,15	14,38	14,98	14,38	14,90	15,15
Poissons, crustacés, coquillages	"	10,61	11,29	10,76	11,56	11,76	12,03	11,43	10,86	10,71	10,65
Poissons et crustacés surgelés	"	0,96	1,30	1,50	1,31	1,41	1,49	1,55	1,61	1,62	1,80
Conserves de poisson	"	2,91	2,78	2,80	3,11	2,76	2,91	2,92	2,96	2,96	3,20
Lait frais*	"	93,65	93,03	93,48	96,66	99,39	99,39	103,74	104,78	110,02	111,01
Crème fraîche*	"	0,72	0,78	0,86	0,93	1,53	1,50	1,47	1,55	1,64	1,80
Yaourts	"	10,13	10,34	10,37	11,22	11,86	12,95	13,71	15,26	15,76	16,26
Fromages*	"	16,15	16,56	17,04	17,39	18,26	18,49	18,79	19,30	19,99	20,29
Lait concentré et en poudre	"	4,20	3,64	3,13	2,94	2,76	2,82	2,65	2,59	2,82	3,39
Beurre*	"	9,72	9,70	9,34	9,76	8,94	8,88	9,35	9,73	10,74	10,46
Huile*	"	9,62	9,84	10,54	10,58	10,84	9,88	9,45	9,57	9,67	10,06
Margarine et autres graisses végétales	"	2,07	2,11	2,16	2,16	2,31	2,36	2,36	2,30	2,19	2,22
Saindoux et autres graisses animales	"	0,25	0,26	0,27	0,27	0,28	0,27	0,27	0,27	0,25	0,26
Sucre	"	17,16	12,95	14,98	14,57	15,04	13,46	13,72	13,03	13,13	12,38
Chocolat et cacao	"	2,73	2,53	2,49	2,51	2,35	2,39	2,41	2,42	2,49	2,43
Confiserie de sucre	"	3,35	3,46	3,53	3,35	3,21	3,21	3,29	3,12	3,10	2,95
Confiserie de chocolat	"	1,10	1,21	1,42	1,60	2,34	2,13	1,99	1,85	1,99	1,89
Miel	"	0,32	0,34	0,35	0,36	0,36	0,37	0,39	0,38	0,39	0,39
Crèmes glacées	litre	4,08	3,75	4,39	4,79	4,79	5,37	5,71	6,04	5,88	5,91
Bouillons et potages	kg	0,92	0,82	0,92	0,87	0,87	0,84	0,82	0,83	0,86	0,89
Préparations diverses surgelées	"	0,92	1,09	1,28	1,57	1,71	1,99	2,12	2,37	2,68	3,19
Vins courants*	litre	84,05	80,92	78,44	79,07	73,70	70,48	68,72	64,24	61,01	57,20
Vins AOC*	"	11,03	10,90	10,24	11,05	12,49	13,38	14,49	16,11	16,67	17,18
Vins doux naturels	"	1,38	1,37	1,23	1,26	1,37	1,37	1,27	1,16	1,06	1,06
Champagne	"	1,75	1,88	1,98	1,92	1,81	1,62	1,51	1,61	1,83	1,78
Apéritifs et vins de liqueurs	"	4,28	4,22	4,18	4,49	4,88	4,48	4,49	3,97	3,98	4,05
Eaux de vie et liqueurs*	"	2,58	2,69	2,92	2,87	2,53	2,87	2,63	2,67	2,34	2,49
Bière	"	48,61	46,11	45,65	46,75	44,22	44,95	45,97	43,81	41,11	40,00
Cidre*	litre	20,01	17,50	18,16	18,39	19,18	18,22	18,11	17,08	16,34	15,61
Eaux minérales	"	50,16	47,55	48,50	49,82	47,45	47,00	52,26	53,62	*r* 53,59	54,89
Boissons gazeuses	"	26,26	22,08	23,62	24,05	23,79	24,06	25,44	26,78	27,38	27,93
Jus de fruits	"	2,07	2,03	2,00	2,16	2,45	3,20	3,62	3,63	3,40	2,79
Café (2) (3)	kg	4,20	3,81	4,34	4,56	4,49	4,39	4,41	4,39	3,86	3,69
Thé (3)	"	0,12	0,12	0,11	0,13	0,16	0,15	0,14	0,17	0,15	0,17

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 *(suite et fin)*

Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France

(Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980)

Source : INSEE

Nature des produits, biens et services	Unité	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	*r* 1983	*r* 1984	*p* 1985
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ensemble de la population)											
Biens durables :											
Réfrigérateurs (4) (5)	millier	*r* 1.460	*r* 1.400	*r* 1.380	*r* 1.410	*r* 1.500	*r* 1.460	*r* 1.640	*r* 1.510	*r* 1.350	1.350
Machines à laver (4) (5)	//	1.420	1.400	1.390	1.440	1.530	1.530	1.575	1.500	*r* 1.450	1.550
Lave-vaisselle	//	350	370	420	480	*r* 475	505	545	495	495	490
Récepteurs de télévision (4)	//	2.000	*r* 2.160	2.200	2.260	2.440	*r* 2.710	*r* 2.800	*r* 2.550	*r* 2.605	2.520
dont : télévision couleur (4)	//	1.000	*r* 1.290	1.450	1.560	1.720	*r* 1.900	*r* 2.050	*r* 1.950	*r* 2.065	2.085
Automobiles (6)	//	1.858	1.907	1.945	1.976	1.873	1.835	2.056	2.018	1.758	1.766
Chauffage et éclairage :											
Électricité (7)	milliard de kWh	43,1	47,5	53,9	58,2	61,6	64,3	67,5	75,1	79,8	85,8
Gaz de ville (8)	milliard de kWh	70,5	*r* 75,2	*r* 86,5	*r* 91,0	*r* 97,1	*r* 96,7	*r* 97,4	*r* 105,7	*r* 111,6	121,6
Butane, propane (9)	million de kWh	22,4	22,8	24,1	25,0	25,8	25,0	24,1	24,1	23,6	23,9
Charbon (10)	million de tonnes	*r* 6,4	*r* 5,8	*r* 6,0	*r* 5,8	*r* 5,0	*r* 4,4	*r* 4,1	*r* 4,2	*r* 4,1	4,3
Fioul domestique (11)	millier de m³	36,6	35,5	38,6	36,6	33,7	28,7	26,0	25,5	24,8	24,5
Transports :											
Carburants (12)	millier de m³	17.542	17.918	18.743	18.776	18.806	19.193	19.196	19.440	19.400	19.100
Chemins de fer (13) :											
Grandes lignes	milliard de voyag.-km	44,05	44,52	46,04	46,03	46,88	48,16	49,18	50,45	52,01	53,41
Banlieue de Paris (14)	//	7,03	7,30	7,46	7,55	7,61	7,50	7,67	7,97	8,20	8,47
Régie autonome des transports parisiens :											
Réseau ferré :											
Métropolitain et funiculaire Montmartre	million de voyageurs	1.051	1.082	1.105	1.109	1.095	1.111	1.132	1.158	1.179	1.191
Réseau express régional (15)	//	129	132	178	196	205	223	246	257	278	289
Réseau autobus (16)	//	695	727	727	765	754	730	747	779	*r* 755	776
Autres biens et services :											
Savon de ménage et savon mou	millier de tonnes	41,5	39,0	36,8	36,8	37,0	35,5	32,2	30,2	30,3	27,8
Savons de toilette, etc. (17)	//	34,2	32,7	31,5	31,9	32,9	31,8	31,7	30,9	31,0	32,0
Poudres à laver le linge ménagères	//	395,4	380,2	383,6	396,8	418,7	420,8	443,8	464,2	492,2	512,4
Cinéma	million de spectateurs	178,4	171,1	179,2	178,8	175,4	*r* 189,2	*r* 201,9	*r* 198,8	*r* 190,8	172,2
dont : format standard	//	177,3	170,3	178,5	178,1	174,8	*r* 188,6	*r* 204,2	*r* 198,0	*r* 189,8	171,3
Cigarettes (18)	million	81.268	83.899	82.478	85.727	85.650	85.416	86.370	87.915	89.676	94.755
Cigares et cigarillos (18)	//	1.697	1.886	1.835	1.826	1.927	1.864	1.726	1.613	1.550	1.749
Scaferlatis (18)	tonne	8.581	8.146	7.432	7.160	7.037	6.875	6.810	6.591	6.381	6.473
C. PARC DE CERTAINS APPAREILS EN FIN D'ANNÉE (19)											
Réfrigérateurs	millier	17.300	18.400	18.800	19.550	19.900	20.100	20.700	21.000	21.500	21.900
Machines à laver	//	14.150	14.500	15.000	15.950	16.200	16.600	17.500	17.500	17.900	18.200
Lave-vaisselle	//	1.900	2.200	2.500	2.900	3.400	3.600	4.100	4.300	4.700	4.900
Récepteurs de télévision	//	16.500	17.100	17.500	18.200	18.800	19.000	19.600	19.800	20.500	21.100
dont : télévision couleur	//	3.600	4.700	5.800	7.400	*r* 8,700	10.000	11.500	12.650	13.600	15.000
Automobiles	//	14.200	15.100	15.400	15.400	16.900	17.200	18.400	19.100	19.100	19.600

N.B. — Les quantités de produits alimentaires présentées dans le tableau ci-dessus sont celles de la consommation totale qui comprend : *a.* La consommation à domicile de produits achetés directement par les ménages ordinaires; *b.* L'autoconsommation des produits des exploitations agricoles ou des jardins familiaux; *c.* La consommation de la population vivant dans des institutions (casernes, hospices, prisons, etc.); *d.* Enfin, les produits alimentaires consommés hors de leur domicile par l'ensemble de la population dans des établissements tels que les cafés, les restaurants, les cantines. Ces quantités se réfèrent aux produits en l'état, c'est-à-dire tels qu'ils sont au moment de leur acquisition par les ménages ou les établissements servant des repas; ainsi, le sucre, incorporé dans la pâtisserie achetée chez le pâtissier, n'est pas compris dans la quantité de sucre figurant dans le tableau. Par contre, dans les tableaux d'estimation en valeur (1, 2 et 4), les produits alimentaires achetés par les établissements servant des repas sont considérés comme des consommations intermédiaires : ils ne figurent pas dans la fonction alimentation, mais sont compris dans la valeur du service rendu (enseignement, santé, restauration, etc.). — * Produits faisant l'objet d'une autoconsommation. — (1) Poids de viande achetée chez le boucher et le charcutier (après déduction des déchets). — (2) Poids exprimé en quantités de café torréfié quelle que soit sa présentation : en grains, moulu ou soluble. — (3) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages. — (4) Estimation des ventes aux ménages. — (5) Réfrigérateurs : non compris les congélateurs. Machines à laver : non compris les essoreuses et les blocs-laveurs. — (6) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT) et les importations temporaires (IT). — (7) Électricité basse tension, pour les usages domestiques, livrée par l'EDF et les distributeurs non nationalisés. — (8) Gaz pour usages domestiques, livré par le Gaz de France, les régies et les autres entreprises non nationalisées. Depuis le 1er janvier 1978, l'unité est passée de milliard de thermies à milliards de kWh. — (9) Usages domestiques. Changement d'unité : million de kWh au lieu de million de tonnes, d'où rectification des chiffres 1974 à 1982 par rapport à l'édition précédente. — (10) Livraisons aux négociants (au titre des foyers domestiques), non corrigées des variations de stocks du négoce, plus fournitures au personnel. Cette rubrique comprend la houille, les agglomérés et le coke. — (11) En acquitté total des factures des distributeurs. — (12) Consommation d'essence auto et de supercarburant par les voitures particulières et commerciales, y compris les entreprises et les administrations. Estimations du Comité professionnel du pétrole. — (13) Y compris les déplacements professionnels. A partir de 1976 (2e colonne) nouvelle définition de la banlieue de Paris et nouveau principe de décompte des voyageurs-km « carte orange ». — (14) A compter du 1er octobre 1972, la ligne Paris-Saint-Germain-en-Laye n'est plus exploitée par la SNCF, mais en partie par la RATP. En revanche, la ligne C du RER : Versailles RG ou Saint-Quentin-en-Yvelines-Dourdan et Saint-Martin-d'Étampes, ainsi que les lignes B nord vers Roissy-Ch.-de-Gaulle et Mitry-Claye sont exploitées par la SNCF. — (15) Le réseau express régional comprend, depuis le 9 décembre 1977, la ligne A : Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Léger ou Noisy-le-Grand-Mont d'Est (Torcy à partir de 1980) et la ligne B : Châtelet-Les Halles (Gare du Nord à partir de juin 1982) Robinson ou Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Depuis 1974, la correspondance métropolitain-RER donne lieu au comptage de deux voyages : un sur le métropolitain et un sur le RER. — (16) Y compris services touristiques et locations. Depuis 1984, la RATP utilise une nouvelle méthode d'extrapolation. — (17) Savons de toilette, de beauté, de parfumerie, savons déodorants, etc. — (18) Ventes « normales » en France continentale, c'est-à-dire à l'exclusion des cessions à prix réduit (principalement à l'armée). — (19) D'après les enquêtes de conjoncture harmonisées auprès des consommateurs européens, anciennement dénommées enquêtes sur les équipements et les intentions d'achats des ménages. Depuis 1984 les résultats présentés proviennent de deux enquêtes de conjoncture auprès des ménages réalisées en mai et octobre 1984 : les chiffres donnent l'équipement au milieu de l'année. Les résultats antérieurs à 1984 sont calculés à partir des enquêtes d'octobre de l'année *n* et de janvier de l'année *n* + 1 : les chiffres donnent l'équipement en fin de l'année *n*.

TABLEAU D.01-4

Ménages équipés (1) par groupe socioprofessionnel du chef de ménage

Source : INSEE (2)

Unité : %

Nature de l'équipement	Date (3)	Ensemble des ménages	Groupe socioprofessionnel (4)										Autres regroupements			
			Agriculteurs	Salariés agricoles*	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service*	Autres actifs*	Non actifs	Artisans, petits commerçants	Industriels, gros commerçants, professions libérales, cadres supérieurs	Contremaîtres, ouvriers qualifiés	Ouvriers spécialisés, manœuvres
			0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	2 sauf 21-26	21-26-3	60-61	6 sauf 60-61
Automobile (5)	Déc. 1973 ..	61,6	79,2	52,8	82,6	89,5	87,4	68,2	68,8	39,4	86,6	30,1	82,4	89,0	75,3	60,5
	Déc. 1979 ..	68,6	89,7	68,1	91,7	91,8	90,3	77,9	78,5	57,0	90,6	38,3	91,5	91,5	83,6	71,7
	Déc. 1983 ..	72,8	92,5	69,7	91,4	94,3	92,5	80,0	84,5	55,4	87,5	47,2	90,9	94,5	87,2	80,9
	Mi-1984	72,9	92,0	79,6	95,1	94,9	89,7	79,9	84,8	58,4	94,1	47,3	95,0	94,9	88,8	78,7
	Mi-1985	73,4	92,4	72,4	94,3	95,0	92,4	75,7	85,1	51,5	84,8	48,9	94,0	95,1	89,0	75,9
	Mai 1986 ...	74,5	93,7	77,8	91,8	94,9	92,4	75,0	86,0	54,8	89,6	49,9	...	...	...	...
Téléviseur.....	Déc. 1973 ..	79,1	76,9	69,7	88,2	80,9	82,5	84,7	83,0	73,1	86,3	71,0	88,0	81,8	85,9	79,3
	Déc. 1979 ..	89,3	90,1	84,7	92,2	90,3	89,5	89,7	92,2	86,6	90,9	86,2	91,7	90,7	93,1	90,8
	Déc. 1983 ..	91,1	90,7	78,9	91,5	87,0	89,1	91,5	93,6	90,5	90,4	91,2	91,2	87,4	93,8	93,3
	Mi-1984	92,1	90,8	90,8	93,6	89,8	88,7	91,2	94,0	89,7	94,5	92,5	93,3	90,1	94,8	92,8
	Mi-1985	92,3	93,2	83,9	94,9	90,7	89,6	91,2	94,2	85,4	93,3	92,1	94,9	91,1	94,8	92,8
	Mai 1986 ...	92,6	92,4	88,9	93,5	91,0	90,0	92,1	94,4	90,4	92,3	92,7	...	...	...	...
Téléviseur couleur..	Déc. 1973 ..	7,7	3,7	1,0	13,9	18,0	8,2	7,1	5,4	3,2	7,8	7,4	12,4	19,0	6,2	4,3
	Déc. 1979 ..	38,1	21,5	15,3	51,6	55,8	44,5	41,4	34,4	31,6	49,5	34,4	50,8	56,2	36,3	31,8
	Déc. 1983 ..	61,2	39,6	44,0	70,1	71,5	66,8	62,1	59,6	56,4	64,8	60,0	69,3	71,9	63,0	54,9
	Mi-1984	64,7	48,2	50,0	73,4	75,4	68,4	64,6	62,9	57,0	74,2	63,6	73,0	75,6	65,1	59,5
	Mi-1985	69,6	54,6	49,4	79,9	79,4	72,5	71,6	68,1	56,1	71,7	67,8	78,9	80,2	70,7	62,0
	Mai 1986 ...	72,3	50,8	44,4	77,8	82,3	74,1	71,6	72,8	65,4	81,3	70,9	...	...	...	...
Réfrigérateur.....	Déc. 1973 ..	86,8	85,6	76,9	91,8	96,6	95,1	90,9	89,8	83,9	98,5	77,2	91,5	96,4	93,0	85,7
	Déc. 1979 ..	94,6	94,6	94,4	95,3	98,5	97,9	96,8	96,0	91,4	97,0	91,0	94,9	98,6	97,1	94,5
	Déc. 1983 ..	96,4	96,8	86,9	95,6	98,2	98,8	98,8	97,0	95,6	97,5	94,5	95,3	98,3	97,4	96,4
	Mi-1984	96,9	96,0	96,9	97,8	98,3	98,2	98,2	97,5	95,6	97,8	95,3	97,7	98,4	98,00	96,8
	Mi-1985	96,9	97,8	89,7	97,9	99,1	99,0	97,6	97,6	93,4	97,6	95,1	94,0	95,1	89,0	75,9
	Mai 1986 ...	97,2	99,0	86,1	98,8	99,5	98,0	98,9	97,1	92,3	98,9	95,9	...	...	...	...
Congélateur.....	Déc. 1973 ..	10,1	39,7	11,8	15,1	13,4	7,5	7,5	10,0	5,0	9,2	4,3	15,3	13,4	9,9	10,1
	Déc. 1979 ..	25,3	73,2	36,1	38,2	25,7	25,7	18,4	29,4	13,2	26,1	15,0	38,4	26,2	30,0	28,5
	Déc. 1983 ..	33,1	78,5	45,8	43,4	35,7	30,3	28,1	39,6	22,7	33,9	23,2	42,4	36,7	40,3	38,5
	Mi-1984	33,8	80,8	50,0	42,8	35,0	33,6	26,5	41,0	19,6	42,1	23,8	41,3	36,2	41,8	39,9
	Mi-1985	35,4	80,4	41,4	43,1	37,2	34,6	30,6	41,0	19,2	38,5	26,6	42,0	38,6	42,6	37,1
	Mai 1986 ...	37,3	81,4	47,2	46,7	38,9	37,7	25,6	44,8	16,3	39,6	27,6	...	...	...	...
Combiné réfrigérateur-congélateur.	Déc. 1981 ..	20,6	11,4	9,2	22,0	33,1	25,9	22,0	23,0	18,0	31,2	14,6	21,6	32,9	25,3	19,8
	Déc. 1983 ..	26,3	12,9	12,6	27,1	39,9	34,6	34,6	27,0	28,3	34,9	19,5	26,1	39,9	26,8	27,3
	Mi-1984	28,0	12,7	25,5	30,7	43,1	34,8	35,1	28,8	27,1	39,9	21,2	29,6	43,2	29,9	27,2
	Mi-1985	30,6	14,8	24,1	34,9	45,6	37,6	33,5	33,3	24,7	39,3	23,8	33,7	45,7	33,6	32,6
	Oct. 1986 (7).....	31,3	11,7	33,3	33,2	45,8	36,1	35,3	34,4	31,9	35,2	24,8	...	...	...	...
Lave-linge.....	Déc. 1973 ..	65,7	75,7	59,0	82,1	81,6	77,7	68,8	73,8	49,8	77,0	44,7	82,2	81,6	77,6	69,0
	Déc. 1979 ..	78,8	90,1	78,5	90,7	88,6	86,4	80,9	85,3	70,2	86,3	64,6	90,2	89,1	88,7	80,8
	Déc. 1983 ..	82,6	91,9	78,2	91,2	88,9	86,6	84,6	89,0	74,8	84,3	73,0	91,0	89,1	91,2	85,8
	Mi-1984	83,6	92,8	83,7	92,1	90,6	87,5	86,5	89,0	75,1	89,7	74,3	91,8	90,8	91,2	85,7
	Mi-1985	83,9	92,3	75,9	94,4	90,2	87,3	85,2	89,9	77,8	85,0	74,7	93,9	90,9	91,8	85,6
	Mai 1986 ...	85,3	90,0	63,9	93,7	93,1	88,9	84,1	90,6	75,0	93,4	76,9	...	...	...	...
Lave-vaisselle	Déc. 1973 ..	5,3	3,5	2,0	14,9	27,7	9,5	3,8	1,4	1,8	4,8	1,4	13,3	28,0	2,1	0,5
	Déc. 1979 ..	14,9	18,0	8,3	33,7	52,4	26,1	12,9	8,2	7,4	16,4	4,9	32,1	52,6	10,9	4,6
	Déc. 1983 ..	20,5	27,7	12,6	42,6	56,7	33,2	23,4	15,2	10,3	24,3	8,1	40,6	57,2	17,5	12,1
	Mi-1984	22,1	28,3	14,3	42,6	59,1	37,2	24,3	16,5	9,3	34,7	9,7	40,6	59,6	19,6	11,8
	Mi-1985	23,1	28,4	9,2	44,3	57,1	38,5	20,8	19,0	8,6	33,2	10,9	41,2	58,4	21,9	12,2
	Mai 1986 ...	24,1	32,9	5,6	41,8	61,0	36,6	21,1	19,1	12,5	29,7	11,9	...	...	...	...
Nombre de ménages [en millions] (6).....	Mai 1986 ...	20,6	0,9	0,1	1,2	1,7	2,2	1,6	5,1	0,3	0,5	7,0	...	...	...	...

* Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire. — (1) Proportion des ménages, en %, équipés d'au moins un appareil. — (2) Pour une information plus complète, consulter les sources de documentation présentées à la fin de ce chapitre. — (3) Les résultats de décembre sont obtenus en faisant la moyenne arithmétique des résultats des deux enquêtes de novembre et de janvier; à compter de 1984, les résultats portent sur les enquêtes de mai et novembre. Les chiffres datés « mi-1984 » constituent la moyenne arithmétique des deux résultats. — (4) Code des catégories socioprofessionnelles (INSEE 1969) [N^os des groupes 0 à 9]. — (5) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés. — (6) Nombre de ménages estimé d'après l'enquête de conjoncture auprès des ménages de mai 1986. — (7) Résultats non disponibles pour mai 1986.

TABLEAU D.01-5

Ménages équipés (1) par âge du chef de ménage et taille du ménage

Source : INSEE (2)

Unité : %

Nature de l'équipement	Date (3)	Ensemble	Âge du chef de ménage (en années)									Taille du ménage (nombre de personnes)					
			Inférieur à 25	25 à 29	30 à 39	40 à 49	50 à 54	55 à 59	60 à 64	65 à 69	70 et plus	1	2	3	4	5	6 et plus
Automobile (4)	Déc. 1973	61,6	65,7	83,8	81,9	77,4	73,1	62,7	51,9	38,0	19,5	19,1	58,1	77,8	85,0	84,7	74,6
	Déc. 1979	68,6	71,3	84,1	88,5	82,3	76,4	73,0	62,0	49,6	26,9	28,0	67,0	86,6	90,6	85,7	81,0
	Déc. 1981	70,0	69,5	85,5	88,3	85,7	78,4	71,6	66,6	51,7	29,0	30,4	70,9	87,9	91,7	87,6	82,6
	Déc. 1983	72,8	67,9	87,0	88,6	86,9	83,1	77,5	68,6	56,1	33,1	33,9	74,6	89,8	93,6	91,9	84,0
	Mi-1984	72,9	70,0	85,5	89,0	87,3	81,8	78,6	67,3	60,3	34,4	34,5	75,8	89,8	94,2	91,8	79,7
	Mi-1985	73,4	67,3	83,4	89,6	88,1	83,1	79,0	72,3	61,9	33,5	36,2	76,6	89,3	92,7	92,5	82,8
	Mai 1986	74,5	76,1	81,6	89,5	88,2	86,0	80,2	70,4	58,0	35,6	35,9	78,2	90,6	95,2	92,9	79,1
Téléviseur	Déc. 1973	79,1	54,1	73,6	84,8	87,9	87,9	86,8	81,0	78,6	65,2	54,7	78,9	86,2	90,4	91,1	91,6
	Déc. 1979	89,3	65,5	85,0	91,9	93,5	93,2	93,1	94,2	91,4	84,6	73,6	90,5	94,4	96,3	95,8	96,6
	Déc. 1981	90,8	69,6	85,7	91,9	94,5	94,2	93,7	94,2	94,8	88,8	77,6	92,4	95,5	96,6	97,5	96,6
	Déc. 1983	91,1	71,2	84,9	90,2	93,6	94,4	94,1	94,0	94,2	90,7	79,8	92,8	95,1	96,1	96,6	95,4
	Mi-1984	92,1	74,1	85,8	92,3	94,1	95,6	95,8	95,2	95,8	92,4	82,2	93,7	95,4	96,7	96,9	96,3
	Mi-1985	92,3	76,3	84,9	91,8	95,7	95,7	95,1	96,3	96,2	91,3	82,4	94,1	95,7	97,0	95,6	97,3
	Mai 1986	92,6	75,2	85,3	92,3	95,7	96,3	95,2	95,9	95,3	92,7	83,3	94,0	96,6	96,0	98,2	95,8
Téléviseur couleur	Déc. 1973	7,7	3,0	4,6	5,9	9,2	9,9	10,3	9,2	8,8	7,0	5,1	9,6	7,8	7,8	7,5	6,3
	Déc. 1979	38,1	16,2	30,0	43,7	42,6	40,8	42,7	43,0	38,1	32,4	24,6	40,4	41,9	45,7	41,5	36,1
	Déc. 1981	50,4	23,5	41,5	54,3	55,9	52,4	54,9	54,7	56,6	45,6	35,7	53,1	54,6	59,8	55,3	46,8
	Déc. 1983	61,2	29,3	51,9	66,1	66,7	65,7	63,8	64,4	65,4	57,1	45,2	62,9	67,2	70,9	69,2	57,3
	Mi-1984	64,7	38,1	52,9	68,9	70,2	68,5	69,7	68,1	69,8	60,7	49,7	67,3	70,2	74,0	70,6	60,6
	Mi-1985	69,6	43,8	59,3	74,1	74,5	74,4	70,1	74,6	75,6	64,2	53,8	71,6	76,2	77,8	76,1	72,7
	Mai 1986	72,3	46,1	61,9	76,1	77,5	76,3	74,5	75,2	71,5	70,2	57,1	74,6	77,6	80,4	80,3	71,1
Réfrigérateur	Déc. 1973	86,8	73,8	92,7	93,0	92,8	91,0	92,4	87,4	85,0	71,7	64,8	88,5	93,7	96,1	95,4	92,8
	Déc. 1979	94,6	88,0	96,7	97,1	96,4	95,6	95,9	97,0	93,2	89,3	85,0	96,0	97,6	98,2	98,2	98,1
	Déc. 1981	95,4	87,8	96,2	97,9	97,1	95,8	96,0	97,1	95,5	91,5	87,6	96,6	93,5	98,5	98,9	97,4
	Déc. 1983	96,4	92,7	97,0	98,1	97,3	97,0	97,8	96,7	95,4	93,0	89,9	97,7	98,6	98,9	99,0	97,7
	Mi-1984	96,9	92,9	97,5	98,0	98,0	97,3	97,9	97,7	97,3	94,0	91,5	98,1	98,6	99,0	98,7	98,9
	Mi-1985	96,9	93,9	97,2	98,5	97,7	98,4	97,6	98,1	96,8	93,0	91,6	98,2	98,5	99,2	98,1	99,2
	Mai 1986	97,2	92,3	97,3	98,1	98,9	97,6	97,4	97,6	96,9	95,4	92,2	98,3	99,2	99,4	99,1	96,7
Congélateur	Déc. 1973	10,1	2,4	8,7	14,8	15,9	13,8	8,8	9,1	5,9	2,6	1,2	7,4	10,6	14,7	19,6	24,9
	Déc. 1979	25,3	6,9	20,2	31,6	37,3	32,2	31,1	26,7	20,2	9,0	5,6	20,6	29,8	38,8	45,6	45,0
	Déc. 1981	29,3	7,7	20,1	37,6	41,8	37,6	36,0	30,9	24,4	12,4	7,0	26,7	33,8	44,6	49,8	52,8
	Déc. 1983	33,1	9,1	24,3	40,6	45,2	42,7	40,1	34,4	26,7	16,0	8,5	30,7	40,6	49,2	53,4	55,0
	Mi-1984	33,8	9,1	23,4	42,9	45,2	44,4	40,4	35,0	27,7	17,0	9,3	30,8	41,6	50,0	58,8	54,2
	Mi-1985	35,4	10,1	23,6	44,7	46,4	41,4	42,1	41,3	33,2	18,3	11,4	34,0	41,7	51,9	59,9	51,2
	Mai 1986	37,3	12,6	26,4	44,8	48,4	45,0	47,3	41,8	32,6	19,0	12,5	36,4	44,6	53,2	59,5	54,4
Combiné réfrigérateur-congélateur	Déc. 1981	20,6	19,8	28,1	24,7	22,9	18,7	22,0	21,8	16,1	11,1	9,7	21,2	27,0	25,7	22,8	22,3
	Déc. 1983	26,3	22,5	34,6	31,5	26,9	29,8	25,8	27,3	23,7	14,7	14,8	27,1	32,3	32,2	30,7	26,3
	Mi-1984	28,0	26,5	35,5	32,9	30,8	28,3	28,5	27,6	29,1	16,1	17,1	29,5	33,6	34,1	29,8	28,0
	Mi-1985	30,6	24,7	38,6	36,1	33,2	35,1	28,8	29,1	26,0	20,2	18,2	31,8	37,5	36,8	33,2	34,7
	Oct. 1986 (6)	31,3	26,4	37,2	37,4	34,1	37,7	34,6	27,8	29,5	19,1	17,7	31,9	38,1	41,2	28,9	38,5
Lave-linge	Déc. 1973	65,7	44,6	72,4	80,5	83,4	76,3	68,6	61,3	51,3	35,4	24,6	60,5	79,1	87,6	90,6	91,3
	Déc. 1979	78,8	56,1	80,7	89,0	88,8	87,3	85,3	81,3	74,7	55,4	42,2	80,2	92,0	95,5	95,5	94,4
	Déc. 1981	81,1	57,1	81,0	89,8	90,8	89,7	87,1	82,9	80,6	60,8	49,1	82,9	94,1	96,1	97,6	96,2
	Déc. 1983	82,6	55,4	81,0	90,3	91,9	90,2	88,5	86,6	80,2	64,2	50,6	86,2	94,7	97,7	96,3	96,5
	Mi-1984	83,6	60,2	81,8	91,1	91,5	91,0	88,6	88,0	85,2	66,2	54,2	87,3	94,8	97,7	97,3	95,0
	Mi-1985	83,9	57,2	79,3	91,2	92,8	91,9	90,1	88,9	85,0	66,2	54,4	88,0	95,6	97,5	97,4	96,1
	Mai 1986	85,3	64,5	83,2	90,4	92,9	90,9	90,9	89,0	83,9	70,4	57,5	89,4	96,4	98,0	96,5	95,0
Lave-vaisselle	Déc. 1973	5,3	0,8	5,5	10,3	7,6	5,9	5,4	2,9	2,1	1,5	0,9	3,4	6,1	10,2	10,7	7,1
	Déc. 1979	14,8	2,4	11,8	27,1	21,5	14,5	15,1	10,8	6,4	4,1	3,0	10,0	18,6	27,8	26,1	18,5
	Déc. 1981	17,6	3,4	12,7	30,1	27,8	18,7	15,7	14,0	9,5	5,3	3,9	13,1	20,8	33,6	31,6	23,0
	Déc. 1983	20,5	3,2	13,3	33,7	34,0	22,0	18,7	17,8	10,3	4,7	4,9	13,6	26,5	39,3	38,0	25,1
	Mi-1984	22,1	3,7	15,1	35,6	35,7	23,2	21,1	18,5	15,3	6,0	5,9	16,0	28,5	41,0	39,4	26,7
	Mi-1985	23,1	6,6	16,1	34,8	38,7	27,3	20,8	17,0	13,5	8,4	5,5	18,6	28,7	41,5	40,7	29,1
	Mai 1986	24,1	4,8	14,9	34,9	37,8	30,4	26,8	18,8	13,7	7,9	7,1	18,6	28,6	43,8	42,9	28,0
Nombre de ménages [en millions] (5)	Mai 1986	20,6	0,9	1,8	4,5	3,3	1,8	1,9	1,7	1,1	3,6	4,9	6,2	3,8	3,6	1,3	0,8

(1) Proportion des ménages, en %, équipés d'au moins un appareil. — (2) Voir note (2) du tableau 4. — (3) Voir note (3) du tableau 4. — (4) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés. — (5) Nombre de ménages estimé d'après l'enquête de conjoncture auprès des ménages de mai 1986. — (6) Résultats non disponibles pour mai 1986.

TABLEAU D.01-6

Repas pris à l'extérieur selon le type de repas

Source : INSEE (Enquêtes alimentaires)

Unité : nombre, par semaine et par personne

	(1) 1974	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Restaurant : repas payé par un membre du foyer	0,24	0,30	0,30	0,32	0,30	0,31	0,32	0,31	0,36
Restaurant : repas payé par une personne extérieure au foyer	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,31
Cantine ou restaurant d'entreprise	0,25	0,27	0,29	0,30	0,30	0,30	0,31	0,31	0,38
Cantine scolaire, réfectoire, restaurant universitaire	0,41	0,44	0,42	0,41	0,43	0,40	0,40	0,38	0,03
Casse-croûte dans un café	0,02	0,03	0,02	0,02	0,03	0,02	0,03	0,03	0,14
Casse-croûte emporté avec soi	0,11	0,13	0,12	0,13	0,13	0,16	0,16	0,16	0,10
Repas pris chez l'employeur ou comme hôte payant dans un autre foyer	0,12	0,11	0,11	0,13	0,12	0,12	0,11	0,13	0,96
Repas pris comme invité dans un autre foyer	0,65	0,83	0,86	0,88	0,89	0,98	0,94	0,92	0,28
Autres repas	0,12	0,06	0,10	0,14	0,12	0,13	0,17	0,15	0,04
Repas pris par des personnes absentes du logement durant la semaine d'enquête	0,11	0,19	0,14	0,10	0,13	0,12	0,13	0,09	2,60
Total	**2,07**	**2,41**	**2,41**	**2,48**	**2,50**	**2,59**	**2,62**	**2,54**	

(1) La méthodologie retenue en 1974 ayant été quelque peu différente de celle des autres enquêtes, les résultats obtenus peuvent ne pas être tout à fait comparables à ceux des autres années.

TABLEAU D.01-7

Budget des ménages en 1979 et 1985

Source : INSEE

Unité : Franc

	Consommation annuelle		Coefficients budgétaires (%)	
	1979	1985	1979	1985
Alimentation à domicile [y c. autoconsommation] (1)	15.335	24.484	22,4	19,6
Repas à l'extérieur	2.362	4.579	3,4	3,7
Habillement	5.327	8.985	7,8	7,2
Habitation	16.429	31.651	24,0	25,4
soit : Loyers, charges, crédits (résidences principales et secondaires)	6.294	13.342	9,2	10,7
Travaux dans le logement	1.998	3.947	2,9	3,2
Chauffage collectif, EDF, taxes	3.696	7.998	5,4	6,4
Équipement du logement (meubles) et entretien du logement	4.441	6.364	6,5	5,1
Hygiène - Santé	4.360	7.954	6,3	6,3
soit : Hygiène, beauté	1.069	2.031	1,5	1,6
Santé (2)	3.291	5.923	4,8	4,7
Transports et Télécommunications	9.170	18.416	13,4	14,7
soit : Achats et entretien des véhicules	7.719	15.423	11,3	12,3
Transports en commun	621	1.114	0,9	0,9
Télécommunication	830	1.879	1,2	1,5
Culture - Loisirs	4.394	7.054	6,4	5,6
soit : Équipement en appareils audio-visuels	831	1.164	1,2	0,9
Instruments de musique, jouets, sports, plein air	520	669	0,8	0,5
Jeux, presse, sorties	1.360	2.494	2,0	2,0
Animaux, jardinage	776	1.360	1,1	1,1
Frais de scolarité	469	501	0,7	0,4
Tabac	438	866	0,6	0,7
Divers	11.152	22.002	16,3	17,5
soit : Bijoux - Maroquinerie - Horlogerie	620	724	0,9	0,6
Vacances, week-end	1.443	2.683	2,1	2,1
Assurances, services domestiques, redevance	4.257	8.065	6,2	6,4
Aides familiales	1.135	2.966	1,7	2,4
Impôts sur le revenu	3.697	7.564	5,4	6,0
Total	**68.529**	**125.125**	**100,0**	**100,0**

(1) Les produits autoconsommés ou autofournis, c'est-à-dire prélevés sur le jardin, l'exploitation, l'élevage... sont valorisés au coût du marché local. — (2) Les dépenses de santé correspondent au débours effectué par l'enquêté et sont comptabilisés en valeur brute (remboursement de sécurité sociale non déduit).

TABLEAU D.01-8

Emploi du temps des personnes de 15 ans et plus en 1985-1986

Source : INSEE

Unité : Heures et minutes par jour

	15-17 ans		18-24 ans				25-54 ans				55 à 64 ans				Ensemble 15 ans et plus
	H	F	Homme		Femme		Homme		Femme		Homme		Femme		
	Inactif	Inactive	Actif	Inactif	Active	Inactive	Actif	Inactif	Active	Inactive	Actif	Inactif	Active	Inactive	
Temps physiologique	**12 h 07**	**12 h 12**	**11 h 22**	**12 h 02**	**11 h 48**	**12 h 17**	**11 h 17**	**12 h 32**	**11 h 20**	**11 h 55**	**11 h 27**	**12 h 51**	**11 h 32**	**12 h 25**	**11 h 58**
Sommeil, repos, toilette	10 h 17	10 h 30	9 h 21	10 h 00	9 h 55	10 h 20	9 h 13	10 h 13	9 h 28	9 h 54	9 h 19	10 h 35	9 h 41	10 h 20	9 h 58
Repas à domicile	1 h 21	1 h 19	1 h 16	1 h 23	1 h 13	1 h 24	1 h 26	1 h 42	1 h 22	1 h 45	1 h 41	2 h 01	1 h 31	1 h 50	1 h 33
Repas hors domicile	29	23	45	39	40	33	38	37	30	16	27	15	20	15	27
Temps professionnel et de formation (1)	**5 h 08**	**4 h 50**	**6 h 16**	**4 h 05**	**5 h 15**	**3 h 09**	**6 h 25**	**42**	**5 h 11**	**11**	**6 h 51**	**9**	**4 h 52**	**4**	**3 h 34**
Travail professionnel	5	2	5 h 13	12	4 h 12	12	5 h 29	5	4 h 27	1	5 h 59	1	4 h 12	—	2 h 31
Travail secondaire	8	1	1	16	1	5	2	10	2	5	5	5	3	3	4
Pauses sur le lieu de travail	—	1	17	1	12	2	11	—	10	—	8	—	7	—	6
Études et formation	4 h 19	4 h 14	8	3 h 09	10	2 h 25	4	23	2	4	2	2	1	1	31
Trajets liés au travail professionnel et aux études	36	32	37	27	40	25	39	4	30	1	37	1	29	—	22
Temps domestique	**1 h 48**	**2 h 35**	**2 h 20**	**2 h 47**	**3 h 36**	**4 h 23**	**2 h 48**	**5 h 09**	**4 h 50**	**8 h 12**	**2 h 13**	**5 h 16**	**4 h 53**	**7 h 12**	**4 h 28**
Cuisine, vaisselle, ménage	20	59	26	21	1 h 25	1 h 33	30	1 h 00	2 h 07	3 h 36	23	58	2 h 28	3 h 29	1 h 37
Autres trajets	44	40	51	74	48	51	41	1 h 08	39	53	29	49	32	41	43
Courses	12	21	15	22	25	27	17	46	28	37	15	34	26	34	25
Jardinage, soins aux animaux	6	7	10	15	6	12	22	39	11	19	27	77	20	31	25
Couture, bricolage	15	7	21	19	8	13	27	53	12	25	18	56	19	38	24
Gros travaux, rangements	8	8	13	10	13	12	17	19	17	21	18	30	16	20	17
Entretien du linge	1	4	—	1	13	15	1	5	26	43	1	2	24	38	15
Soins aux enfants	—	2	2	1	14	31	6	7	21	58	1	1	3	9	13
Éducation des enfants	2	3	1	3	3	5	5	6	8	15	—	2	2	5	5
Soins aux adultes	—	4	1	1	1	4	2	6	2	5	1	7	3	7	4
Temps libre	**4 h 57**	**4 h 23**	**4 h 02**	**5 h 06**	**3 h 21**	**4 h 11**	**3 h 30**	**5 h 37**	**2 h 39**	**3 h 42**	**3 h 29**	**5 h 44**	**2 h 43**	**4 h 19**	**4 h 00**
Télévision	2 h 05	1 h 50	1 h 35	1 h 48	1 h 22	1 h 42	1 h 33	2 h 23	1 h 03	1 h 44	1 h 31	2 h 35	1 h 12	2 h 00	1 h 44
Conversation, courrier	26	34	37	43	32	43	26	44	26	36	25	34	25	33	31
Lécture	19	25	12	27	17	20	21	31	19	20	29	42	17	29	27
Visites, réceptions (sans repas)	13	15	18	17	18	21	12	22	12	20	13	16	17	22	17
Promenade, pêche, chasse	24	21	9	14	12	12	15	27	10	13	19	44	10	20	17
Jeux	21	15	15	20	6	8	9	20	6	6	8	17	6	12	11
Spectacles, sorties	13	12	18	26	19	20	9	14	8	5	5	5	5	4	9
Sports	34	11	15	27	7	9	10	12	5	4	3	10	1	3	8
Radio-disques	16	12	15	17	4	10	4	10	2	3	4	9	3	5	6
Penser, réfléchir	4	4	6	3	3	4	4	8	4	4	5	7	3	4	5
Pratique associative	1	4	2	3	1	1	5	6	2	4	5	4	2	3	3
Pratique religieuse	1	—	—	1	—	1	2	—	2	3	2	1	2	4	2

(1) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenants les temps quotidiens de travail ou d'études; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

TABLEAU D.01-9

La garde-robe des non-sportifs et des très sportifs

Source : INSEE (enquête habillement 1984)

	Dépense annuelle d'habillement (en francs 1984)					
	Revenu annuel du ménage inférieur à 70.000 F		Revenu annuel du ménage entre 70.000 et 130.000 F		Revenu annuel du ménage supérieur à 130.000 F	
	Non sportif	Très sportif	Non sportif	Très sportif	Non sportif	Très sportif
HOMMES DE 14 À 44 ANS						
Articles de sport	67	425	100	358	119	546
soit : Vêtements (survêtement...)	14	243	27	121	64	248
Chaussures (tennis...)	49	149	67	182	37	252
Accessoires (bonnet, gants...)	4	33	6	55	18	46
Autres articles	1.497	3.794	2.010	3.810	3.247	4.321
dont : Vêtements classiques (manteau, imper, costume...)	211	797	359	666	612	896
Chaussures de ville	149	401	243	315	318	485
Accessoires de ville (cravate, ceinture, bijoux...)	35	357	94	261	234	280
Part des articles de sport dans les dépenses d'habillement (en %)	4	10	5	9	3,5	11
FEMMES DE 14 À 44 ANS						
Articles de sport	46	268	71	359	101	372
soit : Vêtements	17	159	42	197	73	233
Chaussures	13	56	18	84	9	77
Accessoires	16	53	11	78	19	62
Autres articles	2.357	6.995	2.465	4.770	4.266	6.345
dont : Robe et jupe	467	741	379	676	888	670
Sous-vêtement féminin	241	333	257	321	304	573
Anorak, blouson, jeans	268	914	252	581	283	903
Part des articles de sport dans les dépenses d'habillement (en %)	2	4	3	7	2	5,5

TABLEAU D.01-10

Corpulence et dépense d'habillement

Source : INSEE (enquête habillement 1984)

	Dépense moyenne par personne et par an		Corpulence		
	En francs 1984	Indice en ligne	Mince (indice)	Moyenne (indice)	Forte (indice)
Ensemble (14 ans et plus)	**2.811**	**100**	**110**	**107**	**72**
Homme	2.536	100	108	105	78
Femme	3.160	100	100	109	68
Hommes âgés de 14 à 44 ans	**3.112**	**100**	**93**	**104**	**85**
Selon le revenu annuel du ménage :					
Inférieur à 70.000 F	2.116	100	118	97	85
De 70.000 F à 130.000 F	2.611	100	95	105	85
130.000 F et plus	3.895	100	88	111	59
Hommes de plus de 45 ans	1.437	100	86	99	104
Femmes âgées de 14 à 44 ans	**4.501**	**100**	**97**	**105**	**79**
Selon le revenu annuel du ménage :					
Inférieur à 70.000 F	3.776	100	103	102	86
De 70.000 F à moins de 130.000 F	3.728	100	106	103	75
130.000 F et plus	5.975	100	90	103	101
Femmes de plus de 45 ans	1.935	100	68	111	86

1. PUBLICATIONS CONCERNANT LES MÉTHODES ET LES RÉSULTATS D'ENSEMBLE.

— « Système élargi de comptabilité nationale. — Méthodes de la base 1980 », *Les Collections de l'INSEE*, série C, n° 140-141, juin 1987;

— « Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1986 », *Les Collections de l'INSEE*, série C, n° 142-143, juin 1987;

— « Les comptes de patrimoine (1971-1972-1976) », *Les Collections de l'INSEE*, série C, n°s 88-90, septembre 1980;

— Vanoli (A.). — « Les notions de consommation élargie », *Économie et statistique*, n° 100, mai 1978. Problématique du concept de consommation;

— « Consommation des ménages de 1977 à 1986 » : séries de comptabilité nationale, *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 122, juin 1987;

— Darmon (D.). — « La consommation des ménages à moyen terme », *Archives et documents*, n° 92, INSEE, octobre 1983;

— Darmon (D.), L'Hardy (Ph.). — « Consommation : santé et loisirs au premier plan », *Économie et statistique*, INSEE, n° 190, juillet 1986;

— « Bilan annuel démographique », *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE* : population (janvier 1985 et 1987);

— Louvot (C.) « Projection jusqu'en 2010 du nombre de ménages », rectangle de la Division « Études sur le logement », juin 1986.

2. PUBLICATIONS DES RÉSULTATS D'ENQUÊTES SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES.

20. Consommation.

• Structure des budgets familiaux :

— Glaude (M.) et Moutardier (M.). — « Les budgets des ménages », *Économie et statistique*, n° 140, janvier 1982;

— Glaude (M.). — « L'évolution du niveau de vie de 1966 à 1979 », *Économie et statistique*, n° 142, mars 1982;

— Moutardier (M.). — « Le budget des ménages en 1978-1979 », *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 97, décembre 1982;

— Bloch (L.) et Glaude (M.). — « Une approche du coût de l'enfant », *Économie et statistique*, n° 155, mai 1983;

— Glaude (M.) et Moutardier (M.). — « L'évolution des niveaux de vie en treize ans selon le milieu social », « Les budgets des ménages en 1979 », *Données sociales*, édition 1984;

— Glaude (M.). — « Diversité et cohérence des budgets », *Données sociales*, édition 1984;

— Fournier (G.), Glaude (M.) et Reynaud (E.). — « Familles ouvrières et chômage : des budgets difficilement compressibles », *Économie et statistique*, n° 170, octobre 1984;

— Glaude (M.), Lemel (Y.), Pauc (F.) et Verger (D.). — « Enquête sur les budgets familiaux 1978-1979 ». Dossier systématique de segmentation. Dossier rectangle, numéro décembre 1985;

— Moutardier (M.). — « Le budget des ménages en 1984-1985 », *Premiers résultats*, n° 81, janvier 1987;

— Moutardier (M.). — « Consommation et niveaux de vie », *Données sociales*, édition 1987;

— Moutardier (M.). — « Des budgets difficiles : les chômeurs et les accédants à la propriété », *Données sociales*, édition 1987.

• Consommation alimentaire :

— Mercier (M.-A.). — « Les lieux d'achats des produits alimentaires », *Données sociales*, édition 1984;

— Mercier (M.-A.). — « L'importance croissante des repas à l'extérieur », *Économie et statistique*, n° 166, mai 1984;

— Mercier (M.-A.). — « Repas à l'extérieur et au domicile en 1981 », *Premiers résultats*, n° 38, juin 1985;

— Beyer (M.-N.) et Mercier (M.-A.). — « Consommation et lieux d'achat de produits alimentaires en 1982 », *Premiers résultats*, n° 40, juin 1985;

— Mercier (M.-A.). — « Repas pris à l'extérieur et au domicile en 1980 et 1981 », *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 115, décembre 1985;

— Beyer (M.-N.) et Mercier (M.-A.) — « Consommation et lieux d'achats de produits alimentaires en 1982 », *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 117, janvier 1986;

— Lemel (Y.) et Mercier (M. A.). — « L'approvisionnement alimentaire », *Données sociales*, édition 1987;

— Chodeau (A.) et Roy (C.). — « La production domestique de repas », *Données sociales*, édition 1987.

• Transports :

— Join-Lambert (E.). — « Les ménages roulent plus, les voitures roulent moins », *Économie et statistique*, n° 136, septembre 1981;

— Choquet (O.). — « L'automobile, un bien banalisé », *Économie et statistique*, n° 154, avril 1984;

— Lefol (J.-F.). — « Les déplacements quotidiens en 1981 », *Premiers résultats*, n° 27, novembre 1984;

— Lefol (J.-F.). — « Le phénomène automobile », *Premiers résultats*, n° 28, novembre 1984;

— Choquet (O.) et Valdelièvre (H.). — « Acquisition et utilisation de l'automobile (enquête de conjoncture auprès des ménages de mai à octobre 1982) ». *Archives et documents*, n° 123, mars 1985;

— Chaigneau (E.) et Lefol (J.-F.). — « Les voyages touristiques de courte durée », *Espaces*, n° 75, août 1985, n° 76, octobre 1985;

— Lefol (J.-F.). — « Les voyages touristiques de courte durée en 1981-1982. Panorama général », *Dossier rectangle*, novembre 1986;

— Lefol (J.-F.). — « Les voyages professionnels de courte durée », *Économie et statistique*, n° 198, avril 1987;

— Lefol (J.-F.). — « Les voyages à longue distance », *Données sociales*, édition 1987;

— Lefol (J.-F.). — « Présentation de l'enquête Transports 1981-1982 » *Archives et documents*, n° 205, mai 1987.

• Santé :

Cf. chapitre D.03.

• Habillement :

— Herpin (N.). — « Comment les gens qualifient les tenues vestimentaires », *Économie et statistique*, n° 168, juillet-août 1984;

— Herpin (N.). — « Les dépenses d'habillement en 1983-1984 », *Premiers résultats*, n° 48, décembre 1985;

— Herpin (N.). — « L'habillement, la classe sociale et la mode », *Économie et statistique*, n° 188, mai 1986;

— Herpin (N.). — « L'habillement : une dépense sur le déclin », *Économie et statistique*, n° 192, octobre 1986;

— Herpin (N.) et Kasparian (L.). — « Présentation de l'enquête habillement 1983-1984 », *Archives et documents*, n° 196, mars 1987;

— Herpin (N.). — « L'habillement et le corps », *Économie et statistique*, n° 196, février 1987;

— Herpin (N.) et Kasparian (L.). — « L'habillement : dépenses et points de vente en 1984 », *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 123, mai 1987.

21. Épargne et patrimoine.

• Épargne-Assurance :

Cf. chapitres M.04 et N.01.

• Biens durables :

— Les résultats conjoncturels de l'enquête quadrimestrielle de conjoncture auprès des ménages sont publiés à chaque enquête dans *Informations rapides*, série A. Dernier publié : n° 139, 18 juin 1987;

— Trognon (A.). — « La percée de la télé-couleur », *Économie et statistique*, n° 110, avril 1979;

— Trognon (A.). — « Bocaux hier, congélateur aujourd'hui », *Économie et statistique*, n° 116, novembre 1979;

— Glaude (M.). — « Réalisation des intentions d'achats », *Économie et statistique*, n° 129, janvier 1981;

— Valdelièvre (H.). — « L'équipement des ménages en biens durables au début de 1983 », *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 104, octobre 1983;

— Valdelièvre (H.). — « Les principaux biens d'équipements du logement fin 1983 », *Premiers résultats*, n° 20, juin 1984;

— Verger (D.). — « De la cuisine à la lingerie : équipement ménager et activités domestiques », *Économie et statistique*, n° 140, janvier 1982;

— Roy (C.) et Verger (D.). — « Le point sur la télévision », *Économie et statistique,* n° 143, avril 1982;
— Verger (D.). — « Durée de vie des équipements ménagers », *Enjeux,* n° 25, 1982;
— Verger (D.). — « Les disparités d'équipement des ménages en biens durables (enquête équipement ménager, 1979) », *Archives et documents,* n° 57, octobre 1982;
— Vadrot (F.). — « Du temps libre aux biens durables (enquête équipement ménager, 1979) », *Dimension économique de la Bourgogne,* n° 27, 1982;
— Verger (D.). — « Le fusil de chasse : une affaire d'homme et de rural », *Économie et statistique,* n° 147, septembre 1982;
— Choquet (O.). — « L'équipement du logement », *Données sociales,* édition 1984;
— Verger (D.). — « L'achat d'un logement ne va pas sans achats d'équipements », *Économie et statistique,* n° 161, décembre 1983;
— Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les principaux biens d'équipement du logement au milieu de 1984 », *Premiers résultats,* n° 43, août 1985;
— Verger (D.). — « Avoir des biens mobiliers, une affaire de goûts ou de coûts », *Consommation,* n° 1, 1985;
— Verger (D.). — « Équipement du foyer ou équipement dans le foyer », *Économie et statistique,* n° 168, juillet-août 1984;
— Sarma (D.). — « La cohabitation hors mariage : un mode de vie différent », *Économie et statistique,* N° 179, juillet-août 1985;
— Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les principaux biens d'équipement du logement au milieu de 1985 », *Premiers résultats,* n° 73, octobre 1986.

- **Logement :**

Cf. chapitre D.02.

22. Activités quotidiennes.

- **Structure des emplois du temps :**

— Lemel (Y.). — « Les budgets-temps des citadins », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 33, mars 1974;
— Huet (M.-Th.), Lemel (Y.) et Roy (C.). — « Les emplois du temps des citadins ». Résultats provisoires de l'enquête « Emplois du temps 1974-1975 », réédition, *Archives et documents,* n° 59, octobre 1982;
— Roy (C.). — « Les emplois du temps des mères et pères de familles nombreuses », *Économie et statistique,* n° 141, février 1982;
— Chastand (A.). — « Activité professionnelle et domestique des femmes de milieu ouvrier », *Économie et statistique,* n° 141, février 1982;
— Lemel (Y.). — « Activités primaires et secondaires ». Analyse de contenu des dossiers de l'enquête « Emploi du temps 1974-1975 », *Dossier rectangle,* juillet 1983;
— Roy (C.). — « Le temps et les activités quotidiennes », *Données sociales,* édition 1984;
— Roy (C.). — « La journée des citadins », *Économie et statistique,* n° 158, septembre 1983;
— Grimler (G.) et Roy (C.). — « Les emplois du temps en France en 1985-1986 », *Premiers résultats,* n° 100, juin 1987.

- **Activités domestiques :**

— Roy (C.). — « Le point sur l'aide ménagère », *Économie et statistique,* n° 124, août 1980;
— Rousse (H.) et Roy (C.). — « Activités ménagères et cycle de vie », *Économie et statistique,* n° 131, mars 1981;
— Chadeau (A.) et Fouquet (A.). — « Peut-on mesurer le travail domestique ? », *Économie et statistique,* n° 136, septembre 1981;
— Roy (C.). — « La garde des enfants le soir », *Dossier rectangle,* août 1982;
— Glaude (M.) et Singly (F. de). — « L'organisation domestique : pouvoir et négociation », *Économie et statistique,* n° 187, avril 1986.

- **Loisirs et sociabilité :**

Cf. chapitre E.05.

- **Vacances :**

Cf. chapitre E.03.

insee
Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
Archives et Documents
l'insee publie dans la série
l'étude sur l'alcoolisme
Données générales et applications de méthode d'analyse statistique.
- Mortalité due à l'alcoolisme.
- Taux de mortalité par sexe et âge, disparités régionales, évolution dans le temps.
- Morbidité due à l'alcoolisme.
- Consommation d'alcool.
- Alcoolisme et tabagisme.

"Archives et Documents" n° 169, juin 1986, 129 pages, 65 F.

BON DE COMMANDE
à retourner au CNGP-INSEE
BP 2718 / 80027 AMIENS cedex
Veuillez m'adresser exemplaire(s) de ÉTUDE SUR L'ALCOOLISME paru dans la série "Archives et Documents" n° 169, juin 1986 au prix de 65 F.
Nom ou raison sociale
Activité Tél.
Adresse
Ci-joint en règlement la somme de F par
☐ chèque postal ☐ chèque bancaire ☐ mandat
à l'ordre de l'INSEE.
B47

Chapitre D.02

Logement

1. Les enquêtes logement

2. Définitions générales

3. Définitions particulières aux enquêtes logement

Les tableaux présentés dans ce chapitre sont issus des enquêtes *Logement*. Les données les plus récentes proviennent de l'exploitation de l'enquête Logement 1984 (1).

1. Les enquêtes logement

L'INSEE a réalisé des enquêtes sur le logement en 1955, 1961, 1963, 1967, 1970, 1973, 1978. Une huitième enquête a été effectuée en 1984.

Toutes ces enquêtes, de caractéristiques analogues, ont été réalisées par interview, auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des logements existant en France à la date de l'enquête.

Cet échantillon a été constitué à partir de deux bases de sondage :

— le recensement précédent de la population pour les logements achevés à la date de ce recensement;

— le fichier des logements neufs géré par le ministère de l'Equipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports pour les logements achevés entre le recensement et la date de l'enquête.

La taille de l'échantillon était en 1973 de 58.000 logements, en 1978 de 31.000 logements et, en 1984, de 38.000 logements. En 1984, l'échantillon des régions Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur a été augmenté en vue d'études locales, toutes les autres régions ayant les mêmes taux de sondage.

Ces enquêtes comportent :

— d'une part, des questions sur les caractéristiques physiques du parc (taille, confort) et sur les caractéristiques démographiques du ménage occupant (catégorie socioprofessionnelle, statut d'occupation, nombre de personnes);

— d'autre part, des questions détaillées axées sur les dépenses de logement (loyers, charges, prix d'acquisition, modalités de financement utilisées par les accédants à la propriété).

2. Définitions générales

Les définitions des concepts les plus importants sont données ci-après. Elles sont communes aux recensements et aux enquêtes Logement. En ce qui concerne les « ménages ordinaires » et la « personne de référence », les définitions sont explicitées au chapitre *B.01, État de la population.*

21. Logements d'habitation

Tout local séparé indépendant et fixe utilisé pour l'habitation constitue un logement d'habitation. Si ces logements sont occupés de manière permanente, ce sont des résidences principales; sinon, ce sont des résidences secondaires ou des logements vacants.

22. Résidences principales

Elles comprennent les logements ordinaires conçus pour l'habitation dans des conditions normales mais aussi les

1. L'aspect production et financement du logement est abordé dans le chapitre « K-11, Bâtiment et Génie civil et agricole ».

pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans un hôtel ou une pension de famille, occupées par des personnes qui y vivent la plus grande partie de l'année ou qui n'ont pas d'autre résidence, les constructions provisoires à usage d'habitation et les habitations de fortune.

23. Résidences secondaires

Ce sont des logements qui ne sont occupés qu'une faible partie de l'année; les logements de vacances, en particulier les maisons et logements meublés loués pour des séjours touristiques, sont également recensés comme résidences secondaires.

24. Logements vacants

Ce sont des logements sans occupant à l'époque de l'enquête et qui ne sont pas utilisés comme résidences secondaires.

25. Nombre de pièces du logement

Les *pièces d'habitation* comprennent : les chambres à coucher, salles à manger, salles de séjour, salons, studios, etc., quelle que soit leur surface, ainsi que les chambres de service (ou autres pièces annexes) non cédées à des tiers. Dans l'enquête logement, les pièces partagées par une cloison provisoire ou une amorce de cloison comptent pour deux.

Elles ne comprennent pas : les entrées, couloirs, salles de bains, penderies, alcôves, WC, buanderies, offices, etc., ni les pièces réservées à un usage uniquement professionnel.

La *cuisine* est comptée comme pièce d'habitation lorsqu'elle a plus de 12 m^2; lorsqu'un logement est constitué d'une seule pièce dans laquelle se trouvent des installations pour faire la cuisine, on compte cette pièce, que sa surface soit supérieure à 12 m^2 ou non. Il n'y a pas de logement de « zéro pièce ».

26. Indice de peuplement

Pour calculer l'indice de peuplement, on définit un nombre de pièces normatif de la façon suivante :

· *On compte :*

— 1 pièce pour chaque personne mariée, veuve ou divorcée dont le conjoint n'habite pas le logement;
— 1 pièce pour chaque couple vivant dans le logement;
— 1 pièce pour chaque personne célibataire de plus de 18 ans;
— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de 7 à 18 ans de même sexe;
— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de moins de 7 ans;
— 1 pièce pour l'ensemble des domestiques et des salariés logés;
— plus 1 unité pour la salle de séjour.

L'indice de peuplement est alors ainsi calculé :

— surpeuplement accentué : le nombre de pièces du logement est inférieur d'au moins 2 unités au nombre de pièces normatif;
— surpeuplement modéré : le nombre de pièces du logement est inférieur d'une unité au nombre de pièces normatif;
— peuplement normal : le nombre de pièces du logement est égal au nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement modéré : le nombre de pièces du logement dépasse d'une unité le nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement prononcé : le nombre de pièces du logement dépasse de 2 unités le nombre de pièces normatif;
— sous-peuplement très accentué : le nombre de pièces du logement dépasse d'au moins 3 unités le nombre de pièces normatif.

3. Définitions particulières aux enquêtes logement

31. Statut d'occupation

311. Propriétaires

· *Propriétaire accédant à la propriété :*

Est considéré comme accédant à la propriété tout ménage ayant effectué, au cours de l'année précédant l'enquête, au moins un versement pour le remboursement (ou le paiement des intérêts) d'un (ou plusieurs) prêt(s) contracté(s) pour l'achat ou la construction du logement qu'il occupe, et qui ne soi(en)t pas prêt(s)-relais.

· *Accédant « PAP » :*

Le ménage rembourse un « prêt aidé à l'accession à la propriété ».

· *Accédant « PC » :*

Le ménage rembourse un « prêt conventionné ».

· *Accédant « HLMA » :*

le ménage rembourse un prêt « HLM accession » d'un organisme HLM (office public d'HLM, société anonyme d'HLM, société coopérative d'HLM, société de crédit immobilier).

· *Accédant aidé par le Crédit foncier ou PIC :*

Pour l'achat de son logement, le ménage rembourse un prêt du Crédit foncier (prêt spécial immédiat ou prêt spécial différé), un prêt immobilier conventionné ou a obtenu une prime à la construction; celle-ci peut soit être perçue par le ménage, soit venir en déduction d'échéances de remboursement, soit prendre la forme de bonification d'intérêt.

· *Autre accédant d'un logement de deuxième main :*

Le ménage accédant n'a pas obtenu de PAP, de PC, de HLMA, de PIC ni d'aide du Crédit foncier. Il n'est pas le premier propriétaire de son logement.

· *Autre accédant d'un logement de première main :*

Le ménage accédant n'a pas obtenu de PAP, de PC, de HLMA, de PIC ni d'aide du Crédit foncier. Il est le premier propriétaire de son logement.

312. Locataires-fermiers-métayers logés gratuitement

Sont classés dans la catégorie *locataires,* les ménages qui paient un loyer, y compris ceux qui sont logés à titre onéreux par l'employeur (convention contraire à celle retenue pour le recensement).

On distingue :

— les *locataires d'un local loué vide;*

— les *autres locataires,* qui sont les ménages logés en meublé, hôtel ou garni, ainsi que les sous-locataires.

Sont exclus de la catégorie *locataires* les fermiers, les métayers et les ménages logés à titre gracieux.

En matière de local loué vide, on distingue notamment :

· *Les HLM :*

Le loyer relève de la législation HLM : le propriétaire ou le gérant est un organisme HLM. Les HLM conventionnées sont des logements construits ou acquis et améliorés à l'aide d'un PLA (prêt locatif aidé) ou des HLM existantes dont le propriétaire a signé avec l'État une convention, généralement assortie de travaux d'amélioration.

· *Les logements soumis à la loi de 1948 :*

La loi du 1er septembre 1948 règlemente les loyers des logements achevés avant sa promulgation. Le loyer peut être fixé d'après la « surface corrigée » (surface réelle modifiée pour tenir compte de la qualité du logement) ou selon le système « forfaitaire » qui prend pour base de calcul le loyer payé effectivement le 1er juillet 1948.

32. Charges financières

321. Charge financière brute

C'est le montant annuel des dépenses de loyer (charges locatives exclues) ou de remboursement(s) d'emprunt(s) [capital et intérêt(s)] contracté(s) pour l'achat ou la construction du logement occupé par le ménage accédant à la propriété.

322. Charge financière nette

Elle est définie comme la charge financière brute déduction faite du montant de l'allocation de logement ou de l'aide personnalisée au logement éventuellement perçue.

323. Charge financière par mètre carré

La charge financière (brute ou nette) par mètre carré est obtenue en divisant la charge financière (brute ou nette) par la surface habitable du logement. Celle-ci se définit comme la surface des pièces d'habitation : les pièces professionnelles en sont exclues et les pièces indépendantes (chambre de service ou autre) sont comprises en 1984; elles ne l'étaient pas en 1978 car leur surface n'était pas connue.

❖
❖ ❖

TABLEAU D.02-1

Résidences principales, logements vacants et résidences secondaires par catégorie de commune

Source : INSEE (enquêtes logement de 1973, 1978 et 1984)

Catégorie de commune	Communes rurales		Unités urbaines moins de 100.000		Unités urbaines plus de 100.000		Agglomération parisienne		France entière	
	(millier)	%	(millier)	%	(millier)	%	(millier)	%	(millier)	%
Résidences principales :										
1973	4.682	74,5	4.902	85,7	4.379	90,3	3.161	91,1	17.124	84,3
1978	4.735	72,6	5.241	85,3	5.276	90,1	3.389	91,2	18.641	83,8
1984	5.008	71,2	5.771	83,3	5.711	89,9	3.603	91,6	20.093	82,9
Logements vacants :										
1973	635	10,1	432	7,6	325	6,7	214	6,2	1.606	7,9
1978	663	10,2	451	7,3	395	6,7	242	6,5	1.751	7,9
1984	681	9,7	534	7,7	410	6,4	243	6,2	1.868	7,7
Résidences secondaires :										
1973	968	15,4	383	6,7	146	3,0	95	2,7	1.592	7,8
1978	1.120	17,2	452	7,4	188	3,2	84	2,3	1.844	8,3
1984	1.342	19,1	627	9,0	233	3,7	86	2,2	2.288	9,4
Tous logements :										
1973	6.285	100,0	5.717	100,0	4.850	100,0	3.470	100,0	20.322	100,0
1978	6.518	100,0	6.144	100,0	5.859	100,0	3.715	100,0	22.236	100,0
1984	7.031	100,0	6.932	100,0	6.354	100,0	3.932	100,0	24.249	100,0

TABLEAU D.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation, par catégorie de commune

Source : INSEE (enquêtes logement de 1973, 1978 et 1984)

Unité : Millier

Catégorie de commune	Propriétaires			Locataires d'un local loué vide			Autres statuts d'occupation			Ensemble		
	1973	1978	1984	1973	1978	1984	1973	1978	1984	1973	1978	1984
Communes rurales hors ZPIU (1)	2.143	1.816	1.423	531	439	249	610	486	367	3.284	2.741	2.039
%	*65,2*	*66,3*	*69,8*	*16,2*	*16,0*	*12,2*	*18,6*	*17,7*	*18,0*	*100,0*	*100,0*	*100,0*
Communes rurales en ZPIU (1)	880	1.338	2.143	294	366	491	224	290	335	1.398	1.994	2.969
%	*63,0*	*67,1*	*72,2*	*21,0*	*18,3*	*16,5*	*16,0*	*14,6*	*11,3*	*100,0*	*100,0*	*100,0*
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	2.139	2.376	2.944	2.163	2.329	2.341	600	537	486	4.902	5.242	5.771
%	*43,6*	*45,3*	*51,0*	*44,1*	*44,4*	*40,6*	*12,3*	*10,3*	*8,4*	*100,0*	*100,0*	*100,0*
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	1.579	2.018	2.435	2.255	2.667	2.735	545	591	541	4.379	5.276	5.711
%	*36,1*	*38,2*	*42,6*	*51,5*	*50,6*	*47,9*	*12,4*	*11,2*	*9,5*	*100,0*	*100,0*	*100,0*
Agglomération parisienne sauf Paris	798	869	1.061	1.100	1.192	1.212	191	206	194	2.089	2.267	2.467
%	*38,2*	*38,3*	*43,0*	*52,7*	*52,6*	*49,1*	*9,1*	*9,1*	*7,9*	*100,0*	*100,0*	*100,0*
Paris	259	278	274	619	659	695	194	184	167	1.072	1.121	1.136
%	*24,1*	*24,8*	*24,1*	*57,7*	*58,8*	*61,2*	*18,2*	*16,4*	*14,7*	*100,0*	*100,0*	*100,0*
France entière	**7.798**	**8.695**	**10.280**	**6.962**	**7.652**	**7.723**	**2.364**	**2.294**	**2.090**	**17.124**	**18.641**	**20.093**
%	*45,5*	*46,6*	*51,2*	*40,7*	*41,1*	*38,4*	*13,8*	*12,3*	*10,4*	*100,0*	*100,0*	*100,0*

(1) ZPIU : Zone de peuplement industriel ou urbain.

TABLEAU D.02-3

Résidences principales selon le confort

Source : INSEE (enquêtes logement de 1978 et 1984)

Unité : Millier

Confort	Toutes résidences principales				Dont : parc achevé avant 1949			
	1978		1984		1978		1984	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sans eau	242	1,3	81	0,4	239	2,5	78	0,9
Eau seulement	2.908	15,6	1.498	7,5	2.791	29,2	1.425	16,3
Eau, W.-C., sans installations sanitaires	1.118	6,0	873	4,3	1.013	10,6	761	8,7
Eau, installations sanitaires, sans W.-C.	746	4,0	560	2,8	698	7,3	516	5,9
Eau, installations sanitaires, W.-C., sans chauffage central	3.113	16,7	3.085	15,3	2.122	22,2	2.156	24,7
Eau, installations sanitaires, W.-C., avec chauffage central	10.514	56,4	13.996	69,7	2.695	28,2	3.800	43,5
Ensemble	**18.641**	**100,0**	**20.093**	**100,0**	**9.558**	**100,0**	**8.736**	**100,0**

TABLEAU D.02-4

Résidences principales selon le mode de chauffage

Source : INSEE (enquêtes logement de 1978 et 1984)

Unité : Millier

Mode de chauffage	Toutes résidences principales				Dont : parc achevé avant 1949			
	1978	%	1984	%	1978	%	1984	%
Pas d'appareil de chauffage	145	0,8	59	0,3	118	1,3	44	0,5
Chauffage central urbain	559	3,0	462	2,3	32	0,3	47	0,5
Chauffage électrique intégré	543	2,9	2.060	10,3	65	0,7	461	5,3
Chauffage central collectif	4.036	21,7	4.277	21,3	671	7,0	637	7,3
Chauffage central individuel	6.095	32,7	7.869	39,2	2.563	26,8	3.230	37,0
Cuisinière chauffante	3.436	18,4	2.164	10,8	3.058	32,0	1.897	21,7
Appareils indépendants de chauffage seulement	3.827	20,5	3.201	15,8	3.051	31,9	2.420	27,7
Ensemble	**18.641**	**100,0**	**20.093**	**100,0**	**9.558**	**100,0**	**8.736**	**100,0**

TABLEAU D.02-5

Résidences principales, nombre moyen de pièces et surface habitable moyenne, selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble

Source : INSEE (enquête logement de 1984)

Année d'achèvement	Individuel			Collectif			Ensemble		
	Effectif (millier)	Nombre moyen de pièces	Surface (m^2)	Effectif (millier)	Nombre moyen de pièces	Surface (m^2)	Effectif (millier)	Nombre moyen de pièces	Surface (m^2)
Avant 1871	1.853	4,2	94	732	2,9	61	2.585	3,8	84
De 1871 à 1914	1.956	4,3	93	1.277	2,7	58	3.233	3,7	79
De 1915 à 1948	1.748	4,2	88	1.170	2,7	57	2.918	3,6	75
De 1949 à 1961	1.066	4,4	91	1.261	3,3	66	2.327	3,8	77
De 1962 à 1967	674	4,5	97	1.450	3,3	68	2.124	3,7	77
De 1968 à 1974	1.429	4,7	103	1.930	3,2	70	3.359	3,8	84
De 1975 à 1981	1.725	4,8	107	1.062	3,1	71	2.787	4,1	93
1982 ou après	557	4,7	106	203	3,1	71	760	4,2	97
Ensemble	**11.008**	**4,4**	**96**	**9.085**	**3,1**	**65**	**20.093**	**3,8**	**82**

TABLEAU D.02-6

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : INSEE (enquête logement de 1984)

Unité : Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						
	1	2	3	4	5	6 et plus	Ensemble
Sous-peuplement très accentué	496	1.196	404	385	127	49	2.657
Sous-peuplement prononcé	691	1.512	662	620	211	68	3.764
Sous-peuplement modéré	1.235	1.699	1.279	1.092	418	153	5.876
Peuplement normal	1.489	1.065	1.043	952	480	205	5.234
Surpeuplement modéré	953	335	274	262	212	173	2.209
Surpeuplement accentué	0	52	59	60	56	126	353
Ensemble	**4.864**	**5.859**	**3.721**	**3.371**	**1.504**	**774**	**20.093**

TABLEAU D.02-7

Résidences principales par catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence selon le statut d'occupation (1)

Source : INSEE (enquête logement de 1984)

Unité : Millier

Catégorie socioprofessionnelle	Propriétaires non accédants	Accédants à la propriété	Locataires HLM	Autres locataires d'un logement loué vide	Autres statuts d'occupation	Ensemble
Agriculteurs exploitants	370	151	1	29	154	705
%	*52,5*	*21,5*	*0,1*	*4,1*	*21,8*	*100,0*
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	360	413	55	299	61	1.188
%	*30,3*	*34,7*	*4,6*	*25,2*	*5,2*	*100,0*
Cadres, professions intellectuelles supérieures	244	717	92	525	134	1.712
%	*14,2*	*41,9*	*5,4*	*30,7*	*7,8*	*100,0*
Professions intermédiaires	288	1.181	286	743	238	2.736
%	*10,5*	*43,2*	*10,5*	*27,1*	*8,7*	*100,0*
Employés	253	497	522	655	282	2.209
%	*11,5*	*22,5*	*23,6*	*29,7*	*12,7*	*100,0*
Ouvriers	550	1.400	1.158	1.251	369	4.728
%	*11,6*	*29,6*	*24,5*	*26,5*	*7,8*	*100,0*
Retraités	2.891	480	556	982	592	5.501
%	*52,5*	*8,7*	*10,1*	*17,9*	*10,8*	*100,0*
Autres personnes sans activité professionnelle	420	64	229	341	260	1.314
%	*32,0*	*4,9*	*17,4*	*26,0*	*19,7*	*100,0*
Ensemble	**5.376**	**4.903**	**2.899**	**4.825**	**2.090**	**20.093**
%	*26,7*	*24,4*	*14,4*	*24,0*	*10,4*	*100,0*

(1) Par rapport au tableau D.02-6 de l'édition 1986 de l'annuaire, on notera quelques différences, la ventilation entre propriétaires accédants et non accédants ayant été révisée.

TABLEAU D.02-8 A

Charges financières des accédants et des locataires selon le secteur du logement

Accédants à la propriété

Source : INSEE (enquêtes logement de 1978 et 1984)

Unité : Franc

Charge financière	Accédants PAP (1)	Accédants PC (1)	Accédants HLMA (1)	Accédants Crédit foncier ou PIC (1)	Autres accédants de 2e main	Autres accédants de 1re main	Ensemble des accédants
Brute, par an :							
1978	—	—	8.106	8.746	10.446	12.831	9.835
1984	31.065	34.914	10.672	12.993	22.943	19.721	21.944
Brute, par an et par m² :							
1978	—	—	86	91	107	123	101
1984	302	326	109	130	226	180	213
Nette, par an :							
1978	—	—	7.421	8.362	10.175	12.614	9.459
1984	26.183	32.137	10.052	12.687	22.555	19.349	20.491
Nette, par an et par m² :							
1978	—	—	79	87	104	121	97
1984	255	300	103	127	222	177	199
dont emménagés récents :							
Brute, par an :							
1978	—	—	12.757	14.439	15.569	17.439	15.023
1984	34.409	39.220	—	—	34.717	31.086	34.901
Brute, par an et par m² :							
1978	—	—	132	149	153	162	150
1984	335	375	—	—	347	275	337
Nette, par an :							
1978	—	—	11.799	13.838	15.252	17.172	14.499
1984	27.837	35.751	—	—	34.348	30.433	31.522
Nette, par an et par m² :							
1978	—	—	122	143	150	160	145
1984	271	342	—	—	344	269	305

(1) Voir définition au § 311.

TABLEAU D.02-8 B

Charges financières des accédants et des locataires selon le secteur du logement

Locataires d'un logement loué vide

Source : INSEE (enquêtes logement de 1978 et 1984)

Unité : Franc

Charge financière	Locataires HLM conventionnée	Locataires HLM non conventionnée	Locataires Loi de 1948	Locataires libre avant 1949	Locataires libre après 1948	Ensemble des locataires d'un logement loué vide
Brute, par an :						
1978	—	4.231	4.025	4.875	7.909	5.319
1984	11.824	8.893	9.405	11.706	16.582	12.036
Brute, par an et par m² :						
1978	—	62	73	78	114	82
1984	164	128	152	181	243	179
Nette, par an :						
1978	—	3.418	3.688	4.434	7.226	4.708
1984	7.344	6.498	8.389	10.212	14.833	9.973
Nette, par an et par m² :						
1978	—	50	67	71	104	73
1984	102	94	136	158	217	150
dont emménagés récents :						
Brute, par an :						
1978	—	4.449	5.191	5.950	8.636	6.291
1984	13.415	8.944	11.683	13.358	17.564	13.646
Brute, par an et par m² :						
1978	—	66	93	99	129	97
1984	184	129	186	212	260	203
Nette, par an :						
1978	—	3.478	4.660	5.419	7.929	5.560
1984	7.344	6.409	10.017	11.769	15.681	11.273
Nette, par an et par m² :						
1978	—	52	83	90	118	86
1984	102	93	160	187	232	168

TABLEAU D.02-9

Conditions de logement des ménages ordinaires des départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensements de 1974 et 1982)

Département		Ensemble des logements résidences principales	Conditions de logement (1)					
			Logements ayant l'eau courante à l'intérieur	Logements ayant l'électricité (2)	Logements ayant les W.-C. à l'intérieur (3)	Source d'énergie utilisée principalement		Logements occupés par leurs propriétaires
						Pétrole (4)	Gaz butane (5)	
Guadeloupe								
1974	Nombre	76.752	24.405	42.108	26.684	18.085	45.754	49.589
	%	///	33,2	57,1	36,4	24,8	62,7	66,9
1982	Nombre	85.629	58.372	66.136	47.371	●	69.146	54.040
	%	///	69,5	80,6	57,7	●	84,3	65,9
Guyane								
1974	Nombre	15.647	7.386	11.237	7.446	632	11.223	5.933
	%	///	51,0	76,5	51,7	4,5	79,6	40,7
1982	Nombre	21.063	14.268	16.925	12.457	●	17.114	7.160
	%	///	68,8	83,3	61,2	●	82,5	34,5
Martinique								
1974	Nombre	76.135	30.545	34.501	28.083	22.984	39.056	45.381
	%	///	43,6	48,7	40,3	33,0	56,1	64,1
1982	Nombre	85.265	66.256	61.682	53.322	●	69.444	51.752
	%	///	78,6	73,2	63,3	●	82,4	61,4
Réunion								
1974	Nombre	103.962	33.719	48.570	33.534	23.718	37.050	59.955
	%	///	34,1	49,0	34,0	24,3	37,9	60,7
1982	Nombre	120.861	84.852	98.607	60.891	●	88.109	65.931
	%	///	70,6	82,1	50,7	●	73,3	54,9
Saint-Pierre-et-Miquelon								
1982	Nombre	1.760	1.754	1.757	1.746	●	1.280	1.360
	%	///	99,8	100,0	99,7	●	72,7	77,4

(1) Quand on ne savait pas si un logement était ou non doté de tel élément de confort, on a admis, pour établir ce tableau, qu'il n'en était pas doté. — (2) Réseau général, plus groupes électrogènes collectifs ou privés. — (3) En 1982, il s'agit des seuls W.-C. avec chasse d'eau. — (4) Information absente au recensement de 1982. — (5) En 1982, la question posée était : « Y a-t-il le gaz dans le logement ? »

TABLEAU D.02-10

Conditions de logement des ménages ordinaires des territoires d'outre-mer

Source : INSEE (recensements de 1976-1977 et 1983)

		Ensemble des logements résidences principales	Conditions de logements (1)			
			Logements ayant l'eau courante à l'intérieur	Logements ayant l'électricité (2)	logements ayant les W.-C. à l'intérieur	Logements occupés par leurs propriétaires
Nouvelle-Calédonie						
1976	nombre	30.541	22.075	22.382	20.101	14.852
	%	///	72,3	73,3	65,8	48,6
1983	nombre	35.107	26.572	28.230	23.987	18.612
	%	///	75,7	80,4	68,3	53,0
Polynésie française						
1977	nombre	25.589	20.384	19.118	17.011	16.154
	%	///	79,7	74,7	66,5	63,1
1983	nombre	32.140	27.564	28.133	24.250	21.721
	%	///	85,8	87,5	75,4	67,6

		Ensemble des logements résidences principales	Conditions de logements (1)			
			Logements ayant l'eau courante à l'intérieur	Logements ayant l'électricité (2)	Logements ayant les W.-C. à l'intérieur	Logements occupés par leurs propriétaires
Mayotte (Collectivité territoriale)						
1978	nombre	10.053	(3) 768	347	395	8.852
	%	///	7,6	3,5	3,9	88,1
1985	nombre	13.142	(3) 2.813	1.489	575	11.382
	%	///	21,4	11,3	4,4	86,6
Wallis et Futuna						
1976	nombre	1.265	73	262	59	1.194
	%	///	5,8	20,7	4,7	94,4
1983	nombre	1.876	752	744	173	1.780
	%	///	40,1	39,7	9,2	94,9

(1) Quand on ne savait pas si un logement était ou non doté d'un tel élément de confort, on a admis, pour établir ce tableau, qu'il n'en était pas doté. — (2) Réseau général, plus groupes électrogènes collectifs ou privés. — (3) Prise d'eau dans la case ou l'enclos.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Ouvrages :

— Les conditions de logement des ménages en 1970. — *Les Collections de l'INSEE,* volume M 28;

— Les conditions de logement des ménages en 1973 :
  — résultats nationaux : *Les Collections de l'INSEE,* volume M 42,
  — résultats régionaux : *Les Collections de l'INSEE,* volume M 50;

— Les conditions de logement des ménages en 1978. *Les Collections de l'INSEE,* volume M 85;

— Fascicules départementaux (résultats du sondage au 1/4 du RP 82);

— Volume « Logements-Immeubles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 82);

— Volume « Ménages, Familles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 82);

— Projection du nombre de ménages 1975-2000. — *Les Collections de l'INSEE,* volume D 64;

— Les mutations annuelles du parc de logements 1975-1980. — *Archives et Documents,* n° 40;

— Mobilité résidentielle de 1973 à 1978. — *Archives et Documents,* n° 95;

— Le patrimoine de logements en 1978. — *Archives et Documents,* n° 154.

Articles parus dans la revue « Économie et statistique » (INSEE) :

— Mars 1973, n° 43. — Fin 1970, 1/5e des logements loués relèvent de la loi de 1948 (P. Durif);

— Juillet-août 1973, n° 47. — Souhaite-t-on être propriétaire ou locataire de son logement ? (L. Stavridis);

— Avril 1974, n° 55. — Conditions de logement au centre des agglomérations (M. E. Hans);

— Mai 1974, n° 56. — Vie et mort des logements entre 1967 et 1970 (N. Seligmann);

— Décembre 1974, n° 62. — Le logement dans la région parisienne (enquête logement 1973, P. Baudry);

— Février 1975, n° 64. — Le parc de logements et son évolution depuis dix ans (N. Seligmann);

— Mars 1975, n° 65. — Les loyers en novembre 1973 (P. Durif);

— Avril 1975, n° 66. — L'accession à la propriété dans les pays de la Loire (Lemaitre);

— Décembre 1975, n° 73. — Les locataires des HLM en 1973 (P. Durif et O. Marchand);

— Janvier 1976, n° 74. — Les Français voient-ils objectivement leur logement ? (P. Durif);

— Juillet-août 1976, n° 80. — Recensement de 1975, détente du marché du logement ? (P. A. Audirac);

— Décembre 1976, n° 84. — Logement, qualité d'abord (G. Lattès);

— Avril 1977, n° 88. — Les nouveaux propriétaires (O. Marchand);

— Juin 1977, n° 90. — Le patrimoine en logements des Français en 1973 (O. Marchand);

— Septembre 1977, n° 92. — Recensement de 1975, 1968-1975 : renouvellement accéléré du parc de logements (P. A. Audirac);

— Décembre 1978, n° 106. — Le nombre de ménages d'ici à l'an 2000 (P. A. Audirac);

— Janvier 1979, n° 107. — Les logements vacants ne sont pas tous disponibles (F. Fabre et C. Nicol);

— Décembre 1980, n° 128. — Les locataires et leur logement (F. Fabre);

— Décembre 1980, n° 128. — Les habitations à loyer modéré avant la réforme de 1978 (J. M. Rempp);

— Mai 1981, n° 133. — Qui a déménagé entre 1973 et 1978, et pourquoi ? (F. Fabre et C. Taffin);

— Février 1982, n° 141. — Le patrimoine de logements en 1978 (C. Taffin);

— Mai 1983, n° 155. — 1975-1982, croissance ralentie, mais soutenue, du parc de logements (P. A. Audirac);

— Novembre 1983, n° 160. — L'endettement grève de 10 % le patrimoine en logement des ménages (C. Taffin);

— Mars 1985, n° 175. — Accession à la propriété et « rurbanisation » (C. Taffin);

* Voir aussi rubrique « Logement » des sources de documentation, fin de chapitre D.01 (Consommation et modes de vie des ménages).

Chapitre D.03

Santé
Aide sociale

1. État de la santé
2. Systèmes de soins
3. Dépense nationale courante de santé
4. Aide sociale

1. État de la santé
(tableaux 1 à 4)

Les statistiques concernant l'état sanitaire de la population sont limitées aux données fondamentales systématiquement connues et suffisamment générales (1).

11. Morbidité des assurés sociaux (et de leurs ayants droit) pour les affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de 6 mois
(tableau 1)

Ces résultats sont extraits de l'*État annuel des maladies ayant fait l'objet de l'examen prévu à l'article L. 293 du Code de la sécurité sociale.* Cet article précise qu'en cas de maladie de longue durée, ou en cas d'interruption de travail, ou en cas de soins de durée supérieure à six mois, la caisse fait procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil du service du contrôle médical en vue de déterminer le traitement que l'intéressé doit suivre si les services sont dispensés sans interruption.

Cette statistique fait connaître les nombres annuels de maladies et de traumatismes constituant des affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois. Elle porte sur l'ensemble des bénéficiaires (et de leurs ayants droit) du régime général de sécurité sociale (y compris les régimes *fonctionnaires, étudiants, grands invalides, veuves et orphelins de guerre).*

12. Maladies professionnelles

L'information statistique relative aux maladies professionnelles est présentée au chapitre C.02 « Conditions de travail et relations professionnelles ».

13. Causes de décès
(tableaux 2 et 3)

La statistique des causes de décès (2) résulte de l'exploitation des déclarations faites par les médecins qui constatent les décès (3). La proportion des causes qui restent indéterminées (mal définies ou non déclarées) est en diminution : de l'ordre de 6 % en 1984; les décès qui

---

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI), du ministère des Affaires sociales et de l'Emploi.

1. D'autres résultats utiles plus particuliers sont fournis dans les publications du ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SESI) et de l'INSERM (cf., en fin de chapitre, *Sources de documentation).*
2. Les données démographiques sur la mortalité figurent dans le chapitre B.02 du présent annuaire.
3. Des statistiques provisoires mensuelles sommaires sont diffusées par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ainsi que, sous une forme abrégée, dans le *Bulletin mensuel de statistique* de l'INSEE. Les statistiques définitives détaillées sont publiées par l'INSERM : *Causes médicales de décès,* un volume annuel (avant 1968, voir les volumes de l'INSEE : *Statistique des causes de décès*).

ne sont attribués qu'à la sénilité représentent environ 2 % (4).

Malgré ces motifs d'imprécision, cette statistique fournit de précieuses indications sur l'état et l'évolution des causes de mortalité.

Le tableau 2 (tous âges) est complété par le tableau 3 qui fait connaître les principales causes de mortalité infantile [enfants âgés de moins de 1 an] (5).

Pour les tableaux des causes de décès, une nouvelle nomenclature (classification internationale des maladies, 9e révision) a été prise en compte à compter des données de l'année 1979.

14. Cas de SIDA
(tableau 4)

La direction générale de la Santé a mis en place depuis mars 1982 un réseau de surveillance des cas de SIDA selon la définition de la maladie adoptée par l'Organisation mondiale de la Santé. Seuls les cas avérés excluant les formes chimiques mineures ou symptomatiques de l'infection par le virus HIV (virus de l'immuno-déficience humaine) doivent être déclarés.

Les nouveaux cas déclarés sont répartis par année de diagnostic.

2. Systèmes de soins
(tableaux 5 à 9)

21. Professions sanitaires et sociales

Dans le cadre des travaux de démographie médicale réalisés par le ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, paraît chaque année une statistique des professions sanitaires et tous les deux ans une statistique des professions sociales.

Elle est dressée grâce aux informations recueillies à partir du système d'informations « Adeli » (géré par les directions régionales et départementales des Affaires sanitaires et sociales) et aux informations disponibles par secteur d'activité (hôpitaux publics, privés, psychiatriques...).

Les professions recensées sont les professions médicales et pharmaceutiques, les auxiliaires médicaux, les assistant(e)s de service social, ainsi que les professions sociales éducatives.

La répartition des effectifs à cette date, ainsi que leur rapport à la population totale figurent dans le tableau 5.

Le tableau 7 indique les effectifs de personnel hospitalier ventilés en personnel médical et non médical pour les établissements d'hospitalisation publics et privés.

22. Équipement et mouvement hospitalier

Les établissements sanitaires et sociaux présentés dans le tableau 8 regroupent :

— les établissements d'hospitalisation publics, privés et psychiatriques;

— les hospices et maisons de retraite publics et privés;

— les établissements sociaux;

— les établissements sanitaires autres que les établissements d'hospitalisation.

Le nombre d'établissements et le nombre de lits ou places offerts constituent, de façon presque exhaustive, la capacité d'accueil sanitaire et social de la France.

3. Dépense nationale courante de santé
(tableaux 10 et 11)

Les comptes de la Santé décrivent à l'échelon national l'ensemble des activités de santé et leur évolution. Il s'agit tout d'abord des soins médicaux et paramédicaux dispensés sur le territoire. L'effort national en matière de promotion et de développement des politiques sanitaires est également décrit dans ses composantes : prévention, éducation, enseignement et recherche.

Les comptes fournissent d'autre part une analyse du financement de l'ensemble des dépenses engagées dans ces domaines par les particuliers, par le système de protection sociale et les collectivités publiques et privées.

Le modèle d'évaluation utilisé pour l'élaboration des comptes a fait l'objet, depuis 1984, d'une mise à jour importante en raison notamment des modifications techniques et institutionnelles intervenues dans le secteur de la santé. L'élaboration de la nouvelle base des comptes de la Santé a débouché sur des séries entièrement revues, l'agrégat de base retenu étant la consommation médicale totale.

La dépense courante de santé regroupe l'ensemble des paiements et versements intervenus durant une année au titre de la santé (dépenses en capital exclues). Elle se décompose en quatre grands sous-ensembles :

— la dépense pour les malades au sein de laquelle on distingue :
  — la dépense de soins et de biens médicaux,
  — l'aide aux malades,
  — les subventions au système de soins;

— la dépense de prévention;

— la dépense en faveur du système de soins (enseignement et recherche médicale);

— les dépenses de gestion générale de la santé.

La consommation médicale totale recouvre les biens et services médicaux suivants :

— les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés (courts, moyens, longs séjours, psychiatrie);

— les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures médicales);

— le transport des malades;

— les médicaments;

— les biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie);

---

4. Proportions évaluées pour les résultats définitifs. Il importe de noter que la nomenclature internationale nosologique est appliquée dans toute sa rigueur, sans procéder à des interprétations probables des causes de décès insuffisamment définies et des diagnostics simplement symptomatiques.

5. Les diverses composantes de la mortalité infantile sont présentées au chapitre B.02 « Mouvement naturel ».

— la médecine préventive qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (toxicomanie, alcoolisme...).

4. Aide sociale
(tableaux 12 à 16)

Les principaux régimes d'aide sociale légale (6) comprennent :

— *l'aide médicale,* complétée par *l'aide aux tuberculeux* et *l'aide aux malades mentaux*; cette aide comporte principalement la prise en charge des frais d'hospitalisation ou de « soins de ville » que ne peuvent supporter en totalité ou en partie les malades privés de ressources suffisantes (couverts ou non par la sécurité sociale) ainsi que le paiement des cotisations d'assurance maladie de certaines personnes qui ne bénéficient pas de la Sécurité sociale à un autre titre;

— *l'aide aux personnes handicapées;* jusqu'à la loi d'orientation dont les premiers effets se sont fait sentir en 1977, elle consistait essentiellement dans le versement d'allocations aux parents d'enfants handicapés ou aux handicapés eux-mêmes, elle prenait également en charge l'hébergement des handicapés adultes en établissement spécialisé et le placement en milieu de travail protégé. Depuis la nouvelle loi, les caisses d'allocations familiales versent l'ensemble des allocations pour enfants et les allocations de base des adultes;

— *l'aide sociale aux personnes âgées* (de 65 ans au moins) dépourvues de ressources suffisantes, qui fournit une aide financière à domicile ou le placement dans un établissement ou une famille;

— *l'aide sociale à l'enfance* qui prend en charge les enfants (pupilles de l'État) trouvés, abandonnés, moralement abandonnés, orphelins pauvres, et assure la protection d'autres enfants (non-pupilles placés sous la protection du service de l'aide sociale à l'enfance) qui sont recueillis temporairement, placés en garde, surveillés ou dont les parents (ou tuteurs) bénéficient d'une allocation pour aider à l'entretien de l'enfant.

La loi du 22 juillet 1983 (complétée par la loi particulière de décentralisation en matière d'aide sociale du 6 janvier 1986), est entrée en vigueur le 1er janvier 1984. Elle met fin au financement conjoint des collectivités publiques et transfère l'essentiel des dépenses d'aide sociale aux départements. En compensation des transferts de compétence, de nouvelles ressources leur ont été transférées. Certaines aides restent, cependant, à la charge de l'État, par exemple :

— pour l'aide médicale : la prise en charge des cotisations;

— pour l'aide sociale aux personnes âgées : l'allocation simple;

— pour l'aide sociale aux personnes handicapées : les frais de fonctionnement des centres d'aide par le travail;

— pour l'aide sociale aux personnes inadaptées : l'ensemble des prestations.

41. Bénéficiaires

Pour l'année 1984, date de prise en compte de la nouvelle répartition des compétences en matière d'aide sociale, le tableau distingue les bénéficiaires des prestations selon que celles-ci relèvent du département ou de l'État.

Pour certaines formes d'aide, la sommation du nombre de bénéficiaires n'a aucune signification; un individu peut, en effet, bénéficier de plusieurs aides à la fois. Cette remarque concerne l'aide médicale, l'aide sociale aux personnes âgées et l'aide sociale aux personnes handicapées.

42. Dépenses

Définitions : les *dépenses brutes* correspondent aux sommes avancées par le département sans déduction d'éventuelles recettes (elles sont inscrites au compte administratif en dépenses directes ou indirectes). Les *dépenses nettes* correspondent aux dépenses brutes diminuées des recettes (récupérations sur bénéficiaires, tiers payants, successions, sécurité sociale et organismes mutualistes, etc.).

La nouvelle présentation des données permet de mettre en parallèle les bénéficiaires et les dépenses d'aide sociale.

---

6. Décrets : 29 novembre 1953 (législation sur l'aide sociale); 2 septembre 1954 (aide sociale aux personnes âgées et infirmes); 15 novembre 1954 (aide sociale); 30 novembre 1954 (aide médicale).

TABLEAU D.03-1

Affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois (*)

Nouveaux cas annuels (1) *concernant les assurés sociaux et leurs ayants droit* (2)

Source : CNAMTS

Classification internationale des maladies (3)	Nature de l'affection	1980	1981	1982	(4) 1983	1984	1985
010-012	Tuberculose de l'appareil respiratoire	12.283	11.538	10.460	9.800	8.613	8.530
013-018, 137	Autres formes de tuberculose et séquelles	3.174	3.022	2.659	2.423	2.266	2.203
013	soit : *Méningée*	*174*	*145*	...	*103*	*105*	*100*
014	*Intestinale*	*250*	*232*	...	*140*	*139*	*128*
015	*Ostéo-articulaire*	*447*	*394*	...	*323*	*315*	*301*
016	*Génito-urinaire*	*858*	*747*	...	*648*	*532*	*521*
017, 018	*Autres ou à foyers multiples*	*1.131*	*1.143*	...	*1.035*	*1.014*	*960*
137	*Séquelles*	*314*	*361*	...	*174*	*161*	*193*
062-064	Encéphalites virales	84	90	42	19	13	6
070	Hépatite infectieuse	731	631	525	584	649	762
090-097	Syphilis et séquelles	212	168	116	104	108	73
045-138	Poliomyélite et séquelles	1.271	1.184	1.075	999	973	1.056
135	Sarcoïdose	1.160	1.195	1.069	1.136	1.114	1.177
001-139, n. c. les n^os^ précédents	Autres maladies infectieuses et parasitaires	2.395	2.320	1.311	1.671	1.574	1.613
140-208	Tumeurs malignes	92.801	94.374	92.103	93.982	93.428	100.353
140-149	soit : *Cavité buccale et pharynx*	*7.718*	*7.859*	*7.757*	*7.565*	*7.667*	*7.902*
150-159	*Appareil digestif et péritoine*	*19.691*	*19.686*	*19.156*	*19.387*	*18.390*	*19.657*
160-163, 165	*Appareil respiratoire*	*12.613*	*12.364*	*12.209*	*12.265*	*12.063*	*13.127*
174, 175	*Seins*	*15.190*	*15.880*	*15.900*	*16.487*	*16.895*	*18.755*
179-182	*Utérus*	*6.684*	*6.585*	*6.087*	*5.751*	*5.660*	*5.873*
183-189	*Autres localisations génito-urinaires*	*10.801*	*11.286*	*10.856*	*11.454*	*11.740*	*12.515*
191-192	*Cerveau et autres parties du système nerveux*	*2.031*	*2.263*	*2.107*	*2.140*	*1.957*	*2.083*
164, 170-173, 190, 193-199	*Sièges autres ou non spécifiés*	*10.860*	*11.097*	*10.883*	*11.303*	*11.469*	*12.125*
200-208	*Leucémie, tumeurs, tissus lymphatiques et hématopoïétiques*	*7.213*	*7.354*	*7.148*	*7.630*	*7.587*	*8.316*
210-239	Tumeurs bénignes ou de nature non précisée	1.989	2.154	2.591	2.938	3.054	3.975
225	soit : *Tumeur bénigne, cerveau et autres parties du système nerveux*	*591*	*623*	*712*	*598*	*594*	*686*
210-224, 226-229	*Tumeurs bénignes, autres localisations*	*1.163*	*1.201*	*1.279*	*1.302*	*1.226*	*1.459*
230-239	*Tumeurs à évolution imprévisible et de nature non précisée* (5)	*235*	*330*	*600*	*1.038*	*1.234*	*1.830*
242	Thyréotoxicose	1.687	1.559	1.438	1.400	1.365	1.520
250	Diabète sucré	43.719	43.109	37.176	35.313	36.980	39.900
280-285	Anémies	1.702	1.811	1.709	1.544	1.576	1.713
286-289	Autres maladies du sang et organes hématopoïétiques	1.155	1.246	931	1.267	1.221	1.434
290-319	Troubles mentaux	125.436	126.991	121.440	122.932	130.171	141.796
290-299	soit : *Psychoses*	*23.555*	*24.896*	*24.464*	*29.859*	*30.312*	*34.637*
303	*Alcoolisme (n. c. psychose alcoolique)*	*7.922*	*7.766*	*7.768*	*5.021*	*5.346*	*5.439*
304-305	*Pharmacodépendance et abus de drogue chez personnes non dépendantes*	*509*	*543*	*528*	*315*	*342*	*350*
300-302, 306-316	*Autres troubles mentaux non psychotiques*	*82.598*	*83.057*	*79.206*	*77.431*	*83.102*	*90.553*
317-319	*Arriération mentale*	*10.852*	*10.729*	*9.474*	*10.306*	*11.069*	*10.817*
320-359	Maladies du système nerveux	20.342	21.987	21.853	24.784	26.435	29.296
320-326	soit : *Maladies inflammatoires du système nerveux central*	*721*	*726*	*610*	*321*	*313*	*312*
358-359	*Myopathies*	*1.112*	*1.095*	*1.002*	*1.202*	*1.145*	*1.264*
340	*Sclérose en plaques*	*1.848*	*1.792*	*1.747*	*1.738*	*1.805*	*1.862*
332	*Maladie de Parkinson*	*3.596*	*3.840*	*3.619*	*3.560*	*3.733*	*4.011*
344	*Paraplégies*	*4.039*	*4.076*	*3.333*	*2.213*	*2.476*	*2.400*
345	*Epilepsie*	*3.475*	*3.813*	*3.984*	*4.207*	*4.415*	*5.083*
320-359, n. c. les n^os^ précédents	*Autres maladies du système nerveux*	*5.551*	*6.645*	*7.558*	*11.543*	*12.548*	*14.364*
366	Cataracte	855	729	710	672	689	724
360-365, 367-379	Maladies de l'œil	2.894	3.106	3.798	2.951	3.067	3.370

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.03-1 *(suite et fin)*

Affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois (*)

Nouveaux cas annuels (1) *concernant les assurés sociaux et leurs ayants droit* (2)

Source : CNAMTS

Classification internationale des maladies (3)	Nature de l'affection	1980	1981	1982	(4) 1983	1984	1985
381-383	Otite moyenne et mastoïdite	441	484	483	462	437	410
380, 384-389	Autres maladies de l'oreille	1.403	1.622	1.611	1.852	2.049	2.327
390-392	Rhumatisme articulaire aigu	885	739	445	307	314	291
393-398	Cardiopathies rhumatismales chroniques	2.244	2.394	2.371	2.836	3.009	3.590
401-405	Maladies hypertensives	27.566	28.811	28.899	27.074	31.595	38.997
410-414	Maladies ischémiques du cœur	54.203	52.287	48.217	49.728	51.410	54.043
430-438	Maladies cérébro-vasculaires (5)	48.513	50.733	45.561	40.954	34.293	36.089
390-459 n. c. nos précédents	Autres maladies de l'appareil circulatoire	50.073	52.187	49.709	48.963	50.212	55.206
440	dont : *Artériosclérose*	*19.278*	*20.352*	*19.271*	*24.457*	*26.879*	*30.202*
415.1, 451-453	*Embolies et thromboses veineuses*	*2.661*	*3.000*	*3.208*	*3.114*	*3.120*	*3.093*
490-493	Bronchite, emphysème, asthme	20.384	21.241	19.868	16.347	16.871	21.726
500-508	Pneumoconiose et maladies apparentées	112	94	181	116	108	116
460-519 n. c. nos précédents	Autres maladies de l'appareil respiratoire	6.000	7.014	7.412	10.587	11.787	11.580
531-533	Ulcère de l'estomac et du duodénum	6.506	6.341	5.847	5.073	4.990	5.171
574, 575	Lithiase biliaire et cholécystite	1.120	962	770	746	794	731
576	Autres maladies des voies biliaires	438	475	444	610	807	789
571	Cirrhoses du foie	4.167	4.216	3.427	4.242	4.515	4.708
570, 572, 573	Autres maladies du foie	633	646	677	515	514	545
550-553, 560	Hernies, occlusion intestinale	955	938	955	1.086	1.095	1.237
520-579 n. c. nos précédents	Autres maladies de l'appareil digestif	*r* 6.841	6.793	7.004	5.844	6.128	6.666
580-589	Néphrites, néphroses	3.867	3.903	3.758	3.642	3.750	4.174
592, 594	Lithiase urinaire	984	902	759	647	617	666
580-599 n. c. nos précédents	Autres maladies de l'appareil urinaire	2.236	2.232	1.903	1.541	1.577	1.719
600	Hypertrophie de la prostate	443	502	367	343	324	409
601-608	Autres maladies des organes génitaux de l'homme (6)	2.542	1.973	1.461	230	187	227
610-629	Maladies des organes génitaux de la femme (6)	7.358	6.371	5.653	1.994	2.088	2.166
630-676	Complications grossesses, accouchement, état puerpéral	3.999	3.741	3.730	3.395	3.374	3.473
680-709	Affections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané	2.983	2.966	2.846	2.734	2.997	3.204
711-716, 720-725	Arthrite, spondylite	37.103	37.657	39.257	42.226	46.136	51.025
710-738 n. c. nos précédents	Autres maladies du système ostéo-musculaire et tissu conjonctif	16.064	17.034	16.650	12.167	11.611	13.186
740-759	Anomalies congénitales	9.907	9.936	9.469	8.179	7.910	9.768
Autres numéros	Autres maladies spécifiées	6.061	5.226	7.821	5.463	6.081	7.766
780-789, 797-799	États morbides mal définis	11.076	8.276	6.834	1.564	1.122	811
800-829	Fractures	12.799	12.164	12.101	11.412	11.359	12.126
850-869	Traumatismes internes et intracrâniens	1.601	1.535	1.253	880	751	806
940-949	Brûlures	446	391	352	352	364	449
800-999 n. c. nos précédents	Autres traumatismes et atteintes externes	3.359	3.439	3.617	4.524	4.776	5.216
	Total	**666.861**	**674.517**	**642.718**	**623.094**	**639.248**	**700.914**

* France et échelon local de la Réunion.

(1) Maladies ayant fait l'objet, pour la première fois, de l'examen médical prévu à l'article 293 du Code de sécurité sociale. — (2) Régime général y compris les régimes rattachés pour les soins de santé (fonctionnaires, étudiants, invalides, veuves et orphelins de guerre). — (3) Révision 1975. Liste détaillée de la classification internationale des maladies. — (4) À partir de 1983, les regroupements de certaines rubriques ont été modifiés, ce qui empêche la comparaison entre les résultats de 1983 et ceux des années précédentes. — (5) Y compris carcinome *in situ* à partir de 1984. — (6) Les traitements de la stérilité ne sont plus dénombrés dans ces rubriques.

TABLEAU D.03-2

Décès de tous âges suivant la cause principale et le sexe

Sources : INSEE
INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Classification internationale des maladies (9e révision)	Principales causes de décès	1983 Les deux sexes	1983 Sexe masculin	1983 Sexe féminin	1984 Les deux sexes	1984 Sexe masculin	1984 Sexe féminin	p 1985 Les deux sexes	p 1985 Sexe masculin	p 1985 Sexe féminin
010-018	Tuberculose toutes formes	1.339	884	455	1.164	736	428	1.143	680	463
010-012	*dont : Tuberculose de l'appareil respiratoire*	*1.105*	*764*	*341*	...	...	...	...	...	...
001-009, 019-139	Autres maladies infectieuses et parasitaires	5.824	2.834	2.990	5.766	2.856	2.910	6.098	3.013	3.085
140-208	Tumeur maligne, y compris les tumeurs des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	129.820	77.284	51.636	130.933	79.041	51.892	131.456	79.837	51.619
150-159	*dont : Tumeur maligne de l'appareil digestif et du péritoine*	*43.616*	*25.189*	*18.427*	*43.803*	*25.508*	*18.295*	*43.154*	*25.150*	*18.004*
160-165	*Tumeur maligne de l'appareil respiratoire*	*24.243*	*21.396*	*2.847*	*25.051*	*22.218*	*2.833*	*25.442*	*22.505*	*2.937*
179-189	*Tumeur maligne des organes génito-urinaires*	*20.573*	*12.015*	*8.558*	*20.304*	*12.079*	*8.225*	*20.989*	*12.720*	*8.269*
204-208	*Leucémie*	*4.624*	*2.515*	*2.109*	*4.774*	*2.563*	*2.211*	*4.837*	*2.626*	*2.211*
210-239	Tumeur bénigne ou de nature non précisée	4.230	2.080	2.150	4.289	2.199	2.090	4.170	2.122	2.048
250	Diabète sucré	7.213	2.818	4.395	7.233	2.867	4.366	7.100	2.849	4.251
280-289	Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	2.511	1.178	1.333	2.519	1.123	1.396	2.652	1.182	1.470
291, 303	Alcoolisme et psychose alcoolique	3.551	2.868	683	3.321	2.667	654	3.200	2.559	641
342-344	Hémiplégie et autres syndromes paralytiques	4.046	1.712	2.334	2.426	1.002	1.424	973	443	530
320-341, 345-389	Autres maladies du système nerveux et des organes des sens	7.844	4.136	3.708	7.627	3.992	3.635	7.916	4.058	3.858
390-429	Cardiopathies et maladies hypertensives	118.976	56.764	62.212	117.104	56.056	61.048	121.802	58.040	63.762
410-414	*dont : Maladies ischémiques du cœur*	*52.448*	*29.059*	*23.389*	*52.793*	*29.239*	*23.554*	*54.858*	*30.224*	*24.634*
430-438	Maladies cérébro-vasculaires	64.383	26.569	37.814	61.304	25.577	35.727	62.656	26.030	36.626
440-459	Autres maladies de l'appareil circulatoire	18.020	9.187	8.833	17.595	9.101	8.494	17.336	8.868	8.468
460-519	Maladies de l'appareil respiratoire	37.777	20.493	17.284	32.590	18.171	14.419	36.022	19.773	16.249
487	*dont : Grippe*	*2.291*	*834*	*1.457*	*628*	*215*	*413*	*1.479*	*510*	*969*
480-486	*Pneumonie*	*6.934*	*3.235*	*3.699*	*7.334*	*3.454*	*3.880*	*10.876*	*5.212*	*5.664*
490-492, 494, 496	*Bronchite chronique, emphysème et asthme*	...	...	...	*13.296*	*8.546*	*4.750*	*12.463*	*8.305*	*4.158*
571 partie	Cirrhose du foie	13.612	9.612	4.000	12.961	9.261	3.700	12.069	8.587	3.482
520-570, 571 autres, 572-579	Autres maladies de l'appareil digestif	20.388	9.143	11.245	19.828	8.949	10.879	19.371	8.680	10.691
580-629	Maladies des organes génito-urinaires	8.832	4.736	4.096	8.167	4.324	3.843	8.326	4.409	3.917
740-759	Anomalies congénitales	2.418	1.304	1.114	2.200	1.192	1.008	2.220	1.225	995
760-779	Causes de mortalité périnatale	1.613	965	648	1.569	881	688	1.692	989	703
Autres numéros	Autres maladies spécifiées	19.492	6.442	13.050	19.289	6.635	12.654	19.747	6.720	13.027
797	Sénilité sans mention de psychose	14.293	4.206	10.087	10.250	2.705	7.545	8.514	2.156	6.358
780-796, 798-799,8	Symptômes et autres états morbides mal définis	13.277	6.616	6.661	14.043	6.848	7.195	16.071	7.629	8.442
E 800-E 999	Accidents et morts violentes	51.011	30.680	20.331	50.315	30.128	20.187	49.354	29.377	19.977
E 810-E 819 E 826-E 829	*dont : Accidents de la circulation routière*	*11.046*	*8.048*	*2.998*	*11.030*	*8.053*	*2.977*	*9.985*	*7.172*	*2.813*
E 950-E 958	*Suicides*	*11.914*	*8.475*	*3.439*	*12.107*	*8.615*	*3.492*	*12.363*	*8.804*	*3.559*
799,9	Causes non déclarées	10.085	6.386	3.699	9.997	6.157	3.840	7.419	4.565	*2.854*
	Total (toutes causes)	**559.655**	**288.897**	**270.758**	**542.490**	**282.468**	**260.022**	**547.307**	**283.791**	**263.516**

TABLEAU D.03-3

Décès des enfants de moins d'un an suivant la cause principale (1)

Sources : INSEE
INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Classification internationale des maladies (9e révision)	Principales causes de décès	1980	1981	1982	1983	1984
000-139	Maladies infectieuses et parasitaires	191	157	165	118	106
001-009	dont : *Maladies infectieuses intestinales*	*73*	*67*	*67*	*45*	*35*
038	*Septicémies*	*26*	*23*	*23*	*25*	*19*
320-323	Méningite, encéphalite, myélite et encéphalomyélite (2)	110	94	90	79	61
487	Grippe	8	5	50	48	40
480-486	Pneumonie	44	60			
740-759	Anomalies congénitales	1.782	1.747	1.654	1.533	1.401
740-742	dont : *Anomalies congénitales du système nerveux*	*237*	*251*	*215*	*193*	*194*
745-747	*Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire*	*940*	*900*	*867*	*798*	*749*
760-779	Causes de mortalité périnatale	2.173	2.026	1.854	1.607	1.566
765	dont : *Prématurité*	*181*	*145*	*127*	*103*	*74*
768	*Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance*	*187*	*251*	*262*	*261*	*272*
769	*Syndrome de détresse respiratoire*	*388*	*340*	*327*	*299*	*290*
770	*Autres affections respiratoires du nouveau-né*	*459*	*419*	*333*	*281*	*318*
771	*Infections spécifiques de la période périnatale*	*307*	*293*	*259*	*217*	*220*
Autres numéros	Autres maladies spécifiées	604	582	535	528	457
780-799	Symptômes et autres états morbides mal définis	2.380	2.463	2.623	2.498	2.298
E 800-E 999	Accidents et morts violentes	718	689	571	423	370
	Total (toutes causes)	**8.010**	**7.823**	**7.542**	**6.834**	**6.299**

(1) Y compris les décès d'enfants, nés vivants, décédés avant la déclaration de naissance à l'état civil (faux morts-nés). — (2) Non compris les méningites et les encéphalites survenant au cours d'une maladie classée comme infectieuse ou parasitaire (CIM nos 000-139).

TABLEAU D.03-4

Cas de SIDA rapportés

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi

	1982	1983	1984	1985	1986
Nouveaux cas	20	57	176	313	648
Cumul depuis 1981 (au 31 décembre)	27	84	260	573	1.221

TABLEAU D.03-5

Professions de santé : effectif et densité

Situation au 31 décembre 1984

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SESI)

Professions	Effectif	Densité (pour 100.000 habitants)	Nombre d'habitants par praticien
PROFESSIONS MÉDICALES			
Médecin en activité (1)	(4) 132.138	238,9	418
dont : Exerçant en clientèle privée	91.065	164,7	607
Chirurgien-dentiste (2)	34.744	63,1	1.585
Pharmacien (3)	43.965	79,8	1.252
Sage-femme	9.147	(6) 77,5	(7) 1.291
AUXILIAIRES MÉDICAUX			
Infirmier	286.703	520,7	192
dont : Diplômé d'État et autorisé	226.198	410,8	243
Psychiatrique	60.505	109,9	910
Masseur-kinésithérapeute	34.589	62,8	1.592
Pédicure	(5) 4.768	8,7	11.549
Orthophoniste	8.825	16,0	6.239
Audioprothésiste	1.124	2,0	48.989
Orthoptiste	(5) 1.041	1,9	52.895

(1) Ensemble des médecins en activité figurant dans le Répertoire automatisé Adeli (automatisation des listes des professions réglementées des directions départementales des Affaires sanitaires et sociales), qu'ils soient ou non inscrits à l'Ordre. Non compris les médecins militaires. — (2) Non compris les stomatologistes docteurs en médecine classés avec les médecins. — (3) Ensemble des pharmaciens en activité (on compte 22.745 pharmaciens d'officine, densité 41,3 pour 100.000 habitants; 1 pharmacien d'officine pour 2.421 habitants). — (4) Au 1 janvier 1987. — (5) Les évaluations faites à partir des informations disponibles par secteur d'activité conduisent à revoir, en baisse, les effectifs en activité de ces 2 professions. — (6) Pour 100.000 femmes de 15 à 44 ans. — (7) Nombre de femmes de 15 à 44 ans par sage-femme.

TABLEAU D.03-6

Médecins dans divers pays : effectif et densité

Sources : Organisation mondiale de la Santé
Communauté économique européenne

Pays	Effectif 1970	Effectif 1980	Habitants/Médecin 1970	Habitants/Médecin 1980
Allemagne (République fédérale d')	99.654	133.431	609	441
Belgique	14.991	25.629	643	385
Danemark	6.935	(1) 19.572	711	(1) 482
France	65.191	108.054	779	498
Grèce	14.375	23.469	619	406
Irlande	3.535	4.443	839	775
Italie	97.440	(2) 164.555	551	(2) 344
Luxembourg	346	(2) 500	980	(2) 719
Pays-Bas	16.292	(2) 25.947	800	(2) 541
Royaume Uni	69.700	(2) 83.853	797	(2) 648

(1) 1978. — (2) 1979.

TABLEAU D.03-7

Personnels hospitaliers. Situation des effectifs au 31 décembre 1985

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SESI)

Catégorie de personnel	Public		Privé		Ensemble	
	Total	Dont : temps plein	Total (1)	Dont : temps plein	Total	Dont : temps plein
Médecins et biologistes	**60.818**	**22.328**	**52.510**	**11.588**	**113.328**	**33.916**
Internes et étudiants	**39.422**	●	**4.052**	●	**43.474**	●
soit : Internes en médecine	23.671	●	2.740	●	26.411	●
Internes en pharmacie	2.911	●	101	●	3.012	●
Étudiants 2e partie DCEM	12.840	●	1.211	●	14.051	●
Ensemble des médecins et internes	**100.240**	●	**56.562**	●	**156.802**	●
Personnel administratif	**68.145**	**58.950**	**29.574**	**25.059**	**97.719**	**84.009**
soit : Personnel de direction	3.651	3.389	5.429	4.421	9.080	7.810
Personnel d'administration	60.965	52.592	23.778	20.349	84.743	72.941
Personnel des écoles de cadres et professions para-médicales	3.529	2.969	367	289	3.896	3.258
Personnel soignant et éducatif	**434.048**	**396.621**	**136.747**	**118.804**	**570.795**	**515.425**
soit : Sages-femmes (2)	5.100	4.457	2.846	2.471	7.946	6.928
Psychologues	2.550	1.691	1.059	325	3.609	2.016
Personnel des services médicaux	420.533	385.708	126.943	111.357	547.476	497.065
soit : Infirmiers [DE et autorisés] (3)	*132.092*	*117.787*	*43.464*	*38.088*	*175.556*	*155.875*
Infirmiers psychiatriques (4)	*43.860*	*40.047*	*7.024*	*6.188*	*50.884*	*46.235*
Masseurs-kinésithérapeutes	*4.955*	*3.379*	*5.220*	*2.744*	*10.175*	*6.123*
Aides soignants (4)	*132.225*	*122.677*	*32.017*	*29.560*	*164.242*	*152.237*
Agents des services hospitaliers (5)	*95.547*	*91.504*	*26.912*	*24.979*	*122.459*	*116.483*
Personnel éducatif	3.341	2.700	5.165	4.214	8.506	6.914
Assistantes de services sociaux	2.524	2.065	734	437	3.258	2.502
Personnel médico-technique	**30.410**	**26.256**	**8.172**	**5.486**	**38.582**	**31.742**
soit : Pharmaciens	1.276	717	1.618	223	2.894	940
Personnel des services de pharmacie	3.338	2.964	825	541	4.163	3.505
Personnel des services de laboratoire	15.164	12.779	2.407	1.890	17.571	14.669
Personnel des services d'électroradiologie	10.306	9.518	2.824	2.423	13.130	11.941
Autres personnels médico-techniques	326	278	498	409	824	687
Personnel technique	**102.618**	**98.943**	**48.607**	**44.050**	**151.225**	**142.993**
soit : Personnel des services techniques	1.680	1.655	2.840	2.600	4.520	4.255
Personnel des services informatiques	2.189	2.004	838	730	3.027	2.734
Personnel des services ouvriers du parc auto et des services intérieurs	98.749	95.284	44.929	40.720	143.678	136.004
Ensemble pharmaciens, sages-femmes et personnel non médical	**635.221**	**580.770**	**223.100**	**193.399**	**858.321**	**774.169**

(1) Y compris bénévoles et libéraux exerçant dans les cliniques privées. — (2) Non compris personnel des écoles. — (3) Tous grades et spécialisations confondus, y compris les étudiants en médecine rémunérés sur des postes d'infirmiers, non compris les personnels des écoles ainsi que les élèves. — (4) Non compris les élèves. — (5) Y compris autres emplois secondaires des services médicaux.

TABLEAU D.03-8

Établissements sanitaires civils par catégorie d'établissement

Situation à la fin de l'année indiquée

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SESI)

Établissements	Nombre d'établis-sements	Nombre de lits (ou places)
1. ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PUBLICS (1) [1985]		
Catégorie d'établissements :		
Centre hospitalier régional	29	114.036
Centre hospitalier	202	148.451
Hôpital	301	104.833
Hôpital local	342	52.908
Centre de moyen et long séjour	81	14.304
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	98	74.585
Autres établissements	4	819
Total (tous établissements)	*1.057*	*509.936*
2. ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PRIVÉS (1) [1985]		
Établissement de soins aigus	1.389	115.911
Maison d'enfants à caractère sanitaire	142	9.585
Établissement de moyen séjour	634	45.764
Établissement de moyen et/ou long séjour	20	2.328
Centre de long séjour	13	1.044
Établissement de lutte contre les maladies mentales	283	17.072
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	22	17.911
Autres établissements	28	2.708
Traitements et soins à domicile-dialyse ambulatoire	108	119
Total (tous établissements)	*2.639*	*212.442*
Ensemble	/// (2)	**722.378**

	Lits par section	
	Public	Privé
A. *Section « hôpital »*	*378.547*	*201.778*
Médecines et spécialités médicales	115.847	30.008
Chirurgie et spécialités chirurgicales	66.235	64.531
Gynécologie-obstétrique	17.952	12.432
Lutte contre le cancer	/// (2)	4.336
Lutte contre les maladies mentales et les toxicomanies	83.439	29.473
Autres (moyen et long séjour)	95.074	60.998
B. *Section « hospice » et maison de retraite*	*116.005*	*1.912*
C. *Section « annexes » des hôpitaux*	*2.382*	*2.439*
A + B + C. Ensemble des lits	**496.934**	**206.129**

Établissements	Nombre d'établis-sements	Nombre de lits (ou places)
3. AUTRES ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX		
A. Hospices et maisons de retraite publics autonomes (3) [1984]	1.234	104.043
Maisons de retraite privées (3) [1984]	2.053	109.977
B. Établissements concernant la Protection Maternelle et Infantile		
Pouponnières (4)		
à caractère social (5) [1985]	18	777
à caractère sanitaire (6) [1983]	46	2.178
Crèches (1983)		
collectives (7)		
traditionnelles	1.446	78.806
mini-crèches et crèches parentales	211	4.108
familiales (8)	681	43.715
Garderies, jardins d'enfants (9) [1983]	304	13.186
Haltes-garderies (10) [1983]	1.890	37.800
Maisons d'enfants à caractère social (1985)	746	33.747
Consultations prénatales et postnatales (11)	404	//
Consultations infantiles (12)	5.681	//
Centres maternels (13) [1985]	65	2.499
Foyers de l'aide sociale à l'enfance (13) [1985]	162	9.451
Villages d'enfants [1985]	15	788
C. Établissements sociaux en faveur de l'enfance et de l'adolescence		
Établissements d'éducation spéciale pour l'enfance handicapée (1985)	1.871	120.877
Foyers de jeunes travailleurs	...	...
D. Établissements sociaux en faveur des adultes et de la famille		
Ateliers protégés (1985)	111	5.624
Centres d'aide par le travail (1985)	928	59.648
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale agréés (1985)	704	28.482
Maisons familiales de vacances	...	...
Logements foyers (1984)	2.160	117.016
E. Centres et postes de transfusion sanguine [1983]	175	//

(1) On recense des entités juridiques pour le public et les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics, on recense des établissements pour le privé à l'exception des hôpitaux psychiatriques. — (2) Sans objet ou non significatif. — (3) Y compris les lits en section de cure médicale. — (4) Institution assurant la garde de jour et de nuit d'enfants âgés de moins de 3 ans et qui ne peuvent ni rester au sein de leur famille, ni bénéficier d'un placement familial surveillé (y compris les pouponnières des hôpitaux, § 1 C). — (5) Pour enfants sains. — (6) Pour enfants hypotrophiques (débilité physique notamment). — (7) Établissements destinés à garder, pendant la journée, durant le travail de leur mère, des enfants bien portant âgés de moins de 3 ans. — (8) Placements de jour pour enfants en bonne santé de moins de 3 ans chez des assistantes maternelles par les services départementaux de l'Action sanitaire et sociale. Le nombre de lits est en fait le nombre d'enfants inscrits. — (9) Établissements ayant pour objet de garder, pendant la journée, des enfants bien portants âgés de 3 à 6 ans; les jardins d'enfants assurent en outre le développement des capacités physiques et mentales des enfants par des exercices et des jeux. — (10) Les haltes-garderies reçoivent des enfants de 3 mois à 5 ans, pendant la journée, pour une durée limitée et de façon occasionnelle. — (11) Les centres de consultations reçoivent les futurs conjoints pour la pratique de l'examen prénuptial, les femmes enceintes ainsi que les mères après leur accouchement. — (12) Ces centres assurent la surveillance de la croissance et du développement des enfants depuis la naissance jusqu'à l'âge de 6 ans. — (13) À l'exclusion des pouponnières et sections d'établissements recevant des enfants de moins de 3 ans.

TABLEAU D.03-9

Mouvement de la population hospitalisée

Sources : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi
INSEE

Établissement et catégorie d'hospitalisés	Année	Nombre d'hospitalisés : Présents au 1er janvier (a)	Admis dans l'année (b)	Soignés dans l'année (c)	Sortis dans l'année (d)	Décédés dans l'année (e)	Nombre de journées d'hospitalisation (en milliers)
ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PUBLICS							
A. HÔPITAUX GÉNÉRAUX (1) :							
1. Secteur hôpital (2)	1975	169.777	5.016.576	5.186.353	5.022.208	163.348	69.383
	1976	162.978	5.399.257	5.562.235	5.402.632	167.893	69.832
	1977	159.248	5.715.829	5.875.077	5.707.795	199.285	71.321
	1978	167.923	6.068.877	6.236.800	6.061.126	223.103	75.028
	1979	184.883	6.308.231	6.493.114	6.309.128	231.084	78.985
	1980	184.549	6.038.370	6.223.252	5.975.314	...	81.377
	(3) 1981	203.863	6.282.440	6.486.303	6.265.451	...	85.842
	1982	207.722	6.357.832	6.565.554	6.353.172	...	86.596
	1983	202.659	6.229.285	6.431.944	6.185.988	...	84.476
	1984	159.882	6.426.172	6.586.054	4.108.245	...	r 85.053
	1985	...	6.635.204	...	...	...	85.341
2. Secteur hospice et maison de retraite des hôpitaux publics	1975	237.071	151.846	388.917	151.515	27.562	85.641
	1976	237.019	156.273	393.292	157.255	27.987	85.359
	1977	235.723	155.174	390.897	157.607	25.161	84.741
	1978	230.896	156.168	387.064	159.404	25.388	82.683
	1979	225.257	163.127	...	...	...	81.065
	1980	216.055	156.369	...	...	...	77.363
	1982	108.607	101.110	209.717	98.249	...	39.241
	1983	105.231	92.381	197.612	91.418	...	37.525
	1984	85.031	93.618	178.649	57.729	...	38.153
	1985	...	96.449	...	...	...	38.041
B. ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PRIVÉS (4)	1975	121.319	3.472.819	3.594.138	3.454.999	15.820	54.462
	1976	122.663	3.491.483	3.614.146	3.478.735	17.414	54.686
	1977	117.997	3.596.154	3.714.151	3.571.197	22.954	55.533
	1978	120.000	3.721.596	3.841.596	3.693.597	27.999	58.826
	1979	120.000	3.800.703	3.920.703	3.799.203	28.114	56.998
	1980	121.500	3.928.394	4.049.894	3.926.644	27.912	57.361
	1981	123.250	4.033.915	4.157.165	4.034.854	28.038	57.374
	1982	123.200	4.088.961	4.212.161	4.084.614	28.072	57.600
	1983	115.925	3.870.603	3.986.528	3.788.345	56.662	55.464
	1984	118.336	4.300.914	4.419.250	4.239.400	55.540	58.667
	1985	121.795	4.578.323	4.700.118	4.542.942	63.802	59.489
C. ÉTABLISSEMENTS PSYCHIATRIQUES (5)	1975	110.000	228.249	338.249	221.077	6.463	39.762
	1976	110.709	252.148	362.857	249.460	5.897	38.949
	1977	107.500	266.092	363.592	239.506	5.648	34.763
	1978	106.720	280.000	386.780	276.140	6.473	35.000
	1979	104.241	284.851	389.092	268.136	6.855	36.544
	1980	99.794	258.273	358.067	249.304	7.953	34.025
	1982	95.239	283.789	379.028	280.623	7.012	32.866
	1984	86.485	316.822	403.307	313.335	6.319	30.068

Colonnes *(a)* et *(c)* : pour les établissements psychiatriques : y compris les malades en sortie d'essai qui restent inscrits sur les contrôles de l'établissement. — *(b)* Non compris les admissions par transfert. Pour les établissements psychiatriques : non compris les réintégrations après sorties d'essai ou après évasion. — *(c)* Ensemble des existants au 1er janvier *(a)* et des admis dans l'année *(b)*. — *(d)* Non compris les décédés *(e)* et les sorties par transfert. Pour les établissements psychiatriques : non compris les sorties d'essai; y compris les sorties d'essai transformées en sorties définitives et les évasions non suivies de réintégration. — *(e)* Pour les établissements psychiatriques : y compris les décès de malades en sortie d'essai.

(1) Établissements civils publics, non compris les services de psychiatrie classés à C et les sections annexes (services d'hébergement). — (2) Non compris les services hospitaliers de psychiatrie classés à C et les secteurs annexes (services d'hébergement non retenus dans le présent mouvement). — (3) À partir de 1981, les centres de moyen et/ou long séjour ont été enquêtés en plus. — (4) L'enquête auprès des établissements d'hospitalisation privés a été modifiée en 1983 afin d'harmoniser les informations recueillies avec celles du secteur public, en introduisant les nomenclatures nationales. Le champ de l'enquête a été élargi par rapport à la précédente enquête. En 1983, eu égard aux difficultés rencontrées, cette enquête n'est pas exhaustive. — (5) Établissements d'hospitalisation spécialisés en psychiatrie, publics (CHS), privés faisant fonction de public (HPP) et services de psychiatrie des établissements d'hospitalisation publics.

TABLEAU D.03-10

Consommation médicale totale par activité

(Évaluations de base 1980)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SESI - Compte satellite de la santé)

Unité : Million de francs

	1981	1982	1983	* 1984	* 1985	* 1986
Soins hospitaliers	119.362	140.303	156.194	175.189	188.477	198.633
soit : soins hospitaliers publics	93.480	110.633	123.014	136.160	145.917	153.263
soins hospitaliers privés	25.882	29.670	33.180	39.029	42.560	45.370
Soins ambulatoires	58.265	66.556	79.863	89.096	99.420	109.169
soit : médecins	27.907	31.791	38.214	41.780	47.085	50.993
auxiliaires médicaux	6.706	7.815	10.152	11.829	13.549	15.608
dentistes	15.192	17.201	20.037	22.456	24.027	25.805
analyses	6.524	7.563	8.895	10.132	11.540	13.132
cures médicales	2.292	2.660	3.050	3.450	3.847	4.346
Transports de malades	2.379	2.996	3.490	4.101	4.732	5.484
Médicaments	40.688	46.587	51.385	57.037	64.851	71.725
Prothèses	4.352	5.178	5.716	6.728	8.035	8.726
soit : lunetterie	3.085	3.706	4.075	4.555	5.157	5.492
orthopédie	1.267	1.472	1.641	2.173	2.878	3.234
Consommation totale de soins et biens médicaux	225.046	261.620	296.648	332.151	365.515	393.737
Médecine préventive	6.518	7.607	8.234	8.728	9.393	9.871
Consommation médicale totale	**231.564**	**269.227**	**304.882**	**340.879**	**374.908**	**403.608**

* Les chiffres des années affectées d'un astérique sont susceptibles de révision.

TABLEAU D.03-11

Dépenses de santé par opération de financement

Année 1985

(Évaluations de base 1980)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SESI - Compte satellite de la santé)

Unité : Million de francs

Financements / Dépenses	Prestations sociales			Dotation globale	Autres transferts et subventions	Dépenses courantes		Autres	Assurances privées	Débours des ménages	Total
	Sécurité sociale base	Mutuelles	État et collectivités locales		Sécurité sociale	Sécurité sociale	État et collectivités locales				
Prestataires de soins	106.881	9.703	4.080	123.438			3.356			44.400	291.858
soit : Soins hospitaliers	37.698	2.159	3.251	122.788			3.356			18.454	187.706
Soins ambulatoires	65.262	7.544	829							25.785	99.420
Transports de malades	3.921			650						161	4.732
Biens médicaux	44.827	5.580	770							21.709	72.886
soit : Officines pharmaceutiques	41.798	5.000	640							17.413	64.851
Distributeurs d'autres biens médicaux (lunetterie-orthopédie)	3.029	580	130							4.296	8.035
Total : soins et biens médicaux	**151.708**	**15.283**	**4.850**	**123.438**			**3.356**		**(10.328)**	**66.109**	**364.744**
Aide aux malades (indemnités journalières)	29.970										29.970
Aide indirecte (subventions)					2.962						2.962
Total : dépenses pour les malades	**181.678**	**15.283**	**4.850**	**123.438**	**2.962**		**3.356**			**66.109**	**397.676**
Service de médecine préventive	1.725						3.589				9.393
Service de prévention collective						660	787				1.447
Total : prévention	**1.725**					**660**	**4.376**	**4.079**			**10.840**
Recherche médicale							5.012	1.230			6.242
Formation							2.570	46		183	2.799
Gestion administrative de santé							6.054				6.054
Total : dépenses courantes de santé	**183.403**	**15.283**	**4.850**	**123.438**	**2.962**	**660**	**21.368**	**5.355**	**(10.328)**	**66.292**	**423.611**

TABLEAU D.03-12 A

Principaux régimes d'aide sociale : bénéficiaires (situation au 31 décembre)

France métropolitaine

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SESI)

Nature de l'aide	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 Département	1984 État	1985 Département	1985 État
Aide sociale à l'enfance :											
Pupilles (y compris sous condition)	24.055	23.358	21.769	20.623	18.722	16.804	14.704	12.827	—	11.183	—
Enfants en garde	89.496	84.156	80.787	77.455	75.609	70.602	67.866	66.826	—	65.907	—
Recueillis temporaires	63.513	60.553	58.594	57.338	56.199	54.189	51.026	49.364	—	44.210	—
Sous-total pupilles et assimilés	*177.064*	*168.067*	*161.150*	*155.416*	*150.530*	*141.595*	*133.596*	*129.017*	—	*121.300*	—
Enfants secourus	205.179	183.524	180.783	215.292	219.516	226.412	●	204.712	—	●	—
Enfants sous protection conjointe	42.906	39.897	39.469	36.712	35.191	36.520	●	●	—	28.772	—
Enfants AEMO (1)	110.058	110.197	108.657	108.490	109.436	108.734	●	97.529	—	101.319	—
Aide médicale générale :											
Aide à domicile (5)	568.871	590.859	583.178	574.503	●	●	●	438.763	—	●	—
Aide hospitalière (5)	430.497	450.682	402.712	367.616	369.734	363.878	342.049	347.721	—	302.039	—
Aide médicale aux tuberculeux (6)	8.569	6.740	5.336	3.260	2.216	1.620	1.375	1.168	—	752	—
Aide médicale aux malades mentaux (6)	30.180	28.932	27.172	22.799	19.088	17.690	17.053	19.953	—	10.832	—
Cotisations d'assurance personnelle	93.409	84.834	88.754	90.601	52.128	53.472	51.560	—	56.546	—	71.014
Cotisations d'assurance personnelle au taux majoré	22.726	14.109	10.670	7.131	4.553	3.897	3.241	—	3.313	—	
Cotisations d'assurance maladie au taux spécial adultes handicapés	121.596	168.660	207.924	251.700	285.651	305.805	331.875	—	347.364	—	363.469
Interruption volontaire de grossesse (5)	●	●	20.748	22.052	26.098	31.021	14.562	—	*r* 10.513	—	10.090
Aide sociale aux personnes âgées :											
Hébergement	199.942	195.899	194.862	197.537	191.690	179.392	179.986	160.920	—	151.070	—
Aide à domicile (2) :											
Allocations simples	1.525	1.650	1.793	2.553	3.987	4.096	5.119	—	5.471	—	5.136
Allocations représentatives de services ménagers	11.031	11.576	11.379	11.272	11.971	10.531	7.575	6.342	—	5.204	—
Services ménagers	34.234	46.537	58.876	67.720	79.631	122.044	140.483	137.605	—	129.317	—
Aide sociale aux personnes handicapées :											
Placement (3)	42.826	46.458	49.275	50.963	52.086	56.691	58.459	—	62.288	—	61.567
Hébergement (4)	49.522	47.711	47.701	48.134	61.493	63.224	64.708	65.557	—	64.834	—
Aide à domicile (2) :											
Aide ménagère	6.950	8.506	●	●	●	6.826	5.156	5.413	—	4.838	—
Allocation compensatrice	///	●	32.377	64.570	102.955	126.441	142.020	150.538	—	152.074	—
Autres allocations	186.766	●	75.220	55.779	46.453	30.440	23.014	9.202	*r* 8.753	●	7.981
Aide sociale en matière d'hébergement (6)	83.812	110.814	119.027	100.578	106.213	110.037	114.181	—	125.131	—	●
soit :											
Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	57.640	67.816	76.499	78.504	81.857	86.072	92.237	—	110.315	—	●
Réfugiés et rapatriés	26.172	42.998	42.528	22.074	24.356	23.965	21.944	—	14.816	—	●
Allocation de loyer	173	156	138	105	93	78	60	—	63	—	●
Allocations militaires (6)	5.615	5.671	5.069	4.783	7.248	8.167	6.589	—	4.675	—	1.502
Allocations supplémentaires (FNS art. 23)	56.521	30.828	15.684	6.479	6.528	5.997	4.234	—	6.718	—	4.568
Sans domicile de secours (7)	///	///	///	///	///	///	///	///	///	—	●

(1) AEMO = Action éducative en milieu ouvert. — (2) Nombre d'allocations. — (3) En établissement médico-éducatif, centre de rééducation professionnelle, centre d'aide par le travail. — (4) En foyer, hospice, logement-foyer, milieu familial. — (5) Nombre d'admissions dans l'année. — (6) Nombre d'admissions jusqu'en 1984; en 1985, nombre de bénéficiaires au 31-12. — (7) Jusqu'en 1984, les bénéficiaires des prestations relevant de la compétence du département comprennent les sans domicile de secours. En 1985, ceux-ci en sont exclus mais sont difficilement estimables.

TABLEAU D.03-12 B

Principaux régimes d'aide sociale : bénéficiaires (situation au 31 décembre)

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SESI)

Nature de l'aide	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984		1985
								Département	État	Département	État
Aide sociale à l'enfance :											
Pupilles (y. c. sous condition)	25.460	24.558	22.765	21.569	19.557	17.662	15.455	13.438	—	11.780	—
Enfants en garde	92.114	86.642	82.580	79.316	77.724	72.628	69.798	68.813	—	68.461	—
Recueillis temporaires	66.528	63.805	61.587	59.956	58.484	56.520	53.595	51.990	—	46.890	—
Sous-total pupilles et assimilés	*184.102*	*175.005*	*166.932*	*160.841*	*155.765*	*146.810*	*138.848*	*134.241*	—	*127.131*	—
Enfants secourus	269.424	243.930	235.561	261.318	265.645	270.043	●	260.029	—	●	—
Enfants sous protection conjointe	43.207	40.247	39.728	36.997	36.096	36.986	●	●	—	29.121	—
Enfants AEMO (1)	111.899	112.307	111.693	110.212	111.451	111.009	●	101.198	—	104.650	—
Aide sociale à la famille (5) :											
Nombre d'enfants ouvrant droit à l'allocation	44.423	23.230	20.771	17.716	12.702	13.101	8.017	5.614	—	●	—
Aide médicale générale :											
Aide à domicile (6)	944.148	938.926	907.083	913.944	●	●	546.361	555.811	—	382.670	—
Aide hospitalière (6)	529.902	529.439	483.345	450.335	463.355	463.039	444.245	440.203	—	●	—
Aide médicale aux tuberculeux (7)	9.551	7.748	6.994	4.750	3.584	2.487	2.916	2.254	—	●	—
Aide médicale aux malades mentaux (7)	36.704	36.906	35.051	30.617	26.318	25.981	23.985	26.562	—	17.278	—
Cotisations d'assurance personnelle	97.115	87.988	92.546	94.558	55.883	58.220	60.757	—	69.012	—	82.560
Cotisations d'assurance personnelle au taux majoré	22.930	14.322	10.911	7.337	4.680	4.017	3.361	—	3.427	—	
Cotisations d'assurance maladie au taux spécial adultes handicapés	126.388	178.220	218.078	266.345	302.642	324.203	348.631	—	362.269	—	378.967
Interruption volontaire de grossesse (6)	●	●	23.133	24.364	28.388	33.780	16.856	—	*r* 12.174	—	11.865
Aide sociale aux personnes agées :											
Hébergement	201.000	197.389	196.271	199.432	193.502	181.019	181.926	163.144	—	153.752	—
Aide à domicile (2) :											
Allocations simples	8.211	8.257	9.283	9.860	10.855	10.988	11.775	—	12.334	—	●
Allocations représentatives de services ménagers	11.031	11.576	11.296	11.272	11.971	10.533	7.586	6.346	—	5.211	—
Services ménagers	34.307	46.608	58.938	67.780	79.692	122.160	141.300	138.573	—	130.325	—
Aide sociale aux personnes handicapées :											
Placement (3)	43.357	47.204	50.029	51.916	52.182	57.065	58.767	—	62.562	—	61.831
Hébergement (4)	50.056	48.410	48.510	49.143	62.193	64.157	65.511	66.509	—	66.508	—
Aide à domicile (2) :											
Aide ménagère	6.954	8.512	●	●	●	6.826	5.156	5.413	—	4.838	—
Allocation compensatrice	///	●	32.377	64.570	102.955	126.441	142.020	150.538	—	152.074	—
Autres allocations	201.159	●	82.028	60.797	49.878	34.389	28.286	12.042	*r* 8.803	●	7.981
Aide sociale en matière d'hébergement (7)	83.812	111.531	119.800	101.519	106.430	110.271	114.370	—	125.358	—	*e* 27.443
soit :											
Toutes catégories (n. c. réfugiés et rapatriés)	57.640	68.009	76.700	78.849	82.074	86.300	92.426	—	110.542	—	●
Réfugiés et rapatriés	26.172	43.522	43.100	22.670	24.356	23.971	21.944	—	14.816	—	●
Allocation de loyer	173	156	138	105	93	78	60	—	63	—	●
Allocations militaires	6.697	6.986	5.860	5.786	8.496	9.464	7.425	—	5.819	—	●
Allocations supplémentaires (FNS art. 23)	70.865	42.146	24.297	13.382	18.614	17.118	13.962	—	13.643	—	●
Sans domicile de secours (8)	///	///	///	///	///	///	///	///	///	—	●

(1) AEMO = Action éducative en milieu ouvert. — (2) Nombre d'allocations. — (3) En établissement médico-éducatif, centre de rééducation professionnelle, centre d'aide par le travail. — (4) En foyer, hospice, logement-foyer, milieu familial. — (5) Uniquement pour les départements d'outre-mer. — (6) Nombre d'admissions dans l'année. — (7) Nombre d'admissions jusqu'en 1984; en 1985, estimations des présents au 31-12. — (8) Jusqu'en 1984, les bénéficiaires des prestations relevant de la compétence du département comprennent les sans domicile de secours. En 1985, ceux-ci sont exclus mais sont difficilement estimables.

TABLEAU D.03-13 A

Principaux régimes d'aide sociale : dépenses

France métropolitaine

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SESI)

Unité : Million de francs

Nature de l'aide	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 Département (1)	1984 État (2)
Aide sociale à l'enfance	4.308,2	5.184,0	5.883,4	7.118,9	8.209,7	9.247,2	10.891,4	12.765,3	14.248,7	14.182,1	—
Aide sociale à la famille	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	—
Aide médicale générale	1.922,7	2.268,5	2.521,6	2.742,1	2.770,0	2.929,9	2.670,5	2.676,4	2.879,2	1.784,7	293,8
soit : Aide à domicile	*373,1*	*427,4*	*424,3*	*515,3*	*478,6*	*511,4*	*578,2*	*719,3*	*761,0*	*1.784,7*	—
Aide hospitalière	*1.228,7*	*1.491,6*	*1.750,1*	*1.943,4*	*1.964,1*	*2.020,3*	*1.883,7*	*1.746,5*	*1858,3*		
Cotisations d'assurance volontaire ou personnelle	*320,9*	*349,5*	*347,2*	*283,4*	*327,3*	*398,2*	*208,6*	*214,6*	*259,9*	—	*293,8*
Aide médicale aux tuberculeux	101,6	108,6	111,7	117,3	103,5	87,1	74,8	68,2	61,4	30,0	—
Aide médicale aux malades mentaux	1.154,0	1.214,1	1.206,0	954,1	835,7	582,3	412,3	376,5	436,4	204,7	75,2
soit : Hospitalisations	*440,3*	*492,0*	*529,7*	*602,5*	*548,5*	*400,5*	*305,0*	*294,4*	*364,9*	*204,7*	—
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré	*713,7*	*722,1*	*676,3*	*351,6*	*286,6*	*181,8*	*107,3*	*82,1*	*71,5*	—	*75,2*
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	///	///	89,1	487,4	756,5	1.065,6	1.313,6	1.677,5	2.173,2	—	1810,5
Interruption volontaire de grossesse	0,5	4,4	8,7	10,7	11,7	11,7	16,3	22,5	15,6	—	8,0
Contraception	///	///	0,1	0,1	0,3	0,4	0,6	0,8	1,1	1,4	—
Aide sociale aux personnes âgées	1.899,9	2.320,5	2.714,0	3.070,4	3.591,2	4.156,5	4.810,2	5.573,8	6.686,1	6.539,9	75,8
soit : Hébergement	*1.710,0*	*2.098,5*	*2.453,3*	*2.722,1*	*3.092,9*	*3.573,3*	*4.023,6*	*4.243,7*	*4.725,7*	*6.539,9*	*75,8*
Aide à domicile	*189,9*	*222,0*	*260,7*	*348,3*	*498,3*	*583,2*	*786,6*	*1.330,1*	*1.960,4*		
Aide sociale aux personnes handicapées	2.558,3	3.231,3	3.515,8	3.948,6	r 4.551,8	5.434,8	6.770,6	8.455,9	10.001,7	7.953,1	2.922,7
soit : Aide à domicile	*1.320,7*	*r 1.533,4*	*1.468,7*	*1.481,8*	*1.747,6*	*2.225,2*	*2.868,6*	*3.630,3*	*4.304,0*	*7.953,1*	*157,8*
Hébergement	*639,6*	*844,0*	*923,7*	*1.063,6*	*1.136,1*	*1.374,7*	*1.579,1*	*1.968,0*	*2.518,8*		
Placement	*598,0*	*833,9*	*1.123,4*	*1.403,2*	*1.668,1*	*1.834,9*	*2.322,9*	*2.857,6*	*3.178,9*	—	*2.764,9*
Aide sociale en matière d'hébergement	148,0	347,8	438,8	517,7	583,2	671,8	862,9	1.150,2	1.358,9	—	1.577,2
soit : Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	*124,6*	*151,8*	*204,0*	*316,0*	*433,4*	*511,1*	*677,5*	*911,8*	*1.121,1*	—	●
Réfugiés et rapatriés	*23,4*	*196,0*	*234,8*	*201,7*	*149,8*	*160,7*	*185,4*	*238,4*	*237,8*	—	●
Allocation de loyer	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	0,2
Prévention et réadaptation sociale	11,1	8,9	12,0	12,8	15,8	20,0	22,8	28,5	35,2	—	44,0
Service social	///	///	489,6	611,0	775,0	950,6	1.191,5	1.422,8	1.671,4	1.845,4	—
Frais d'administration et de contrôle	180,8	217,2	285,1	325,7	383,1	441,1	545,1	656,5	775,5	349,8	523,4
Allocations militaires	4,4	8,6	11,0	12,2	11,1	10,4	10,0	9,4	8,7	—	5,6
Allocations suppl. (INS art. 23) :											
Dépenses brutes	*767,1*	*691,1*	*427,6*	*300,4*	*62,5*	*93,4*	*57,3*	*67,3*	*213,6*	—	*75,8*
Dépenses nettes (2)	294,6	265,3	214,6	118,7	41,2	54,2	46,0	57,2	208,3	—	...
Hospitalisation des alcooliques dangereux	///	///	///	///	///	///	///	///	///	—	3,4
Sans domicile de secours	///	///	///	///	///	///	///	///	///	—	1.162,8
Total	**12.584,4**	**15.179,4**	**17.501,7**	**20.047,9**	**22.639,2**	**25.663,3**	**29.638,7**	**34.941,6**	**40.561,5**	**32.891,1**	**8.578,4**

(1) Dépenses nettes. — (2) Dépenses brutes.

TABLEAU D.03-13 B

Principaux régimes d'aide sociale : dépenses

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SESI)

Unité : Million de francs

Nature de l'aide	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 Département (1)	1984 État (2)
Aide sociale à l'enfance	4.453,5	5.371,4	6.086,9	7.351,3	8.495,6	9.541,6	11.240,2	13.193,8	14.765,5	14.724,8	–
Aide sociale à la famille	12,1	13,1	7,9	6,4	6,6	7,2	5,9	6,8	5,5	6,8	–
Aide médicale générale	2.284,6	2.724,2	3.002,6	3.316,0	3.465,9	3.598,1	3.496,5	3.568,9	3.834,5	2.670,1	370,9
soit : Aide à domicile	*455,8*	*521,2*	*541,1*	*647,1*	*638,3*	*672,9*	*764,9*	*917,2*	*976,2*	*2.670,1*	–
Aide hospitalière	*1.498,2*	*1.841,1*	*2.099,4*	*2.373,9*	*2.486,3*	*2.516,3*	*2.500,3*	*2.414,7*	*2.555,0*		
Cotisations d'assurance volontaire ou personnelle	*330,6*	*361,9*	*362,1*	*295,0*	*341,3*	*408,9*	*231,3*	*237,0*	*303,3*	–	370,9
Aide médicale aux tuberculeux	118,6	133,9	134,0	139,9	131,1	107,3	96,6	87,6	75,3	48,1	–
Aide médicale aux malades mentaux	1.211,7	1.309,2	1.307,6	1.062,8	949,9	706,7	543,3	520,4	604,9	332,8	78,4
soit : Hospitalisations	*496,0*	*582,2*	*620,0*	*706,3*	*658,8*	*520,2*	*432,8*	*434,3*	*530,8*	*332,8*	–
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré	*715,7*	*727,0*	*687,6*	*356,5*	*291,1*	*186,5*	*110,5*	*86,1*	*74,1*	–	78,4
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	///	///	90,2	506,7	782,7	1.116,9	1.403,3	1.767,1	2.313,5	–	1.922,5
Interruption volontaire de grossesse	0,5	5,1	10,3	11,7	12,7	12,4	17,8	24,4	17,6	–	9,1
Contraception	///	///	0,6	0,6	0,9	1,0	1,3	1,7	2,0	2,3	–
Aide sociale aux personnes âgées	1.929,5	2.365,8	2.757,9	3.115,3	3.651,8	4.223,9	4.901,8	5.671,3	6.811,3	6.673,5	91,7
soit : Hébergement	*1.732,7*	*2.137,4*	*2.491,5*	*2.763,4*	*3.148,7*	*3.636,8*	*4.105,5*	*4.328,7*	*4.833,7*	*6.673,5*	91,7
Aide à domicile	*196,8*	*228,4*	*266,4*	*351,9*	*503,1*	*587,1*	*796,3*	*1.342,6*	*1.977,6*		
Aide sociale aux personnes handicapées	2.627,8	3.315,4	3.594,5	4.026,3	4.638,0	5.528,4	6.877,2	8.572,3	10.141,8	8.067,5	2.935,8
soit : Aide à domicile	*1.352,3*	*1.583,7*	*1.492,2*	*1.494,4*	*1.762,4*	*2.234,4*	*2.873,9*	*3.637,4*	*4.312,1*	*8.067,5*	159,0
Hébergement	*659,1*	*872,9*	*949,7*	*1.092,8*	*1.167,5*	*1.406,1*	*1.622,7*	*2.010,1*	*2.574,0*		2.776,8
Placement	*616,4*	*858,8*	*1.152,6*	*1.439,1*	*1.708,1*	*1.887,9*	*2.380,6*	*2.924,8*	*3.255,7*	–	1.580,0
Aide sociale en matière d'hébergement	148,0	347,8	440,1	525,3	591,5	674,1	862,9	1.151,4	1.361,6	–	•
soit : Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	*124,6*	*151,8*	*204,1*	*316,0*	*433,4*	*512,0*	*677,5*	*913,0*	*1.123,8*	–	•
Réfugiés et rapatriés	*23,4*	*196,0*	*236,0*	*209,3*	*158,1*	*162,1*	*185,4*	*238,4*	*237,8*	–	0,2
Allocation de loyer	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	–	44,0
Prévention et réadaptation sociale	11,1	8,9	12,0	13,1	16,5	20,0	22,8	28,5	35,2	–	–
Service social	///	///	496,4	636,1	805,2	981,5	1.229,4	1.469,4	1.727,2	1.907,6	605,8
Frais d'administration et de contrôle	200,4	238,4	310,6	362,1	427,3	494,0	609,1	730,1	861,4	382,3	6,7
Allocations militaires	4,9	9,9	13,2	13,4	12,3	12,6	11,0	10,3	9,7	–	
Allocations suppl. (FNS art. 23) :											224,3
Dépenses brutes	*874,1*	*811,5*	*570,1*	*430,4*	*293,3*	*208,2*	*171,9*	*219,5*	*351,3*	–	...
Dépenses nettes	335,7	311,5	286,1	170,1	193,9	120,9	137,5	186,6	342,6	–	
Hospitalisation des alcooliques dangereux	///	///	///	///	///	///	///	///	///	–	3,4
Sans domicile de secours	///	///	///	///	///	///	///	///	///	–	1.177,7
Total	**13.338,7**	**16.154,8**	**18.551,0**	**21.257,3**	**24.182,0**	**27.146,7**	**31.456,7**	**36.990,7**	**42.909,7**	**34.815,9**	**9.050,5**

(1) Dépenses nettes. — (2) Dépenses brutes.

TABLEAU D.03-14 A

Professions sociales : effectif, densité et taux d'accroissement de 1973 à 1983

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SESI)

Profession	Effectif 1973	Effectif 1983	Densité pour 100.000 habitants 1973	Densité pour 100.000 habitants 1983	Taux d'accroissement annuel moyen des effectifs
Assistant de service social	22.517	31.526	43,0	57,5	3,4
Éducateur spécialisé (1)	16.700	38.752	31,9	70,9	8,8
Éducateur de jeunes enfants	2.200	5.648	4,2	10,3	9,9
Moniteur-éducateur (1)	7.350	19.146	14,0	34,9	10,0
Total	**48.767**	**95.072**	**93,1**	**173,6**	///

(1) Y compris les non-diplômés en activité et les personnes en « formation ».

TABLEAU D.03-14 B

Professions sociales : effectif et densité en 1984

Sources : Caisse nationale des allocations familiales
Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SESI et DAS-FE1)

Profession	1984	Densité pour 100.000 habitants
Aide médicopsychologique (1)	6.984	12,7
Éducateur technique spécialisé ou non	11.841	21,6
dont : *Éducateur technique spécialisé* (1)	*3.661*	*6,7*
Travailleuse familiale	8.597	15,6
Conseiller en économie sociale et familiale	*e* 3.000	5,5

(1) Y compris les non-diplômés en activité.

TABLEAU D.03-15

Personnel des établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté (1)

Situation au 31 octobre 1985

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SESI)

Fonction	Temps plein (*a*)	Temps partiel — Nombre de personnes	Temps partiel — Équivalent temps plein (*b*)	Total équivalent temps plein (*a* + *b*)	Taux d'encadrement (en %) (2)
Directeur diplômé	1.964	901	362	2.326	0,44
Directeur non diplômé, directeur adjoint, économe	4.425	1.950	785	5.210	0,98
Éducateur chef de service	3.432	389	182	3.614	0,68
Chef d'atelier	869	59	26	895	0,16
Total fonction direction	*10.690*	*3.299*	*1.355*	*12.045*	*2,26*
Personnel des services administratifs et généraux	*42.869*	*18.526*	*8.534*	*51.402*	*9,75*
Enseignant	8.695	1977	773	9.468	1,80
Éducateur technique spécialisé	3.280	146	77	3.356	0,63
Éducateur technique	8.349	625	319	8.668	1,63
Total fonction enseignement-travail	*20.324*	*2.748*	*1.169*	*21.493*	*4,06*
Infirmier	2.763	1.700	762	3.526	0,67
Masseur kinésithérapeute	647	1.369	536	1.183	0,22
Orthophoniste	797	3.110	1.383	2.180	0,40
Personnel d'aide aux soins	2.162	392	194	2.356	0,44
Autre personnel médical et para-médical	3.751	11.374	3.467	7.218	1,36
Total fonction soins	*10.120*	*17.945*	*6.342*	*16.462*	*3,09*
Éducateur spécialisé (ES)	23.847	3.227	1.792	25.639	4,86
Éducateur de jeunes enfants (EJE)	1.447	261	144	1.591	0,30
Moniteur-éducateur	12.971	1.732	923	13.894	2,64
Aide médico-psychologique (AMP)	5.819	796	391	6.210	1,18
Formation en cours d'emploi	5.099	477	261	5.359	1,01
Contrat de formation	602	74	31	632	0,11
Autre personnel éducatif	8.741	5.439	2.161	10.903	2,06
Total fonction éducation	*58.526*	*12.006*	*5.703*	*64.229*	*12,16*
Assistant social	1.758	1.681	778	2.536	0,47
Conseiller en économie familiale et sociale	258	95	50	308	0,05
Animateur socio-culturel, socio-éducatif	791	241	110	901	0,16
Autre travailleur social	1.254	612	244	1.498	0,27
Total fonction animation	*4.061*	*2.629*	*1.182*	*5.244*	*0,95*
Total	**146.590**	**57.153**	**24.285**	**170.875**	**32,27**

(1) Effectifs redressés et arrondis. — (2) Taux d'encadrement = $\frac{\text{Personnel (en équivalent temps plein)} \times 100}{\text{Ensemble des effectifs presents}}$

TABLEAU D.03-16

Activité des établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté (1)

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (SESI)

Catégorie d'établissements regroupés	Nombre d'établissements	Capacité installée	Effectifs présents au 31 octobre 1985	Taux d'occupation
Établissements pour enfants handicapés	**1946**	**122.817**	**113.495**	**92.4**
soit : Éducation spécialisée pour déficients mentaux	1.300	85.384	78.991	92.5
Arriérés profonds	28	1.816	1.706	93.9
Enfants polyhandicapés	10	384	344	89.5
Éducation spécialisée pour enfants TCC (2)	261	13.404	12.889	96.1
Éducation spécialisée pour handicapés moteurs	124	7.665	7.196	93.8
Éducation spécialisée pour déficients sensoriels	148	12.234	10.625	86.8
Hébergement enfants handicapés (3)	56	1.607	1.502	93.4
Établissements expérimentaux	19	323	242	74.9
Services pour l'enfance handicapée	**780**	///	**80.209**	/
soit : Services de soins et d'éducation spécialisée à domicile	116	///	3.153	/
Services de dépistage traitement enfants handicapés	664	///	77.056	/
Établissements pour adultes handicapés	**2.369**	**119.087**	**116.973**	**98.2**
soit : Centres d'aide par le travail	928	59.648	60.503	101.4
Ateliers protégés (4)	117	5.624	5.385	95.7
Centres de rééducation professionnelle (5)	93	9.616	8.345	86.7
Foyers d'hébergement (6)	873	29.223	28.164	96.3
Maisons d'accueil spécialisées	85	3.424	3.348	97.7
Foyers de vie pour handicapés	241	10.902	10.607	97.2
Établissements expérimentaux	32	650	621	95.5
Établissements sociaux concourant à la protection de l'enfance	**1.405**	**63.768**	**56.285**	**88.2**
soit : Foyers de l'enfance [+ pouponnière] (7)	180	10.228	7.664	74.9
Maisons d'enfants à caractère social (8)	761	34.535	31.266	90.5
Centres de placement familial	68	7. 233	6.556	90.6
Établissements de justice pour mineurs (9)	371	11.401	10.456	91.7
Établissements expérimentaux	25	371	343	92.5
Services sociaux concourant à la protection de l'enfance	**709**	///	///	/
soit : Clubs et équipes de prévention	400	///	///	/
Services d'action éducation en milieu ouvert	219	///	56.840	/
Services d'observation et d'orientation	90	///	11.721	/
Établissements pour adultes handicapés	**864**	**34.069**	**33.122**	**97.2**
soit : Centres maternels (10)	65	2.499	2.094	83.7
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale (11)	707	28.584	27.779	97.1
Atelier de réentraînement à l'effort	38	937	944	100.8
Autres établissements d'hébergement pour adultes en difficulté	44	1.874	2.136	113.9
États expérimentaux	10	175	169	96.5
Services pour adultes en difficulté (12)	**23**	///	**2.632**	/

(1) Effectifs redressés et arrondis. — (2) TCC : troubles de la conduite et du comportement. — (3) Y compris les centres de placement familial. — (4) Y compris les centres de distribution de travail à domicile. — (5) Correspond aux établissements de réinsertion professionnelle et comprend : *(a)* Les centres de rééducation, réadaptation et formation professionnelle; *(b)* Les centres de préorientation pour handicapés; *(c)* Les centres de réentraînement par le travail. — (6) Y compris les centres de placement familial. — (7) Y compris les pouponnières à caractère social. — (8) Y compris les villages d'enfants. — (9) Établissements non enquêtés en 1982 et 1983, il s'agit des établissements sous l'unique tutelle du ministère de la Justice. Le champ a été très mal cerné dans cette enquête. — (10) Correspond aux établissements ASE (aide sociale à l'enfance) mères et enfants de l'enquête ES (établissements sociaux) 83. Les centres maternels accueillent des femmes enceintes ou mères isolées en difficulté. — (11) Y compris communauté de vie pour cas lourds. — (12) Il s'agit des services d'action socio-éducative liée au logement.

Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, ministère chargé de la Santé et de la Famille.

Service études, statistiques et systèmes d'informations (SESI), 14, avenue Duquesne, 75700 Paris, Tél. : (1) 40 56 60 00 :

- *Solidarité santé, études statistiques,* depuis janvier 1984;
- *Solidarité santé, cahiers statistiques,* depuis décembre 1984;
- *Documents statistiques*;
- *Informations rapides*;
- *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales,* 1985;
- *Fichier national des établissements sanitaires et sociaux,* 1984;
- *Comptes nationaux de la santé,* séries 1960-1986 (nouvelle base).

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) :

- *Statistiques des causes médicales de décès* (volume annuel depuis 1968; pour les résultats antérieurs à 1968, voir les volumes de la statistique des causes de décès de l'INSEE).

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés :

- *Revue médicale de l'assurance maladie* (trimestrielle);
- *Indicateur statistique* (annuel);
- *Statistiques nationales d'accidents du travail.* Ces statistiques font également connaître les maladies professionnelles (annuelles) [voir aussi chapitre C.02 « Conditions de travail », § « Accidents du travail » — et chapitre C.04 « Prestations sociales ».

Union des caisses centrales de la mutualité sociale agricole :

- *La Mutualité sociale agricole, statistiques annuelles*;
- *Accidents du travail et maladies professionnelles des salariés agricoles* (annuel).

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés :

- *Bulletin de statistiques* (trimestriel).

Ministère de la Défense :

- Statistique médicale de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de l'armée de mer (trois volumes annuels).

Ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports :

- *Les accidents corporels de la circulation routière* (volume annuel publié par le Service d'études techniques des routes et autoroutes, SETRA) [voir aussi chapitre L.02 « Transports routiers », § « Accidents de la circulation ».

Ministère de l'Intérieur :

- *Statistiques des interventions des sapeurs-pompiers* (annuel).

Centre de sociologie et de démographie médicales :

- *Les cahiers de sociologie et de démographie médicales* (trimestriels).

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) :

- *Consommation* (trimestriel);
- *Monographies;*
- « Les comptes de la santé en 1980 », Commission des comptes de la Santé, Secrétariat d'État chargé de la Sécurité sociale, 1981. Diffusé par le centre de recherches, d'études et de documentation sur la consommation (CREDOC), 75013 Paris.

Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) :

- « Le coût de l'hospitalisation ». — 1. « Le système hospitalier français et les problèmes posés par la croissance des dépenses », *Documents du CERC,* n° 35-36, 1977. — 2. « Le recours au système hospitalier », *Documents du CERC,* n° 45, 1978. — 3. « Les moyens du système hospitalier public. A. « Ensemble des dépenses de fonctionnement et d'équipement », *Documents du CERC,* n° 46, 1978; B. « Analyse des dépenses de fonctionnement », *Documents du CERC,* n° 50, 1979; « Les moyens du système hospitalier public : note récapitulative de la 3e partie », *Documents du CERC,* n° 52, 1979. — 4. « Les établissements de soins privés. A. « Description et analyse d'ensemble », *Documents du CERC,* n° 54, 1980; B. « Les investissements et le financement », n° 60, 1981; C. « Les dépenses de fonctionnement, *Documents du CERC,* n° 65, avril 1983. — « Comparaisons internationales », *Documents du CERC,* n° 48, 1979.

INSEE :

- « Les comptes de la santé. Méthodes et séries 1950-1977 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 74, 1979;
- « Les comptes de la santé en 1979 », *Économie et statistique,* n° 123, juillet 1980;
- Charraud (A.) — « La consommation médicale de ville par sexe et âge dans l'enquête sur la santé et les soins médicaux » (avril 1980-mars 1981). *Premiers résultats* n° 459/453 du 23 février 1953;
- Devouassoux-Merakchi (J.) et Morel (B.) — « Les modes de protection sociale en cas de maladie en 1980. Premiers résultats de l'enquête sur la santé et les soins médicaux 1980-1981 », *Informations rapides du SESI,* n° 14 du 15 mars 1983;
- Charraud (A.), Devouassoux (J.) et Morel (B.) — « La consommation médicale : évolution et disparités », *Données sociales,* édition 1984;
- Devouassoux (J.) et Morel (B.) — « Les modes de protection en cas de maladie », *Données sociales,* édition 1984;
- Charraud (A.) et Valdelièvre (H.) — « La taille et le poids », *Données sociales,* édition 1984;
- Roy (C.) — « Les soins personnels », *Données sociales,* édition 1984;
- Charraud (A.) — « Formes et évolution de la consommation médicale de ville aux différents âges de la vie », *Économie et statistique,* n° 163, février 1984;
- Charraud (A.) et Choquet (O.) — « L'inégalité devant les incapacités physiques », *Économie et statistique,* n° 170, octobre 1984;
- Charraud (A.) et Mormiche (P.) — « Enquêtes santé 1980-1981. — Tableaux détaillés », *Archives et documents,* n° 126, nouvelle édition, avril 1985;
- Charraud (A.) et Mormiche (P.) — « Disparités de consommation médicale », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 118, janvier 1986;
- Mormiche (P.) — « Consommation médicale : les disparités sociales n'ont pas disparu. L'origine des disparités sociales de consommation médicale », *Économie et statistique,* n° 189, juin 1986;
- Mormiche (P.) — « Pratiques culturelles, profession et consommation médicale », *Économie et statistique,* n° 189, juin 1986;
- Mormiche (P.) — « La consommation médicale de ville », *Données sociales,* édition 1987.

enquête santé

- Quel rapport entre degré de couverture sociale et volume des consommations médicales ?
- Les différences de recours entre milieux sociaux relèvent-elles uniquement des différences de revenus ?
- D'où provient la surconsommation médicale des femmes inactives ?
- Quelle est la consommation médicale des populations étrangères ?

Les réponses à ces questions et à d'autres sont dans l'ouvrage que publie l'INSEE

DISPARITÉS DE CONSOMMATION MÉDICALE

à partir des résultats de l'enquête décennale sur la santé et les soins médicaux, effectuée en 1980 et 1981, auprès de 7 300 ménages.

Les « Collections de l'INSEE », série M « Ménages » n° 118, 132 pages, 70 F.

CONSULTATION, VENTE : C 18
Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.
Institut National de la Statistique et des Études Économiques

E

Communication, culture et loisirs

enquête santé

- Quel rapport entre degré de couverture sociale et volume des consommations médicales ?
- Les différences de recours entre milieux sociaux relèvent-elles uniquement des différences de revenus ?
- D'où provient la surconsommation médicale des personnes inactives ?
- Quelle est la consommation médicale des populations étrangères ?

Les réponses à ces questions et à d'autres sont dans l'ouvrage que publie l'INSEE

DISPARITÉS DE CONSOMMATION MÉDICALE

à partir des résultats de l'enquête décennale sur la santé et les soins médicaux, effectuée en 1980 et 1981, auprès de 7 300 ménages.

E

Communication, culture et loisirs

Collection « M » Ménages » n° 118,

CONSULTATION-VENTE

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

1990

Chapitre E.01

Communication

1. Presse

2. Audiovisuel

1. Presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par le *Service juridique et technique de l'Information* (SJTI) auprès de la presse périodique éditée en France (métropole + DOM-TOM), ainsi qu'à partir des déclarations de tirage envoyées à ce service par les imprimeurs en application de l'arrêté ministériel du 9 août 1950.

Le champ de cette enquête, qui permet de déterminer, par type de presse, les tirages, les pourcentages de diffusion, les chiffres d'affaires et les consommations de papier, est limité aux titres de la *presse éditeur* (1).

Appartiennent à l'ensemble *« presse éditeur »* les publications qui, soit sont éditées par les entreprises d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à deux au moins des quatre critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels, parution au moins mensuelle. Ces publications sont classées suivant quatre types : « presse d'information générale et politique nationale », « presse d'information générale et politique locale », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle ».

11. Définitions concernant le tirage des publications périodiques

Tirage au numéro : nombre d'exemplaires tirés d'un numéro donné du titre concerné.

Tirage moyen au numéro : moyenne arithmétique annuelle des tirages au numéro du titre concerné.

Tirage annuel : somme des tirages au numéro de l'ensemble des parutions d'une année civile déterminée.

Tirage total au numéro (d'une catégorie de publication ou de périodicité donnée) : somme des tirages moyens au numéro des titres appartenant à la catégorie étudiée.

Tirage moyen par titre : moyenne arithmétique des tirages moyens au numéro des titres de la catégorie étudiée.

Tirage total annuel : somme des tirages annuels des titres appartenant à la catégorie de publications ou de périodicité étudiée.

12. Les résultats

Les résultats figurant dans ce chapitre ne concernent donc que la presse éditeur et ne sont pas comparables aux séries présentées antérieurement à l'édition 1984 de l'annuaire. D'autre part, la nomenclature de classification par sujet utilisée pour la présentation des tableaux est celle adoptée par le SJTI, qui ne coïncide pas nécessairement avec celle de l'UNESCO.

2. Audiovisuel

La loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 a réorganisé l'ensemble du secteur de l'audiovisuel, et affirmé les principes de la liberté de la communication audiovisuelle et de la concurrence.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service juridique et technique de l'Information du ministère de la Culture et de la Communication.

1. Les autres titres et publications, constituant l'ensemble *« presse de groupements »* (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc.), ne sont plus enquêtés depuis 1982.

Outre les éléments se rapportant au secteur des télécommunications, les innovations notables apportées par la loi sont :

— la création de la Commission nationale de la communication et des libertés;
— la privatisation de TF1;
— la fin du monopole de diffusion de TDF;
— la fin du monopole de commercialisation à l'étranger par FMI;
— la suppression des commandes obligatoires à la SFP.

Le secteur public de la radiodiffusion sonore et de la télévision se compose dorénavant :

— d'une société nationale de programme, chargée de la conception et de la programmation d'émissions de radiodiffusion sonore : Radio-France;

— d'une société nationale de programme, chargée de la conception et de la programmation d'émissions de télévision : Antenne 2;

— d'une société nationale de programme, chargée de la conception et de la programmation d'émissions de télévision à caractère national et régional : France-Régions 3;

— d'une société nationale de programme, chargée de la conception et de la programmation d'émissions de télévision et de radiodiffusion sonore destinées à être diffusées dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer : RFO;

— d'une société nationale de programme chargée de la conception et de la programmation d'émissions de radiodiffusion sonore destinées à la diffusion internationale : RFI;

— d'une société nationale de programme, qui pourra être chargée de la conception et de la programmation d'émissions de télévision diffusées par satellite;

— d'un établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, chargé de conserver et d'exploiter les archives audiovisuelles des sociétés nationales de programme : INA;

— d'une société dont les statuts sont approuvés par décret et dont la majorité du capital est détenue par des personnes publiques, qui assure la diffusion et la transmission, en France et vers l'étranger, des programmes des sociétés nationales : TDF;

— d'une société nationale de production et de création audiovisuelles, soumise à la législation sur les sociétés anonymes, dont la majorité de son capital est détenue par des personnes publiques : SFP.

Par ailleurs, la loi organise la communication audiovisuelle hors du service public en permettant à des personnes privées ou publiques d'éditer un message audiovisuel à destination du public. Deux régimes sont institués pour l'essentiel :

— le régime de l'autorisation préalable, qui est notamment celui des radios et télévisions privées, diffusées par voie hertzienne ou distribuées par câble (art. 10 et 25);
— le régime de la déclaration préalable, qui s'applique à tous les autres services, notamment aux services de télématique (art. 43).

❖ ❖

TABLEAU E.01-1

Presse éditeur : données économiques d'ensemble

Source : Service juridique et technique de l'Information

	Unité	1983					1984				
		Presse d'information générale et politique		Presse spécialisée		Total	Presse d'information générale et politique		Presse spécialisée		Total
		Nationale	Locale	Grand public	Technique et professionnelle		Nationale	Locale	Grand public	Technique et professionnelle	
Titres	Nombre	70	470	1.239	1.123	2.902	67	437	1.226	1.152	2.882
Tirage total annuel	Million d'ex.	1.184,7	2.710,4	3.488,4	320,7	7.704,2	1.148,9	2.674,6	3.599,2	323,9	7.746,6
Consommation de papier	Millier de tonnes	214	*r* 365	483	52	1.116	211	394	492	57	1.154
Chiffre d'affaires [hors TVA] (1)	Million F	6.333,5	10.078,0	14.208,5	3.202,6	33.822,6	6.998,1	10.827,6	15.320,0	3.601,9	36.747,6
soit : Recettes ventes	Million F	3.676,8	6.075,7	9.271,2	1.655,4	20.679,1	4.006,9	6.557,2	9.877,4	1.737,4	22.178,9
Recettes publicité (2)	Million F	2.656,7	4.002,3	4.937,3	1.547,2	13.143,5	2.991,2	4.270,4	5.442,6	1.864,5	14.568,7

(1) Les recettes comprennent les diverses commissions versées aux agents de la vente, aux régies d'abonnement ainsi que les rémunérations d'intermédiaires pour la publicité.
(2) Publicité commerciale et petites annonces.

TABLEAU E.01-2

Titres de la presse éditeur par périodicité

Année 1984

Source : Service juridique et technique de l'Information

Catégorie du sujet principal	Nombre de titres	Périodicité (1) Q	H	M	T	A
Presse nationale d'information générale et politique	*67*	*10*	*32*	*17*	*8*	—
Information générale et politique	15	10	3	2	—	—
Opinion	39	—	18	13	8	
Magazines illustrés d'information	13	—	11	2	—	—
Presse locale d'information générale et politique	*437*	(2) *98*	*307*	*28*	*4*	—
Information générale et politique; opinion	339	(2) 98	231	10	—	—
Magazines régionaux	24	—	2	18	4	—
Annonces judiciaires et légales	74	—	74	—	—	—
Presse spécialisée grand public	*1.226*	*5*	*421*	*544*	*246*	*10*
Presse, TV, spectacles	32	—	26	5	1	—
Bande dessinée	156	—	3	73	78	2
Maison et décoration	19	—	1	11	6	1
Presse familiale et sociale	29	—	2	22	5	—
Presse à sensation	23	—	8	11	4	—
Presse masculine	13	—	1	11	1	—
Presse féminine et presse du cœur	58	—	14	30	12	2
Presse des jeunes	23	—	4	16	3	—
Presse culturelle	39	—	0	24	15	—
Presse des loisirs	273	—	4	170	97	2
Presse économique	18	2	5	7	4	—
Presse sportive	73	3	18	43	8	1
Vulgarisation scientifique et technique	11	—	—	9	2	—
Petites annonces (dont presse gratuite d'annonces)	459	—	335	112	10	2
Presse spécialisée technique et professionnelle	*1.152*	*15*	*142*	*577*	*402*	*16*
Agriculture, sylviculture, pêche	137	1	56	69	10	1
Industrie agricole et alimentaire	46	2	5	32	7	—
Production et distribution d'énergie	18	1	—	11	6	—
Location et crédit-bail immobiliers	14	—	—	10	4	—
Industrie des biens intermédiaires	42	—	2	26	14	—
Industrie des biens d'équipement	52	—	4	32	16	—
Industrie des biens de consommation courante	67	—	6	35	25	1
Assurances	8	—	1	6	1	—
Organismes financiers et boursiers	11	6	—	2	2	1
Industrie de mise en œuvre du bâtiment, génie civil et agricole	49	—	4	25	20	—
Transport et télécommunication	28	1	6	17	3	1
Services non marchands	131	—	3	40	80	8
Commerce	64	—	4	45	15	—
Services marchands	245	1	28	133	80	3
Presse médicale	240	3	23	94	119	1
Ensemble	**2.882**	**128**	**902**	**1.166**	**660**	**26**

(1) Périodicité : Q = quotidiens et journaux du 7e jour. H = tri et bihebdomadaires, hebdomadaires et trimensuels. M = bimensuels et mensuels. T = bi et trimestriels. A = autres périodicités. — (2) Se répartissant en 76 quotidiens et 22 journaux du 7e jour édités par les quotidiens et diffusés en fin de semaine.

TABLEAU E.01-3

Tirage et diffusion de la presse éditeur

Source : Service juridique et technique de l'information

	Type de presse						
	Information générale et politique nationale		Information générale et politique locale		Périodiques grand public	Périodiques techniques professionnels	Ensemble
	Total	Dont quotidiens	Total	Dont quotidiens			
Année 1983							
Nombre de titres	70	11	470	80	1.239	1.123	2.902
Tirage (millier d'exemplaires) :							
Total au numéro	10.019	2.724	15.278	7.517	117.837	13.577	156.059
Moyen par titre	143	248	(2)	94	95	12	(2)
Total annuel	1.184.672	847.799	2.710.432	2.318.482	3.488.370	320.755	7.704.229
Diffusion payée (%) :							
Numéro	55	59	62	63	(1) 56	3	(2)
Abonnement	18	15	23	23	(1) 21	67	(2)
Année 1984							
Nombre de titres	67	10	437	76	1.226	1.152	2.882
Tirage (millier d'exemplaires) :							
Total au numéro	9.901	2.637	14.944	7.413	118.235	13.350	156.430
Moyen par titre	148	264	(2)	97	96	12	(2)
Total annuel	1.148.903	817.486	2.674.583	2.280.256	3.599.210	323.940	7.746.636
Diffusion payée (%) :							
Numéro	53	58	62	62	(1) 63	3	(2)
Abonnement	19	14	23	23	(1) 15	67	(2)

(1) Hors périodiques gratuits d'annonces. — (2) Non significatif.

TABLEAU E.01-4

Presse quotidienne nationale

Tirage moyen au numéro

Source : Service juridique et technique de l'Information

Unité : Millier d'exemplaires

Titres	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Information générale et politique :								
Matin :								
L'Aurore	292	●	●	*e* 70	●	*e* 40	●	(1)
Le Figaro	406	394	391	414	431	453	465	503
L'Humanité	218	192	199	198	181	169	167	163
Libération	58	///	///	78	109	141	178	209
Le Matin	181	191	218	252	●	224	224	158
Le Parisien libéré	438	430	427	426	424	426	421	450
Le Quotidien de Paris	●	●	●	70	95	90	80	76
Soir :								
La Croix	128	127	129	128	125	130	124	119
France-Soir	669	634	587	569	548	550	539	539
Le Monde	549	568	552	563	513	492	455	446
Présent	///	///	///	///	12	12	10	9
Quotidiens sportifs :								
L'Équipe	320	314	330	310	327	318	333	336
Paris Turf	219	216	206	199	●	197	197	189
Quotidiens économiques :								
Les Échos	66	65	●	81	86	86	86	90

(1) Édition du Figaro.

TABLEAU E.01-5

Presse quotidienne régionale et départementale

Classement par tranche de tirage moyen au numéro

Source : Service juridique et technique de l'Information

Classe de tirages (en milliers d'exemplaires)	Fréquences absolues — Nombre de titres (1)			
	1981	1982	1983	1984
0 à moins de 5	3	4	4	7
5 à moins de 15	12	14	16	7
15 à moins de 50	31	29	27	30
50 à moins de 100	14	13	13	13
100 à moins de 250	9	11	10	9
250 à moins de 400	8	6	7	6
400 à moins de 800	3	3	3	3
800 et plus	—	—	—	1
Total	**80**	**80**	**80**	**76**

(1) Journaux du 7e jour non compris.

TABLEAU E.01-6

Recettes du service public de la communication audiovisuelle (1)

Source : Service juridique et technique de l'Information

Unité : Million de francs

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	(5) 1987
Redevance (2)	3.142,8	3.624,8	4.090,5	5.073,6	5.804,0	6.591,3	6.769,2	7.498,0	6.129,2
Publicité	1.319,6	1.529,4	1.754,3	2.206,6	2.668,7	2.868,5	3.208,7	3.558,8	2.165,0
soit : Publicité de marque	*1.255,0*	*1.434,0*	*1.613,0*	*2.025,0*	*2.438,0*	*2.612,0*	*2.965,7*	*3.302,0*	*1.950,0*
Publicité collective	*64,6*	*95,4*	*141,3*	*181,6*	*230,7*	*256,6*	*243,0*	*256,8*	*215,0*
Services rendus aux administrations	113,6	126,0	(3)	152,3	168,9	49,3	138,0	70,6	61,2
Recettes commerciales	148,7	173,7	107,0	128,6	196,4	135,0	475,7	836,3	1.224,5
Divers	47,9	94,1	(4) 320,1	302,8	336,4	492,0	301,6	158,2	131,3
Ensemble	**4.772,6**	**5.548,0**	**6.271,9**	**7.863,9**	**9.174,4**	**10.136,1**	**10.893,2**	**12.121,9**	**9.926,2**

(1) Prévisions de financement. — (2) Exploitation et équipement. — (3) Inclus dans le poste divers. — (4) Y compris services rendus aux administrations. — (5) Les sociétés TF 1, FMI et la SFP ne sont pas prises en compte pour l'année 1987.

TABLEAU E.01-7

Comptes de redevance

Source : Service de la Redevance

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Nombre de comptes (en milliers) (1) :											
Télévision noir et blanc	10.867,2	10.002,2	9.197,9	8.347,9	7.781	6.791	5.108	3.888	3.331	3.140	3.020
Télévision couleur	4.035,6	5.217,1	6.264,2	7.474,5	8.814	10.168	10.244	11.418	11.930	12.199	12.190
Magnétoscope (3)	///	///	///	///	///	///	437	1.000	1.350	1.500	1.370
Montant de la redevance de la télévision (en francs) (2) :											
Télévision noir et blanc	162	178	207	221	238	280	311	331	346	356	333
Télévision couleur	243	267	310	331	358	424	471	502	526	541	506
Magnétoscope (3)	///	///	///	///	///	///	471	612	641	659	///

(1) Situation au 31 décembre de l'année précédant celle indiquée en tête de colonne. — (2) Situation au 1er janvier. — (3) La redevance pour les magnétoscopes a existé de 1983 à 1986.

TABLEAU E.01-8

Effectifs du service public de la communication audiovisuelle (1)

Situation au 1er janvier

Source : Service juridique et technique de l'Information

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	(2) 1986	1987
TF 1	1.169	1.208	1.204	1.209	1.566	1.504	1.444	1.420	1.492	(3)
A 2	1.112	1.179	1.209	1.207	1.362	1.374	1.354	1.335	1.363	1.327
FR 3	3.500	3.567	3.602	3.677	3.937	3.343	3.373	3.374	3.396	3.294
Radio-France	2.293	2.335	2.344	2.387	2.659	2.945	2.965	2.969	3.199	3.107
TDF	3.313	3.365	3.465	3.436	3.658	3.754	3.754	3.822	3.997	3.962
INA	1.020	946	912	882	895	969	949	951	951	919
SFP	2.964	2.665	2.448	2.339	2.505	2.581	2.561	2.549	2.540	(3)
RFI	///	///	///	///	///	309	359	375	*r* 431	430
RFO	///	///	///	///	///	814	834	771	783	771
FMI	///	///	///	///	///	///	///	27	54	(3)
GIA (ex GIRATEV)	///	///	///	///	///	178	178	178	178	178
Ensemble	**15.371**	**15.265**	**15.184**	**15.137**	**16.582**	**17.771**	**17.771**	**17.771**	***r* 18.384**	**13.988**

(1) Il s'agit du seul personnel permanent. Des dizaines de milliers de « cachetiers » participent chaque année, pour des durées variables, à la réalisation des programmes de radio et télévision. — (2) Compte tenu des intégrations autorisées (563 personnes). — (3) Les sociétés TF 1, SFP et FMI ne sont pas prises en compte pour l'année 1987.

TABLEAU E.01-9

Emetteurs et réémetteurs de radiodiffusion

Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Émetteur à modulation d'amplitude (1) :								
Nombre (2)	**39**	**59**	**58**	**58**	**56**	**56**	**56**	**56**
Soit : France-Inter	13	14	13	12	12	13	13	12
France-Culture	20	20	20	20	20	20	20	20
FIP et divers	6	6	6	7	5	4	4	4
Ondes décamétriques	—	19	19	19	19	19	19	20
Puissance en kW (3)	**6.293,0**	**11.511,1**	**10.911,1**	**10.861,1**	**10.860,1**	**10.860,1**	**10.865,0**	**10.868**
Soit : France-Inter	3.310,0	3.431,0	3.231,0	3.131,0	3.131,0	3.181,0	3.181,0	3.180
France-Culture	2.960,0	2.957,0	2.957,0	2.957,0	2.957,0	2.997,0	2.957,0	2.957
FIP et divers	23,0	23,1	23,1	(5) 73,1	(5) 72,1	22,1	27,0	27
Ondes décamétriques	—	5.100,0	4.700,0	4.700,0	4.700,0	4.700,0	4.700,0	4.704
Émetteurs à modulation de fréquence (4) :								
Nombre (2)	**281**	**297**	**306**	**323**	**350**	**370**	**555**	**707**
Soit : France-Inter	86	87	90	90	92	97	121	121
France-Culture	85	89	92	96	99	101	120	121
France-Musique	86	90	93	97	100	101	120	121
FIP et divers	24	23	23	22	22	16	18	19
Radios locales de service public	—	8	8	18	36	55	81	89
Radios locales privées	///	///	///	—	1	104	95	236
Puissance en kW (3)	**986,7**	**1.000,4**	**1.059,3**	**1.087,9**	**1.110,2**	**1.172,2**	**1.285,6**	**1.323,3**
Soit : France-Inter	323,6	313,0	329,7	316,2	316,4	329,4	359,3	359,3
France-Culture	321,3	325,2	342,2	346,6	347,1	349,1	349,7	359,3
France-Musique	323,6	327,2	344,0	348,4	348,8	348,9	349,7	359,3
FIP et divers	18,2	18,5	18,7	18,6	18,6	17,4	17,6	17,6
Radios locales de service public	—	16,5	24,7	58,1	78,8	127,5	163,8	182,3
Radios locales privées	///	///	///	—	0,5	39,4	45,5	45,5
Réémetteurs à modulation de fréquence :								
Nombre	**147**	**173**	**239**	**352**	**449**	**481**	**460**	**498**
Soit : France-Inter	48	57	79	108	137	150	142	153
France-Culture	48	57	79	112	140	148	144	154
France-Musique	50	58	80	113	140	149	146	156
FIP et divers	1	1	1	1	1	4	–	—
Radios locales de service public	—	—	—	18	30	50	28	35

(1) Sur ondes kilométriques (ondes longues) ou sur ondes hectométriques (ondes moyennes). — (2) A ces réseaux s'ajoutent 20 émetteurs à modulation d'amplitude sur ondes décamétriques, diffusant les programmes de Radio-France internationale. — (3) Le principe du rayonnement des émetteurs de fréquence est différent de celui des émetteurs à modulation d'amplitude; les puissances mises en jeu avec l'un et l'autre des deux procédés pour desservir une même zone ne sont pas comparables. — (4) Sur ondes métriques. — (5) Dont 50 kW pour un émetteur loué à Sud-Radio.

TABLEAU E.01-10

Émetteurs et réémetteurs de télévision

Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Réseau 1 (Programme TF 1 noir et blanc) :								
Nombre d'émetteurs	70	69	65	52	///	///	///	///
Puissance crête image totale [en kW] (1)	402,5	401,3	389,3	285,3	///	///	///	///
Nombre de réémetteurs	1.928	1.859	1.558	1.302	///	///	///	///
Réseau 1 *bis* (Programme TF 1 couleur) :								
Nombre d'émetteurs	53	85	112	112	112	112	112	112
Puissance crête image totale [en kW] (1)	1.021,3	1.297,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5
Nombre de réémetteurs	582	957	1.777	2.222	2.401	2.648	2.876	3.045
Réseau II (Programme A 2) :								
Nombre d'émetteurs	110	113	112	112	112	112	112	112
Puissance crête image totale [en kW] (1)	1.477,8	1.478,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5	1.476,5
Nombre de réémetteurs	1.809	1.989	2.230	2.452	2.590	2.683	2.853	3.020
Réseau III (Programme FR 3) :								
Nombre d'émetteurs	112	115	116	116	116	116	116	116
Puissance crête image totale [en kW] (1)	1.497,8	1.498,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5	1.500,5
Nombre de réémetteurs	1.160	1.437	1.758	2.121	2.317	2.540	2.773	2.961
Réseau IV (Programme Canal plus) :								
Nombre d'émetteurs	///	///	///	///	///	30	55	90
Puissance crête image totale (en kW)	///	///	///	///	///	94,5	188,8	219,5
Nombre de réémetteurs	///	///	///	///	///	27	47	90
Réseau V (Programme FR 5) :								
Nombre d'émetteurs	///	///	///	///	///	///	///	45
Puissance crête image totale (en kW)	///	///	///	///	///	///	///	
Nombre de réémetteurs	///	///	///	///	///	///	///	9
Réseau VI (Programme TV 6) :								
Nombre d'émetteurs	///	///	///	///	///	///	///	20
Puissance crête image totale (en kW)	///	///	///	///	///	///	///	—
Nombre de réémetteurs	///	///	///	///	///	///	///	5
TMC :								
Nombre d'émetteurs	///	///	///	///	///	3	3	3
Puissance	///	///	///	///	///	10,5	10,7	10,7
Nombre de réémetteurs	///	///	///	///	///	—	—	—
Réseau spécialisé :								
Nombre d'émetteurs	—	—	—	4	4	3	3	1
Puissance crête image totale [en kW] (1)	—	—	—	10,3	10,3	10,5	10,5	10
Ensemble des émetteurs	**345**	**382**	**405**	**396**	**344**	**376**	**401**	**489**
Ensemble des réémetteurs	**5.479**	**6.242**	**7.323**	**8.097**	**7.308**	**7.898**	**8.549**	**9.130**

(1) La puissance porteuse de l'émetteur son est égale au huitième de la puissance crête de l'émetteur image.

TABLEAU E.01-11

Volume annuel de programmes de radiodiffusion produits et diffusés par les chaînes nationales (1)

Source : Radio-France

Unité : Heure

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
France-Inter GO (2)	8.760	8.760	●	8.552	8.760	8.500	8.576	8.548	8.552
France-Inter MF (3) (2)	372	318	●	624	391	6.860	8.472	8.442	8.495
France-Culture MF (4)	6.609	6.208	6.224	6.207	6.211	6.205	6.222	8.442	8.495
France-Musique	6.886	6.916	6.954	6.935	6.951	6.947	8.472	8.442	8.495
Radio Bleue (5)	—	—	—	—	1.190	1.252	1.252	1.452	1.460
FIP MF (6)	—	—	—	—	5.108	5.110	5.124	5.110	5.110
Ensemble	**22.627**	**22.202**	●	**22.318**	**28.611**	**34.874**	**38.118**	**40.436**	**40.607**

(1) Non compris : les productions de Radio-France internationale, la radio scolaire, les émissions universitaires et de Radio-Sorbonne. — (2) Au 1er juillet pour l'année 1981. — (3) Le volume total de programmes diffusés par France-Inter MF est supérieur à ce chiffre puisque ce canal diffuse la plus grande partie du temps des programmes repris de France-Inter GO. — (4) Le réseau B en ondes moyennes relaie France-Culture de façon fragmentée et en volume variable, assujetti au rythme de l'activité scolaire et universitaire. — (5) Destiné aux personnes âgées, ce programme est diffusé le matin sur le réseau B en ondes moyennes. — (6) Programme musical diffusé par France-Inter Paris et repris par FIB (Bordeaux), FIP Cherbourg, FIP Lille, FIP Lyon, FIP Marseille, FIP Metz, FIP Nantes, FIP Nice, FIP Reims, FIP Strasbourg, FIP Toulouse, FIP Tours.

TABLEAU E.01-12

Volume annuel de programmes de radiodiffusion produits et diffusés par les stations décentralisées de Radio-France

Source : Radio-France

Unité : Heure

	Date de la première émission	1982	1983	1984	1985	1986
Radio 7	2 juin 1980	7.737	8.760	8.784	8.760	8.760
Fréquence Nord	19 mai 1980	6.661	6.845	6.588	6.552	6.578
Radio Mayenne	16 juin 1980	6.205	6.205	6.380	6.352	6.544
Radio Seine-et-Marne	11 septembre 1980	6.518	6.518	6.693	6.581	—
Radio Berry Sud	23 avril 1982	4.265	6.188	6.170	5.670	6.153
Radio Vaucluse	29 juin 1982	3.415	6.240	6.274	6.205	6.205
Radio Bretagne Ouest	3 août 1982	2.567	6.153	6.381	6.448	6.466
Radio La Creuse	5 septembre 1982	2.057	6.344	6.979	6.344	6.208
Radio Côte d'Azur	19 octobre 1982	1.342	6.570	6.029	6.521	6.472
Radio Périgord	26 octobre 1982	1.130	5.715	6.231	6.825	6.205
Radio Belfort	14 décembre 1982	313	6.569	6.325	6.840	6.700
Radio Puy-de-Dôme	19 avril 1983	///	3.176	6.398	5.995	6.400
Radio Landes	17 mai 1983	///	3.383	6.536	6.608	6.510
Radio Drôme	18 juillet 1983	///	2.816	6.322	6.153	6.115
Radio Isère	16 décembre 1983	///	273	5.910	6.111	6.205
Radio Bordeaux-Gironde	24 décembre 1983	///	143	6.554	6.518	5.500
Radio Nancy	28 avril 1984	///	///	///	—	4.850
Radio Corse Frequenza Mora	3 mai 1984	///	///	3.188	6.266	6.387
Radio Lyon	28 mai 1984	///	///	///	—	4.802
Radio Toulouse	4 juin 1984	///	///	///	—	4.810
Radio Limoges	1er octobre 1984	///	///	///	—	4.026
Radio Armorique	5 novembre 1984	///	///	///	—	4.751
Radio Hérault	20 novembre 1984	///	///	1.521	6.084	6.518
Radio Orléans	4 février 1985	///	///	///	—	4.775
Radio Pau-Béarn	1er avril 1985	///	///	///	—	1.301
Radio Pays basque	1er avril 1985	///	///	///	—	4.598
Radio Alsace	14 mai 1985	///	///	///	3.825	7.649
Radio Picardie	4 juin 1985	///	///	///	—	3.306
Radio Provence	3 septembre 1985	///	///	///	—	6.017
Radio Loire-Océan	13 septembre 1985	///	///	///	—	4.920
Radio Dijon-Bourgogne	6 janvier 1986	///	///	///	///	2.125
Radio Besançon	8 janvier 1986	///	///	///	///	4.680
Radio Melun (1)	1er février 1986	///	///	///	///	1.774
Radio Normandie-Rouen	9 juin 1986	///	///	///	///	2.456
Radio Normandie-Caen	28 juin 1986	///	///	///	///	2.759
Radio Nîmes	20 octobre 1986	///	///	///	///	984
Radio Roussillon	20 octobre 1986	///	///	///	///	1.090
Total		**42.210**	**81.898**	**109.163**	**120.658**	**181.599**

(1) Issu de l'ancienne station Radio Seine-et-Marne.

TABLEAU E.01-13

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale

Source : Radio-France internationale

Unité : Heure

	1981	■ (11) 1982	1983	1984	1985	1986
1. Émissions destinées aux étrangers résidant en France						
Durée totale des émissions (1)	562	552,00	592,00	523,85	616,15	554,25
soit :						
En arabe	120	118,20	118,45	118,45	118,45	141,30
En espagnol	48	48,10	51,10	51,15	51,15	35,15
En italien	40	36,00	15,30	—	–	—
En polonais (2)	130	130,00	183,00	130,00	143,00	130,00
En portugais	120	118,20	118,45	118,45	118,45	141,30
En turc	24	23,30	25,20	28,00	28,00	31,35
En serbo-croate	48	47,20	47,30	47,30	47,30	35,15
Pour Africains francophones (3)	16	15,40	15,40	15,40	15,40	15,50
Pour Cambodgiens (3)	8	8,10	8,00	7,50	47,40	7,40
Pour Laotiens (3)	4	3,45	3,55	3,55	23,50	7,50
Pour Vietnamiens (3)	4	4,05	3,55	4,05	23,50	8,00
2. Émissions destinées aux auditeurs de l'étranger						
Durée totale des émissions (4)	15.207	17.073	18.473	19.906,6	25.235	35.414
soit :						
Émissions spécifiques en français vers l'Afrique	2.737	4.562	4.745	6.916	6.424	6.500
Émissions de service pour les stations africaines (coopération)	425	600	620	620	626	620
Programmes nationaux vers l'Afrique	3.285	1.825	1.574	1.131	511	435
Émissions en anglais vers l'Afrique	365	365	494	666,3	730	728
Émissions en portugais vers l'Afrique (5)	///	365	365	667	365	728
Émissions en portugais vers l'Europe occidentale et centrale	///	730	365	365	365	365
Émissions en espagnol vers l'Espagne	365	365	365	365	365	365
Émissions en portugais vers le Portugal (6)	365	365	365	365	365	365
Émissions en polonais vers la Pologne (7)	///	46	456	365	456	458
Émissions en allemand	365	—	365	365	365	728
Émissions en russe	///	///	92	—	365	—
Émissions vers l'Asie du Sud-Est	///	///	90	—	547	—
Émissions en roumain	///	///	///	94,3	182	365
Émissions spécifiques vers l'Amérique latine (8)	///	276	1.095	1.331	5.175	6.346
Programmes nationaux vers l'Amérique du Nord (9)	1.825	1.825	2.190	494	3.467	9.282
Programmes nationaux vers l'Est	5.110	3.467	1.825	1.118	706	—
Programmes spécifiques en français vers l'Est (10)	365	2.281	3.467	4.992	4.221	7.738
Programmes nationaux vers l'Amérique latine	///	///	///	52	—	—
Émissions en créole	///	///	///	///	///	26
Émissions en Serbo-Croate	///	///	///	///	///	365

(1) En ondes hectométriques. — (2) Émission régionale diffusée par l'émetteur de Lille. — (3) Depuis octobre 1976. — (4) En ondes décamétriques. — (5) Depuis le 1er octobre 1982. — (6) Depuis le 7 mars 1977; même programme que vers l'Afrique, depuis le 1er octobre 1982. — (7) Une demi-heure par jour depuis le 1er octobre 1982. — (8) Une demi-heure en français, une heure en espagnol, une heure en portugais chaque jour, depuis le 1er octobre 1982. — (9) Depuis le 16 février 1976. — (10) Depuis le 1er avril 1977; en 1982, reprise du service mondial Afrique. — (11) A partir de 1982, nouvelle gestion permettant d'obtenir des chiffres plus précis de la durée des émissions.

TABLEAU E.01-14

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore enregistrées distribuées à l'étranger

Source : Radio-France internationale

Unité : Heure

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
1. Émissions enregistrées distribuées par les ambassades de France aux stations étrangères						
Productions spécifiques	239	161	82	71	71	70
soit :						
En français	84	60	36	39	39	38
En anglais	71	47	23	16	16	16
En espagnol	84	54	23	16	16	16
Volume annuel de programmes	15.208	10.412	7.450	7.861	8.012	8.328
Programmes nationaux enregistrés (1)	5.420	4.881	4.216	4.281	4.281	3.664
2. Émissions enregistrées distribuées dans le cadre de la coopération						
Émissions spécifiques destinées aux stations africaines et de l'océan Indien	435	455	460	498	470	635
Heures d'antenne des émissions spécifiques et programmes nationaux	19.573	21.468	23.000	23.565	23.411	24.853

(1) Non compris dans le volume annuel des programmes.

TABLEAU E.01-15

Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale (1)

Source : Service juridique et technique de l'Information

Unité : Film

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Ensemble	**524**	**537**	**527**	**500**	**475**	**450**	**482**	**500**
TF 1	146	157	150	129	129	130	142	130
Français	*73*	●	*86*	*82*	*72*	*79*	●	*71*
Étrangers	*73*	●	*64*	*47*	*57*	*51*	●	*59*
A 2	131	133	129	132	125	111	130	158
Français	*57*	●	*70*	*77*	*67*	*67*	●	*106*
Étrangers	*74*	●	*59*	*55*	*58*	*44*	●	*52*
FR 3	247	247	248	239	221	209	210	212
Français	*114*	●	*136*	*124*	*140*	*138*	●	*116*
Étrangers	*133*	●	*112*	*115*	*81*	*71*	●	*96*

(1) Ces chiffres concernent l'ensemble des films diffusés. Les sociétés de programme sont soumises à un quota de nationalité (50 % de films français), mais les films de ciné-clubs et les films diffusés au titre des programmes minimum ne sont pas pris en compte dans ce calcul.

TABLEAU E.01-16

Répartition de l'écoute de la radiodiffusion entre les stations

Sources : Service juridique et technique de l'information (1)

Unité : %

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Total Radio-France (2)	25,0	25,7	22,2	20,6	21,3	...	18,1
soit : *France-Inter*	*19,1*	*18,5*	*15,2*	*13,9*	*14,2*	...	*12,9*
France-Musique	*2,3*	*2,5*	*2,2*	*2,2*	*2,1*	...	...
France-Culture	*1,1*	*1,0*	*1,1*	*0,9*	*1,2*	...	...
FIP	*2,8*	*2,4*	*2,1*	*1,7*	*1,3*	...	...
Autres stations Radio-France (2)	///	*1,6*	*2,1*	*1,9*	*2,5*	...	*48,7*
Trois stations périphériques (3)	72,4	69,8	60,6	62,4	60,8	...	*28,2*
Autres stations de radio	3,0	4,6	11,4	16,9	18,0	...	
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**		**100**

(1) Chiffres fournis par le Centre d'études d'opinion jusqu'en 1984, par Médiamétrie depuis. — (2) De mars 1980 à mars 1981, les stations nouvelles de Radio-France ont été comptabilisées dans « Autres stations de radio » et non dans « Radio-France ». — (3) Europe 1, RTL et RMC.

TABLEAU E.01-17

Audience cumulée de la radio et de la télévision

(Proportion de la population ayant écouté le média considéré au moins un quart d'heure au cours de la journée)

Source : Service juridique technique de l'information (1)

Unité : %

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Radiodiffusion	58,6	60,7	58,6	57,2	57,0	...	74,2
France-Inter	17,3	17,5	14,5	13,3	13,2	...	16,1
Europe 1	20,2	20,9	19,3	16,5	15,0	...	17,1
RTL	20,2	20,6	21,3	20,9	20,9	...	21,5
RMC	8,3	8,2	6,3	5,3	5,4	...	7,5
Total RLP (radios locales privées)	///	///	///	///	///	...	22,7
Télévision	73,6	77,0	73,7	73,0	74,5	...	84,1
TF 1	52,5	55,3	51,6	46,6	44,2	...	54,9
Antenne 2	43,0	44,8	46,7	52,4	53,5	...	55,0
FR 3	26,7	25,4	24,8	21,9	22,0	...	24,2
Canal Plus	///	///	///	///	///	...	7,3
La Cinq	///	///	///	///	///	///	5,8

(1) Chiffres fournis par le Centre d'études d'opinion jusqu'en 1984, par Médiamétrie depuis.

TABLEAU E.01-18

Durée d'écoute quotidienne par individu

Source : Service juridique et technique de l'information (1)

Unité : Minute

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Radiodiffusion							
France-Inter	91	92	90	88	84	...	136
Europe 1	17	17	14	12	12	...	17
RTL	23	24	20	17	15	...	20
RMC	31	30	32	31	29	...	35
Total RLP (radios locales privées)	12	12	8	6	6	...	10
Télévision	///	///	///	///	///	...	38
TF 1	131	134	130	132	138	...	170
Antenne 2	62	62	55	50	54	...	65
FR 3	45	49	52	61	63	...	67
Canal Plus	23	21	20	17	18	...	20
La Cinq	///	///	///	///	///	...	7
	///	///	///	///	///	///	7,2

(1) Chiffres fournis par le Centre d'études d'opinion jusqu'en 1984, par Médiamétrie depuis.

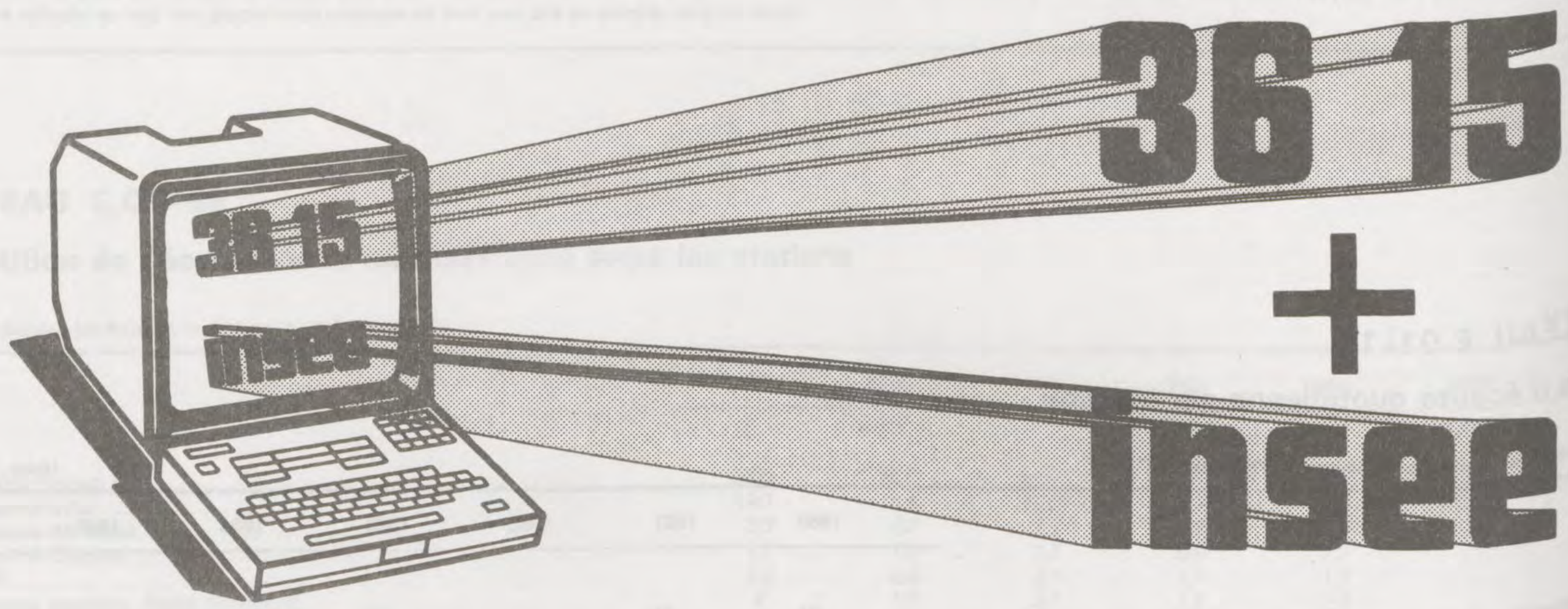
SOURCES DE DOCUMENTATION

- **Ministère de la Culture et de la Communication.**
  - Service juridique et technique de l'Information, 69, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : (1) 42 75 80 00.
  - Télédiffusion de France, 21-27, rue Barbès, 92120 Montrouge. Tél. : (1) 46 57 11 15.
  - Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 42 30 22 22.
  - Radio-France internationale, 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris. Tél. : (1) 42 30 22 22.
  - Télévision française 1, 17, rue de l'Arrivée, 75737 Paris Cedex 15.
  - Antenne 2, 22, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 99 42 42.
  - France-Région 3, 28, cours Albert-Ier, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 89 86 05.
  - Service de la Redevance radio-télévision, 46, rue d'Amsterdam, 75009 Paris. Tél. : (1) 42 85 11 11.
  - Médiamétrie, 39, rue du Colisée, 75008 Paris. Tél. : (1) 45 62 82 12.
  - Institut national de l'audiovisuel (INA), 193, rue de Bercy, 75012 Paris. Tél. : (1) 40 04 64 00.

Publication :

- *Presse et statistiques.* Bulletin de documentation statistique sur la presse écrite éditée en France.

Branchez-vous sur l'insee



paru dans...

TÉLÉMATIQUE MAGAZINE N° 13 - 09/87 • 43

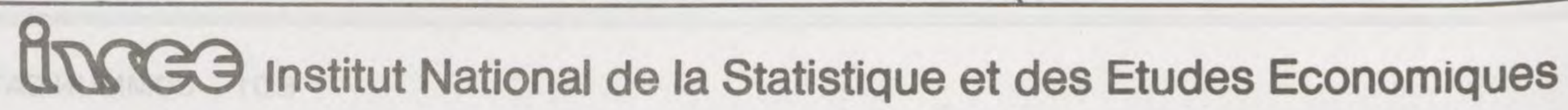
■ INSEE***
36-15 + INSEE
Un service très complet qui permet de retrouver rapidement le dernier indice pour les prix et la construction avec le mot clé DER. Pour les hommes de marketing et les économistes, il est enfin possible de retrouver en dehors des heures de bureau l'indice du coût de la main-d'œuvre, de la production industrielle, du taux du salaire horaire, des prix à la production. L'INSEE propose aussi une rubrique sur l'actualité économique de grande fraîcheur (pour une interrogation le 24 juillet, l'information est datée du 23. Pourvu que ça dure !) Vous y trouverez aussi les adresses des observatoires régionaux et la tarification 1987 du fichier SIRENE (pour ceux qui ont besoin d'acheter des adresses d'entreprises).

■ ÉDITIONS FRANCIS LEFEBVRE***

EXPLICATION DE NOTATION
*** Un excellent service : bon contenu et technologie innovante.

EN DIRECT 24h/24

- l'actualité économique
- les derniers ouvrages parus
- les informations par région
- le catalogue
- les indices



Chapitre E.02

Culture

1. Archives
2. Monuments historiques
3. Archéologie
4. Musées
5. Art lyrique et chorégraphique
6. Art dramatique
7. Cinéma
8. Livres
9. Enseignement artistique

Les données statistiques du présent chapitre émanent du ministère de la Culture et de la Communication.

Seules des données globales ont été retenues. Par ailleurs le champ couvert, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, déborde largement le domaine d'action de l'administration de la Culture.

Il englobe, outre les activités liées à la conservation du patrimoine national, des activités spécifiquement culturelles comme par exemple la musique ou le théâtre dramatique, ainsi que des activités relevant du domaine industriel, telles l'édition de livres ou de disques, l'activité cinématographique.

Les principales sources d'information sont les directions du département ministériel responsable de la culture, les sociétés de protection du droit d'auteur, ainsi que des fédérations nationales d'organismes professionnels ou sociaux qui participent du domaine culturel.

Dans de nombreux domaines, les données sont incomplètes, en particulier en ce qui concerne les activités non contrôlées par le ministère de la Culture et de la Communication. Elles sont également de fiabilité inégale, et sont progressivement améliorées.

1. Archives

(tableaux 1 à 3)

Les *archives* sont l'ensemble des documents qui résultent de l'activité politique, administrative et économique :
— de quelque manière que ces documents se présentent (écrits, microfilms, documents informatiques ou audiovisuels, etc.);
— et quelle que soit leur date (papyrus mérovingiens ou archives du gouvernement actuel).

Ces documents sont conservés afin de concourir à la gestion des affaires publiques et privées, à la justification des droits de chaque citoyen, à la recherche historique et à la culture.

Sont *archives publiques* les documents qui procèdent des activités de l'État, des collectivités territoriales, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou

Ce chapitre a été établi par le Département des études et de la prospective du ministère de la Culture et de la Communication.

d'une mission de service public, et les minutes et répertoires des notaires et autres officiers publics ou ministériels. Toutes les autres archives sont *privées.*

L'ensemble des archives publiques, à l'exception de celles de la Défense et des Relations extérieures, relève de la *Direction des Archives de France.* Cette administration dirige et coordonne l'activité des Archives nationales (archives centrales de l'État), départementales et communales.

La *mission des Archives de France* consiste à préserver et mettre en valeur les archives publiques. Préserver, c'est-à-dire collecter les fonds (ensembles organiques de documents) auprès des personnes ou organismes qui les produisent, sélectionner ceux dont l'intérêt paraît devoir être durable et en assurer la conservation. Mettre en valeur, c'est-à-dire classer, répertorier, communiquer et mettre en œuvre des expositions ou publications. L'administration des Archives veille également à la préservation des archives privées, partie du patrimoine historique de la nation.

Les *bases juridiques* de la définition, de la conservation et de l'utilisation des archives reposent sur la loi du 3 janvier 1979 et les décrets du 3 décembre 1979.

2. Monuments historiques
(tableaux 4 à 6)

21. Protection des monuments historiques

En un siècle et demi, l'État a mené une action importante afin de constituer pour la nation un patrimoine monumental légal. La loi du 31 décembre 1913, plusieurs fois modifiée et complétée, a posé les règles essentielles qui aujourd'hui encore s'appliquent à la catégorie prestigieuse des « monuments classés », c'est-à-dire aux « immeubles dont la conservation présente au point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public ». Elle a également prévu la création d'un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles « qui sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ».

Le nombre global, depuis l'origine, des arrêtés de classement et d'inscription a dépassé 12.000 pour les premiers et 20.000 pour les seconds.

La progression annuelle du parc classé est d'environ 120 édifices par an dans la dernière décennie.

Afin de mieux suivre l'état des monuments pour lesquels il a une responsabilité particulière, le ministère de la Culture et de la Communication a mis en place, depuis 1975, un fichier informatique pour ces monuments. Les architectes en chef des Monuments historiques et les architectes des Bâtiments de France y formulent leur diagnostic sur les besoins en travaux et sur le degré d'urgence de ces besoins : état de conservation du monument, risque de dégradation au cours des cinq années à venir, menace de disparition d'éléments précieux, enfin danger encouru par le public.

22. Fréquentation des monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques. Les visites gratuites donnent seulement lieu à des estimations, et les visites payantes sont comptabilisées par les divers organes ou associations qui les organisent.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMHS), établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, assure l'accueil du public dans un ensemble de 81 monuments publics, dont les plus célèbres sont le Mont-Saint-Michel, l'Arc de Triomphe, les tours de Notre-Dame de Paris et de la Cathédrale de Chartres, et Chambord.

3. Archéologie
(tableau 7)

On distingue plusieurs types d'opérations de fouilles terrestres.

Un *sondage* est une opération, limitée en étendue, destinée uniquement à reconnaître l'existence et la nature d'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Les *fouilles de sauvetage* s'effectuent lorsque des travaux (urbanisme, équipements, agriculture,...) mettent au jour ou menacent de destruction des vestiges archéologiques.

Un sauvetage urgent est décidé par le directeur régional des Antiquités lorsque la destruction imminente et imprévue d'un gisement nécessite une intervention immédiate.

Les *sauvetages programmés* sont des opérations préventives décidées par le ministre, après avis du Conseil supérieur de la recherche archéologique, en raison de l'existence d'une menace à moyen terme pesant sur des sites d'importance scientifique reconnue. Ils sont dirigés par le personnel des circonscriptions ou confiés à des chercheurs extérieurs.

Les fouilles programmées sont poursuivies, sur des sites non menacés, par des chercheurs qui en ont fait la demande et obtenu l'autorisation du ministre de la Culture et de la Communication après avis du Conseil supérieur de la recherche archéologique. Le nombre de ces fouilles, qui s'inscrivent dans de grands programmes de recherche, est volontairement limité pour permettre la concentration des moyens sur des chantiers d'intérêt national ou régional.

Les prospections (terrestres et aériennes) contribuent aux actions de prévention mais ne comportent ni fouilles ni sondages.

4. Musées
(tableaux 8 à 11)

Le nombre de musées en France est estimé à 2.100 environ. A côté des musées relevant du droit public, de nombreux musées « privés », appartenant à des particuliers, des associations, des entreprises sont difficiles à recenser, et l'utilisation du terme musée n'est pas réglementée.

Les musées gérés ou contrôlés par l'État, relèvent de structures complexes : ils appartiennent à l'État ou aux

collectivités locales ou encore à des établissements publics ou à des associations.

Les musées français offrent des collections infiniment variées. Les créations de musées expriment les préoccupations de la société. La multiplication, au cours de ces dernières années, des musées ethnographiques et archéologiques témoigne d'un intérêt pour la redécouverte d'un passé local, de même que l'apparition des écomusées s'inscrit dans les préoccupations concernant l'environnement.

Mais les musées sont aussi largement tributaires de conditions historiques et le nombre et l'importance des musées, le prestige de leurs collections, leur fréquentation par le public ne vont pas toujours de pair avec l'importance actuelle des villes qui en sont propriétaires.

A côté de leur mission traditionnelle et fondamentale de conservation des collections nationales, les musées tendent depuis plusieurs années à développer leur fonction éducative et à s'intégrer dans la vie quotidienne comme lieux d'accueil et de loisirs culturels.

5. Art lyrique et chorégraphique
(tableaux 12 à 17)

51. Activités lyriques et chorégraphiques

La vie musicale française est animée par un grand nombre de formations musicales professionnelles ou amateurs de taille et de vocation très diverses. Une idée du nombre de ces formations est donnée par la Confédération musicale de France qui regroupe près de 6.000 associations musicales, auxquelles il faut ajouter les compagnies lyriques, plusieurs milliers d'orchestres de bals et un nombre difficile à estimer de formations de variétés.

Les statistiques établies par la SACEM (Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique) constituent une information globale et unique sur les différents canaux de diffusion de la musique. C'est auprès d'elle que les « entrepreneurs de spectacle » doivent s'adresser pour obtenir l'autorisation de diffuser des morceaux de musique du répertoire qu'elle protège, aussi bien pour la musique vivante que pour la musique enregistrée, en contrepartie du versement du « droit d'auteur » dont le montant est déterminé par contrat préalable.

Les spectacles lyriques et chorégraphiques sont montés et présentés dans des lieux très divers (Opéra de Paris, maisons de la Culture, théâtres lyriques de province, salles des fêtes municipales, ...).

L'État prend en charge une partie des activités lyriques et chorégraphiques grâce, notamment, au financement du théâtre national de l'Opéra de Paris et aux subventions accordées aux 13 théâtres lyriques municipaux adhérant à la Réunion des théâtres lyriques municipaux de France (RTLMF) et à des compagnies lyriques et chorégraphiques indépendantes.

52. Édition musicale

La France a été le premier pays (1925) à inclure dans sa législation, le dépôt légal des œuvres phonographiques. Ce dépôt s'applique « aux enregistrements sonores de toute nature quel que soit le genre (musique, diction, éditions publicitaires), quel que soit le support matériel (disque, bande gravée, bande magnétique, cassette) et quel que soit le procédé technique utilisé ».

En 1938, une *Phonothèque nationale* est créée pour recevoir le dépôt légal des phonogrammes. En 1975, elle devient le département de la Phonothèque nationale et de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.

Les données du dépôt légal reprises ici constituent une première approche de l'édition musicale, dans la mesure où elles donnent une information sur le nombre de titres musicaux édités chaque année.

L'édition de disques, bandes, cassettes et cartouches est une activité industrielle qui relève du ministère de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme.

Les statistiques présentées dans ce chapitre proviennent donc essentiellement de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des maisons d'édition assurée par la Fédération nationale de la musique (FNM) pour le compte du ministère de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme. Elles doivent être interprétées avec prudence dans la mesure où le champ couvert par l'enquête (nombre d'entreprises et d'établissements) diffère d'une année à l'autre.

Les entreprises répondant à l'enquête assurent la presque totalité de la production et du chiffre d'affaires.

6. Art dramatique
(tableau 18)

Les systèmes d'exploitation des théâtres sont variés : ils vont de l'entreprise subventionnée à l'entreprise commerciale ou à des formes nouvelles qui ne veulent se réclamer ni de l'État ni du commerce.

Parallèlement aux théâtres nationaux, aux entreprises relevant du secteur privé ou de la décentralisation dramatique, il existe un grand nombre d'animateurs indépendants, amateurs ou professionnels, metteurs en scène de compagnies théâtrales fixes ou itinérantes se produisant dans des lieux très divers.

Le lieu théâtral où sont présentés les spectacles est souvent indépendant de l'entreprise théâtrale qui les produit. De nombreuses entreprises théâtrales n'ont en effet pas de salles à leur disposition pour présenter leurs productions et de nombreuses salles de théâtre restent vides ou ne sont que partiellement occupées. On ne peut parler du lieu théâtral sans noter enfin que l'une des tendances actuelles de l'expression théâtrale est de sortir des théâtres traditionnels pour investir des lieux non théâtraux.

7. Cinéma
(tableaux 19 à 24)

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture et de la Communication : le *Centre national de la cinématographie* (CNC) créé en 1946.

Un décret ministériel en date du 19 juin 1969 définit le rôle du Service des archives du film en chargeant le Centre national de la cinématographie (CNC) « d'assurer la conservation des films cinématographiques qui lui sont confiés en dépôt ou dont il acquiert la propriété ». Ce

service reçoit dans les locaux appropriés dont il a la gestion à Bois-d'Arcy les films déposés volontairement par leurs détenteurs. Il conserve aussi depuis 1977 et sur délégation de la Bibliothèque nationale les films reçus au titre du dépôt légal.

L'industrie cinématographique se subdivise en trois branches : la production, la distribution, l'exploitation.

La production cinématographique française est caractérisée par l'existence d'un grand nombre de sociétés de production de longs et courts métrages dont seulement 10 % environ exercent une activité régulière.

La distribution cinématographique est assurée par des *sociétés de distribution* qui proposent des films en location aux exploitants. Les statistiques concernent uniquement la distribution de films de long et court métrages de format standard.

L'activité des sociétés de distribution se mesure en termes de films distribués par les sociétés qui ont enregistré des résultats d'exploitation en cours d'année.

Quant à l'exploitation cinématographique, le domaine couvert par les données correspond aux salles d'exploitation commerciale, qu'il s'agisse des salles utilisant les formats standard (projection en 35 mm) ou substandard (projection en 16 mm).

8. Livres
(tableaux 25 à 28)

81. Édition de livres

Depuis 1958, le Syndicat national de l'édition effectue, pour le compte du ministère de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme, une enquête statistique annuelle auprès des maisons d'édition de livres du secteur privé, membres ou non du syndicat, quels que soient leur importance et leur mode de distribution. Les organismes publics, les centres de recherche, etc., sont également inclus dans l'enquête, chaque fois qu'ils mettent en vente publique des ouvrages qu'ils éditent. Sans méconnaître les difficultés d'aboutir à des données certaines, cette enquête annuelle permet néanmoins de dégager des indications serrant d'assez près la réalité.

Les statistiques présentées ne concernent que les maisons d'édition dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à un certain seuil.

A côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font plus ou moins occasionnellement *acte d'édition* mais ne représentent, en marge de l'édition, qu'un chiffre d'affaires très faible (moins de 1 % de l'ensemble).

82. Bibliothèques
(tableaux 29 et 30)

821. Bibliothèques centrales de prêt

Les *bibliothèques centrales de prêt* sont des *bibliothèques de lecture publique.*

A partir d'un dépôt central situé généralement au chef-lieu du département, les bibliothèques centrales de prêt diffusent, dans les communes de moins de 20.000 habitants, livres, disques, revues et matériel audiovisuel.

Deux modes de prêt existent : le prêt par dépôts et le prêt direct dans les communes à partir de bibliobus.

Les données statistiques proviennent de la Direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture et de la Communication, qui procède à une enquête annuelle auprès des bibliothèques centrales de prêt.

822. Bibliothèques municipales

Les statistiques des *bibliothèques municipales* sont élaborées à partir des rapports annuels envoyés par les communes à la Direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture et de la Communication.

Les données relatives aux activités des bibliothèques municipales sont exploitées annuellement, celles concernant leurs fonds ne le sont que tous les trois ans. Le nombre de réponses des communes peut varier d'une enquête à l'autre, c'est pourquoi les statistiques sont présentées par habitant des communes desservies.

Si les activités traditionnelles des bibliothèques municipales sont décrites ici, celles concernant la fonction documentaire, les activités d'animation (heures du conte, expositions, ...), très difficilement quantifiables, ne sont pas retracées, bien que de grande importance; il en est de même pour les bibliothèques centrales de prêt.

9. Enseignement artistique
(tableaux 31 et 32)

Des formations existent dans tous les domaines artistiques et culturels. Elles sont parfois délicates à identifier, étant donné les finalités de culture générale ou de formation professionnelle, l'enchevêtrement des techniques, la disparité et la dispersion des lieux d'enseignement.

Ceux-ci sont de quatre types :

a. Les établissements publics relevant complètement de l'État (ministères de la Culture et de la Communication et de l'Éducation nationale essentiellement);

b. Les établissements publics subventionnés ou contrôlés par l'État;

c. Les établissements publics dépendant uniquement des collectivités locales;

d. Les établissements privés dont certains sont subventionnés et contrôlés par l'État.

L'information donnée ici se limite, pour l'instant, à deux domaines : musique d'une part, arts plastiques et histoire de l'art d'autre part.

L'enseignement artistique non spécialisé n'est pas repris ici. Il se limite jusqu'à la fin du 1er cycle du second degré à une heure de dessin et de musique par semaine, mis à part les établissements possédant des classes à horaires aménagés, classes créées en 1973 en collaboration avec le ministère de la Culture et de la Communication, dans lesquelles l'emploi du temps permet la poursuite d'études générales et musicales approfondies.

Dans le second cycle, l'enseignement artistique devient facultatif pour tous les élèves qui n'optent pas pour les baccalauréats A 3 (Lettres - Arts) et F 11, F 11', F 12 (Musique - Danse - Arts plastiques)

Les chiffres figurant ici ne concernent que les établissements relevant de l'État ou contrôlés par lui. Par ailleurs, la formation continue n'est pas évoquée.

91. Musique

911. Établissements relevant du ministère de la Culture et de la Communication

Cet enseignement comporte des établissements de plusieurs niveaux :

— deux établissements publics : les conservatoires nationaux supérieurs de musique (CNSM) de Paris et de Lyon (créé en 1979) dispensent un enseignement de haut niveau à finalité professionnelle;

— les écoles de musique contrôlées par l'État sont toutes des établissements municipaux; elles reçoivent (sauf les écoles agréées) une subvention d'État dont le montant s'est notablement accru au cours des dernières années. Ces établissements comprennent : les conservatoires nationaux de région (CNR), les écoles nationales de musique (ENM) et les écoles de musique agréées (EMA).

S'il existe au moins un conservatoire national de région par région, les écoles nationales de musique et les écoles de musique agréées sont distribuées plus irrégulièrement sur le territoire. Par ailleurs, 4.000 communes déclarent posséder au moins une école de musique.

Toutes ces écoles municipales forment essentiellement des amateurs, et s'adressent en général à une population d'âge scolaire.

912. Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale

Vingt-deux universités dispensent un enseignement musical : le premier cycle délivre un *diplôme d'études universitaires générales (DEUG) de lettres et musique*. Le second cycle est sanctionné par une *licence d'éducation musicale* à laquelle fait suite une *maîtrise d'éducation musicale*. Il délivre aussi une maîtrise de musicologie et une maîtrise spéciale de sciences et techniques (MST) en histoire de la musique. Le troisième cycle est sanctionné par un diplôme d'études approfondies (DEA) et un doctorat.

Parallèlement sont préparés les concours de recrutement des enseignants en éducation musicale : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire (CAPES) et agrégation.

L'enseignement technique du second degré est dispensé dans des sections spécialisées des lycées menant au baccalauréat de technicien F 11 et F 11′, en collaboration avec le ministère de la Culture et de la Communication (la partie musicale de l'enseignement est assurée par les CNR ou les ENM). D'autre part, il existe deux brevets de techniciens (BT) et plusieurs certificats d'aptitude professionnelle (CAP) musicaux, préparant aux métiers de la musique et à la facture instrumentale (1).

92. Arts plastiques et histoire de l'art

921. Établissements relevant du ministère de la Culture et de la Communication

L'enseignement des arts plastiques est dispensé, au plus haut niveau, par deux écoles ayant le statut d'établissement public : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) qui délivre le *diplôme supérieur des arts plastiques* (DSAP) et l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD).

Par ailleurs, des écoles publiques d'art dispensent à la fois un enseignement supérieur à temps plein sur lequel le ministère de la Culture et de la Communication exerce un contrôle pédagogique, un enseignement péri et post-scolaire à temps partiel et, dans certains cas, des formations spécifiques.

Ces établissements sont les écoles nationales d'art gérées par le ministère de la Culture et de la Communication (Aubusson, Bourges, Cergy-Pontoise, Dijon, Limoges, Nancy, Nice et l'École nationale de la photographie d'Arles créée en 1982), et 7 écoles régionales et municipales.

En outre, plus de 400 communes possèdent une école d'art non habilitée par l'État.

L'enseignement contrôlé par le ministère de la Culture et de la Communication comporte deux filières : un cycle long de préparation au diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP) et un cycle court conduisant au diplôme national d'arts et techniques (DNAT). La plupart des élèves sont des bacheliers.

L'école du Louvre est un établissement public qui dispense un enseignement d'histoire de l'art, d'archéologie et de muséologie original et de haut niveau. Outre les élèves suivant la scolarité à temps plein, l'école accueille un très grand nombre d'auditeurs.

922. Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale

Onze universités délivrent un enseignement d'arts plastiques, conduisant au DEUG (lettres et arts, mention « arts plastiques »), à la licence, à la maîtrise, au DEA et au doctorat d'arts plastiques, ainsi qu'au CAPES et à l'agrégation.

Dix-neuf universités comportent tout ou partie des trois cycles d'histoire de l'art et archéologie.

En outre, il existe une maîtrise des sciences et techniques de « Conservation et restauration des œuvres d'art, sites et objets archéologiques et ethnologiques ».

L'enseignement technique supérieur est dispensé essentiellement dans quatre écoles nationales supérieures d'arts appliqués (ENSAA) : Boulle, Duperré, Estienne, Olivier-de-Serres, qui délivrent à la fois leurs diplômes spécifiques et des brevets de techniciens supérieurs.

L'enseignement professionnel du second degré conduit à des brevets de techniciens (20 spécialités environ) et à de très nombreux CAP de métiers d'art et d'arts appliqués (tailleur de pierre, graveur, tailleur sur cristaux, dessinateur en art graphique, sculpteur sur bois, relieur, bronzier, serrurier d'art...).

En outre, une préparation au baccalauréat de technicien F 12, option « Arts appliqués », existe depuis l'année scolaire 1982-1983.

---

1. Préparés dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP).

TABLEAU E.02-1

Fonds conservés dans les Archives nationales et départementales

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unité : Km de rayonnages occupés

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Archives nationales	403	403	417	420	441	457	454	456	460	480	500
Archives départementales	1.066	1.082	1.114	1.135	1.163	1.257	1.220	1.283	1.325	1.377	1.454
Ensemble	**1.469**	**1.485**	**1.531**	**1.555**	**1.604**	**1.714**	**1.674**	**1.739**	**1.785**	**1.857**	**1.954**

TABLEAU E.02-2

Collections de microfilms (originaux et copies) des Archives nationales et départementales (1)

Sources : Ministère de la Culture et de la Communication

Unité : Km de films

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Archives nationales :											
soit : Dépôt central (2)	460	485	511	559	591	622	649	671	704	746	772
Section Outre-Mer (3)	●	●	●	●	●	12	13	15	15	16	17
Espeyran (4)	859	1.018	1.434	1.552	1.679	1.795	1.885	2.007	2.150	2.296	(7) 2.096
Aix (5)	70	77	78	82	88	93	102	122	140	157	175
Fontainebleau (6)	///	///	///	///	///	///	///	///	///	101	149
Archives départementales	2.059	2.102	2.139	2.196	2.251	2.303	2.390	2.470	2.570	2.659	2.747
Ensemble	**3.448**	**3.682**	**4.162**	**4.389**	**4.609**	**4.825**	**5.039**	**5.285**	**5.579**	**5.975**	**5.956**

(1) En 1949, un service photographique a été créé aux Archives nationales, qui dispose actuellement à Paris (rue des Francs-Bourgeois) de plus de 700.000 mètres de microfilms originaux, soit quelque 17 millions de vues. Parallèlement, les Archives départementales, dont la moitié dispose d'ateliers bien équipés, ont accumulé plus de deux millions de mètres de microfilms, équivalant à environ 55 millions de pages d'archives. — (2) A Paris, rue des Francs-Bourgeois. Chiffre correspondant à l'unique exemplaire des microfilms réalisés, conservé sur place. Des exemplaires de sécurité sont systématiquement réalisés et envoyés à Espeyran. — (3) A Paris, rue Oudinot. Dépôt créé en 1960. Chiffres non disponibles avant 1980. — (4) Dépôt central de microfilms, dans le Gard, créé en 1973. Il reçoit un exemplaire de sécurité de tout microfilm exécuté par les services d'archives nationales et départementales. — (5) Dépôt des Archives d'Outre-mer, créé en 1966. — (6) Cité des archives contemporaines, créée en 1970. Un atelier de microfilmage y fonctionne depuis 1981; la totalité des microfilms réalisés entre 1981 et 1984 n'a été comptabilisée qu'en 1984. — (7) La diminution est due à l'élimination de microfilms sans intérêt pour l'histoire à l'expiration de leur durée d'utilité administrative.

TABLEAU E.02-3

Lecteurs des services d'Archives nationales et départementales (1)

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unité : Lecteur

	1970	1975	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Archives nationales	7.730	9.693	11.614	13.088	12.084	10.377	11.890	12.755	12.987	13.443	14.281
Archives départementales	39.201	49.665	52.563	57.535	66.595	80.804	89.970	91.841	98.918	102.749	107.635
Ensemble	**46.931**	**59.358**	**64.177**	**70.623**	**78.679**	**91.181**	**101.860**	**104.596**	**111.905**	**116.192**	**121.916**

(1) Lecteurs différents venus travailler dans les salles de lecture. Le nombre d'entrées, correspondant aux séances de travail effectuées, est de 607.453 en 1985 (60.013 pour les Archives nationales, 547.440 pour les Archives départementales). Le nombre de documents communiqués est de 2.281.692 en 1985 (191.334 pour les Archives nationales, 2.090.358 pour les Archives départementales).

TABLEAU E.02-4

Arrêtés de protection des monuments historiques

(Nombres cumulés en fin d'année)

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unité : Arrêté

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Classements (1)	11.590	11.724	11.857	12.021	12.180	12.239	12.362	12.535	12.807	12.846	12.955
Inscriptions	19.047	19.503	19.824	20.145	20.467	20.737	21.005	21.240	22.090	22.358	23.097
Ensemble	**30.637**	**31.227**	**31.681**	**32.166**	**32.647**	**32.976**	**33.367**	**33.775**	**34.897**	**35.204**	**36.052**

(1) Le nombre des arrêtés de classement à la fin de chaque année est supérieur au nombre des édifices classés comptabilisés à la même date par le fichier informatique. La différence s'explique par des extensions de classements d'édifices déjà protégés.

TABLEAU E.02-5

Monuments historiques classés suivant le propriétaire et la catégorie

Situation au 29 avril 1987

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Catégorie de monuments	Type de propriétaire (en %)							Nombre
	Commune	Propriétaire privé	État	Département	Établissement public	Non ventilé	Ensemble	
Antiquités préhistoriques	18,2	60,2	8,7	0,6	0,9	11,4	100,0	1.276
Antiquités historiques	46,5	31,9	9,0	4,1	1,7	6,8	100,0	486
Châteaux	19,9	66,6	6,3	4,1	2,9	0,2	100,0	1.334
Architecture militaire	71,1	15,0	12,4	1,3	●	0,2	100,0	474
Cathédrales	—	—	100,0	—	—	—	100,0	87
Églises	97,7	1,5	0,4	0,2	0,1	0,1	100,0	4.264
Chapelles	75,9	19,4	2,0	1,0	1,0	0,7	100,0	603
Monastères	41,1	40,9	8,3	6,7	3,0	—	100,0	508
Édifices civils publics	60,4	12,5	15,2	4,0	7,5	0,4	100,0	546
Édifices civils privés	18,4	75,0	4,2	0,5	1,5	0,4	100,0	1.121
Divers	71,1	16,6	8,3	2,6	0,6	0,8	100,0	1.306
Ensemble	**61,3**	**28,3**	**5,8**	**1,6**	**1,3**	**1,7**	**100,0**	**12.005**
Nombre de monuments	*7.361*	*3.401*	*694*	*195*	*149*	*205*	///	*12.005*

TABLEAU E.02-6

Entrées payantes dans les monuments les plus visités de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites

Source : Caisse nationale des monuments historiques et des sites — *Unité :* Millier de visiteurs

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	(1) 1983	1984	1985	1986
Ensemble	**5.734**	**6.352**	**6.577**	**6.452**	**6.591**	**7.018**	**7.130**	**5.624**	**7.222**	**6.833**	**6.576**
dont :											
Abbaye de Brou	110	119	118	108	104	98	104	86	98	88	86
Abbaye de Cluny	81	90	96	90	98	101	102	92	101	99	109
Abbaye de Fontevrault	82	86	95	93	102	106	104	86	98	99	122
Abbaye de Jumièges	41	46	48	54	49	49	58	51	62	58	61
Abbaye du Mont-Saint-Michel	565	587	584	582	594	623	713	570	728	610	594
Abbaye du Thoronet	55	68	77	74	79	78	83	71	78	70	73
Arc de Triomphe	516	529	560	507	503	630	637	529	712	692	573
Cathédrale de Notre-Dame de Paris (tours)	427	482	482	458	437	578	608	501	590	574	468
Château d'Angers	136	154	156	155	152	167	158	129	161	150	154
Château d'Azay-le-Rideau	283	314	329	322	345	335	343	275	335	336	338
Château de Chambord	388	443	449	473	491	502	534	418	528	547	554
Château de Chaumont	108	121	117	117	156	117	132	111	130	121	113
Château de Haut-Koenigsbourg	518	548	548	534	521	497	541	388	502	480	469
Château d'If	139	125	128	121	121	130	138	82	91	84	74
Château de Pierrefonds	115	110	111	111	135	120	119	74	100	89	80
Cité de Carcassonne	142	154	154	182	193	209	217	149	193	216	197
Conciergerie	153	168	188	168	159	190	222	167	219	198	192
Crypte archéologique de Notre-Dame de Paris	///	///	///	///	96	170	86	82	92	82	76
Église abbatiale de Saint-Denis	89	106	101	104	112	115	99	83	100	91	93
Fort de Salses	33	42	53	59	63	67	78	60	80	77	89
Fouilles de Glanum à Saint-Rémy	95	103	103	95	81	67	80	57	82	67	75
Palais du Tau à Reims	38	45	56	63	57	54	58	50	57	52	54
Panthéon	132	165	175	161	167	210	189	190	182	148	139
Remparts d'Aigues-Mortes	131	169	177	191	179	184	187	136	191	170	179
Sainte-Chapelle	452	508	546	508	514	565	410	257	537	581	536
Trophée d'Auguste à la Turbie	48	49	51	51	57	64	64	62	72	50	45

(1) Le ticket spécial d'entrée pour les jeunes a été supprimé pour 1983. Il en résulte une diminution apparente de la fréquentation.

TABLEAU E.02-7

Opérations de fouilles terrestres *(Archéologie)*

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité :* Opération de fouille

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Sondages	207	184	200	236	176	191	203	238	309	299	311
Sauvetages	548	597	654	740	662	845	856	897	1.006	1.034	1.087
Fouilles programmées	368	327	348	390	390	375	375	416	423	406	396
Ensemble	**1.123**	**1.108**	**1.202**	**1.366**	**1.228**	**1.411**	**1.434**	**1.551**	**1.738**	**1.739**	**1.794**

TABLEAU E.02-8

Fréquentation des musées nationaux [Entrées payantes] (1)

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unité : Millier

	1980	1981	(2) 1982	(2) 1983	1984	1985	1986
Ensemble (1)	**5.647**	**5.820**	**4.916**	**4.953**	**6.485**	**7.129**	**6.661**
soit :							
Paris	*2.589*	*2.692*	*2.150*	*2.208*	*3.233*	*3.696*	*3.508*
dont :							
Arts africains et océaniens	89	81	75	62	97	113	104
Arts et traditions populaires	38	37	32	28	31	28	24
Cluny	105	107	90	89	113	111	91
Delacroix	13	14	19	18	22	31	21
Guimet	61	45	34	43	43	43	49
Jeu-de-Paume	564	639	560	570	701	702	457
Louvre	1.610	1.632	1.247	1.310	1.901	2.055	1.730
Monuments français	25	28	22	25	39	41	30
Orangerie	///	///	///	///	198	261	275
Orsay (3)	///	///	///	///	///	///	135
Palais de Tokyo	64	99	75	62	84	96	18
Picasso (4)	///	///	///	///	///	212	569
Région parisienne	*2.484*	*2.553*	*2.265*	*2.300*	*2.695*	*2.864*	*2.603*
dont :							
Antiquités nationales (Saint-Germain-en-Laye)	50	43	44	40	49	52	46
Ecouen	29	36	32	26	29	31	33
Fontainebleau	318	330	273	267	319	323	298
Malmaison - Bois-Préau	119	109	98	96	109	96	82
Sèvres	23	21	18	19	25	26	26
Versailles (5)	1.940	2.010	1.796	1.847	2.158	2.331	2.113
Château	1.699	1.763	1.537	1.607	1.908	2.069	1.865
Grand Trianon	204	195	166	172	188	180	156
Petit Trianon et musée des voitures	37	52	93	68	62	82	92
Province	*515*	*538*	*451*	*406*	*497*	*479*	*474*
dont :							
Adrien Dubouché (Limoges)	13	19	16	18	19	21	20
Chagall (Nice)	50	59	45	48	72	89	84
Compiègne	94	94	85	65	87	65	63
Les Eyzies	114	118	97	99	117	109	105
L'île d'Aix (musée napoléonien)	18	20	17	17	21	20	20
Maison Bonaparte (Ajaccio)	70	73	61	49	56	56	63
Pau	109	107	90	90	102	97	101
Vallauris (6)	27	27	19	///	///	///	///

(1) Non compris les musées J. J. Henner-Moreau et Rodin de Paris. — (2) En 1982 et 1983, l'entrée dans les musées nationaux était gratuite le mercredi. — (3) Ouvert en 1986. — (4) Ouvert en 1985. — (5) Y compris les billets ventilables des agences de voyage. — (6) Musée fermé depuis 1983.

TABLEAU E.02-9

Fréquentation des musées de la ville de Paris *(Présentations permanentes et expositions temporaires)*

Source : Ville de Paris

Unité : Millier

	1970	1975	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Art moderne (1)	79,6	228,5	182,0	99,4	455,7	236,7	243,5	283,7	485,1	550,9
Balzac	6,4	11,2	17,1	8,2	8,6	30,5	18,3	24,5	21,1	24,4
Bourdelle	8,4	6,9	10,3	9,8	7,6	14,2	13,0	14,1	13,5	18,8
Carnavalet	72,7	97,1	128,2	65,5	60,8	200,9	218,3	281,9	254,3	216,2
Cernuschi	15,7	12,1	24,1	15,1	22,6	20,1	34,7	20,9	20,7	25,4
Cognacq-Jay	5,2	12,3	12,9	7,5	9,0	14,5	16,8	20,7	25,5	21,6
Mode et costume	22,7	(2) ///	55,1	36,0	32,1	81,2	65,9	77,3	92,7	160,3
Pavillon des arts	///	///	///	///	///	///	///	74,3	26,3	50,3
Petit Palais	206,3	135,8	194,2	67,7	272,1	593,5	272,8	180,0	203,4	215,7
Renan-Scheffer (3)	///	///	///	///	///	///	6,1	13,7	11,0	11,1
Victor-Hugo (4)	32,8	76,8	67,7	28,6	27,3	87,3	86,2	105,4	155,7	90,8
Zadkine (5)	///	///	///	///	///	7,9	6,1	9,5	10,3	8,9
Guernesey (6)	///	///	///	///	17,2	20,6	22,7	26,6	48,1	33,1
Ensemble	**449,8**	**580,6**	**691,6**	**337,8**	**913,0**	**1.307,4**	**1.004,4**	**1.132,6**	**1.367,8**	**1.427,5**

(1) En 1981 chiffre très important dû essentiellement à l'exposition Modigliani. — (2) Musée fermé. — (3) Musée géré par la ville de Paris depuis 1982, appelé à devenir une annexe du musée Carnavalet. — (4) En 1980 et 1981 fermeture pour travaux de certaines salles. — (5) Ouvert le 19 avril 1982. — (6) Maison de Victor-Hugo, gérée par la ville de Paris.

TABLEAU E.02-10

Expositions organisées par ou avec le concours de la réunion des musées nationaux, dans les établissements parisiens

Source : Réunion des musées nationaux

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	Ensemble	1986 Plus de 100.000 visiteurs (1)
Nombre total d'expositions	18	21	13	20	20	15	21	21	24	22	2
dont : Expositions payantes	10	14	9	12	15	11	13	14	15	12	2
Visiteurs des expositions payantes (en milliers)	1.011	1.391	1.524	1.246	1.409	884	2.183	1.510	1.646	951	598

(1) 1986 : nombre d'entrées payantes (en milliers) pour les expositions ayant reçu plus de 100.000 visiteurs : De Rembrandt à Vermeer : 421, Boucher : 177.

TABLEAU E.02-11

Fréquentation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Source : Centre Georges-Pompidou

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Fréquentation générale	6.756.702	7.122.446	7.775.890	8.064.308	7.408.320	7.727.090	8.413.505	7.366.535	6.702.731
Fréquentation moyenne/jour	21.725	22.975	24.923	25.847	25.371	25.252	26.880	24.474	21.622
Nombre de jours d'ouverture	311	310	312	312	292	306	313	301	310
Bibliothèque publique d'information	4.000.000	4.326.000	4.385.000	4.422.00	4.113.000	4.150.000	4.358.800	4.252.200	4.006.452
Musée national d'art moderne. Collections permanentes	1.585.915	1.306.510	1.200.114	1.190.393	1.170.566	1.199.401	988.338	(1) 758.649	1.063.075
Expositions temporaires (2)	...	2.438.000	1.962.000	1.193.000	1.353.000	1.750.000	3.979.500	2.285.289	2.630.068

(1) Le musée a été fermé pour réaménagement du 5 février 1985 au 21 mai 1985. — (2) Payants et gratuits.

TABLEAU E.02-12

Entreprises ayant des contrats d'abonné avec la SACEM

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM)

Unité : Entreprise

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Spectacles avec danse (1) (3)	12.455	12.817	13.204	12.893	12.987	12.960	12.978	12.970	12.898	12.874
Spectacles sans danse (2)	614	694	772	815	892	968	1.184	1.305	1.452	1.562
Cinémas (4)	4.997	5.006	4.964	4.992	5.956	5.575	6.187	6.756	7.298	7.575
Entreprises diverses	179.546	180.063	188.466	189.029	192.760	195.996	200.448	205.516	211.109	221.653
Ensemble	**197.612**	**198.580**	**207.406**	**207.729**	**212.595**	**215.499**	**220.797**	**226.547**	**232.757**	**243.664**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers. — (3) Y compris les municipalités qui organisent des spectacles. — (4) Le fichier a été mis à jour en 1981.

TABLEAU E.02-13

Séances occasionnelles déclarées à la SACEM

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM)

Unité : Séance

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Spectacles avec danse (1)	153.885	167.303	179.619	182.464	175.259	173.343	173.595	182.766	184.314	177.439
Spectacles sans danse (2)	75.603	82.595	88.985	92.228	91.860	92.988	95.591	101.536	102.138	101.053
Cinémas	6.498	5.594	5.586	5.387	5.122	4.547	4.066	5.402	4.299	5.646
Divers	4.083	4.187	3.524	3.490	3.806	3.616	4.120	4.445	4.968	5.481
Ensemble	**240.069**	**259.679**	**277.714**	**283.569**	**276.047**	**274.494**	**277.372**	**294.149**	**295.719**	**289.619**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers.

TABLEAU E.02-14

Droits d'auteur perçus par la SACEM pour la diffusion publique du répertoire protégé

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM)

Unité : Millier de francs

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Spectacles avec danse (1)	145.174,1	155.934,7	174.498,8	194.531,1	219.202,7	254.361,9	274.779,3	298.205,9	321.266,0	334.155,2
Spectacles sans danse (2)	48.658,5	50.665,7	59.299,5	67.712,3	79.044,3	88.827,7	101.619,8	108.847,1	124.780,5	123.055,6
Cinémas	24.242,8	28.364,9	30.364,4	35.976,8	43.185,2	54.638,4	58.506,9	60.812,1	58.851,0	65.775,3
Entreprises diverses	81.925,1	99.546,3	106.705,4	123.648,0	135.325,1	146.153,1	161.640,7	176.714,5	187.164,4	204.426,5
Ensemble	**300.000,5**	**334.511,6**	**370.868,1**	**421.868,2**	**476.757,3**	**543.981,1**	**596.546,7**	**644.579,6**	**692.061,9**	**727.412,6**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers.

TABLEAU E.02-15

Activités lyriques et chorégraphiques

Sources : Opéra de Paris et RTLMF

Unités : Spectacles, représentations
Spectateurs : *milliers*

	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86
Théâtre national de l'Opéra de Paris (1) :								
Représentations	235	239	194	135	227	228	241	278
Spectateurs (2)	295	274	275	190	337	314	330	370
Théâtres lyriques municipaux (3) :								
Spectacles	273	211	283	279	269	271	242	231
Représentations	913	736	913	893	942	884	784	778
Spectateurs (4)	834	692	812	825	907	808	748	744
Théâtres concernés	13	11	13	13	13	13	13	12

(1) Spectacles lyriques et chorégraphiques au Palais Garnier et à la Salle Favart. — (2) Tous spectateurs payants. — (3) Spectacles lyriques et chorégraphiques des théâtres appartenant à la Réunion des théâtres lyriques municipaux de France (RTLMF). — (4) Spectateurs payants et gratuits.

TABLEAU E.02-16

Dépôts au département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale

Source : Bibliothèque nationale

En unités

	Nombre de supports (1)					Nombre de titres				
	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985
Disques	*10.702*	*9.889*	*10.308*	*11.293*	*11.413*	*8.966*	*8.368*	*8.736*	*9.621*	*9.546*
30 cm	8.522	7.661	7.527	7.533	7.346	6.791	6.143	5.980	6.017	5.773
25 cm	40	11	9	5	4	40	11	9	5	4
17 cm	2.140	2.217	2.348	2.496	2.278	2.135	2.214	2.334	2.468	2.249
12 cm compact	///	///	424	1.259	1.785	///	///	413	1.131	1.520
Cassettes	*3.999*	*3.616*	*3.562*	*4.058*	*3.269*	*3.639*	*3.219*	*3.227*	*3.692*	*2.984*
Ensemble	**14.701**	**13.505**	**13.870**	**15.351**	**14.682**	**12.605**	**11.587**	**11.963**	**13.313**	**12.530**

(1) Un support correspond à un document (une unité), disque ou cassette. Un titre peut nécessiter plusieurs supports et plusieurs titres peuvent se trouver sur un même support.

TABLEAU E.02-17

Édition de disques

Source : Fédération nationale de la musique (enquête annuelle d'entreprise)

Unités : Personnel en unité
Production : million de disques et cassettes
Sommes en millions de F

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Nombre d'entreprises ayant répondu à l'enquête	82	83	90	71	77	94	72	77
Nombre d'établissements correspondant	92	92	100	81	87	102	80	86
Fabrication de phonogrammes par les entreprises de pressage :								
Disques	186,5	(1) 151,3	107,5	127,9	164,1	156,5	(5) 104,4	111,7
Cassettes	21,4	27,1	17,3	24,1	31,6	23,5	(5) 21,5	24,7
Chiffre d'affaires (y compris T.V.A. déductible)	3.357,7	3.504,2	3.836,0	4.153,6	4.720,2	4.512,3	3.838,0	...
T.V.A.	781,6	824,5	886,9	982,6	1.120,0	1.060,9	901,9	...
Chiffre d'affaires (hors T.V.A. déductible)	2.576,2	2.679,7	2.949,1	3.171,0	3.600,2	3.451,4	2.936,1	(6) 3.225,9
Droits versés par les maisons d'édition de disques	349,7	416,7	529,6	401,8	...	...	496,4	444,4
soit : Droits d'auteur	174,6	218,5	236,1	191,2	246,8	...	271,0	242,5
Redevances payées aux artistes	175,1	198,2	293,5	210,6	...	...	225,4	201,9
Personnel employé :								
Effectif du personnel permanent	6.336	6.191	5.161	4.698	4.593	4.251	3.864	3.588
Nombre de journées de travail du personnel intermittent (2) et à domicile (3)	26.842	21.927	16.764	(4) 6.130	...	...	13.985	10.774
Salaires distribués :								
Personnel permanent	325,7	334,9	360,1	372,3	410,8	445,7	458,1	450,3
Personnel intermittent et à domicile	12,7	16,8	16,1	(4) 8,0	16,9	...	17,1	15,7

(1) Non compris 34,7 millions de microdisques souples pour l'exportation. — (2) Artistes musiciens. — (3) Musiciens copistes. — (4) Certaines entreprises n'ont pas été en mesure de fournir des réponses à ces questions. — (5) Une entreprise importante de pressage et de duplication n'ayant pas répondu en 1984 à l'enquête, les chiffres indiqués ne sont pas directement comparables avec ceux de 1983. Pour les entreprises ayant répondu en 1983 et 1984, la variation d'une année à l'autre est de — 16 % pour les disques et 0 % pour les bandes et cassettes. — (6) Pour les entreprises ayant répondu en 1984 et 1985, la variation est de 5,2 %.

TABLEAU E.02-18

Activités théâtrales

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86
Théâtres nationaux										
Comédie française :										
Représentations	320	381	391	388	386	398	396	374	400	385
Spectateurs (en milliers)	247	271	296	298	289	296	289	231	*r* 268	270
Théâtre national de l'Odéon (1) :										
Représentations	338	426	405	505	382	404	353	313	*r* 364	370
Spectateurs (en milliers)	126	136	136	187	157	136	129	96	*r* 127	124
Théâtre national de Chaillot :										
Représentations	250	304	285	232	242	453	451	461	383	384
Spectateurs (en milliers)	74	134	107	93	46	130	106	114	*r* 110	108
Théâtre de l'Est parisien :										
Représentations	253	362	262	278	385	406	303	412	*r* 263	238
Spectateurs (en milliers)	75	81	88	87	132	131	83	84	*r* 51	52
Théâtre national de Strasbourg :										
Représentations	191	202	283	150	160	92	155	157	178	176
Spectateurs (en milliers)	78	63	72	51	80	95	77	91	*r* 52	48
Centres dramatiques nationaux (2)										
Représentations	3.525	2.548	3.815	■ 4.568	4.643	4.616	5.568	5.426	4.857	4.580
Spectateurs (en milliers)	1.030	686	1.130	■ 1.273	1.348	1.393	1.538	1.531	1.263	980
Théâtres parisiens (3)										
Représentations	11.203	10.816	11.504	(4)	11.535	10.600	11.287	12.253	*r* 11.972	14.261
Spectateurs (en milliers)	2.470	2.560	3.363	(4)	3.384	3.037	3.787	4.359	*r* 4.279	4.460

(1) Y compris Théâtre de l'Europe. — (2) Spectateurs payants et activités dramatiques uniquement : sont exclues les autres activités (danse, cinéma, variétés, animations scolaires) des centres nationaux. À partir de 1979, les statistiques fournies comprennent les centres dramatiques pour l'enfance et la jeunesse. Les spectacles en tournées et les spectacles invités sont inclus. — (3) Résultats donnés pour l'ensemble de l'année. Théâtres privés proprement dits, théâtres municipaux parisiens non subventionnés, spectacles donnés dans les salles ou espaces (Palais des congrès...) accueillant occasionnellement des spectacles vivants. — (4) Par suite du réaménagement des programmes informatiques des sociétés d'auteurs qui sont la source des statistiques habituellement communiquées, les données pour 1979 ne sont pas disponibles.

TABLEAU E.02-19

Le service des archives du film (1)

Source : Centre national de la cinématographie

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Nombre de déposants	585	637	689	739	804	865	925	972	988	1.027	1.066
Nombre de bobines déposées (2)	250.273	282.252	309.105	353.808	401.157	441.842	526.987	564.802	605.324	617.449	635.554
Nombre de films déposés	24.784	28.265	33.763	42.354	49.880	57.007	65.496	72.871	77.315	80.595	85.807

(1) En nombres cumulés. — (2) Il convient d'ajouter à ce chiffre les dépôts effectués dans le cadre de conventions passées avec deux sociétés d'actualités (Pathé et Gaumont) et l'Institut national de l'audiovisuel, soit environ 70.000 bobines.

TABLEAU E.02-20

Production française de films

Source : Centre national de la cinématographie

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Sociétés de production de long métrage (1) :											
Autorisées	486	517	535	574	616	657	688	722	764	815	859
Actives (2)	185	164	162	162	188	174	192	169	137	175	175
Sociétés de production de court métrage :											
Autorisées	990	1.037	1.014	1.135	1.232	1.337	1.433	1.433	1.642	1.757	1.816
Actives (2)	204	180	198	208	203	329	219	182	228	256	231
Réalisateurs actifs de long métrage (3)	148	135	141	129	134	128	133	119	113	131	115
Réalisateurs actifs de court métrage recensés	310	276	331	326	282	282	369	327	845	425	357
Production de films de long métrage (4)	162	156	144	160	174	189	231	164	131	161	151
Films intégralement français	101	112	112	116	126	144	186	134	101	120	106
Films de coproduction	61	44	32	44	48	45	45	30	30	41	45
A majorité française	36	20	19	19	26	16	22	15	17	16	25
A majorité étrangère	25	24	13	25	22	29	23	15	13	25	20
Production de films de court métrage (5)	461	432	484	509	355	429	474	438	501	572	476

(1) Long métrage : film de plus de 1.600 m. — (2) Ayant effectivement participé à la production d'au moins un film ayant accès au soutien financier de l'État. — (3) Ayant effectivement réalisé des films français ayant accès au soutien financier de l'État. — (4) Ne sont pris en considération que les longs métrages ayant accès au soutien financier de l'État, à l'exclusion des films pornographiques et d'incitation à la violence. — (5) Commerciaux exclusivement.

TABLEAU E.02-21

Activité des sociétés de distribution de films

Source : Centre national de la cinématographie

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Sociétés autorisées (en unités)	192	206	216	243	253	254	271	294	269	291	306
dont : Ayant enregistré des résultats d'exploitation	138	151	159	177	184	179	190	178	171	286	186
Distributeurs spécialisés « Art et essai »	40	45	49	63	63	58	68	64	58	62	71
Nombre de films de long métrage sortis pour la première fois	●	●	●	●	●	694	672	590	568	492	456
Chiffre d'affaires des sociétés de distribution (en millions de F)	643,5	720,8	757,3	886,2	984,8	1.061,9	1.346,1	1.633,7	1.718,3	1.808,8	1.748,7
soit : Distributeurs diffusant en majorité des films français	396,8	436,3	492,5	554,8	664,9	740,2	988,3	1.180,6	1.428,1	1.248,1	1.092,4
dont : Spécialisés « Art et essai »	31,5	29,1	31,8	33,6	47,7	47,5	68,0	57,9	57,9	93,5	88,7
Distributeurs diffusant en majorité des films américains	246,7	284,5	264,8	331,4	319,9	321,7	357,8	453,1	290,2	560,7	656,3

TABLEAU E.02-22

Exploitation cinématographique

(Format standard 35 mm et format substandard 16 mm)

Source : Centre national de la cinématographie

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Format standard (35 mm)											
Équipement :											
Nombre de salles (1) [en unités]	4.328	4.443	4.448	4.464	4.523	4.540	4.572	4.709	4.894	5.098	5.153
Nombre de fauteuils (en milliers)	1.775,6	1.684,7	1.601,4	1.522,8	1.472,4	1.408,8	1.342,7	1.316,4	1.311,5	1.306,5	1.276,1
Programmation :											
Films projetés (en unités)	4.715	4.866	5.064	5.084	5.189	5.256	5.357	5.493	5.293	5.028	6.870
Français	1.454	1.507	1.637	1.701	1.753	1.763	1.841	1.936	1.863	1.748	2.410
Étrangers	3.261	3.359	3.427	3.383	3.436	3.493	3.516	3.557	3.430	3.280	4.460
dont : Américains	1.209	1.281	1.277	1.255	1.338	1.344	1.396	...	...	...	...
Spectateurs (en millions) (3)	181,7	177,3	170,3	178,5	178,1	174,8	189,2	■ *r* 201,9	*r* 198,8	*r* 190,8	172,2
Recettes (en millions de francs)	1.572,7	1.756,7	1.838,6	2.110,8	2.308,9	2.474,8	3.061,7	*r* 3.654,6	*r* 3.900,0	*r* 3.972,7	3.804,3
% films français dans la recette	52,4	52,5	47,3	46,5	51,1	47,7	50,5	53,7	47,0	49,5	44,7
Format substandard (16 mm)											
Nombre total de points de projection autorisés [en unités] (2)	1.438	1.100	938	858	811	807	807	964	1.410	1.988	1.949
soit : Autorisations d'ouverture d'un premier point	651	337	275	230	203	185	163	166	193	222	216
Autorisations d'extension	787	763	663	628	608	622	644	798	1.217	1.766	1.733
Résultats d'exploitation :											
Nombre de spectateurs (en millions)	1,2	1,1	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8	1,0	0,9
Recettes (en millions de francs)	6,4	6,4	5,3	4,8	5,2	4,6	5,0	6,6	8,5	11,4	9,5

(1) Y compris « les patronages » (séances gratuites) 39 établissements en 1979, 40 établissements de 1980 à 1984, 37 en 1985. — (2) Y compris « les patronages » (séances gratuites) 301 établissements en 1982, 302 établissements en 1983, 1984 et 1985. — (3) À compter de l'année 1982, les résultats des formats standard et substandard ont été regroupés.

TABLEAU E.02-23

Décomposition de la recette des exploitants de cinéma *(Format standard)*

Source : Centre national de la cinématographie

Unité : %

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Taxe spéciale additionnelle (1)	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	11,5
Taxe sur la valeur ajoutée [TVA] (2) (3)	14,3	15,0	14,9	15,0	■ 13,3	6,9	6,7	6,9	6,8	6,8	6,0
Exploitation	49,2	48,2	48,1	47,5	47,8	50,7	50,2	49,4	48,9	48,5	■ 43,0
Production-distribution (4)	34,9	35,3	35,5	36,1	37,5	40,9	41,7	42,3	42,9	43,3	■ 38,3
Droits d'auteur	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,2
Presse filmée	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	ε	ε	ε	ε	ε

(1) Incluse avant 1985 dans les postes « Exploitation » et « Production-distribution ». — (2) La diminution de la TVA par rapport à l'année 1978 s'explique par la modification du taux de la taxe sur la valeur ajoutée, ramenée de 17,6 % à 7 % à compter du 1er novembre 1979. — (3) À partir de 1980, compte tenu de la perception au taux majoré de la TVA s'appliquant aux programmes pornographiques ou d'incitation à la violence. — (4) En 1980, la TVA affectant le film est exclue. La part brute « production - distribution » (les actualités et la TVA affectant le film incluses) est de 1.646,3 millions de F en 1982, de 1.781,4 millions en 1983 et de 1.818,0 millions en 1984.

TABLEAU E.02-24

Contrats enregistrés pour la cession de films français à l'étranger

Source : Centre national de la cinématographie

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Nombre de contrats	2.101	2.261	2.082	2.081	1.995	2.267	2.053	1.978	1.829	2.156	1.872
Long métrage	1.806	1.960	1.813	1.875	1.799	1.993	1.794	1.709	1.650	2.060	1.711
Court métrage	235	239	218	143	109	185	131	146	111	70	139
Films TV	60	62	51	63	87	89	108	123	68	26	22

TABLEAU E.02-25

Ventes de livres par les éditeurs (1)

(Marché intérieur et exportation)

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* Million de francs

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Branche :										
Livres scolaires	464,9	531,8	577,6	632,8	700,2	839,4	976,8	1.080,4	1.103,4	1.136,2
Livres scientifiques, professionnels et techniques	248,7	261,7	297,9	330,2	341,7	399,1	412,0	516,7	557,4	564,2
Livres pratiques	490,7	566,2	522,5	613,1	661,7	851,3	1.046,3	1.033,4	1.113,0	1.250,5
Livres de sciences humaines	307,9	338,5	385,7	409,5	448,4	501,6	578,0	645,1	698,6	755,5
Littérature	947,3	1.045,8	1.195,7	1.337,4	1.462,0	1.559,4	1.815,2	2.004,0	2.096,0	2.301,3
Encyclopédies et dictionnaires	796,6	908,9	1.011,1	1.059,2	1.249,7	1.224,9	1.293,4	1.366,1	1.401,5	1.439,7
Beaux-arts et beaux livres	267,8	288,4	305,2	362,1	437,6	443,9	528,4	574,8	626,7	572,1
Livres pour la jeunesse	323,7	372,0	455,7	522,5	551,0	618,1	726,0	753,0	907,0	955,3
Divers non ventilés	62,8	108,7	84,3	109,5	126,7	129,8	95,0	68,2	60,3	84,6
Total des ventes (2)	**3.910,4**	**4.422,0**	**4.835,7**	**5.376,3**	**5.979,0**	**6.567,5**	**7.471,1**	**8.041,7**	**8.563,9**	**9.059,4**
soit : Marché intérieur	3.418,9	3.887,3	4.243,1	4.742,9	5.272,5	5.781,5	6.623,3	7.113,5	7.483,9	7.949,8
Exportations	491,4	534,7	592,6	633,4	706,5	786,0	847,8	928,2	1.080,0	1.109,6
Cession de droits	**93,0**	**101,2**	**130,1**	**123,0**	**214,4**	**170,7**	**202,4**	**271,3**	**345,4**	**395,7**
soit : Marché intérieur	43,8	49,4	72,6	64,6	145,0	93,2	107,1	153,3	241,2	264,3
Exportations	49,2	51,8	57,5	58,4	69,4	77,5	95,3	118,0	104,2	131,4
Ensemble (1)	**4.003,4**	**4.523,2**	**4.965,8**	**5.499,3**	**6.193,4**	**6.738,2**	**7.673,5**	**8.313,0**	**8.909,3**	**9.455,1**

N.B. — Il convient de signaler qu'une partie non négligeable des exportations passe par les diffuseurs et les grossistes et de ce fait se trouve reprise dans le marché intérieur. — (1) Maisons d'édition dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 200.000 F (hors taxes). — (2) Non compris les cessions de droits.

TABLEAU E.02-26

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* Maison d'édition

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
100 millions et plus					11	13	15	18	21	21	21
De 50 à moins de 100 millions	40	43	49	50	11	10	13	18	18	23	26
De 20 à moins de 50 millions					32	36	41	35	28	23	31
De 10 à moins de 20 millions	18	27	28	34	43	40	36	41	43	50	39
De 5 à moins de 10 millions	42	48	52	53	58	51	51	54	58	43	47
De 2 à moins de 5 millions	83	74	88	80	76	77	72	72	74	79	80
De 1 à moins de 2 millions	63	70	67	62	52	48	57	57	68	63	55
De 0,5 à moins de 1 million	62	61	66	57	71	72	65	55	54	46	44
De 0,2 à moins de 0,5 million	72	63	66	64	50	49	55	48	45	43	40
Ensemble (1)	**380**	**386**	**416**	**400**	**404**	**396**	**405**	**398**	**409**	**391**	**383**

(1) Ensemble des maisons ayant répondu à l'enquête et ayant un chiffre d'affaires supérieur à 100.000 F (hors taxes) jusqu'en 1975 et 200.000 F à partir de 1976.

TABLEAU E.02-27

Chiffre d'affaires de l'édition par circuit de distribution

Source : Syndicat national de l'édition

Unité : %

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Vente aux libraires, grossistes, commissionnaires et grandes surfaces	37,5	37,5	37,9	36,8	36,4	37,3	38,6	38,8	39,9	37,5
Vente aux diffuseurs	33,4	34,7	33,9	35,5	37,4	36,1	33,7	34,0	34,0	35,5
Vente directe au consommateur par correspondance	15,4	14,0	15,0	15,2	13,7	13,8	13,5	13,5	12,3	13,1
Vente directe au consommateur par courtier	10,4	10,1	9,5	9,0	8,9	8,6	9,9	9,5	9,4	8,9
Vente aux clubs	1,3	1,1	1,2	1,0	1,1	1,3	1,2	1,3	1,3	1,5
Vente aux collectivités et administrations	1,0	1,3	1,3	1,0	1,1	1,3	1,7	1,3	1,4	1,1
Autres circuits	1,0	1,3	1,2	1,5	1,4	1,6	1,4	1,6	1,7	2,4
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU E.02-28

Production de livres par branche (1)

Source : Syndicat national de l'édition

Unités : Titre
Milliers d'exemplaires

Branche	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985			
								Nouveautés	Nouvelles éditions (2)	Réimpressions (3)	Total
Nombre de titres produits											
Livres scolaires	3.325	3.207	3.150	3.139	3.270	3.576	3.771	1.069	120	3.029	4.218
Livres scientifiques, professionnels et techniques	1.831	1.823	1.847	1.791	1.987	2.111	2.330	1.377	217	796	2.390
Livres pratiques	1.905	2.022	2.115	2.732	2.744	2.892	3.323	949	1.004	1.319	3.272
Sciences humaines	3.440	3.550	3.601	3.380	3.572	3.755	3.834	2.124	252	1.316	3.692
Littérature générale	9.603	9.367	8.860	8.472	8.518	8.508	8.995	4.827	513	3.916	9.256
Encyclopédies et dictionnaires	667	673	458	476	456	509	655	129	33	311	473
Beaux-arts	1.018	1.106	1.182	1.080	1.027	1.071	891	540	27	369	936
Livres pour la jeunesse	4.795	4.939	4.549	4.532	4.774	4.926	5.275	2.060	30	2.731	4.821
Divers non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	10
Total	**26.584**	**26.687**	**25.762**	**25.602**	**26.348**	**27.348**	**28.974**	**13.080**	**2.196**	**13.792**	**29.068**
Nombre d'exemplaires produits											
Livres scolaires	59.513	59.856	55.350	53.452	53.988	55.191	53.891	17.067	1.584	40.039	58.690
Livres scientifiques, professionnels et techniques	7.465	7.538	6.655	6.806	6.487	7.166	8.627	4.418	898	2.913	8.229
Livres pratiques	40.507	41.610	40.535	43.674	46.977	41.649	42.876	10.104	22.213	11.766	44.083
Sciences humaines	20.883	19.619	18.080	18.127	19.890	18.475	17.832	9.501	2.105	7.507	19.113
Littérature générale	148.880	157.763	168.036	145.281	152.048	158.610	159.539	83.547	19.820	46.931	150.298
Encyclopédies et dictionnaires	12.556	11.021	11.905	10.339	10.213	10.884	11.202	2.411	1.413	7.626	11.450
Beaux-arts	8.792	8.230	8.641	6.490	6.368	6.874	6.285	3.544	218	4.213	7.975
Livres pour la jeunesse	75.992	74.951	69.558	61.754	65.750	66.289	71.653	29.622	243	36.023	65.888
Divers non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	15	—	15	30
Total	**374.588**	**380.588**	**378.760**	**345.923**	**361.721**	**365.138**	**371.905**	**160.229**	**48.494**	**157.033**	**365.756**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 200.000 F (hors taxes). — (2) Ouvrages comportant des modifications par rapport à la première édition ou publiés dans une autre collection. — (3) Ouvrages réimprimés sans modification par rapport à la précédente édition.

TABLEAU E.02-29

Bibliothèques centrales de prêt

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Nombre de bibliothèques centrales de prêt (en unités)	73	76	76	78	94	94	96
Nombre de communes desservies (en unités)	18.875	19.118	19.463	20.454	21.597	22.597	23.540
Population desservie (en milliers)	19.451	19.673	19.937	20.955	23.433	24.492	(5) 23.593
Personnel (1) [en unités]	846	859	880	1.023	1.128	1.246	1.392
dont : Personnel scientifique (en unités)	100	100	102	121	124	124	120
Collections :							
Nombre de disques et cassettes (en milliers d'unités)	51	61	*e* 67	81	184	276	362
Nombre de volumes (en milliers)	8.884	9.446	*e* 9.980	11.250	12.329	13.436	14.373
Nombre de bibliobus (en unités)	204	209	210	247	262	286	332
Prêt par dépôt :							
Nombre de lieux desservis (2) [en unités]	26.935	27.291	27.387	29.279	30.551	31.768	31.775
Nombre de dépôts effectués (en unités)	75.936	74.149	75.101	83.533	84.628	89.758	90.500
Nombre de livres déposés (3) [en milliers de volumes]	8.942	9.016	9.431	10.179	11.199	12.860	13.354
Prêt direct :							
Nombre de communes desservies (en unités)	1.131	1.280	1.411	1.488	1.608	1.695	1.834
Nombre de livres prêtés dans les communes (en milliers de volumes)	2.475	2.682	2.724	2.784	2.871	3.066	2.973
Nombre de classes desservies dans les établissements scolaires (en unités)	9.524	10.870	(4) 9.440	9.207	9.249	8.231	6.930
Nombre de livres prêtés dans les établissements scolaires (en milliers de volumes)	1.587	1.564	1.424	1.422	1.420	1.321	1.021

(1) Nombre d'agents. — (2) Il s'agit essentiellement de mairies, écoles, foyers éducatifs. Les dépôts effectués et renouvelés régulièrement sont gérés en général de manière bénévole par des secrétaires de mairie, des instituteurs, ... — (3) On estime le nombre de livres prêtés à 2,5 fois le nombre de livres déposés. — (4) Deux bibliothèques centrales de prêt sur 17 pratiquant le prêt direct dans les établissements scolaires n'ont pas répondu. — (5) Les communes de 10.000 à 20.000 habitants ne sont plus desservies en 1985.

TABLEAU E.02-30

Bibliothèques municipales - Activités de prêt (1)

Sources : Ministère de la Culture et de la Communication

Unités : Communes : En unités
Population : En milliers
Prêts : Pour 1.000 habitants

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Communes possédant une bibliothèque municipale	948	870	921	930	992	1.029	1.106	1.224
Population desservie	26.908	26.790	27.404	27.659	28.245	28.414	28.730	29.603
Prêt à domicile (pour 1.000 habitants)								
Livres :								
Emprunteurs inscrits	86	91	97	100	107	114	125	...
Volumes prêtés	196	203	213	219	225	242	265	...
Disques et autres enregistrements :								
Emprunteurs inscrits (2)	11,3	12,3	13,0	13,0	15,1	16,2	15,8	...
Disques prêtés (2)	235	240	279	272	312	360	335	...

(1) Non compris les prêts par dépôt. — (2) Des communes possédant ce type de collection.

TABLEAU E.02-31

Enseignement de la musique

Élèves des établissements relevant des ministères de la Culture et de la Communication et de l'Éducation nationale

Sources : Ministère de la Culture et de la Communication
Ministère de l'Éducation nationale

Unité : Élève

	Année scolaire						
	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1985-1986
Établissements contrôlés par le ministère de la Culture et de la Communication :							
Conservatoires nationaux supérieurs de musique (1)	1.204	1.277	1.398	1.450	1.508	1.475	1.505
Conservatoires nationaux de région [CNR] (2) (3)	39.332	35.210	43.304	44.128	44.151	42.164	*p* 34.573
Écoles nationales de musique [ENM] (2) (3)	39.431	42.685	50.273	62.122	63.304	62.949	*p* 54.608
Écoles de musique agréées (2) (4)	37.099	35.676	38.315	49.429	...	...	...
Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale :							
Université (2) :							
1er cycle	3.284	3.229	3.326	3.354	3.329	(6) 2.678	(6) 2.344
2e et 3e cycles	1.307	1.386	1.517	1.586	1.689	1.826	1.974
Enseignement du second degré (second cycle professionnel long) :							
Préparation au BTn F11 et F11′	1.268	1.297	1.244	1.201	1.120	1.105	1.154
Préparation au BT (5)	119	59	55	61	59	57	58

(1) Y compris années préparatoires et cycle de spécialisation (CNSM de Paris). En 1979 création d'un deuxième établissement à Lyon. — (2) Ces chiffres sont sous-estimés : certains établissements n'ayant pas fourni leurs effectifs. — (3) Il y avait en 1980-1981 : 30 CNR, 62 ENM, 83 écoles agréées; on compte en 1984-1985 : 31 CNR, 82 ENM, 134 écoles agréées. Il y a en outre 2 ENM outre-mer dont les effectifs ne sont pas inclus ici. — (4) Chaque établissement a été classé dans la catégorie à laquelle il appartenait à une date donnée. — (5) Brevets de techniciens des métiers de la musique et de la facture instrumentale. — (6) Une partie des étudiants de 1re année du premier cycle ne figurent pas dans les effectifs des spécialisations et sont regroupés dans une rubrique « avant orientation », celle-ci s'effectuant au 2e semestre.

TABLEAU E.02-32

Enseignement des arts plastiques et de l'histoire de l'art

Élèves des établissements relevant des ministères de la Culture et de la Communication et de l'Éducation nationale

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unité : Élève

	Année scolaire						
	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1985-1986
Établissements relevant du ministère de la Culture et de la Communication :							
École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA)	2.158	2.165	2.158	2.259	2.120	2.053	2.018
École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD)	764	839	903	1.009	995	1.000	901
Écoles d'art (1) :							
Nationales	1.181	1.257	1.327	*r* 1.290	1.304	1.309	1.443
Régionales et municipales (2) (3)	8.397	8.751	9.164	*r* 9.040	8.675	8.129	8.405
École du Louvre :							
Élèves	3.137	3.200	3.045	2.743	2.992	2.751	2.448
Auditeurs (4)	12.011	11.636	10.771	11.952	13.509	12.979	...
Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale :							
Universités (3) :							
Arts plastiques :							
1er cycle	3.017	2.759	2.549	2.823	2.925	(6) 1.836	(6) 1.325
2e et 3e cycles	2.315	2.295	2.447	2.458	2.493	2.669	2.862
Histoire de l'art et archéologie :							
1er cycle	3.784	4.181	4.321	4.627	4.628	(6) 3.902	(6) 3.825
2e et 3e cycles	2.598	2.781	3.408	3.797	4.192	4.362	4.385
Sections de techniciens supérieurs (3) (5)	731	733	811	864	867	895	1.130
Préparation au BTn F 12	///	///	///	341	726	1.013	1.246
Préparation au BT (5)	2.657	2.569	2.089	2.324	2.763	2.854	2.778

(1) Ensemble des effectifs, à l'exclusion de ceux des enseignants péri et post-scolaires. — (2) Non compris les établissements dispensant uniquement un enseignement péri et post-scolaire (écoles de 3e classe). — (3) Ces chiffres sont sous-estimés : certains établissements n'ayant pas fourni leurs effectifs. — (4) Il s'agit ici du nombre d'inscriptions et non du nombre d'individus, sauf pour le cours du soir. — (5) BTS et BT d'arts appliqués. — (6) Une partie des étudiants de 1re année du premier cycle ne figurent pas dans les effectifs des spécialisations et sont regroupés dans une rubrique « avant orientation », celle-ci s'effectuant au 2e semestre.

- **Ministère de la Culture et de la Communication.**

— Département des études et de la prospective, 2, rue Jean-Lantier, 75001 Paris. Tél. : (1) 42 33 99 84.

Publications :

Annuaire statistique de la culture :

— Données 1960 à 1970, La documentation française, 1977;
— Données 1970 à 1974, La documentation française, 1978.
— Fascicules : livre (1981), cinéma (1981), musique, art lyrique et danse (1981), musées (1983), bibliothèques (1983), enseignement des arts plastiques (1984), livre (1984) de l'*Annuaire statistique de la Culture*, Ministère de la Culture, 1982 à 1984.
— Fascicules : industries de la culture 1985; Livres bibliothèque 1986. La Documentation française.

Des chiffres pour la culture, La documentation française, 1980.
Des chiffres pour le patrimoine, La documentation française, 1981.
Atlas culturel 1977, La documentation française, 1977.
Pratiques culturelles des français, descriptions socio-démographiques, 1973-1981 — Dalloz 1982.

— Direction des archives de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, et 87, rue Vieille-du-Temple, 75141 Paris Cedex 03.

Publication :

La Gazette des archives (trimestriel), Association des archivistes français.

— Direction du patrimoine, 3, rue de Valois, 75042 Paris Cedex 01.

Publication :

Fichier informatique des monuments historiques (immeubles classés).

— Direction des musées de France, Palais du Louvre, pavillon Mollien, 75041 Paris Cedex 01.

Publication :

Musées et collections publiques de France (bulletin trimestriel de l'association générale des conservateurs des collections publiques de France).

— Direction du livre et de la lecture, 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Publications :

Bulletin des bibliothèques de France (mensuel) publié par la direction du livre et de la lecture et le service des bibliothèques du ministère de l'Éducation nationale.

Statistiques annuelles des bibliothèques municipales, bibliothèques centrales de prêt, bibliothèques universitaires.

Bibliothèques municipales. Statistiques 1974-1975; Statistiques 1977; Statistiques 1980; Statistiques 1983.

— Direction de la musique et de la danse, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.
— Caisse nationale des monuments historiques et des sites, hôtel Béthune-Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.
— Réunion des musées nationaux, pavillon Mollien, Palais du Louvre, 75041 Paris Cedex 01 et 10, rue de l'Abbaye.
— Centre national de la cinématographie, 12, rue de Lubeck, 75784 Paris Cedex 16.

Publications :

Bulletin d'information du CNC (trimestriel) avec une annexe statistique annuelle.

— Bibliothèque nationale, département de la phonothèque et de l'audiovisuel, 58, rue de Richelieu, 75002 Paris.

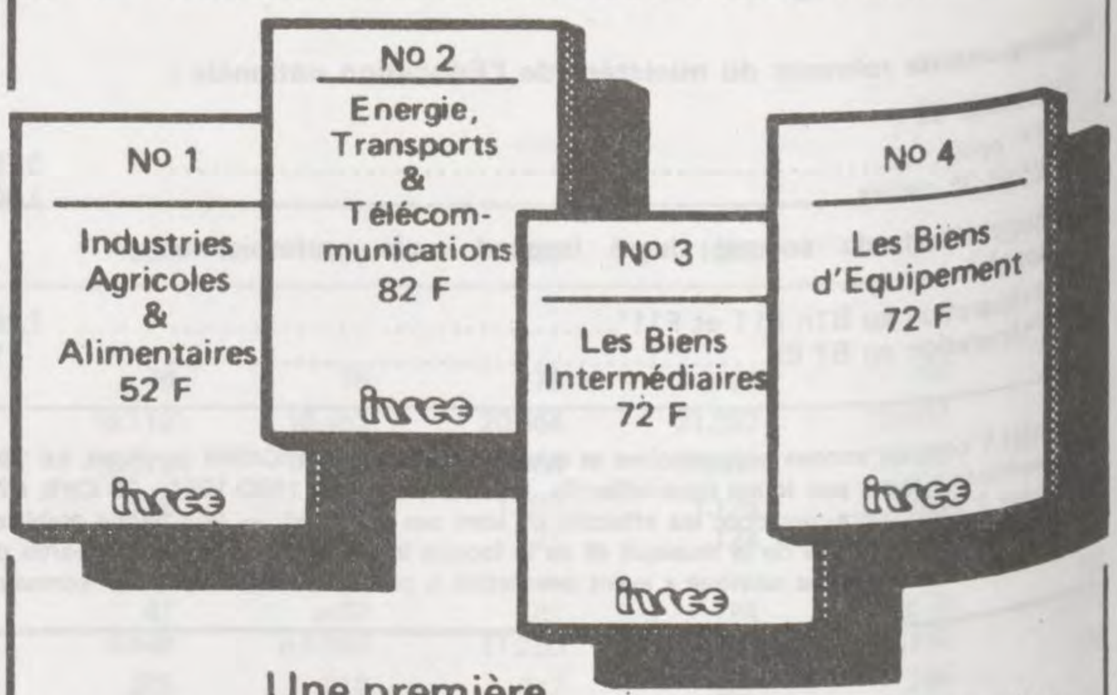
- **Fédération nationale de la musique**, 57, avenue de Villiers, 75017 Paris.
- **Syndicat national des éditeurs**, 35, rue Grégoire-de-Tours, 75007 Paris.

Publication :

Données statistiques sur l'édition de livres en France (annuel).

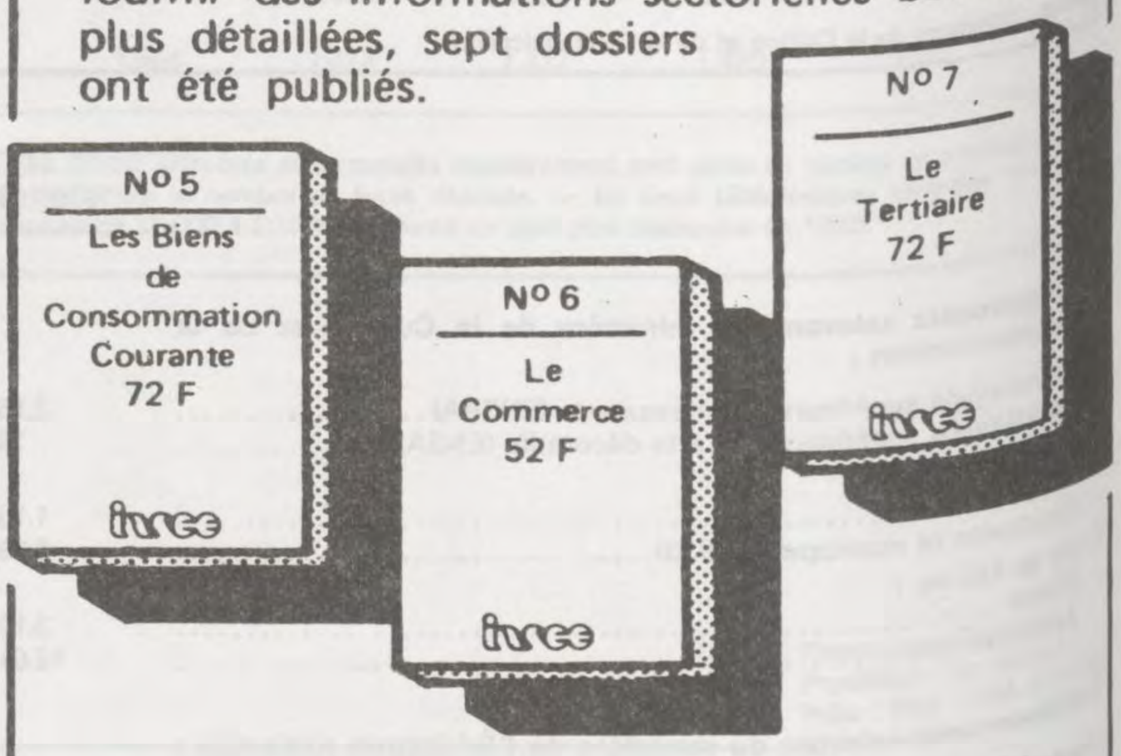
IMAGES ECONOMIQUES DES ENTREPRISES

Pour constituer un ensemble cohérent de données individuelles et statistiques sur les entreprises, l'INSEE a mis au point SUSE: Système Unifié de Statistiques d'Entreprises. Ces données sont issues à la fois des enquêtes annuelles d'entreprises et des déclarations fiscales au titre des Bénéfices Industriels et Commerciaux.



Une première présentation des résultats à un niveau relativement agrégé sur l'ensemble du système productif marchand a été élaborée dans la collection INSEE n° E92 sous le titre Images Economiques des Entreprises.

Faisant suite à cet ouvrage et afin de fournir des informations sectorielles beaucoup plus détaillées, sept dossiers ont été publiés.



Dans cette première version chaque cahier comprend pour chaque secteur d'activité des données sur la structure des entreprises par tranche d'effectifs et de chiffres d'affaires, sur leur concentration et sur la diversité des branches, mais aussi les listes des plus grandes unités.

Ouvrages publiés dans la série Archives et Documents B 51

CONSULTATION, VENTES:
Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresse en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

BIBLIOTHÈQUE
I.N.S.E.E.

Chapitre E.03

Tourisme

1. Le touriste

2. L'offre

3. La demande

1. Le touriste

Une définition du touriste a été proposée par l'UIOOT devenue l'OMT (Organisation mondiale du tourisme), à la conférence des Nations unies sur le tourisme et les voyages internationaux (Rome, 1963) :

« On appelle *touriste* toute personne qui se rend dans un pays autre que celui où elle a son lieu de résidence habituelle pour y effectuer un séjour d'au moins vingt-quatre heures (ou une nuitée au moins) et dont les motifs de voyage peuvent être classés en :

— loisirs (agrément, vacances, santé, études, religions et sports);

— affaires, famille, mission, réunion,

à l'exclusion du motif consistant à exercer dans le pays visité une profession rémunérée dans le pays même. »

Une telle définition s'applique au tourisme international. La Direction de l'Industrie touristique a été conduite à la généraliser en élargissant sa portée au tourisme national. Toutefois, celle-ci a été assortie d'une contrainte supplémentaire — celle d'une durée maximale de séjour de quatre mois — afin d'éliminer concrètement certaines catégories de voyageurs, et notamment étudiants, voyageurs en mission de longue durée... qu'il convient de considérer davantage comme résidents temporaires que comme touristes.

Largement extensive par rapport à la seule notion de « tourisme agrément », une telle définition offre l'avantage de reposer sur un critère simple : celui du déplacement assorti d'une nuit au moins passée hors du domicile principal.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration de la Direction de l'Industrie touristique.

La définition retenue est la suivante :

« Doit être considérée comme *touriste,* toute personne en déplacement hors de sa résidence principale pour une durée d'*au moins vingt-quatre heures* et *inférieure à quatre mois* et pour l'un des motifs suivants :

a. Agrément (vacances et séjours de fin de semaine);
b. Santé (thermalisme, thalassothérapie...);
c. Mission ou réunion de toutes sortes (manifestations sportives, congrès, séminaires, pèlerinages...);
d. Voyage d'affaires;
e. Voyage scolaire à l'occasion de la « transplantation » de classes (classe de mer, classe de neige...).

Ne sont pas considérés comme touristes :

a. Les personnes dont la durée du déplacement est inférieure à vingt-quatre heures (excursionnistes);
b. Les personnes arrivant dans une région avec ou sans contrat de travail pour y occuper un emploi ou exercer une activité professionnelle;
c. Les autres personnes venant fixer leur domicile dans la région;
d. Les étudiants, jeunes gens dans des pensionnats ou écoles ainsi que les militaires du contingent;
e. Les personnes se rendant (ou séjournant) dans un établissement hospitalier;
f. Les parents ou amis se déplaçant à l'occasion d'un événement familial (maladie ou décès) dans les limites des congés légaux.

2. L'offre

21. Agences de voyages

Dans ce chapitre sont donnés les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des agences de voyages. (NAP 74 09).

22. Hôtellerie

Les hôtels de tourisme sont des établissements commerciaux d'hébergement classé, qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons.

De nouvelles normes de classement touristique ont été définies par arrêté du 14 février 1986. Tous les nouveaux hôtels doivent y satisfaire. Les hôtels existants ont cinq ans pour se mettre en conformité. Le parc recensé comprendra donc jusqu'en 1991 à la fois des établissements classés en cinq catégories selon l'ancien arrêté du 16 décembre 1964 modifié et des établissements correspondant aux six nouvelles catégories (de sans étoiles à 4 étoiles luxe).

Les résidences de tourisme ne sont pas incluses dans ces statistiques.

Les hôtels rattachés tourisme créés par arrêté du 7 mars 1978 en fonction de normes moins contraignantes que les hôtels de tourisme devront disparaître dans les cinq ans et se reclasser soit en hôtellerie de tourisme sans étoile, soit en hôtellerie non homologuée de tourisme. Leur nombre ne devrait pas cesser de décroître.

Les hôtels non homologués de tourisme sont dits de préfecture. Ils sont classés selon des normes de confort inférieures à celles des hôtels de tourisme et des hôtels rattachés tourisme, déterminées par arrêté n° A73/P du 31 janvier 1977.

23. Autres hébergements

Les *terrains de camping-caravanage* aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 22 juin 1976.

Les statistiques ci-après (tableau 3) ne comprennent pas les terrains déclarés en mairie (dont le camping à la ferme), les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

« Est considéré comme *village de vacances* tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels », (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

L'agrément est facultatif et réservé aux villages de vacances classés et à but non lucratif. Il porte sur l'équipement et non le gestionnaire et permet à celui-ci de bénéficier de diverses aides publiques.

Les *auberges de jeunesse* sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales. La fréquentation des auberges de jeunesse fait l'objet du tableau 16.

Les *maisons familiales de vacances* sont des établissements sans but lucratif, destinés à des familles ayant un niveau de vie réduit, qui, tout en offrant des conditions d'hébergement comparables à celles des hôtels ou pensions de famille voisins et des services collectifs adaptés aux besoins des familles, doivent demander des prix de journée notablement inférieurs. Ces établissements sont régis par un arrêté ministériel du 26 février 1954 modifié le 4 avril 1958.

3. La demande

31. Les départs en vacances des Français

Les départs en vacances sont saisis à partir d'une enquête bi-annuelle (mai et octobre) réalisée auprès d'un échantillon d'environ 7.000 ménages.

L'enquête de mai étudie tous les séjours de vacances dites d'hiver, ayant débuté entre le 1er octobre de l'année (n — 1) et le 30 avril de l'année n.

Celle d'octobre étudie les séjours de vacances dites d'été, ayant commencé entre le 1er mai de l'année n et le 30 septembre de la même année.

Lorsqu'on parlera de l'année n, il s'agira de la période écoulée entre le 1er octobre de l'année (n — 1) et le 30 septembre de l'année n.

Les Français : il s'agit non pas des personnes de nationalité française, mais de tous les membres de ménages ordinaires résidant en France métropolitaine, quelle que soit leur nationalité.

Les vacances : ce sont des séjours de quatre jours consécutifs ou davantage passés hors du domicile pour des motifs autres que professionnels, d'étude ou de santé. Une même personne peut effectuer plusieurs séjours de vacances dans l'année. Chacun des séjours est pris en compte.

Le taux de départ : c'est le nombre de personnes parties au moins une fois dans l'année en vacances, rapporté à la population totale, estimée d'après l'enquête.

32. Le tourisme d'affaires

Figurent dans le tableau 16, les statistiques d'entrées dans quelques foires importantes dont le comité d'organisation adhère à l'office de justification des statistiques.

D'autre part, il convient de noter que le visiteur d'une foire, s'il se déplace hors de son domicile pendant moins de vingt-quatre heures, n'est pas considéré, selon les termes de l'OMT comme un touriste.

33. La fréquentation étrangère Bilan financier du tourisme avec l'étranger

On trouvera au tableau 18 les résultats du poste « voyages » de la balance générale des paiements en termes de *transactions* (1); d'autre part, les résultats de ce même poste en termes de *règlements* (1) avec les principaux pays. Ces résultats sont certes relatifs aux échanges touristiques (y compris : voyages d'affaires, voyages officiels et séjours prolongés tels que cures, scolarité...) entre la France et l'extérieur, mais incluent d'autres transactions créées, par exemple par les travailleurs frontaliers ou immigrés, etc. Par ailleurs, les règlements en devises effectués par les voyageurs sont ventilés soit selon la nationalité de la monnaie utilisée, soit selon le pays de résidence des titulaires de comptes « étranger » débités ou crédités faute de renseignements suffisants quant à la nationalité des voyageurs.

1. Cf. au chapitre 0.02. Balance des paiements, les définitions relatives aux *transactions* et aux *règlements*.

❖ ❖ ❖

TABLEAU E.03-1

Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAP 7409)

Année 1985

Source : INSEE. Enquête annuelle d'entreprise services

Unité : Sommes en millions de F

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Effectif non salarié	Chiffre d'affaires (hors taxes)	Marge (1) (hors taxes)	Valeur ajoutée (hors taxes)	Investissements
Hors tranche (2)	142	256	138	224	— 31	— 80	5
0 à 5 salariés	807	1.980	909	1.712	556	344	30
6 à 19 salariés	446	4.286	357	3.184	1.169	730	40
20 à 49 salariés	115	3.499	74	3.825	998	620	37
50 à 99 salariés	18	1.248	10	1.501	315	199	11
100 salariés et plus	25	9.764	6	9.122	3.240	1.994	257
Total	**1.553**	**21.033**	**1.494**	**19.568**	**6.247**	**3.807**	**380**

(1) Marge : Chiffre d'affaires + variations des stocks — (achats pour revente + sous-traitance, prestations rétrocédées). — (2) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif ou chiffre d'affaires nul.

TABLEAU E.03-2

Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie

Parc au 31 décembre

Source : Direction de l'Industrie touristique

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
1 étoile :											
Hôtels	9.696	9.888	10.161	10.218	10.274	10.289	10.273	10.266	10.253	10.226	10.256
Chambres	173.552	174.097	177.017	176.907	177.011	177.189	175.816	175.087	174.146	172.581	172.790
2 étoiles :											
Hôtels	4.937	5.076	5.371	5.613	5.783	5.798	6.173	6.386	6.660	6.857	7.021
Chambres	136.578	138.197	146.224	151.316	156.138	156.628	166.655	172.267	180.334	186.483	192.137
3 étoiles :											
Hôtels	1.738	1.771	1.826	1.861	1.890	1.890	1.916	1.935	1.986	2.033	2.174
Chambres	75.126	78.471	79.769	80.092	80.950	80.950	81.754	82.811	84.129	86.290	95.348
4 étoiles :											
Hôtels	309	321	340	360	364	364	358	352	350	348	281
Chambres	23.250	22.778	23.108	24.531	24.952	24.952	24.409	24.053	24.223	23.826	18.735
Luxe 4 étoiles :											
Hôtels	91	99	124	127	131	131	134	134	135	133	127
Chambres	15.051	15.010	17.138	17.169	17.513	17.513	17.980	20.451	18.213	18.256	17.667
Total :											
Hôtels	**16.771**	**17.155**	**17.822**	**18.179**	**18.442**	**18.472**	**18.854**	**19.073**	**19.384**	**19.597**	**19.859**
Chambres	**423.557**	**428.553**	**443.256**	**450.015**	**456.564**	**457.232**	**466.614**	**474.669**	**481.045**	**487.436**	**496.677**

TABLEAU E.03-3

Autres hébergements : établissements et lits

Parc au 31 décembre

Source : Direction de l'Industrie touristique

Unités : Nombre d'établissements
Millier de lits

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
					Nombre d'installations						
Terrains de camping (1)	5.278	■ 6.215	6.362	6.535	6.746	7.015	7.612	7.765	8.373	8.242	8.684
Villages de vacances agréés (2)	368	●	●	443	●	537	552	●	564	■ 532	580
Auberges de jeunesse	200	202	●	209	●	194	284	●	330	330	369
Maisons familiales de vacances	571	633	●	605	●	632	741	●	840	840	840
Gîtes ruraux et communaux (3)	16.419	18.211	●	22.685	25.162	27.149	27.149	31.871	31.836	33.145	33.508
Chambres d'hôtes (3)	981	1.337	●	2.282	2.791	3.121	3.111	3.518	4.162	4.572	5.419
					Places disponibles (ou lits)						
Terrains de camping (1)	1.409,4	■ 1.623,0	1.705,9	1.776,6	1.870,2	1.993,0	2.164,4	2.241,3	2.340,8	2.407,3	2.498,0
Villages de vacances agréés (2)	144,9	*e* 150,0	*e* 150,0	171,5	●	193,7	196,5	●	199,2	■ 186,7	201,0
Auberges de jeunesse	12,2	12,4	●	14,0	●	14,7	15,5	●	17,8	18,4	20,2
Maisons familiales de vacances	51,3	61,6	●	62,9	●	67,0	79,7	●	85,9	89,2	91,1

(1) À partir de 1976, en raison d'un apurement du fichier, série non parfaitement comparable avec celle des années antérieures. — (2) A partir de 1984, série non parfaitement comparable en raison d'un apurement du fichier qui, par ailleurs, contient maintenant tous les villages de vacances classés. — (3) Ce type d'hébergement répond à des normes précises de confort et d'hygiène.

TABLEAU E.03-4

Les vacances sur l'ensemble de l'année : généralités

Source : INSEE

Unité : Million

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Effectif de la population des ménages ordinaires *d'après l'enquête* (1)	49,7	50,6	51,5	52,9	52,2	52,2	52,5	53,6	54,3	54,6	54,5
Nombre de personnes parties en vacances	26,8	27,0	27,9	29,6	29,3	29,9	30,4	31,2	31,1	31,4	31,7
Taux de départ (2) [en %]	54,0	53,3	56,0	56,2	57,2	57,2	57,8	58,3	57,3	57,5	58,2
Nombre de séjours de vacances	43,9	43,9	48,8	51,5	52,8	54,0	55,4	56,4	57,7	57,7	59,7
Soit : en France	37,4	36,6	40,6	43,8	44,8	45,7	47,0	48,3	48,9	48,8	49,6
à l'étranger	6,5	7,3	8,2	7,7	8,0	8,3	8,4	8,1	8,8	8,9	10,1
Nombre de journées de vacances	817	796	861	886	866	882	895	920	921	915	913
Soit : en France	682	651	696	733	718	724	740	766	759	747	734
à l'étranger	135	145	165	153	148	158	155	154	162	168	179

(1) Population des ménages ordinaires d'après l'enquête : *cette estimation,* obtenue à partir de l'échantillon, nécessairement différente de la population réelle, assure la cohérence des taux de départ. — (2) Pourcentage de personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre de l'année (*n* — 1) et le 30 septembre de l'année (*n*).

TABLEAU E.03-5

Les vacances sur l'ensemble de l'année : taux de départ

Source : INSEE

Unité : %

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Taux de départ pour l'ensemble de la population des ménages ordinaires	**54,0**	**53,3**	**56,0**	**56,2**	**57,2**	**57,2**	**57,8**	**58,3**	**57,3**	**57,5**	**58,2**
Suivant l'âge :											
0-13 ans	61,8	58,8	60,8	64,0	62,5	66,2	66,0	67,9	65,0	64,8	65,5
14-19 ans	57,5	54,3	55,9	58,0	58,3	57,4	59,9	61,0	59,2	60,6	63,8
20-24 ans	56,8	57,3	54,9	55,7	57,5	58,4	60,5	59,8	55,5	55,4	56,7
25-29 ans	64,5	63,9	62,1	64,8	62,1	65,0	63,2	63,1	60,6	63,7	62,7
30-39 ans	64,6	63,1	65,1	65,3	66,4	67,1	67,6	68,4	65,3	65,2	65,0
40-49 ans	53,8	53,2	54,9	57,6	58,3	59,3	59,4	58,9	62,5	62,8	63,2
50-54 ans	49,7	50,6	50,6	53,2	51,1	50,5	51,3	50,7	50,8	52,2	55,7
55-59 ans	45,9	48,7	50,5	47,7	51,7	49,6	51,4	50,1	51,0	49,4	49,0
60-64 ans	42,4	46,4	46,4	46,3	47,6	48,0	51,3	49,6	47,3	47,7	51,1
65-69 ans	39,3	36,6	36,1	40,8	44,5	42,4	45,1	45,7	50,9	48,7	50,7
70 ans et plus	25,9	30,1	30,1	28,0	32,1	31,2	30,8	30,0	34,1	34,6	31,1
Suivant la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage :											
Exploitants et salariés agricoles	16,8	19,3	24,1	19,0	16,9	21,5	22,8	25,2	24,9	22,2	29,7
Patrons industrie et commerce	50,4	56,6	58,7	56,4	64,8	63,4	60,4	59,7	60,4	59,2	59,7
Cadres supérieurs, professions libérales	87,1	90,4	89,2	90,0	85,2	86,5	88,2	89,1	88,0	90,8	87,2
Cadres moyens	81,3	78,7	78,1	80,5	80,7	80,4	81,2	81,3	82,6	85,3	79,6
Employés	66,2	65,7	66,3	67,5	69,3	69,8	67,7	72,7	70,6	66,9	64,9
Ouvriers	53,4	48,8	50,3	54,9	52,6	55,4	55,7	54,8	52,8	51,9	55,3
Personnels de service	53,1	50,2	54,0	55,3	57,9	51,8	58,7	53,0	53,1	54,5	52,3
Autres actifs	76,8	81,4	72,9	76,2	85,0	73,6	76,6	76,5	71,4	71,3	74,0
Inactifs	35,9	38,5	37,6	37,7	40,6	39,3	41,0	42,1	41,8	43,9	43,2
Suivant la catégorie de commune de résidence principale (1) :											
Communes rurales	30,1	30,1	32,5	31,9	35,7	36,8	38,1	39,6	39,3	40,3	43,1
Agglomérations de — de 20.000 habitants	48,2	43,9	45,7	48,3	51,7	50,3	51,3	54,7	50,7	50,7	50,1
Agglomérations de 20.000 à 100.000 habitants	54,3	56,6	61,8	62,4	57,1	59,5	62,3	59,1	61,4	59,7	57,0
Agglomérations de + de 100.000 habitants (sauf agglomération parisienne)	64,9	62,5	61,6	63,8	64,1	65,6	64,8	66,5	65,7	63,8	66,7
Agglomération parisienne (sauf ville de Paris)	82,2	83,6	78,7	83,2	78,8	82,6	81,7	79,7	76,9	81,7	78,3
Paris	83,1	85,7	81,2	83,9	85,3	80,8	85,5	83,1	83,5	82,9	81,9

(1) Selon les délimitations du recensement de 1968 pour les résultats de 1976; selon les délimitations des recensements de 1968 et 1975 pour les résultats de 1977; selon les délimitations du recensement de 1975 pour les résultats des années 1978 à 1984; selon les délimitations des recensements de 1975 et 1982 pour les résultats de 1985; selon les délimitations du recensement de 1982 pour les résultats de 1986.

TABLEAU E.03-6

Les vacances sur l'ensemble de l'année : nombre moyen de journées par personne partie

Source : INSEE

Unité : Journée

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Nombre moyen de journées pour l'ensemble de la population des ménages ordinaires	**30,3**	**29,4**	**30,7**	**29,7**	**29,4**	**29,5**	**29,5**	**29,5**	**29,6**	**29,2**	**28,8**
Selon l'âge :											
0 à 13 ans	32,7	32,6	33,6	32,0	31,5	31,3	31,7	31,6	30,9	30,2	30,3
14 à 19 ans	33,3	30,9	32,6	30,8	30,0	29,8	30,8	31,1	31,2	30,7	30,2
20 à 24 ans	28,8	27,1	27,4	27,2	25,6	27,0	26,2	26,3	28,9	27,3	28,2
25 à 29 ans	27,6	26,6	27,4	27,0	23,1	26,3	25,2	25,5	26,1	25,5	25,4
30 à 39 ans	28,8	28,3	29,7	28,5	27,5	27,5	27,4	27,3	26,5	26,2	25,9
40 à 49 ans	27,5	26,0	27,6	26,8	27,1	27,6	26,8	27,1	27,2	27,3	26,3
50 à 54 ans	26,0	25,6	26,2	25,6	25,6	25,1	27,0	26,2	26,7	27,2	26,5
55 à 59 ans	28,1	27,3	27,7	28,2	27,7	28,0	28,5	28,2	30,4	30,9	32,7
60 à 64 ans	30,0	29,1	28,3	32,8	35,1	34,5	33,2	31,7	36,0	34,4	30,6
65 à 69 ans	34,8	35,1	36,9	35,2	34,2	35,8	38,0	39,1	37,9	36,0	31,8
70 ans et plus			39,2	37,3	38,1	39,8	37,9	38,9	34,0	35,5	39,6
Selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage :											
Exploitants et salariés agricoles	16,9	19,2	17,5	16,9	15,3	16,1	15,0	15,9	15,8	13,3	16,8
Patrons de l'industrie et du commerce	20,1	23,9	24,7	23,6	23,2	23,0	22,3	22,7	20,6	22,6	25,4
Cadres supérieurs et professions libérales	41,2	40,1	40,4	38,7	38,4	39,1	37,7	38,2	37,0	36,7	34,1
Cadres moyens	32,4	31,0	34,5	32,3	30,4	31,1	31,7	31,6	31,2	31,5	30,1
Employés	28,6	26,1	26,8	27,9	28,3	26,3	27,6	27,1	27,3	26,2	27,4
Ouvriers	26,2	25,3	25,7	24,7	24,7	24,1	24,5	24,6	25,0	24,2	23,8
Personnel de service	27,7	28,0	28,2	28,2	24,0	25,3	24,7	26,1	25,1	26,5	29,0
Autres actifs	33,0	32,3	33,6	33,9	31,2	33,1	38,9	33,7	35,8	30,7	33,6
Inactifs	34,1	32,2	35,7	34,9	36,5	36,5	35,7	34,9	35,7	35,3	34,4

TABLEAU E.03-7

Les vacances sur l'ensemble de l'année : répartition des journées de vacances passées en France

Source : INSEE

Unité : %

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Selon le genre de vacances :											
Circuit	3,5	3,5	3,7	3,6	3,8	3,5	3,6	3,6	3,4	3,2	4,4
Campagne	29,5	28,9	29,2	28,5	28,3	28,7	26,5	26,3	25,2	27,6	27,7
Mer	41,4	41,2	40,8	41,8	46,5	39,8	42,4	42,9	42,4	41,9	39,3
Montagne	19,9	19,9	19,8	19,4	17,2	20,5	19,6	20,7	21,2	20,5	20,6
Ville	5,7	6,5	6,5	6,7	4,2	7,5	7,9	6,5	7,8	6,8	8,0
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :											
Hôtel	7,7	7,7	7,1	6,8	7,2	7,0	6,7	6,3	5,9	6,4	6,2
Location	16,6	15,8	14,8	16,5	14,9	13,6	14,4	14,6	16,0	15,3	15,4
Résidence secondaire possédée	12,4	13,0	13,9	12,0	13,5	14,5	13,5	13,4	13,7	15,0	14,4
Résidence principale parents ou amis	29,4	29,0	30,2	30,5	30,3	30,2	30,1	30,2	30,3	29,8	31,4
Résidence secondaire parents ou amis	7,0	9,0	8,2	7,5	8,2	8,8	8,9	9,5	9,1	9,8	9,0
Tente, caravane	19,5	17,0	18,1	18,2	17,5	17,7	18,5	17,0	17,4	15,4	15,1
Village de vacances	—	4,4	3,5	4,1	4,2	4,1	4,0	4,1	3,6	4,0	4,3
Autres (1)	7,4	4,1	4,2	4,4	4,2	4,1	3,9	4,9	4,0	4,3	4,2
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Y compris auberge de jeunesse.

TABLEAU E.03-8

Les vacances sur l'ensemble de l'année : séjours de vacances des Français * à l'étranger

Source : INSEE

Unité : Million

Pays de destination	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Espagne (1)	1.980	2.114	1.736	1.761	1.740	1.769	1.792	1.600	1.723	1.980
Portugal	524	664	821	743	839	945	803	938	868	1.078
Italie	1.000	1.191	1.132	1.176	1.287	1.329	1.288	1.269	1.062	1.357
Suisse	370	371	334	354	380	284	331	294	316	517
Allemagne (République fédérale d'), Autriche	404	389	471	566	571	642	511	669	796	899
Bénélux, Scandinavie	339	326	276	314	262	414	306	263	279	358
Iles britanniques	593	594	463	489	425	403	460	550	529	366
Grèce	217	229	247	247	222	265	261	392	372	363
Autres pays méditerranéens (2)	254	302	305	291	402	382	187	197	329	531
Pays de l'Est	217	179	171	195	152	183	189	172	179	194
Algérie	155	331	294	196	229	278	305	295	293	321
Maroc	314	298	320	398	370	340	369	513	461	551
Tunisie	155	333	303	360	459	354	289	471	417	364
Autres pays d'Afrique	152	182	168	107	151	161	161	227	258	291
États-Unis d'Amérique	109	93	142	121	127	135	168	115	163	158
Autres pays d'Amérique	121	150	103	85	165	117	119	205	112	107
Autres pays (3)	68	88	80	131	86	96	152	134	100	133
Total (4)	**6.972**	**7.834**	**7.366**	**7.534**	**7.867**	**8.097**	**7.691**	**8.304**	**8.257**	**9.568**

* Par Français, il faut entendre résidents sur le territoire métropolitain.
(1) Espagne + Andorre. — (2) Autres pays méditerranéens : Monaço, Yougoslavie, Turquie, Liban, Israël. — (3) Autres pays : Asie. — (4) La différence constatée, à partir de 1978, entre ce total et le nombre de séjours à l'étranger donné au tableau 4 est due aux séjours (à l'étranger) à destination non précisée : ceux-ci étaient, avant 1978, inclus dans « Autres pays ».

TABLEAU E.03-9

Les vacances sur l'ensemble de l'année : journées de vacances des Français * à l'étranger

Source : INSEE

Unité : Million

Pays de destination	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Espagne (1)	39,1	42,5	35,5	33,1	31,1	29,6	30,6	30,4	33,1	31,6
Portugal	15,6	18,3	21,0	20,4	23,9	25,2	23,2	23,9	24,7	26,9
Italie	19,6	24,7	18,8	20,4	20,2	22,0	22,8	22,3	19,0	20,2
Suisse	5,1	4,2	3,7	4,8	4,1	3,0	3,0	2,8	3,5	6,0
Allemagne (République fédérale d'), Autriche	6,4	5,4	6,5	6,7	7,5	7,2	6,0	7,2	9,7	9,9
Benelux, Scandinavie	4,2	4,0	3,7	4,3	3,4	3,9	3,8	2,2	3,1	4,7
Îles britanniques	7,7	9,5	8,6	6,4	6,5	5,4	6,9	6,6	6,9	4,5
Grèce	4,1	4,4	4,5	4,6	4,3	4,8	5,0	6,9	6,6	6,4
Autres pays méditerranéens (2)	5,4	6,3	6,5	6,2	9,3	7,9	3,5	3,4	5,0	10,2
Pays de l'Est	3,7	3,1	3,1	3,4	3,1	2,5	2,3	2,5	2,1	3,8
Algérie	5,3	10,3	10,6	5,6	7,0	10,0	13,8	10,4	9,6	10,3
Maroc	6,8	6,7	7,7	7,8	8,0	7,1	9,1	11,6	12,8	14,2
Tunisie	2,3	6,6	5,9	7,6	10,9	6,8	6,3	10,2	8,5	9,3
Autres pays d'Afrique	3,1	3,7	4,0	2,1	3,7	3,1	3,0	3,6	4,8	4,9
États-Unis	2,3	2,5	3,2	3,8	3,7	2,8	4,3	4,0	4,2	3,6
Autres pays d'Amérique	4,3	3,5	2,9	2,6	4,1	2,5	2,7	4,7	2,7	2,0
Autres pays (3)	1,6	2,0	2,0	2,7	1,7	2,0	3,0	3,2	3,0	2,2
Total (4)	**136,7**	**157,6**	**148,1**	**142,4**	**152,6**	**145,8**	**149,4**	**156,0**	**159,3**	**170,8**

* Par Français, il faut entendre résidents sur le territoire métropolitain.
(1) Espagne + Andorre. — (2) Autres pays méditerranéens : Monaco, Yougoslavie, Turquie, Liban, Israël. — (3) Autres pays : Asie. — (4) La différence constatée à partir de 1981, entre ce total et le nombre de journées à l'étranger donné au tableau 4 est due au fait que la destination des séjours correspondant n'a pas été précisée; avant 1981, ces journées étaient comptabilisées dans « Autres pays ».

TABLEAU E.03-10

Les vacances sur l'ensemble de l'année : répartition des journées de vacances à l'étranger

Source : INSEE

Unité : %

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Selon le genre de vacances :											
Circuit	17,5	20,1	16,8	17,8	18,7	16,4	15,1	13,4	16,2	17,1	16,5
Campagne	17,2	17,8	20,0	18,5	22,4	21,8	20,4	20,3	19,3	17,4	22,2
Mer	38,6	37,2	40,9	34,7	37,2	35,3	35,8	36,9	37,8	38,5	31,2
Montagne	10,8	10,5	10,8	10,3	7,5	8,2	10,9	10,0	8,1	10,0	9,3
Ville	15,9	14,4	11,5	18,7	14,2	18,3	17,8	19,4	18,6	17,0	20,8
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :											
Hôtel	21,8	24,8	20,5	21,2	23,7	20,1	23,5	20,3	19,8	21,6	20,6
Location	9,9	9,0	8,6	8,9	6,8	7,3	8,1	8,6	7,9	7,6	7,3
Résidence secondaire possédée	4,6	4,5	6,2	4,8	5,5	4,4	7,3	4,9	7,5	7,0	7,1
Résidence principale parents ou amis	43,1	41,3	43,9	45,6	45,6	48,1	44,2	49,7	47,6	45,7	49,4
Résidence secondaire parents ou amis	3,2	2,7	3,9	4,4	4,0	3,7	3,3	3,1	3,6	3,6	3,2
Tente ou caravane	10,1	10,7	11,9	7,8	8,0	9,2	7,2	5,8	7,1	7,3	5,0
Autres	7,3	6,0	5,0	7,3	6,4	7,2	6,4	7,6	6,5	7,2	7,4
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU E.03-11

Les vacances d'été : généralités

(1er mai au 30 septembre)

Source : INSEE

Unité : Million

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Nombre de personnes parties en vacances d'été	25,6	25,7	26,6	28,2	27,8	28,4	28,6	29,6	29,2	29,4	29,5
Taux de départ en été (1) [en %]	51,6	50,7	51,7	53,3	53,3	54,3	54,5	55,2	53,9	53,8	54,1
Nombre des séjours	30,5	31,3	33,3	35,3	35,3	36,3	36,9	37,8	37,0	38,0	38,2
— en France	25,6	25,7	27,2	29,5	29,5	30,1	31,0	32,2	30,7	31,7	31,1
— à l'étranger	4,9	5,6	6,1	5,8	5,8	6,2	5,9	5,6	6,3	6,3	7,1
Nombre de journées de vacances	672	659	702	722	692	705	706	732	723	722	706
— en France	557	538	563	594	572	572	583	608	588	584	561
— à l'étranger	115	121	139	128	120	133	123	124	135	138	145

(1) Pourcentage de personnes parties au moins une fois entre le 1er mai et le 30 septembre de l'année (*n*).

TABLEAU E.03-12

Répartition des journées de vacances par mois d'été (1)

Source : INSEE

Unités : % / Million de journées

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Mai	2,6	2,0	2,1	2,1	2,6	2,3	2,9	2,6	3,8	4,2	4,4
Juin	10,2	5,3	4,5	4,9	5,0	5,2	5,5	5,6	10,8	11,8	12,8
Juillet	44,8	36,4	34,8	32,8	32,0	29,8	31,9	35,5	46,5	44,7	41,1
Août	38,7	48,0	49,8	52,0	50,6	50,9	51,2	49,3	34,1	34,7	37,0
Septembre	3,7	8,3	8,8	8,2	9,8	11,8	8,5	7,0	4,8	4,6	4,7
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Ensemble des journées	**668**	**641**	**694**	**714**	**692**	**697**	**698**	**724**	**721**	**723**	**706**

(1) Seuls les séjours ayant démarré et fini dans les limites mai-septembre ont été comptabilisés pour cette répartition.

TABLEAU E.03-13

Les vacances d'été : répartition des séjours en France

Source : INSEE

Unité : %

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Selon le mode de transport :											
Train	11,4	12,5	11,2	11,8	11,0	●	10,2	10,7	10,2	11,7	10,7
Auto	83,4	82,1	83,3	81,7	83,0	●	82,9	82,1	83,3	81,6	82,2
Car	2,7	2,9	2,8	3,1	2,8	●	2,7	2,4	2,7	2,7	2,6
Avion	1,1	1,1	1,1	1,9	1,8	●	2,1	2,4	2,2	*r* 2,1	2,2
Autres	1,4	1,3	1,6	1,5	1,4	●	2,1	2,4	1,6	1,9	2,3
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	●	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le genre de vacances :											
Circuit	5,1	4,5	5,0	5,0	5,0	5,1	5,2	4,8	4,3	5,0	5,9
Mer	44,3	44,2	45,0	45,6	44,8	43,6	46,0	46,0	46,4	45,5	44,1
Montagne	17,4	17,4	16,9	16,7	17,2	17,4	17,3	18,0	17,8	16,9	17,3
Campagne	27,8	27,8	27,2	27,0	27,0	27,1	25,0	25,3	24,6	25,9	25,3
Ville	5,4	6,1	5,9	5,7	6,0	6,8	6,5	5,9	6,9	6,7	7,4
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :											
Hôtel	10,0	10,3	9,5	9,4	9,7	9,5	9,1	8,1	7,7	8,7	9,0
Location	15,0	14,5	13,5	14,9	14,1	12,4	13,6	13,9	14,8	14,4	14,3
Résidence secondaire	8,2	9,2	9,4	8,2	9,0	10,0	8,9	8,5	8,7	9,1	9,3
Résidence principale des parents et amis	29,0	28,2	29,6	29,7	28,0	30,2	28,9	29,8	29,6	29,2	29,2
Résidence secondaire des parents et amis	7,2	9,1	8,6	7,8	9,1	8,8	8,8	9,8	9,8	10,5	9,2
Tente ou caravane	23,1	20,1	22,0	21,8	21,7	20,8	22,9	20,6	21,5	19,4	20,0
Village de vacances	—	4,9	4,1	4,2	4,6	4,6	4,0	4,5	3,9	4,2	4,8
Autres (1)	7,5	3,7	3,3	4,0	3,8	3,7	3,8	4,8	4,0	4,5	4,2
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Y compris auberge de jeunesse.

TABLEAU E.03-14

Les vacances d'hiver : généralités

(1er octobre au 30 avril)

Source : INSEE

Unité : Million

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Nombre de personnes parties en vacances d'hiver	9,4	9,4	10,8	11,7	12,2	12,6	13,3	13,1	14,3	13,6	14,8
Taux de départ en hiver (1) [en %]	18,1	17,9	20,6	22,1	22,7	23,8	24,6	24,3	26,2	24,9	27,1
Nombre de séjours de vacances	13,4	12,6	15,5	16,2	17,5	17,7	18,5	18,6	20,7	19,6	21,5
— en France	11,8	10,9	13,4	14,3	15,3	15,6	16,0	16,1	18,2	17,1	18,5
— à l'étranger	1,6	1,7	2,1	1,9	2,2	2,1	2,5	2,5	2,5	2,5	3,0
Nombre de journées de vacances	145	137	159	164	174	177	189	188	198	193	206
— en France	125	114	133	139	146	152	157	158	170	162	173
— à l'étranger	20	23	26	25	28	25	32	30	28	31	33

(1) Pourcentage des personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre et le 30 avril.

TABLEAU E.03-15

Les vacances d'hiver : répartition des séjours en France

Source : INSEE

Unité : %

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Selon le mode de transport :											
Train	22,0	20,6	19,9	17,6	17,4	18,1	16,4	16,2	16,7	17,6	16,2
Auto	72,5	64,4	74,9	75,7	77,7	75,8	75,8	77,2	77,0	75,5	77,4
Car	3,6	9,7	3,5	3,3	3,2	2,9	3,8	2,7	2,6	2,6	3,1
Avion	1,5	3,5	1,3	1,7	1,3	2,3	2,8	2,9	2,8	3,4	2,4
Autres	0,4	1,8	0,4	1,7	0,4	0,9	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le genre de séjour :											
Circuit	1,8	2,5	3,2	2,4	2,1	1,8	1,8	2,0	2,4	1,4	2,0
Mer	17,1	16,2	15,8	17,3	14,3	15,8	18,2	18,3	16,1	17,6	15,9
Montagne	32,6	35,1	34,1	34,6	34,7	34,3	35,6	37,2	37,7	38,6	35,9
Campagne	35,2	29,6	31,4	30,8	32,4	33,0	30,0	29,9	28,0	28,2	31,3
Ville	13,3	16,6	15,5	14,9	16,5	15,1	14,4	12,6	15,8	14,2	14,9
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**10,000**	**100,00**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :											
Hôtel	13,2	12,5	13,2	10,9	11,4	10,2	10,8	11,3	10,4	10,2	9,0
Location	9,9	10,7	9,6	12,8	9,7	10,9	11,0	14,2	15,1	12,6	12,3
Résidence secondaire	14,5	11,6	13,7	12,2	13,0	14,0	14,0	13,4	12,8	13,9	14,4
Résidence principale des parents et amis	45,4	46,9	44,1	42,5	46,6	43,4	41,5	42,5	42,7	43,1	45,3
Résidence secondaire des parents et amis	8,3	9,8	8,6	9,0	8,4	10,6	10,9	8,9	8,6	10,3	9,9
Village de vacances	6,7	2,6	3,5	4,6	3,7	4,1	4,9	3,6	3,6	4,7	3,9
Autres (1)	2,0	5,9	7,3	8,0	7,2	6,8	6,9	6,1	6,8	5,2	5,2
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Y compris auberge de jeunesse, tente et caravane.

TABLEAU E.03-16

Tourisme d'affaires : entrées dans quelques foires importantes (1) par région

Source : Fédération des Foires et Salons de France

Unité : Millier d'entrées

Région	1980	1981	1982	1983	1984	1985	Principales villes de foire	1983	1984	1985
Ile-de-France	1.080,9	1.085,8	1.025,5	1.063,3	1.005,2	1.103,4	Paris	1.063,3	1.005,2	1.103,4
Champagne - Ardenne	329,7	344,5	328,2	315,7	310,0	310,4	Châlons-sur-Marne	110,0	105,4	115,7
Picardie	44,1	42,6	40,2	44,7	36,7	37,5	Beauvais	44,7	36,7	37,5
Haute-Normandie	178,1	166,5	185,5	194,7	173,0	180,7	Rouen	194,7	173,0	180,7
Centre	164,0	116,2	133,7	113,7	115,4	93,1	Orléans	113,7	115,4	93,1
Basse-Normandie	273,3	254,1	260,8	322,2	286,2	301,1	Caen	259,4	216,3	235,1
Bourgogne	445,1	418,3	482,8	416,0	439,3	419,9	Dijon	300,4	286,1	258,1
Nord - Pas-de-Calais	412,1	353,8	365,5	371,7	378,4	364,1	Lille	311,5	315,4	299,0
Lorraine	362,2	292,3	342,3	275,5	435,0	352,1	Nancy	148,5	243,9	173,1
Alsace	665,7	803,2	835,6	844,9	785,6	775,9	Strasbourg	476,7	446,7	465,3
Franche-Comté	148,0	152,4	138,3	119,2	145,0	161,0	Besançon	88,9	101,1	110,5
Pays de la Loire	427,2	489,0	401,9	504,4	552,2	563,0	Nantes	154,3	171,4	149,5
Bretagne	516,5	523,2	542,7	544,6	600,4	515,6	Rennes	301,2	261,7	272,4
Poitou - Charentes	342,9	368,6	349,6	364,4	373,4	390,3	Niort	140,9	138,0	162,0
Aquitaine	712,7	713,2	677,3	753,3	775,9	725,7	Bordeaux	348,5	339,0	354,7
Midi - Pyrénées	372,9	387,6	420,0	448,7	461,5	443,5	Toulouse	199,4	213,3	194,1
Limousin	105,6	192,1	103,1	113,2	185,6	112,7	Limoges	113,2	113,6	112,7
Rhône - Alpes	1.040,5	1.113,0	1.234,1	1.324,3	1.281,1	1.361,0	Lyon	431,0	419,8	455,1
Auvergne	92,1	87,2	143,3	110,3	107,4	116,0	Clermont-Ferrand	68,5	72,7	78,8
Languedoc - Roussillon	271,4	276,3	273,3	273,3	269,4	264,8	Montpellier	202,0	210,3	213,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	937,5	907,1	1.046,4	1.044,1	1.057,9	1.062,7	Marseille	618,7	625,3	638,2
Corse	-	27,0	26,6	—	—	—	Bastia	—	—	—
France métropolitaine	**8.922,5**	**9.114,1**	**9.356,8**	**9.562,2**	**9.774,6**	**9.654,7**				

(1) Total des entrées enregistrées comprenant à la fois des touristes et des visiteurs (déplacement hors du domicile pendant moins de 24 heures). Le champ des foires déclarées varie d'une année à l'autre.

TABLEAU E.03-17

Thermalisme : nombre de cures réalisées par région (1)

Source : Fédération thermale et climatique française (FTCF)

Région	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Ile-de-France	3.579	3.594	3.725	4.026	4.286	4.607	4.512	4.670	3.188	—	2.932
Champagne - Ardenne	9.700	10.109	11.347	11.613	12.675	13.615	14.635	14.823	15.216	15.422	15.647
Haute-Normandie	254	235	227	241	202	213	180	180	—	—	—
Basse-Normandie	18.193	18.026	18.263	17.656	16.876	16.472	16.433	16.258	15.933	15.588	15,275
Bourgogne	8.956	8.616	8.783	9.093	9.346	9.643	9.653	9.477	9.189	9.197	9.082
Nord - Pas-de-Calais	1.502	1.532	1.576	1.627	1.681	1.699	1.924	2.021	2.000	1.995	1.999
Lorraine	20.458	20.628	20.030	19.357	20.356	21.262	21.451	21.527	*r* 22.560	*r* 22.952	25.478
Alsace	10.006	6.401	840	875	880	887	884	7.294	6.972	7.246	728
Franche-Comté	5.008	4.896	4.861	4.829	4.937	5.270	5.538	5.457	5.208	*r* 5.370	5.289
Poitou - Charentes	9.655	9.419	9.838	10.094	10.296	10.653	11.471	12.022	12.526	13.729	14.767
Aquitaine	32.263	37.396	38.941	50.542	52.250	54.515	57.819	59.891	67.743	59.049	76.774
Midi - Pyrénées	78.591	80.743	81.914	72.257	84.551	87.324	89.698	89.884	94.829	95.914	100.464
Limousin	1.527	1.507	1.584	1.642	1.625	1.687	1.789	1.856	1.828	1.922	2.023
Rhône - Alpes	97.169	95.676	98.027	102.358	99.817	105.000	107.695	107.419	110.428	113.026	117.088
Auvergne	115.870	114.317	113.984	114.561	112.806	112.133	118.682	116.211	115.465	115.099	114.765
Languedoc - Roussillon	45.703	48.345	27.619	32.419	56.901	61.628	69.896	73.602	76.224	79.927	83.159
Provence - Alpes - Côte d'Azur	26.274	27.445	10.609	25.629	28.675	31.244	37.386	39.655	45.045	49.565	53.718
Corse (2)	●	●	●	●	●	●	211	217	381	427	407
France métropolitaine	**484.708**	**488.885**	**452.168**	**478.819**	**518.160**	**537.852**	**569.857**	**582.464**	***r* 604.735**	***r* 606.428**	**639.595**

(1) Curistes libres ou assurés sociaux. — (2) Pour la Corse, chiffres non connus avant 1982.

TABLEAU E.03-18

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

Source : Banque de France

Unité : Million de francs

Pays (1)	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Recettes (en terme de règlements)											
Communauté économique européenne (2)	6.546	8.491	11.290	12.048	15.764	■ 16.498	18.196	19.973	21.675	22.272	■ 24.486
dont : Allemagne (République fédérale d')	2.819	3.739	4.889	4.997	5.795	5.937	6.916	7.529	8.070	8.206	8.163
Belgique, Luxembourg	1.027	1.263	1.832	2.282	2.593	2.468	2.514	2.648	3.088	3.122	3.370
Italie	614	712	860	1.121	1.454	1.721	2.171	2.525	2.972	2.698	3.003
Pays-Bas	580	750	931	1.112	1.350	1.252	1.410	1.592	1.739	1.743	1.872
Royaume-Uni	1.439	1.953	2.688	2.422	4.412	4.861	4.892	5.361	5.424	6.052	5.786
Autriche	54	74	82	148	275	218	366	524	697	210	447
Canada	232	241	236	246	248	392	531	611	886	1.045	781
Espagne	1.215	1.667	1.453	1.570	1.331	1.306	1.384	1.407	1.505	1.487	1.771
États-Unis	4.164	5.085	5.087	5.446	5.519	8.085	11.142	15.023	20.569	24.276	18.097
Japon	108	148	273	362	390	587	673	826	1.030	996	1.101
Pays du Maghreb (3)	319	301	358	586	985	1.352	1.393	1.256	1.520	1.504	1.114
Suisse	2.307	3.148	4.751	4.927	5.710	4.911	6.494	8.969	10.851	12.028	13.507
Dépenses (en terme de règlements)											
Communauté économique européenne (2)	5.664	6.515	6.529	7.884	9.332	■ 10.544	11.415	10.079	11.686	12.693	■ 19.570
dont : Allemagne (République fédérale d')	1.231	1.408	1.375	1.554	1.680	2.086	2.199	2.068	2.220	2.405	2.799
Belgique, Luxembourg	780	812	777	1.103	1.240	1.592	1.552	1.327	1.520	2.219	2.541
Italie	2.023	2.073	2.288	2.935	3.071	3.094	3.560	3.196	3.676	3.395	3.739
Pays-Bas	273	301	345	332	362	469	536	525	557	558	571
Royaume-Uni	1.292	1.861	1.630	1.832	2.869	2.701	2.909	2.438	3.013	3.373	4.462
Autriche	75	82	129	160	184	297	435	455	510	512	571
Canada	162	142	138	156	185	289	312	259	356	371	356
Espagne	2.643	3.285	3.669	3.353	3.519	3.952	4.725	4.749	4.748	4.099	4.215
États-Unis	2.797	3.306	3.729	4.083	4.509	6.251	7.629	7.308	9.159	11.163	12.714
Japon	41	40	53	57	87	120	139	136	180	200	188
Pays du Maghreb (3)	1.274	1.266	1.066	1.176	1.289	1.541	1.862	1.987	1.950	2.686	3.112
Suisse	1.311	1.617	1.182	1.729	1.664	2.985	2.316	2.493	2.652	2.890	2.911
Solde de la balance touristique (en terme de transactions)											
Ensemble des pays	***r* 407**	**2.267**	**7.379**	**6.969**	***r* 9.401**	***r* 8.108**	**12.121**	**22.444**	**29.077**	**30.414**	**22.243**

(1) Faute de renseignements suffisants quant au pays de résidence effectif des touristes étrangers, on enregistre soit le pays dont la devise est utilisée, soit le pays de résidence des titulaires de comptes « étrangers » débités ou crédités. — (2) Jusqu'à 1980 inclus, Europe des neuf; de 1981 à 1986, Europe des dix; à partir de 1986, Europe des douze. — (3) Algérie, Maroc, Tunisie.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme, secrétariat d'État chargé du Tourisme, Direction de l'Industrie touristique, bureau des Statistiques, 2, rue Linois, 75740 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45 75 62 16.

Publications :

La *Revue trimestrielle de la direction de l'Industrie touristique* a revêtu plusieurs titres qui sont rappelés ci-dessous :

— de 1950 à 1963 : *Le tourisme en France*;
— de 1964 à 1973 : *Bulletin statistique*;
— de 1974 à 1978 : *Statistiques du tourisme*;
— de 1979 à 1981 : *Regards sur l'économie du tourisme*;
— de 1982 à 1983 : *Objectifs temps libre, l'économie du tourisme;*
— de 1983 à 1985 : *L'économie du tourisme;*
— depuis 1985, la revue s'intitule : *Collection de l'économie du tourisme.*

Statistiques du tourisme et *Regards sur l'économie du tourisme* ont connu une numérotation continue de 1 à 29.

Les n° 4 (décembre 1982), n° 8 (décembre 1983) et n° 12 (décembre 1984) de *L'Économie du tourisme* contiennent un index analytique de toutes les études ou statistiques parues depuis 1974 (n° 1 de *Statistiques du tourisme*).

A l'exception des numéros épuisés, le reste de la collection commencée en 1974 peut être commandé à la Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : (1) 48 34 92 75.

Les numéros les plus récents peuvent être achetés à la librairie de la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris. Tél. : (1) 42 61 50 10.

Annuaire statistique du tourisme (la Documentation française, 1re édition en 1983) contient la totalité des données disponibles par région et département depuis dix ans.

La direction de l'Industrie touristique édite également le *Mémento du tourisme,* un numéro par an, et *flash-tourisme,* mensuel, que l'on peut se procurer en écrivant au bureau des Statistiques de la Direction de l'Industrie touristique, 2, rue Linois, 75740 Paris Cedex 15.

- INSEE, département « Population ménages ». Division « Conditions de vie des ménages ».

Publications (vacances) :

Statistiques du tourisme, nos 2, 6, 10, 14, 18.
Regards sur les statistiques du tourisme, n° 21.
Regards sur l'économie du tourisme, nos 26, 28.
Objectifs temps libre, l'économie du tourisme, nos 3 et 4.

Bertrand (M.). — « La France sous la tente », *Économie et statistique,* n° 101, juin 1978.

Bertrand (M.). — « Vacances : en hiver aussi », *Économie et statistique,* n° 111, mai 1979.

Choquet (O.). — « Les vacances de la saison d'hiver 1982-1983 », *Premiers résultats,* n° 1, septembre 1983.

Couder (M.). — « Les vacances de la saison d'hiver 1983-1984 », *Premiers résultats,* n° 26, octobre 1984.

Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les départs en vacances de l'été 1984 ». *Premiers résultats,* n° 31, février 1985.

Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les vacances des Français en 1983 et 1984 ». *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 114.

Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les vacances de la saison d'hiver 1984-1985 », *Premiers résultats,* n° 47, décembre 1985.

Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les départs en vacances de l'été 1985 », *Premiers résultats,* n° 63, mai 1986.

Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les vacances de la saison d'hiver 1985-1986 », *Premiers résultats,* n° 74, octobre 1986.

Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les départs en vacances de l'été 1986 », *Premiers résultats,* n° 96, mai 1987.

Christine (M.) et Samy (Chr.). — « Les vacances des Français en 1985 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 125, juillet 1987.

Christine (M.). — « Les vacances », *Données sociales,* édition 1987.

— Microfiches disponibles dans les Observatoires économiques régionaux « Vacances d'été, vacances d'hiver » chaque année depuis 1976.

- Autres.

Publications diverses :

Conseil économique et social : *Le développement de nouvelles formes d'activités touristiques* (*JO* RF avis et rapport du Conseil économique et social, n° 18 du 4 août 1982, séances des 25 et 26 mai 1982).

Chapitre E.04

Jeunesse et sports

1. Vie associative

2. Jeunesse

3. Sports

4. Équipements sportifs, de jeunesse et de loisir

1. Vie associative

11. Promotion de la vie associative (tableaux 1 et 2)

Cette action s'effectue soit directement par les services du secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé de la Jeunesse et des Sports, soit par une aide aux associations, aux collectivités et aux organismes concernés. Plusieurs axes d'action sont retenus, dont :

— aide aux actions d'animation engagées par les associations et les collectivités locales;

— aide au développement de la vie associative.

12. Formation de cadres (tableaux 3 à 5)

121. Formation d'animateurs diplômés (BASE, CAPASE, DEFA)

Cette formation a principalement pour objet de valoriser les fonctions d'animateur professionnel (CAPASE: *certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives*), remplacé en 1980 par le DEFA : *diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation*), mais aussi d'animateur bénévole (BASE : *brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative*).

Le BASE, délivré par une commission départementale de la promotion socio-éducative (CODEPSE), sanctionne une expérience pratique d'animation. L'animateur titulaire du BASE intervient dans le domaine éducatif ou social, pour encadrer un groupe, gérer un établissement ou un équipement, ou animer un secteur géographique particulier.

La préparation du CAPASE s'effectuait par des stages courts donnant droit à l'attribution d'unités de valeur, auxquels s'ajoutaient des contrôles de connaissances et des épreuves d'aptitude.

Pour le DEFA qui remplace ce certificat, deux cursus de formation ont été prévus :

— en cycle continu de trois ans dans un centre de formation agréé;

— en sessions discontinues sur une durée minimale de trois ans.

Les conditions d'accès sont les suivantes :

— justifier de trois ans d'activité professionnelle;

— ou de trois ans de responsabilité d'animation non professionnelle;

— ou être titulaire du BASE.

La formation comprend cinq unités de formation de cent soixante heures minimum chacune, suivies d'un contrôle de connaissances.

Les candidats doivent ensuite effectuer un stage pratique en situation de quatre à huit mois, puis une expérience d'animation de neuf mois, comportant un stage de deux cent quarante heures d'adaptation à la fonction, à l'issue duquel le DEFA est attribué.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé de la Jeunesse et des Sports (Bureau informatique et statistiques — DASE 7).

122. Formation professionnelle continue

· *Formation professionnelle continue de longue durée.*

Les animateurs professionnels peuvent suivre des stages de formation de longue durée variant de un à deux ans, soit dans des centres privés dépendant d'associations ayant passé des conventions de formation professionnelle avec le ministère, soit dans des centres publics de formation.

· *Loi « Congé-Cadre-Jeunesse ».*

Cette loi vise à favoriser le recrutement, la formation et le perfectionnement de cadres et d'animateurs bénévoles. Elle accorde un congé non rémunéré de six jours ouvrables par an aux jeunes travailleurs salariés et apprentis âgés de 18 à 25 ans désireux d'assumer des responsabilités au sein d'organismes qualifiés.

2. Jeunesse

21. Loisirs de vacances Loisirs quotidiens
(tableaux 1, 2, 5, 6 et 7)

L'objectif est de développer les activités de loisirs socio-éducatifs sur les lieux de vie et pendant les vacances en faveur des jeunes. Cette intervention s'effectue soit directement par les services du ministère, soit en apportant une aide aux associations nationales ou locales agréées et subventionnées, aux collectivités locales et aux établissements scolaires.

Les grands axes d'action sont :

— la promotion des activités de loisirs quotidiens en faveur des enfants et des adolescents;

— l'accroissement de l'aide en faveur des centres de vacances;

— le développement de l'aide à la vie associative;

— le développement des actions favorisant une meilleure protection et une meilleure insertion des jeunes.

A cet effet sont prévus des stages « jeunes volontaires » pour des jeunes de 18 à 25 ans, sans emploi ou désirant changer d'emploi, mais n'étant pas en cours de formation. Ces stages, de six mois à un an (plus de 11 000 stages en 1983), sont rattachés à ceux de la formation professionnelle; ils sont proposés par des organismes du secteur non marchand :

— l'aide à l'initiative des jeunes;

— l'accroissement des échanges internationaux de jeunes.

22. Formation des cadres de Centres de vacances
(tableau 8)

Une habilitation est accordée par le ministère à des associations, pour l'organisation de sessions de formation d'animateurs et de directeurs.

Le BAFA (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur en centres de vacances) comporte trois étapes :

— une session de formation théorique de huit jours;

— un stage pratique dans un centre de vacances de quinze à vingt-quatre jours suivant le type de centre;

— une session de perfectionnement, de conversion ou de spécialisation de cinquante heures de travail en six jours.

Le BAFA peut être suivi du BAFD (*brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances*). Il prévoit :

— une session de formation de dix jours;

— un stage pratique effectué en qualité de directeur de centre de vacances ou de loisirs en situation de responsabilité totale;

— une session de perfectionnement de six jours;

— un deuxième stage qui permet d'établir un bilan d'ensemble de la formation.

23. Centres de loisirs sans hébergement
(tableaux 9 à 11)

Les centres de loisirs sans hébergement, qui en 1970 ont remplacé les centres aérés, s'adressent à des enfants de 4 à 16 ans.

Ces centres de loisirs sont ouverts pendant les périodes de vacances scolaires et parfois les mercredi, samedi et dimanche. Ils accueillent les enfants en demi-pension dans des équipements situés la plupart du temps à la périphérie des villes. Ils sont organisés par des municipalités, par des associations ou par des comités d'entreprises.

3. Sports

31. Pratique sportive pour le plus grand nombre
(tableaux 12 à 17)

Une des actions engagées par le ministère en matière de sport est de développer la pratique sportive pour le plus grand nombre en faisant connaître les bienfaits de la pratique sportive et en donnant les moyens de pratiquer sans chercher à atteindre le haut niveau. Dans ce but le ministère apporte :

— des moyens en personnel (conseillers techniques, collaborateurs saisonniers, moniteurs itinérants, assistants sportifs);

— des moyens en matériel technique et pédagogique. Il verse des subventions sous des formes diverses, en provenance de son budget et du fonds national pour le développement du sport (section sport de masse).

32. Sport de haute compétition
(tableau 18)

La promotion du sport de haute compétition est un objectif reconnu pour la force d'attraction que les champions sportifs exercent sur la masse et donc sur le développement d'une pratique sportive pour tous. Elle est en outre nécessaire à la bonne représentation du sport français dans les grandes compétitions internationales.

Les fédérations sportives organisent les compétitions, sélectionnent les athlètes et établissent les programmes d'entraînement. L'aide de l'État dans ce domaine prend la forme de subventions versées aux fédérations à partir du budget du secrétariat d'État auprès du Premier ministre

chargé de la Jeunesse et des Sports et des ressources du fonds national pour le développement du sport (section sport de haut niveau).

De plus le ministère recrute du personnel technique hautement qualifié (directeurs techniques nationaux, entraîneurs nationaux et conseillers techniques) qu'il met à la disposition des fédérations sportives.

Afin d'offrir à des espoirs sportifs des conditions de scolarisation leur permettant une poursuite normale de leurs études secondaires et supérieures, en même temps qu'un entraînement physique adapté à la pratique sportive de haut niveau et la participation aux compétitions, une action en faveur des sections « sport-études » est poursuivie, en coordination avec plusieurs administrations et organismes.

33. Formation de cadres : les brevets d'État à trois degrés d'éducateur sportif
(tableau 19)

Le brevet d'État à trois degrés permet d'exercer la profession d'éducateur physique ou sportif. Les examens pour l'obtention de ce brevet intéressent la plupart des activités sportives et sanctionnent une formation commune à tous les sports et une formation spécifique à la discipline concernée. Cette formation doit permettre de donner ainsi à tous les groupements sportifs un personnel d'encadrement qualifié.

34. Médecine du sport
(tableau 20)

La médecine du sport a pour but de favoriser les effets bénéfiques de la pratique des activités physiques et sportives à tous les stades du développement de l'homme et de protéger les pratiquants contre les nuisances dues à une activité sportive insuffisante, excessive ou inadaptée.

Les deux axes de cette politique sont :
— d'une part, des actions de recherche, d'enseignement et de formation;
— d'autre part, un accroissement de l'effort en faveur de l'exercice de la médecine dans le domaine du sport; cet effort porte :

· *Dans le cadre des activités sportives générales :*
— sur le contrôle médical sportif : médecine préventive;
— sur la médecine de soin : traumatologie et réadaptation.

· *Dans celui de la haute compétition :*
— sur la surveillance médicale de l'entraînement des athlètes de haut niveau, hygiène sportive et psychologie du sport;
— sur la lutte antidopage.

4. Équipements sportifs, de jeunesse et de loisir
(tableaux 21 et 22)

41. Équipements de jeunesse et de loisir

Les moyens en équipements de jeunesse et de loisir qui peuvent être subventionnés par le secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports comprennent les installations suivantes :
— locaux d'activités socio-éducatives;
— centres de vacances et de loisirs;
— bases de plein air et de loisirs;
— locaux d'accueil;
— centres d'information jeunesse;
— établissements de la jeunesse et des sports.

42. Équipements sportifs

L'État ne construit pour son propre compte que dans quelques cas particuliers, notamment pour les établissements de formation des cadres. Dans les autres cas, il subventionne les opérations entreprises au bénéfice des collectivités intéressées.

Les installations sportives comprennent :
— les terrains de plein air;
— les installations sportives couvertes;
— les piscines;
— les équipements sportifs particuliers : patinoires, frontons de pelote basque, tremplins de saut à ski, stands de tir,...

A ces installations s'ajoutent les établissements régionaux de formation de cadres (UEREPS, CREPS) et des établissements nationaux (INSEP, écoles nationales de ski et d'alpinisme, de ski de fond et de saut, de voile, d'équitation).

❖ ❖ ❖

TABLEAU E.04-1

Associations de jeunesse et d'éducation populaire

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

	1984	1985
ÉCHELON NATIONAL :		
Associations agréées	339	374
ÉCHELON RÉGIONAL (1) :		
Associations agréées	1.413	1.176
Associations en instance d'agrément	278	198
Associations affiliées	399	459
Divers	338	373
Total	*2.428*	*2.206*
ÉCHELON DÉPARTEMENTAL (1) :		
Associations agréées	12.896	14.883
Associations en instance d'agrément	4.281	2.869
Associations affiliées	2.500	2.530
Divers	4.235	4.689
Total	*23.912*	*24.971*

(1) Associations ayant entretenu des relations avec les services extérieurs Jeunesse et Sports.

TABLEAU E.04-2

Principaux objets ou activités proposés par les associations de jeunesse et d'éducation populaire à l'échelon régional et départemental

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Unité : Association.

Objet ou activité	1981		1982		1983		1984		1985	
	Région	Département	Région	Département	Région	Département	Région	Département	Région	Département
Aménagement du temps	●	●	21	122	45	244	51	271	53	433
Atelier photographique	101	2.939	103	2.945	263	2.738	254	2.736	180	2.748
Atelier vidéo (réalisation)	69	529	73	615	162	695	121	758	111	860
Atelier cinéma (réalisation)	63	571	69	671	94	559	76	555	66	515
Atelier radio (réalisation)	●	●	34	209	70	359	44	483	43	493
Atelier micro (réalisation)	●	●	●	●	130	961	153	1.490	181	1.779
Ciné-clubs	65	2.597	64	2.460	74	2.105	80	2.073	52	2.020
Conservation et diffusion de documentation	●	●	53	1.038	151	1.195	118	1.178	123	1.251
Expression musicale	107	2511	137	2.747	145	3.013	213	2.938	150	3.210
Théâtre	98	2.080	113	2.235	215	2.188	278	2.130	248	2.254
Danse et expression corporelle	72	1.780	110	2.141	180	2.236	167	2.176	121	2.538
Astronomie	●	●	●	●	111	324	68	356	70	373
Activités scientifiques (autres)	57	971	116	1.405	169	1330	190	1.390	137	1.401
Activités découvertes protection de la nature	●	●	101	1.591	229	1.359	292	1.370	211	1.370
Activités de plein air	132	2.714	168	4.328	263	3.959	256	3.843	256	4.272
Arts plastiques, activités artistiques	93	2.790	112	1.545	353	2.921	203	2.953	163	3.028
Loisirs de l'esprit (échecs, bridge...)	54	1.223	47	1.331	91	1.422	68	1.425	52	1.448
Échanges, voyages, tourisme, vacances	116	1.498	137	1.808	178	1.926	181	1.756	191	1.813
Habitat, vie sociale	46	505	70	633	92	640	101	591	60	593
Migrants	●	●	61	630	81	605	71	698	76	758
Délinquants	●	●	48	661	59	606	65	721	53	752
Handicapés	●	●	41	408	89	431	82	512	60	621
Aspects culturels d'une civilisation	79	1.414	101	1.590	145	1.751	167	1.610	160	1.837
Connaissance des cultures d'émigrés	●	●	43	573	157	439	56	528	67	567
Loisirs du 3e âge	●	●	45	1.417	53	1.380	107	1.492	52	1.507
Initiation aux sciences sociales et humaines	37	213	65	622	145	463	84	454	102	426
Nombre d'associations concernées (1)	463	10.305	576	11.116	1.391	12.619	1.481	13.889	1231	14.730

(1) Une même association peut proposer plusieurs activités. Le nombre d'associations ne résulte donc pas de la totalisation des chiffres figurant sur les lignes précédentes.

TABLEAU E.04-3

Diplômes d'animateurs socio-éducatifs

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Nature du diplôme	Année scolaire										
	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
BASE (1) [diplômes délivrés]	1.326	1.386	1.619	1.842	1.799	1.346	1.001	1.295	1.479	1.567	1.328
CAPASE (2) (3) :											
— admis à la session d'ouverture	822	825	890	1.074	632	///	///	///	///	///	///
— diplômes délivrés	249	395	416	296	334	///	///	///	///	///	///
DEFA :											
— candidats en cours de formation au 31 décembre de l'année de référence	///	///	///	///	///	5.099	6.773	8.325	8.561	10.508	12.171
— diplômes délivrés	///	///	///	///	///	18	26	136	256	252	264

(1) Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative. — (2) Certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives. — (3) La formation d'animateurs CAPASE a été supprimée en 1980 et remplacée par le DEFA (diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation).

TABLEAU E.04-4

Formation professionnelle continue de longue durée d'animateurs

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Stagiaires pris en charge	697	797	1.088	1.130	1.070	1.054	843	570	(1) ●
Nombre de conventions passées	26	28	31	30	30	31	31	38	(1) ●
Centres publics organisant des stages de formation professionnelle continue de longue durée (INEP, CREPS)	5	5	5	5	5	5	7	9	9
Centres privés de formation (fonctionnant avec convention depuis 1971)	20	26	26	28	31	33	31	11	11

(1) Le nombre de stagiaires et le nombre de conventions ne peuvent être connus en raison de la décentralisation.

TABLEAU E.04-5

Bourse congé-cadre jeunesse

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Nombre de bourses congé-cadre jeunesse accordées	3.428	3.571	3.256	3.256	3.256	3.256	3.385	3.344	1.196	1.191	1.038
Montant de la bourse (en francs)	500	500	500	500	500	500	630	630	630	630	630

TABLEAU E.04-6

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Unité : Millier d'enfants

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Centres de vacances maternels (4-6 ans).	20,3	21,6	22,0	20,6	21,5	20,2	22,4	19,1	21,4	23,7	24,9
Centres de vacances (6-12 ans).....	754,5	727,2	683,7	659,9	660,7	644,0	623,9	564,9	531,5	503,2	512,8
Centres de vacances (12-18 ans)	262,7	279,5	307,1	291,6	281,7	284,0	312,2	299,5	303,0	312,2	322,4
Camps de scoutisme (6-12, 12-18 ans) ..	100,5	98,3	93,9	98,1	96,7	102,9	102,1	99,7	103,9	102,7	110,0
Ensemble	**1.138,0**	**1.126,6**	**1.106,7**	**1.070,2**	**1.060,6**	**1.051,1**	**1.060,6**	**983,2**	**959,8**	**941,8**	**970,1**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil. Non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances.

TABLEAU E.04-7

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Pâques) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Unité : Millier d'enfants

	1984			1985			1986		
	Noël 83/84	Février 84	Pâques 84	Noël 84/85	Février 85	Pâques 85	Noël 85/86	Février 86	Pâques 86
Centres de vacances maternels (4-6 ans).....	1,3	1,4	4,9	0,4	1,1	3,2	0,3	1,3	2,9
Centres de vacances (6-12 ans).....	30,8	83,9	103,1	20,2	75,7	84,6	16,7	77,6	76,5
Centres de vacances (12-18 ans).....	28,9	68,5	71,1	24,3	64,4	53,8	22,9	64,8	53,4
Camps de scoutisme (6-12, 12-18 ans).....	2,5	4,3	8,7	1,5	3,2	7,1	0,8	2,9	4,4
Ensemble.....	**63,5**	**158,1**	**187,8**	**46,4**	**144,4**	**148,7**	**40,7**	**146,6**	**137,2**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil. Non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances.

TABLEAU E.04-8

Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Nature du diplôme	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
B.A.F.A. (1) [animateurs]	17.763	26.350	26.953	27.503	29.200	29.684	32.863	33.500	34.035	35.231	35.314
B.A.F.D. (2) [directeurs]	1.409	1.306	1.486	1.722	1.540	1.756	1.865	1.950	1.895	1.895	1.910

(1) Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur. — (2) Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur.

TABLEAU E.04-9

Centres de loisirs sans hébergement : encadrement

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

	Nombre d'unités de direction	Directeurs			Animateurs		
		Diplômes BAFA (1) + BAFD (2)	Stagiaires	Exerçant par dérogation	BAFA (1)	Stagiaires	Sans diplôme
1983	16.997	6.053	6.483	4.401	47.954	36.746	36.253
1984	18.759	7.027	7.687	4.623	55.562	37.786	38.689
1985	20.286	9.153	8.492	3.349	59.488	42.118	37.997

(1) BAFA : Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs. — (2) BAFD : Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs.

TABLEAU E.04-10

Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

	Organismes de tutelle				Implantations			
	Total	Municipalités	Associations privées	Comités d'entreprise	Total	Locaux spécifiques	Locaux scolaires	Autres implantations
1983	6.835	2.039	4.526	270	11.191	2.382	5.557	3.252
1984	7.484	2.223	4.985	276	11.409	2.573	5.437	3.399
1985	7.552	2.375	4.809	368	12.470	3.037	5.915	3.518

TABLEAU E.04-11

Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Périodes	Unités de direction					Effectifs d'enfants 1985			
	1983	1984	1985	1983	1984	Moins de 7 ans	Plus de 7 ans	Mixte	Total
Mercredi	4.773	4.980	6.380	362.481	377.665	101.428	160.404	125.525	387.357
Semaine sauf mercredi	1.386	1.632	2.226	75.843	96.095	30.384	36.891	52.311	119.586
Février	2.709	3.160	4.030	175.549	190.791	56.957	76.448	51.809	185.214
Printemps	3.064	3.660	4.407	208.809	234.977	58.697	88.097	73.796	220.590
Vacances d'été	11.811	13.590	14.448	909.721	1.012.287	208.652	375.777	416.300	1.000.729
Toussaint	1.825	2.461	3.528	128.756	157.938	53.181	67.424	40.221	160.826
Noël	2.519	2.777	3.445	159.174	161.686	46.247	55.441	41.195	142.883

TABLEAU E.04-12

Licences sportives par type de fédération

Source : Fédérations sportives

Année	Fédérations olympiques	Fédérations non olympiques	Groupements nationaux multisports	Groupements nationaux scolaires et universitaires	Total
1949	869.641	398.841	409.177	186.859	1.864.518
1950	909.391	400.112	440.756	331.102	2.081.361
1951	1.129.132	414.941	338.529	338.024	2.220.626
1952	1.131.421	441.461	336.167	382.005	2.291.054
1953	951.962	440.977	386.234	400.832	2.180.005
1954	980.360	449.984	384.360	425.835	2.240.539
1955	932.551	466.708	394.982	469.879	2.264.120
1956	923.690	490.909	393.327	494.271	2.302.197
1957	858.226	519.883	401.708	554.212	2.334.029
1958	907.677	600.460	401.464	589.293	2.498.894
1959	987.854	603.351	446.635	659.819	2.697.659
1960	1.035.552	601.677	505.751	729.901	2.872.881
1961	1.106.552	659.816	549.466	838.082	3.153.916
1962	1.186.826	671.363	575.849	892.185	3.326.223
1963	1.228.336	659.420	585.446	853.575	3.326.777
1964	1.319.999	723.003	619.198	922.556	3.584.756
1965	1.468.901	755.788	581.110	1.013.317	3.819.116
1966	1.606.399	717.248	620.766	1.079.241	4.023.654
1967	1.759.683	861.900	737.533	1.150.481	4.499.597
1968	1.864.420	921.232	778.682	1.156.873	4.721.207
1969	2.084.683	944.250	683.124	1.192.047	4.904.104
1970	2.252.655	989.221	696.770	1.297.452	5.236.098
1971	2.409.958	1.053.705	741.132	1.443.644	5.648.439
1972	2.668.271	1.176.153	884.922	1.681.894	6.411.240
1973	2.754.151	1.266,148	921.892	1.734.605	6.676.796
1974	2.877.938	1.371.155	946.642	1.865.746	7.061.481
1975	2.994.693	1.463.819	1.061.285	1.861.857	7.381.654
1976	3.087.003	1.704.476	1.104.303	1.950.081	7.845.863
1977	3.347.569	1.871.283	1.175.495	2.117.637	8.511.984
1978 (1) (2)	3.567.163	1.892.585	945.297	2.163.570	8.568.615
1979	3.750.190	2.269.404	1.050.416	2.035.564	9.105.574
1980	3.824.608	2.478.802	1.108.093	2.089.673	9.501.176
1981	4.989.680	2.554.250	1.103.288	2.176.422	10.823.640
1982 (3)	5.310.997	2.205.283	1.148.736	2.294.786	10.959.802
1983	5.620.054	2.190.713	1.218.487	2.338.059	11.367.313
1984	5.880.363	2.274.590	1.289.229	2.329.674	11.773.856
1985	5.999.285	2.335.912	1.366.863	2.320.110	12.022.170

(1) En 1978, non compris les licences de la FF twirling-bâton, de la FF de montagne, de la FF des pêcheurs en mer, de la FF de sauvetage et secourisme. — (2) En 1978, non compris les licences de l'Union sportive des travailleurs. — (3) A partir de 1982, le tennis et le tennis de table deviennent sports olympiques.

TABLEAU E.04-13

Fédérations olympiques : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Unités : Section de club : licence

Fédérations olympiques	Sections de clubs			Licences				
	1983	1984	1985	1983	1984	1985		
						Hommes	Femmes	Total
Fédération française d'athlétisme	1.610	1.626	1.745	105.089	110.597	78.330	36.984	115.314
Fédération française de badminton (2)	131	160	180	5.142	6.044	●	●	6.717
Fédération française de basket	4.911	5.031	4.676	341.131	364.623	186.464	167.828	354.292
Fédération française de boxe	468	480	514	14.511	16.213	13.809	455	14.264
Fédération française de canoë-kayak	560	623	648	27.290	34.308	26.898	9.912	36.810
Fédération française de cyclisme	2.294	2.081	2.293	91.478	89.460	85.134	2.941	88.075
Fédération équestre française	1.558	1.221	1.729	142.637	145.071	56.509	90.599	147.108
Fédération française d'escrime	697	702	713	32.107	32.140	25.492	8.414	33.906
Fédération française de football	22.020	22.275	22.608	1.707.517	1.707.926	1.699.762	31.450	1.731.212
Fédération française de gymnastique	1.163	1.181	1.214	106.674	117.939	40.257	86.567	126.824
Fédération française d'haltérophilie et musculation	441	448	434	18.488	17.969	15.467	2.546	18.013
Fédération française de hand-ball	2.438	2.536	2.578	163.648	172.056	114.850	60.549	175.399
Fédération française de hockey	117	115	127	8.063	7.608	6.293	1.722	8.015
Fédération française de judo	4.582	5.047	4.751	365.143	389.292	308.247	74.297	382.544
Fédération française de lutte	252	266	266	9.985	11.254	9.352	1.914	11.266
Fédération française de natation	1.208	1.194	1.209	98.055	107.107	62.941	50.822	113.763
Fédération française de pentathlon moderne	11	10	11	168	139	118	44	162
Fédération française de ski	2.447	2.356	2.419	748.762	793.889	537.725	289.592	827.317
Fédération française des sociétés d'aviron	221	232	242	21.901	25.328	18.886	6.288	25.174
Fédération française des sports de glace	211	215	364	24.817	26.974	15.366	11.838	27.204
Fédération française de tennis (1)	7.195	8.166	8.680	1.189.616	1.287.337	859.322	461.142	1.320.464
Fédération française de tennis de table (1)	4.084	4.210	4.456	96.659	103.236	95.779	11.625	107.404
Fédération française de tir	1.922	2.000	2.094	122.258	126.640	119.427	11.686	131.113
Fédération française de tir à l'arc	1.103	1.177	1.107	21.281	21.460	18.582	5.090	23.672
Fédération française de volley-ball	1.637	1.642	1.576	63.861	65.158	40.123	27.277	67.400
Fédération française de voile	1.338	1.168	1.419	98.915	106.639	84.235	21.618	105.853
Totaux	**64.619**	**66.162**	**68.053**	**5.625.196**	**5.886.407**	**4.519.368**	**1.473.200**	**5.999.285**

(1) À partir de 1982, le tennis et le tennis de table deviennent sports olympiques. — (2) À partir de 1985, le badminton devient sport olympique.

TABLEAU E.04-14

Fédérations dites non olympiques agréées et habilitées : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives — *Unités :* Section de club, licence

Fédération	Sections de clubs 1983	Sections de clubs 1984	Sections de clubs 1985	Licences 1983	Licences 1984	Licences 1985 Hommes	Licences 1985 Femmes	Licences 1985 Total
Fédération française d'aéromodélisme	441	459	477	9.105	9.818	●	●	10.149
Fédération nationale aéronautique	536	583	575	44.063	45.913	●	●	45.896
Fédération française de ballon au poing	35	41	40	621	671	686	3	689
Fédération française de base-ball	27	39	62	4.103	5.312	3.261	464	3.725
Fédération française de billard	372	377	403	9.605	10.171	11.128	185	11.313
Fédération française de boxe française	440	495	569	18.494	20.535	19.272	2.064	21.336
Fédération française de char à voile	40	43	45	1.364	1.400	1.273	303	1.576
Fédération française de course d'orientation	196	187	185	9.054	8.548	10.261	3.623	13.884
Fédération française des études et sports sous-marins	1.150	1.189	1.277	74.486	77.153	66.180	14.641	80.821
Fédération française de golf	225	245	276	53.709	63.580	49.634	27.203	76.837
Fédération française du jeu à XIII	297	300	300	24.217	24.967	26.664	695	27.359
Fédération française du jeu balle au tambourin	23	28	35	764	1.018	1.440	146	1.586
Fédération française du jeu de paume	19	19	17	572	580	547	5	552
Fédération française de joutes et sauvetage nautique	73	73	74	2.845	2.910	2.840	335	3.175
Fédération française de karaté et arts martiaux	2.369	1.754	1.896	93.255	100.032	100.313	22.877	123.190
Fédération française de longue paume	43	43	45	1.521	1.520	1.324	200	1.524
Fédération française de montagne	304	263	273	119.773	123.302	●	●	124.160
Fédération française de motocyclisme	916	974	988	12.948	12.220	11.800	374	12.174
Fédération française motonautique	37	37	59	2.662	1.165	875	28	903
Fédération française de parachutisme	261	318	347	36.286	21.772	16.752	3.749	20.501
Fédération française de patinage sur roulettes	177	217	257	9.565	11.307	●	●	11.873
Fédération française de pêche au coup	●	●	414	●	●	5.709	194	5.903
Fédération française des pêcheurs en mer	138	163	167	10.210	12.531	12.578	823	13.401
Fédération française de pelote basque	185	231	243	9.984	10.990	10.675	783	11.458
Fédération française de pétanque et jeu provençal	7.221	7.513	7.629	474.417	492.555	445.145	43.697	488.842
Fédération française de rugby	1.723	1.745	1.904	211.688	211.629	215.594	—	215.594
Fédération française de sauvetage et secourisme	●	●	161	●	●	5.484	3.160	8.644
Fédération française de ski nautique	148	163	166	7.531	8.206	5.646	2.634	8.280
Fédération française de sports automobiles	209	220	222	23.435	24.273	●	●	24.611
Fédération française de sport de boules	3.506	3.407	3.476	151.398	149.393	141.026	4.590	145.616
Fédération française des sports de quilles	520	536	567	18.484	19.071	17.922	2.509	20.431
Fédération française de squash raquettes	165	193	281	17.652	14.870	13.529	4.161	17.690
Fédération française de surf et skate	42	58	75	1.477	1.741	2.094	199	2.293
Fédération française de trampoline	56	62	72	4.974	4.774	●	●	6.357
Fédération française de vol libre	167	149	200	5.915	6.220	●	●	6.655
Fédération française de vol à voile	143	135	150	11.201	10.960	10.473	1.067	11.540
Total général	**22.204**	**22.259**	**23.927**	**1.477.378**	**1.511.107**	**1.210.125**	**140.712**	**1.580.538**

TABLEAU E.04-15

Fédérations dites non olympiques agréées : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives — *Unités :* Section de club, licence

Fédération	Sections de clubs 1983	Sections de clubs 1984	Sections de clubs 1985	Licences 1983	Licences 1984	Licences 1985 Hommes	Licences 1985 Femmes	Licences 1985 Total
Fédération française d'aérobic, stretching	●	●	135	●	●	—	9.726	9.726
Fédération française de course camarguaise	121	125	133	208	210	281	2	283
Fédération française de course landaise	●	192	193	2.190	2.213	2.111	136	2.247
Fédération française de cyclotourisme	2.534	2.604	2.657	89.404	89.103	73.371	14.779	88150
Fédération française de danse art chorégraphique	466	456	479	35.771	37.114	—	35.798	35.798
Fédération française d'éducation physique, gymnastique volontaire	5.075	5.517	5.789	308.834	333.505	20.923	309.375	330.298
Fédération française des grands pêcheurs sportifs	●	●	41	●	●	1.044	5	1.049
Fédération française de javelot, tir cible	●	●	92	●	●	1.767	163	1.930
Poney club de France	●	294	312	●	21.928	●	●	22.821
Fédération française de randonnée pédestre	300	486	488	224.115	212.286	●	●	217.326
Fédération française de rugby féminin	●	●	30	●	●	102	739	841
Fédération française de spéléologie	498	484	522	6.390	6.448	●	●	6.952
Fédération française de tchouk-ball	3	44	50	2.565	2.131	2.334	420	2.754
Association nationale de tourisme équestre	512	853	653	12.723	17.733	7.095	6.455	13.550
Fédération française de twirling baton	717	705	649	20.319	19.566	—	16.986	16.986
Fédération française de viet-vo-dao	83	102	95	5.674	6.081	3.545	1.118	4.663
Total général	**10.309**	**11.862**	**12.318**	**708.193**	**748.318**	**112.573**	**395.702**	**755.374**

TABLEAU E.04-16

Fédérations et groupements multisports et affinitaires : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Unités : Section de club, licence

Fédérations et groupements multisports affinitaires	Sections de clubs			Licences				
						1985		
	1983	1984	1985	1983	1984	Hommes	Femmes	Total
Fédération française d'entraînement physique dans le monde moderne	2.069	2.277	2.397	135.486	139.101	15.671	124.354	140.025
Éducation par le sport des handicapés mentaux	148	249	261	7.330	7.694	6.248	3.547	9.795
Fédération des sourds de France	60	61	58	2.404	2.504	1.739	399	2.138
Fédération de handisport	212	244	250	8.131	8.862	6.277	2.777	9.054
Fédération sportive et culturelle de France	2.195	2.165	2.189	186.796	186.807	100.248	88.738	188.986
Fédération sportive et gymnique du travail	4.083	4.061	4.040	378.300	369.605	●	●	357.563
Union française des œuvres laïques d'éducation physique	10.451	10.872	11.020	464.553	467.010	314.840	143.273	458.113
Union sportive des travailleurs	546	546	812	35.487	35.487	33.773	19.070	52.843
Espérance Arabe	●	192	217	●	72.159	85.955	726	86.681
Fédération nationale du sport milieu rural	●	●	1.098	●	●	●	●	58.735
Ensemble	**19.764**	**20.667**	**22.342**	**1.218.487**	**1.289.229**	**564.751**	**382.884**	**1.363.933**

TABLEAU E.04-17

Fédérations sportives scolaires et universitaires : nombre de sections de clubs et de licences

(France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

Source : Fédérations sportives

Unités : Section de club, licence

Fédération	Sections de clubs			Licences				
						1985		
	1983	1984	1985	1983	1984	Hommes	Femmes	Total
Union nationale du sport scolaire (UNSS)	7.882	7.982	8.072	880.363	856.404	504.166	380.526	884.692
Fédération nationale du sport universitaire (FNSU)	487	525	484	54.525	60.063	46.102	14.315	60.417
Union du sport de l'enseignement du premier degré (USEP)	18.689	18.589	18.542	997.034	986.293	507.822	454.237	962.059
Union générale du sport de l'enseignement libre (UGSEL)	2.061	2.116	1.868	406.137	426.914	●	●	412.942
Total général	**29.119**	**29.212**	**28.966**	**2.338.059**	**2.329.674**	**1.058.090**	**849.078**	**2.320.110**

TABLEAU E.04-18

Sections « sports-études »

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

	Année scolaire										
	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85		1985-86		1986-87	
						Sections sports-études	Sections promotionnelles	Sections sports-études	Sections promotionnelles	Sections sports-études	Sections promotionnelles
Nombre de sections ouvertes	145	151	162	181	182	169	289	165	323	173	349
Effectif	3.204	3.208	3.633	4.040	4.096	4.321	5.780	*e* 4.200	*e* 10.000	*e* 4.000	*e* 10.000
Nombre de spécialités enseignées	22	23	25	25	25	26	26	26	20	28	20

TABLEAU E.04-19

Formation des cadres sportifs : brevet d'État d'éducateur sportif

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Unité : Candidat

	Réussite à la formation commune	Réussite à la formation spécifique	Nombre de brevets d'État ou diplômes d'État délivrés
1977	2.300	2.790	5.484
1978	3.119	4.060	4.260
1979	4.037	3.641	3.192
1980	2.329	5.165	4.681
1981	2.091	6.286	5.606
1982	3.414	7.228	5.301
1983	3.693	6.943	5.826
1984	3.852	7.156	6.032
1985	(1) ●	(1) ●	(1) ●
1986	(1) ●	(1) ●	(1) ●

(1) En 1985 et 1986, il n'a pas été fait de synthèse statistique sur la formation des cadres sportifs.

TABLEAU E.04-20

Médecine du sport

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Candidats reçus aux certificats d'études spécialisées de biologie et de médecine du sport	1.161	1.455	1.500	1.300	1.113	1.200	1.200	880
Centres médico-sportifs	364	390	390	390	444	450	450	(1) ●
Commissions médicales fédérales	43	44	44	46	49	51	51	60
Instituts régionaux de médecine du sport	6	10	12	17	20	21	21	21
Sportifs de haut niveau examinés	3.694	3.200	3.200	3.480	3.600	3.600	3.600	7.565
Élèves examinés dans les sections sport-études	2.891	3.098	3.614	4.500	4.500	7.000	7.000	7.476
Contrôles antidopage effectués	1.473	894	1.236	1.500	1.434	1.751	*r* 1.656	2.453

(1) Ces données ne sont plus comptabilisées au niveau central.

TABLEAU E.04-21

Équipements sportifs, de jeunesse et de loisir (stock)

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports (fichier des équipements)

Type d'installation	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*e* 1986
Terrains de plein air	52.354	53.798	55.741	61.384	64.578	66.119	67.360	68.360	69.360	70.360
Installations sportives couvertes	12.912	13.407	14.091	15.494	16.492	17.284	17.903	18.508	18.958	19.350
Piscines	3.079	3.152	3.204	3.383	3.439	3.493	3.538	3.578	3.608	3.630
Équipements sportifs particuliers	2.743	2.817	2.914	3.144	3.192	3.447	3.568	3.688	3.800	3.950
Locaux d'activités socio-éducatives	6.738	6.985	7.242	7.699	8.153	8.644	9.067	9.467	9.800	11.050
Centres de vacances	5.997	6.034	6.077	6.106	6.176	6.171	6.125	6.100	6.075	6.050
Centres de loisir sans hébergement	1.536	1.604	1.644	1.815	1.900	2.034	2.019	2.020	2.020	2.020
Locaux d'accueil	774	788	816	903	929	955	976	996	1.016	1.030

TABLEAU E.04-22

Création d'équipements sportifs, de jeunesse et de loisir financés par le secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports

Source : Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports (fichier des équipements)

Type d'installation	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	e 1986
Terrains de plein air	545	596	885	842	810	682	504	450	250	200
Installations sportives couvertes	439	337	425	418	399	342	279	250	40	30
Piscines	100	53	31	29	28	23	12	10	2	1
Équipements sportifs particuliers	36	36	35	33	26	31	38	40	25	25
UEREPS-CREPS	1	1	1	2	1	2	1	5	5	6
Locaux d'activité socio-éducatifs	156	143	165	141	173	98	83	65	5	5
Centres de vacances	6	7	5	6	4	9	3	3	3	3
Centres de loisir sans hébergement	—	9	11	10	21	78	9	5	–	—
Locaux d'accueil	18	10	13	12	10	14	16	20	30	30

SOURCES DE DOCUMENTATION

Secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé de la Jeunesse et des Sports : Bureau informatique et statistiques (DASE 7), 78, rue Olivier-de-Serres, 75739 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 48 28 40 00.

Publications :

— Annuaire 1985.
— Licences 1986.
— Centres de vacances et de loisirs, été 1986.
— Centres de vacances et de loisirs, Noël 1985, février 1986, Pâques 1986.
— Centres de loisirs sans hébergement 1986.
— Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation, DEFA 1986.

DANS LES COLLECTIONS DE L'INSEE

SÉRIE M

MÉNAGES

LES VACANCES DES FRANÇAIS EN 1985

LES COLLECTIONS DE L'INSEE

SÉRIE M

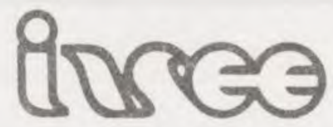
MÉNAGES

N° 125

60 F

84,6 % en France, 35,8 % à la mer, 13,2 % à l'hôtel, 12 % sous la tente, 43,5 % chez des parents ou amis... L'enquête sur les vacances des Français permet d'avoir une vision très générale des comportements de vacances des Français été comme hiver et de répondre aux questions :

- Qui sont les Français qui partent en vacances ?
- Combien sont-ils ?
- Quand partent-ils et pour combien de temps ?
- Où vont-ils ?
- Comment se logent-ils ?...



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

08.87

BON DE COMMANDE à retourner au

CNGP INSEE BP 2718 80027 AMIENS Cedex

D 82

Veuillez m'adresser _____ exemplaire(s) de

« LES VACANCES DES FRANÇAIS EN 1985 »

paru dans les collections de l'INSEE, série M n° 125, au prix de 60 F.

Nom ou raison sociale : _____

Activité : _____ Tél. : _____

Adresse : _____

Ci-joint en règlement, la somme de _____ F par : ☐ chèque bancaire ☐ mandat ☐ chèque postal, à l'ordre de l'INSEE.

Chapitre E.05

Loisirs divers

1. Courses de chevaux, pari mutuel

2. Loterie nationale

3. Jeux de casinos

4. Navigation maritime de plaisance

1. Courses de chevaux, pari mutuel

11. Organisation des courses

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2 juin 1891 modifiée par la loi du 16 avril 1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU).

Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de 280 sociétés, dont 5 sociétés parisiennes, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif.

Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture) elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et d'organisation du pari mutuel.

Elles sont régies par le décret n° 83-878 du 4 octobre 1983 et les différentes formes de pari par l'arrêté du 13 septembre 1985.

12. Enjeux et prélèvements

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 18,60 %).

Les sommes engagées en paris sur les courses font l'objet :

— d'un prélèvement de base, d'une TVA répartie entre les sociétés et les parieurs (33 1/3 % au 1er janvier 1984);

— d'un droit de timbre de 3 %.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 30 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret n° 86-357 du 12 mars 1986.

En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor.

L'article 15 de la loi de finances pour 1965, modifié par l'article 7 de la loi de finances pour 1979, avait autorisé le Gouvernement à faire verser par chaque société parisienne la moitié de l'excédent de ses recettes nettes par rapport aux recettes nettes de l'exercice précédent.

2. Loterie nationale

21. Modalités générales de fonctionnement

La Loterie nationale a été instituée par l'article 136 de la loi de finances du 31 mai 1933. Sa forme et son mode de fonctionnement ont été arrêtés par décrets. Depuis le 1er janvier 1979, l'organisation et l'exploitation de la Loterie nationale et des tirages supplémentaires de la Loterie nationale dénommés Loto national sont confiés à une

société d'économie mixte, la Société de la Loterie nationale et du Loto national.

Les billets sont vendus par l'intermédiaire des comptables publics et de douze organismes émetteurs de dixièmes de billets agréés par la Loterie nationale.

Avant le tirage de chaque tranche, les billets et dixièmes de billets en excédent peuvent être repris dans certaines conditions par la Société de la Loterie nationale et du Loto national.

Conformément à l'article 2 du décret du 8 septembre 1933, le droit au paiement des lots d'une tranche se prescrit dans un délai de six mois à compter du jour du tirage. Pour ce qui est des dixièmes de billets, le délai de prescription est de douze mois.

22. Tirages et résultats

La Loterie nationale a procédé au tirage de 107 tranches en 1985 et de 112 tranches en 1986, se répartissant ainsi :

1985	1986	
104	109	tranches à 92 F le billet
3	3	tranches à 230 F le billet

Pendant cette période, le montant du gros lot a varié, selon la tranche, de 4 à 6 millions de F.

Le tableau 4 fait apparaître, pour chacune des années 1979 à 1986, le nombre de tranches, le nombre de billets placés, le placement net, le montant global des lots payés et le montant des prélèvements fiscaux et non fiscaux.

23. Tirages supplémentaires (Loto national)

Depuis mai 1976, un tirage supplémentaire est effectué chaque semaine, à l'occasion du tirage d'une tranche de la Loterie nationale, par extraction au hasard de 6 boules plus une 7e d'un appareil contenant 49 boules numérotées de 1 à 49.

Pour participer à ces tirages supplémentaires, le joueur choisit 6 numéros qu'il coche sur un bulletin. Il fait valider ce bulletin dans un centre agréé par la Société de la Loterie nationale et du Loto national contre versement d'une mise s'élevant à 1 F pour chaque ensemble de 6 numéros.

Tout ensemble comportant au moins 3 numéros sur les 6 sortis au tirage est gagnant.

Depuis le 10 mars 1984, un second tirage supplémentaire hebdomadaire est organisé : les seuls bulletins pris en considération pour ce tirage sont ceux validés pour le premier tirage supplémentaire de la semaine.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les gains égaux ou supérieurs à 5 000 F. Leurs taux sont fixés par l'article 6 de la loi de finances rectificative pour 1986 du 11 juillet 1986.

Le même article affecte le produit de l'arrondissement des rapports au franc inférieur au budget général.

24. Loto sportif

Afin de contribuer au développement du sport, l'article 42 de la loi de finances du 29 décembre 1984 a autorisé la création d'un nouveau jeu : le Loto sportif, faisant appel à la combinaison du hasard et des résultats d'événements sportifs.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement ont été précisées par décrets.

Le jeu consiste à prévoir les résultats de 16 événements sportifs, dont la liste est communiquée chaque semaine par la Société de la loterie nationale et du loto national.

À l'aide des bulletins disponibles dans tous les points de vente Loto, le joueur coche pour chaque événement sportif une des trois cases correspondant au résultat qu'il prévoit.

Le bulletin est validé contre le versement de la somme de 5 F, représentant la mise pour un jeu simple. Il est possible de composer un jeu multiple.

Les bulletins comportant au moins 12 bons résultats sont gagnants. Sous certaines conditions, les bulletins comportant au moins 11 bons résultats ou à défaut 10, 9 voire 8 bons résultats peuvent être gagnants. Par ailleurs, les bulletins comportant les résultats exacts des 7 événements sportifs déterminés par tirage au sort sont également gagnants.

En 1986, les événements sportifs retenus comme support du jeu étaient des rencontres de football.

Les dispositions de l'article 6 de la Loi du 11 juillet 1986 précitée sont également applicables aux gains réalisés au jeu du Loto sportif.

3. Jeux de casinos

En application de la loi du 15 juin 1907 et du décret n° 59-1489 du 22 décembre 1959 modifié, réglementant les jeux dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques, l'État et les communes exercent un prélèvement progressif sur le produit brut des jeux après abattement forfaitaire de 25 %. Le barème des prélèvements actuellement en vigueur a été fixé par le décret n° 81-476 du 8 mai 1981, pour application à compter du 1er janvier 1981.

En vertu des dispositions de la loi de finances du 7 février 1953, les communes où sont implantés des casinos bénéficient d'une somme égale à 10 % du montant du prélèvement progressif opéré par l'État dans la limite de 5 % des ressources ordinaires de la commune.

Par ailleurs, la loi du 27 avril 1946 prévoit en son article 44 un second prélèvement au profit des communes en vertu des clauses des cahiers des charges imposés aux établissements de jeux, dans la limite de 15 % du produit brut des jeux.

La somme des prélèvements opérés par l'État et par la commune ne peut dépasser 80 % du produit considéré.

Enfin, l'article 72 de la loi de finances pour 1962 prévoit la possibilité pour les casinos de bénéficier d'un abattement supplémentaire de 10 % maximum du produit brut des jeux correspondant au déficit résultant des manifestations artistiques de qualité qu'ils organisent et aux dépenses d'équipement et d'entretien à caractère immobilier qu'ils prennent en charge dans les établissements hôteliers ou thermaux situés dans le département du siège du casino ou dans les départements limitrophes.

4. Navigation maritime de plaisance

Les données statistiques de ce paragraphe sont établies par le bureau de la navigation de plaisance et le centre administratif des Affaires maritimes.

En ce qui concerne l'effectif de la flotte, chaque direction des affaires maritimes a procédé, au cours de l'année 1969, à une mise à jour de ses fichiers des navires de plaisance effectuant une navigation maritime; seules les fiches de navires existants ont été conservées, ce qui a permis de présenter une situation exacte de la flotte de plaisance au 1er janvier 1970, mise à jour chaque année à l'aide des immatriculations constatées.

D'autre part, la production ou la facturation des bateaux de plaisance et des planches à voile sont données au chapitre K.10 « Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses ».

❖
❖ ❖

TABLEAU E.05-1

Prélèvements de base sur les sommes engagées sur les courses de chevaux

Répartition appliquée depuis le 23 janvier 1986 (4)

Source : Ministère de l'Agriculture (Service des haras)

En %

Bénéficiaire	Hippodromes			PMU		
	Paris (1)	Région parisienne (2)	Province (3)	Paris (1)	Région parisienne (2)	Province (3)
1. Prélèvements non fiscaux fixés par décret						
Sociétés de courses (HT)	10,500	10,500	11,720	10,183	10,183	10,229
Budget général	–	–	–	–	0,373	–
Ville de Paris	1,500	–	–	1,500	–	–
Fonds national des haras et des activités hippiques	1,860	3,360	–	1,474	1,474	1,213
Fonds national pour le développement des adductions d'eau	–	–	2,400	0,739	1,866	2,426
Fonds national pour le développement du sport	–	–	–	0,077	0,077	0,077
Fonds national pour le développement de la vie associative	–	–	–	0,074	0,074	0,074
Total	13,860	13,860	14,120	14,047	14,047	14,019
2. Prélèvements fiscaux						
Timbre	3,000	3,000	3,000	3,000	3,000	3,000
TVA sur prélèvements sociétés	3,500	3,500	3.910	3,395	3,395	3,410
Ensemble	20,360	20,360	21,030	20,442	20,442	20,429

(1) Auteuil, Longchamp, Vincennes. — (2) Enghien, Évry, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud. — (3) Autres hippodromes. — (4) Pour les prélèvements antérieurs, voir les annuaires 1975, 1982, 1983 et 1984.

TABLEAU E.05-2

Produit des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux

Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 86-357 du 12 mars 1986

Source : Ministère de l'Agriculture (Service des haras)

Unité : Million de francs

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs	1.232,7	1.407,2	1.435,5	1.794,5	1.957,1	2.091,8	2.217,0	2.598,1	2.696,8	2.714,0	2.505,8

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et montant des paris engagés

Source : Ministère de l'Agriculture (Service des haras)

Unité : Million de francs

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Montant des entrées	30,2	32,9	36,0	42,0	46,0	53,2	57,2	61,5	69,7	70,3	71,9
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	2.095	2.363	2.481	2.689	2.939	3.171	3.393	3.549	3.707	3.752	3.808
Sommes engagées au pari mutuel urbain	12.157	13.562	15.186	16.686	18.954	19.902	22.093	24.750	26.436	25.844	26.215
dont : *tiercé et quarté* (1)	*6.845*	*7.139*	*7.792*	*9.182*	*10.636*	*11.413*	*12.449*	*13.683*	*14.567*	*13.488*	*13.366*

(1) A partir de 1980 tiercé et quarté, antérieurement tiercé seul.

TABLEAU E.05-4

Loterie nationale — loto national

Source : Société de la loterie nationale et du loto national

	Unité	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Loterie nationale :									
Nombre de tranches	Tranche	59	68	84	81	82	100	107	112
Nombre de billets placés	Millier	8.272	8.775	10.499	9.054	8.905	21.962	38.064	38.046
Placements nets	Million de F	442	445	497	540	527	1.705	2.885	2.801
Lots à payer (1)	»	265	267	310	320	312	1.043	1.743	1.675
Prélèvements non fiscaux	»	155	157	164	193	187	532	920	906
Prélèvements fiscaux	»	22	21	23	27	28	130	222	220
Loto national :									
Nombre de bulletins	Millier	478.474	625.230	711.600	735.362	772.354	690.470	652.211	639.757
Montant des mises	Million de F	4.538	6.132	7.228	7.743	8.371	10.956	11.799	11.662
Lots à payer	»	2.476	3.348	3.946	4.228	4.570	5.821	6.254	5.821
Prélèvements non fiscaux	»	1.787	2.413	2.846	3.078	3.323	4.329	4.718	4.785
dont : Mouvement sportif	»	91	123	145	155	209	219	236	233
Prélèvements fiscaux	»	275	371	436	437	478	806	827	893
dont : TVA	»	139	187	219	205	227	477	473	543
Prélèvements progressifs	Million de F	///	///	///	///	///	///	///	102
Produit des arrondis	Million de F	///	///	///	///	///	///	///	61
Loto sportif :									
Nombre de bulletins	Millier	///	///	///	///	///	///	68.338	168.975
Montant des mises	Million de F	///	///	///	///	///	///	771	1.904
Lots à payer	»	///	///	///	///	///	///	370	914
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	///	///	///	///	354	846
dont : Mouvement sportif	»	///	///	///	///	///	///	231	450
Prélèvements fiscaux	»	///	///	///	///	///	///	47	115
dont : TVA	»	///	///	///	///	///	///	24	58
Prélèvements progressifs	Million de F	///	///	///	///	///	///	///	27
Produit des arrondis	Million de F	///	///	///	///	///	///	///	2

(1) Lots à payer au titre de l'année concernée. Dans les éditions précédentes de l'annuaire figuraient les lots effectivement payés au cours de l'année.

TABLEAU E.05-5

Revenus des jeux de casinos (1)

(France métropolitaine - Départements et territoires d'outre-mer)

Source : Direction de l'Industrie touristique

Unité : Millier de francs

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Produit brut des jeux	530.612,4	616.034,7	546.864,5	629.819,6	597.237,4	720.762,0	725.716,2	858.858,4	946.098,1	980.551,0	842.423,2
Part de l'État	185.269,0	217.623,3	190.157,2	220.785,1	180.375,9	226.996,9	226.796,6	284.022,9	314.917,2	326.997,6	262.297,5

(1) La saison de l'année (*n*) s'étend du 1er novembre de l'année (*n* — 1) au 31 octobre de l'année (*n*).

TABLEAU E.05-6

Flotte de plaisance

Situation au 30 septembre

Source : Secrétariat d'État à la Mer (Bureau de la plaisance)

Unité : Navire

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
France métropolitaine :										
Voiliers	152.916	162.566	173.101	183.840	192.740	199.590	205.226	209.931	214.438	218.709
soit : 2 tonneaux et moins	104.259	107.706	111.132	114.539	117.409	119.353	120.819	122.120	123.283	124.289
Plus de 2 tonneaux	48.657	54.860	61.969	69.301	75.331	80.237	84.407	87.811	91.155	94.420
Navires à moteurs	267.129	289.500	313.960	337.523	359.174	379.838	399.497	416.369	433.199	450.551
soit : 2 tonneaux et moins	218.896	237.357	256.772	275.771	293.369	310.909	327.263	341.080	354.689	368.418
Plus de 2 tonneaux	48.233	52.143	57.188	61.752	65.805	68.929	72.234	75.289	78.510	82.133
Ensemble des navires	**420.045**	**452.066**	**487.061**	**521.363**	**551.914**	**579.428**	**604.723**	**626.300**	**647.637**	**669.260**
soit : 2 tonneaux et moins	323.155	345.063	367.904	390.310	410.778	430.262	448.082	463.200	477.972	492.707
Plus de 2 tonneaux	96.890	107.003	119.157	131.053	141.136	149.166	156.641	163.100	169.665	176.553
Départements d'outre-mer (1) :										
Voiliers	1.981	2.028	944	1.216	1.068	1.117	1.154	1.196	1.245	1.309
Navires à moteurs	5.079	5.794	4.387	4.695	5.085	5.313	5.637	5.943	6.239	6.424
Territoires d'outre-mer (2) :										
Voiliers	289	335	361	408	466	507	575	627	678	719
Navires à moteurs	5.353	5.570	5.867	6.285	6.597	6.837	7.100	7.219	7.326	7.455

(1) Y compris Saint-Pierre-et-Miquelon. — (2) Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.

TABLEAU E.05-7

Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes. France métropolitaine

Résultats par période annuelle *(1er octobre - 30 septembre)*

Source : Secrétariat d'État à la Mer (Bureau de la plaisance)

Jauge brute des navires	Voiliers						Navires à moteur					
	Le Havre	Rennes	Nantes	Bordeaux	Marseille	Total	Le Havre	Rennes	Nantes	Bordeaux	Marseille	Total
1978-1979												
Moins de 2 tonneaux	423	844	915	354	707	3.243	3.419	2.383	3.056	1.965	7.784	18.607
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	540	648	1.061	602	1.165	4.016	493	394	534	640	1.861	3.922
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	334	230	581	254	969	2.368	102	38	150	116	412	818
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	112	43	128	63	337	683	29	7	29	34	158	257
25 tonneaux et plus	4	—	5	2	6	17	2	—	5	2	18	27
Ensemble	**1.413**	**1.765**	**2.690**	**1.275**	**3.184**	**10.327**	**4.045**	**2.822**	**3.774**	**2.757**	**10.233**	**23.631**
1979-1980												
Moins de 2 tonneaux	387	754	875	476	733	3.225	3.103	2.165	3.132	1.924	7.662	17.986
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	503	646	972	681	1.068	3.870	496	346	505	583	1.693	3.623
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	313	252	650	298	1.087	2.600	67	41	99	98	347	652
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	142	45	155	101	372	815	31	1	37	24	157	250
25 tonneaux et plus	9	—	6	4	28	47	2	—	2	2	33	39
Ensemble	**1.354**	**1.697**	**2.658**	**1.560**	**3.288**	**10.557**	**3.699**	**2.553**	**3.775**	**2.631**	**9.892**	**22.550**
1980-1981												
Moins de 2 tonneaux	279	704	915	282	524	2.704	2.903	1.920	3.172	1.759	6.924	16.678
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	354	442	786	495	829	2.906	414	286	404	540	1.473	3.207
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	247	221	491	258	886	2.103	49	44	85	72	319	569
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	120	37	188	127	462	934	24	5	25	17	134	205
25 tonneaux et plus	7	—	3	4	23	37	2	—	4	—	23	34
Ensemble	**1.007**	**1.404**	**2.383**	**1.166**	**2.724**	**8.684**	**3.392**	**2.255**	**3.780**	**2.388**	**8.878**	**20.693**
1981-1982												
Moins de 2 tonneaux	225	474	524	251	363	1.837	3.086	1.999	2.784	1.824	6.897	16.590
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	311	355	539	396	598	2.199	369	231	356	475	1.185	2.616
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	242	162	488	260	759	1.911	34	26	44	39	202	345
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	99	39	171	111	331	751	15	9	11	13	78	126
25 tonneaux et plus	—	5	3	5	9	22	2	—	—	—	19	21
Ensemble	**877**	**1.035**	**1.725**	**1.023**	**2.060**	**6.720**	**3.506**	**2.265**	**3.195**	**2.351**	**8.381**	**19.698**
1982-1983												
Moins de 2 tonneaux	166	264	366	281	304	1.381	2.833	1.709	2.710	1.788	6.428	15.468
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	227	284	469	350	463	1.793	394	205	421	576	1.078	2.674
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	191	117	373	247	545	1.473	38	26	59	73	225	421
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	110	44	223	105	356	838	11	7	18	15	110	161
25 tonneaux et plus	7	1	4	7	15	34	1	1	1	—	18	21
Ensemble	**701**	**710**	**1.435**	**990**	**1.683**	**5.519**	**3.277**	**1.948**	**3.209**	**2.452**	**7.859**	**18.745**
1983-1984												
Moins de 2 tonneaux	125	201	335	306	250	1.217	2.122	1.629	2.374	1.605	5.258	12.988
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	152	171	375	284	366	1.348	350	171	390	568	926	2.405
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	144	90	333	214	494	1.275	38	22	66	73	230	429
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	74	31	164	101	354	724	14	8	16	17	107	162
25 tonneaux et plus	3	2	7	9	18	39	—	—	1	1	20	22
Ensemble	**498**	**495**	**1.214**	**914**	**1.482**	**4.603**	**2.524**	**1.830**	**2.847**	**2.264**	**6.541**	**16.006**
1984-1985												
Moins de 2 tonneaux	164	376	155	147	250	1.092	2.345	2.402	1.260	1.387	5.379	12.773
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	158	335	153	205	306	1.157	391	369	277	508	1.003	2.548
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	159	239	203	230	477	1.308	47	51	53	62	247	460
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	94	113	155	105	360	827	14	6	9	9	125	163
25 tonneaux et plus	3	4	4	6	11	28	—	2	3	1	19	25
Ensemble	**578**	**1.067**	**670**	**693**	**1.404**	**4.412**	**2.797**	**2.830**	**1.602**	**1.967**	**6.773**	**15.969**
1985-1986												
Moins de 2 tonneaux	131	369	108	125	210	943	2.270	2.183	1.082	1.449	5.882	12.866
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	143	328	159	173	296	1.099	429	354	240	538	1.208	2.769
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	125	217	147	207	412	1.108	49	59	51	77	312	548
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	98	134	130	152	473	987	19	8	10	12	183	232
25 tonneaux et plus	7	1	6	11	12	37	3	1	2	0	27	33
Ensemble	**504**	**1.049**	**550**	**668**	**1.403**	**4.174**	**2.770**	**2.605**	**1.385**	**2.076**	**7.612**	**16.448**

TABLEAU E.05-8

Immatriculation des navires de plaisance. — Départements et territoires d'outre-mer

Résultats par période annuelle *(1er octobre 1985 - 30 septembre 1986)*

Source : Secrétariat d'État à la Mer (Bureau de la plaisance)

	Moins de deux tonneaux (1)			Plus de deux tonneaux (1)			Total général
	Voiliers	Moteurs	Ensemble	Voiliers	Moteurs	Ensemble	
D. O. M.							
Guadeloupe	—	27	27	13	17	30	57
Guyane	—	80	80	—	14	14	94
Martinique	16	70	86	10	24	34	120
Réunion	6	28	34	8	8	16	50
Saint-Pierre-et-Miquelon	1	26	27	—	1	1	28
Ensemble	**23**	**231**	**254**	**31**	**64**	**95**	**349**
T. O. M.							
Nouvelle-Calédonie	1	82	83	16	20	36	119
Polynésie française	—	—	—	24	27	51	51
Ensemble	**1**	**82**	**83**	**40**	**47**	**87**	**170**

(1) Non compris embarcations locales : canots à rame pour la Guadeloupe, pirogues pour la Guyane, yoles et gommiers pour la Martinique, barques locales pour la Réunion, doris pour Saint-Pierre-et-Miquelon.

TABLEAU E.05-9

Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions. France métropolitaine

Résultats par période annuelle *(1er octobre - 30 septembre)*

Source : Secrétariat d'État chargé de la Mer (Bureau de la plaisance)

Nature des événements	1983			1984			(1) 1985		(1) 1986	
	Nombre d'événements	Nombre de personnes à bord	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes à bord	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues (2)	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues (2)
Abordages	7	13	2	8	15	2	2	1	24	—
Échouements	227	659	1	204	593	—	—	—	197	42
Heurts	16	46	1	17	54	4	4	4		
Chavirements	125	270	26	89	222	25	27	34	291	6
Incendies, explosions	27	66	—	20	54	—	34	—	26	6
Voies d'eau (envahies par l'eau)	50	208	1	43	107	1	61	—	96	1
Disparitions inexpliquées	8	15	7	3	8	4	13	11	6	17
Pannes et avaries	544	1.527	4	478	1.324	1	671	—	621	1
Hommes à la mer	36	84	22	35	90	20	27	11	42	30

(1) Les résultats sont ceux de l'année civile à partir de 1985. — (2) Le nombre de personnes à bord est une information qui a cessé d'être recueillie.

TABLEAU E.05-10

Ménages équipés par groupe socioprofessionnel du chef de ménage

Source : INSEE

Unité : %

Nature de l'équipement	Date	Ensemble des ménages	Agriculteurs et salariés agricoles	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service	Autres actifs	Non actifs
			0-1	2	3	4	5	6	7	8	9
Magnétoscope	Janvier 1982	2,3	0,3	5,4	9,0	5,3	1,8	1,4	1,7	2,0	0,6
	Janvier 1984	3,8	0,7	8,5	9,6	5,7	5,2	3,3	7,3	11,6	0,8
	Janvier 1986	7,7	1,7	10,0	17,4	11,9	8,5	9,8	7,3	15,7	2,3
Piano	Janvier 1983	5,5	5,0	8,8	20,4	9,7	4,1	1,7	1,2	4,7	4,1
	Janvier 1985	9,1	5,0	11,3	19,4	18,8	11,1	9,8	9,1	19,3	2,8
Guitare	Mai 1982	1,6	0,4	1,9	7,4	3,8	1,9	0,6	1,3	1,4	0,5
Planche à voile											

TABLEAU E.05-11

Intensité des relations de voisinage selon les caractéristiques de l'habitat ou la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage

Source : INSEE-INED (enquête « contacts » 1982-1983)

Unité : %

Caractéristiques du chef de ménage	Ancune relation	Conversations ou visites	Petits services	Liens étroits	Ensemble
Ensemble des ménages	**8,7**	**18,8**	**44,8**	**27,7**	100
ANCIENNETÉ DANS LE LOGEMENT (en années) :					
Moins de 1,5	17,0	26,3	39,8	17,0	100
De 1,5 à 3,5	9,1	19,5	45,9	25,5	100
De 3,5 à 7	8,8	19,2	43,8	28,2	100
De 7 à 11	6,9	14,5	45,9	32,7	100
De 11 à 18	6,6	18,1	44,9	30,4	100
De 18 à 30	4,8	17,1	46,7	31,5	100
30 ou plus	7,7	16,9	46,4	29,1	100
TYPE D'HABITAT ENVIRONNANT :					
Maisons individuelles hors agglomération	5,0	17,5	43,7	33,9	100
Maisons individuelles en agglomération	6,6	16,4	46,8	30,2	100
Habitat mixte (maisons et immeubles)	9,9	20,2	44,9	24,9	100
Immeubles collectifs sur rue	11,1	21,6	44,8	22,5	100
Groupe d'immeubles, cités, grands ensembles	14,3	21,7	40,8	23,2	100
NOMBRE DE LOGEMENTS DANS L'IMMEUBLE :					
Logement unique	6,5	17,0	45,5	31,0	100
2 à 4 logements	8,3	22,3	46,8	22,6	100
5 à 9 logements	10,7	21,3	48,1	19,8	100
10 à 19 logements	12,4	20,8	42,4	24,4	100
20 à 34 logements	10,8	20,1	42,9	26,2	100
35 à 150 logements	16,7	23,6	39,3	20,4	100
COMMUNE DE RÉSIDENCE :					
Commune rurale	3,7	14,6	45,5	36,2	100
Commune rurale en canton partiellement urbain	4,7	16,8	43,5	35,0	100
Unité urbaine de moins de 20 000 habitants	7,6	20,3	45,4	26,6	100
Unité urbaine de 20 000 à 100 000 habitants	10,2	19,5	44,3	26,1	100
Unité urbaine de plus de 100 000 habitants	10,9	20,6	46,0	22,5	100
Agglomération parisienne sans Paris	14,0	17,1	43,7	25,2	100
Ville de Paris	9,5	22,0	42,1	26,3	100
CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE (dernière profession exercée) :					
Agriculteurs exploitants	3,2	13,5	44,1	39,2	100
Artisans, commerçants, entrepreneurs	9,6	23,4	43,0	23,9	100
Cadres et professions intellectuelles supérieures	7,2	15,5	42,8	34,5	100
Professions intermédiaires	7,7	17,6	46,1	28,6	100
Employés	12,3	19,2	45,8	22,7	100
Ouvriers qualifiés	7,6	18,6	46,4	27,4	100
Ouvriers non qualifiés	11,2	20,8	43,5	24,4	100

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Ministère de l'Agriculture, service des Haras et de l'Équitation, 14, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. Tél. : (1) 43 80 49 37;

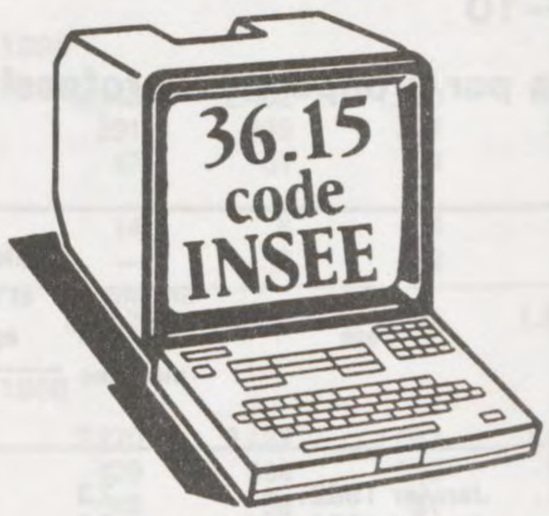
— Société de la Loterie nationale et du Loto national, 20, rue de la Boétie, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 65 74 50;

— Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, direction de la Comptabilité publique, 151, rue Saint-Honoré, 75056 Paris :

- Renseignements législatifs et réglementaires. Statistiques des jeux de casino.

— Secrétariat d'État chargé de la Mer :

- Centre administratif des Affaires maritimes, B.P. 130, 35408 Saint-Malo Cedex.
- Bureau de la plaisance, 3, place de Fontenoy, 75700 Paris.

Publication :

Statistique plaisance (annuel).